

Université de Liège
Faculté de Sciences Appliquées

Différenciations sociospatiales et gouvernance municipale dans les banlieues de Beyrouth

À travers l'exemple du Sahel AlMatn AlJanoubi
et des municipalités de Chiyah, Ghobeiri et Furn AlChebbak

Thèse de doctorat présentée par Jihad FARAH
en vue de l'obtention du grade de docteur
en art de bâtir et urbanisme

Date de dépôt de la thèse : Mai 2011

Promoteur :

Jacques TELLER, Chargé de cours, Université de Liège

Jury :

Marcelo BALBO, Professeur, Université IUAV de Venise

Elisabeth DORIER-APPRILL, Professeur, Université de Provence

Fabienne LELOUP, Professeur, Facultés Universitaires catholiques de Mons

Sigrid REITER, Chargée de cours, Université de Liège

Léon TELVIZIAN, Professeur, Université Libanaise

Eric VERDEIL, Chargé de recherche CNRS UMR 5600 « Environnement, ville, société »

*Aux deux Henri,
Et
À tous les orphelins de la modernité*

Remerciements

Cette thèse doit énormément à mes deux directeur de recherches. Le travail avec Jacques Teller a été un véritable apprentissage où sa rigueur, sa patience devant mes errances et la pertinence de ses questions socratiques m'ont permis continuellement de me remettre en question et avancer mes réflexions. Merci pour ses lectures et ses critiques minutieuses des différentes versions de ce texte. Et surtout merci pour son amitié, lui et sa femme Sara. Léon Telvzian est pour moi plus qu'un directeur de thèse, c'est un parrain. Depuis mes années d'études en master d'urbanisme à l'Université Libanaise, sa sagesse, sa générosité et son irréductible bonne humeur sont pour moi une source intarissable et un ultime recours. Les heures quotidiennes de discussions et d'échanges, qui vont bien au-delà des questions de cette thèse, sont une précieuse formation ainsi que de chers souvenirs – Merci Léon pour tout.

Cette thèse a également bénéficié de nombreux soutiens financiers que je souhaite remercier. Je pense au programme européen TEMPUS, à l'Agence Universitaire de la Francophonie et à Wallonie Bruxelles International. Si je dois remercier dans ce même cadre le laboratoire LEMA de l'Université de Liège auquel je suis actuellement attaché, ma gratitude va surtout à l'amitié et l'assistance que ses membres m'ont offerte. Toutefois, j'adresse un remerciement particulier à Maryse Jaddoul qui s'est occupée de beaucoup d'aspects administratifs de cette thèse et a toujours été mon recours quand je me perdais dans tout autre détail administratif pendant mon séjour en Belgique.

Je porte aussi une dette particulière envers le département d'urbanisme de l'Université Libanaise et son directeur Mousbah Rajab qui a cru en moi et mes idées et m'a permis de participer à l'épopée du laboratoire CERDA. C'est dans le cadre du CERDA que j'ai réalisé une grande partie de mon travail de terrain et que j'ai pu lancer avec les étudiants du master nombre d'enquêtes et de recherches sur des questions qui ont contribué plus ou moins directement à l'évolution de ce travail. Aux étudiants des promotions 2008, 2009 et 2010 va ma gratitude. Cette thèse doit aussi une grande partie de ses graphiques à Hicham Achkar ; je ne peux assez le remercier pour sa patience stoïque devant mes interminables modifications, et surtout pour sa grande amabilité.

Nombre de personnes ont aussi contribué à faire évoluer cette thèse par leurs lectures ou leurs remarques à différentes étapes de celle-ci. Je pense surtout à Annie Tohmé-Tabet qui a eu la générosité de me passer un grand nombre de références pour orienter mes lectures sur Beyrouth, mais aussi à Valérie Clerc-Huybrechts, Sandrine Gamblin et Eric Verdeil pour leurs remarques et conseils.

Ma reconnaissance va surtout aux municipalités et différents acteurs des banlieues de Beyrouth qui ont bien voulu me recevoir et partager avec moi leurs ambitions et leurs craintes. C'est dans

ces moments loin des livres et dans l'intimité des entretiens que j'ai pu saisir le « pouls » de cette ville dans sa superbe et sa fragilité.

Enfin, cette thèse n'a pu être faite sans la grâce d'un nombre de gens qui m'ont soutenu et supporté mes excès dans les temps difficiles du doctorat : Mes parents Aida et Henri qui dans leur amour ont toujours tenu à partager mes angoisses ; ma famille Rouba, Fadi et Nicolas ainsi que mes amis Nassif, Lara, Alain, Saïd, Youssif, Dima, Wissam et Jessy qui ont toujours été là pour moi et contribué par nos conversations à l'évolution de ma réflexion. Mais en écrivant ces lignes mes pensées vont surtout vers ma femme Oula qui m'a accompagné au quotidien de cette longue aventure partageant mes doutes et mes espérances. C'est dans la douceur de notre intimité et de nos ambitions que je me suis toujours ressourcé – cette thèse t'est aussi dédiée.

Avant-Propos

Écrire sur la différenciation sociospatiale à Beyrouth me semble dans mon cas moins un choix scientifique qu'une quête personnelle. Si j'utilise le mot « quête » qui peut paraître un peu fort pour parler après tout d'un exercice académique, c'est pour souligner que mon parcours personnel a toujours été hanté par cette question.

Bien sûr je porte comme tous les Libanais les séquelles d'une guerre civile qui n'est pas vraiment terminée. Cependant, je crois que l'ambiguïté que je ressens envers cette crise continue de la société libanaise et de la façon dont elle gère son espace ne peut se résumer à la crainte du retour des atrocités mais plutôt à un sentiment d'impuissance et d'incrédulité quand il s'agit de présenter des alternatives viables au système en place.

Ce n'est pas que les Libanais ne sont que des « tribus avec des drapeaux »¹ vivant encore aux rythmes du Moyen-âge, manquant de tout sens d'intérêt public et de toute capacité d'innovation. Tout au contraire, le Liban est un des premiers pays de la région à s'ouvrir aux valeurs de la modernisation et représente un des foyers les plus innovants en matière de culture et d'économie dans le monde arabe.

Ainsi, j'ai été sensibilisé à l'école comme tous les petits libanais – héritage français oblige – aux valeurs de l'individualisme, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Cependant, une fois à l'université, je revoyais mes amis de classe rejoindre les partis communautaires et les défendre avec ferveur. Une chose que je n'arrivais à comprendre et que je trouvais assez paradoxal. Issu d'une famille attachant beaucoup de valeurs à la laïcité, et une certaine aversion au communautarisme, je me rattachais ainsi à une explication basée sur le poids des valeurs trop conservatrices de leurs éducations familiales.

A l'université, au cours de mes études en architecture, on a parlé de techniques mais aussi de valeurs. On nous a familiarisés avec le Paris d'Hausmann, la ville radieuse de LeCorbusier et la « delirious New York » de Koolhaas. Mais le Beyrouth où je vivais ne ressemblait à aucune de ces villes. Dans les ateliers, on se lamentait sur cette ville qui semble s'engloutir sous des tonnes de béton, sur sa pénurie d'espaces publics, sur sa polarisation communautaire et son manque de cohésion sociale.

Dans mon diplôme de fin d'étude, portant à cœur ces questions, j'ai choisi de travailler sur la ligne de démarcation de la guerre. En fait, j'étais écoeuré que près de quinze ans après la guerre, la ligne de démarcation existait encore. Je voulais faire un projet architectural, une sorte de forum, qui puisse présenter un espace de rencontre et de réconciliation entre les deux quartiers limitrophes, les deux parties de la ville. Rapidement je me rendu compte qu'un tel projet ne peut

¹ D'après le titre du livre de Charles Glass (1990) « Tribes with flags » sur le Liban

avoir un impact réel sur les dynamiques urbaines de la ville. À vrai dire, nos études de six ans d'architecture, tout en nous poussant à réfléchir la ville, ne nous permettaient en rien de traiter d'une ville comme Beyrouth. L'épisode du projet de diplôme m'a ainsi convaincu que la question urbaine est une question aussi politique que spatiale. Ainsi, une formation en urbanisme m'a paru une bonne option.

Je cherchais dans la « science de la ville » des réponses à mes questions et surtout des outils pour agir sur ma ville. Toutefois, dans les cours, il m'est devenu évident qu'au Liban l'urbanisme est difficilement mobilisable pour le simple citoyen. En fait, il évolue dans un cercle auquel celui-ci a difficilement accès. D'abord, l'urbanisme est une des prérogatives de l'Etat central et notamment la Direction Générale de l'Urbanisme. Les outils de l'urbanisme sont d'ordre réglementaire et nécessitent couramment l'approbation des plus hautes instances décisionnelles lors de leur mise en oeuvre. Enfin et surtout, c'est un processus fortement contrôlé par les grands politiciens. Tout cela est bien décourageant pour une personne qui cherche à user de l'urbanisme comme outil citoyen pour transformer sa ville, y ramener de l'espace public et de la cohésion sociale.

Cependant, le cursus a eu le mérite de nous ouvrir les yeux à une voie alternative : les municipalités et les opportunités que celles-ci peuvent nous ouvrir. Effectivement, il m'a semblé que les municipalités seraient la cheville citoyenne à travers laquelle la question urbaine pourrait être efficacement abordée. C'est dans ce sens que je choisis de produire un mémoire de recherche portant sur les politiques urbaines municipales et les territorialisations communautaires dans les banlieues de Beyrouth.

La rédaction de ce mémoire a été pour moi une expérience assez révélatrice. Elle m'a permis de poser des questions qui me hantent depuis longtemps : le communautarisme est-il une fatalité incontournable à l'échelle urbaine ? Quelles urbanités et quels espaces est-il en train de produire à Beyrouth, et particulièrement dans ses banlieues où il est le plus virulent ? Quelle est la place de l'individu dans ces lieux façonnés par le communautaire ? Ainsi que d'autres questions comme : Quelles sont les limites des outils municipaux ? Comment s'articulent la sphère municipale et la sphère communautaire ? Quel accès a vraiment le citoyen à la sphère municipale ?

Les conclusions de ce travail, sans réellement me fournir des réponses, élargirent le champ de mes questions en m'invitant à les repenser : en fait, le communautarisme est-il vraiment un monolithe ou présente-t-il différents cas de figures ? Ces derniers ont-ils tous le même impact sur le politique et l'urbain ? La crise de Beyrouth est-elle propre à la ville ou plutôt à une dynamique plus globale liée à la crise du modernisme et à la mondialisation ? La polarisation communautaire est-elle différente de la polarisation ethnique ou socioéconomique, partisane dans d'autres villes et pays ?

Ces conclusions me permirent surtout de comprendre que ce que je crains vraiment n'est pas la polarisation mais le sentiment de claustrophobie que donne l'incapacité d'agir sur son milieu à

toute personne se refusant d'intégrer un bloc communautaire au Liban – ou son équivalent autre part ; une crainte que je pense partager avec beaucoup de personnes dans le monde.

Si je me permets d'étaler tous ces faits sur moi-même ce n'est aucunement suite à un penchant exhibitionniste. C'est simplement parce que je trouve que l'évolution de mes questionnements que je rapporte ici est consubstantielle de ce travail de thèse. C'est aussi et surtout un avertissement au lecteur pour qu'il garde en tête en lisant les pages de ce document, qu'au delà du débat académique qu'elles suscitent, les questions posées sont celles d'un débat politique et expriment à leur façon la soif de beaucoup de gens qui cherchent à reprendre l'initiative.

I. Introduction

« l'enfer c'est les autres »... au fond, nous usons de connaissances que les autres ont déjà sur nous, nous nous jugeons avec les moyens que les autres ont, nous ont donnés, de nous juger. Quoi que je dise sur moi, toujours le jugement d'autrui entre dedans. Quoi que je sente de moi, le jugement d'autrui entre dedans. Ce qui veut dire que, si mes rapports sont mauvais, je me mets dans la totale dépendance d'autrui et alors, en effet je suis en enfer.

Jean-Paul Sartre²

Les Autres, tous les autres, ont une importance capitale pour chacun de nous. Les relations qui nous lient aussi bien que les regards que nous portons les uns sur les autres sont ainsi de l'ordre de l'existentiel. Ce sont eux qui nous aident à nous définir et définir nos mondes. Ils conditionnent nos existences. De mauvaises relations, des regards durs, peuvent rendre une existence difficile, voire infernale pour user le mot de Sartre.

Les rapports interpersonnels sont des éléments centraux pour définir les relations et les regards que les hommes jettent les uns sur les autres, toutefois, ils sont loin d'être les seuls. Le partage des normes sociales et culturelles est ici aussi un important facteur. Effectivement, les hommes vivent en société. Or dans une société, un individu ne peut se permettre d'investir qu'un temps limité en rapports interpersonnels et par suite avec un ensemble réduit de personnes. Pour pallier aux limitations existentielles qu'impose le temps, les normes sociales et culturelles jouent un rôle important dans la socialisation humaine. Elles sont une sorte de monnaie d'échange, leur respect et partage offrent aux individus une garantie de similarité de regard canalisant la relation et minimisant les incertitudes.

Souvent, les hommes ont plus tendance à développer leurs relations dans des réseaux partageant des normes culturelles et sociales similaires – un groupe. Dans ce groupe, un regard de bienveillance réciproque, émerge donnant un sens d'appartenance aux individus du groupe et un sentiment de démarcation des autres. Cette symbiose entre l'individu et le groupe social est d'habitude loin d'être complète, et l'individu peut bien être membre de plusieurs groupes, et par suite avoir un regard plus individualisé sur les autres membres de la société. Mais parfois, une appartenance à un groupe peut devenir aux yeux de ses membres ou aux yeux des autres si stratégique (sur le niveau politique, psychologique, social ou économique) qu'elle devient englobante, totalisante définissant à elle seule le regard jeté sur les membres du groupe par les autres. Dans ces cas, l'individu devient tout simplement le groupe et les autres son « enfer ».

Certaines formes de groupes sociaux ont plus que d'autres tendance à avoir cet effet. C'est le cas du clan familial, de la tribu, de la communauté religieuse ou ethnique, de la classe sociale et du parti idéologique. Des sociétés entières peuvent à un moment donné de leur histoire être polarisées sur la base de l'une ou l'autre de ces « identités ». Cette polarisation peut transformer la société et ses territoires en un énorme Huis clos.

² Extrait audio et texte de Jean-Paul Sartre, Huis clos, Emen 1964, Gallimard, 2004

Pour gérer une telle existence, les groupes se retrouvent en continuelle tension essayant à partir de la redéfinition de leurs espaces et temporalités de s'éviter ou se confronter. C'est notamment le cas de ces lieux mythiques qu'on appelle les « villes divisées ». En fait, les regards durs et pleins de préjugés ainsi que les relations amères qui ne manquent de tremper souvent dans le sang, qui lient les habitants de ces villes, ne transforment-ils pas le quotidien de ces lieux en une version plus ou moins noire de l'enfer sartrien ?

Ces villes font souvent les nouvelles, notamment lorsqu'une violence particulièrement atroce qui se fait dans leurs rues devient trop criante pour ne pas attirer les médias. Toutefois, loin de l'événementiel, la violence ou du moins la méfiance sont le quotidien de ces villes. Certaines actions, personnes et mobilités peuvent y devenir suspectes. Vivre dans ces villes et les gérer impliquent ainsi une certaine subtilité intériorisée par leurs habitants et leurs dirigeants.

Les polarisations dans ces villes, dont les intensités varient à travers le temps, imposent à la population aussi bien qu'aux dirigeants des apprentissages pour l'appropriation de la ville et ses ressources. Des cartes mentales banalisées par les habitants mais pas forcément déchiffrables pour le commun des visiteurs, redéfinissent les espaces de la ville et les réhiérarchisent : des territoires, des lignes de démarcations, des passages et des corridors sécurisés... C'est à partir de ces cartes que les habitants confectionnent leurs stratégies de survie, et que les dirigeants manipulent pour organiser des offensives, maintenir la paix ou tout simplement gérer les ressources, les services et les espaces publics.

La recherche urbaine traite elle aussi souvent les villes en conflit comme une catégorie à part. En effet, les modèles de fonctionnement traditionnels des villes n'y sont plus opérants. L'intérêt de leur étude porte ainsi sur la compréhension des stratégies d'usage de l'espace et des réseaux sociaux par les individus et les collectifs dans une situation d'effondrement du « système ville ». Toutefois, une interrogation lourde en conséquences commence à s'imposer: ces villes ne sont-elles que des anomalies ayant des dynamiques urbaines propres, ou comme l'affirment beaucoup d'observateurs, la différenciation, le repli et la division deviennent de plus en plus des dynamiques constituantes du fait urbain aujourd'hui?

Les utopies noires décrivant les villes comme des enfers n'ont jamais manqué à la littérature et aux arts. Ce qui est actuellement remarquable c'est de voir des scientifiques relayer les questions au centre des réflexions de ces écrivains et cinéastes : les divisions sociales (culturelles et socioéconomiques) en s'inscrivant dans des géographies urbaines mènent-elles à la désintégration du système Ville qui sera remplacé par une anarchie violente menée par les logiques identitaristes et les égoïsmes individualistes ?

Il est vrai que dans les villes contemporaines, les différenciations sociospatiales deviennent de plus en plus marquées dans l'espace urbain. Ce marquage est surtout la conséquence d'une

concentration de populations ayant des traits socioculturels – ethniques, religieux, âges, orientations sexuelles – ou socioéconomiques semblables dans des aires définies de l'espace urbain, ainsi qu'un affichage de ces traits dans l'espace public de ces aires. Toutefois pour autant que ces concentrations et ces marquages existent, est-ce vraiment une problématique qui rende nos villes des « enfers » ?

Les deux dernières décennies voient se multiplier les écrits sur une nouvelles forme de crise urbaine : la ville qui se défait. Les raisons avancées sont multiples. On parle de globalisation, de post-fordisme, de privatisation, de décentralisation et de restructuration technique des réseaux de services, ainsi que de postmodernisme et de néoindividualisme. Les conséquences aussi sont nombreuses. On parle d'une complexification des systèmes de gestion urbaine notamment au niveau de la prise de décision dans un espace politique de plus en plus large et fragmenté, ainsi qu'au niveau de la mise en place de l'action avec la multiplicité des acteurs, territoires et temporalités concernés. Toutefois, c'est surtout la question de la cohésion sociale et urbaine qui fait couler le plus d'encre.

Dans une ère où les « grands récits » idéologiques, politiques et sociaux qui ont gouverné le gros du vingtième siècle sont accusés de tous les maux, où les modèles de production et de gouvernement sont en crise, un souci central traverse les écrits de la majorité des auteurs pensant la ville. Ils craignent que les dynamiques qui sont en train de « défaire » la ville mènent d'un côté à la remise en question du « vivre ensemble » - dont le modèle ville est considéré comme une de ses représentations les plus réussies – et de l'autre à la montée des inégalités et la perte des conquêtes sociales durement acquises. À l'époque du dépassement du modèle de l'Etat-nation et de l'ouverture à l'ère globale, beaucoup d'auteurs soutiennent un nouvel idéal de « monde de villes », où les villes en étant les centres de la production, de l'échange et de la diversité deviennent aussi des centres politiques où les citoyens-pouvoirs pourront plus effectivement participer à la chose publique. La Ville remplace la Nation comme vecteur d'unité et d'émancipation.

Une ville qui connaît des processus de différenciation socio-spatiale et de repli individualiste ou collectif devient suspecte. Une ville malade à traiter et renouveler. Pour cela les chercheurs défendent tout un nouveau arsenal de politiques et d'outils urbains. Les politiques, notamment après l'accentuation de la décentralisation, soit au niveau de la législation ou de la gouvernance, s'engagent aussi fortement dans ce chantier de « renaissance urbaine » : des « projets de ville », chartes de ville et procédés participatifs se multiplient. On cherche à fonder une « identité » urbaine. On avance des métaphores qui deviennent slogans, des logos qu'on lève en étendards et des monuments muséifiés qu'on présente comme un patrimoine, des lieux de la mémoire. L'espace de la ville même est perçu comme un enjeu central. C'est dans l'espace, notamment public, de la ville que le « vivre ensemble » se matérialise. On recherche la mixité, la mobilité et la diversité dans l'espace public. En même temps on essaie de faire émerger de nouveaux pouvoirs politiques territoriaux agissant au niveau de toute la ville à travers les intercommunalités d'agglomérations et les gouvernements métropolitains.

Si le centre des villes, notamment historique, est assimilé à l'urbanité et porté en modèle, les banlieues et périphéries, elles, sont accusées de porter les germes de la dissolution de la ville. C'est dans ces banlieues que se multiplient les quartiers communautaires, les clusters économiques, les enclaves résidentielles fermées, les grands équipements, les complexes touristiques et les centres commerciaux géants. D'autre part, c'est là aussi que la logique pavillonnaire, symbole du retrait individualiste, prend toute son ampleur. Ainsi, intégrer ces espaces à la ville, rétablir la mixité et créer des centralités dans ces lieux, sont devenus des objectifs auxquels les chercheurs et praticiens de l'urbanisme sont invités à réfléchir. Car il en va du futur de la ville, voire du « vivre ensemble » et du « faire société ». À cette position bien ancrée dans les mondes académique et professionnel de l'urbanisme, s'oppose une critique assez ferme. Cette critique remet surtout en question le lien direct entre repli spatial et repli social.

Contrairement aux stéréotypes, nombre de recherches prouvent que dans les périphéries pavillonnaires de beaucoup de villes les habitants sont autant impliqués, sinon plus que les habitants des quartiers centraux, dans l'associatif et maintien de riches réseaux relationnels. Ces relations sont peut-être moins centrées et profondes, toutefois, elles sont plus diverses et foisonnantes. Ceci est même perçu par certains auteurs comme une richesse et une émancipation.

Ce raisonnement est d'habitude relayé par une réflexion en termes de mobilité. Beaucoup d'auteurs soulignent que nombreux sont les habitants de la périphérie, qui, s'ils ne pratiquent pas forcément leur quartier (circulation piétonne, commerces de proximité, clubs locaux), peuvent s'inscrire dans une quotidienneté qui englobe des secteurs très larges de la ville, grâce au développement des transports et la diminution du temps de travail. Ce qui réfute aussi bien l'hypothèse du retrait individualiste pavillonnaire que celle du repli communautaire.

Cette critique conteste surtout la conception de la réalité urbaine comme un « processus social-historique unique et unitaire » axé sur la dynamique de l'intégration/exclusion. Une telle conception est ainsi considérée comme une erreur aussi bien épistémologique que politique. En fait, elle ne permet pas d'appréhender la multiplicité de réalités pas forcément convergentes ayant leurs logiques et tensions propres.

Toutefois l'aspect le plus virulent de cette critique porte sur le projet politique que sous-tend ce discours sur la « ville-république ». L'effort de construction d'un corps politique et communautaire englobant au niveau de la ville pour remplacer les défaillances de l'Etat-nation est considéré comme un leurre dangereux. Aux yeux de ces auteurs, la « ville heureuse et solidaire » est aussi improbable que la « nation heureuse et solidaire ». Les problèmes politiques structurels, notamment en termes de justice sociale, qui minent l'Etat-nation marqueront de la même manière l'espace politique local. Le pari sur la dimension spatiale, notamment sur l'aménagement et la planification, en vérité, n'est pas à même de résoudre ces problèmes. Si incontestablement l'accès aux ressources, qui sont d'habitude ancrées dans des territoires et réseaux matériels, est un enjeu

central de la question de la justice sociale, cette dernière ne se réduit pas à cet enjeu. Elle touche des mécanismes de production et de redistribution économiques qui, à l'ère de la globalisation, ne peuvent être maîtrisés et régulés simplement à une échelle métropolitaine.

Si nous convenons au gros des arguments avancés par les auteurs de ces critiques, nous sommes toutefois réticents à déconsidérer aussi promptement les réflexions en termes sociospatiaux. En fait, dans les paysages sociaux, politiques, économiques et culturels mouvants et complexes de nos villes contemporaines, le besoin d'enracinement et de définition identitaire chez l'individu comme chez le groupe devient encore plus prégnant que par le passé.

La tradition et la hiérarchisation reconnues et intériorisées de la société déterminent, dans les villes préindustrielles, l'établissement des individus et des groupes sociaux dans les différents quartiers de ces villes ainsi que les pratiques spatiales de l'ensemble de l'espace urbain. L'industrialisation vient bouleverser en profondeur des systèmes urbains pluriséculaires. La culture moderne universaliste remplace la tradition et une nouvelle hiérarchisation sociale remplace l'ancienne. Toutefois, au niveau du rapport des individus et des groupes sociaux à l'espace urbain, ces nouvelles logiques englobantes sont tout aussi pesantes que les anciennes. Le postmodernisme culturel et la globalisation économique, en déconstruisant le sens des identités collectives et les bases des organisations économiques territoriales, détruisent les schémas logiques englobants qui permettaient à un individu ou à un groupe de trouver sa place dans un espace urbain ; un espace qui d'ailleurs est lui-même en train de changer.

En l'absence de repère territorial dans des villes qui semblent vivre un continuel étalement urbain, et en l'absence du repère philosophique dans un monde où les « grands récits » idéologiques sont en panne, l'individu a du mal à retrouver sa place, son lieu. Dans ce vide, le repère c'est bien les autres.

La différence, ou du moins sa représentation, devient ainsi un principal repère de la définition du soi et des espaces urbains. La différence a toujours joué dans l'histoire un rôle important dans la définition des rapports humains, et notamment en ville. Toutefois, si dans le temps les différences s'articulaient autour d'hiérarchisations sociales claires et les rapports qu'elles impliquaient étaient définis par la tradition (haine ou entente) ou par la modernisation (l'émancipation collective), aujourd'hui, les différences sont de natures multiples et ne s'articulent pas forcément à une hiérarchisation sociale claire dominante, et les rapports entre individus et groupes différents ne sont pas préalablement codifiés. En fait, c'est en gérant les différences, en articulant les projets individuels et collectifs aux projets des autres – et non à partir d'une convention intériorisée ou d'un projet de société – que les lieux prennent un sens, que l'individu et le groupe trouvent leur place en ville.

La différence – sans forcément mener à la « géographie de la peur » et à la violence propre aux villes en guerre – est dans nos villes contemporaines source d'angoisse. Dans le paysage social et

culturel fragmenté de ces villes où les valeurs et les pratiques sont loin d'être partagées, négocier l'espace et ses usages n'est pas chose simple. Si les lois offrent parfois dans certains pays des restrictions ainsi que des cadres pour la négociation, on constate toutefois que cette négociation se fait souvent dans l'informel et dans les pratiques quotidiennes elles-mêmes au sein de l'espace public. C'est notamment dans les difficultés de ce moment existentiel de la vie contemporaine, qu'est celui de la négociation avec l'autre, le différent, que la phrase de Sartre semble la plus éloquente.

Il est assurément improductif, sinon dangereux, à l'ère de la globalisation, de faire des courts-circuits en essayant de rabattre sur les villes les aspirations déçues de l'Etat-nation. Toutefois, nous pensons que réfléchir en termes de différenciations sociospatiales en mettant l'accent sur la multiplicité des différences et leurs articulations ainsi que sur leur gouvernance institutionnelle et informelle, est tout à fait pertinent. En fait, c'est dans l'articulation entre les différentes entités sociospatiales et dans la gestion de la différence, notamment dans l'espace public – aussi bien politique que physique – que la ville se construit aujourd'hui.

Ce travail de thèse s'inscrit dans cette démarche. Il questionne la formation des entités sociospatiales, leurs articulations et leur gouvernance. Il vise surtout à rendre compte des gouvernances locales notamment municipales dans une situation marquée par d'importantes dynamiques de différenciations sociospatiales, à travers l'exemple des municipalités dans les banlieues de Beyrouth.

II. Cadre Théorique des différenciations sociospatiales

Ce travail de thèse cherche à rendre compte de la manière dont la différence oriente les processus d'urbanisation et de gouvernance, et réciproquement comment les processus de gouvernance peuvent approfondir des différences, à travers l'exemple de Beyrouth et ses banlieues.

Un tel programme nécessite d'abord un exercice de définition de ces termes ainsi qu'une présentation des concepts et théories auxquels ils se rattachent. Ces points constituent l'objet du présent chapitre.

1 Différence et différenciation

D'après le Petit Robert (2008) la différence est une « relation d'altérité » où « l'ensemble des caractères qui distingue une chose d'une autre, un être d'un autre » est mis de l'avant. Ou plus justement, comme le suggère l'origine « differre » du mot, cet ensemble est offert à l'autre. On offre à l'autre notre « spécificité »³, ce qui nous permet de nous reconnaître.

La différence ne prend tout son sens que dans la proximité. Dans cette situation fragilisante, l'individu se retrouve à découvert affichant sa spécificité et recherchant la reconnaissance de l'autre. En fait, le désir de se voir reconnaître et respecter cette spécificité, est un « besoin constitutif de la personne humaine » (Policar, 2003). Ainsi, un des systèmes fondateurs de la sociabilité humaine repose sur la « médiatisation d'opérations symboliques qui fournissent à l'individu les conditions de la reconnaissance » (Abou, 1992).

C'est dans l'espace de la proximité que cette médiatisation se met en place. Ces espaces sont sociaux ou physiques, et dans les deux cas sont stratégiques au fonctionnement de la société. En fait, la différence est un des moteurs qui font fonctionner la société. La différence rend possible la mise en place d'une logique de spécialisation-complémentarité qui permet l'innovation et le développement.

Ce besoin de différence pousse souvent les sociétés humaines à contribuer à la mise en place de processus de différenciation, c'est à dire à la création ou l'apparition de différences entre les hommes et entre les espaces. En fait « c'est surtout l'action des hommes en collectivité qui a conduit précocement à une partition et à une différenciation de l'espace terrestre » (Gay, 2003). La différenciation donne des statuts différents aux lieux qui commencent à jouer des fonctions différentes dans le fonctionnement de la société humaine : « La gestion des interactions sociales sans cesse plus nombreuses et variées, au travers de l'appropriation notamment, a entraîné la création d'une infinité d'espaces (demeures, parcelles, Etats...). À l'intérieur de ces mailles et sans qu'il y ait très généralement isolement les uns des autres, des traits originaux apparaissent et distinguent chacune des unités spatiales voisines. » (Gay, 2003).

³ Une des définitions données à « différence » dans le Larousse (2006)

Cette différenciation spatiale s'articule en fait d'un côté à des processus de différenciation sociale et de l'autre à des modes de régulation et de médiation entre ces différents lieux et groupes sociaux. C'est en fait dans ces articulations là que se définissent les processus d'urbanisation ainsi que ceux de la gouvernance.

L'espace est formé de « lieux », ces « point[s] de l'espace physique où un agent ou une chose se trouve situé, 'a lieu', existe.» (Bourdieu, 1993). Ces lieux portent des « qualités » significatives pour l'homme sous forme de ressources, matérielles ou symboliques. La différence de « qualités » entre lieux peut signifier une différence de leurs statuts par rapport à une société. En vérité, il y a de la part de la société, comme des différents individus et groupes, une recherche de mise à profit des qualités de ces lieux. Cela en afin d'établir un ordre, une organisation de ces lieux en une hiérarchie qui répondrait le mieux à leurs intérêts. De fait « Il n'y a pas d'espace dans une société hiérarchisée qui ne soit hiérarchisé » (Bourdieu, 1993).

La différence de statut de ces lieux se meut ainsi en une différenciation de statut proactive recherchée par les différents acteurs pour subordonner ces lieux à leurs fins propres. À l'échelle urbaine, cette différenciation est significative et elle est à la base du fonctionnement de tout système urbain. C'est en conférant différents statuts – fonctionnels, symboliques, économiques... – aux lieux urbains que la société ou les acteurs dominants font émerger des pôles où se concentrent les biens les plus rares et les plus recherchés. Dominés par ces pôles, d'autres lieux périphériques subordonnés s'organisent en fonction.

Cette perception de l'organisation de l'espace urbain – à partir de la différenciation du statut des lieux qui le composent, sous forme de centralités et d'espaces subordonnés – mène à la prolifération de nombreux concepts dans les sciences sociales et géographiques avançant des modèles pouvant nous aider à comprendre ses implications sur le fonctionnement des sociétés urbaines. Ces concepts forgés au cours du vingtième siècle portent en eux les convictions tout aussi bien que les questionnements de leurs auteurs sur ce qui permet à la ville de « faire société ». Économie, culture, politique sont revisitées et redéfinies à la lumière de leur rôles dans la mise en place d'un « ordre urbain ».

Ces concepts sont aussi le reflet de leur temps, ce qui explique pourquoi on les trouve périodiquement remplacés par d'autres, lorsqu'ils paraissent aux chercheurs dépassés et ne renvoyant plus aux nouvelles réalités en place. Une lecture chronologique de l'évolution de ces concepts nous paraît assez intéressante puisqu'elle permet d'établir des ponts entre l'évolution des dynamiques urbaines et les représentations de leurs causes et conséquences. Toutefois, une telle lecture doit prendre en compte certaines précautions. De nombreux concepts connaissent une nouvelle vie après avoir été jetés aux oubliettes. De même on retrouve l'irruption simultanée de différents concepts, affichant des explications différentes, parfois même contradictoires. En effet, d'une part, représentation n'est pas réalité, et les concepts sont plus des clés de lecture

qu'une schématisation intellectuelle imposable sur le monde. D'autre part, la réalité urbaine est loin d'être un phénomène unique abordable à partir d'une seule théorie aussi riche soit-elle.

On tentera d'examiner dans ce qui suit certains de ces concepts et les modélisations qu'ils proposent de la ville. On insistera sur le contexte d'émergence de chaque concept, ainsi que les principaux éléments à caractères économique, politique et culturel sur lesquels il appuie son explication, et les implications de la différenciation sociospatiale sur les interdépendances entre les différents lieux et territoires urbains.

1.1 Ségrégation – l'inclusion par la différenciation

Le concept de ségrégation a marqué profondément et pour longtemps les réflexions en termes de différenciation sociospatiale. C'est la principale référence pour décrire et expliquer les processus urbains pour une bonne part du vingtième siècle. Ce concept suppose des concentrations de populations ayant des traits culturels ou socioéconomiques similaires dans des lieux, qui se démarquent d'autres lieux ayant des populations ne partageant pas les mêmes traits. La ségrégation suggère qu'un ordre hiérarchise et organise cette différenciation.

Cet ordre peut être l'orchestration volontaire d'un groupe dominant. L'apartheid est une des illustrations les plus fortes de la ségrégation sociospatiale (Grafmeyer, 1996)⁴. Toutefois, comme le rappelle Jaglin (2001), la ségrégation en Afrique du Sud est bien antérieure au régime d'apartheid⁵. En fait, on serait facilement tenté de voir de la ségrégation dans l'organisation de l'espace urbain sous les régimes coloniaux et dans l'administration coloniale en tant que telle sa principale cause. En fait pour beaucoup de villes de l'ère coloniale, les chercheurs parlent de ce qu'on appelle les « villes duales » (Navez-Bouchanine, 2002)⁶. Le colonisateur construit une « ville nouvelle » en reprenant le savoir-faire urbain européen de son temps, à l'écart mais à proximité des vieilles villes indigènes. Cette coupure spatiale et sociale n'est pourtant point un obstacle à la mise en place par le colonisateur, d'un système d'exploitation économique colonial qui s'accommode bien de ce système d'organisation urbaine basé sur la ségrégation.

Toutefois, cette mise à l'écart basée sur une discrimination sociale envers un groupe, n'a jamais été un obstacle à son intégration codifiée au système économique urbain. Depuis le Moyen-Âge dans les villes européennes, les ghettos, notamment juifs, forment des enclaves à part, parfois murées. Or, leurs populations qui occupent parfois des secteurs spécifiques de l'économie

⁴ « Aussi apparaît-il particulièrement justifié de parler de ségrégation lorsque la dissociation physique des groupes (sociaux, ethniques, religieux...) est un principe fondateur de l'organisation sociale, que le groupe dominant se donne les moyens de s'imposer à ceux qu'il 'ségrége'. Les régimes d'apartheid en sont une illustration »

⁵ « Bien avant l'apartheid (1948), des lois instituaient cette ségrégation volontariste en Afrique du Sud et en Namibie en interdisant la propriété foncière des Noirs en ville (1913) et en incitant les municipalités à créer des quartiers réservés (townships) pour les populations non-blanches (1923). »

⁶ « Au Maghreb, comme dans beaucoup de pays du Sud, la référence à une coupure duale, entre deux 'mondes', spatialement concrétisés sous les formes ville coloniale / ville indigène, a fait couler beaucoup d'encre. »

urbaine sont bien intégrées dans cette dernière. À vrai dire, au-delà de la mise à l'écart institutionnelle discriminante d'un certain groupe social, les villes ont toujours été divisées. De simples regroupements résidentiels basés sur des solidarités claniques ou communautaires à de vraies enclaves murées ; les quartiers urbains ont toujours connu des logiques d'organisation locale privilégiant une différenciation basée sur l'entre-soi. (Topalov, 2002).

« Doit-on pour autant assimiler à une ségrégation toute forme de différenciation sociale, pour peu que cette dernière s'inscrive dans l'espace ? [...] Les divisions spatiales ne sont d'ailleurs pas nécessairement préformées dans les intentions des acteurs. Là réside la principale ambiguïté de la notion de ségrégation » (Grafmeyer, 1996)

Pour Joseph (1997) « Il n'y a aucune raison [...] de penser que la loi ségrégative n'est que le fait d'un 'pouvoir extérieur' », en fait une « logique *immanente* »⁷ est à l'origine de la constitution et du maintien de ces entités sociospatiales⁸. Le concept de ségrégation pourrait bien ainsi englober des logiques qui vont au-delà des logiques discriminatives d'un pouvoir en place, et intégrerait les logiques culturelles « immanentes » d'organisation spatiale de certains groupes sociaux tout en se maintenant comme une des principales dynamiques organisatrices du système urbain. C'est bien dans ce sens que l'Écologie Urbaine de l'École de Chicago⁹ entend le concept de ségrégation et construit autour de lui une très riche grille d'analyse de la réalité urbaine.

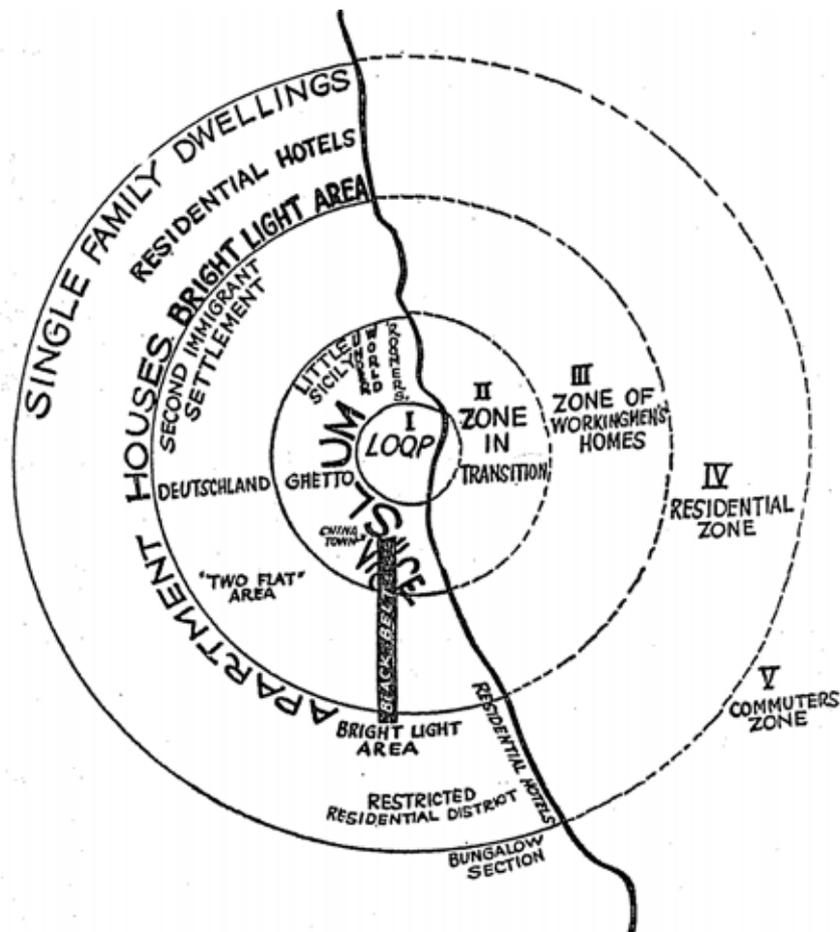
Pour l'École de Chicago, la ville est « un espace où se déroulent des processus de compétition et de sélection entre individus et groupes pour l'appropriation d'un territoire. » (Etienne Bloess Noreck et Roux, 2004). Toutefois, cela ne signifie aucunement que la ville est le produit arbitraire de ces compétitions. Dans son article « La croissance de la ville. Introduction à un projet de recherche » où il avance son fameux modèle de couronnes concentriques de la croissance urbaine, Burgess reconnaît deux logiques qui instaurent les bases du régime de croissance urbaine des villes américaines, archétypes des « villes modernes » : *la ségrégation par regroupements dits « naturels » et la division du travail*¹⁰.

⁷ en italique dans le texte

⁸ Joseph insiste en discutant le 'ghetto', que bien que le ghetto noir américain diffère du 'quartier ethnique' européen, en tant que catégorie institutionnelle des politiques urbaines américaines il partage néanmoins avec ce dernier sa principale caractéristique et raison d'être : la logique immanente.

⁹ L'École de Chicago est l'appellation donnée à un groupe de chercheurs en sociologie urbaine à l'Université de Chicago qui ont entrepris un grand nombre de travaux empiriques en se basant sur cette ville et ont émis nombre de théories dont la plus importante est celle de l'écologie urbaine

¹⁰ « Cette différenciation par regroupements naturels sur base économique et culturelle donne forme et caractère à la ville. Car la ségrégation offre au groupe et par là même aux individus qui le composent, une place et un rôle dans l'organisation totale de la vie urbaine. La ségrégation limite le développement dans certaines directions, mais lui donne libre cours dans d'autres. Ces aires tendent à accentuer certains traits, à attirer et promouvoir leur type particulier d'individus et à connaître ainsi un surcroît de différenciation [...] La division du travail dans la ville explique également la désorganisation, la réorganisation et la différenciation croissante » (Burgess 1925, dans Grafmeyer et Joseph 2004)



Source : Burgess (1925) dans Grafmeyer & Joseph (1979)

Dans le Chicago des années 1920 qu'il dépeint, on retrouve dans le Loop les espaces de ce sous-prolétariat de la « hobomania » regroupant squatteurs et « hobos »¹¹, les quartiers ouvriers de la zone de transition et de la troisième couronne et les résidences bourgeoises de la quatrième couronne. On retrouve une logique de ségrégation concentrique reprenant le nivellement socioéconomique de la société urbaine où l'ascension sociale se fait dans un mouvement centripète du centre vers les périphéries¹². D'autre part Burgess identifie une autre ségrégation radiale reprenant les différenciations culturelles et ethniques qui se présentent sous la forme de quartiers ethniques. Mais ces quartiers se développent surtout dans les « bas quartiers » de Chicago dans la deuxième couronne¹³. Comme pour le Ghetto et le Deutschland, l'enclave noire

¹¹ Les hobos sont des travailleurs vagabonds qu'on retrouvait surtout dans l'Ouest et le Midwest américain de l'époque

¹² Un passage de son article est assez significatif de la conjugaison qu'il fait entre stratification sociale et ségrégation spatiale : « La zone suivante III est, elle aussi, habitée principalement par des ouvriers de l'industrie et du commerce, mais qualifiés et aisés. C'est une aire de deuxième installation pour l'immigrant, en général à la seconde génération. En effet, le Deutschland est le nom donné, moitié par envie, moitié par dérision, à ce secteur du Ghetto où des voisins chanceux paraissent prendre modèle sur les standards de vie des juifs allemands. Mais les habitants de cette aire regardent à leur tour vers la 'Terre promise' située au-delà, vers ses pensions de famille, son secteur de maisons de rapport, ses 'loops satellites', et ses quartiers 'illuminés' » (Burgess 1925, dans Grafmeyer et Joseph 2004)

¹³ Ces derniers sont « surpeuplés de colonies d'immigrants – le Ghetto, la Petite Sicile, la Ville Grecque, la Ville Chinoise – qui combinent de manière fascinante les héritages du Vieux Monde et leurs adaptations américaines. À partir de là débute l'enclave du Quartier noir, avec une vie indépendante et désordonnée. » (Burgess 1925, dans Grafmeyer et Joseph 2004).

déborde elle aussi la deuxième couronne pour couvrir une partie de la troisième. Concernant l'« aire résidentielle » de la quatrième couronne, Burgess ne parle pas de ségrégation ethnique¹⁴.

Cette schématisation des processus de différenciation urbaine via le concept de ségrégation par l'École de Chicago est longtemps le modèle de référence dominant pour comprendre les logiques de croissances urbaines et d'organisation spatiale des villes « modernes » tout au long du vingtième siècle. Cette schématisation évoque les villes connaissant un contexte de migration urbaine soutenue suite à l'émergence d'un nouveau centre économique – notamment industriel – nécessitant une grande main-d'œuvre ouvrière. Elle suppose aussi l'existence d'une autorité centralisée « modernisatrice » ou « moderne »¹⁵ qui, en avançant un discours fonctionnaliste et des outils technologiques essaie d'établir un ordre politique où ces migrants pourront intégrer une nouvelle culture urbaine « moderne » qui se manifeste à l'échelle de l'agglomération et de son espace public. Facilement transposable dans ses grandes lignes, elle est la référence aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. Dans les villes du tiers-monde, l'intérêt de ce concept est évident : l'ouverture à l'économie capitaliste occidentale y bouleverse les économies traditionnelles provoquant l'émergence de nouvelles grandes centralités urbaines et des mouvements massifs d'exode rural et où les politiques de développement mises en place par les Etats nouvellement indépendants reprennent les grandes lignes de la théorie de la modernisation¹⁶.

C'est bien avec la remise en cause de la théorie de la modernisation au tiers-monde et les crises des économies européennes occidentales, que d'autres concepts commencent à émerger pour penser des réalités urbaines qui semblent plus complexes. Cependant, ce modèle garde pour beaucoup de chercheurs toute sa pertinence¹⁷. On peut distinguer deux principales entrées pour la mobilisation de ce concept : réfléchir aux processus menant à l'émergence de ces formes de ruptures et d'interdépendances dans le milieu urbain, ou observer le résultat de ces processus, notamment la nature et la sévérité de ces ruptures et leurs conséquences.

Dans la première entrée, on retrouve les travaux centrés sur la compréhension et l'analyse des stratégies résidentielles de ménages appartenant à différents groupes sociaux ou catégories

¹⁴ Ce qui laisserait entendre que cette aire bourgeoise connaissait une relative mixité et que dans les classes supérieures les préjugés ethniques sont moins imposants concernant les stratégies résidentielles des ménages, ou, tout au contraire, cette bourgeoisie était, encore en 1920, formée à Chicago exclusivement d'une population blanche anglo-saxonne. La seconde hypothèse paraît plus plausible, vu l'impact encore assez marquant de la question raciale sur l'espace urbain de beaucoup de villes américaines aujourd'hui.

¹⁵ Dans le sens de Huntington (1968, 1971)

¹⁶ voir Lerner (1958), Rostow (1960), Inkeles (1975)...

¹⁷ Cette appropriation du concept est d'habitude accompagnée d'une décortication de celui-ci visant une plus grande clarté dans sa définition. En fait, dans la littérature ségrégation urbaine est tantôt utilisée pour désigner l'ensemble de processus contraignant les choix de localisation (notamment résidentielle) des individus, tantôt le résultat de ces processus en termes de répartition différentielle de l'espace par différents groupes sociaux (Gordon et Monastiritis, 2006). Réfléchir sur les processus ou décrire la sévérité de la différenciation en termes de rupture et d'interdépendances comme résultat, sont en fin de compte deux choses différentes pouvant être différemment mobilisés dans la recherche urbaine.

socioéconomiques notamment dans les périphéries (Gordon et Monastiritis, 2006)¹⁸. Les travaux se rapportant à la seconde entrée mobilisent le concept de ségrégation pour évaluer les politiques urbaines (Nelson, Dawkins & Sanchez, 2004)¹⁹ (Yuki Kato, 2006)²⁰, ou à penser la capacité des villes à s'adapter aux exigences de la mondialisation économique (Sako Musterd, 2006)²¹.

Les travaux sur ce dernier sujet semblent particulièrement mobiliser le concept de ségrégation : l'immigration dans les villes du Nord. Ici l'immigration est discutée comme un processus contribuant à des dynamiques ségrégatives à travers les stratégies résidentielles des migrants ou suite aux politiques migratoires, où on analyse les ruptures et les interdépendances notamment les quartiers ethniques qui sont généralement liés plus ou moins directement à l'immigration²²

De fait nous pensons que le principal intérêt de ce concept est l'apport d'une grille d'analyse qui lie groupes sociaux, territorialisations et autorité(s) fondant l'ordre urbain dans toutes ses manifestations – politiques urbaines, assimilation à l'ordre économique et culturel urbain. Toutefois, il est clair qu'il est beaucoup moins performant dans des situations où l'acteur public a une position plus marginale dans la construction de l'ordre urbain et où d'autres dynamiques ayant trait par exemple à la globalisation économique et l'affrontement communautaire sont plus pesantes sur l'organisation de l'économie, de la culture et du social. De fait on voit se développer d'autres notions et concepts pour essayer de comprendre les nouvelles logiques de différenciation sociospatiale dans nos villes contemporaines. La pauvreté urbaine est sans doute une des questions qui mènent à la prolifération d'un grand nombre de concepts modélisant les

¹⁸ Dans un article de 2006, Ian Gordon et Vassilis Monastiritis discutent les logiques qui pèsent sur la structuration de l'offre et la demande du marché immobilier et locataire dans un marché libre. Et ils en déduisent que sans forcément être une cause directe de développement de la ségrégation urbaine, le marché immobilier et locataire peut le devenir si jamais il est corrélé à des spécificités propres au système urbain tel : la concentration de l'emploi dans une seule centralité économique, ou l'existence de différentes centralités économiques propres à différents secteurs économiques
l'existence d'une seule aire à haute ou basse qualité environnementale et paysagère
l'existence d'un large fossé dans la capacité de dépense des ménages

¹⁹ C'est à travers les politiques d'« Urban containment » - « choreographing public infrastructure investment, land-use and development regulation and deployment of incentives and disincentives to influence the rate, timing, intensity, mix and location of growth. » - que ces chercheurs proposent de faire face à la ségrégation.

²⁰ Yuki Kato (2006) dans un article sur les « New Towns » qui se développent dans les périphéries lointaines des grandes métropoles américaines, utilise le concept de ségrégation pour évaluer la planification urbaine de ces villes nouvelles, et son impact sur la diversité sociale entendue en termes raciales mais aussi socioéconomiques.

²¹ Sako Musterd (2006) mobilise le concept de ségrégation urbaine pour étudier ce qu'il appelle la « Ville résurgente » axée sur une économie de services et de recherche, avec comme moteur économique des entreprises de pointe opérant sur le niveau supranational et une population composée de hautes catégories socioprofessionnelles, cosmopolite et très mobile sur le niveau global. Musterd recherche l'impact de la ségrégation urbaine sur l'attractivité des villes et leur capacité à devenir « résurgentes ».

²² Dans l'introduction à un numéro de « Urban studies » (1998) voué à la question de la ségrégation ethnique urbaine, Van Kempen et Ozuekren mettent en relief la pertinence à leurs yeux du concept de ségrégation pour comprendre des phénomènes urbains complexes contemporains notamment au Nord. Les questions relatives à l'immigration en sont un exemple ; la ségrégation permet ainsi d'identifier les stratégies d'implantation des migrants, l'impact urbain des politiques migratoires, celui des réseaux économiques mis en place par les migrants... Comme il peut être utile pour identifier l'impact des restructurations économiques engagées dans les dernières décennies du vingtième siècle sur différents groupes ethniques. Ou encore il peut servir à analyser l'impact de cultures ethniques spécifiques sur les temporalités de son assimilation au système socioéconomique urbain.

implications spatiales de celle-ci. C'est le cas de la marginalité en Amérique Latine, de l'underclass aux Etats-Unis et de l'exclusion et la relégation en France.

1.2 Marginalisation – l'inclusion par la marge ?

« La marginalité comme objet d'étude pour les sciences sociales latino-américaines remonte aux années cinquante, [...]. Les prédictions optimistes sur une éventuelle absorption des populations écartées du système de production industrielle ne s'étaient pas accomplies. Au contraire les périphéries urbaines continuaient à s'étendre et la seconde génération de leurs habitants ne parvenaient pas à accéder au prolétariat industriel » (Lomnitz 1975, cité par Fassin 1996).

Le concept de marginalité porte ainsi deux traits principaux. Le premier, à aspect socioéconomique, met en relief la limite du système productiviste industriel et souligne le développement à la marge du système socioéconomique urbain d'un système parallèle – qui prend plus tard le nom d'informel – se développant hors des cadres du premier, et parfois hors de celui de la légalité. Le second, à aspect spatial et géographique, axé sur la lecture de la réalité urbaine en une ville duale – différente de celle de la ville coloniale – entre les quartiers « formels » de la ville et ceux de la marge.

Ce sont ces traits géographiques qui démarquent le plus le concept de marginalité de ceux d'exclusion et d'underclass²³. Ceci ne manque d'accentuer la confusion qui règne autour de ce concept. D'une part, La force symbolique de l'opposition centre/périphérie que sous-tend ce concept, donne l'impression qu'une superposition peut bien se faire entre la marginalisation socioéconomique et les périphéries urbaines. En effet, bien que le terme de « ceinture de misère » soit couramment utilisé pour parler de marginalité, celle-ci est loin d'atteindre seulement les périphéries urbaines²⁴. D'autre part elle mène à occulter les fortes interdépendances entre les deux systèmes productifs et les deux espaces urbains²⁵.

²³ Comme l'avance Fassin, ces trois concepts « renvoient à trois configurations de l'espace social, dedans/dehors [pour exclusion], haut/bas [pour underclass], et centre/périphérie [pour marginalité] » (Fassin, 1996).

²⁴ Il est vrai qu'en Amérique Latine, c'est surtout sous le poids d'une migration rurale massive – qui n'arrive pas pour une grande part à s'assimiler au prolétariat industriel de l'époque – que l'étalement urbain est marqué par le développement de toutes sortes d'habitations précaires et de bidonvilles, toutefois les quartiers centraux de beaucoup de ces villes n'ont pas manqué de connaître leur lot de bidonvilles et de précarité.

²⁵ « Certains ouvrages comme 'l'espace partagé' (Santos, 1975) illustraient pourtant clairement la complexité des relations économiques et spatiales entre 'les deux circuits de l'économie'. L'auteur suggérait de dépasser l'approche dualiste par une approche bi-polaire. Il semble toutefois que ce dépassement ne pouvait intervenir aussi aisément : dans les acceptions du mot 'partagé', la thématique de la partition a continué de l'emporter sur celle des imbrications, l'image un peu statique d'une polarisation simple, sur celle, dynamique, d'une grande instabilité et de possibles changements de polarisations liés aux différentes forces et formes de modernisation et d'urbanisation à l'œuvre. [...] où situer en effet une ligne de partage alors même que la complexité vécue des formes sociospatiales l'emporte toujours, à l'observation comme à l'analyse sur la pertinence première d'une partition ou d'un cloisonnement dual?» (Navez-Bouchanine, 2002)

Une des originalités du parcours de ce concept, c'est précisément les deux appréciations antagonistes du rôle des espaces marginalisés dans le système urbain qui oscillent entre l'impossibilité de l'insertion de la marge et l'appréciation de la part structurante de la marge dans le fonctionnement de la ville. Il est important de noter que les travaux sur la marginalité en Amérique Latine s'inspirent de deux courants et deux approches différentes.

D'un côté, et sous l'influence marxiste ainsi que de la théorie de la dépendance²⁶ en économie, nombre de chercheurs essaient de définir la marginalité en termes socioéconomiques. Deux idées majeures s'imposent. Premièrement, la théorie de la dépendance peut s'appliquer à l'échelle urbaine entre quartiers centraux et quartiers marginaux. Deuxièmement, le nouveau sous-prolétariat de ces villes diffère de celui européen du XIX^{ème} siècle du fait que si le dernier présente ce que Marx appelle l'armée industrielle de réserve et a un rôle dans le système socioéconomique de la production industrielle capitaliste – ne fut ce que la pression sur le prolétariat – le premier est considéré « comme une 'masse marginale' sans aucune perspective d'insertion » (Fassin, 1996). D'un autre côté, dans une perspective culturaliste dans la tradition des travaux de Simmel et d'autres représentants de l'École de Chicago, la seconde approche tient à étudier plus le comment que le pourquoi des choses. La « culture de la pauvreté » d'Oscar Lewis en est l'exemple le plus marquant.

Dans les deux cas c'est vraiment une approche de dénonciation et de misérabilisme qui émane de ces travaux. Ce qui est contesté par une approche ultérieure de la marginalité, à partir des années 80, sous l'influence du concept de l'informalité. « La notion de secteur informel a été en effet créée en 1972 par le bureau international du travail²⁷ pour décrire précisément cette économie qui se caractérise tout comme la marginalité, par son absence d'articulation formelle avec le système de production officiel et qui représente l'activité de tous ceux que l'on désignait alors comme marginaux : petits commerçants et artisans, domestiques et apprentis... Vu sous cet angle, l'informel apparaît comme une transition nécessaire vers une incorporation ultérieure et progressive dans le formel » (Fassin, 1996)²⁸. Cette réinterprétation de la marginalité à partir de l'informalité est le marquage d'une ère nouvelle pour le concept de marginalité où celui-ci serait perçu comme archaïque, figé et non opérationnel.

²⁶ La théorie de la dépendance s'est développée autour des travaux de nombre de chercheurs en Amérique Latine, notamment Gunter Frank (1969) et Cardoso (1969). Elle soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du Sud est la conséquence de processus historiques mis en place par les pays du Nord ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud.

²⁷ Le Bureau international du travail (BIT) est un organisme rattaché à l'ONU et chargé des questions générales liées au travail dans le monde, il réside à Genève. Il harmonise les concepts et définitions relatives au travail et à l'emploi, en particulier celles relatives à la population active occupée et aux chômeurs.

²⁸ Ainsi « ces informalités, loin d'être réductibles à des survivances ou des dégradations de formes antérieures, étaient en fait l'expression de stratégies complexes d'adaptation d'acteurs sachant tirer le meilleur parti de situation difficiles et inédites ; qu'à ce titre, on avait là affaire, malgré le côté apparemment archaïque et rudimentaire des formes déployées, à une expression de la 'modernité'. Aujourd'hui, nombre de chercheurs réalisent, en redécouvrant le 'capital social' et ses imbrications avec l'économique et le spatial, qu'il est impossible de les concevoir comme des survivances » (Navez-Bouchanine, 2002).

« Mais une décennie plus tard, la remise en cause de ce modèle de développement du tiers-monde [basé sur l’informalité et son intégration progressive] oblige à revoir l’informalité comme un état et non plus une étape, et par conséquent, revoir les politiques à son égard dans le sens d’un soutien et non d’une intégration. » (Fassin, 1996). Il est clair que le positionnement idéologique sur la question des politiques envers la pauvreté urbaine – surtout à l’ère des programmes d’ajustement structurel des économies du tiers-monde – n’est pas à sous-estimer dans la perception de la marginalité et l’informalité²⁹. La globalisation et son impact sur les villes ne manque pas de renforcer ce débat.

La force de l’image dualiste qu’avance le concept de marginalité trouve sa continuité dans les travaux qui s’attardent aujourd’hui sur l’impact de la globalisation sur les villes. Mais avant d’aller plus loin dans la présentation de ces travaux et les concepts qu’ils mobilisent, nous pensons faire un détour sur les concepts d’underclass aux Etats-Unis et d’exclusion et de relégation en France.

1.3 Les Nouveaux Ghettos et les Quartiers Underclass – un bémol du système?

Le terme en surgissant au début des années 80 dans les travaux scientifiques sur la métamorphose et le renforcement des ghettos – notamment noirs – américains, ne manque de faire sensation en investissant très fortement le champ médiatique aux Etats-Unis³⁰. Wilson (1987) le grand théoricien américain de l’underclass le désigne comme étant «un groupe hétérogène de familles et d’individus qui vivent hors de la sphère de l’emploi. Sont compris dans ce groupe les individus qui manquent de formation et subissent un chômage de longue durée ou bien ne sont pas membres de la force de travail. En font aussi partie les individus qui sont engagés dans des affaires criminelles et d’autres de comportement déviant, ainsi que les familles qui subissent une pauvreté persistante et/ou sont dépendantes de l’aide publique ».

L’underclass manifeste sous ces aspects une image fort différente et bien plus radicale, des quartiers ségrégués des ghettos de Chicago peints par Halbwachs, Wirth ou Burgess dans les travaux de l’Ecole de Chicago. La différence réside particulièrement dans deux aspects : le chômage et la montée de la délinquance et la violence. Ce dernier aspect est reporté par plusieurs chercheurs mais aussi commissions administratives et parlementaires américaines (Navez Bouchanine, 2002). Ces discours sont d’ailleurs même relayés par des chercheurs afro-américains

²⁹ « La glorification de l’informel, de l’imaginaire populaire, et aujourd’hui de cet ultime avatar politique qu’est la culture de l’urgence sont autant de contributions à la légitimation des conditions de vie dans les milieux pauvres, dont les études récentes montrent qu’elles ne sont pourtant pas moins qu’avant, loin s’en faut, le produit de rapports de domination et d’exploitation, y compris bien sûr dans les groupes dits marginaux ou de l’économie qualifiée d’informelle » (Fassin, 1996)

³⁰ « L’underclass urbaine, terme aux contours mal définis et aux connotations sulfureuses qu’on gardera de traduire si tant est qu’il renvoie à une réalité proprement étasunienne, sans véritable équivalent dans les pays européens du fait des profondes différences dans la manière dont les deux continents conçoivent et traitent politiquement la marginalité » (Wacquant, 1996).

notamment Shelby Steele³¹. L'explication moralisatrice concernant l'underclass, introduite par Wilson lui-même du monde médiatique et politique au monde de la recherche urbaine, accuse pour une part les habitants de leur sort³².

Or, graduellement d'autres explications de ce phénomène portent sur les effets de la désindustrialisation dans le contexte particulier des Etats-Unis : ces conduites perverses sont des formes d'adaptations à la transformation de l'environnement économique et écologique auxquels ces populations sont affrontées. La fin des trente glorieuses et les restructurations économiques des années Reagan affectent sévèrement la montée du chômage dans ces quartiers constitués principalement dans le temps d'ouvriers non qualifiés. La désindustrialisation brise ainsi un des principaux canaux de l'intégration de ces populations au système socioéconomique. La faible intégration par les services et équipements de ces quartiers dans le système urbain, est aussi un élément important de la mise à distance de ces populations et la réduction de leur mobilité³³.

Une autre explication – n'utilisant pas forcément le concept de l'underclass – de la détérioration plus marquée dans les ghettos surtout noirs des conditions socioéconomiques et du racisme, est avancée par nombre de chercheurs : la discrimination raciale permet de maximaliser les profits capitalistes. Dans une situation de crise du système de production économique industriel sévère comme c'est le cas à partir des années 70, les populations appartenant aux minorités ethniques notamment les noirs, et les moins qualifiées sont celles qui sont les plus affectées. D'autre part les politiques publiques comprenant une discrimination latente et de longue date, ne favorisant pas des investissements conséquents dans ces quartiers, ne peuvent qu'accentuer l'effet de la crise sur les populations qui sont livrées à elles-mêmes et sans ressources. Enfin, le racisme qui pèse sur les salaires, fait baisser le coût du travail en divisant les travailleurs et entrave les résistances et les luttes contre les détenteurs de capitaux. Ces travaux sont dans la continuité de ceux développés dans les années 60 sur le modèle néocolonial par Clark et repris par Carmichael et Hamilton, ainsi

³¹ « Pour lui, la raison n'est pas à chercher de l'extérieur du groupe mais à l'intérieur de la communauté, dont les membres manquent de confiance en leurs propres capacités et sont paralysés par la peur de l'échec. D'après lui, les lois sur les droits civiques et l'affirmative action font renforcer la subordination des minorités et les ont emprisonnées dans un 'statut de victime' » (Haghighat, 1994)

³² Underclass « désigne conformément à la distinction victorienne entre pauvre 'vertueux' et 'vieux' héritée de l'ère coloniale, les 'mauvais pauvres' des quartiers ségrégués, ceux qui, par leur conduite, leur style de vie et leurs valeurs 'dysfonctionnelles', seraient responsables de leur pitoyable destin et du déclin de la ville qu'ils accablent d'un cortège de 'dislocations sociales' qui leur sont comme consubstantielles : chômage quasi perpétuel et recours chronique à l'aide sociale, désorganisation conjugale et anomie sexuelle, échec scolaire et incarcération, trafic et consommation de drogues, délinquance de rue et criminalité violente » (Wacquant, 1996)

³³ Haghighat (1994) rapporte les critiques à l'encontre de la théorie de Wilson ramenant notamment la question du renforcement du ghetto et l'émergence de l'underclass à des questions d'ordre socioéconomique. « Si ses analyses nous fournissent quelques éléments de réponse nous aidant à comprendre le climat d'exclusion dans les villes du Nord-Est et du Centre, particulièrement Chicago, elles ne correspondent pas à la réalité de centres urbains comme Washington, qui n'a jamais eu réellement de base industrielle, ou Atlanta, où la pauvreté s'est accrue malgré le développement de l'emploi industriel dans les années 1970. Il néglige aussi d'autres facteurs sociaux ou économiques, citons notamment la ségrégation scolaire ; la discrimination dans le logement ; la saturation du marché de l'emploi ; la privatisation accélérée du secteur public qui favorise surtout les classes ouvrières et moyennes blanches... » (Haghighat, 1994)

qu'Allen et Blauner³⁴. Les travaux de Reich en particulier à partir d'un vaste travail empirique consolident la théorie du racisme (Haghighat, 1994)³⁵. 35

Ainsi, que ce soit à cause de la désindustrialisation, le racisme, les politiques publiques, le manque de confiance de la communauté du ghetto en elle-même, la détérioration socioéconomique, la montée du chômage et des problèmes sociaux du ghetto – aussi contradictoires soit-elles dans leurs implications – ne peuvent que reconnaître qu'un phénomène urbain nouveau est en train de se manifester.

Parmi les principales caractéristiques de ce nouveau phénomène la montée de violence très perceptible dans les ghettos de l'underclass. En fait, la violence dans certains de ces quartiers marqués par la concentration de l'underclass ne fait que monter en crescendo tout au long des années 70 et 80³⁷. Toutefois, certains auteurs refusent de voir dans la constitution des gangs – un des principaux aspects de l'organisation de la violence urbaine – que délinquance et crimes³⁸. Pour Navez-Bouchanine (2002), la violence urbaine est loin de constituer un choix de désaffiliation sociale comme il est suggéré par Davis et d'autres « puisqu'elle exprime [avant tout] la demande du même. [Elle représente] une adhésion profonde quant aux valeurs et aux objectifs qui informent et dirigent l'existence quotidienne. [...] cette violence-là a son centre de gravité à l'intérieur de la 'société' ».

Mise à part la question de la violence, la déconnection du reste de la ville en termes de mobilité suggère le développement d'un 'milieu spécifique' retourné sur lui-même en autarcie par rapport au reste de la ville tranchant avec le schéma ségrégatif traditionnel. Ainsi, bien que le

³⁴ « Selon leur analyse, le ghetto noir est presque en situation de colonisation interne vis-à-vis de la société blanche. Celle-ci le maintient dans une relation de dépendance et de subordination en entretenant des échanges inégaux, afin de s'assurer une main-d'œuvre de bon marché qu'elle exploite abusivement. » (Haghighat, 1994).

³⁵ En mettant en parallèle le taux de syndicalisme, les dépenses sociales par habitant, le niveau de discrimination (à partir des revenus pour un même emploi) sur 48 centres urbains,

³⁶ D'autre part il n'est pas anodin que le discours sur l'underclass et son exacerbation par la presse à sensation, se développe en parallèle avec les réajustements politiques des années Reagan, notamment le retrait de l'état de nombreuses politiques d'aides sociales, ainsi que la montée d'un discours ancré dans des « conceptions individualistes de l'underclass, dont on aura noté qu'elles conduisent, par des voies plus ou moins détournées, à 'blâmer la victime' ». (Wacquant, 1996).

³⁷ La description que Davis (1990) fait de Watts et de la région Southcentral de Los Angeles dans son livre phare « City of Quartz » est assez emblématique de l'enracinement dans cet espace de pratiques violentes. Dans un territoire constitué d'un vaste continuum résidentiel de populations noires et latinos, toute une panoplie de bandes marquent leurs territoires dans la violence. Ces bandes sont affiliées à deux archi-groupes : les Crips et les Bloods en guerre pour le contrôle des différents trafics et racket dans le Watts. Davis met en relief le fatalisme qui règne parmi la majorité de la population et notamment les jeunes de ces quartiers.

³⁸ « Le gang est l'une des plus anciennes formes d'organisation sociale de la communauté urbaine pauvre aux Etats-Unis, où il existe depuis plus d'un siècle. [...] Certains auteurs refusent de définir le gang en termes totalement négatifs, entachés de connotations péjoratives et de n'y voir que les aspects de la délinquance et du crime. Ils préfèrent concevoir le gang comme une organisation communautaire, un groupement structuré, doué d'un système de fonctionnement spécifique, qui agit sur un territoire donné et dont les membres se fréquentent avec une certaine régularité, ont des échanges, se soutiennent et se protègent mutuellement. [...] C'est une réponse de la communauté face au rejet dont elle est l'objet. Le racisme est de loin le facteur prédominant qui renforce la cohésion à l'intérieur du gang. A l'évidence le milieu joue un rôle important dans la formation des gangs. Les exclus, ceux qui n'ont aucune chance sur un marché de travail hautement compétitif, tentent de s'insérer et de progresser dans un autre cadre que celui des classes bien intégrées de la société officielle » (Haghighat, 1994)

regroupement ethnique soit un des fondements de la culture urbaine américaine depuis sa fondation, la rupture que présentent ces nouveaux ghettos de l'underclass est tout à fait nouvelle par son ampleur et par son articulation au fonctionnement du système urbain. De même, le schéma de la marginalité latino-américaine n'y est pas vraiment applicable. On est plus dans un schéma de rupture avec le système, que dans une situation de marginalité par rapport à celui-ci. D'autre part, dresser un parallèle entre l'économie informelle des quartiers marginaux et l'économie de la criminalité des milieux underclass est plus qu'hasardeux.

Il est incontestable que les études sur l'underclass mettent en relief des réalités nouvelles, différentes de ce qu'englobent les concepts de la différenciation socio-spatiale jusqu'alors. Mais les faiblesses du concept d'underclass résident précisément dans la façon dont il est défini. Trop pollué par les imageries de tout genre avancées par les médias, le concept d'underclass souffre d'être un fourre-tout sémantique. Englobant une population difficilement identifiable par des caractéristiques claires, le glissement est facile : underclass désigne aussi bien des groupes à comportements criminels, que des jeunes bandes délinquantes, que des familles disloquées que l'ensemble du ghetto³⁹. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle même Wilson finit par l'abandonner et le remplacer par « pauvres du ghetto ». Pris de cette façon, malgré la richesse descriptive qu'il avance, il n'est aucunement opérationnel pour faire face aux problèmes qu'il avance. Ainsi il n'est mobilisé dans le monde politique que dans une approche de dénonciation, rarement comme grille d'analyse et encore moins comme outil opérationnel. Étant d'abord le produit d'une certaine perception de la réalité urbaine et de ses transformations au moment des grands changements économiques et politiques des années Reagan, ce concept doit peut-être être aussi appréhendé avant tout comme tel : il sert à comprendre la construction du discours autour des nouvelles problématiques urbaines qu'entraînent le passage de l'économie fordiste à celle post-fordiste aux Etats-Unis, beaucoup plus que les problématiques en elles-mêmes.

Si comme l'avance Wacquant en 1996, le concept est déjà au crépuscule de sa gloire aux Etats-Unis, c'est qu'un autre concept beaucoup plus développé remettant les questions de ruptures et interdépendances urbaines dans un contexte plus large commençait à s'affirmer : la fragmentation. Mais avant d'attaquer le concept de fragmentation, revenons d'abord en Europe et notamment en France où à la même période de l'émergence du concept d'underclass aux Etats-Unis se développent les concepts d'exclusion et de relégation.

1.4 Exclusion et relégation – les logiques de disqualification

³⁹ Ainsi, « en dépit de tentatives réitérées de codification, les critères d'appartenance à l'underclass urbaine demeurent multiples, flous et hétérogènes. Certains renvoient au marché de travail et au marché matrimonial et sexuel, d'autres à l'Etat dans ses fonctions d'éducation, de formation et de gestion des populations fragiles ou dangereuses, d'autres aux divisions de l'espace urbain. Outre que définir un groupe par la fréquence de certaines conduites chez ses membres suppose résolue la question de ses limites, le concept mêle et confond variables indépendantes et dépendantes au point de friser la tautologie définitionnelle. » (Wacquant, 1996).

Bien que reprise ultérieurement par nombre de chercheurs et d'institutions au niveau international, l'« exclusion » est marquée en tant que notion par son cheminement français. En parlant de la France, Serge Paugam (1996) affirme « L'exclusion est désormais le paradigme à partir duquel notre société prend conscience d'elle-même et de ses dysfonctionnements, et recherche, parfois dans l'urgence et la confusion, des solutions aux maux qui la tenaillent. »

L'exclusion marque aussi bien le domaine de la recherche en sciences humaines qu'un grand nombre de politiques sociales, économiques, urbaines visant à lui faire face. L'intérêt fort que suscite la notion d'exclusion en France est sa remise en question d'un grand nombre de fondamentaux cultivés aussi bien par la société que par le régime politique républicain français depuis la Révolution⁴⁰. L'Etat est considéré comme responsable de la garantie des droits sociaux et un meilleur niveau de vie pour tous. L'exclusion symbolise alors une désillusion ainsi qu'une remise en cause des fondements de ce système⁴¹.

En effet, l'intégration des individus à la société se développe d'habitude selon deux axes : via leur rapport à l'emploi et à la protection sociale, ou via leur rapport à des groupes sociaux. De fait ce qui crée le lien social « ce sont les échanges qui naissent de la collaboration dans le travail en commun, ceux qui s'établissent à l'intérieur de la famille et à l'occasion de relations sociales plus larges » (Schnapper, 1996). Or, « on a assisté au cours des deux dernières décennies à la fois à une crise de l'emploi, à une désinstitutionnalisation de la famille qui affaiblit les solidarités familiales, et à un déclin de différentes formes de participation sociale traditionnelles (syndicalisme, militantisme politique, appartenance à une communauté religieuse). La montée du chômage de longue durée et la précarisation de l'emploi consacrent ainsi l'affaiblissement du rôle intégrateur et protecteur du salariat stable. Les conditions de complémentarité des individus, dont Durkheim fait le ciment des sociétés modernes à la solidarité organique, sont alors remises en cause. Cette fracture sociale est par ailleurs aggravée par le relâchement des solidarités de proximité. » (Etienne Bloess Noreck Roux, 2004)⁴²

⁴⁰ Ainsi comme le signale Raymond Aron (1972) « Les libertés formelles – droit de vote, libertés personnelles – ne suffisent pas pour garantir une existence convenable à tous, elles ne s'épanouissent que dans un climat de libertés réelles ou, si l'on préfère, qu'à condition d'assurer au plus grand nombre niveau de vie et sécurité. [...] Cette philosophie ambitieuse d'inspiration sociologique, inspire le refus de s'en tenir au formel et au légal. »

⁴¹ Concernant le cas français, « la création du RMI en 1988 a pris acte de l'ampleur de la grande pauvreté. Une nouvelle étape s'est ouverte à la fin des années 1990 avec la loi contre les exclusions, en juin 1998, puis la mise en place de la couverture maladie universelle (CMU). Ces textes ouvrent de nouveaux droits sociaux et vont dans le sens d'une intégration par la citoyenneté et les droits de la personne humaine. Depuis lors, l'accent a été mis sur les échecs du volet insertion professionnelle du dispositif et sur la nécessité d'en revenir à des politiques plus incitatives à l'emploi (la création de la prime à l'emploi va dans ce sens). Certes l'assistance peut avoir des effets pervers : il y a en effet toujours un risque que le Welfare State crée une welfare class en enfermant les 'exclus' dans un statut spécifique et disqualifiant. De là à considérer que les 'exclus' sont responsables de leur situation, il n'y a qu'un pas que les analyses libérales franchissent parfois. Le tournant actuel des politiques publiques et notamment le remplacement du RMI par un revenu minimum d'activité (RMA) peut-être interprété dans ce sens » (Etienne Bloess Noreck Roux, 2004)

⁴² « La vulnérabilité des salariés, par exemple, ne saurait résulter aujourd'hui exclusivement d'un rapport de domination au travail, mais d'un ensemble varié de situations incertaines se traduisant par une angoisse individuelle face au risque de chômage, une faible implication dans la vie collective de l'entreprise et parfois une perte progressive de l'identité professionnelle, d'autant plus que les syndicats ont perdu une partie de leur influence. De même, le problème des banlieues ne peut être expliqué seulement par les formes de ségrégation spatiale et les inégalités face au

Mais d'abord qu'est ce que l'exclusion exactement ? Pour Paugam (1996) « Vouloir définir 'l'exclu' en fonction de critères précis, valables une fois pour toutes, conduit en réalité à réifier des catégories sociales nouvelles, ou similaires à celles qui ont été construites socialement, et à laisser entendre qu'il peut exister une science de l'exclusion indépendante du contexte culturel de chaque société. »⁴³. Ainsi il préfère utiliser l'exclusion comme ce qu'il appelle une « notion-horizon », qui peut servir pour éclairer le fonctionnement de toute une société. Pour lui et les autres auteurs de l'ouvrage l'exclusion serait entendue comme « toutes les manifestations de la différence qui peuvent conduire à une mise à l'écart de la société et à une non-participation réelle ou symbolique de certains groupes à la vie collective » (Etienne Bloess Noreck Roux, 2004).

Bien entendu, cette notion de l'exclusion en soi ne peut être considérée ni comme concept ni comme modèle de différenciation sociospatiale ; pourtant une de ses manifestations les plus marquantes porte sans doute les traits de la différenciation sociospatiale. De là il nous semble bon de l'introduire sans trop s'y attarder pour nous concentrer sur un concept apparenté qui s'exprime explicitement en termes spatiaux : la relégation urbaine. La relégation urbaine selon Bourdieu (1994) serait « de se voir dénier le droit de vivre dans un lieu qui ne soit un mauvais lieu ».

« C'est d'ailleurs dans les quartiers à « problèmes », banlieues ou centres-villes déshérités, qu'elle a acquis une visibilité sociale. Ce qui caractérise en effet la crise urbaine des années 80, c'est moins l'augmentation des problèmes sociaux (habitats délabrés, chômage, échec scolaire, délinquance) que leur concentration dans des espaces spécifiques. Ce processus a conduit à une véritable stigmatisation de ces quartiers et de leurs habitants. » (Etienne Bloess Noreck Roux, 2004)⁴⁴.

Une différence majeure entre relégation et marginalisation est que dans le second cas, bien que des gens se retrouvent « à la marge et dans les interstices » du système économique et social, ils ne sont pas forcément exclus du système. Tout au contraire ils y participent mais hors du cadre réglementaire traditionnel. Ainsi les relégués sont plutôt des gens qui se retrouvent détachés du système, et n'arrivent plus à s'y intégrer. Une autre spécificité d'une réflexion en termes de relégation serait une insistance dans la littérature scientifique qui la mobilise sur les dimensions socioéconomiques plutôt que socioculturelles – comme dans le cas des quartiers underclass

logement, il faut y voir un processus de dégradation des rapports sociaux au sein des cités déshéritées et les difficultés croissantes de la population de faire face au sentiment de solitude, d'ennui, de vide de l'existence. Le succès de la notion d'exclusion est qu'elle met l'accent implicitement sur une crise du lien social. » (Paugam, 1996)

⁴³ Dans un volumineux ouvrage dirigé par Paugam et avec la contribution de plus d'une vingtaine d'auteurs, intitulé « L'exclusion, état des savoirs », et dans la conclusion Paugam (1996) dit « Les chercheurs ont montré dans cet ouvrage qu'il ne peut exister de définitions absolues de l'exclusion. Cette notion est relative, variable selon les époques et les lieux. Il est déraisonnable de prétendre trouver une définition juste, objective – et distincte du débat social – sans tomber dans le piège de la catégorisation de populations spécifiques dont on sait que les frontières qui les distinguent des autres groupes sociaux ne sont jamais claires. »

⁴⁴ Ainsi c'est « cette visibilité due à la localisation marquée de l'exclusion en milieu urbain qui a conduit à réduire, surtout en France, la question sociale à la question des banlieues et des quartiers défavorisés, et à concevoir la territorialisation de l'action sociale comme le principal remède contre l'exclusion en général. » (Oberti, 1996)

américains – et sur les implications des politiques publiques notamment urbaines sur la constitution et la pérennité de cette relégation. Ceci est notamment dû au fait que cette littérature est marquée par l'expérience française.

L'analyse en termes de relégation avance surtout le retrait de l'Etat du contrôle des logiques du marché (Oberti, 1996)⁴⁵, ou de la provision d'équipements et services dans certains quartiers (Bourdieu, 1993)⁴⁶, comme la principale cause de la relégation urbaine. La situation de relégation que connaissent certains quartiers serait alors le produit de dynamiques qui sont extérieures à ceux-là et qu'ils ne font que subir. Ainsi c'est une double logique de disqualification et de concentration qui est au cœur de la relégation urbaine. Une disqualification qui touche aussi bien le territoire lui-même que les gens qui s'y concentrent⁴⁷. Cette disqualification est fortement ressentie par ces populations « qui se sentent rejetées d'un modèle dominant auquel elles n'accèdent que partiellement ou reste inaccessible à une partie d'entre-elles » (Oberti, 1996). Ainsi on observe un repli des activités de cette population sur son quartier qui devient petit à petit l'espace privilégié, parfois exclusif, de leur vie sociale⁴⁸.

Ancrées dans l'expérience européenne⁴⁹ et plus particulièrement française, exclusion et relégation ont bien marqué les politiques sociales et urbaines européennes, depuis les commissions de l'union européenne aux cadres les plus décentralisés. La question prend toute son ampleur concernant les populations nouvellement immigrées où un objectif d'insertion sociale aussi bien qu'économique est recherché. Deux tendances opposées dominent ces politiques. D'un côté il y a

⁴⁵ Ces quartiers « ne constituent pas justement de véritables espaces urbains caractérisés par la diversité, la complémentarité, l'accessibilité des multiples éléments constitutifs de la ville. Ils concentrent quasi exclusivement du logement social collectif dans les banlieues, ou de l'habitat privé ou public vétuste dans le centre des villes, ou constituent dans le meilleur des cas une juxtaposition des lieux qui, parce qu'ils ne s'imbriquent pas pour créer du tissu urbain, donnent précisément cette physionomie particulière aux banlieues : des tours, des écoles, parfois quelques commerçants séparés par des parkings et des espaces de jeux. D'où le problème des collectivités et les administrations locales qui tentent de créer artificiellement des quartiers là où bien souvent on trouve de l'habitat social collectif. » (Oberti, 1996)

⁴⁶ Ces quartiers deviennent « ces lieux à l'abandon, qui se définissent fondamentalement par une absence – essentiellement celle de l'Etat et de tout ce qui s'ensuit, la police, l'école, les institutions de santé, les associations... » (Bourdieu, 1993)

⁴⁷ Les politiques de logement des trente glorieuses sont parfois pointés du doigt pour avoir favorisé une concentration des situations socioéconomiques difficiles dans des espaces souvent périphériques relativement déconnectés du reste du territoire urbain, ou encore dans des bâtiments retapés à la va-vite dans des centres-villes surpeuplés, mal entretenus et délaissés par les classes moyennes. Pourtant nous pensons que rejeter la responsabilité de cette crise sur ces politiques – discours souvent tenu par des acteurs cherchant à minimaliser l'interventionnisme de l'Etat – est loin de rendre la vérité. Ainsi sans parler des logiques ségrégatives d'un marché non réglementé locatif et immobilier, et des conséquences du manque d'infrastructures adéquates, la relégation tend toujours à se renforcer avec le temps.

⁴⁸ Une large bibliographie – dont sûrement l'ouvrage « la misère du monde » dirigé par Bourdieu - décrit le monde social de ces quartiers, notamment le renforcement de problèmes sociaux comme la délinquance, l'éclatement familial, les conflits de voisinage, mais aussi une exaspération générale menant à la montée du racisme et de la criminalité.

⁴⁹ Dans une revue de la situation dans nombre de villes européennes, Oberti (1996) constate que « selon l'histoire économique et urbaine, la nature et le niveau d'intervention de l'Etat (la politique du logement étant centrale), l'ampleur de la crise économique et des restructurations, mais aussi les traditions politiques et culturelles, les phénomènes d'exclusion urbaine prennent des formes et une intensité différente selon les pays et parfois même selon les régions »

une tendance pour le renforcement des logiques redistributives de l'Etat en faveur des exclus, ainsi que des démarches pour favoriser l'emploi ou le contrôle du marché du logement⁵⁰. L'autre tendance cherche à aider ces populations à pouvoir elles-mêmes faire face à la crise et au spectre de l'exclusion, et cela à travers la promotion de nouvelles approches basées sur l'« empowerment », le capital Social et le « community building ».

Cette dernière tendance est surtout portée par les organisations internationales, l'Union Européenne mais aussi les agences des Nations-Unies, la Banque Mondiale. Ainsi dans les deux dernières décennies et sous la pression et l'assistance de ces organisations, cette tendance se voit exportée vers les pays du tiers-monde. Bien qu'elle soit soutenue par nombre de travaux scientifiques⁵¹, cette tendance est aussi lourdement critiquée. Ainsi Jouve (2005), en reprenant les principales critiques avancées contre l'« Empowerment », souligne nombre de points. Premièrement, des contextes particuliers⁵² ont mené au « succès » de ces politiques, et ils sont difficilement transposables. Deuxièmement, bien que l'Etat soit en retrait, il conditionne toujours notamment au Sud les cadres de l'action collective. Troisièmement, on peut bien craindre de voir ces politiques déboucher au renforcement d'une culture néocommunautariste⁵³.

L'analyse en termes d'exclusion et de relégation révèle rapidement ses limites : ces concepts sont fortement liés à l'existence d'autorités publiques fortes régisseuses du système socioéconomique et centre de gravité du politique. Or, cette image semble bien dépassée, que se soit sous l'impact d'une globalisation économique conquérante, des restructurations post-fordistes ou de

⁵⁰ Ici on peut voir monter l'expérience de la discrimination positive envers différents groupes sociaux considérés comme particulièrement vulnérables à l'exclusion

⁵¹ Pour l'application de ces notions en politiques de développement, notamment social et urbain : pour « Empowerment » voir les travaux de John Friedman (1992), Pour Capital Social voir ceux de Robert Putnam (1995) et de Clarence Stone (2006)

⁵² configurations institutionnelles particulières, de cultures politiques territorialisées

⁵³ « On peut s'interroger sur la portée même des transformations induites par ce modèle alternatif de développement local sur la participation de la société civile, principalement des groupes sociaux dominés : en premier lieu, les travaux les plus récents sur les régimes urbains en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest insistent sur l'importance d'« effets de localité », de configurations institutionnelles particulières, de cultures politiques territorialisées quant au « succès » des politiques de l'habilitation. Il ne s'agit donc pas d'une recette miracle applicable partout.

En second lieu, l'habilitation conduit-elle à une réelle transformation du rapport entre la société civile et l'Etat ? Certes l'Etat ne dirige plus directement le développement (ou toute autre politique). Il continue cependant très nettement de le piloter, notamment en octroyant ou non des ressources financières indispensables aux acteurs de la société civile. Il y a là une transformation notable du rôle de l'Etat qui perd de sa centralité apparente mais qui conserve un rôle essentiel dans la structuration des systèmes d'action. L'habilitation n'est viable que dans les situations où les acteurs représentant la société civile sont largement appuyés par les pouvoirs publics. Pour reprendre la distinction de Clarence Stone, les autorités publiques ont perdu leur 'pouvoir sur' les politiques urbaines, elles ont gardé leur 'pouvoir de' structurer l'action collective

En troisième lieu, on rejoint la critique de B. Jessop pour lequel cette mobilisation de la société civile, à travers sa participation active aux politiques locales, s'inscrit dans la transformation même du régime d'accumulation et du mode de régulation qui caractérise le capitalisme actuel. Le 'néo-communautarisme' qui concerne essentiellement les groupes sociaux dominés constitue pour cet auteur une stratégie d'adaptation des métropoles au néo-libéralisme en transformant les registres d'action et les rôles sociaux et politiques des acteurs émanant de la société civile : ils deviennent des agents économiques sur lesquels pèsent la responsabilité de leur propre destin, en lieu et place des instances étatiques » (Jouve, 2005)

postmodernité culturelle et politique aussi bien au Nord qu'au Sud. Les formes d'exclusion et de relégation de différents systèmes économiques, politiques et territoriaux se multiplient, se superposent ou s'articulent dans le même espace urbain. Ainsi depuis deux décennies déjà un concept, fortement lié dans la littérature scientifique à ces changements, semble s'affirmer : la fragmentation urbaine.

1.5 Fragmentation urbaine – ou paradigme post-urbain ?

Le concept de fragmentation urbaine apparaît comme un concept central dans la littérature scientifique (Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2007) des sciences urbaines. Très différemment perçu et compris, il est à la source de différentes projections et prises de positions sur la ville d'aujourd'hui et de demain.

C'est que si les quatre premiers concepts décrits jusqu'ici mettent en relief les « pannes » dans le système socioéconomique, politique et culturel, qui ne manque d'occulter des populations urbaines, le concept de fragmentation urbaine remet en question ce système lui-même et sa – prétendue – capacité à « faire société » (Navez-Bouchanine, 2002). Certains sont allés au point de le considérer comme une sorte de « spectre qui plane sur les villes du monde » (Marcuse et Van Kempen, 2000). Ceci est lourd de conséquence pour des sociétés qui, suivant le credo moderniste, ont cherché à « refaire société » à travers toujours plus d'intégration de leurs composantes sociales, économiques, culturelles et politiques dans un seul et même cadre territorial (Genestrier, 2002).

La définition qu'avancent les auteurs de l'ouvrage « vies citadines » (Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2008) reflète très bien les implications de la fragmentation : « La fragmentation est la désolidarisation de la ville, la disparition d'un système de fonctionnement, de régulation et de représentation à l'échelle métropolitaine. » Vue comme un processus de dissolution de la ville, cette thèse n'a pas manqué de rallier, pour des raisons multiples, des auteurs venant de milieux, disciplines et approches conceptuelles fort différents.

Toutefois, les divergences rejaillissent quand il est question de réfléchir sur l'ampleur ou l'appréciation de ce qui est sous-entendu dans ce concept concernant l'avenir des villes, ou encore si ce concept représente un processus en marche ou simplement un résultat, un état de fait stable régi par des dynamiques claires et stabilisées d'une ère nouvelle. Ainsi, « Perçue [par certains] plutôt comme un problème, comme une évolution négative, elle est [perçue par d'autres] peut-être [comme] un état transitoire dont sortira un 'compromis', ce qui pourrait d'ailleurs expliquer la motivation politique ou l'intention mobilisatrice que peut suggérer le recours à la notion » (Navez-Bouchanine, 2002).

Le concept de fragmentation urbaine a incontestablement une capacité impressionnante de ralliement et de cacophonie. Ce qui est bien perceptible dans les nombreux travaux qui s'en réclament plus ou moins directement.

1.5.1 Une cacophonie de modèles assez révélatrice

Privilégiant des aspects différents de la réalité urbaine, les modèles qui sous-tendent ces travaux ne sont pas forcément convergents. Ici on se centrera sur quelques modèles, ceux qui nous semblent les plus emblématiques. On peut repérer en fait trois grandes catégories.

Il y a d'abord ceux qui se maintiennent dans la lignée de la cible de l'Ecole de Chicago, toutefois en signalant d'importants changements qu'elles cherchent à identifier, décrire et intégrer de façon plus ou moins avouée. Dans cette catégorie nous avons :

- la « *multiple nuclei theory* » développée par *Harris et Ullman* dès 1945 est une des premières remise en question du modèle de Chicago. Bâtie sur l'identification des centralités –notamment fonctionnelles – elle a le mérite de signaler l'existence de nombreuses centralités dans la ville qui, bien que plus ou moins interdépendantes, ont leurs dynamiques propres et suscitent des concentrations et des mobilités pas forcément corollaires. Qu'elles soient le résultat de nivellements du marché foncier, du zoning, de l'histoire, de facteurs externes ou autres, une fois établies, ces centralités ne feront que se consolider.

- La « *quaterly city* » de *Marcuse et Van Kempen* est un exercice pour observer les changements qu'on pourrait classer comme les indices de la montée d'un « new urban order » qui se déploie dans les villes de l'ère de la globalisation (*Marcuse & Van Kempen, 2000*)⁵⁴.

On retrouve dans cette modélisation beaucoup d'éléments du modèle de la ségrégation auquel on rajoute deux populations d'exclus, par le haut et par le bas, suite à l'effet des grandes transformations économiques de la globalisation favorisant les uns et désavantageant les autres.

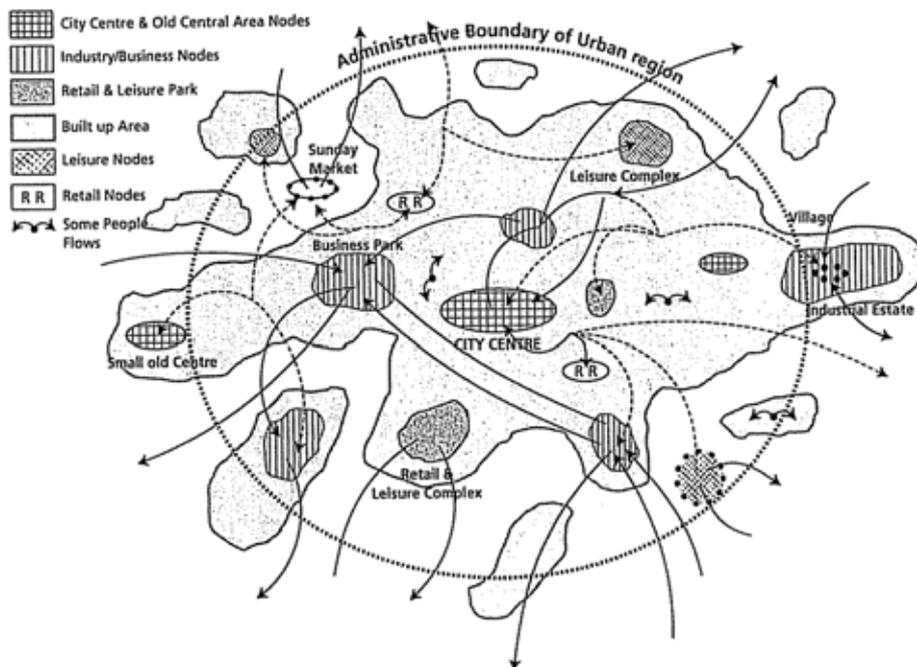
⁵⁴ Ainsi la « *quarterly city* » peut être divisée en cinq ou même six parties :

- + Les « citadels » ou « exclusionary enclaves » les riches représentants d'une élite sociale très mobile au niveau global. Elles comprennent des appartements ou habitations haut standing dans des positions très favorables
- + Les quartiers embourgeoisés de la ville ancienne
- + Les « suburbs » de la classe moyenne relativement aisés
- + Les « tenements areas » habités par la classe ouvrière employée ou non. Elles ne sont pas homogènes, divisées sur eux-mêmes selon le revenu, le métier et l'ethnie, avec des frontières internes marquées entre les parties
- + Les enclaves ethniques regroupant la même communauté ethnique malgré la divergence du niveau socioéconomique de ses habitants
- + Un nouveau type de ghetto appelé « the excluded ghetto » habité par un groupe social totalement et permanemment exclu

- L'« *ecology of fear* » de *Michael Davis* reprend un des aspects de son étude de Los Angeles dans *City of Quartz* (2006), dans un article du *Los Angeles Times* (1992). Sur le même ton pessimiste du livre, Davis met en relief un nombre d'espaces qui, par les activités qui s'y déroulent – ou sont tenues comme pouvant s'y dérouler – sont symboliquement et psychologiquement marqués et représentent une sorte de territorialisation de la peur et du danger. Cette « cartographie » psychologique est plus ou moins assimilée par la population losangelino modifiant ainsi la mobilité de celle-ci ainsi qu'établissant des logiques sociospatiales d'exclusion sur de larges pans du territoire de la ville (Davis rapporté dans Dear, 2000). Davis voit la source de cette peur dans une évolution culturelle liée au renforcement de l'individualisme et aux logiques économiques néolibérales déstabilisant les liens sociaux et les compromis socioéconomiques de l'époque fordiste.

On peut identifier un autre ensemble de modèles qui marquent une certaine rupture plus assumée avec le modèle de la cible de l'Ecole de Chicago. Dans cette catégorie on peut retrouver :

- le « *Postmodern Urbanism* » de *Dear et Flusty* (1998) et de ce qu'ils appellent « l'Ecole de Los Angeles » qui avancent une explication basée simultanément sur le passage à la postmodernité et la restructuration de l'économie mondiale. L'exposition de ce modèle sera développée plus tard dans cette présentation



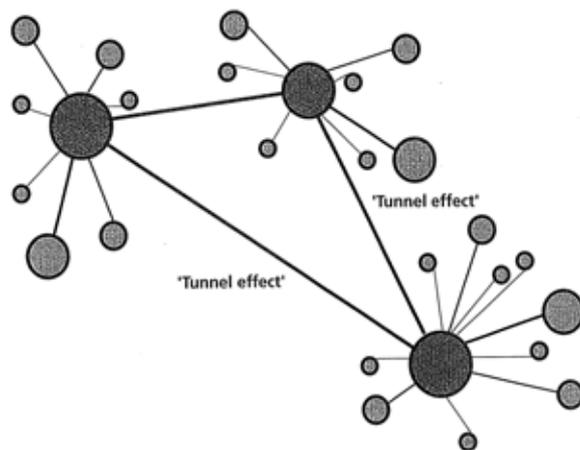
Le Multiplex de Healey
Source: *Graham & Marvin (2003)*

- la « *multiplex urban region* » imaginée par *Patsy Healey* comme modélisant la situation de villes britanniques aujourd'hui met en relief les différentes « vitesses » et temporalités – pas forcément en relation – régissant la création des espaces urbains. La ville paraît comme un ensemble hétérogène, parfois discontinu, de centralités différentes en relation entre elles et avec d'autres largement en dehors de toute limite administrative (Graham & Healey, 1999 rapportée dans Graham & Marvin, 2003). Swyngedouw en commentant la *multiplex urban region* affirme « while [it] has become, more so than ever before, a fragmented kaleidoscope of apparently disjointed spaces and places, a collage of images, signs, functions and activities, [connection between these remains] in a myriad of ways » (Graham & Marvin, 2003).

- l' « *Archipelisation* » ou la ville en archipels semble une lecture de la réalité urbaine assez récurrente dans les travaux de plusieurs auteurs. Jaglin (1998, 2001) l'utilise pour qualifier des configurations dominées par les discontinuités politico-fonctionnelles, résultant du compartimentage des dessertes en isolats autonomes et par les discontiguïtés spatiales issues du morcellement induit des territoires composés d'îlots urbains introvertis en étudiant la gestion des services urbains en Afrique Australe post-apartheid. May, Veltz, Landrieu & Spector (1996) dans leur « ville éclatée »⁵⁵ voient suite à la crise de régulation économique l'évolution de deux logiques urbaines. D'un côté l'éclatement, l'éparpillement et de l'autre le renforcement des interdépendances entre certains lieux qui commencent à fonctionner en archipels alors que la ville en elle-même se dissout.

- le « *Splintering Urbanism* » de *Graham et Marvin* est une lecture des grandes transformations urbaines de ces dernières décennies en analysant les changements que sont en train de connaître les réseaux d'infrastructure urbaine, et leur impact sur la fragmentation urbaine (Graham & Marvin, 2003). Les changements aussi bien techniques que dans la gestion des infrastructures peuvent affecter lourdement le caractère égalitaire des infrastructures modernes, en définissant des territorialisations nouvelles de ces infrastructures qui peuvent devenir « exclusives » et « fragmentogènes ». Le poids de la privatisation et la recherche de profit, la métamorphose des infrastructures modernes ou l'implantation de nouvelles plus sophistiquées (incluant des technologies de télécommunication et d'informatisation) peuvent très bien aboutir à une forte inégalité entre les bénéficiaires de ces infrastructures voire une mise hors de réseaux de certaines populations. D'autre part la privatisation des services urbains et la segmentation de l'offre peut bien mener à la territorialisation du service et la formation de réseaux à plusieurs vitesses.

⁵⁵ Livre basé sur un séminaire de la documentation française (documentation française, 1996)



La ville comme des nœuds et des connections
 Source : Graham & Marvin (2003)

- La ville de la « *Medieval Modernity* » de *Alsayyad et Roy* se base sur une comparaison historique de diverses tendances urbaines avec leurs « équivalents » historiques à la sortie du Moyen-Âge pour comprendre la crise du politique et de l'urbanisme en particulier en confrontant celle de la citoyenneté dans son entendement moderne, dans les villes d'aujourd'hui. En comparant les « gated enclaves », les « regulated squatter settlements » et le « camp des réfugiés », à respectivement les « villes libres », les « villes arabes » et les « enclaves ethniques » du Moyen-Âge, pour ces auteurs « all three spatial formations are expressions of what might be billed as 'enclave modernity'. But more importantly, they're all states of exception. If Agamben's notion of the camp is seen not as spatial category but instead as a diagram of power (as is Foucault's use of the panopticon), then the various spaces discussed in this paper are marked by this logic of sovereignty. This logic is a medieval logic. This logic is one that forces us to think about a post-city urbanism where the paradigm is not the city – not even the exclusionary neo-liberal city – but rather the state of exception. » (Alsayyad et Roy, 2006)

Une troisième catégorie de modélisations vient en contre-pied des deux autres catégories. Ce qui est souligné ici n'est pas la prolifération de fragments urbains foncièrement différents mais tout au contraire, une reproduction du même à travers une certaine dynamique de l'étalement. Deux modélisations dominent cette catégorie :

- la « *ville fractale* » (Batty & Longley 1994, Frankhauser, 1998), avance une lecture où « le fragment dans cette vision marquée par les sciences physiques, signifie moins la différence que la reproduction, ailleurs, d'un identique. La fragmentation ne générerait pas de la différence et de l'opposition, mais diffuserait du 'même' ailleurs. » (Navez-Bouchanine, 2002). Ainsi l'étalement périphérique surtout sous l'impulsion principalement du marché foncier et immobilier serait loin d'être le chaos tant décrit, mais plutôt une sorte de croissance complexe mais structurée sur la reproduction des mêmes espaces et fonctions.

- La « *ville diffuse* » de Bernardo Secchi (2008) est avant tout la ville de l'étalement urbain. Elle est considérée par son auteur comme le nouvel horizon de l'urbain après le bourg fortifié de la révolution urbaine néolithique et la métropole industrielle moderne. Elle n'inclut pas seulement les banlieues ou même les périphéries, mais aussi des villages traditionnels, des villes secondaires industrielles ou non et même des pans de la campagne. Elle est basée sur l'éclatement spatial des pratiques du quotidien, le renforcement des moyens de transport et une recherche d'une part de la population – notamment les classes moyennes – de vivre « à la campagne à un pas d'une métropole ». Secchi décrit un paysage où se côtoient dispersés dans l'espace sans ordre apparent, grandes barres, zones pavillonnaires, villas, clubs et resorts, industries et parcs d'entreprises de toutes tailles, écoles, équipement, malls... Il identifie la conurbation allant de Bruxelles allant à Amsterdam en passant par Anvers et Rotterdam, ou encore la Vénétie ou la Lombardie comme des exemples typiques de ville diffuse. Il suppose que de cet étalement, à première vue, amorphe et non structuré émergera forcément de nouvelles centralités, des espaces des plus triviaux gagneront un sens social et restructureront ce paysage urbain.⁵⁶

Toutes ces différentes modélisations touchent d'une façon ou d'une autre au concept de fragmentation urbaine. Sans forcément le définir, il est tantôt utilisé comme métaphore d'éclatement et dissolution de la ville, tantôt dans un entendement plus sociologique comme « la dégradation du lien social » ou plus politique comme « la remise en question du lien citoyenneté ainsi que la solidarité qui va avec » mais dans tous les cas il est utilisé dans une lecture des différenciations sociospatiales comme si les parties étaient en situation de tension ou d'évitement, ainsi que pour désigner l'épuisement du système urbain et sa capacité de produire un espace urbain fonctionnel, rationnel et hiérarchisé.

1.5.2 Réalité nouvelle ou cadre nouveau de lecture

On pourrait se poser la question si ce concept explicite une réalité urbaine nouvelle « ou bien l'émergence de la notion s'inscrit-elle dans les transformations idéologiques et scientifiques de la fin du XX^{ième} siècle, dans la mesure où la lecture en termes de ségrégation s'inspirait de la pensée marxienne d'une société divisée en classes et d'espaces supports de domination économiques ? » ((Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2008).

⁵⁶ Secchi donne l'exemple de ces « places de village » improvisées en Vénétie où des gens se rassemblent pour jouer aux dames – une pratique pourtant n'ayant rien de traditionnel en Vénétie. Ces activités même si elles prennent un aspect un peu pastiche trahissent une recherche de cadres de sociabilité et de communauté, ce qui contredit les théories isolationnistes qui ont longtemps marquées toutes les modélisations de l'étalement urbain.

Pour Dear, tout au long de son ouvrage « The postmodern urban condition » (2000), le changement majeur est avant tout l'intérêt d'un changement épistémologique de l'appréciation du monde non plus comme unitaire et structuré mais au contraire comme foncièrement différenciée et fragmentée⁵⁷. Une telle lecture à partir des parties et non à partir du tout nous permettrait de mettre en relief et de se focaliser sur les continuités, les différences, les interdépendances et les ruptures entre elles. Elle promet des enseignements sur les modes d'organisation et d'action des hommes au-delà des grands schémas et « grands récits » (Lyotard, 1979).

Or ce déplacement de perspective chez de nombreux observateurs et chercheurs est pour d'autres un déplacement réel de valeurs qui commence à dominer les pratiques socialement et politiquement. On parle d'un certain postmodernisme, qui privilégiant le « droit à la différence », vient basculer la primauté du credo moderniste de la fonctionnalité. La question est ainsi double : comment saisir des changements perçus comme nouveau si en même temps on utilise des outils nouveaux pour les observer ?

Pour transcender ce dilemme Michael Dear (2000) propose en invoquant Derrida : « I follow an invocation of Jacques Derrida, who invited those interested in assessing the extent and volume of contemporary change to 'rehearse the break' , intimating that only by assuming a radical break had already occurred would our capacity to recognize it be released ». C'est en considérant que la fragmentation urbaine est en processus qu'on pourrait la repérer. Une méthodologie peu orthodoxe.

Devant la difficulté de répondre à cette question, d'autres auteurs se suffisent à souligner l'intérêt méthodologique de penser en termes de fragmentation urbaine. Ainsi, bien qu'ils soient méthodologiquement au juste opposé de Dear en cherchant à retrouver dans l'urbain d'aujourd'hui non pas les ruptures mais les liens, les interdépendances, « ce qui fait société », les auteurs de vies citadines (2007) se gardent bien de rejeter l'utilité de la notion, en fait pour eux « si beaucoup des processus en cours peuvent être 'relativisés' et expliqués comme simple accentuation de dynamiques antérieures, d'autres sont révélés par la notion de fragmentation ».

Il est toutefois incontestable que le gros du corpus de la fragmentation relie celle-ci – souvent en termes de causalité – à des changements sociaux, politiques et économiques du dernier quart du 20^{ème} siècle. Pour la majorité des auteurs de ce corpus, la fragmentation urbaine est bien un fait réel et nouveau.

⁵⁷ « This inquiry is based on a simple premise: that just as central tenets of modernist thought have been undermined, its core evacuated and replaced by a rush of competing epistemologies, so too have the traditional logics of earlier urbanisms evaporated, and in absence of a single new imperative, multiple urban (ir)rationalities are competing to fill the void » (Dear, 2000).

1.5.3 La Fragmentation comme fruit d'une crise de la modernité

Une des pistes sur laquelle revient un grand nombre d'auteurs pour expliquer la fragmentation urbaine est sans doute celle de la crise de la modernité et ses implications sociologiques.

Ainsi au-delà des différents positionnements sur un débat entre une « deuxième modernité », une super-modernité (Giddens, Taylor, Beck en autres) ou une postmodernité (Lyotard, Baudrillard...), la « crise de la modernité » a foncièrement modifié le social et par suite son rapport à la production et gestion de l'urbain. Françoise Navez-Bouchanine, dans un chapitre sur les « sources » et « définitions » de la fragmentation urbaine (2002), identifie les implications rapportées par différents auteurs de cette crise. Cette lecture décrit une remise en question des principales « conquêtes » de la modernité notamment la conception citoyenne égalitaire, la solidarité sociale et le modernisme, au profit d'une plus grande individualisation et du « Droit à la différence ». Ces deux nouvelles dynamiques sont en mesure de redéfinir des nouvelles configurations de sociabilité et de nouveaux modes d'action – notamment pour affirmer les droits, non plus égalitaires mais différenciés, des différentes personnes et des groupes.

Le droit à la différence comme alibi d'une « identité de combat » pour la reconquête de la ville

Cette posture postmoderne est ainsi celle de nombreux individus et groupes désillusionnés par le modernisme et ses valeurs, qui cherchent à travers le « droit à la différence » de se mobiliser suivant des agendas propres pas forcément incluant une vision d'ensemble ou un projet de société⁵⁸. C'est ainsi que David Ley et Caroline Mills⁵⁹ croient en la possibilité d'un « postmodernisme de résistance » dans le paysage urbain. Ils retrouvent dans la pratique et dans le militantisme d'associations hétéroclites de la société civile mobilisées et engagées ensemble, au delà des clivages idéologiques et des affinités politiques, pour défendre des situations précises d' « injustice urbaine », l'expression la plus résiliente et effervescente de cette résistance. De même Edward Soja et Barbara Hooper repensent, dans un article du même ouvrage, les espaces produits par l'affirmation du « droit à la différence ». Ils y voient le développement, sur les marges et dans les interstices des espaces produits par le système capitaliste moderniste, de nouvelles centralités et de dynamiques parallèles basées sur une identification des habitants à leur propre « différence » comme force mobilisatrice de résistances.

⁵⁸ Face à l'interrogation sur la rare contestation dans le monde académique de ce « droit à la différence » et ses implications possible sur le concept de citoyenneté, Françoise Navez-Bouchanine (2002) affirme que « L'impact de la reconnaissance du droit à la différence et la manifestation d'une certaine adhésion intellectuelle aux 'résistances culturelles' face à l'homogénéisation en fait moins, à priori, une cible problématique. L'influence de Lefebvre et Foucault sur cette adhésion est particulièrement forte, notamment dans une part significative de la recherche anglo-saxonne ». Cela est notamment prégnant dans les travaux de nombreux chercheurs anglo-saxons travaillant sur l'implication, sur les politiques urbaines et le paysage urbain, du droit à la différence largement identifié en termes ethniques, culturels, raciaux et sexuels.

⁵⁹ dans un article repris dans un « Handbook » sur les espaces de la Postmodernité (Dear & Flusty, 2002)

En décrivant les « regulated squatter settlement » - synonymes de « quartiers informels » dans la littérature scientifique francophone - AlSayyad et Roy (2006) avancent que ces espaces irréguliers officiellement, ne sont pas en fait des espaces hors régulation, mais plutôt des espaces autorégulés par des acteurs locaux. « The unregulation, is in and of itself a distinct form of regulation, a set of tactics that recreate informality as governmentality ». Ces espaces ainsi sont d'après ces auteurs des proies faciles pour des acteurs organisés – ils donnent l'exemple de nombre de mouvements islamistes dans le monde arabe – qui tout en ramenant une nouvelle forme de gouvernabilité marquent une rupture plus accentuée entre ces quartiers et le reste de la ville. Mais ces auteurs qui admettent une dynamique fragmentaire dans l'établissement de ces nouvelles fractures, nous invitent à une lecture de l'appartenance à l'urbain dépassant la lecture traditionnelle de la 'polis' et la définition d'un territoire homogène, et de penser la citoyenneté comme « conditionnelle, partielle et situationnelle ».

La critique de la lecture identitaire

C'est précisément la pertinence, la profondeur et la stabilité de ces configurations établies sur des bases culturelles que contestent un grand nombre de sociologues. Françoise Navez-Bouchanine (2002) reporte leurs questionnements : « Une première piste est ouverte par ceux qui explorent la question de l'exclusivité de ces affiliations spatio-identitaires. Au Sud comme au Nord, des chercheurs s'interrogent ainsi sur l'envergure et l'impact exacts de certaines de ces recompositions culturelles dans les relations et organisations sociales. On peut par exemple se demander quelle est la place de l'imaginaire et du fantasmatique dans ces recompositions et quel est l'impact réel que ces dernières auraient sur les autres dimensions de la vie, individuelle comme collective, de ceux qui y participent. [...] Une deuxième piste interroge la stabilité de ces affiliations. Le caractère réinventé, hybride et flexible ne veut pas nécessairement dire qu'on se situe dans un artefact sans grand effet social. [...] il s'agit bien d'une construction contemporaine ponctuelle labile et susceptible, donc, tout aussi bien de céder la place que d'être concomitante avec d'autres constructions, une certaine autonomie s'exprimant là par rapport aux autres dimensions du social. ».

Cette labilité est notamment vraie dans certaines villes en tension ou en guerre comme l'a démontré Elisabeth Dorier-Apprill (2002, 2007) dans ses travaux sur Brazzaville, où pour survivre à la guerre les habitants avancent en différents lieux et temps, des aspects différents de leur identité mobilisant ainsi différentes solidarités. De même les travaux de Tristan Khayat sur le quartier arménien de Bourj Hammoud dans les banlieues de Beyrouth, montrent que connotation identitaire d'un quartier et repli ne vont pas forcément de pair. C'est avant tout un souk visité par différentes communautés et classes sociales. De même ce quartier est une des destinations migratoires de nombreux travailleurs étrangers venant tenter leur chance à Beyrouth.

Ainsi que ce soit à partir d'une lecture postmoderniste ou non, tous ces écrits mettent très clairement en évidence que différence et rupture ne sont pas nécessairement corollaires. Pour

d'autres chercheurs cette corrélation est à chercher ailleurs. Deux pistes s'affichent : d'une part l'impact des grandes transformations économiques, notamment la globalisation et les politiques de restructuration économique ; d'autre part les transformations des structures de l'état et du service public, notamment la décentralisation et la perte du monopole étatique sur la gestion des services publics.

1.5.4 La Fragmentation urbaine et les transformations économiques

Sur la question des grandes transformations économiques du dernier quart du vingtième siècle et leur impact sur la fragmentation urbaine on peut déceler deux lectures principales : d'une part on a une présentation du capitalisme comme un système économique foncièrement « fragmentogène », d'autre part c'est dans la crise de la régulation de la relation entre l'économique, le social et le politique qu'il faut trouver l'explication de cet impact.

Un capitalisme « fragmentogène »

« Capitalism as a mode of production has necessarily targeted the breaking down of spatial barriers and the acceleration of the turnover time as fundamental to its agenda of relentless capital accumulation » (Harvey, 1996). Cette lecture du capitalisme semble donner une image du capitalisme largement diffusée comme destructeur des frontières et qui dans sa phase d'accumulation actuelle – prétendument sur un niveau global – transformerait le monde en un « global village ».

Mais cela va sans compter deux importantes propriétés de l'impact social et territorial du capitalisme :

- Sur le niveau territorial, c'est précisément le fait qu'une multitude de lieux existent qui donne le besoin d'échange entre eux (Offner, 1996 dans Graham & Marvin, 2003). C'est du nivellement de ces lieux en termes d'offres et de demandes que s'organise le marché et se développe le capitalisme. Ainsi, le capitalisme peut bien être un facteur d'exclusion notamment pour des populations et des lieux n'ayant « rien » à offrir sur le marché. D'autre part, « the tension between fixity and mobility erupts into generalized crisis when the landscape shaped in relation to a certain phase of development... becomes a barrier for further accumulation » (Harvey, 1993 dans Graham & Marvin, 2003). Les changements nécessaires pour un tel changement d'échelle peuvent remettre en question la pertinence du développement d'une certaine économie dans un certain territoire, pouvant les mener à une nouvelle et relative exclusion. C'est d'ailleurs le cas du passage de l'économie industrielle fordiste à celle tertiaire post-fordiste, qui est considéré dans ses implications par certains auteurs comme principale – pour ne pas

dire unique – source de la fragmentation urbaine (Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2007).

- D'autre part sur un niveau social, le poids du capitalisme, cherchant à mettre à profit un lieu en le déconstruisant socialement pour l'homogénéiser suivant ses besoins, ne manque d'être un important facteur de fragmentation sociale⁶⁰.

Le poids d'une restructuration

D'autres « situent la 'crise' plutôt dans la question des régulations (Kennett, 1994) et dans les transformations de l'Etat-providence (Laville, 1995). C'est donc dans les relations nouées entre organisation économique et organisation du politique ou du social dans les modes de régulation que pourrait prendre corps cette fragmentation. La régulation escomptée par le marché se révèle inefficace (Mingione, 1998) et les phénomènes constatés semblent moins la conséquence d'une crise des systèmes dominants qu'une rupture dans les relations qu'ils entretenaient entre eux et avec les mécanismes traditionnels de solidarité et de reproduction sociale (Jacquier, 2000) » (Navez-Bouchanine, 2002)

« Un changement de mode de production dans la ville. Des métropoles industrielles de type fordiste, où l'emploi d'une main-d'œuvre de masse crée les conditions de fortes interdépendances et nécessite des systèmes redistributeurs, on passerait à des métropoles post-fordistes, où l'essor des mobilités diffuses, celui du chômage de masse et du travail flexible, conduit à l'accroissement des écarts sociaux. » (Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2007).

Cet écart est décrit chez Marcuse et Van Kempen (2000) en reprenant la métaphore de l'œuf et du sablier. Ainsi on passerait d'une économie fordiste favorisant le développement d'une classe moyenne solide (l'œuf) à une économie post-fordiste où cette dernière se déliterait au profit des extrêmes (le sablier) où une certaine élite se retrouverait à la tête de l'échelon social alors que le reste se trouverait dans une chute forte vers le bas.

Cette lecture dualiste qui a été favorisée par les travaux sur la globalisation économique et la société en réseau s'est vite trouvée caduque face à une réalité complexe où les populations défavorisées peuvent présenter des signes de « résistance » ou d'accommodation à ces changements. « l'analyse des effets des transformations est ainsi passée de la seule production à la 'reproduction sociale' en accordant un intérêt accru à la manière dont individus, groupes et institutions réagissent face à cette évolution, et donc plus directement aux questions de régulation de divers ordres qui peuvent intervenir. [... notamment], marchandisation des relations sociales, mobilisation accrue des ressources sociales et culturelles dans l'activité économique et surtout

⁶⁰ « segmented and cellular space in which each fragment (individual) has its place : separation and division in order to unify, atomization in order to encompass, segmentation in order to totalize, closure in order to homogenize and individualization in order to obliterate differences and togetherness » (Soja, 1989)

émergence de formes de socialisation alternatives à la socialisation par le travail salarié » (Navez-Bouchanine, 2002)⁶¹

Ces stratégies de résistance et d'accommodation prennent tout leur sens dans les quartiers culturellement homogènes où les habitants partagent d'importants réseaux de sociabilité et de solidarité locales. Toutefois, Sassen (2002) met en garde face à un glissement récurrent dans les analyses marquées par ce qu'elle appelle les représentations géographiques ou « topographiques » de l'urbain si celles-ci ne sont pas relativisées par une identification des dynamiques de mobilité et de flux. Ainsi « Les 'communautés' apparaissent à la fois marquées par l'enracinement local, par le déploiement sur diverses échelles spatiales à partir du local, et par l'intégration à divers niveaux de flux dépassant largement ce local » (Navez-Bouchanine, 2002)

On retrouve dans les différentes lectures se basant sur les transformations économiques comme clé de compréhension de la fragmentation urbaine, un grand nombre d'arguments déjà mobilisés par les concepts de marginalisation, ghettoïsation ou relégation pour expliquer comment l'urbanisation des villes aujourd'hui produit les différenciations sociospatiales. Dear et Flusty avancent dans leur modélisation du « Postmodern urbanism » à partir de Los Angeles de nouveaux arguments qui pourraient être singuliers au concept de fragmentation urbaine.

Le Postmodern Urbanism

"The social diversity of the city, which so delighted eighteenth century citizen, has, during the course of the twentieth century, multiplied to such an extent... that no overview is possible. London now is not much an encyclopedia as a maniac's scrapbook (Raban, 1974)"

Ce texte de Raban rapporté par Dear et Flusty (1998) au début de leur article indique le sens de leur investigation. Il souligne leur positionnement épistémologique où aucune lecture totalisante intelligible ne peut ressortir d'une lecture d'ensemble de la ville et où la construction d'un vrai savoir « sur la ville » - dans le sens de Lefebvre – doit impérativement passer par une lecture à partir de « lieux ». Ainsi les auteurs entament un recensement des différents « lieux » de Los

⁶¹ Un exemple assez intéressant avancé par Saskia Sassen (2002), serait les différents réseaux économiques établis par certaines populations migrantes vers l'Europe. En se basant sur le lien communautaire elles réussissent à développer des partenariats et des réseaux de réciprocités dans les marges et les interstices des secteurs économiques dominants, et cela parfois à l'échelle de plusieurs villes européennes et même mondiales. Un autre serait celle de Ray (2002), sur la « géographie du quotidien des femmes immigrantes à Montréal ». Ainsi en étudiant le vécu quotidien d'un groupe de femmes migrantes ménagères, Ray relève comment ces dernières réussissent à mettre à profit un ancrage dans des espaces marqués par une proximité communautaire couplée d'une construction de réseaux sociaux élargis par les relations de travail et d'une mobilité quotidienne sur une large part de l'espace urbain.

Par contre, d'autres auteurs, sans forcément avancer une lecture territoriale, insistent sur l'impact lourd de ces restructurations économiques et leurs conséquences sur les populations migrantes au Nord, considérées comme potentiellement les plus exposées à la crise. Ces populations n'ayant pas forcément toutes les ressources pouvant les mener à résister à la crise. Ainsi Réa (1994) en étudiant la situation des populations migrantes en Belgique, lie le repliement communautaire, notamment chez la deuxième génération, au chômage suscité par la crise.

Angeles – leur objet d'étude et la ville-modèle du « Postmodern Urbanism » - dans les travaux de chercheurs contemporains.

Il en ressort une panoplie intéressante de « lieux » qui ont en commun le fait qu'ils sont pratiquement tous autocentrés pour ne pas dire indépendants : les « edge cities », « privatopias », les « cultures of heteropolis », les villes-« theme park », les « citadels interdictory spaces », les quartiers embourgeoisés des « historical geographies of restructuring »... De même ils identifient dans ces écrits de grands changements structuraux notamment la globalisation, la restructuration du système de production/régulation du fordisme vers le post-fordisme mais aussi les changements sur la scène politique que symbolise la montée d'une nouvelle conscience écologiste qu'ils appellent les « politiques de la nature ».

L'intérêt du travail de Dear & Flusty c'est qu'ils tentent à partir de ce savoir fragmentaire et en articulant les changements structuraux et leur manifestation dans l'espace urbain d'en dégager un modèle d'urbanisation des villes aujourd'hui. Il est à noter que les auteurs utilisent le terme « urbanism » et non « urbanization » parce qu'ils conçoivent clairement la ville comme le produit d'un système de production bien défini. "I begin with the assumption that urbanism is made possible by the exercise of instrumental control over both human and non-human ecologies. The very occupation and utilization of space, as well as the production and distribution of commodities, depends upon an anthropocentric reconfiguration of natural processes and their products" (Dear & Flusty, 1998). Ce système de production est le « capitalisme tardif »⁶².

Ainsi Dear et Flusty dans leur article mobilisent les concepts de post-fordisme et de globalisation via différents néologismes comme :

- « Flexisme » pour marquer le passage à une économie mondialisée post-fordiste,
- « Global Latifundia », l'effort d'homogénéisation dans un but de maximalisation des profits par le capitalisme, des cultures et des lieux
- « New World Bipolar Disorder » marquant une dualité entre les connectés aux marchés globaux et des communications (« Cyberbourgeoisie ») et les exclus (« Protosurps »)
- « Disinformation Super Highways », la « mimetic contagion » provoquée par la « holsteinisation », et le « praedatorianism » qui sont les outils nécessaires par moyens d'intimidation ou de désinformation de garder l'ordre civile
- La « Citistât » ou la ville mondiale regroupant toutes les métropoles et agglomérations urbaines du monde où toutes ces dynamiques se concentreront principalement.

⁶² C'est bien pour cela et malgré la mobilisation forte du concept de postmodernisme chez Dear, qu'on a trouvé adéquat de présenter le « Postmodern Urbanism » comme une lecture privilégiant une identification de la source de la fragmentation urbaine dans les transformations économiques du dernier quart du vingtième siècle. En fait la conception même du Postmodernisme de Dear – inspirée de Jameson – se base bien sur une identification d'un changement culturel et épistémologique, toutefois, elle est liée aussi aux changements du capitalisme comme système de production et d'accumulation. D'ailleurs le titre de l'article de Jameson dont Dear s'inspire est bien « Postmodernism or, the cultural logic of late capitalsim ».

Au delà de ces néologismes et de cette présentation intentionnellement caricaturale des grandes dynamiques structurales du capitalisme tardif à l'œuvre, les auteurs avancent une lecture de l'impact de ces changements sur l'urbain fort intéressante. Les auteurs la présentent sous le nom « an alternative model for urban structure ».

On y relèverait trois aspects principaux :

Aspect 1: liées indépendamment les unes des autres aux structures de l'économie globale, ou exclues du système, les différentes parties de l'espace urbain se replient sur elles-mêmes et connaissent différents vitesses de développement selon leur degré d'intégration à l'économie globale.

Aspect 2: Un renversement des rapports entre le centre et la périphérie : "the concentric ring structure of the Chicago School was essentially a concept of the city as an organic accretion around a central, organizing core. Instead we have identified a postmodern urban process in which the urban periphery organizes the center within the context of globalizing capitalism"

Aspect 3: Ces différents espaces autocentrés seront coupés les uns des autres par des frontières plus ou moins identifiables, et liés par les « Disinformation SuperHighway »

Cette modélisation est appelée Keno Capitalism pour marquer sous par le terme Keno – équivalent de Bingo – d'un côté l'arbitraire, propre au capitalisme tardif, où beaucoup plus de nouveaux espaces de la ville émergent par la « rencontre » d'un terrain vide et la « mégalomanie » de grands investisseurs, et de l'autre côté la complète indépendance des « lieux »-cases adjacents.

Bien qu'ils y voient une modélisation crédible et solide de la métamorphose des territoires urbains aujourd'hui, les auteurs se gardent bien de toute généralisation et invitent de tous leurs vœux d'autres à entreprendre des travaux comparatifs qui pourraient mieux nous renseigner sur nos villes contemporaines.

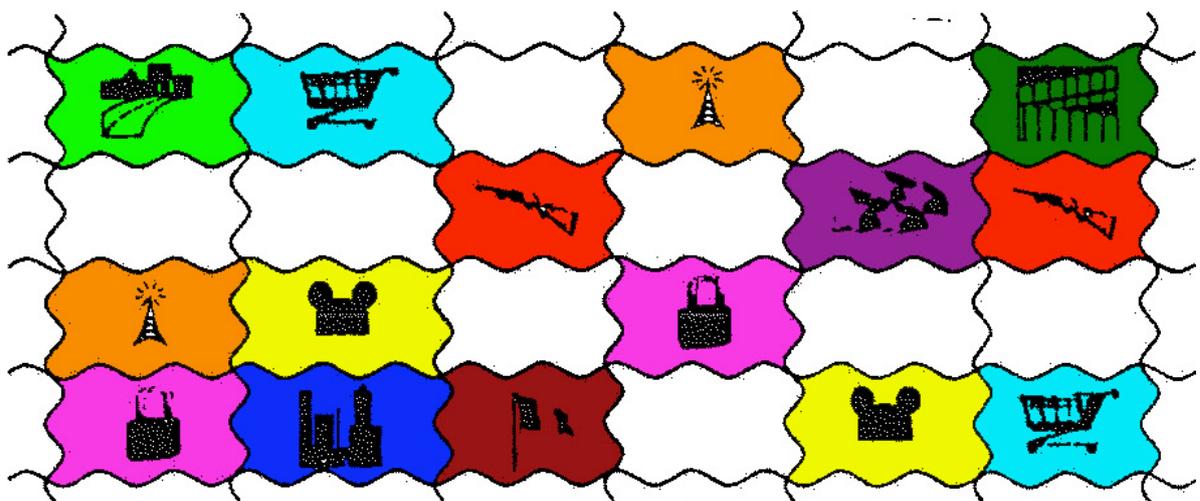
Malgré – peut-être à cause de – la richesse de sa narration et la puissance de l'image qu'elle projette de l'urbain, cette modélisation n'a pas manqué de recevoir d'importantes critiques. Nous privilégions ici ceux des auteurs de « vies citadines » (2007) qui nous semblent particulièrement pertinents. Leur critique porte notamment sur deux aspects :

1. Les frontières entre les différents « fragments » :

+ « le modèle place les murs comme relativement infranchissables, quel que soit le côté (riche ou pauvre) duquel on se place. Or, non seulement liens il y a (et on appelle du coup à une étude des mobilités) mais aussi des hiérarchies dans les liens, qui ne sont pas mises en évidence [existent] »

- + « Les résidents expérimentent au quotidien le passage entre les éléments, mais adoptent en outre des itinéraires, des stratégies dans la ville, pour éviter certains fragments »
- + « Le modèle pose aussi les murs comme inscrits une fois pour toutes dans le tissu urbain. Il ne recoupe pas la réalité de la fragmentation en tant que processus. »
- + « La pirouette des DSH comme seul lien entre les fragments pour ceux qui ont les moyens de s'en sortir (i.e. les riches) paraît assez facile »

2. La lecture holiste des dynamiques urbaines : « leur proposition de modèle d'urbanisme postmoderne est liée à une vision de la métropole qu'ils qualifient eux-mêmes de voyeuriste, soit vue d'en haut, et donc... éminemment moderne dans sa recherche de rationalité ! »



	DSH/Interdictory Spaces		Ethnoburb
	Edge Cities		Containment Centers
	Theme Parks		Consumption Opportunities
	Gated Communities		Command & Control Centers
	Street Warfare		Spectacle
	Corporate Citadels		

L'échiquier du Keno Capitalism
 Source: Dear & Flusty (1998)

A cette modélisation de la ville contemporaine on pourrait opposer celle plus dynamique de la multiplex urban region. À première vue, les deux images de l'Echiquier et du « gearbox »⁶³

⁶³ « gearbox full of speeds » (Wark, 1998 dans Graham & Marvin, 2001) pour parler de la « urban region multiplex »

semblent contradictoires, toutefois, nous pensons qu'elles sont bien complémentaires. Les deux invoquent une lecture qui s'appuie sur le relationnel plus que la simple contiguïté spatiale pour expliquer le développement des différents secteurs d'une ville. Toutefois, la lecture du « postmodern urbanism » en ce qui concerne le monopole de toute connectivité entre les différentes « cases » de l'Echiquier par les DSH, comme le disent les auteurs de « vies citadines » semble assez simpliste. La lecture en « gearbox » où les interconnexions sont à différentes échelles, différentes vitesses et différentes, natures si elle est plus intéressante, elle semble ne pas présenter une modélisation claire de l'articulation de ces interconnexions..

Ce dernier point est particulièrement lourd de conséquences. L'espace urbain aussi segmenté soit-il garde une certaine orchestration, de fait les villes « fonctionnent » toujours. Des territoires se construisent et s'articulent, des acteurs s'allient et s'opposent dans un jeu de pouvoir, un jeu de politique et de gouvernance.

Le modèle du « postmodern urbanism » ne semble avancer sur ce point que des arguments fort simplistes. Ainsi bien qu'une lecture en Citistat soit intéressante pour mettre en relief les effets de la globalisation, elle ne prend pas en compte diverses dynamiques qui restent malgré tout à l'échelle métropolitaine ou même des échelles inférieures. De même une lecture du pouvoir basée sur les seuls aspects du Predatorianism et de la Holsteinization nous paraît ne pas sortir du caricatural et rejette d'un revers de main rapide toute la complexité du politique.

Si par contre le modèle de Healey est décidément conçu avec la gouvernance urbaine comme une de ses questions centrales, il nous semble plus descriptif qu'explicatif. Comme on a dit, il ne définit pas les cadres d'articulations des différents réseaux d'acteurs-lieux-temporalités. Toutefois ces articulations existent. Elles se nomment gouvernabilité, action publique et citoyenneté. Des cadres de gouvernabilité formels et informels perdurent et structurent – sinon influencent – la marge de manœuvre et la façon de manœuvrer des réseaux, et parfois la raison d'être même de ces réseaux. Les autorités publiques malgré leur faiblesse sont encore un acteur majeur dans la formation du paysage urbain. Enfin, même les conceptions les plus critiques et contestataires de la citoyenneté moderne ne cherchent pas à l'éliminer mais plutôt à la transformer pour qu'elle puisse être plus apte à intégrer des populations mises de côté. Décidément la citoyenneté, dans ses aspects les plus divers est encore une clé centrale structurant la « sphère politique ».

Il n'y a pas de doute, le politique est en crise suite à la crise des modèles de gouvernance modernistes, mais cette crise nous semble être aussi une principale source expliquant la fragmentation urbaine de nos villes contemporaines.

1.5.5 Fragmentation urbaine et les transformations politiques

Pour les auteurs de « vies citadines », « La fragmentation politique (ou institutionnelle) désigne une séparation juridique, politique ou institutionnelle entre des territoires marqués par la proximité spatiale. » (Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2007). Cette définition nous paraît à compléter, car elle ne prend pas en considération la crise de la « sphère publique » qui nous semble intrinsèque à toute conception du politique.

Nous pensons ainsi que la définition avancée par ces auteurs couvrirait plutôt ce qu'on pourrait désigner comme la fragmentation des structures administratives et gestionnaires – et non la fragmentation politique. Cette fragmentation administrative ou gestionnaire ne se muerait en fragmentation urbaine que lorsqu'elle aurait des conséquences sur le développement d'une désolidarisation urbaine qui contribuerait à la destruction des espaces publics – entendus non seulement dans leur acceptation spatiale – ou qu'elle contribuerait à briser les interdépendances entre différents secteurs urbains⁶⁴.

Outre la sécession – ou les « gestes de sécession » (Jaillet, 1999) récurrents à travers le monde des « gated communities » ou tout simplement de quartiers ou communes aisées – d'autres hypothèses sont soutenues par différents chercheurs interprétant cette fragmentation.

Impacts d'une fragmentation administrative

C'est d'une fragmentation dite « horizontale » qu'il s'agit, elle est déterminée par le découpage territorial administratif et largement influencée par la décentralisation. Elle est supposée peser surtout la capacité de centres-villes à intégrer leurs périphéries dans un contexte d'étalement urbain. Pour cela cette fragmentation est d'habitude pointée du doigt pour marquer les difficultés de faire émerger une gouvernance métropolitaine harmonieuse.

Pourtant, « sans nécessairement écarter tout impact, en amont ou en aval de l'égoïsme de groupes sociaux, de groupements d'intérêts particuliers, ou encore de manipulations d'inspirations diverses par des acteurs publics avançant masqués sous des préoccupations de bien commun, ces analyses rappellent par exemple la difficile adaptation institutionnelle face à un processus de croissance à laquelle on pense, dans un premier temps, pouvoir donner des réponses progressives ou des réponses réactualisant des expériences institutionnelles passées. Dans ce cas, et s'il y a échec, ce dont attesteraient les difficultés historiquement démontrées de certains centres-villes à 'annexer' ou 'intégrer' leurs périphéries, l'éclatement apparaîtrait comme la seule issue. Ceci relativise d'autant la généralisation de l'hypothèse d'une logique intentionnelle de fragmentation et pousse plutôt à la considérer comme le fruit de tentatives, par essais et erreurs de s'adapter à un processus d'urbanisation dont la complexité échappe assez largement à

⁶⁴ Ainsi, Françoise Navez-Bouchanine (2002) nous met en garde, « la superposition pure et simple de ces éléments de fragmentation administrative ou politique et d'une fragmentation socio-spatiale territoriale reste assez rare dans les travaux. Quand elle existe, elle semble plus souvent présentée comme une issue possible ponctuellement rencontrée, mais non véritablement démontrée comme forme généralisée de l'évolution urbaine ».

tout volontarisme. Que certaines évolutions de ces derniers soient ensuite récupérées en aval par ces logiques intentionnelles n'est évidemment pas douteux » (Navez-Bouchanine, 2002).

Ainsi quand on pense à la fragmentation administrative, la question de la métropolisation administrative émerge rapidement. Il est largement diffusé qu'une administration métropolitaine serait plus en mesure de faire face aux tendances sécessionnistes et garantir une plus grande cohésion sociale. Toutefois on peut remarquer en prenant les cas d'Amsterdam et de Londres toutes deux dotées de fortes administrations métropolitaines une divergence de situation (Navez-Bouchanine, 2002). Ainsi Amsterdam serait marquée par une plus grande cohésion sociale que Londres dont la population est beaucoup plus polarisée socialement.

La décentralisation est sans doute la principale révolution administrative des dernières décennies du vingtième siècle. Très vite elle s'est répandue au Sud comme au Nord comme principale alternative à la crise de l'Etat-nation et de ses administrations. Elle est soutenue par les principales organisations internationales (le Programme des Nations Unies pour le Développement, la Banque Mondiale, Le Fonds Monétaire International, la Commission Européenne...) comme condition élémentaire pour toute « bonne gouvernance ». « On assisterait aujourd'hui à la remise en cause de l'échelle métropolitaine ou régionale de la planification et à la montée en puissance de l'échelle locale considérée comme la plus légitime, et la plus capable de répondre aux demandes de participation des citoyens à la gestion urbaine » (Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2007)

Mais cette décentralisation conquérante ne manque de susciter chez certains chercheurs traitants de fragmentation urbaine quelques scepticismes. Elle est « perçue comme génératrice de différences en termes d'accès aux biens et services. Analysée sous l'hypothèse simultanée d'affaiblissement et de désengagement de l'état, elle peut suggérer l'absence de possibilités, pour le gouvernement central, d'équilibrer les inégalités ce qui pourrait alors engendrer un système fragmenté. Ces inégalités prennent des formes extrêmes dans les pays du Sud et ont des effets négatifs qui dépassent le risque d'explosion sociale » (Navez-Bouchanine, 2002). De fait une plus grande facilité de détournements des questions publiques vers des logiques d'intérêts privés pour ne pas dire clientélisme marque souvent la vie publique locale. Une ouverture plus grande à la modernité politique, ou une sensibilisation idéologique ou pragmatique plus aiguë aux questions de justice sociale et spatiale, peuvent se manifester au niveau central et être contrecarrées au niveau local.

D'autre part « Le risque d'aller vers une fragmentation de la ville sur des critères économiques, sociaux, ethniques ou religieux, est d'autant plus grand que l'on laisse un pouvoir important aux quartiers. Par exemple, certaines associations refusent la construction d'équipements ou logements sociaux et les maires, pour des raisons électorales, leur donnent raison. Mais la vie du quartier n'appartient pas à ses habitants. Elle concerne toute la ville ». (Ascher, 1999). Dans la même lignée Marcello Balbo (2002) souligne « La décentralisation est avant tout la conséquence

de la réduction des politiques étatiques sociales, même dans les contextes où ces dernières sont faibles. De fait la décentralisation n'est que le revers de médaille de la mondialisation : libéralisation et privatisation s'accompagnent d'une présence de l'état de plus en plus réduite, avec une accentuation des déséquilibres non seulement entre territoires et entre villes mais à l'intérieur des villes. »

Ainsi ce qui est contesté ici est d'une part une sorte de confiscation du « Public » par des acteurs communautaires ou des intérêts privés aussi bien que la faible marge d'action laissée aux autorités publiques aussi bien centrales que locales pour essayer à travers les différentes politiques publiques notamment urbaines d'agir conséquemment sur la ville. « on voit donc ce qui est en fait relayé, notamment dans nombre de travaux français, c'est un ensemble de questions sur la désagrégation et la nécessaire recomposition politiques, sur la perte des anciennes régulations et l'incertitude des nouvelles, et enfin la question du devenir d'une certaine image d'équilibre et d'équité jadis assuré par une entité centrale, publique, et le plus souvent positivement jugée, voire estimée seule à même d'exercer une régulation » (Navez-Bouchanine, 2002)

Impacts d'une fragmentation gestionnaire

Deux hypothèses centrales en relation avec la fragmentation de la gestion des services publics émanent des travaux de nombreux chercheurs. D'un côté c'est le désengagement public qui est à la source des effets « fragmentogènes » de l'action de l'Etat et la gestion des différents services urbains. De l'autre, la nature même de l'action de l'état serait « fragmentogène ».

Concernant l'hypothèse du désengagement public « les travaux s'intéressent à l'évolution des politiques ou des relations entre économie et politique ainsi qu'à la transformation profonde des modes d'intervention et de gestion de la ville » (Navez-Bouchanine, 2002). C'est principalement la privatisation de services mais aussi d'autres aspects de l'action urbaine tel l'urbanisme qui sont au centre de ces questionnements.

La théorie de « splintering urbanism » (Graham & Marvin, 2003) et les nombreux travaux qu'elle a inspiré⁶⁵, essaient de démontrer le lien entre les nouvelles tendances dans la conception et la gestion des services et ses multiples effets « fragmentogènes » sur la ville. Ainsi on passe d'infrastructures conçues par les pratiques fordistes-keynsiennes qui ont été marquées par l'idéal moderne « geared at least discursively to homogenising spatial practices on national scale » à une étape où « in contrast a key result of these practices of rescaling has been to intensify capital's uneven geographical development » (Banner, 1998 dans Graham & Marvin, 2001). « With the withdrawal of national equalizing investment, the privatization of previously public investment and the concentration of public spending in some types of localities, public investment

⁶⁵ Voir notamment le numéro de Geoforum, volume 39-6, 2008, qui consacre un dossier avec une dizaine d'articles sur les travaux de nombreux chercheurs essayant d'appliquer cette théorie sur les infrastructures urbaines dans beaucoup de pays différents autour du monde

programmes have deepened trends toward uneven spatial development » (Christopherson, 1992 dans Graham and Marvin, 2001). Une autre voie est ouverte par les travaux de Sylvie Jaglin sur l’Afrique Australe post-apartheid. Elle identifie dans les systèmes d’offres de services des compagnies privées de services une certaine territorialisation porteuse de fortes ségrégations. Mais Jaglin se trouve réticente à utiliser le mot « fragmentation » et forge un nouveau concept qu’elle trouve plus explicite de la réalité sur son terrain : l’« archipélisation ». Pour d’autres chercheurs encore, la fragmentation urbaine dans le Sud est le résultat d’une gestion fragmentée qui se trouve dans sa capacité de gestion décalée face à un rythme de développement urbain effréné. (Balbo & Navez-Bouchanine, 1993)

D’autre part, la deuxième hypothèse questionne « d’une manière générale et sans nécessairement se référer à des faits ou tendances actuels, les politiques urbaines et les interventions publiques sont des instruments de fragmentation. [...] Ainsi les politiques d’accès au logement et de gestion des parcs locatifs sont souvent dénoncées pour leurs objectifs explicitement ou implicitement poursuivis, de rationalisation spatiale des différences sociales, et d’autre part, pour les effets directs ou indirects qu’ont eu, ou ont encore ces modes de peuplement indexés à des critères socio-économiques. » (Navez-Bouchanine, 2002).

Cette affirmation est relativisée par certains chercheurs sous deux angles. D’abord, « Ce ne serait pas nécessairement les inégalités elles-mêmes qui seraient de nature à enclencher les processus de fragmentation mais les représentations associées aux exclusions, voire même les mots qui les désignent ou les catégorisent (Body-gendrot et De Rudder 1998, Simon 1998, Hérault 1996, Souami 2002). D’autre part, il est difficile d’établir selon d’autres auteurs des relations mécaniques entre politiques urbaines suspectées comme ‘fragmentogènes’ et fragmentation socio-spatiale : « Si les outils de l’urbanisme traditionnel ont bien possédé une dimension d’exclusion, ils en avaient d’autres, plus inclusives. » (Navez-Bouchanine, 2006) Ainsi de nombreux auteurs ont insisté sur l’effet positif de politiques publiques face à l’exclusion (Mingione, 1991 ; Wacquant, 1993)

Plus spécifiquement au Sud, on peut identifier trois dynamiques liées aux politiques urbaines – voire leur absence – comme source de fragmentation urbaine :

Le foncier comme source de fragmentation : « The outcome of the planning system is the fragmentation of the residential parts of the city, a classification into first-class, second-class, third-class and slums. The fragmentation principally follows the land ownership patterns and the spatial structures that has resulted from them » (Larbi, 1996).

L’importation d’outils du Nord : « Ce qui est mis en cause, c’est l’influence d’outils d’urbanisme et de planification urbaine transposés ou importés du Nord, qui s’adosent à des représentations de la ville comme objet homogène et à l’urbanisation comme acquisition de normes et de nouveaux équipements. [...] Ces outils, comme les représentations qui les portent, continuent à constituer l’horizon officiel des politiques urbaines dans nombre de pays du Sud, mêmes quand des agendas plus réalistes ou plus pragmatiques sont adoptés. C’est l’impossible application de ces

normes et politiques irréalistes qui conduirait ainsi à la multiplicité et à la fragmentation des 'réponses' urbaines, socioéconomiques ou politiques. [...] générant ainsi par la puissance matérielle ou symbolique des dispositifs spatiaux déployés, des nouveaux marquages socio-spatiaux, par lesquels des populations désormais matériellement différenciées apparaissent socialement discriminées. » (Navez-Bouchanine, 2002)

Enfin, une 'mise à norme' urbanistique, une politique urbaine récurrente pour faire face au développement de quartiers urbains informels peut causer une 'diffraction sociale' : « on voit émerger petit à petit des différenciations internes qui altèrent l'ancien régime de distance/proximité entre ménages et diversifient les modes de vie et d'urbanité à l'intérieur d'un même 'fragment' » (Navez-Bouchanine, 2002). Ceci ne remet pas en fait la responsabilité étatique envers ces quartiers informels et le besoin d'intervention, toutefois on peut à juste titre affirmer que ce genre d'interventions dans ces quartiers peut dynamiser des oppositions latentes et exaspérer les tensions pour la recherche à l'établissement d'un nouvel ordre interne de régulation.

La fragmentation comme crise de citoyenneté urbaine

Nous pensons qu'au-delà d'une crise de gouvernabilité marquée par celles des politiques publiques ou des institutions publiques, la vraie crise du Politique est celle du lien politique, de la citoyenneté.

Avant d'aller plus loin dans la discussion d'une crise de citoyenneté nous pensons nous attarder un peu sur une catégorie spatiale qui s'est fortement développée dans les trente dernières années partout à travers le monde, et que nous pensons être assez révélatrice de cette crise et de ses implications sur la fragmentation urbaine : les « gated communities »

Contrairement aux ghettos américains et autres espaces de relégation où les habitants subissent les dynamiques de l'exclusion du système socioéconomique, les « Gated communities » sont le produit d'une mise à distance choisie par ses habitants.

Il est intéressant à noter que Burgess (1925), dans son modèle à couronnes de Chicago, parlait déjà – sans trop s'y attarder – de cette "aire résidentielle" comme il l'appelle en la décrivant comme zone "des immeubles de luxe ou des quartiers fermés et *réglementés* (souligné par Burgess) de maisons individuelles". Image très apparentée à celle des « gated communities ». Ainsi quelles spécificités présentent les « gated communities » contemporaines ?

Les dynamiques d'interdépendances avec d'autres quartiers ont des schémas forts variables. On a l'exemple de Sao Paulo où une rupture presque totale est en œuvre, effectivement avec des lieux de résidences, de travail et de loisir à accès réglementé et une flotte de 400 hélicoptères pour les déplacements de cette élite (Caldeira, 2000). Toutefois, on pourrait retrouver pour ce cas comme d'autres certaines formes d'interdépendances codifiées par le bas, à travers les travailleurs

ménagers venant desservir ces quartiers, et d'autres fonctions en rapport avec différentes formes de services de protection, d'assistance et de maintenance (Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2007). D'autres cas nuancent cette rupture où des situations présentent une relative mixité dans des espaces comme des malls et d'autres formes d'équipements. Certains auteurs vont jusqu'à affirmer que ces endiguements derrière les murs peuvent très bien être un facteur de « rapprochement » qui compenserait ces personnes par une certaine provision de sécurité et de privé, d'une éventuelle recherche de mise à distance par l'éloignement physique (Navez-Bouchanine, 2002 ; Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007).

Ainsi on voit bien que, vus sous le seul angle de l'interdépendance et de la rupture, ces formes urbaines ne sont pas forcément des exemples de fragmentation urbaine. Ainsi nous pensons que c'est sur un autre niveau qu'il faut rechercher les caractéristiques de la fragmentation : la désolidarisation.

Alsayyad et Roy (2006) les appellent « gated enclaves » précisément pour remettre en cause le caractère de « communauté » - qui est affilié à leur nom surtout par les sociétés de promotions immobilières cherchant à y vendre une plus value. De fait ce qui fait la spécificité d'appartenance à ces lieux ce n'est pas avant tout la recherche d'une communauté de vie mais plutôt un retrait sur le privé et le « sûr » (Navez-Bouchanine, 2002 ; Dorier-Apprill, Gervais-Lambony, 2007). Une autre caractéristique capitale de ces « enclaves » serait une réglementation propre plus ou moins contraignante. L'exemple le plus marquant est certainement les chartes « covenants, contracts, deeds and restrictions » américains établis par la société gérante ou par une association des habitants (Davis, 1990 ; Alsayyad & Roy 2006).

C'est le parallélisme entre ces deux caractéristiques et la situation des « villes libres » bourgeoises du haut Moyen-Âge qui mène Alsayyad et Roy à dire que la raison même d'être de ces formes urbaines est une redéfinition d'un nouveau champ « public » indépendant du reste de l'urbain. C'est ce qu'on appelle faire sécession, ou plus justement comme le dit McKenzie (1994), « the secession of the successful ».

Dans leur comparaison Alsayyad et Roy (2006) – en reprenant à leur compte l'argument de Pirenne – affirment « the air of the city makes free : freedom in the middle ages, was an attribute as inseparable from the rank of citizen of a city as it is in our day of that of the citizen of a State ». Toutefois, ils insistent que cette liberté est de nature spéciale. Ainsi en parlant de ces villes qui ont réussi à s'émanciper du contrôle direct du féodal, c'étaient des « enclaves of freedom premised on the idea of a 'freedom from' in this case, the freedom from confiscatory tolls and other exactions levied by feudal lords or by bishops ». D'autre part les chartes fondatrices de ces villes et garantes de leurs libertés étaient foncièrement exclusives « freedom was a monopole. [...] Charters towns were often created by prosperous merchants who ruled as 'town oligarchies' » (Alsayyad & Roy, 2006). Le parallèle est frappant avec les « gated enclaves » d'aujourd'hui.

Ainsi bien que des exemples de ces « enclaves » existaient en quelque sorte dans le Chicago des années vingt, c'est plutôt la crise du « Public » qui permet le développement de positions plus ou moins sécessionnistes. Ainsi la montée du NIMBYsme⁶⁶ peut très bien s'expliquer par la valorisation de ces habitants d'une appartenance et d'un milieu de vie (sécurité et vie privée en premier lieu) qui leur sont plus chers que ceux qu'ils partagent avec le reste de la société perçue plus ou moins comme un danger et de laquelle ils cherchent à se retrancher. D'autre part ils affichent d'habitude un haut scepticisme envers la capacité régulatrice de l'Etat qu'ils perçoivent comme étant à leurs dépens⁶⁷.

Nous pensons que cette lecture est riche d'enseignements. Ainsi au-delà des restructurations économiques et d'une revendication du « droit à la différence » c'est la crise du lien politique basée sur la crise d'une citoyenneté moderne unique (pour le Nord) ou sur la fragilité de celle-ci (pour beaucoup de pays du Sud) qui nous semble être à la base de la fragmentation urbaine.

Dans cette remise en cause généralisée du lien fondateur du projet politique moderniste, chaque groupe social serait enclin à rechercher un nouveau cadre pour fonder un nouveau projet du « vivre ensemble ». Ces projets en gestation se concentrent en milieu urbain. Bernard Jouve (2005) considère que ce qui définit les métropoles⁶⁸ aujourd'hui ce n'est pas leur taille mais très précisément cette effervescence à la recherche de nouveaux projets de citoyennetés. Ces citoyennetés ne sont pas forcément en rapport avec les droits et devoirs de la citoyenneté étatique. On entend ici citoyenneté dans un cadre plus large.

Dans sa synthèse bibliographique accompagnant un appel à projets de recherche PUCA⁶⁹ autour de la citoyenneté urbaine, Marion Carriel (2007) identifie trois approches de la citoyenneté : « La première approche, centrée sur la citoyenneté comme droits et devoirs, est à la fois la plus importante en terme de nombre de recherches, et la plus réduite sur le regard du point de vue des citoyens eux-mêmes. La seconde approche, centrée sur les relations entre les pouvoirs publics et leurs destinataires, fournit davantage de contenu sur la manière dont les citoyens réceptionnent et se représentent la citoyenneté, cette dernière étant cependant appréhendée dans le sens relativement restreint d'une articulation entre gouvernants et gouvernés. La troisième approche élargit la focale en appréhendant la citoyenneté dans sa dimension relationnelle et territoriale et en centrant l'analyse sur les représentations, usages et pratiques des citoyens engagés à divers niveaux de l'espace public et dans diverses formes de collectifs. »

⁶⁶ Not in my back yard

⁶⁷ « Cette fragmentation peut se lire comme une conséquence de la fragmentation économique [...] Les sécessions urbaines [des plus aisés] peuvent se comprendre comme une révolte du contribuable » (Bénil Didier Dorier-Apprill Gervais-Lambony, 2007). Mais nous pensons que la révolte du contribuable est avant tout une question politique puisqu'elle touche la capacité de régulation de l'état.

⁶⁸ Qu'il assimile aux "urban regions" de la littérature scientifique anglo-saxonne

⁶⁹ Plan Urbanisme Construction Architecture dépend du ministère de l'écologie, de l'énergie, et du développement durable. Depuis 1998, il développe des programmes de recherche incitative, et apporte son soutien à la valorisation scientifique, technique, dans les domaines de l'aménagement, de l'habitat, de la construction, de la conception architecturale et urbaine.

C'est notamment cette troisième approche de la citoyenneté qui a beaucoup d'intérêt dans l'étude de la fragmentation urbaine. Charmes (2007, 2009) par exemple, en proposant une lecture de la prolifération d'enclaves plus ou moins physiquement fermées dans les périphéries des grandes villes françaises, trouve que les ménages ont tendance à rejoindre les communes ou les zones d'habitations où ils peuvent rejoindre d'autres ménages partageant les mêmes pratiques sociales et culturelles. Ils forment ainsi des « clubs » résidentiels. C'est ainsi que les pratiques de la citoyenneté urbaine de larges pans de la classe moyenne en France semblent engendrer une forme assez spéciale de la fragmentation urbaine : « la clubbisation ».

Cette « clubbisation » on la retrouve – sans la nommer – dans les travaux de Secchi (2008) sur la ville diffuse. Bien qu'il fonde la rationalité derrière la mise en place de cette ville sur le renforcement de l'individualisme, Secchi remarque que le besoin du communautaire rejaillit en force, quitte à faire des simulacres. Il décrit ces « places de village » simulacres construites comme des espaces publics sur un coin de route en plein milieu pavillonnaire dans la conurbation urbaine de l'Italie du Nord. Andrés Duany parle aussi de situations semblables en Amérique du Nord où dans le monde de la Suburbia, il est courant de voir des parkings se transformer en des espaces de fêtes, d'animation ou de rassemblement. En fait, la prolifération et la complexification des différentes formes de pratiques de citoyenneté urbaine – entendue dans le sens de la troisième approche de Carriel – sont incontestablement des éléments centraux dans la confection des espaces urbains aujourd'hui et de leur fonctionnement.

D'autre part cette citoyenneté urbaine des pratiques et de la construction d'identités commence à déstabiliser les rapports traditionnels de citoyenneté basés sur les logiques de droits et devoirs. « On note une remise en question d'une forme de citoyenneté passive fondée sur la définition des groupes dominants de statuts et de droits garantis par l'Etat à une citoyenneté active par laquelle les groupes dominés font le procès de ces nomenclatures. [...] La citoyenneté métropolitaine⁷⁰ renvoie donc à des processus politiques radicaux qui traduisent sous une forme communautarienne, en contradiction avec la définition universaliste précédente » (Jouve, 2005)

Jouve se concentre dans ses travaux sur l'expérience des villes du Nord et sur la démocratie participative comme principal outil pour transcender les faiblesses de la démocratie représentative et inclure dans une « démocratie métropolitaine » les différents projets de citoyennetés en

⁷⁰ En s'appuyant sur les travaux d'Ulrich Beck sur la « deuxième modernité » ou la « modernité réflexive », Jouve affirme « cette deuxième modernité, au fondement d'une transformation de la citoyenneté, de la cohésion et de la justice sociales, se développe actuellement dans les métropoles, a pour enjeu la reconnaissance de la dignité des individus et de leur communauté d'appartenance. La principale évolution résulte dans les faits que les Etats ne sont pas les seules arènes au sein desquelles ces revendications se développent. [...] Les institutions métropolitaines sont visées en raison de leur porosité par rapport aux évolutions sociétales et de leur fonction de légitimation de ces processus communautariens. La porosité est notamment rendue possible par les procédures de participation politique. C'est à partir de cette reconnaissance - ou de sa négation - que l'on peut identifier différents régimes de citoyenneté »

gestation. Nous pensons, pourtant, que son analyse est partiellement valide au-delà du cadre des villes du Nord.

Il faut insister sur une différence de taille entre beaucoup de sociétés du Nord et du Sud : si les sociétés et les institutions du Nord vivent la crise du dépassement de la citoyenneté et de l'Etat modernes vers d'autres horizons encore incertains, celles du Sud vivent une double crise en accéléré. D'abord celle encore inachevée de la transition des structures sociales et politiques traditionnelles vers ceux de la modernité ainsi que celle de la remise en question de ces structures modernes généralement encore faibles. Les crises provoquées par le passage d'une citoyenneté universaliste encore mal assumée vers une citoyenneté « conditionnelle partielle et situationnelle » (AlSayyad & Roy, 2006) dans beaucoup de pays du Sud peuvent engendrer des dynamiques fort différentes de la situation au Nord.

Au Nord, l'Etat encore le principal régulateur du politique, est sous pression pour reconnaître et admettre une diversité encore plus grande d'acteurs ethniques et socioéconomiques qui cherchent leur place dans l'espace politique. C'est pour cela que les réformes politiques visent surtout une plus grande participation et au niveau des différentes échelles du pouvoir. Au Sud la situation est différente, notamment dans les pays où l'Etat est faible⁷¹. L'exemple de ces grands secteurs informels, cités plus haut, qui sont devenus dans certaines villes arabes des bastions islamistes est fort révélateur. Ces mouvements islamistes en amenant à ces quartiers – rejetés hors de la légalité par les réglementations et administrations publiques – ordre et services, définissent des nouvelles pratiques et des rapports citoyens autonomes de la sphère politique nationale. Très clairement ces espaces urbains ainsi régulés hors de la régulation de l'autorité publique commencent à concrétiser de nouvelles centralités⁷² qui parfois selon leur importance entrent en compétition directe avec les centres urbains consacrés par le pouvoir. Dans certains cas extrêmes, ils tentent la « conquête » de certains centres symboliques de la ville, comme l'exemple des islamistes d'Alger au début des années 90 investissant régulièrement la grande place pour revendiquer un régime islamiste (Hadj Ali, 1997).

Dans un des rares ouvrages reprenant la situation actuelle des villes du monde arabe « the evolving arab city », ElSheshtawy (2008) note que la crise de ces villes est avant tout une crise de transition vers la modernité. Une crise se matérialisant d'une part en une tension assidue au niveau culturel (architecture, pratiques...) entre tradition et modernisme, et d'autre part au niveau politique entre politiques urbaines déficitaires, défis de la globalisation et multiplicité des pratiques sociospatiales. Dans les faits, l'Etat se trouve dépassé par des dynamiques qui prennent

⁷¹ On insiste ici « Etat faible » et non « Régime faible ». Dans beaucoup de pays du Sud des régimes forts se maintiennent – par la force notamment mais pas seulement – pour de longues périodes alors que l'Etat lui est surendetté avec des bureaucraties corrompues, inefficaces et sous-dimensionnée pour rendre les services adéquats à la population et produire du développement.

⁷² centralité est entendue ici comme un processus, où différentes dynamiques entrent en oeuvre en vue de l'émergence d'un lieu comme "centre urbain". « Il est déterminant dans un préalable de faire la distinction entre le centre et la centralité. Le centre est le résultat, le produit d'un « processus organisationnel », pour reprendre un terme de Lefebvre » (Boudisseau, 2001).

de plus en plus de l'ampleur en définissant des espaces urbains où des réglementations autonomes s'affirment : quartiers informels, gated communities, projets urbains privatisés... C'est le cas aussi bien des villes de pays divisés politiquement et traumatisés par la guerre civile (Beyrouth, Bagdad, Arbil...) que des pays ayant de fortes administrations autoritaires (Caire, Damas, Amman...), des pays riches (Riyad, Dubaï...), ou des pays pauvres de la région (Sanaa...)

La conception de la citoyenneté imposée dans ces pays comme dans la majorité des pays du Sud par les colonisateurs européens, et calquée sur leurs modèles modernistes, n'a pas connu la même évolution qu'en Europe et de fait elle représente un lien relativement faible face aux liens primaires (claniques, communautaires, tribaux...) chez les populations. Elle vient remplacer à la va vite une conception du pouvoir prémoderne pluriséculaire reposant sur une hiérarchisation des groupes sociaux basée sur leur capacité d'imposition. Pour certains, l'analyse d'Ibn Khaldoun et de sa conception de l'Etat sembleraient être toujours valables pour beaucoup de zones du tiers-monde.⁷³(Heter, 2009)

Ainsi, l'Etat moderne dans beaucoup de cas sans vraiment devenir l'« Etat de droit » devient la scène d'une lutte incessante pour le contrôle du pouvoir, la légitimité étant imposée par la force (Huntington, 1968). Le pouvoir se raccroche de fait à toute légitimité consacrée par les constitutions et rarement chercherait à innover sur des registres aussi épineux que la citoyenneté, ou à entreprendre des réformes pouvant bénéficier à ses « concurrents » telle la démocratie participative.

Ainsi, bien que nous nous accordons totalement avec Marcello Balbo (2002) qui faisant la distinction concernant la fragmentation urbaine au Nord et au Sud avance : « Dans les pays du Nord, la fragmentation se présente comme un élément de distinction de la trame spatiale et du bâti à l'intérieur d'une société qui se reconnaît dans des valeurs diversifiées mais essentiellement convergentes. Par contre, dans les pays en voie de développement, la fragmentation semble constituer un élément structurant de l'espace urbain », nous choisissons de diverger un peu sur l'explication.

Balbo identifie trois facteurs qui expliquent cette fragmentation : une plus ou moins longue domination coloniale, une croissance démographique rapide et des règles d'urbanisme mal

⁷³ L'Etat chez Ibn Khaldoun – d'ailleurs considéré comme foncièrement un produit de l'urbain – est conçu comme l'organe suprême du pouvoir régissant la vie des populations urbaines. Or il est continuellement en proie à la prédation de nouvelles tribus bédouines prédatrices soudées par leur « Asabiya » tribale, attelés à la conquête des villes. L'Etat y devient un butin et le nouveau pouvoir assis sur la soumission des populations urbaines – ayant perdus leurs Asabiyas tribales – et les impôts que versent ces derniers pour leur sécurité. Mais ces conquérants déjà à la troisième génération tendront à perdre leur Assabiya et se fondre dans le mode de vie citadin pour ne tarder d'être évincés du pouvoir par de nouvelles tribus conquérantes.

Ces thèses gardent pour beaucoup d'observateurs et de chercheurs beaucoup de leur valeur au vingt unième siècle. Ainsi Nahed Heter (2009), un politologue et essayiste jordanien, trouve que seules les thèses d'Ibn Khaldoun peuvent expliquer la crise des Etats arabes du Moyen-orient continuellement en proie à l'appétit de pouvoir des différentes Asabiya claniques, communautaires, ethniques visant la conquête du pouvoir. L'Asabiya étant un fort sentiment d'attachement rendant l'objet de cet attachement un référentiel identitaire central.

adaptées aux capacités d'action très limitées des pouvoirs publics. Nous pensons au-delà de ces trois facteurs formels que la vraie crise menant à la fragmentation urbaine est celle de la construction de la citoyenneté urbaine dans ses trois niveaux d'entendement : la citoyenneté de droit, celle de la participation et celle de la pratique politique dans les réseaux sociaux et dans l'espace.

Or la citoyenneté de droit attachée encore principalement à la construction étatique – et parfois supra-étatique comme dans le cas de l'Union Européenne – ce sont les deux autres formes de citoyenneté qui affectent fortement aujourd'hui à travers la construction de diverses entités sociospatiales « auto-régulées » dans les espaces urbains les processus de fragmentation urbaine.

2 Pour une lecture au-delà des modèles

2.1 Une diversité de présents et le poids du passé

Le corpus scientifique traitant de la différenciation sociospatiale présente souvent les différentes entités sociospatiales comme le produit de systèmes urbains ou de leurs dysfonctionnements. Ces systèmes de nature notamment économique, politique et culturelle engendrent des dynamiques causant le développement de différenciations entre entités sociospatiales et par suite définissent des rapports précis d'interdépendances et de ruptures entre ces entités. Toutefois nous pensons porter deux remarques qui nous semblent centrales concernant ce corpus.

Ce corpus, présenté plus haut, édifie les différents grands types de processus de différenciation sociospatiale en modèles et idéal-types. Ceci est peut-être en rapport avec méthodologies des disciplines scientifiques où s'est développé ce corpus, notamment, la sociologie et la géographie et où la recherche des régularités et des tendances est la base de l'activité scientifique⁷⁴. Les modèles et idéal-types sont avancés comme des outils, des clés pour lire la réalité en n'en retenant que l'essentiel : les rapports de causalité. Ces outils sont particulièrement utiles et intéressants pour procéder à des analyses comparatives et interdisciplinaires. Ainsi on voit se succéder dans ce corpus une série de modèles et d'idéal-types de processus de différenciations sociospatiales qui reflètent les évolutions des systèmes urbains.

Toutefois il est remarquable que ces différents modèles, tout en reconnaissant la complexité des systèmes urbains qu'ils décrivent, présentent ces systèmes comme régissant la *totalité* de l'espace social, économique, politique et territorial de l'urbain : une période, un système. De même, le passage d'une période à une autre, d'un système au suivant suppose une certaine *rupture* expliquée par des références causales à des phénomènes macroéconomiques, politiques ou culturels

⁷⁴ Voir Dorrier-Apprill & Gervais-Lamboni (2008)

émergents. C'est précisément autour de ces deux aspects de la totalité et de la rupture que se situent nos remarques.

En fait, la question est celle du regard posé sur le phénomène urbain lui-même et sa considération comme une unité systémique que nous posons ici. Considérer l'urbain – que se soit une ville ou une agglomération ou la Ciudad de Dear et Flusty – comme régi par un seul système urbain structurant ne nous permet pas de comprendre beaucoup de situations complexes qui se développent en son sein dues à la compétition ou la transition entre deux systèmes dans l'espace urbain. Nous pensons que différentes parties de l'espace urbain peuvent connaître des évolutions différentes dues à leur incorporation à des logiques systémiques différentes. C'est ainsi que différentes entités sociospatiales peuvent émerger dans un même espace urbain.

Ceci pourrait paraître comme une adhésion au modèle de l'échiquier de Dear et Flusty, mais de fait, ce n'est pas le cas. Ce modèle reconnaît l'absence d'un modèle urbain local structurant, laissant se proliférer une grande diversité de sous-systèmes créant différentes entités sociospatiales indépendantes, ce à quoi nous adhérons. Toutefois, ce modèle lie ces sous-systèmes à un méga-système structurant la Ciudad reliant tous les espaces urbains du monde, ce qui comme on l'a dit plus haut est fort contesté comme une explication simpliste par beaucoup de chercheurs. D'autre part, il avance la globalisation dans ses aspects économiques et culturels comme la logique structurante de ce méga-système, des sous-systèmes et de leurs articulations, ce que nous contestons aussi.

Nous pensons que les différentes entités sociospatiales sont d'une part le produit de logiques découlant de systèmes différents, notamment politiques et économiques, relevant d'échelles différentes (locale, métropolitaine ou globale) agissant de façon synchronique, mais aussi diachronique au sein d'un certain espace urbain. En fait, si des nouveaux systèmes économiques, politiques et culturels, en lien avec la globalisation, commencent à peser fortement sur les différents espaces urbains partout autour du monde provoquant l'émergence de nouvelles entités sociospatiales et redéfinissant d'autres, ils sont loin d'être les seuls et se retrouvent dans une situation de confrontation ou de métissage avec d'autres systèmes plus anciens qui perdurent ou se transforment. En bref, les différenciations sociospatiales dans un espace urbain peuvent être aussi l'héritage d'un temps long qui perdure sous différents aspects.

Dans ce travail de thèse nous tenterons de soutenir cette position à travers l'étude d'un cas qui bien qu'il soit assez particulier, est en même temps assez révélateur : les banlieues de Beyrouth.

2.2 Gouvernance et différenciations sociospatiales

Les différents modèles présentés dans ce chapitre offriront des pistes permettant de déchiffrer les liens entre prise de décision et action publique dans l'espace urbain d'une part, et les logiques de

différenciations sociospatiales d'autre part. Toutefois nous pensons que ces modèles construits notamment dans les sciences de sociologie et de géographie, n'insistent que tangentiellement sur les rapports entre gouvernance et différenciations sociospatiales – seuls quelques travaux sur la fragmentation urbaine font exception.

De fait, les travaux sur la ségrégation sont dominés par le poids du legs de l'école de Chicago et de ses analyses en termes de sociologie urbaine. La question est surtout celle de la construction de l'entre soi. Si certains travaux notamment ceux sur l'apartheid ou les villes coloniales mettent en relief le poids du politique dans la mise en place des processus ségrégatifs, le politique est considéré exclusivement sous l'angle de la puissance étatique et de ses projets, laissant dans l'ombre de nombreux aspects de la gouvernance – qui va bien au-delà de la notion de gouvernement pour inclure l'activité des autres acteurs.

La marginalisation en tant que modèle s'appuie surtout sur l'aspect économique et si elle touche au politique c'est presque exclusivement dans le sens de l'analyse des politiques de l'Etat – ou plutôt leur déficit – dans les quartiers informels.

Les analyses en termes de ghettos, si elles reprennent les mêmes logiques d'analyses de la marginalisation, elles en diffèrent cependant par la part importante donnée aux analyses sociales – et psychosociales – sur les causes de la violence. Toutefois, le politique est pratiquement exclu de ces analyses sinon confiné à la dénonciation du manque d'équipements dans ces quartiers.

Les travaux sur l'exclusion et la relégation par contre font la part belle au politique. Toutefois la logique d'analyse reste la même : la critique du manque d'intervention de l'Etat qui sous le poids des réformes de la restructuration économique paraît de plus en plus impuissant.

Les travaux sur la fragmentation, ou du moins une partie de ceux-ci, par contre s'attachent à une lecture plus complexe du politique, et cela en le présentant sous trois lumières différentes : l'impact de la fragmentation administrative, l'impact de la fragmentation gestionnaire et l'impact de la crise de la citoyenneté. Ces travaux décrivent de façon assez intéressante le changement du contexte politique et son implication sur les modes de différenciation sociospatiales et l'émergence de la fragmentation urbaine. Ils mettent aussi la gouvernance urbaine au centre de leurs analyses. Ces travaux dressent un panorama assez riche décrivant le nouveau contexte de prise de décision et de pratiques politiques, notamment au niveau local, qui à travers différentes formes de régulation en ad hoc au cadre législatif et décisionnel officiel définissent des ruptures et des cantonnements dans le système de gouvernance métropolitain. C'est ce que Patsy Healey (2007) appelle « the fragmented urban governance landscape ».

Nous ne pouvons que souligner la pertinence de ces travaux pour notre thèse qui cherche à comprendre les liens entre gouvernance – notamment municipale – et construction des différenciations sociospatiales. Toutefois, nous ne pensons pas que ces travaux offrent des grilles

de lectures suffisamment élaborées pour penser l'articulation entre le fonctionnement de cette gouvernance et les différenciations sociospatiales.

Le chapitre suivant sur Beyrouth, où on revient sur différents travaux locaux qui traitent plus ou moins directement de cette articulation, contribue à l'effort de construction d'une grille d'analyse des processus de différenciation sociospatiale sous l'angle de la gouvernance et de la citoyenneté intégrant la dimension historique comme facteur structurant de ces processus au même titre que l'économie ou les rapports politiques.

III. Le choix des banlieues de Beyrouth comme terrain d'étude

1 La pertinence du choix de Beyrouth

Beyrouth a beau être pendant quinze ans de guerre le symbole de la violence et de l'urbicide⁷⁵, il a beau être perçu par ses intellectuels dans l'après-guerre comme une « ville arrêtée »⁷⁶ qui semble avoir perdu son âme, il est de notre point de vue non une exception, mais un cas révélateur de la complexité de l'urbain aujourd'hui.

C'est une ville riche en contradictions, toutefois ses contradictions marquent l'ensemble de nos villes contemporaines. Beyrouth est ancré dans la globalisation économique et culturelle, tout en restant une ville profondément divisée où les dynamiques de ségrégation et de repli communautaires et socioéconomiques sont bien pesantes. Il est le théâtre depuis deux décennies d'un vaste chantier axé sur un projet de reconstruction et de métropolisation piloté par de puissants acteurs étatiques centraux et privés d'une part, et une effervescence d'actions locales mises en œuvre par une panoplie d'acteurs locaux institutionnels, associatifs et économiques qui s'investissent dans la sphère publique et dans des constructions territoriales de différentes échelles, de l'autre.

Par ailleurs, l'espace de Beyrouth est aujourd'hui fortement divisé. La différenciation sociospatiale par les réseaux communautaires, politiques, sociaux et économiques ne fait que s'accroître, alors que l'arrêt des combats et une période de paix et de relative stabilité se maintiennent depuis déjà plus de vingt ans. Si les stigmates d'une guerre aussi dévastatrice prennent du temps pour guérir, il nous semble fort réducteur de ne lire dans la persistance de la division et des logiques de différenciations sociospatiales que des réminiscences de la guerre. En fait, Beyrouth de nos jours fait face au même dilemme que connaissent tant de villes dans le monde : comment articuler la diversité dans un contexte de crise de légitimité et d'efficacité de l'Etat, de multiplication des projets, des acteurs et des référentiels culturels au temps de la globalisation économique ?

Bien sûr les implications du contexte régional particulier de Beyrouth et les spécificités du système institutionnel libanais sont considérables et s'imposent notamment sur les modes de gouvernance de la ville. Beyrouth est la capitale d'un Etat au système politique complexe conjuguant démocratie parlementaire et communautarisme primaire⁷⁷, et d'un pays au centre de la

⁷⁵ Beyhum (1991) reprend une dizaine de commentaires dans les médias internationaux pendant la guerre où pour décrire les épouvantables dégâts suite à une tuerie ou un bombardement, il y aurait toujours une personne pour dire « c'est Beyrouth »

⁷⁶ « Beyrouth aujourd'hui est une ville arrêtée ! », cri de l'écrivain libanais de renommée internationale Amin Malouf dans un entretien avec Jad Tabet dans « Beyrouth, la brûlure des rêves », direction Jade Tabet, Autrement, 2001. Il continue « Du Beyrouth laïque aconfessionnel auquel nous rêvions, à l'image du Ras-Beyrouth d'alors, la guerre a fait un espace éclaté, morcelé, divisé, coupé en deux par une frontière invisible qui traverse le cœur même de la ville, longe le quartier du Musée et va rejoindre les faubourgs populaires. »

⁷⁷ La répartition des fonctions publiques sur les diverses communautés dans une logique de quota, garde le fonctionnaire dans une position de redevance envers sa communauté. Les administrations se retrouvent minées par les effets de cette double loyauté, remettant la capacité de ces administrations à s'imposer devant les acteurs communautaires et leurs projets territoriaux (Delvolvé, 1971) (Figuié, 2005) (Salam, 1998)

guerre israélo-arabe depuis plus de soixante ans⁷⁸. Toutefois, ces particularités sont loin d'être les seules – et certainement pas les plus importantes – logiques derrière les mécanismes de différenciation sociospatiale et de gouvernance urbaine à Beyrouth.

D'autre part, le cadre libanais, bien que cas extrême, n'est aucunement unique. Nombreux sont les Etats autour du monde où la polarisation des communautés ethniques, confessionnelles, linguistiques ou tribales contraint le fonctionnement de l'Etat. Nombreuses sont les villes se trouvant au centre de conflits régionaux. D'autre part dans les pays se situant dans des régions connaissant une paix de longue date, et dans des Etats ayant une longue tradition citoyenne, la gouvernance urbaine est souvent l'objet d'une compétition d'acteurs communautaires pour le contrôle ou le partage de leurs institutions, ou des institutions de cadres décentralisés ou fédéraux dans lesquels elles se trouvent. Cette gouvernance, dans un monde de plus en plus globalisé, peut aussi bien être affectée par les agendas de réseaux économiques ou politiques transnationaux ayant souvent des relais locaux. Certaines de ces villes se retrouvent à gérer les conséquences de conflits bien lointains que se soit sous forme de terrorisme ou de tensions entre des communautés de migrants dont les confrères sont en guerre dans leurs pays d'origines.

Ce qui fait l'intérêt de Beyrouth c'est la forte visibilité d'une crise profonde qui assaille beaucoup de villes aujourd'hui : d'un côté les difficultés d'une modernité non accomplie, de l'autre les pesanteurs d'une postmodernité déjà bien installée. En fait, il nous semble légitime de nous demander avec Beyhum (1991) : « le sort de Beyrouth est-il l'avenir des villes du monde moderne ? ». Bien que nous sommes tentés de répondre positivement à cette question, nous nous contentons ici de souligner que pour un travail de recherche posé en termes de différenciation sociospatiale et de gouvernance urbaine, le choix de Beyrouth comme cas d'étude nous semble tout à fait pertinent. Beyrouth a encore beaucoup à nous enseigner.

⁷⁸ D'autres analyses lient directement la crise de gouvernance aux implications du conflit régional et notamment les priorités de l'agenda syrien dont le poids politique est incontournable au Liban notamment avant 2005 (retrait de l'armée syrienne du Liban). On pourrait retenir ainsi l'explication de Joseph Samaha – journaliste et jusqu'à sa mort éditeur en chef du quotidien Al-Akhbar – qui assure que les trois maximes de la politique syrienne au Liban qui marquent la période 1990-2005, et qu'il trouve contradictoires, sont à considérer comme causes possibles de la crise de gouvernance du Liban post-Taef. Il définit ces maximes comme : instauration de la paix suite aux accords de Taef et le rétablissement des organismes de l'Etat, continuation de la résistance à l'occupation israélienne, la mise en place d'une politique de développement économique qui puisse relever le Liban et lui redonner un rôle régional sur ce plan. Pour cela, la politique syrienne encourage le développement du Hezbollah recevant un fort financement iranien comme principal vecteur de la résistance. Elle soutient la politique de développement économique du premier ministre et milliardaire libano-saoudien Rafic Hariri qui a un large réseau de sociétés d'entrepreneuriat et qui est en intime relation avec des grands détenteurs de fonds et l'état saoudien. Et, pour le développement des organes d'Etat, la politique syrienne s'est centrée sur le rétablissement de l'armée nationale⁷⁸ comme vecteur de restauration de l'autorité de l'Etat. De toute évidence ce dispositif s'appuyant sur différents « parrains » régionaux, est bien précaire et ne peut fonctionner que dans un contexte d'entente de ceux-là. D'autre part, ce dispositif porte de nombreuses contradictions : entre le besoin de sécurité pour le développement de l'économie et celui de la résistance pour libérer des terres occupées, entre développement des organismes de l'Etat et développement de la puissance d'action d'un acteur communautaire (le Hezbollah), entre privatisation et minimisation des dépenses principalement sociales (prônées par Hariri) et la restauration d'organismes d'Etat actifs et répondant à la demande sociale (voulue par le président Lahoud). La Syrie réussit par une médiation continue à contenir ces contradictions de sorte qu'elles ne déstabilisent pas la paix intérieure. Depuis le retrait de la Syrie ces politiques contradictoires et les référentiels qu'ils représentent investissent fortement tout le champ politique libanais, et trempe le Liban dans une grande instabilité.

2 La recherche productive de connaissance⁷⁹ sur Beyrouth

Ceux qui connaissent l'imposant corpus de travaux de recherche sur cette ville seront tentés de scepticisme devant un nouveau travail sur Beyrouth. Quelle nouveauté peut-on vraiment apporter ? De fait, cette ville est excessivement documentée. Des centaines de mémoires et de thèses en géographie, sociologie, histoire, sciences politiques et urbanisme présentent et discutent différents aspects de la réalité urbaine beyrouthine. Certains de ces travaux traitent la ville dans son ensemble comme un objet d'étude, d'autres se concentrent sur certains quartiers ou certains services urbains spécifiques. Toutefois, trois sujets qui s'entrecroisent souvent dominent ces travaux : la ville et le communautarisme, la ville et la guerre civile et la ville et la reconstruction.

Ici nous nous concentrons sur le premier. En fait, le communautarisme domine largement ce corpus, il est aussi présent au sein des travaux sur la guerre civile et la reconstruction. Et surtout il semble organiser le discours sur les différenciations sociospatiales de la ville et ses banlieues.

2.1 Communautés et communautarismes

La réalité urbaine de cette ville est souvent avancée comme un excellent observatoire pour questionner les gouvernances urbaines, les pratiques sociales et les territorialisations dans un contexte de tensions communautaires. Ces tensions, marquées dans l'espace géographique par une ségrégation communautaire de fait et dans l'espace politique par une institutionnalisation des communautés, paraissent ainsi plus lisibles et leurs conséquences semblent plus facilement identifiables que dans d'autres villes. Beyrouth - souvent avec Belfast, Nicosie, Jérusalem et plus récemment Sarajevo et Bagdad - est pratiquement incontournable dans les travaux cherchant à mettre en place des études comparatives des villes tourmentées par la guerre et les conflits communautaires.

Ces travaux ont souvent recours au communautarisme comme un grand paradigme dominant toute explication de la réalité urbaine à Beyrouth. Urbanisation, gestion urbaine, mobilité et culture urbaine sont traitées en termes communautaires. La population de la ville est abordée sous le jour de communautés différentes – souvent antagonistes – chacune cherchant à protéger ses intérêts propres. Le territoire et les institutions de la ville deviennent selon les circonstances des espaces d'opposition ou d'entente. L'individu est par suite ou bien un marginal ou bien intégré à la structure communautaire. Les acteurs sont des groupes communautaires – associations, partis et milices affiliés à des communautés – ou des communautés entières « en mouvement » considérées comme un seul et unique acteur.

⁷⁹ Nous empruntons ce titre à Nabil Beyhum (1991)

La ville devient dans ces travaux un espace habité par des sunnites, maronites, chiites, arméniens, grecs orthodoxes, kurdes... et la mixité, où deux ou plusieurs de ces communautés partagent un espace urbain. L'urbanisation dans cette perspective relève de dynamiques de compétition entre communautés et d'organisation territoriale dans le territoire communautaire. La gouvernance urbaine se construit dans l'entente et la discorde des acteurs communautaires qui dans leur compétition pour le pouvoir redéfinissent les modes de négociation et de participation, même, dans des cas extrêmes comme la guerre et le fonctionnement des services urbains. Les recherches quantitatives inspirées de ce paradigme s'appuient sur ces communautés comme des catégories à considérer pour toute statistique : X maronites habitent ce quartier, Y sunnites soutiennent tel projet et Z chiites étudient dans telle université⁸⁰.

Il nous semble bon de questionner ici la pertinence, pour ces travaux, de ce paradigme et sa valeur explicative. En fait, les pratiques sociales et politiques sont-elles liées à des traits relevant de spécificités essentielles des communautés ? ou bien est-ce l'antagonisme communautaire lui-même qui impose certaines pratiques aux membres des différentes communautés ? Mais avant tout, il convient de définir ce que dans le contexte libanais on entend par communauté.

Au Liban, une communauté, une « Taefah », est une catégorie institutionnelle reconnue. En gros, elle compte les personnes appartenant à une certaine confession religieuse. Cette appartenance ne dépend pas de l'adhésion d'un individu à une certaine foi mais dépend plutôt de sa naissance dans une famille inscrite dans les registres civils comme appartenant à cette communauté. Un individu a le droit de changer de communauté et d'inscrire cette conversion dans d'autres registres, une fois celle-ci reconnue par les institutions religieuses de la communauté d'adoption. Toutefois il ne peut officiellement qu'être membre de l'une ou l'autre des 18 communautés religieuses reconnues par l'Etat libanais.

Cette appartenance a des conséquences sur ses droits civiques et politiques. Toutes les questions relatives au droit civil (héritage, mariage, divorce, adoption...) sont gérées par les institutions religieuses de sa communauté qui a ses propres tribunaux. L'Etat prend acte et reconnaît les jugements de ces tribunaux. D'autre part, les sièges du parlement, ceux du conseil des ministres ou des trois présidences sont répartis entre ces communautés. L'individu ne peut ainsi prétendre qu'aux postes politiques réservés à sa communauté. Même les postes de l'administration publique – notamment ceux hauts gradés – sont répartis entre les communautés que cela soit en vertu de lois ou de coutumes politiques assez imposantes dans le système politique libanais.

⁸⁰ La grande majorité des statistiques sur le Liban et Beyrouth tiennent compte de la variable communautaire alors que le seul recensement de l'histoire du Liban est réalisé en 1932 sous le mandat français. La formation des échantillons statistiques représentatifs de la répartition démographique communautaire libanaise est en fait dans ces conditions fort questionnable.

Toutefois, la communauté n'est pas simplement une catégorie institutionnelle. Elle est aussi organisation sociale et politique. L'organisation sociale d'une communauté et les pratiques qui en découlent ainsi que le rapport entre organisation sociale et politique est en réalité une affaire assez complexe. Les analyses des chercheurs essayant de définir les communautés libanaises et comprendre leurs mécanismes de fonctionnement social présentent une grande divergence dans leurs conclusions. Saadeh (1993) rapporte les différentes positions qu'elle voit adhérer à une ou l'autre des catégories suivantes :

- *La communauté comme structure tribale.* Elle fait notamment référence à l'analyse d'AlSalibi (1998) qui voit un parallèle entre la construction des allégeances tribales et communautaires. Saadeh, en reprenant les attributs de l'organisation sociale tribale trouve que ceux-ci ne peuvent s'appliquer dans le cas des communautés libanaises, notamment l'unilinéarité de descendance et le regroupement résidentiel. Les communautés libanaises sont plus ou moins réparties dans tout le pays et leurs familles ne sont pas forcément parentes.
- *La communauté comme secte religieuse.* Ici c'est l'organisation de la secte, d'habitude centrée sur des institutions sectaires plus ou moins formelles régissant l'organisation du culte. Cette position se base sur une lecture de l'histoire du Liban comme un havre des minorités religieuses persécutées. Or le Liban comprend des communautés se prévalant des orthodoxies religieuses officielles historiquement soutenues par les empires, notamment l'Islam sunnite et la Chrétienté orthodoxe byzantine. D'autre part l'appartenance à une secte est avant tout question de foi, d'adhésion doctrinale et de choix, ce qui n'est aucunement pertinent dans le cas des communautés libanaises.
- *La communauté comme entité ethno-religieuse.* Cette position est notamment défendue par Sélim Abou (1992)⁸¹. Chaque communauté aurait une culture à retracer dans les spécificités des peuples qui ont adhéré dans le temps à une certaine confession ainsi que dans celles de la confession elle-même. Cette culture spécifique représente un héritage encore vivant qui marque les individus de cette communauté. Une critique de cette lecture via l'ethnie et la culture est avancée par Salam (1998). En fait, la langue, le territoire et la culture qui représentent les trois marquants de l'ethnie ne démarquent pas les individus des communautés libanaises qui partagent⁸² la même langue, la même cuisine, vêtements, musique folklorique, et beaucoup d'us et de coutumes, d'autre part elles se retrouvent entremêlées dans presque tout le Liban.
- *Les communautés comme des « Gemeinschaft ».* Gemeinschaft suppose, en opposition à Gesellschaft, une organisation sociale inscrite dans un territoire – ou plus souvent un

⁸¹ Toutefois d'après Salam (1998) c'est Michael Hudson qui en fait la première utilisation dans « the ethno-religious dimensions of the Lebanese war » dans la revue *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, printemps 1978. Elle est fortement marquée par travail d'orientalistes du 19^{ème} siècle qui parlent même concernant les communautés libanaises – notamment les maronites et druzes de la montagne – de « nations » et de « races »

⁸² Sauf dans certains cas particuliers comme pour les trois communautés arméniennes orthodoxe, catholique et protestante

terroir (Tönnies, 1887)⁸³. Cette lecture qui ne diffère pas trop de la précédente s'en démarque par le fait qu'elle ne considère pas les attributs culturels eux-mêmes mais plutôt une inscription dans une pratique territoriale particulière et ce qu'elle induit en termes d'organisation de la production économique et la reproduction sociale comme éléments fondateurs de la communauté. Toutefois, la complexité de l'histoire des communautés libanaises et l'inscription de plusieurs d'entre elles dans différents territoires historiques⁸⁴ rend cette hypothèse fortement questionnable.

- *Les communautés comme classes sociales.* Cette lecture est fort répandue chez les chercheurs marxistes de l'avant-guerre qui voient dans ces communautés des classes sociales historiques qui s'organisent autour du religieux – principale source de mobilisation dans l'Orient pré-moderne. Elle est progressivement délaissée suite à la difficulté de lier clairement communauté, pratiques professionnelles et situation socioéconomique dans le cas des communautés libanaises.
- *Les communautés comme des castes.* C'est la proposition de Saadeh qui voit que le concept de castes qui articule d'un côté la fermeture du corps social et l'existence d'une hiérarchie de ces groupes dans un système politique peut bien désigner ces communautés dans le cadre de l'Etat libanais. La caste serait une strate sociale fermée et héréditaire qui détermine le prestige, l'occupation, le lieu de résidence et les relations sociales de chacun de ses membres. Toute caste est endogamique et les relations sociales entre membres de différentes castes sont sévèrement limitées et formalisées.

Ces différents essais de définition des communautés et de leur fonctionnement sociopolitiques décrivent chacune à sa façon et en s'appuyant sur des interprétations d'ordres sociaux, culturels et historiques des aspects de la réalité communautaire. Ainsi, il est vrai que :

- chaque communauté a sa propre interprétation liturgique de la religion et ses propres rituels religieux
- l'histoire de la majorité de ces communautés⁸⁵ se rattache à des territoires au Liban⁸⁶ ou dans le reste du Proche-Orient⁸⁷
- L'endogamie est un des traits qui marque historiquement les communautés, et se maintient toujours dans beaucoup d'entre elles⁸⁸

⁸³ Ferdinand Tönnies institue dans son livre « Gemeinschaft und Gesellschaft », publié la première fois en 1887, une démarcation significative qui perdura longtemps comme catégories d'analyse dans les sciences sociales. Le *Gesellschaft* représentant les corps de ce qu'il appelle la société civile alors que le *Gemeinschaft* est marqué par les corps traditionnels territorialement inscrits.

⁸⁴ C'est l'exemple des chiites dans la région de Baalbek dans la plaine de la Beqaa et dans les collines du Jabal Aamel du Sud, aussi bien que celle des druzes qu'on retrouve au Chouf, dans la vallée du Taïm et même dans le Jabal AlArab en Syrie.

⁸⁵ Ce n'est pas le cas des protestants et des israélites

⁸⁶ Les maronites et les druzes à divers districts du Mont-Liban, Les sunnites aux villes de la côte et le Aakar, les chiites au Jabal Aamel et la région de Baalbek, les grecs orthodoxes aux villes de la côte et le Koura, les grecs catholiques à Zahlé

⁸⁷ C'est le cas des communautés arméniennes, syriaques, chaldéennes et assyriennes

⁸⁸ Bien que les mariages entre les communautés d'une même grande religion – entre chiites et sunnites ou entre différentes communautés chrétiennes – sont devenus courants

- On retrouve une solidarité notable entre les membres d'une même communauté
- On retrouve des mobilisations communautaires importantes en vue du renforcement du statut politique de la communauté

Or, bien que les attributs communs – cités ici – marquent la majorité des communautés, il semble aberrant comme le note Beyhum (1991) de considérer d'un même qualificatif des groupes sociaux aussi différents dans leurs rapports à la territorialité et à la politique que par exemple la communauté maronite et la communauté protestante. La première a un ancrage historique territorial, un grand nombre de partis et forte implication dans le politique au Liban, alors que la seconde ne représente pas de concentration territoriale et son implication de certains de ses notables dans le politique ne se fait pas à partir d'une mobilisation communautaire. D'autre part qu'en est-il des Kurdes ? Ils sont en grande majorité de confession sunnite, toutefois ils se considèrent et se mobilisent comme une communauté à part ayant son héritage propre et sa propre spatialité en ville. Politiquement, l'Etat les considère comme faisant partie de la communauté sunnite alors qu'ils ont leurs propres partis et associations communautaires à travers lesquels la communauté aborde le politique. Qu'en est-il aussi des palestiniens ? S'ils n'ont pas un héritage religieux commun et ne sont aucunement considérés comme une communauté par l'Etat libanais, ils se mobilisent comme une communauté notamment à travers leurs factions politiques et para-militaires.

D'autre part, le concept de communauté balaie d'un revers de main toute forme d'individualisme. Penser en termes de communauté mène à croire que les individus n'agissent qu'à travers les institutions et structures communautaires. Bien sûr ceci est loin d'être le cas. En fait, le vent de la modernité souffle sur Beyrouth et le Mont-Liban depuis presque deux siècles. L'infiltration économique capitaliste européenne ainsi que divers aspects de la culture occidentale commencent à marquer le paysage économique et culturel tôt au 19^{ème} siècle (Kassir, 2003). Les universités de Beyrouth sont parmi les premières au Moyen-Orient. Tout cela sème des racines fermes d'individualisme notamment dans les nouvelles classes bourgeoises ouvertes sur les valeurs occidentales. On commence à retrouver des individus qui via des carrières professionnelles libérales vont se libérer des carcans communautaires. Même au niveau politique, de nouvelles organisations socioprofessionnelles et politiques modernes se développent. Certaines mêmes comme le parti communiste (1924) et le parti syrien nationaliste social (1932) affichent un anti-communautarisme radical. La guerre civile de 1975 déstabilise bien cet élan en réduisant et appauvrissant une classe moyenne qui commence doucement à s'affirmer avant celle-ci. Toutefois, dans un pays aussi ouvert sur la globalisation et les réseaux internationaux, passer outre l'individualisme et ses conséquences en se cantonnant exclusivement dans une analyse communautariste semble une grande erreur.

Toutefois, l'usage qui est régulièrement fait de la communauté dans les travaux sur Beyrouth et le Liban est surtout pour articuler société (évolution de l'organisation sociale), géographie (organisation territoriale) et politique (mobilisation politique), trois traits auxquels se rattachent

généralement les attributs entendus de la communauté. Or, il est clair que le concept de communauté en lui-même et ses attributs ne peuvent, sans beaucoup de risques servir de catégorie analytique fiable. Toutefois, devant le grand potentiel qu'il suggère dans un pays – où le communautarisme est largement considéré par les libanais comme à la fois le pilier incontournable de l'organisation politique et le responsable des maux de ce pays – certains chercheurs tentent de repenser le concept et aller au delà de ses lacunes. C'est notamment le cas de Beyhum (1991) et Dagher (2000) qui pour aller au-delà des limitations du concept tentent de façons assez proches de le redéfinir sur une base plus dynamique.

Beyhum (1991) considère qu'une considération statique de la communauté comme un corps social structuré autour d'une organisation sociale et culturelle constitue une erreur. La communauté est un corps dynamique : des « rapports différents construisent les communautés différemment. Il est temps de dépasser le nominalisme réducteur, qui fait qu'un groupe est identifié à une seule forme sociale qu'il peut prendre : selon les rapports où il est inséré, chaque groupe, chaque communauté, peuvent être soit des supports d'interaction et d'échanges dans la citadinité, soit des degrés d'une hiérarchie dans la citoyenneté, soit des territoires spatialement repérables dans la territorialité. Ce n'est pas alors seulement la forme qui est redessinée mais le contenu même de la notion de communauté et de chaque communauté. »

Cette lecture considère la communauté comme un corps en mutation dont la structure interne et les rapports externes varient selon les besoins d'échanges économiques, ceux de l'étalement ou d'insertion territoriaux et ceux de la conquête du pouvoir politique. De nouveaux acteurs de cette communauté prennent le dessus imposant d'autres logiques d'organisation communautaire et redéfinissent les rapports avec les autres communautés. Dagher (2000) offre une lecture semblable où l'intérêt du concept de communauté ne se trouve pas dans les attributs mêmes de la communauté mais serait à chercher dans la compréhension des « mécanismes complexes par lesquels chemine une dynamique identitaire [la communauté] contenant des interdépendances parfois fugitives mais toujours porteuses de signification ».

Ces conceptions de la communauté permettent d'articuler organisation sociale communautaire et organisation politique communautaire en soulignant la montée de nouveaux acteurs et de nouveaux modes de mobilisation politique et de conquête de l'espace⁸⁹ et par suite rendre l'évolution de la gouvernance urbaine de la ville et peut-être aussi les différenciations sociospatiales plus intelligibles.

⁸⁹ Beyhum, dans sa thèse (1991) offre une application de ce cadre analytique à travers l'exemple de Beyrouth où il essaie de retracer son histoire urbaine notamment les logiques territoriales propres au contexte Beyrouthin qui mènent à l'explosion de la guerre civile en 1975 et l'organisation territoriale qu'elle implique. Nous y reviendrons plus loin dans notre discussion. Dagher (2000) lui analyse ce qu'il appelle la radicalisation communautaire au 19^{ème} siècle au Mont-Liban qui font exploser les conflits de 1840 et 1860 en soulignant les dynamiques de la constitution de la communauté comme un corps politique à cette époque

D'autres travaux précurseurs comme ceux de Khuri (1972, 1975) voient dans la communauté un cadre socioculturel historique qui en milieu rural ne présentait pas un cadre de mobilisation politique, mais en milieu urbain notamment banlieusard, devient politiquement incontournable. En milieu urbain, le cadre communautaire devient un levier de mobilisation, notamment pour les nouveaux migrants qui cherchent à investir l'espace politique des banlieues contrôlé par les clans traditionnels des villages périphériques de Beyrouth en mutation. La mobilisation communautaire n'est pas ainsi une réminiscence conservatrice et rétrograde héritage d'époques lointaines⁹⁰, elle est le produit de la modernité. Khuri (1972) voit même la mobilisation communautaire comme un acte de civilité de ces nouveaux migrants qui rompent avec les hiérarchies traditionnelles en instituant un nouveau cadre de mobilisation pouvant inclure des individus qui se retrouvent politiquement dépourvus et à la marge. C'est en quelque sorte un outil d'intégration à la ville.

Cette position est fortement critiquée par Beyhum (1991), qui voit ces mobilisations communautaires comme « des voies de conquête de la ville et non pas d'intégration, de subversion du jeu plutôt que de son intelligence, d'une marginalisation de l'urbain lui-même plutôt que d'une intégration en son sein ».

D'autre part, si nous convenons avec Khuri que le milieu banlieusard consacre le communautarisme comme le principal référentiel en ville, et que la communautarisme est un avatar de la modernité déstabilisant les structures sociales traditionnelles dominées par le clanisme, celui-ci n'est ni exclusif à l'urbain ni forcément une nouveauté en ville.

Déjà le 19^{ème} siècle voit dans la montagne libanaise l'organisation du communautarisme maronite et druze. On passe des logiques d'antagonismes factionnaires claniques où des individus et des groupes de différentes confessions religieuses se trouvent en allégeance à un grand clan seigneurial⁹¹ à des logiques d'antagonismes communautaires. Les communautés du Mont-Liban représentaient encore à l'époque des groupes définis « en termes relationnels de parentèle ou de clans. Ils constituent un réseau sans référence territoriale très précise. L'opposition qui se déclare lors des conflits, en 1840, est relationnelle et non religieuse. Il s'agit [au début] d'un jeu d'antagonisme, de factions qui va définir l'équilibre précaire des identités collectives. Le passage de ces groupes identitaires à des macro-ethnies, des communautés, dans lesquelles le critère de religion devient primordial, est induit par un processus d'ordre politique, qu'il provienne d'une volonté impériale, en l'occurrence de la Sublime Porte⁹², ou tout simplement de l'auto-reclassement des groupes de solidarités confrontés à des pressions extérieures et à la nécessité de

⁹⁰ Comme elle est présentée par la grande majorité des chercheurs et intellectuels de l'époque. Si elle est reconnue comme présente, elle est considérée comme une maladie à guérir, un mal hérité de la particularité de l'histoire tourmentée du pays et qu'on doit surmonter. Le débat était entre une approche radicale cherchant à abolir immédiatement les démarcations communautaires politiques et sociales – notamment à travers l'adoption du mariage civil et la fin des quotas communautaires de la fonction publique et de la députation – et ceux qui prônent le « changement des esprits » avant le changement des lois, remettant de fait indéfiniment ces réformes.

⁹¹ La structure n'est pas vraiment celle de la société féodale européenne bien qu'on y trouve diverses ressemblances. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

⁹² Appellation de l'administration centrale ottomane.

s'affirmer dans des cadres identitaires plus larges que celui de leurs groupes originels et cela en vue de faire le poids face aux adversaires traditionnels ou nouveaux » (Dagher, 2000). Cette situation mène dans des cas particuliers comme celui de la communauté maronite – qui connaît à l'époque un important dynamisme démographique, un enrichissement dû à l'économie de la soie et un nouveau leadership centré sur une église dont de nombreux prélats sont éduqués à Rome – à la montée en puissance de nouveaux acteurs cherchant à établir un ordre nouveau basé sur le particularisme religieux et la construction d'une certaine territorialité autonome⁹³.

D'autre part, bien qu'à Beyrouth, à la même époque, d'excellentes relations lient les principaux acteurs des communautés sunnite et grecque orthodoxe⁹⁴, et que le système politique est construit autour de leaders issus de grandes familles bourgeoises dominant des réseaux clientélistes, le communautarisme est bien présent. La communauté est en fait, la base arrière de ces leaders, et si le besoin s'affiche, elle est mobilisée. Les confrontations violentes entre les abaddayes⁹⁵ des différentes communautés est en fait chose fort récurrente dans les quartiers populaires de la ville. En fait, les leaders politiques cherchent constamment à mettre à leur profit une articulation entre communauté, statut socioéconomique et réseaux clientélistes. Ainsi si le communautarisme ne domine pas l'espace politique à Beyrouth comme il le fait à la même époque au Mont-Liban il est néanmoins une de ses articulations.

En vérité, au-delà de ces remarques, l'usage que fait Khuri des concepts de communauté et de communautarisme – qui représente la politisation et la mobilisation de l'entité communautaire – pour traiter de la ville et la modernité présente à nos yeux un très haut intérêt. On passerait alors d'une période à une autre dans la façon dont les changements sociaux provoqués par des grandes dynamiques liées à la modernisation – notamment l'éducation, l'exode rural et l'industrialisation – redéfinissent les contours à travers lesquels la communauté affecte la gouvernance en ville.

Cette analyse prend bien en considération la formation de nouveaux corps politiques communautaires qui se définissent à travers des partis politiques communautaires, leur façon de mobiliser et de s'organiser. Mais c'est en articulant l'émergence de ces nouveaux groupes aux réseaux notabilaires déjà en place dans les banlieues et les effets de cette articulation sur la gouvernance urbaine, à travers l'articulation du concept de communauté à celui de « notables » que le concept de communauté gagne en richesse et en valeur épistémologique.

2.2 Le paradigme des notables

Dans un fameux article intitulé «Ottoman reforms and the politics of notables », Albert Hourani (1968) met en place les bases d'un nouveau concept analytique pour comprendre la gouvernance

⁹³ Nous reviendrons plus loin sur cette question dans le chapitre suivant.

⁹⁴ Les principales communautés de la ville

⁹⁵ Des fiers-à-bras à la solde des leaders politiques

des villes des provinces ottomanes au cours du 19^{ième} siècle. Cet article vient remettre en question une image cultivée aussi bien par les nationalistes arabes que par les occidentaux où un fort autoritarisme ottoman marqué de despotisme et de corruption s'imposait sur la vie des provinces arabes de l'époque. Ce qu'avance Hourani est simple : la contribution de l'administration ottomane à l'organisation de la vie quotidienne des villes et des campagnes dans cette partie du monde est en fait minime, elle est laissée à travers divers arrangements aux soins d'acteurs locaux, seules les questions ayant lien à la sécurité et au fisc préoccupant les ottomans.

Les travaux de Hourani vont inspirer beaucoup de travaux de recherche, notamment en histoire urbaine, qui dans sa lignée cherchent à identifier ces acteurs et leurs contributions à l'organisation de l'espace politique local aussi bien qu'à l'organisation de l'espace urbain. Pour Carla Eddé (2008) qui reprend ce concept, le paradigme des notables a prouvé sa valeur pour comprendre les transformations politiques et urbaines du Beyrouth de la première partie du 19^{ième} siècle dans les travaux de May Davie (1993), pour l'Alexandrie du 19^{ième} siècle dans les travaux de Robert Ilbert (1996) et pour les villes syriennes sous mandat français dans les travaux de Philippe Khoury (1990).

Mais qui sont les notables ? A cette question Hourani (1968) répond « the concept of notables as we shall use it is a political and not a sociological one. We mean by it those who can play an intermediary role between government and people – and within certain limits – as leaders of the urban population. But in different circumstances it is different groups which can play this role. Groups with different kinds of social power ». Dans les provinces arabes il identifie trois catégories de ces groupes. D'abord les hommes religieux, les militaires⁹⁶ et les représentants civils comme les chefs des grandes familles ou des corps de métiers. Pour Ilbert (1996), les notables sans représenter une catégorie sociale à part, se trouvent à l'articulation de trois sources de pouvoir : la famille, la communauté et la classe. Ils sont tant les garants de la tradition qu'initiateurs de nouveaux modèles. Pour décrire la « politique des notables » de Hourani, Eddé (2008) affirme que celle-ci « se caractérise par l'existence d'un patriarcat urbain disposant d'une base indépendante de pouvoir dans la ville, fondée sur une aisance économique solide provenant du commerce à longue distance et/ou de la maîtrise de la terre, ainsi que sur des moyens de contrôle de la population urbaine, par le biais communautaire essentiellement, à travers les institutions caritatives. Ce groupe urbain jouit également d'un accès direct à l'autorité centrale, en étant l'interlocuteur privilégié de l'Etat et de ses représentants locaux ou en étant directement associé au pouvoir, par le biais de conseils locaux élus. Médiateur entre la société urbaine et le pouvoir central, soit qu'il transmette les directives de ce dernier en direction de la société, soit, à l'inverse, qu'il se fasse le porte-parole des revendications urbaines auprès de l'autorité, il est donc responsable de l'équilibre de la ville. »

⁹⁶ dans beaucoup de cas les garnisons militaires recrutaient de certaines villes près desquelles elles se trouvaient, de fait certaines garnisons étaient fortement liées à certaines villes ou même quartiers de villes. Les chefs de ces garnisons étaient fort impliqués dans les politiques locales de ces villes.

Ce concept a l'intérêt de s'appliquer dans des contextes où l'autorité centrale n'est pas trop pesante et entreprenante et où les grands acteurs locaux sont par contre assez puissants et cherchent à s'imposer aussi bien face au pouvoir central en construisant des fiefs et en se prévalant de leur représentativité populaire et face à la population qu'ils cherchent à dominer en contrôlant les principaux piliers de l'édifice social. Ainsi au-delà de la spécificité des études historiques se concentrant sur l'histoire de la gouvernance urbaine des villes du Moyen-Orient face aux défis de la modernisation, ce concept garde tout son intérêt pour l'analyse d'autres situations présentant des cas semblables. Beyrouth, et notamment ses banlieues, représente bien des cas où des acteurs locaux assez puissants cherchent à construire leurs propres fiefs. Ainsi hors du champ de l'histoire urbaine, des sociologues comme Khuri (1975) et Tohmé (1995) mobilisent le concept de notables pour comprendre la sociologie politique des banlieues de Beyrouth.

Leurs analyses élaborent un autre aspect de ce concept. Ce n'est plus l'articulation entre gouvernance locale et gouvernance étatique qui est mise en avant mais plutôt la construction de la gouvernance locale elle-même dans un contexte de changement social et d'émergence de nouveaux acteurs. Elles opposent organisations politiques communautaires émergentes dans ces banlieues aux réseaux notabiles et claniques traditionnels en place. Ces analyses attribuent aux migrants l'introduction du communautarisme dans ces banlieues et trouvent une homologie entre la polarisation migrants/anciens⁹⁷ et celle de mobilisation politique communautaire/mobilisation politique notabiliaire et clanique notamment lors des élections municipales. Le cadre municipal représente dans ces banlieues le principal espace où se manifeste le jeu politique local. Nous y reviendrons plus loin.

Ce concept suppose un Etat faible, or, aussi faible que soit l'Etat, même dans le contexte libanais, il est présent. En fait, c'est un acteur central qui contrôle diverses ressources stratégiques et a la puissance d'imposition de diverses réformes, planifications et projets qui peuvent déstabiliser tous les équilibres de l'espace politique local. En fait, l'émergence des Etats centralisés et autoritaires dans le monde arabe ainsi que des structures politiques modernes comme les partis nationalistes, socialistes, communistes et plus tard islamistes avec des cadres idéologiques forts déstabilisent, en général, la pertinence de l'usage d'un tel concept. L'espace politique national en se formant détruit, marginalise ou vassalise les espaces politiques urbains. Pour longtemps les études sur les villes arabes contemporaines préfèrent user de concepts importés des cadres théoriques sur les pays du Nord – comme institutions politiques, bureaucraties, politiques publiques et planification – pour traiter des politiques de la ville. Les vrais décideurs sont en réalité au niveau national, représentés dans les institutions de l'Etat. Les politiques urbaines n'ont de sens que dans la mesure où elles relaient les planifications nationales, ou si elles représentent un enjeu dans la confrontation d'intérêts corporatistes⁹⁸ au sein des instances décisionnelles ou exécutives de l'Etat

⁹⁷ Que Tohmé substitue par allochtone/autochtone

⁹⁸ Muller par exemple (1990) conçoit les politiques publiques dans un Etat moderne comme un moyen, via l'action étatique, de corriger les « déséquilibres » que provoquent les logiques du marché dans un système capitaliste. Ces

central. Les institutions urbaines traditionnelles, notamment les municipalités, qui sont souvent le cadre par excellence de l'espace politique local, se retrouvent comme de simples relais des autorités centrales.

Toutefois, la modernisation des sociétés du monde arabe est loin d'être en phase avec la modernité des institutions étatiques qui représentent le principal legs de l'ère coloniale. Ces Etats sont souvent, comme beaucoup de pays au Sud, des fiefs de groupes à base de solidarités primordiales⁹⁹ ou de réseaux clientélistes oligarchiques qui usent des institutions de l'Etat comme outil assurant leur domination (Huntington, 1968). C'est aussi à travers les institutions de l'Etat qu'ils cherchent à intégrer les autres groupes et acteurs dans une logique plus ou moins avouée de vassalisation et de subordination.

Les villes représentant des espaces potentiels de conflits et d'instabilités sont les principales cibles du contrôle étatique. La planification urbaine devient ainsi un important outil de contrôle. Or, la croissance urbaine phénoménale de ces villes, notamment en larges secteurs informels périphériques, et l'incapacité des autorités centrales à suivre, en desservant et organisant ces espaces, fait émerger dans ces espaces de nouveaux acteurs locaux. Ces acteurs locaux, souvent des mouvements communautaires de mouvance islamiste, cherchent à travers la provision de services de se former des fiefs urbains en gagnant la confiance et l'adhésion de la population.

AlSayyad et Roy (2006) citent l'exemple notoire d'Imbaba au Caire qui devient, avec le retrait de l'Etat et de services pendant le tournant de la restructuration économique¹⁰⁰, un bastion d'AlGamaaa AlIslamiya. Cette organisation islamiste choisit en effet de s'investir dans ce quartier en ramenant tout sortes de services allant de l'éducation à la santé. Largement soutenue par la population et considérée comme terroriste et dangereuse à la sécurité de l'Etat l'armée égyptienne doit investir les lieux dans un combat rangé pour finir avec son contrôle d'Imbaba. AlSayyad et Roy citent aussi des cas semblables à Mumbai où le Shiva Sena, un mouvement communautaire, se présente comme porte-parole des quartiers informels et en Amérique Latine où des groupes pentecôtistes s'implantent fermement dans ces quartiers.

En fait, ces mouvements identitaires capables à la fois de réguler le champ social à travers la mise en avant des pratiques religieuses, d'organiser le spatial à travers leurs services, et de canaliser le politique dans leurs organisations peuvent produire des territorialités qui échappent à toute régulation étatique. C'est ce que certains appellent une situation « d'état dans l'état ».

politiques sont le fruit de négociations et de confrontations entre référentiels et rassemblements corporatistes ayant des intérêts divergents.

⁹⁹ On entend par solidarités primordiales celles issues d'une appartenance de naissance (tribu, ethnie, clan familial, communauté religieuse...). Voir Samir et Roseanne Khalaf (2009)

¹⁰⁰ En fait l'Etat égyptien fait vers la fin des années 70 et au cours des années 80 une reconversion de son économie sous le conseil et la surveillance du Fond Monétaire International, cette reconversion se basait sur une limitation des dépenses et une large privatisation. Ceci mène notamment à une restriction des dépenses et investissements sociaux de l'Etat.

2.3 Les mouvements communautaires

C'est cet autre aspect politique du communautaire – non pas les modes de régulation et de participation des communautés dans un Etat pluricommunautaire, ni l'articulation de la dimension communautaire dans son rapport aux autres structures sociales en place dans l'espace politique – mais ces mouvements communautaires qui s'organisent et agissent hors des cadres de l'Etat, sinon contre lui, qui commence dans les années 80 à intéresser les chercheurs et dominer le discours scientifique sur le sujet.

La montée de l'islamisme politique et sa capacité dans beaucoup de pays du monde arabe de se présenter comme la principale force contestataire dans beaucoup de ces pays, contribue bien sûr à l'intérêt que portent les chercheurs à ces mouvements. En fait, beaucoup de questions se posent : la coexistence de deux logiques, l'une étatique pensant la ville comme un levier de la construction du territoire national, et l'autre communautaire la considérant comme un espace à conquérir à partir des quartiers, est-elle possible – surtout en situation d'absence et de refus de négociation ? Quelles conséquences sur les politiques urbaines et leurs applications ? Sur l'avenir de la ville ? En réalité des mouvements aussi radicaux, se rattachant à des cadres idéologiques cherchant à imposer à la ville des images de référence telle celle de la Médina des premiers temps de l'Islam (Hadj Ali, 1997), sont-ils capables de négocier ?

Pour certains chercheurs, la confrontation semble la seule issue et les mouvements communautaires ont une longueur d'avance dans cette confrontation. Les nouvelles spatialisations de l'appareil religieux (mosquées, salles de prières, centres associatifs...) dominées et contrôlées par ces acteurs contribuent d'une manière décisive à « l'établissement d'une nouvelle centralité, une sorte de contre-centralité, face à celle de l'Etat, dans laquelle la fonction symbolique (religion) et la fonction politico-administrative (prise du pouvoir) vont entretenir une relation dialectique et un rapport d'osmose, et travailler à la mise en place de l'Etat théocratique totalitaire. » (Hadj Ali, 1997). On est dans une logique révolutionnaire radicale qui ne cherche pas à traiter avec le pouvoir mais à rompre pour instituer un ordre nouveau. Cette « action est qualifiée de Jihad¹⁰¹ par ses acteurs ». Si le principal adversaire est l'Etat, les autres acteurs sont aussi relégués à la marge, à la subordination.

Ainsi Seurat (1985) voit émerger dans plusieurs communautés libanaises des mouvements communautaires qui ne cherchent plus le compromis que représente l'Etat libanais et son régime consociationnel¹⁰² et tiennent un discours mettant en avant un espace symbolique pas forcément territorial auquel leur projet se rattache, un espace qui ne tient plus compte de l'Etat et ses

¹⁰¹ Lutte sacrée

¹⁰² La démocratie consociationnelle est une théorie avancée par Arent Lijphart pour traiter les sociétés plurielles et segmentées sur des clivages de différenciation sociale objective. Le cas du Liban et ses communautaires pour les tenants de cette théorie représente un cas d'école. Pour une présentation de cette théorie, ses défenseurs et critiques dans le monde des sciences politiques au Liban voir (Kabbara, 1990)

frontières. Il cite l'espace de la « chrétienté orientale » pour une nouvelle élite dirigeante issue du champ de bataille, ainsi que celui de l'Umma chez le Hezbollah chiite, ou encore chez les mouvances islamistes sunnites au quartier de Bab El Tebbané à Tripoli au Nord qu'il étudie pendant la guerre libanaise. Pour ces acteurs il n'y a plus d'Etat au Liban. La guerre représente un moment extrême duquel peuvent ressortir des nouvelles réalités politiques et de nouvelles territorialités. Ces mouvements prétendent offrir à leur communauté une alternative radicale à l'espace étatique libanais, et dressent leur propres espaces et régimes politiques. Toutefois, paradoxalement, ces territorialités finissent par se matérialiser en des micro-territoires qui n'ont rien à voir avec les vastes espaces de l'Umma ou de la chrétienté orientale.

Seurat (1985) trouve, concernant les mouvances islamiques de Bab El Tebbané, que l'identitaire et l'idéologique voire l'utopique saturent tout l'espace du politique chez ces groupes. Toutefois, il souligne que même ces acteurs intransigeants ont aussi le sens du politique : S'ils « ne font pas de la politique » dans le sens de la participation au processus politique formel et aux institutions étatiques, ils la font au jour le jour dans leurs rapports aux autres acteurs de la ville.

Concernant Beyrouth, c'est le parti chiite Hezbollah qui fait couler le plus d'encre. Fer de lance de la résistance à Israël et premier acteur politique de la communauté chiite, il représente un acteur incontournable dans le paysage politique libanais. Toutefois, le Hezbollah n'est ni l'unique ni le premier mouvement communautaire de masse de la communauté chiite, et certains auteurs s'étaient intéressés à un autre mouvement communautaire chiite : le mouvement des déshérités. Ce mouvement donne plus tard Amal et le Hezbollah. La comparaison des rapports que maintiennent ces trois mouvements communautaires dans la même communauté chiite est assez révélateur de la complexité des rapports que peuvent entretenir les mouvements communautaires avec le politique.

Le mouvement des déshérités est lancé par l'Imam Moussa AlSadr dans l'avant-guerre. C'est avant tout un mouvement de contestation qui cherche à intégrer une communauté marginalisée – ou plus justement déshéritée, « mahrouma », dans le jargon du mouvement. Ce mouvement des déshérités cherche notamment avant la guerre de 1975 par la mobilisation communautaire à faire pression pour la mise en place par l'Etat de ses revendications à caractères notamment socioéconomiques et politiques (Nar, 1985) : des projets de développement dans les régions périphériques de l'Etat libanais ainsi que x de Beyrouth, notamment les quartiers informels¹⁰³, défense des frontières contre les agressions israéliennes et soutien à la résistance palestinienne, instauration de la proportionnelle dans la loi électorale...

Le mouvement se veut « le porte-parole d'une communauté d'opprimés, mais aussi d'opprimés de toutes les communautés » (Nasr, 1985). S'il est fortement marqué par le religieux sur le plan

¹⁰³ La communauté chiite est surtout implantée dans le Sud et dans le nord-est de la Beqaa, ainsi que dans les banlieues est et sud de Beyrouth.

symbolique – notamment en faisant référence aux martyrs historiques du chiisme et leur combat pour la justice et la droiture – il s'exprime en termes socioéconomiques (exploitation, domination, ascension sociale...). « Les besoins auxquels veut répondre le Mouvement sont surtout axés sur l'ascension : son blocage par la classe dirigeante libanaise et le système confessionnel ; ses conditions et sa nécessité pour la communauté chiite, les déshérités en général et l'avenir même du pays. » (Nasr, 1985). L'Imam AISadr tout en prônant une moralisation de la communauté chiite, procède à un effort d'organisation et de provision de services à sa communauté . Il fonde une association pour les orphelins et les nécessiteux, une autre pour les vieillards et une troisième pour l'éducation des femmes (Harb, 2005). Au-delà de cet effort, toute somme, limité en soi, il cherche une mobilisation de masse qu'il conduit à travers l'organe communautaire chiite reconnu par l'Etat : le Conseil suprême Islamique Chiite¹⁰⁴, dont il devient lui-même le président à partir de 1969.

Après la disparition de l'Imam AISadr¹⁰⁵, son mouvement entre dans une période de confusion. Petit à petit des personnalités qui ont travaillé dans son ombre, commencent à prendre le devant du mouvement. Le cheikh Chamseddine le remplace à la tête du Conseil Suprême Islamique Chiite, dirige ses associations sans toutefois reprendre dans son action ni le dynamisme, ni le radicalisme de l'Imam (Harb, 2005). Le pendant politique est repris pendant un temps par Hussein AlHusseini¹⁰⁶ avant que Nabih Berri ¹⁰⁷ se présente comme le leader tout puissant du mouvement qui prend désormais le nom d'Amal. Amal est en réalité l'acronyme arabe de « Brigades de la résistance libanaise », le bras armé du mouvement, entraîné au début par la résistance palestinienne pour des opérations sur la frontière Sud. Toutefois, après AISadr et au cours de la guerre libanaise, Amal devient le parti et la milice de la communauté chiite. Le mouvement sous Berri affiche clairement sa couleur communautaire. En participant à la guerre, le mouvement cherche à repositionner la communauté chiite sur l'échiquier politique libanais. Sa stratégie est double, d'une part amener par les armes l'establishment traditionnel libanais dominé par des zaïms¹⁰⁸ communautaires traditionnels ¹⁰⁹ contrôlant officiellement l'Etat, à inclure la communauté chiite représentée par le mouvement dans tout entente politique future. D'autre part l'insertion de la communauté à travers l'augmentation de son quota au sein des administrations de l'Etat consociationnel. Amal incorpore de fait les gouvernements d'union nationale de la guerre.

¹⁰⁴ Cet organe communautaire a des attributions reconnues par l'Etat analogues à celles des églises chrétiennes ou le Dar AlIftaa de la communauté sunnite dans l'organisation des affaires religieuses et de statut civil de leurs communautés.

¹⁰⁵ Les principaux acteurs de la communauté chiite accusent la Libye du colonel Kadhafi de son enlèvement lors d'une tournée internationale.

¹⁰⁶ Homme politique libanais, député et président de la chambre du parlement (1984-1992)

¹⁰⁷ Homme politique libanais, leader du mouvement Amal, important acteur de la guerre civile et du Liban de l'après-guerre, député et président de la chambre du parlement continuellement depuis 1992.

¹⁰⁸ Grands notables ayant réussi à s'imposer au niveau de la politique nationale

¹⁰⁹ Notamment des communautés maronite et sunnite depuis le fameux compromis dit le Pacte National de 1943.

Cet engagement oral entre d'un côté le zaïm communautaire maronite Béchara ElKhoury et le zaïm communautaire sunnite Riad ElSolh où ces deux communautés se répartiraient le gros des pouvoirs en sorte que le président de la république serait désormais maronite et le premier ministre sunnite

En 1984 des dissidents du mouvement chiite Amal,¹¹⁰ avec le soutien de la révolution iranienne, fondent le Hezbollah. Ce parti se présente d'abord comme « la révolution islamique au Liban ». Il réussit rapidement à bien s'ancrer dans la communauté chiite suite à ses exploits militaires dans la résistance à Israël d'une part et la mise en place d'une grande nébuleuse d'associations offrant des services de tout genre allant du social, à l'éducatif, au sanitaire et même au financier et aux infrastructures d'autre part. Sa montée en puissance le mène à une confrontation armée avec Amal pendant la guerre libanaise. Une entente est signée sous les auspices de la Syrie et l'Iran. Elle répartit les zones d'influence entre les deux organisations communautaires.

Après la guerre les deux partis choisissent deux parcours différents. Amal accepte les accords de Taëf et intègre pratiquement tous les gouvernements de l'après-guerre. Son président est à la tête du parlement depuis 1992. Le Hezbollah par contre, tout en finissant par accepter les accords, en est fort critique. Il n'intègre pas l'exécutif et se suffit d'une représentation parlementaire. Il maintient sa stratégie de construction de son espace politique par le bas via l'encadrement de la vie quotidienne de la communauté et la continuation de la résistance à Israël. Toutefois, un changement notable se fait au niveau des instances intérieures et des priorités du parti : un nouveau leadership et le changement du slogan du parti pour devenir « la résistance islamique au Liban ». Le projet révolutionnaire islamique du parti est reconsidéré et son charismatique secrétaire général Nasrallah affirme que l'Etat islamique prôné par le parti n'est plus une priorité et que le Hezbollah ne serait pour sa mise en application qu'après l'acquiescement de toutes les communautés¹¹¹. Ce repositionnement stratégique du parti inclut aussi une ouverture et même des relations solides avec des formations d'autres communautés¹¹² et des partis laïques¹¹³. A partir de 2005, il rejoint même le gouvernement¹¹⁴.

Si assurément la politique des mouvements communautaires a ses racines dans la contestation de l'ordre établi et la définition d'un espace politique révolutionnaire, la coupure avec le système politique en place n'est jamais totale. Les relations avec l'autorité centrale et le système politique traditionnel peuvent se limiter à des procédés et de compromis informels comme on peut voir à l'exemple du cas des deux partis chiites – la nature consociationnelle du régime politique libanais aidant une association au gouvernement. Ceci affaiblit certainement l'intérêt du concept de mouvement communautaire comme espace politique de contestation radicale et révolutionnaire.

¹¹⁰ Ce mouvement qui représente à l'époque la principale force organisée de la communauté chiite, choisit de participer à des négociations pour l'arrêt des combats et des réformes avec les représentants des Forces Libanaises (la principale milice chrétienne) et le Parti Socialiste Progressiste (la principale milice druze) sous les auspices de la Syrie. Les dissidents refusent les accords tripartites signés par les trois partis.

¹¹¹ Article de Nasser Charara dans l'hebdomadaire AlChiraa - 1998

¹¹² Notamment les Maradas de Suleiman Frangié et le Courant Patriotique Libre du général Aoun dans les communautés chrétiennes, le Parti Démocratique Libanais dans la communauté druze, le Parti de la Libération Arabe de Karami et le Parti de l'Union Nassérienne de Mourad dans les communautés sunnites

¹¹³ Notamment le Parti Syrien Nationaliste Social, le Parti Communiste et un grand nombre de petits partis nationalistes arabes

¹¹⁴ Certains auteurs comme (Hamzah, 1993 cité dans Harb, 1996) voient cette réorientation commencer en 1989 et prendre le nom de « Jihad politique » où il s'investit massivement dans l'action de la société civile

Toutefois, comme acteur contrôlant et organisant, en temps de guerre ou en temps de paix, un territoire urbain – à travers une mobilisation et une organisation de masse de la communauté ainsi que des logiques de territorialisation, de sécuritarisation et de provision de services – le concept de mouvement communautaire devient incontournable pour comprendre la gouvernance urbaine ainsi que les processus de différenciation sociospatiale des villes concernées.

L'action urbaine du Hezbollah est étudiée et analysée notamment dans les travaux de Mona Harb, Mona Fawaz et Nancy Hilal. Ces travaux couvrent d'une part, le rôle du parti comme un acteur urbain fournissant des services à la population, comme un entrepreneur et aménageur urbain agissant directement sur l'espace ainsi que comme un interlocuteur du pouvoir central dans la mise en place de projets publiques dans la banlieue sud. Le Hezbollah est un pivot essentiel des politiques urbaines dans la banlieue sud de Beyrouth et ceci depuis 1984 : il gère un circuit de provision d'eau notamment dans les quartiers informels, il produit de l'électricité¹¹⁵, il répare et développe le réseau d'égouts pendant la guerre (Harb, 1996). Devant la crise du logement d'une banlieue surpeuplée, à travers des réseaux d'entrepreneurs qui lui sont proches ainsi que l'organisation du crédit, il contribue à la mise en place d'un marché immobilier pour logements au sud de la banlieue, aidant beaucoup de ménages à accéder au logement depuis les années 90 (Bou Akar, 2005). Après la guerre de 2006¹¹⁶, il met en place un projet de reconstruction de la banlieue sud Waed toujours en cours¹¹⁷. Ce projet consacre le passage du Hezbollah du statut de fournisseur de services à celui d'aménageur urbain (Hilal, 2008 ; Fawaz M, 2009). Toutefois, il est depuis longtemps un acteur incontournable dans la mise en place des projets de l'Etat dans la banlieue sud. Ainsi, il est présent, avec le mouvement Amal, dans toutes les négociations officieuses, concernant les grands projets que les gouvernements du premier ministre Hariri dans l'après-guerre envisagent de mettre en place dans la banlieue sud, notamment le projet Elyssar¹¹⁸ (Harb, 1999). Enfin en 1998, le Hezbollah gagne les élections municipales des quatre municipalités de la banlieue sud. Les conseils municipaux tenus par le Hezbollah sont d'importants acteurs de l'urbain dans le sens où ils agissent massivement sur l'espace urbain et la provision des services. L'une de ces municipalités, celle de Ghobeiri, est considérée par nombre

¹¹⁵ A travers des générateurs privés auxquels se connectent les ménages, chose courante au Liban depuis la guerre et qui se transforme en marché alternatif opérant toujours à cause des coupes récurrentes de l'Electricité du Liban société publique ayant le monopole officiel de la production d'électricité.

¹¹⁶ Cette guerre oppose sur 33 jours l'armée israélienne contre le Hezbollah. En réponse à un enlèvement du Hezbollah de deux soldats israéliens en vue d'échanges de prisonniers pour libérer des résistants tenus par Israël, ce dernier lance une offensive de grande ampleur en vue de la destruction du Hezbollah et de ses infrastructures au Liban. Toutefois, malgré la grande agressivité des attaques et l'ampleur des destructions et des morts (plus de 1200 morts, milliers de bâtiments détruits et pratiquement la totalité des infrastructures du pays) le Hezbollah se maintient et sort plus renforcé de cette guerre. Notamment après avoir réussi à forcer Israël à négocier et à s'engager dans un échange de prisonniers qui rapatrie les résistants libanais, ainsi que les dépouilles de centaines de résistants de différentes nationalités arabes.

¹¹⁷ Dans une situation de tension avec le gouvernement Siniora à l'époque, et par suite ne pouvant garantir un statut officiel à son projet pour lui permettre d'intervenir sur l'espace publique, il compte sur l'adhésion de la population qui lui livre massivement des procurations lui permettant de mettre en place le projet en agissant sur les domaines privés.

¹¹⁸ Projet piloté par l'établissement public du même nom, vise à aménager toute la partie ouest de la banlieue sud.

d'institutions internationales et d'observateurs locaux comme un véritable succès, une « best practice » de la bonne gouvernance locale (Fawaz, 2002).

On est bien loin de l'image des mouvements communautaires décrits par Seurat (1985), Nasr (1985) et Hadj Ali (1997). Les éléments centraux du concept de mouvements communautaires notamment la prédominance de la rhétorique religieuse communautaire et la contestation du pouvoir central sont toujours présents. Toutefois, d'autres logiques s'imposent et complexifient la relation de ces mouvements à l'Etat et aux autres acteurs de leur communauté et de la ville, comme elles les invitent à recourir à d'autres formes d'actions et de mobilisations. Ces logiques sont surtout celles de la territorialité. En cherchant à matérialiser leur idéal dans un certain territoire urbain, ils se retrouvent confrontés à la nécessité de traiter avec les acteurs de ce territoire, notamment les représentants des corps sociaux traditionnels (chefs de clans familiaux, de corps professionnels...) ainsi qu'avec les acteurs externes de ce territoire (l'Etat, les institutions urbaines, les acteurs des territoires voisins...). Ces mouvements sont en fait face à un dilemme. D'un côté la nécessité de présenter un cas modèle qui renforce la crédibilité de leur message, agit en propagande pour leur projet à une échelle plus large, et s'impose comme une priorité. D'un autre côté, il est impératif de s'assurer le soutien d'une population qui a ses pratiques et des rapports préétablis dans le territoire et avec le reste de la ville - mais risquent d'être bouleversés par les projets du mouvement. Les mouvements sont à la fois les leaders d'une contestation contre l'ordre public établi et l'acteur public dans leur territoire. Ils se retrouvent en fait, face à des situations inédites où ils doivent improviser.

Toutefois, l'Etat qui devient depuis sa création le premier acteur urbain aux dépens des notables traditionnels se retrouve lui aussi face à un dilemme : user de la violence et par suite accréditer le discours de ces mouvements ou voir sa souveraineté fortement lésée en perdant le contrôle de quartiers urbains. Par suite l'Etat doit lui aussi improviser. Toutes ces improvisations rendent la lisibilité de l'impact du communautarisme – dans sa version mouvements communautaires – sur la gouvernance urbaine difficilement saisissable, et encore plus difficilement conceptualisable en termes de logiques de causalités et de modèles.

Une première entrée d'analyse est celle des négociations dans le cadre de projets publics mis en place par les acteurs centraux ou dans le cadre de projets mis en place par les mouvements eux-mêmes. Les premiers permettent de définir la relation avec l'Etat central, les seconds avec les acteurs locaux. La clé de lecture serait en termes de ressources mobilisées dans ces négociations. En fait, ces ressources permettent d'identifier la capacité de tous les acteurs, les mouvements communautaires entre autres, à s'imposer dans la gouvernance urbaine. Harb (2005) propose ce cadre dans son analyse des négociations concernant Elyssar. Hilal (2008) examine par contre les cadres de participation du projet Waed dans le même sens.

Une autre entrée est d'analyser le contrôle d'institutions locales comme les associations de quartier et les municipalités. Ces institutions publiques et de la société civile sont le théâtre des

affrontements et des accommodements entre les acteurs locaux et les mouvements communautaires. Douayhi (1997) exploite l'entrée des associations locales pour la compréhension de l'ancrage local des forces politiques, entre autres les mouvements communautaires, dans les quartiers de Beyrouth municipale. On peut considérer les travaux de Khuri (1975) et Tohmé (1995, 2010), mentionnés plus haut, comme relevant de cette même entrée. Leurs travaux se centrent sur les effets du communautarisme, via la montée des mouvements communautaires, sur les gouvernances municipales dans les banlieues de Beyrouth.

Les mouvements communautaires sont aujourd'hui des acteurs incontournables de l'urbain dans beaucoup des villes du monde. Il nous semble, que les recherches s'intéressant à l'évolution des différenciations sociospatiales et leur articulation à la gouvernance urbaine de ces villes ne peuvent les ignorer.

2.4 Intérêts et limites de l'usage du concept de communauté pour analyser la gouvernance de Beyrouth

L'intérêt premier de penser en termes de communauté pour traiter de villes comme Beyrouth réside d'abord dans le fait que la considération de la communauté comme acteur et comme fournisseur d'attributs propres à ses membres est une représentation largement partagée par la population même de la ville. Ceci signifie que les acteurs, issus de cette population, intériorisent les démarcations sociales et territoriales qu'elle suppose et agissent en conséquence.

Toutefois, les nombreux travaux qu'on vient de présenter soulignent le fait que les communautés sont loin d'être des monolithes agissant en bloc, comme « une seule âme » - même si parfois elles sont politiquement dominées par des acteurs affichant fort leur identité communautaire comme les mouvements communautaires. La communauté est en fait un espace social large comportant une très grande diversité d'acteurs dont les intérêts sont forts divergents. La multiplicité des communautés dans une ville n'implique pas automatiquement une logique d'antagonisme qui s'imposerait sur le mode de gouvernance des villes et la rendrait intelligible. En fait les acteurs issus de différentes communautés peuvent avoir des intérêts qui les rapprochent plus avec d'autres acteurs que ceux de leurs communautés.

Le communautarisme, par contre, en tant que mobilisation politique de l'appartenance communautaire, est un important facteur qui s'impose sur la gouvernance des villes. Les travaux présentés plus haut offrent différentes pistes pour comprendre l'articulation entre communautarisme et gouvernance urbaine à Beyrouth.

Concernant le monde traditionnel ottoman, les chercheurs estiment que le communautarisme ne représente pas une donnée de base du politique. Il n'est en fait qu'un outil en réserve aux mains des notables issus des grandes familles bourgeoises qu'ils ne mobilisent qu'occasionnellement

comme élément de pression dans une négociation d'un autre ordre. Il n'affecte pas directement l'action de l'autorité publique urbaine, la municipalité.

Concernant l'époque de construction de l'Etat moderne, les chercheurs voient que le communautarisme est approprié par des acteurs qui veulent s'assurer une place dans l'ordre nouveau, national et urbain. Avec la modernisation, certains acteurs deviennent conscients des grandes potentialités que permet la mobilisation d'une communauté, notamment en termes de nouvelles ressources. Ces ressources sont encore extérieures à l'ordre urbain. C'est le cas des migrants qui n'y ont pas encore des attachements et qui essaient de s'y intégrer. C'est aussi le cas d'alliances potentielles avec des acteurs ancrés dans la montagne et qui deviennent significatifs à l'heure de la construction nationale. Ici le communautarisme est un moyen d'intégration politique des migrants et un ascenseur vers la notabilité nationale pour certains.

Concernant les mouvements communautaires qui apparaissent dans le dernier quart du 20^{ème} siècle, les chercheurs tout en reconnaissant leur impact décisif sur la gouvernance urbaine sont plus réticents à identifier les incidences de cet impact. Les mouvements communautaires naissent d'abord comme des acteurs de contestation plus ou moins radicale. Certains prônent une rupture avec l'Etat, d'autres cherchent à travers leurs mobilisations à s'y intégrer. Toutefois, presque tous tentent à travers l'encadrement de leurs populations le contrôle de certains quartiers de la ville. Ces mouvements agissent sur l'espace urbain à travers la provision des services et la transformation des espaces publics¹¹⁹. Par suite ils deviennent des acteurs incontournables des politiques urbaines et de la gouvernance de la ville. La nature même de leurs politiques territoriales leur impose de traiter avec d'autres acteurs notamment l'Etat et les acteurs de leur territoire. Ils doivent improviser des moyens de négocier avec un Etat moderne qui ne peut reconnaître officiellement leur représentation, ainsi qu'avec des acteurs locaux qu'ils cherchent à gouverner. Les chercheurs pour comprendre l'impact de ce genre de communautarisme sur la gouvernance de la ville privilégient deux entrées d'analyse : l'identification des positions de force à travers l'étude des négociations des projets de l'Etat comme ceux du mouvement, ainsi que les compromis entre les acteurs locaux et le mouvement communautaire à travers l'étude du contrôle des institutions locales.

Les propositions de ces chercheurs sont en fait d'un grand intérêt pour ce travail de thèse. Elles représentent d'excellentes entrées que nous comptons reprendre. En effet, l'entrée municipale nous semble pour différentes raisons une excellente entrée qu'on tentera dans cette thèse d'approfondir. Nous y reviendrons plus loin.

2.5 Communautés et différenciations sociospatiales

¹¹⁹ Voir (Harb, 1996 2004) pour le Hezbollah et les espaces publics de la banlieue sud et (Hadj Ali, 1997) pour le Front Islamique de Salut et les espaces publics à Alger

La spatialisation de la communauté et du communautarisme est un second axe qui domine les travaux sur les communautés à Beyrouth. Ces travaux essaient d'identifier le rapport entre organisation sociale et politique communautaire et organisation urbaine à travers l'étude d'un quartier spécifique ou en proposant une lecture au niveau de toute l'agglomération.

Lier communauté et espace peut paraître assez simple, toutefois, ceci est loin de l'être. Un des indicateurs les plus usités est celui de la concentration résidentielle de ménages appartenant à une certaine communauté dans un certain espace. Cet indicateur peut être assez significatif pour identifier des polarités communautaires. Toutefois il porte plusieurs faiblesses qui peuvent compromettre sa pertinence.

Il y a d'abord la question d'échelle. Si à l'échelle d'un secteur une communauté est dominante, elle peut ne pas l'être dans tous les quartiers et rues de ce secteur. C'est notamment le cas des communautés vivant une relative mixité. Si la communauté sunnite est relativement plus nombreuse à Beyrouth Ouest, elle ne l'est aucunement dans certains de ses quartiers comme Khandaq AIGHamiq ou Hay AILeja.

Une seconde faiblesse découlant de la première questionne la marge démographique qui nous permet de dire qu'un tel espace relève telle communauté. En d'autres termes, quelle proportion des ménages résidant un quartier doivent appartenir à une certaine communauté pour considérer que ce quartier est un espace communautaire se rattachant à cette communauté ? une majorité ? une majorité absolue ? une totalité ?

La délimitation des espaces communautaires est la troisième faiblesse de cet indicateur. En fait, il est relativement difficile de démêler spatialement les espaces communautaires. Dans certains cas des lignes de démarcations ou des espaces désaffectés peuvent se présenter comme des éléments aidant à définir cette délimitation, toutefois dans de nombreux cas l'imbrication est plus complexe et moins évidente à tracer. Ceci pose d'ailleurs une question assez embarrassante au niveau de la cartographie du communautaire. May Davie (2007) s'attaque assez rudement à certains travaux qui tentent de définir des délimitations de territoires communautaires. Si les problèmes de la véracité statistique de telles représentations ainsi que celui de l'échelle territoriale à retenir sont toujours présents quand on s'attaque à un tel exercice, c'est surtout les conclusions qu'on peut retenir qui posent un sérieux problème.

En fait, la différence communautaire des territoires n'impose pas en elle-même des interdépendances ou des ruptures sociales, économiques ou politiques entre ces territoires et leurs acteurs. Comme le précise Beyhum (1991) si l'appartenance à une communauté ne signifie pas des pratiques spatiales et des actions urbaines spécifiques, retenir la communauté comme indice d'intelligibilité de dynamiques territoriales semble totalement improductif. Deux entrées liant

communauté et espace sont retenues dans l'analyse des villes du Machreq¹²⁰ : l'entrée de la culture et celle de la politique.

La communauté comporte dans ses nombreux dénominateurs un héritage culturel plus ou moins spécifique. Cette spécificité pousse certains chercheurs à lui repérer des implications d'ordre spatial. Les travaux de nombreux chercheurs qui traitent de la ville « islamique » sont de cet ordre. Weurlesse et Sauvaget marquent notamment ces travaux en identifiant cette ville à un assemblage inorganique d'espaces communautaires de confessions et d'ethnies souffrant de carences administratives et dont les espaces publics sont totalement érodés par les appropriations communautaires. Weurlesse, concernant les villes du Machreq, voit aussi une opposition entre les villes où les communautés relevant de l'orthodoxie religieuse sont dominantes et leur arrière-pays où se réfugient les autres communautés (M. Davie, 2007). Ces travaux sont contredits ultérieurement par un grand nombre de travaux qui viennent dans la continuité de ceux de Hourani (1968) et qui montrent la forte interdépendance politique des notables urbains de toutes les communautés dans les villes traditionnelles du Machreq, ainsi que ceux de Saïd (1979) sur l'orientalisme comme construction idéologique qui marque la représentation de nombreux chercheurs occidentaux de l'Orient (M. Davie, 2007).

L'usage de l'espace public est un axe où l'articulation du communautaire via son aspect culturel pourrait affecter le spatial et déterminer des différenciations sociospatiales au sein de l'urbain. Toutefois, la mixité communautaire presque totale dans le petit bourg que représente Beyrouth encore au début du 19^{ème} siècle ne laisse pas prétendre à des usages différenciés de l'espace public. À partir de la seconde partie du 19^{ème} siècle l'appropriation de nouvelles mœurs et pratiques culturelles occidentales par la bourgeoisie beyrouthine de toutes les communautés de l'époque fait émerger de nouvelles catégories d'espaces publics sous formes de jardins publics, corniches, cafés modernes que cette bourgeoisie pratique. Concernant le vingtième siècle, la modernisation ne fait que reléguer encore plus au privé l'espace des pratiques communautaires, l'espace public étant dominé de plus en plus par le référentiel occidental. Aujourd'hui il nous semble évident de voir, en gros, une similarité de la pratique de l'espace public par les beyrouthins indépendamment de leurs communautés¹²¹. Toutefois, certaines pratiques communautaires marquent l'espace public.

Dans un travail antérieur (Farah, 2006) nous tentions de délimiter les principales façons par lesquelles une communauté marque un espace. On remarquait alors plusieurs pratiques qu'on peut répertorier comme suit :

- les monuments, statues, fontaines d'eau, mazars¹²² dédiés à la religion

¹²⁰ L'autre nom, plus usité dans les recherches locales, du Levant

¹²¹ Mais peut-être pas de leur statut socioéconomique

¹²² Chez les communautés chrétiennes, la pratique de mettre sur les balcons, entrées d'immeubles, bords de rues des petites statues de saints est assez commune. Ces statues mises d'habitude dans des boîtes ouvertes pour les protéger des intempéries s'appellent des mazars. Il est commun de voir des bougies allumées ou des fleurs entretenues par la personne qui crée ce mazar ou par les habitants du quartier

- l'affichage sous la forme de posters invitant à une occasion religieuse, une effigie d'un saint ou d'un symbole religieux
- les processions religieuses dans l'espace public
- la mise en place de tentes temporaires, comme pour l'occasion de l'Achoura dans la communauté chiite¹²³
- la mise en place de décorations pour les fêtes religieuses dans l'espace public. Toutefois, cet indicateur peut ne pas émaner de pratiques communautaires mais de logiques commerciales notamment dans les souks
- la toponymie en donnant à un lieu une appellation ayant une connotation communautaire
- le son de la prière qui parfois même est relayé par des haut-parleurs dans les quartiers loin des bâtiments de prière.

Il faut toutefois noter que ces pratiques qui peuvent se faire dans l'espace public ne sont pas forcément causes de différenciations sociospatiales et de démarcation. En effet, certains espaces peuvent même connaître des pratiques différentes se rapportant à des communautés différentes à des moments différents. La forme, la taille, l'accessibilité, l'usage quotidien et le statut symbolique sont d'importants éléments qui cautionnent ensemble l'exclusivité ou la pluralité d'usage d'un espace public. Toutefois, au-delà de ces éléments, c'est notamment l'emplacement de cet espace public par rapport aux territorialités communautaires imaginées par la population, à la base des cartes mentales que se fait celle-ci de sa ville, qui définit l'usage communautaire d'un espace public à Beyrouth.

Ces territorialités imaginées ont leur source dans deux éléments : une lecture de l'histoire et de la politique. Le patrimoine représente pour une communauté un ancrage incontestable qui la lie à un territoire. Ce patrimoine n'est pas forcément religieux, ni permanent, ni ancien, il suffit qu'il soit historique, dans le sens où il a marqué ou été marqué par l'histoire de la communauté. Le politique, dans le sens de la mobilisation communautaire politique, définit des « alliés » et des « ennemis » à la communauté, et les quartiers de la ville deviennent perçus comme appartenant aux autres communautés.

Si la communauté ne semble pas en tant que telle un élément de la différenciation sociospatiale à Beyrouth, le communautarisme par contre l'est certainement.

2.6 Communautarisme et différenciation sociospatiale.

Comment le communautarisme affecte la différenciation sociospatiale et réciproquement ? Certains auteurs ont tenté de répondre à cette question concernant Beyrouth.

¹²³ Des rassemblements pour la prière et l'assistance à la lecture de la bataille de Karbala qui oppose les fidèles de l'Imam Hussein, grande figure du chiisme à l'armée de Yazid bin Mouawiyah le calife omeyyade sunnite au septième siècle

Il y a d'abord ceux comme Beyhum (1991) et M.F. Davie (1992, 1994) qui tentent de déchiffrer les grandes logiques derrière les processus de différenciations sociospatiales au niveau de toute la ville. Les travaux des deux auteurs se concentrent notamment sur la période de la guerre civile. La guerre civile est le moment fondateur d'un nouvel ordre urbain, celui de la territorialité et de la ségrégation pour Beyhum, celui de la fragmentation pour M.F. Davie. De même les deux auteurs traitent de l'évolution des espaces publics pendant cette guerre comme révélateur de cet ordre urbain et ses limites. Le communautarisme, notamment à travers son aspect mouvements communautaires, est mobilisé pour l'explication.

Pour Beyhum, la territorialité qui marque l'ordre urbain de la guerre est un système politico-territorial qui succède à deux autres systèmes qui marquent l'histoire de Beyrouth : la citadinité et la citoyenneté. Beyhum lie ainsi trois systèmes politiques – se rapportant à trois époques différentes, chacune ayant son type d'acteur urbain dominant – à trois ordres territoriaux où les espaces publics jouent des rôles différents. En bref :

- À l'époque ottomane qui voit l'émergence de Beyrouth comme un important port régional, c'est le système de la citadinité qui régit l'espace politique de la ville. La gouvernance de la ville se construit à travers une pratique de négoce entre différents notables représentant, entre autres, leurs communautés. Les espaces publics sont avant tout des espaces de commerces où les rapports entre les communautés sont celles de réciprocité.
- À l'époque mandataire et après l'indépendance et la construction de l'Etat national libanais, c'est la citoyenneté qui s'impose comme référence de la réorganisation de l'espace politique. Son implication sur la gouvernance de la ville est notamment la dépossession des notables Beyrouthin des politiques de la ville qui sont régis dorénavant au niveau national par la bureaucratie étatique et les grands zaïms communautaires. Les espaces publics deviennent ainsi des espaces de pouvoir, de domination par les acteurs les plus puissants au niveau de l'Etat, dont notamment les zaïms communautaires maronites.
- Avec la guerre civile la territorialité devient le système de référence de l'organisation sociospatiale. Elle correspond à l'émergence de nouveaux acteurs et les mouvements communautaires organisés ayant leurs bureaucraties et leurs milices. La gouvernance de la ville en tant que telle n'existe plus. On est dans des logiques de gouvernement de territoires par des mouvements communautaires¹²⁴ ; dans un système de gouvernance de la guerre civile elle-même qui imbrique les échelles locales, nationales et régionales. Dans

¹²⁴ Si des partis laïques comme le Parti Syrien Nationaliste Social et le Parti Communiste contrôlent durant certaines phases de la guerre des territoires urbains réduits notamment à Ras Beyrouth, en fait leur stratégie oscille entre deux logiques. D'un côté comme les autres groupes ils tentent la construction de leurs propres territorialités, d'un autre côté minoritaires mais présents dans toutes les communautés et les territoires communautaires ils sont forcés de contester l'ordre ségrégatif que produit cette territorialité de guerre

ce système les espaces publics, par opposition aux espaces communautaires deviennent le synonyme de l'insécurité et de la ségrégation communautaire.

Pour Beyhum, l'établissement de l'ordre de la territorialité, au niveau de toute la ville réside dans le passage d'une logique de différenciation sociospatiale bâtie sur la marginalisation vers une autre basée sur la ségrégation. En fait Beyhum définit à Beyrouth quatre espaces concentriques :

- Le centre-ville qui représente la centralité majeure au niveau de la ville d'avant-guerre, c'est l'espace public par excellence, celui du commerce et de la mixité
- Le Beyrouth municipale, le Beyrouth du 19^{ème} siècle, qui représente le Beyrouth de la notabilité beyrouthine traditionnelle dans ses compromis et ses tensions
- Les banlieues qui représentent avant la guerre, l'espace de la grande immigration, de l'industrie, des mouvements communautaires
- Les périphéries qui représentent l'espace de l'Etat où il tente de redéfinir l'espace en implantant des grandes administrations, ministères et équipements, et où sa bureaucratie est incontestablement le premier acteur de l'organisation spatiale. Les périphéries plus lointaines sont l'espace de contrôle des zaïms nationaux qui transforment ces espaces encore semi-ruraux en des baroneries locales qu'ils contrôlent via leur accès au pouvoir central.

Dans l'avant-guerre, la grande coupure qui marque Beyrouth n'est pas encore la ligne de démarcation séparant un Beyrouth-Ouest « musulman » d'un Beyrouth-Est « chrétien ». C'est une toute autre ligne en forme d'arc d'est en ouest séparant Beyrouth-municipale des banlieues et périphéries qui est la ligne de fracture dominante de la ville. Cette ligne qui présente un coupure dans le tissu urbain représente aussi une coupure dans le système urbain beyrouthin. C'est pratiquement sur cette ligne que se met en place la longue ligne de bidonvilles de différentes tailles et populations qui ceinture la ville. Elle prend l'appellation « ceinture de misère » dans les travaux de certains auteurs de l'avant-guerre, notamment Bourgey et Pharès (1973), qui étudient ces bidonvilles¹²⁵. Ces auteurs sont en fait influencés par les travaux de la marginalisation urbaine de l'Amérique Latine. Ils voient ainsi le développement d'un espace sous-intégré à la marge de la ville à traiter.

On peut émettre deux remarques qui nous semblent intéressantes par rapport à ces travaux. D'une part l'analyse est avant tout socioéconomique. En fait, même s'ils prennent en considération l'aspect communautaire dans leur travaux notamment dans leurs statistiques, ils ne présentent jamais le communautaire comme un élément explicatif. D'autre part, pour ces auteurs, les banlieues sont une entité à part, extérieure encore à Beyrouth, mais qui cherche à s'y intégrer. Le Beyrouth proprement dit se résume au Beyrouth municipale. Pour Beyhum, qui écrit après presque deux décennies marquées par la guerre, le communautarisme est devenu une entrée

¹²⁵ Appelés Tanakés

incontournable et la représentation de l'espace beyrouthin comprend des espaces lointains dans les périphéries. En fait, la guerre en elle-même rend les espaces des banlieues et des périphéries l'espace significatif de la recherche urbaine, alors que dans l'avant-guerre c'est Beyrouth municipale qui est considéré comme le vrai espace urbain. La guerre laisse penser en fait, que la ville, la vraie, où se jouent les grands enjeux, c'est bien les banlieues et les périphéries, le centre n'évoluant presque pas depuis les premières années de la guerre.

Beyhum trouve que la nouvelle ligne de démarcation – qui n'a pas d'assise avant la guerre, puisque le dispersement communautaire en ville est en « peau de léopard » - devient un des éléments structurants de l'espace urbain de la guerre. En fait elle disperse la centralité, en créant pendant un certain temps une pseudo-bicentration imposée qui finit elle-même par éclater en un émiettement de micros-réduits territoriaux contrôlés par des petits mouvements communautaires. D'autre part, cette ligne de démarcation force la réorganisation de la circulation comme la réorganisation et le parasitage des services urbains de toutes sortes. Elle est l'expression extrême de la logique de différenciation sociospatiale qui régit toute la ville : « La ville se présente dorénavant comme lieu où s'additionnement des liens, des communautés, des identités qui s'affrontent dans le sang. C'est dire que les lieux de l'urbain perdent leur efficacité en tant qu'espaces de rapports sociaux, de relations de sociabilités. La ville n'est plus point de contact et d'interaction, elle est devenue lieu de la frontière. La ségrégation est la notion forte qui remplace celle du voisinage ou de l'interaction ou de la compétition. »

Il nous semble que si Beyhum en 1991 utilise le terme ségrégation pour parler de ce processus de différenciation sociospatiale, c'est que le concept de fragmentation n'a pas encore fait son entrée dans les sciences urbaines à l'époque. Reste que les logiques qu'il avance comme dominant l'espace urbain à Beyrouth sont plus du registre de la fragmentation que celui de la ségrégation. En effet, nous sommes dans une situation

- où la centralité n'est plus – en fait Beyhum parle même d'émiettement territorial
- où les lignes de démarcation presque étanches se multiplient avec la complexification du conflit
- et où l'espace public n'existe plus si ce n'est comme le symbole même de l'insécurité.

Beyhum voit dans la reconstruction une opportunité pour rééquilibrer ce système de territorialités antagonistes qui est en train de faire éclater la ville : « nous avons essayé de démontrer dans notre chapitre sur le mouvement, la mobilité et la mobilisation, comment ces identités [communautaires] s'étaient reconstruites dans la « nomadisation » pour devenir des « identités de combat », peut-être la fixité de la guerre peut mener à l'éclatement de la territorialité au profit d'une nouvelle citadinité ». Toutefois, Beyhum pense que l'action publique est centrale à ce retour. L'entrée principale est dans le retour de la centralité, un retour qui doit se matérialiser par le retour des espaces publics centraux, les espaces de commerces et d'échanges.

M.F. Davie (1994) en commentant les premières années de l'après-guerre voit que le retour du centre est loin de présenter « le sommet d'une pyramide hiérarchique de fonctions urbaines, mais simplement le lieu de la gestion d'un secteur économique particulier ». Il ne peut en vérité jouer un rôle réel dans la restructuration de l'espace urbain issu de la guerre. En fait, les jeux sont en train d'être faits ailleurs : dans les banlieues. Pour M.F. Davie, les banlieues de Beyrouth sont à la sortie de la guerre un espace très dynamique où se multiplient les projets économiques et où se concentre la moitié de la population du pays. Toutefois c'est aussi un espace en crise. Un espace qui se développe sans aucune contrainte, aucune planification ou projet urbain de la part des acteurs de l'Etat. C'est un espace produit par des acteurs individuels et des groupes sans synchronisation ou concertation. En fait c'est l'espace de la fragmentation.

Pour M.F. Davie, « les banlieues de Beyrouth sont des espaces amorphes, non structurées entre elles et surtout désarticulées par rapport à la ville ». Elles représentent un cas typique de fragmentation :

- « On ne retrouve pas, par exemple, le modèle des auréoles concentriques autour d'un centre urbain; ni même celui des auréoles sectorisées homogènes; ni même des espaces fonctionnels hiérarchisés autour de centres-relais »
- « chaque banlieue s'est constituée en espace fortement autonomisé, ayant chacun son espace à fonctions centrales, ses auréoles grossièrement structurées, ses articulations à la voie principale de circulation. Cependant, dans le détail, ces espaces aussi sont ceux de la mise en place de fonctions qui ne répondent à aucune logique de groupe ou de cadre urbain. »
- « Entre une banlieue et une autre, aucune hiérarchie de fonctions, aucune complémentarité; toutes les fonctions -- hormis celles de l'État -- sont présentes, et on ne pratique que celles de "son" quartier. »
- « les périphéries de la ville ont intégré le centre dans leur espace et logiques propres, chacun de part et d'autre de la ligne de démarcation. »

Il est intéressant de noter que M.F. Davie (1994) présente ces attributs de la fragmentation avant même l'article de Dear et Flusty (1998) sur le « postmodern urbanism » définissant trois caractéristiques du processus de fragmentation urbaine basées sur les dynamiques territoriales des villes : absence de centralité, des périphéries autonomes se développant indépendamment des espaces centraux, l'annexion du centre par les périphéries. Même le rapport à la mondialisation qui domine l'analyse de Dear et Flusty est présent dans cet article de M.F. Davie sur Beyrouth : « On pourra, par exemple, trouver un noyau de boutiques de luxe dans un quartier résidentiel, à l'écart de toute route passante, dans un lotissement très récent; elles n'ont aucune fonction de proximité, ne répondent à aucune demande.» Ceci est lié selon M.F. Davie à un surplus d'argent notamment de remises d'expatriés à leurs familles contribuant encore plus à l'émiettement de l'espace urbain, en l'absence de toute centralité.

Concernant le point de départ de ce processus de fragmentation M.F. Davie suit Beyhum et l'associe aux effets de la guerre. Dans divers articles (1991, 1992, 1994) il présente les différentes conséquences de la guerre sur la mutation de l'espace de la ville et son fonctionnement menant à l'établissement d'un processus de fragmentation urbaine toujours en place. La logique centrale est celle de la mobilisation politique des communautés sous la houlette des mouvements communautaires et la construction de sa territorialité à travers :

- la délimitation de territoires qu'il appelle idéologiques dont les mouvements communautaires contrôlent l'accès des personnes et des biens, excluant ceux qui appartiennent à d'autres communautés ainsi qu'à ceux qui leur sont opposés idéologiquement dans leur propre communauté ;
- La redéfinition de nouvelles centralités autour des instances de ces mouvements qui deviennent les vrais sièges de pouvoir dans ces territoires ;
- La mise en place de nouveaux équipements (ports, aérodromes...) ;
- La réorganisation des services urbains ;
- La réorganisation de l'économie à travers l'encouragement de nouvelles centralités économiques dans leur territoire ;
- Le contrôle de l'espace public à travers la présence milicienne sous forme de check points, l'affichage dans cet espace et surtout son quadrillage par tout un répertoire de sémiotique partisane et communautaire, notamment, les statues, les effigies et les monuments.

Le communautarisme est en fait dans les travaux de M.F. Davie et Beyhum la logique par excellence de la fragmentation spatiale. M.F. Davie (1994) fait toutefois, une différenciation entre des cas où le manque d'espace, de capitaux, d'idéologie commune mène certains territoires à une fragmentation plus forte et une autre situation où leurs présences peuvent mener à l'émergence d'un territoire très organisé avec une forte centralité émergente qui hiérarchise le territoire comme le cas de « l'enclave chrétienne » des Forces Libanaises¹²⁶.

Toutefois, même pendant la guerre le communautarisme est loin d'être le seul facteur contribuant aux processus de fragmentation territoriale. « Les autorités de fait ont développé une politique de 'laissez faire' très libérale, qui s'inscrit dans la droite ligne de celle menée par l'Etat depuis les années 1960, tout en vérifiant que les principes communautaires préconisés par l'idéologie en place soient respectés, notamment à travers les contrôles effectués sur l'administration foncière. [...] Il apparaît alors une nouvelle bourgeoisie dont le pouvoir économique est directement issu de son statut politique. Autour de cette nouvelle élite économique gravite un ensemble d'autres acteurs liés au secteur de l'immobilier. Ainsi, les entreprises du bâtiment, les architectes, les bureaux d'études, les petits propriétaires fonciers ou les agences immobilières, s'ils

¹²⁶ Pour une bonne partie des années 80 la seule milice et force politique contrôlant Beyrouth-Est après qu'elle en ait chassé ou détruit toute résistance à sa hégémonie et programme politique

n'appartiennent pas directement à cette bourgeoisie, dépendent directement de sa capacité financière à bâtir de nouveaux projets » (Durand, 1995).

Si ces acteurs sont liés d'une façon ou d'une autre à la logique communautariste, on ne peut réduire l'analyse à cette dimension. En fait, si dans les cas des Forces Libanaises et de leur territorialité à Beyrouth-Est, par exemple, leur contribution est essentielle à l'émergence de la centralité Jounié-Kaslik, ce n'est pas pour autant que ces acteurs suivent une idéologie mais plutôt un marché. En fait, comme on voit dans l'après-guerre certains contribuent au projet de reconstruction de Rafic Hariri remettant en question cette centralité. D'autres même contribuent à la reconstruction de la banlieue sud dans le projet Waed du Hezbollah après la guerre de 2006. Le communautarisme n'est pas forcément l'horizon de ces acteurs économiques. Il n'est pas non plus – bien qu'il soit le plus dominant – la seule logique qui domine les processus territoriaux de la guerre. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

Si le communautarisme marque en profondeur les dynamiques territoriales de la guerre, qu'en est-il de l'après-guerre ?

Comme on a dit plus haut, M.F. Davie voit en 1994 que le communautarisme est encore la principale logique qui domine les processus territoriaux des premières années de l'après-guerre. Ceci est confirmé par les travaux sur la banlieue sud.

Ces travaux s'accordent sur l'importance des acteurs communautaires, notamment le Hezbollah dans la production des différenciations sociospatiales dans la banlieue sud. Ainsi Harb (1996) en se basant aussi sur une analyse via l'affichage essaie de définir les zones d'influence du Hezbollah, celles d'Amal et leur imbrication dans cette banlieue. Ces délimitations de territoires de contrôle politique si elles sont repérables dans l'espace ils n'ont pas d'effet sur les interdépendances, en termes économiques, sociaux et de mobilité à l'intérieur de la banlieue sud. Les travaux de Harb (1996, 2005) montrent bien que dans l'après-guerre la gouvernance des politiques urbaines dans cette banlieue gagne en complexité et on s'éloigne de plus en plus des modèles de la guerre.

Par contre, le communautarisme est toujours une importante logique influant les interdépendances territoriales et l'organisation des espaces « frontaliers » entre territoires communautaires. Ainsi Bou Akar (2005) montre les stratégies aussi bien du PSP druze et du Hezbollah chiite vis-à-vis la zone frontalière de Sahret Choueifet entre la ville à dominante druze de Choueifet et la banlieue sud, et ce que cela peut impliquer en termes d'interdépendances et de rupture. De même, Minier (2000) montre des logiques similaires concernant la plaine de Hadath entre la commune à dominance maronite de Hadath et la banlieue sud. Ce qui est d'ailleurs intéressant dans le cas de Minier, c'est qu'en l'absence des mouvements communautaires chrétiens¹²⁷ ce sont les notables locaux via la municipalité qui sont à la tête de la mobilisation

¹²⁷ temporairement hors du champ politique

communautaire. Ainsi on peut observer des pressions pour arrêt de vente à des personnes de la communauté chiite, ou encore la mise par la municipalité de coefficients d'exploitation du sol très réduits pour dissuader toute construction, assurant ainsi une zone tampon avec la banlieue sud.

Toutefois, l'après-guerre ramène un chantier massif de reconstruction piloté par les gouvernements de Rafic Hariri axé sur l'émergence d'une centralité économique ouverte à la globalisation et la mise en place d'une importante infrastructure routière qui sert à désenclaver les différents territoires idéologiques dans les banlieues et périphéries. On a ainsi un projet de métropolisation centré sur le centre-ville en reconstruction, défendu par l'Etat ainsi que d'importants cercles économiques liés à la personne du premier ministre Hariri.

D'autre part, la levée des check points et autres formes de délimitations entre les territoires idéologiques de la guerre et l'ouverture de toute la ville à la libre circulation des personnes et des biens, ainsi qu'un renforcement de l'ouverture du Liban à la globalisation, voient des nouveaux usages et pratiques de la ville qui remettent en question les cloisonnements du communautarisme. De nombreux travaux tentent d'étudier ces pratiques aussi éparses et différentes que l'usage des espaces publics tels la corniche, le centre-ville ou le bois des pins, les pratiques des espaces de la nuit rue Monot ou à Gémayzé ou encore les pratiques des travailleurs migrants à Dora et Bourj Hammoud notamment le dimanche. Ces pratiques relèvent de nouvelles logiques individualistes et communautaires non liées au communautarisme des territoires idéologiques.

M.F. Davie dans un article de 2007, assimile ces logiques à un certain postmodernisme non encore assumé en tant que tel par ses acteurs. Il tente même de définir une certaine territorialité à ce postmodernisme qu'il trouve dans la banane bleue de Beyrouth¹²⁸. Cette banane qui va de Dbayé dans la banlieue nord, longe le littoral pour arriver à Bourj hammoud, fait un détour du côté de Sin El Fil, Furn El Chebbak et Chiyah avant de rejoindre Corniche El Mazraa, Verdun et Hamra. C'est la nouvelle centralité de l'agglomération et là où une nouvelle urbanité est en train de se redéfinir. C'est selon M.F. Davie la zone de concentration des principaux espaces économiques et de bureaux de la ville, elle est habitée par une population où dominant les jeunes ménages de la classe moyenne dont une grande partie est ouverte sur l'économie et la culture de la globalisation, régie par des municipalités. Le centre-ville est considéré comme relevant d'une construction autoritaire par un acteur privé, et les autres espaces de la ville comme relevant de territoires idéologiques communautaires. Nous pensons que ce que présente M.F. Davie dans cet article – bien que ça semble relever plus d'une hypothèse qu'un modèle élaboré – est une entrée assez intéressante pour saisir la territorialisation d'un phénomène aussi complexe où s'entrecourent pratiques individuelles et communautaires.

A tout cela on doit ajouter le retour des municipalités, dont on a parlé plus haut, ainsi qu'une vie associative locale effervescente dans certains quartiers de la ville comme des nouvelles données

¹²⁸ En un clin d'œil à la banane bleue européenne

qui complexifient la situation politique et territoriale de l'après-guerre. En fait, on peut voir l'émergence – sinon le retour – d'un autre type de territorialité, la localité. La localité en tant que territoire et en tant qu'espace politique qui promet de nouvelles articulations entre territoires communautaires et territoires locaux, qui sans doute a des conséquences sur les processus territoriaux, notamment ceux en rapport aux différenciations sociospatiales. Tout un champ à explorer.

3 Nouvelles pistes, questions et hypothèses

Après cette revue d'une importante partie de la littérature scientifique sur Beyrouth, nous pensons ici émettre quelques questions et hypothèses – portées sur l'articulation entre les registres de la différenciation, de la spatialité et du pouvoir – qui guideront l'évolution de ce travail de thèse.

3.1 Et si la périphérie n'a jamais connu de centre ?

Nous pensons que les modélisations de l'espace beyrouthin que proposent Bourgey, Beyhum et M.F. Davie sont très intéressants pour notre travail. En fait, ils questionnent sous différents angles les rapports entre les champs politiques, économiques et spatiaux. Ils cherchent à comprendre les rapports des centralités dans leur disfonctionnement (Bourgey), leur disparition (Beyhum) et leurs reformulations via le communautarisme ou la globalisation (M.F. Davie). C'est à travers la centralité qu'ils définissent le fonctionnement des espaces de l'urbain.

Toutefois, nous nous permettons ici de formuler quelques critiques en relayant une autre hypothèse. En fait, ces trois auteurs conçoivent l'histoire de Beyrouth comme celle d'une centralité historique qui sous la dynamique de la modernisation émerge et s'étale pour englober des petits bourgs et villages ruraux en les incorporant à la dynamique de la ville. C'est le dysfonctionnement de l'économie libérale et le communautarisme ensuite qui rejettent des gens à la marge de ce système d'intégration urbaine ou le détruit totalement. Le rétablissement d'une métropole ne peut se faire que via la réémergence de cette centralité citadine qu'elle soit moderne ou postmoderne, dans le centre ou dans une banane bleue.

Il nous semble que ces auteurs donnent trop de poids à la centralité historique de Beyrouth et très peu aux réalités historiques présentes dans ses périphéries et banlieues actuelles. Nous soutenons ici que c'est moins le communautarisme que l'existence de solides espaces politiques locaux traditionnels, et des économies locales indépendantes de Beyrouth, bien en amont du siècle dernier qui établissent dans certaines de ces banlieues des processus de fragmentation urbaine. La fragmentation urbaine serait ainsi, pour partie, antérieure à la guerre. Nous sommes aussi tentés

de penser que l'agglomération beyrouthine connaît dans son histoire simultanément différents processus de différenciation sociospatiale et cela dans des espaces différents.

Tracer l'évolution des interdépendances dans et de la périphérie à partir de son histoire propre peut corriger une perspective qui semble biaiser la lecture de l'évolution territoriale ainsi que les interdépendances des banlieues aujourd'hui. D'autre part, il nous semble que la prise en considération des implications de la gouvernance municipale – notamment à travers ses actions urbaines, les représentations territoriales qu'elle véhicule ainsi que l'espace politique qu'elle fait émerger à travers l'implication des différents acteurs – sur les interdépendances territoriales va dans le même sens.

Ceci nous mène à une première série de questions de recherche pour cette thèse :

1. Quelle est la généalogie des différenciations sociospatiales à l'œuvre dans les banlieues de Beyrouth ?
2. À quand remontent-elles ? sont-elles le produit de la globalisation, de la modernisation ou d'organisations sociales et spatiales plus anciennes ?
3. Plus spécifiquement quel est l'impact de l'économie ainsi que de la gouvernance urbaine sur leur développement ?
4. Si ces différenciations ont des origines multiples comment s'articulent-elles ?

3.2 Communautés, localités et gouvernances municipales

La gouvernance, notamment municipale, est le second axe d'intérêt de cette thèse. Nous cherchons en fait à comprendre comment dans une situation de fortes différenciations sociospatiales, s'articule l'espace politique local ?

En fait, Beyrouth aujourd'hui est une agglomération géante comprenant des dizaines de municipalités. Ces municipalités connaissent un retour en 1998 après 34 ans d'arrêt d'élections. Leurs conseils municipaux sont élus parmi les personnes inscrites dans les registres municipaux. Les inscrits sur le registre peuvent ne représenter qu'une fraction de la population résidente. La majorité de cette dernière préfère continuer à participer aux élections dans les villages d'origine où elle maintient de solides réseaux sociaux et où pour une grande partie est propriétaire terrienne. D'autre part, les formalités pour changer de registre sont assez dissuasives. On est dans une situation où la géographie du vote ne colle pas à la géographie réelle des habitants. Cette situation fait que les municipalités sont contrôlées pour une bonne partie par des notables et des représentants de clans familiaux inscrits.

En même temps, l'agglomération beyrouthine reste pour les mouvements communautaires ainsi que pour les zaïms communautaires traditionnels un espace stratégique à contrôler. Certains y ont

des territorialisations bien établies comme le Hezbollah et l'Amal chiites dans la banlieue sud, le Parti Socialiste Progressiste druze à Choueïfet et dans la périphérie beyrouthine lointaine dans le Gharb et le Chouf, et le mouvement du Futur sunnite d'Hariri dans différents quartiers où cette communauté est fortement majoritaire à Beyrouth Ouest notamment Tariq Jdidé. D'autres comme les Forces Libanaises et le Courant Patriotique Libre chrétiens tentent, après leur retour en force en 2005¹²⁹ de s'imposer dans divers quartiers où les communautés chrétiennes sont dominantes.

Ces différents acteurs communautaires nationaux cherchent dès 1998 à investir les municipalités et à créer ou à contrôler des unions municipales. C'est ainsi que différentes formes d'entente et de confrontation entre acteurs locaux, notamment clans familiaux, et mouvements communautaires régissent la mise en place de listes électorales et de conseils municipaux. En fait les municipalités sont un enjeu central pour tous ces acteurs. C'est à travers les municipalités que les acteurs communautaires légitiment leur représentativité en ville et que les acteurs locaux trouvent leur place sur l'échiquier politique. D'autre part, les municipalités sont des ressources stratégiques pour agir sur l'urbain. Elles sont, surtout les plus riches d'entre elles, d'importants producteurs d'équipements, d'espaces publics et de services de toutes sortes.

En 2001, le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) publie un cahier intitulé « municipalités et pouvoirs locaux au Liban » dirigé par Agnès Favier. Son ambition est de produire un état des lieux du rétablissement des municipalités et ses conséquences « en posant la question de la démocratie locale en relation avec le communautarisme, élément central de la configuration politique libanaise ». Il pose une question qui est de très haute signification pour ce travail de thèse. En bref, une question qui est en quelque sorte assez simple, et qu'on formulerait comme suit – bien que les auteurs n'utilisent pas ces termes : la municipalité peut-elle représenter un « contre-pouvoir » face à la communauté et devenir un « creuset de citoyenneté »¹³⁰?

La réponse à cette question vient sous la plume de Nabil Beyhum dans la première partie où il écrit : « S'il s'agit de dire que les municipalités ne sont pas des pouvoirs locaux [...] n'ayant qu'un poids institutionnel réduit, elles n'apportent aucune modification au rapport de forces aux formes de solidarités et de concurrence, aux itinéraires individuels. Mais si la question est celle de mesurer ce qui a bougé dans la société, l'accent pourra être mis sur les contradictions qui ont permis à la question des élections municipales d'être posée, sur les luttes qui ont précédé et suivi ces élections, sur la reformulation du cadre local qui passe de celui d'un territoire ou d'un sous-territoire communautaire à celui d'une localité, sur le cadre politique et institutionnel dans lequel l'événement a eu lieu, sur une infime mais néanmoins intéressante recomposition de la société et des espaces dont la renaissance des municipalités est à la fois l'effet et l'indice, parfois même le

¹²⁹ Leurs leaders respectifs Samir Geagea sort de prison amnistié par le parlement en 2005 après 11 ans, et le général Aoun rentre après 15 ans d'exil en France.

¹³⁰ comme beaucoup l'espèrent lors des mobilisations de la société civile pour le retour des élections municipales

point de départ. Dans ce sens, les pouvoirs locaux ne peuvent être compris seulement comme un horizon inaccessible des municipalités, mais comme l'émergence d'un relais jusqu'alors inexistant des stratégies de pouvoir, du développement économique et de la culture politique. »

Les études de cas, notamment ceux des municipalités dans l'agglomération beyrouthine¹³¹ dans le même document, sont très intéressantes pour notre travail. Elles décrivent la difficulté pour les acteurs communautaires d'articuler territorialisations communautaires et logiques locales ainsi que pour les acteurs locaux d'articuler construction d'un territoire local et logiques communautaires. Toutefois, il est remarquable que pour la majorité des municipalités dans les banlieues de Beyrouth on note que sur trois élections consécutives¹³² la majorité des équipes municipales se maintiennent avec des changements relatifs mineurs.

On voit ainsi ici se dégager un second ensemble de questions:

1. Comment, dans la complexité des articulations qu'impose la présence de puissants mouvements communautaires, de clans familiaux bien établis au niveau local et une société civile effervescente, les équipes municipales dans les banlieues de Beyrouth arrivent-elles à se maintenir ?
2. Quelles sont les implications de cette stabilité sur les gouvernances municipales et plus particulièrement sur les politiques urbaines de ces municipalités ?
3. Quelles sont les implications de ces gouvernances municipales sur la gouvernance de l'agglomération Beyrouthine ? Quels enjeux mobilisent la constitution des unions municipales dans ce contexte ?
4. Quelles implications des gouvernances municipales aujourd'hui dans les banlieues de Beyrouth sur l'articulation des différenciations sociospatiales dans celles-ci ?

¹³¹ Trois articles dans le même livre traitent de quatre municipalités de l'agglomération beyrouthine. Un article de Carla Eddé décrit à travers une description historique la dépossession politique de la municipalité de Beyrouth, espace politique historique de la notabilité beyrouthine, au profit du renforcement du pouvoir du gouverneur de la ville nommé par le pouvoir central. Les deux autres articles de Mona Harb et de Tristan Khayat couvrent la situation de trois municipalités dans les banlieues de Beyrouth, dont deux dans la banlieues sud, contrôlées par le Hezbollah, Ghobeiri et Bourj El Barajné, et une dans la banlieue est, contrôlée par le parti arménien Tachnak. L'article de Harb compare la situation des deux municipalités de la banlieue sud mais qui présentent des rapports de forces différents au sein du conseil municipal entre représentants du parti et ceux des clans politiques locaux. L'autre article rapporte les rapports complexes entre municipalité, parti communautaire et Etat central. Elle montre comment une municipalité peut payer les frais des jeux de pouvoir sur le niveau national, à travers les négociations concernant le passage d'une autoroute qui vient couper le tissu dense rasant des immeubles et coupant la commune en deux.

¹³² Le mandat municipal est de six ans

IV. Projet de recherche et plan de thèse

1 Le projet de recherche

Dans cette thèse, nous cherchons à interroger les gouvernances municipales dans le contexte spécifique des banlieues de Beyrouth – où d'importants processus de différenciation sociospatiale sont à l'œuvre – la municipalité étant l'épicentre de l'espace politique local, le lieu de la construction de la localité et son articulation au communautaire et au métropolitain.

Nous cherchons, d'une part, à comprendre l'évolution historique des processus de différenciation sociospatiale dans leur articulation à l'espace politique local dans ces banlieues. Nous nous intéressons d'autre part, aux différentes techniques de gouvernance mobilisées par les principaux acteurs locaux, notamment l'équipe municipale, pour intégrer les différents acteurs locaux dans leur conception de la localité et son articulation à des représentations de la communauté et du territoire lors de sa construction.

Nous défendons ici trois hypothèses centrales à ce travail de thèse :

1. Si incontestablement des dynamiques induites de la globalisation affectent les différenciations sociospatiales dans l'espace beyrouthin, nous pensons que l'héritage d'un temps long dans ses dimensions politiques et économiques pèse encore fortement sur ces différenciations dans les banlieues de Beyrouth.
2. La gouvernance locale et la spécialisation économique sont déterminantes dans la définition de trajectoires territoriales différentes entre les entités sociospatiales de ces banlieues.
3. La stabilisation du régime municipal est aujourd'hui la rationalité qui domine l'action municipale. Elle est déterminante de la gouvernance locale dans chaque commune et par suite consubstantielle de l'évolution des différenciations sociospatiales dans ces banlieues.

2 Deux cadres d'analyse

Nous proposons ici deux cadres d'analyse qui nous serviront pour discuter ces hypothèses : l'analyse diachronique et l'analyse synchronique.

2.1 L'analyse diachronique

Nous entendons la différenciation sociospatiale comme une logique dynamique qui instaure et accentue des différences entre des entités sociospatiales. Par suite l'identification des différenciations sociospatiales en œuvre ne peut se résumer à la constatation de la juxtaposition statique entre des fragments urbains autonomes.

Ainsi, nous ne pensons pas que la compréhension de la différenciation sociospatiale peut être déduite de l'identification topographique¹³³ des entités sociospatiales ni d'ailleurs à partir de l'identification des différences sociales – statistiquement repérables – ou spatiales (murs, autoroutes...) entre deux entités juxtaposées. Ces méthodes descriptives laissent en fait présumer deux postulats que nous contestons et qui brouillent l'analyse: d'une part que la différence sociale est en tant que telle source de différenciation sociospatiale et d'autre part que les relations et les interdépendances se font d'abord avec l'espace le plus proche.

Comme il a été discuté dans le chapitre précédent concernant les communautés à Beyrouth, la différence communautaire en tant que telle est loin d'être la cause de la différenciation sociospatiale. Et d'autre part les travaux sur la globalisation et la fragmentation ont bien démontré que des interdépendances complexes peuvent se mettre en place entre des lieux bien lointains. Ainsi, comment saisir et représenter les entités sociospatiales ?

Dans le chapitre II, c'est surtout la nature et l'intensité des interdépendances entre différentes entités sociospatiales qui se sont avérées centrales dans l'identification de ces processus d'après les divers concepts les modélisant et expliquant. Ces entités comme leurs interdépendances sont de natures diverses.

Pour identifier ces processus nous proposons de partir d'une analyse diachronique afin d'expliquer leur constitution. Elle nous offre une grille d'analyse pour questionner et vérifier la première hypothèse, mais aussi la seconde hypothèse dans sa dimension historique. En effet, l'analyse diachronique repose sur le repérage à travers le temps de constantes et de variables qui aident à expliquer la raison d'être d'un certain phénomène. Dans notre cas il s'agirait des différenciations sociospatiales et leur développement dans les banlieues de Beyrouth.

Pour procéder à cette analyse nous introduisons ici deux concepts qui nous permettront d'un côté d'expliquer l'émergence d'entités sociospatiales et de l'autre de questionner leur évolution ainsi que celles de leurs interdépendances à travers le temps: la territorialité et les grands systèmes.

2.1.1 La territorialité

La territorialité est ce qui fait « territoire ». L'évolution de ce concept est consubstantielle à celle du concept de territoire qui est beaucoup plus documenté.

Le terme territoire est assez ancien, on peut l'apparenter au territorium latin. « Territorium a d'abord désigné au Moyen Age un certain nombre de fiefs et de localités sur lesquelles s'étend

¹³³ Dans le sens de Sassen (2002) qui conteste les exercices cartographiques dressant des quartiers en territoires homogènes et des frontières géographiques séparant ces quartiers.

l'autorité d'un pouvoir ecclésiastique, puis les terres sur lesquelles s'exercent les lois et les pouvoirs d'un Etat » (Lacoste cité dans Besancenot, 2006). Cette relation avec la notion de « pouvoir » a toujours marqué l'usage du terme territoire. Ses premiers usages le conçoivent comme une entité sociale et spatiale mais qui n'est pas forcément limitée par des frontières, tel les fiefs et les localités. C'est avec l'Etat moderne qu'il prend une connotation plus spatialisée : le territoire prend son sens par sa délimitation et par son affiliation à une juridiction administrative. On parle ainsi de territoire national, territoire municipal...

Ce n'est que récemment et sous l'influence d'autres sciences comme l'éthologie que le terme s'est vu prendre des sens plus complexes. Il s'en dégage que l'autorité politique n'est pas le seul acteur décideur mais doit faire avec d'autres groupes qui s'affirment comme acteurs et envisagent l'appropriation et le marquage de leur territoire – ce dernier n'est pas forcément d'ailleurs le territoire administratif reconnu.

Cette influence de l'éthologie renforce le lien entre le concept de territoire et celui d'appropriation spatiale qui devient une des principales raisons d'être du territoire. Le terme gagne ainsi des dimensions subjectives et dynamiques. Ceci oriente la définition du terme dans deux sens. D'une part le mot territoire devient pour certains l'attribut qui certifie l'identification dans un espace d'une logique d'appropriation spatiale par des groupes d'acteurs : « Le territoire serait un espace disposant, d'une manière ou d'une autre, d'un attribut de possession ou d'identification. Dans une variante récente, le territoire deviendrait la composante identitaire, voire idéale, de n'importe quel espace » (Levy & Lussault, 2003). D'autre part, on remarque une autre définition basée sur son identification à l'espace vécu. Ceci mène à une perte de l'intégralité spatiale qui caractérise traditionnellement le concept de territoire. Il devient un archipel d'espaces vécus par un certain groupe d'acteurs. Ainsi ces chercheurs (Dodane, 2006) parlent de la territorialité d'une pratique (par exemple l'utilisation du vélo dans le Grand Lyon...).

Ces deux définitions du terme de territoire ont l'intérêt d'apporter un lien fort entre l'espace et ses ressources, qu'elles soient symboliques, comme dans la première définition, ou matérielles comme dans la deuxième. Ainsi d'après la première définition c'est l'aspect symbolique qui lie un groupe social à un certain espace, crée la dimension identitaire de cet espace et pousse ce groupe à l'identifier comme « son » territoire. D'après la seconde définition, ce sont les attributs matériels d'usage – tel l'existence de trajets aménagés pour cyclistes, de relais d'échange de vélos... – qui rendent ces espaces significatifs pour les groupes d'acteurs liés à leurs pratiques. Ces espaces forment le territoire de ces pratiques.

La définition qu'on trouve la plus intéressante dans ce sens serait celle de Bernard Debarbieux : le territoire comme un « Agencement de ressources matérielles et symboliques capables de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu ou ce collectif sur sa propre identité » (Debarbieux cité dans Levy & Lussault, 2003). L'usage du mot « agencement » est ici capital. En fait, l'agencement est

l'assemblage spatial de réalités sociétales qui exprime l'action d'un acteur (Levy & Lussault, 2003). On pense que cette définition va au delà des deux autres en affirmant par rapport à la première que l'action du groupe dans l'espace – et non seulement le symbolisme que ce groupe lui attache – qui rend cet espace territoire pour ce groupe ; et par rapport à la deuxième elle insiste sur une continuité du territoire par opposition à l'image explosée et démantelée du territoire que la deuxième définition pouvait suggérer¹³⁴.

La territorialité, ce qui fait un territoire, est ainsi avant tout une construction par des acteurs du territoire d'un projet d'organisation de l'espace géographique, social, politique et économique local pour l'intérêt de ces acteurs. La territorialité est ainsi dynamique, elle ne se base pas sur des limites fixes mais plutôt sur une organisation interne.

Toutefois, ces territorialités locales sont rarement totalisantes. Comme le précise Beyhum (1991) concernant les territorialités des mouvements communautaires de la guerre à Beyrouth : « Même si celle-ci [cette territorialité communautariste] fonctionne comme système, elle génère, justement parce qu'elle est systématique, des contradictions permanentes qu'elle doit gérer. [...] »

La première contradiction est celle qui oppose *autonomie et autarcie*. L'autonomie, essentiellement politique, trouve ses limites dans l'économie qui ne peut être autarcique. Certes B. Daou veut imaginer le territoire comme un retour à une mythique auto-suffisance paysanne, mais P. Kemp est là pour rappeler que cette volonté manifeste, n'est jamais une volonté réelle, puisque le territoire pour lui doit se construire, aussi, par et pour les réseaux marchands. C'est peut-être là la contradiction fondamentale du territoire, pris comme unité, son incapacité parfois criante à conjuguer son autonomie avec une impossible autarcie. L'insistance de P. Kemp sur la capacité du territoire de l'Est à s'insérer dans les circuits commerciaux mondiaux ne peut cacher cependant son incapacité à se passer du marché local à l'Ouest.

Entre *homogénéisation des espaces et différenciation des acteurs* réside un autre type de contradiction. Sur le plan politique, la tension est permanente entre fusion communautaire à l'intérieur du territoire et production de petits pouvoirs. La multi-spécialisation économique de la communauté est elle aussi battue en brèche puisque l'on retrouve l'organisation par réseaux et spécialités professionnelles prenant appui sur les familles, les régions ou les groupes différents, entre les

¹³⁴ C'est aussi dans ce sens que conçoivent Leloup, Pecqueur et Moyard (2005) le concept de gouvernance territoriale. La conception du territoire ici n'est pas en rapport à une certaine géographie mais à une mobilisation des acteurs qui se mettent en réseau et organisent leurs ressources pour assurer leurs actions sur ce territoire. Le territoire est ici un « construit [qui] peut être révélé à un moment donné afin de résoudre un (ou des) problème(s) productif(s) particulier(s) ou s'affirmer dans un processus long de reconnaissance d'une identité ancrée dans la tradition, dans la coopération et en vue de réaliser un projet de développement collectif ». d'autre part « limites du territoire ne sont plus définies en référence à un périmètre politico-administratif ou comme un fragment d'un système productif national, elles définissent le lieu d'intersection de réseaux (physiques ou humains, formels ou informels), de stratégies et d'interdépendances entre partenaires reliés entre eux, le lieu de production, de négociation, de partage d'un devenir commun. »

La gouvernance territoriale est ainsi un projet territorial porté par un réseau où l'enjeu est l'appropriation des ressources du territoire et leur organisation en vue d'un projet de développement collectif. La principale richesse qu'il ramène pour comprendre les processus de gouvernance et qui n'est prise en considération que marginalement par le concept de régime est son intégration de la question des ressources, leurs implantations dans les réseaux-territoires et leurs agencements.

différents sous-acteurs du territoire. La communauté recrée en son sein les différences qu'elle voulait gommer entre elles et les autres communautés. La tendance à l'indifférenciation porte en elle, quand elle se perpétue, une tendance inverse à la différenciation.

Une troisième contradiction est celle qui existe entre *communauté et individus*. Elle recoupe celle qui existe entre fixité et mouvement. Le mouvement, mobilisation, est collectif, communautaire. La fixité, la sortie du mouvement est-elle individuelle ? Tous les mouvements communautaires devraient finir par se fixer dans les territoires et offrir donc à leurs membres des possibilités de sortie vers une vie plus stable. Cette nostalgie de fixité traverse systématiquement les mouvements au niveau collectif : régulièrement des acteurs individuels se détachent en refusant d'aller plus loin.

La contradiction entre territoire et micro-territoire est permanente. Dès qu'une force réalise l'unité du territoire elle est remise en question par les prétentions de ses alliés ou de ses propres composantes à se tailler des sous-territoires. Par ailleurs comme le montre M Davie dans un article récent, les micro-territorialités se recréent au niveau des services urbains : dès que l'on abandonne la forme première du politique et que l'on passe à l'organisation des services, la dominance politique des plus puissants se relâche et des fiefs apparaissent. Les services urbains semblent en être un terrain particulièrement fertile. »

Plus on a ainsi une organisation développée et normalisée au niveau local plus cette territorialité est forte et nous permet d'y reconnaître une entité sociospatiale. L'identification des entités sociospatiales passe alors par l'identification des différentes organisations sociales, économiques et politiques localisées. Elle passe surtout par l'analyse de la gouvernance locale qui articule ces différentes dimensions.

La gouvernance locale permet aussi de saisir comment les acteurs locaux gèrent les implications de dynamiques qui les dépassent et sont en rapport avec des systèmes d'ordre supérieur. C'est en prenant ces éléments en considération et en considérant les différents systèmes économiques et politiques qui affectent une entité sociospatiale qu'on peut définir ses interdépendances et articuler les différents processus de différenciation sociospatiale qui sont à l'œuvre dans les banlieues de Beyrouth.

2.1.2 Les grands systèmes, le poids des échelles supérieures

L'existence de systèmes d'organisation économique et politiques mondiaux sont bien anciens (Abu Lughod, 1987, 1993 ; Gunder Frank & Gills, 1993 ; Wallerstein, 1974, 1976). Que ce soit à travers la formation et le développement des réseaux marchands ou l'administration impériale, des systèmes d'échange et d'organisation sur de grandes échelles. Ces systèmes portent leurs logiques propres, profitant aux acteurs qui les contrôlent. Des logiques qui ne sont pas la somme des logiques locales ni leurs résultantes, tout au contraire, les logiques des grands systèmes redéfinissent les rapports entre les différents territoires locaux. Parfois même ces systèmes

n'hésitent pas, par l'intéressement ou la force à changer la structure de ces territoires pour les inclure dans leurs dynamiques.

Les travaux de nombreux chercheurs travaillant sur les implications spatiales du changement des politiques économiques du capitalisme contemporain, notamment ceux de Harvey (1996), ou encore ceux dressant l'évolution historique des systèmes économiques mondiaux dits modernes, tels ceux de Wallerstein (1974, 1976), soutiennent l'existence d'un lien structurant où l'organisation économique mondiale définit les interdépendances territoriales au niveau local. Le capitalisme conquérant a tendance de façon paradoxale à spécialiser et homogénéiser des territoires et les intégrer à un cycle d'échange et d'interdépendances d'échelle planétaire, comme il peut rester indifférent sinon exclusif face à d'autres. Les systèmes économiques mondiaux sont par suite centraux dans la définition des différenciations sociospatiales au niveau local¹³⁵.

Un autre type de système est aussi structurant dans la définition des différenciations sociospatiales : l'Etat. L'Etat comme principal acteur politique dans son espace politique national, comme administrateur déterminant des circonscriptions et des frontières territoriales et comme aménageur de son territoire national, est un système politique complexe qui contribue fortement à la redéfinition des différenciations sociospatiales.

Ainsi, identifier les principaux systèmes économiques affectant les banlieues étudiées ainsi que la gouvernance de la politique étatique et les grands projets de l'Etat est central à la définition des différenciations sociospatiales dans ces banlieues. L'identification des articulations de ces dimensions avec les territorialités locales nous permet de définir les entités sociospatiales dans les banlieues étudiées ainsi que leurs interdépendances entre elles et avec Beyrouth, les autres villes du Liban, la région ou le monde.

2.1.3 Trajectoires et périodisations

Comme il a été dit dans la conclusion du chapitre II, différents grands systèmes peuvent être dans une situation de confrontation ou de métissage dans un même espace urbain. Si de nouvelles révolutions systémiques économiques ou politiques affectent certaines zones urbaines, d'autres peuvent être toujours sous l'emprise de systèmes plus anciens. C'est notamment la territorialité locale, dans ses spécificités sociales, économiques et politiques qui fait qu'une entité sociospatiale existante soit résiste au nouveau système dominant ou au contraire l'embrasse et s'y intègre ou se retrouve dans une situation de crise interne lui imposant des scissions et la redéfinition des fondements mêmes de sa territorialité. Ainsi deux entrées nous permettent de lire l'évolution des

¹³⁵ Les théories des systèmes mondiaux, ainsi que celles traitant plus récemment de la globalisation sont critiquées par certains auteurs qui voient qu'à quelques exceptions les échanges se font surtout sur un niveau régional (un continent ou sous-continent par exemple) (Pecqueur, 2001). Nous n'entrerons pas dans ce débat qui nous dépasse mais qui souligne dans tous les cas que ces constructions systémiques à des échelles supérieures au local ne peuvent qu'avoir des implications lourdes sur celui-ci.

différenciations sociospatiales : la périodisation des grands systèmes et les trajectoires territoriales des entités sociospatiales.

Nous n'entendons pas ici par périodisation une chronologie absolue de l'émergence de grands systèmes économiques et politiques au niveau mondial et régional, mais plutôt la chronologie de leur incidence sur Beyrouth et ses banlieues. Ainsi nous ne considérons que les systèmes qui touchent Beyrouth et ses banlieues et nous tenterons de repérer les grandes périodes, les événements et les dates charnières où une confrontation ou un métissage entre deux systèmes commencent à se mettre en place.

Nous nous appuyons sur la littérature scientifique rapportant l'histoire politique et économique de Beyrouth et ses banlieues, pour reconstruire ces périodisations. D'autre part si entre Beyrouth et ses banlieues des périodisations différentes semblent se présenter, nous privilégions celles des banlieues, notre terrain d'étude.

Pour repérer les trajectoires nous nous basons sur l'analyse de la gouvernance locale des banlieues, de son évolution et de son interaction avec la gouvernance étatique, tout en observant l'évolution des activités économiques locales. Pour analyser cette gouvernance locale nous nous référons à différents concepts mobilisés dans le corpus scientifique sur Beyrouth, présenté dans le chapitre III, notamment le communautarisme, les mouvements communautaires et le paradigme des notables. Pour analyser l'articulation de la gouvernance étatique et la gouvernance locale seront mobilisés les concepts de communautarisme, de zaamat et de clientélisme. Toutefois, nous pensons que l'étude des projets de l'Etat à Beyrouth et ses banlieues est la plus révélatrice des rapports de force et des stratégies des acteurs locaux face à l'Etat : résistance, soumission, détournement ou appropriation.

2.1.4 Une méthode d'analyse

On tentera d'abord une identification du terrain d'étude dans les banlieues de Beyrouth sur lequel l'analyse va se focaliser, et cela en fonction de sa pertinence par rapport à notre objet d'étude. Ensuite, à partir de la littérature scientifique sur Beyrouth et ses banlieues, on définira les grandes périodisations systémiques à retenir, en explicitant le choix de la période de départ.

Après cela nous pourrions procéder à une méthode d'analyse qui propose pour chaque période de procéder comme suit :

- 1- La présentation des grands changements politiques et économiques qui définissent cette nouvelle période, et leurs répercussions sur :
 - + Les logiques identitaires notamment le communautarisme, le clanisme et le nationalisme ;

- + Les logiques socioéconomiques notamment l'émergence de nouvelles classes sociales ou leur mobilisation politique.
- 2- L'identification des principales répercussions urbaines de ces changements dans la zone d'étude, notamment en termes de :
 - + Croissance urbaine : étalement ou densification d'anciennes entités sociospatiales, émergence de nouvelles entités;
 - + Nouvelles centralités fonctionnelles et économiques, en soulignant leur place dans les nouveaux systèmes de cette période ;
 - + Découpages administratifs et fonctionnels instaurés par l'Etat ;
 - + Les grands projets urbains, notamment de l'Etat : infrastructures, équipements, lotissements, espaces publics.
 - 3- L'évolution des principales territorialités locales existantes à travers :
 - + la considération de l'évolution des principales logiques de territorialité : identitaires (appartenance à une même communauté, clan, région d'origine, classe sociale), économiques (spécialisation économique), politiques (territoire idéologique partisan, projet territorial local) et cela à travers l'étude de la gouvernance locale.
 - 4- La classification des rapports entre les grands systèmes et les différentes territorialités locales selon les quatre grandes catégories (résistance, soumission, détournement, appropriation) et cela en étudiant:
 - + Le rapport entre gouvernance étatique et gouvernance locale ;
 - + L'attitude des acteurs locaux envers les projets urbains et les découpages administratifs imposés par l'Etat ;
 - + L'articulation entre économie locale et les grands systèmes économiques
 - 5- La considération des répercussions des différentes articulations dans le rapport entre territorialités locales et grands systèmes, sur les interdépendances des différentes entités sociospatiales des banlieues entre elles, avec Beyrouth et avec d'autres territoires au Liban ou ailleurs : scission, démarcation, complémentarité, intégration.
 - 6- La cartographie de ces entités sociospatiales et leurs interdépendances en s'appuyant sur la technique des chorèmes (voir chapitre V)

Après cet exercice pour chaque période, l'analyse diachronique se base sur la reconstitution des trajectoires des différentes entités sociospatiales existantes aujourd'hui dans la zone d'étude. La restitution de ces trajectoires et de leur évolution sur toutes les périodes des différentes entités sociospatiales et leurs interdépendances se fait à travers le tracé de séquences chorématiques représentant cette évolution.

Ensuite cette analyse essaie de repérer les constantes et les variantes dans ces interdépendances. Cette analyse vise en premier temps à identifier les constantes dans ces interdépendances qui, selon notre première hypothèse, sont historiquement faibles avec Beyrouth et réduites entre les différentes entités sociospatiales des banlieues. Et dans un deuxième temps, elle vise à identifier

la part de la gouvernance locale – notamment municipale – et de la spécialisation économique, qui nous semblent importantes, dans les causes de faiblesse de ces interdépendances.

2.2 L'analyse synchronique

L'analyse synchronique nous servira à démontrer la deuxième hypothèse de cette thèse. Nous cherchons en fait à déconstruire la relation entre gouvernance municipale et différenciations sociospatiales aujourd'hui dans les banlieues de Beyrouth et à démontrer que la stabilisation des régimes municipaux est consubstantielle des différenciations sociospatiales dans ces banlieues.

Dans cette analyse nous aurons recours :

- Au concept de régime municipal, pour questionner la stabilisation des régimes municipaux,
- A une grille d'analyse qui nous permettra d'articuler gouvernance et différenciations sociospatiales et,
- A une déconstruction du discours municipal, qui nous fournira les principaux éléments pour valider la grille et évaluer les effets du concept dans l'action.

2.2.1 Le régime municipal et sa stabilité

La théorie des régimes urbains, introduite par le chercheur américain Clarence Stone (1989, 2002, 2005, 2006) représente aujourd'hui un des principaux cadres de références dans l'analyse des politiques urbaines dans la littérature nord-américaine. Depuis le premier travail de Stone (1989) beaucoup d'auteurs ont repris et utilisé le concept de différentes façons, parfois en le déformant¹³⁶. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de nouvelles théories et nouveaux outils analytiques qui analysent un espace politique qui semble de plus en plus complexe. Il se situe surtout dans la continuité d'autres concepts, comme la gouvernance, qui marquent aussi bien un déplacement dans la pratique des acteurs que dans la perspective des analyses pour comprendre l'organisation de l'espace politique et les modes de prise de décision.

Toutefois, une interrogation s'impose quant à la pertinence de ce nouveau regard et son adaptation à des situations des pays du Sud, fort différentes de celles du Nord où les concepts de gouvernance et régime urbain se sont développés. Il faut avouer que nombre de chercheurs affichent un certain scepticisme surtout à l'encontre de l'usage du concept de gouvernance, que ce soit au Nord (Lorrain, 1998) ou même au Liban. Harb (2001) par exemple trouve que l'usage du concept « peine à aller au-delà du descriptif et n'arrive pas à proposer une sociologie des

¹³⁶ Mossberger et Stoker (2001) parlent surtout de « concept stretching » où l'élargissement des cadres d'application du concept de régime urbain se fait souvent dans les travaux de beaucoup d'auteurs aux dépens des bases même définissant le concept et le fonctionnement de la théorie.

interactions du pouvoir local » et préfère rester du côté du concept de démocratie participative qui dans la version de (Donzelot & Estèbe, 1994) explique mieux à ses yeux les rouages du fonctionnement municipal.

Il est vrai que le terme de gouvernance prête à confusion tant il est utilisé par différents acteurs sous des ententements différents:

- Pour les organisations internationales, souvent accompagné de l'adjectif « bonne », pour définir un ensemble de règles normatives inspirées pour la redéfinition de l'exercice de gouvernement. Cet aspect de la gouvernance découle d'une perspective idéologique libérale qui recherche à adapter la gestion publique à des normes qui facilitent l'insertion de ces sociétés dans un monde perçu comme globalisé régi par des logiques économiques et politiques libérales (Moreau de Farges, 2003).
- Une autre version à l'inverse, défendue par des auteurs comme LeGalès (1995) la gouvernance urbaine est celle qui à travers la transformation des formes de démocratie locale, des processus de négociation et de légitimation entre acteurs, permet à des acteurs déclassés et marginalisés par les restructurations économiques et les réformes de l'Etat-providence, de se mobiliser et peser sur le politique.
- Un troisième ententement est l'utilisation de la notion comme un terrain d'investigation et de recherche de meilleurs modes de gestion publique. Dans un document du Centre de Documentation en Urbanisme (Holec & Brunet-Jolivard, 1999) sur la gouvernance on peut lire : « Elle permet de mettre en lumière des phénomènes tels que la relativisation des frontières institutionnelles ou l'existence de mécanismes de coopération et de négociation dont l'ampleur ne peut être saisi par la notion de gouvernement. La notion de gouvernance fournit donc un cadre conceptuel qui permet de penser et de comprendre l'évolution des processus de gouvernement. Elle offre une nouvelle grille de lecture et d'analyse, un système de référence qui remet en question une grande partie des présupposés sur lesquels se fonde l'administration publique traditionnelle. »

La force du concept de gouvernance est qu'il a permis de remettre en cause celui de gouvernement et d'aider à repenser la production des politiques publiques. Toutefois, comme le dit bien Harb (2001), il reste surtout un outil descriptif pour saisir la complexité de l'exercice du politique mais qui peine à avancer des repères analytiques. D'autres chercheurs comme Pierre (2005) reconnaissent la faiblesse de ce concept, toutefois trouvent que l'obstacle essentiel devant le développement d'une théorie de la gouvernance – hors le glissement même dans la définition du concept – est l'absence de perspective comparative qui puisse lier différentes configurations d'acteurs à différents types de gouvernance et différentes conséquences sur les villes du point de vue politique, social et économique.

Dans ce cadre le concept de régime urbain semble avoir un avantage décisif sur celui de gouvernance urbaine : l'existence d'un cadre théorique clair qui permet de poser des hypothèses et de les questionner.

Le concept de régime urbain définit une coalition d'acteurs qui va au-delà du conseil municipal d'une ville pour inclure des acteurs qui n'y sont pas représentés mais qui participent de façon différenciée à la prise de décision ou à la mise en place des référentiels sur lesquels se base la politique municipale.

En fait, Stone (1989) a développé le concept, à la base, dans un effort de compréhension et d'analyse du rôle grandissant du secteur privé dans la prise de décision au niveau municipal et les choix politiques, notamment en termes de développement économique qui s'en suivent. Ainsi Stone applique ce concept au contexte des villes américaines. A Atlanta qu'il étudie (1989), il remarque qu'une coalition entre libéraux, mouvements communautaires noirs et des cercles d'investisseurs gouverne la ville depuis quatre décennies. L'entente centrale est l'investissement de la municipalité dans la réhabilitation du centre-ville qui est considéré comme un projet stratégique pour la reprise de la croissance par les entrepreneurs et les investisseurs locaux, ainsi que l'investissement public et privé dans des équipements et infrastructures dans les quartiers noirs longtemps délaissés. Ceci constitue une sorte de projet de ville porté par ce régime municipal qui a l'ambition de projeter une nouvelle image de la ville comme une ville fière de sa diversité et une ville en phase avec la globalisation, pour remplacer l'image d'une ville raciale à l'économie suffocante¹³⁷.

Deux idées maîtresses articulent la théorie de régimes urbains qui s'est développée à partir des travaux qui ont mobilisé ce concept. La première est celle de la stabilité de ces régimes urbains. Stone parle ainsi de « capacité civique » d'un régime à maintenir sa cohésion comme principale rationalité qui guide son action. En fait, le régime est une coalition qui se base sur des ententes agencant les ressources de différents acteurs pour accomplir des tâches qui les intéressent tous et qu'ils ne peuvent réüssir individuellement. Cet agencement se base sur l'idée que chacun puisse retrouver son intérêt, que ce soit une idée pour laquelle il mérite ou des compensations – idéelles ou matérielles. Pour Stone l'ouverture du conseil municipal sur d'autres acteurs est une source importante de nouvelles ressources qui renforce la « capacité civique » d'un régime. Et du point de vue de l'économie politique, les coalitions se basant sur un projet de ville axé sur la régénération urbaine et le développement urbain en général peuvent connaître une forte stabilité car ce genre de projet fait converger des acteurs puissants aux ressources importantes.

La seconde idée traite de la théorie elle-même. La théorie des régimes urbains n'est pas une « grande théorie » compréhensive intégrant toute les dimensions de l'existence à l'image du marxisme ou de la théorie de choix rationnel en sciences politiques. C'est plutôt une « middle-

¹³⁷ Le slogan mobilisé par ce régime est « Atlanta, too busy to hate »

range theory ». Son intérêt est d'expliquer l'articulation de grands systèmes comme le capitalisme globalisé et les réalités locales. Pour Stone, les implications des grands systèmes sur le local ne sont aucunement uniformes et ne peuvent s'expliquer par les dynamiques intérieures à ces grands systèmes. C'est la gouvernance locale et notamment comment elle articule coalitions et actions dans une organisation de régime urbain qui peut donner des explications à ce niveau¹³⁸

Il est évident que ces deux idées à la base de la théorie des régimes urbains sont d'un grand intérêt par rapport à ce travail de thèse. Ceci est particulièrement intéressant dans le cas des banlieues de Beyrouth où plusieurs conseils municipaux voient leur mandat se renouveler deux fois depuis 1998, et où nombre d'acteurs ne peuvent se présenter aux élections municipales ni élire – n'étant pas inscrits sur les registres municipaux – mais ont un poids incontestable dans les prises de décision du conseil municipal.

Ce concept nous paraît essentiel pour expliquer d'un côté cette stabilité et d'autre part pour enrichir la lecture des processus de gouvernance. En fait, le régime est une organisation avec un noyau dur autour duquel se structurent d'autres acteurs suite à des ententes définissant une participation différente à l'action municipale. Questionner ce qui fait la stabilité du régime et ce qui risque de le déstabiliser met en relief les vrais enjeux pour les acteurs centraux et explique leurs politiques.

Toutefois, utiliser ce concept hors du cadre initial où il s'est développé peut susciter des réticences. Du moins c'est la position de Pierre (2005) et Mossberger & Stoker (2001). Pour le premier, le concept est très fortement lié aux particularités historiques de la politique urbaine américaine où les villes ont toujours connu une relative autonomie politique notamment en termes de politiques urbaines et où les grandes villes ont toujours eu leur propre cercle économique local (notamment d'industriels et de banquiers) impliqués dans ces politiques urbaines. Pour les derniers, on ne peut parler de régime urbain que dans une logique de partenariat public-privé et critiquent d'autres travaux qui ont mobilisé le concept de régime urbain où ce n'est pas le cas, accusant ces auteurs de « concept stretching » qui, selon eux, fait perdre à la théorie son sens.

Le cas des banlieues de Beyrouth connaît ces deux problèmes. Effectivement, pour longtemps – du moins de 1963 à 1998 – d'autres acteurs, notamment les administrations centrales et les grands zaims et partis politiques communautaires ont eu un grand poids dans la prise de décision concernant les politiques urbaines dans ces banlieues. D'autre part, depuis 1998, les coalitions gouvernantes dans les municipalités des banlieues comprennent parfois des acteurs économiques mais ceux là ne sont pas forcément des acteurs dominants des régimes urbains dans les différentes municipalités.

¹³⁸ Stone (1998) fait une analogie avec l'évolution de psychologie où on est passé d'une logique d'analyse basée sur S>R (stimulus>réponse) à une autre S>O>R (stimulus>organisme>réponse) où chaque individu différent peut avoir suivant sa constitution propre une réponse différente à un même phénomène

Cependant, Stone (2005) dans un article où il discute l'évolution du concept depuis quinze ans déjà ne semble aucunement suivre l'avis de ces auteurs. Au contraire, il encourage l'utilisation du concept dans d'autres contextes que les Etats-Unis, comme l'ont fait certains auteurs déjà¹³⁹, puisque ça permet de confronter les différentes réponses qu'avancent différents régimes et villes au monde par rapport au même phénomène de la globalisation économique et ses défis. D'autre part, Stone ne trouve aucun problème devant le fait de considérer les coalitions qui ne comprennent pas un acteur économique dominant comme régime. En fait, certains acteurs associatifs ou mouvements sociaux peuvent avoir des intérêts propres et des ressources – pas forcément matériels – mais qui peuvent être déterminants dans la mise en place et la stabilisation de régimes.

Une troisième différence entre les cas qu'on utilise et le corpus sur les régimes urbains est que les régimes étudiés gouvernent d'habitude au niveau de villes ou d'agglomérations urbaines. Quelques rares exemples comme Downing & Al (1999) et Purcell (1997) étudient des entités infra-métropolitaines comme un borough à Londres ou un quartier à Los Angeles. Dans notre cas nous étudions l'évolution et la stabilité de différents régimes urbains dans différentes municipalités limitrophes de façon synchronique. Ceci n'engendre à notre avis aucune lésion au concept ni à la théorie, au contraire, ça permet une plus grande observation de leurs potentiels, notamment une capacité – qu'on leur prête – ici de contribuer à l'explication de la formation de différenciations sociospatiales entre différentes entités sociospatiales dans ces communes.

Toutefois, d'un point de vue pratique et pour sortir de la confusion potentielle entre les niveaux métropolitain et local nous utiliserons pour désigner chaque régime urbain qui se forme dans chaque commune le nom de régime municipal de cette commune.

2.2.2 Passerelles pour articuler gouvernance et différenciations sociospatiales

Dans l'analyse diachronique nous avons déjà tenté une première grille d'analyse pour analyser le rapport entre gouvernance et différenciations sociospatiales. Cette grille d'analyse nous a permis de saisir le rapport entre gouvernances locales et gouvernance étatique d'une part, et l'attitude des acteurs locaux envers les projets étatiques de l'autre part. Ici nous proposons une autre grille d'analyse qui met la lumière sur l'articulation des différentes gouvernances locales entre elles et ses implications sur les différenciations sociospatiales.

Trois axes d'analyse nous permettent de tracer ces liens: l'action urbaine, la construction d'identités territoriales et l'organisation des réseaux d'acteurs.

¹³⁹ Notamment Jonathan Davies (2001) qui travaille sur la Grande-Bretagne et avec qui il fait un grand débat dans une suite d'articles et de commentaires sur les pages de la Urban Affairs Review.

La plus évidente est sans doute l'action urbaine locale. L'action municipale, que ce soit à travers les projets d'infrastructures, d'équipements ou les services, redéfinit les mobilités, les centralités ainsi que les complémentarités fonctionnelles et économiques entre les différentes entités sociospatiales.

Cette action permet la construction d'identités territoriales en mobilisant des référentiels identitaires culturels localisés ou encore des référentiels idéologiques et des visions pour le futur de certains territoires urbains – ou de la totalité de l'agglomération. Elle implique l'organisation de l'action des acteurs concernés en vue de redéfinir les différents agencements des entités sociospatiales en place, provoquant des dynamiques de scission ou d'intégration.

C'est à travers l'organisation des réseaux d'acteurs locaux que s'articulent les deux axes précédents. Cette organisation vise à rassembler les acteurs et les ressources nécessaires pour l'action. Or ces acteurs comme ces ressources peuvent bien être localisés. Ceci est essentiel à la nature de l'action comme à la construction d'identités territoriales. En fait, la rhétorique derrière la construction territoriale pilotée par un réseau d'acteurs est fortement affectée par l'identité des acteurs concernés et leur implantation géographique. D'autre part l'action du réseau ne peut être que le fruit d'une entente ou d'un consensus entre les différents acteurs membres du réseau.

Bien que les régimes municipaux ne soient pas les seuls réseaux d'acteurs présents dans les banlieues de Beyrouth, nous pensons qu'ils sont depuis 1998 – date de retour des municipalités – les plus influents et les plus actifs dans la vie politique locale. Pour cela nous choisissons dans cette thèse d'étudier leurs compositions, leurs constructions territoriales, leurs projets et leurs relations aux autres acteurs et réseaux.

Pour rassembler les différents éléments nous permettant de mener à bien cette étude nous avons recours à la déconstruction du discours municipal.

2.2.3 La déconstruction du discours municipal

Nous pensons que le discours municipal est une riche source pour la reconstitution des différents éléments nécessaires à une analyse basée sur le concept de régime municipal. On y retrouve les positions de la municipalité et un commentaire de « ce qui se passe » dans les communes. Il est évident que ce discours est à compléter par celui des autres groupes. De fait, s'il est plus ou moins facile de savoir à première vue qui sont les groupes et personnalités inclus dans le régime municipal, il est plus difficile de saisir la position exacte – surtout lorsqu'elle est fluctuante – de chaque acteur dans ce régime. C'est sur ce point que le discours municipal est assez instructif.

Ainsi, l'analyse du discours des municipalités, concernant leurs représentations de leurs communes, les problématiques de ces dernières et les actions qu'elles mettent en place, nous

semble être un exercice nécessaire pour saisir la rationalité influant les gouvernances en place dans ces municipalités.

L'objectif ici se limite à l'identification des représentations du régime municipal et la place accordée aux différents groupes sociaux, économiques et politiques ainsi qu'aux différents quartiers dans la construction de ce discours, et par suite la nature de leur rapport au régime. Ce rapport est révélateur des implications des gouvernances territoriales municipales sur les interdépendances sociospatiales dans ces communes.

Le discours municipal est l'ensemble des affirmations et prises de positions publiques faites par un représentant du conseil municipal. Cette personne est d'habitude le président de la municipalité ou tout autre conseiller municipal qui joue officiellement ou non le rôle de porte parole du conseil. Ce discours est saisissable à travers une panoplie d'éléments : les emblématiques revues municipales, les rapports publiés par les municipalités, les entretiens accordés par les présidents des municipalités ou des membres de leurs conseils à nous-mêmes ou à la presse nationale ou locale, les articles et reportages dans cette presse qui rapporte les positions de ces municipalités vis-à-vis différentes questions.

Trois entrées peuvent nous aider ici pour tenir notre objectif : L'« identité de la commune », le « projet de ville » et les partenariats affichés.

On entend par « identité de la commune » une représentation convergente de l'histoire de la commune et de sa géographie. Cette représentation est une construction à laquelle s'attèlent différents acteurs pour faire ressortir une sorte de matrice à partir de laquelle s'organise les relations entre les différents groupes sociaux dans – et avec l'extérieur – de la commune. Cette matrice comprend aussi bien un socle commun consensuel dans lequel se reconnaissent les « inclus » et un filtre plus ou moins subtil qui garde à distance les « exclus ».

Dans les communes de la banlieue de Beyrouth de l'après-guerre, cette recherche d'une « identité de la commune » semble même se présenter comme un besoin. Ces quartiers ont connu dans les cinquante dernières années des bouleversements importants avec un exode rural massif, une urbanisation record, une industrialisation, puis une désindustrialisation, une guerre féroce, des déplacements de populations, des gouvernances miliciennes et les grands projets de la reconstruction. On est loin des cadres sociaux, politiques et économiques traditionnels dans lesquels se reconnaissait la population locale dite « autochtone » et qui ont vu émerger les municipalités. L'espace politique représente un magma d'acteurs de tout genre (clans familiaux « autochtones » et « allochtones », notables de tout genres, partis politiques, associations, organisations communautaires, acteurs économiques...) qui ne se reconnaissent pas, ou plus, dans cette idylle de commune villageoise. Ainsi un effort de redéfinition de cette « identité de la commune », d'un nouveau cadre plus ou moins consensuel autour duquel reprendrait la vie

politique locale, est une préoccupation largement partagée et que les régimes municipaux en tant qu'entités élues et acteurs centraux de ces communes ont le devoir de définir.

Cette « identité de la commune » est ainsi un enjeu de taille pour les différents régimes municipaux. Ces derniers en quête de légitimité¹⁴⁰ cherchent à souligner leur ancrage dans cette « identité » et sa défense. Pour cela ils n'hésitent pas à mettre en relief des épisodes réinterprétés de l'histoire locale pour affirmer une certaine continuité historique. Ces manœuvres ont ici une double valeur. D'une part, l'antériorité de présence dans le territoire est – comme il a été discuté dans la partie de la thèse traitant de la reconstitution de l'évolution territoriale – un important élément de distinction et de légitimité sociale et politique locale au Liban. D'autre part, c'est à travers une interprétation subjective de l'histoire et du présent de la commune que le régime municipal définit les « problèmes » de celle-ci et qu'il légitime son « projet de ville ».

De même, la façon dont les différents lieux, quartiers et zones du périmètre municipal sont présentés dans le discours municipal nous semble révélatrice d'une géographie mentale attribuant à ces différentes entités spatiales des valeurs différentes aux yeux des régimes municipaux. Cette géographie inclut des hauts lieux historiques représentant un élément de fixation autour duquel se fonde l'identité historique de la commune, d'autres lieux stratégiques qui représentent un levier pour le « projet de ville » municipal, ou encore des lieux qui se démarquent par leur absence même du discours municipal. Cette hiérarchisation de ces lieux est à la source d'une identité territoriale de la commune que le régime municipal oeuvrera à renforcer en mettant en relief ses lieux historiques et stratégiques et en banalisant et rejetant les autres. Ceci implique par suite un effort pour redéfinir les interdépendances sociospatiales existantes, notamment à travers la mise en place d'un « projet de ville ».

Le « projet de ville » représente ici une certaine vision stratégique pour la commune portée par son régime municipal. Ce projet comprend des indications sur ce que cette commune doit ou ne doit pas être, sur son rôle territorial c'est-à-dire son rapport à son entourage direct, à Beyrouth, à d'autres régions du Liban ou encore à d'autres villes et pays. Cette vision n'est pas forcément un plan d'actions clair, car souvent le cadre et les moyens d'actions se présentent comme des entraves à la mise en place de programmes développés. Toutefois elle se manifeste fortement dans le discours que les municipalités tiennent sur les grands défis du développement de la commune, sur les priorités d'action, et sur l'avenir de leur commune.

Dans la définition de son « projet de ville », le régime municipal essaie souvent de marier « identité de la commune » et « développement ». Cette dernière notion est ici entendue dans le sens large du progrès sans pour autant présenter un cadre conceptuel clair. Ce qui n'empêche pas qu'elle est souvent avancée comme le devoir suprême des municipalités. Ce flou dans la définition d'un des mots les plus récurrents dans les discours des régimes municipaux est révélateur. Il nous

¹⁴⁰ En fait ils ne sont élus que par une infime partie de la population résidente

semble que ce flou est voulu et maintenu comme une zone grise offrant aux régimes municipaux un espace de manœuvre pour accommoder dans un même « projet de ville » deux rationalités contradictoires. D'une part un conservatisme politique et social ainsi qu'une mise en relief du patrimoine communal sont nécessaires pour assurer une légitimité historique au régime, d'autre part un important effort de modernisation en mesure d'assurer un redressement économique et un positionnement stratégique de ces communes dans l'espace métropolitain de Beyrouth.

Ce flou nous paraît ainsi un espace stratégique pour les gouvernances territoriales municipales qui permet toujours une redéfinition flexible de ce « projet de ville » par le régime municipal pour saisir des opportunités de circonstance ou encore pour monter des ponts avec de nouveaux acteurs ou pour en exclure d'autres.

Enfin, les partenariats avec les différents acteurs dans les actions qu'elles mettent en place nous semblent aussi un important indicateur des logiques d'inclusion et d'exclusion des gouvernances territoriales municipales. La place accordée aux différents acteurs et la façon dont ils sont abordés dans le discours est un solide révélateur des relations entretenues entre les municipalités et les différents acteurs locaux, nationaux et régionaux.

3 Plan de thèse

Le reste de la thèse est répartie en deux chapitres qui reprendront chacun une des deux analyses – diachronique et synchronique – et une conclusion.

Le premier chapitre essaie de restituer les évolutions des interdépendances territoriales dans les banlieues de Beyrouth et notamment le secteur incluant les banlieues sud et sud-est dont le nom historique est le Sahel du Matn AlJanoubi – la côte du Matn Sud. Le choix de ce secteur revient au fait qu'il comprend actuellement un très grand nombre d'entités sociospatiales de natures et tailles différentes, la présence d'importants mouvements communautaires, de vieilles municipalités et une proximité à Beyrouth municipale. Ce secteur est divisé en deux par une longue ligne de démarcation.

Le second chapitre se focalise sur trois communes et leurs municipalités. C'est dans ce chapitre qu'on questionne les gouvernances municipales des régimes en place et qu'on essaie de lier gouvernances municipales et différenciations sociospatiales. Les trois municipalités retenues sont dans le secteur du Sahel et appartiennent à la première couronne de communes autour de Beyrouth municipale. Le choix des municipalités de Chiyah, Ghobeiri et Furn El Chebbak revient au fait qu'elles représentent des situations types qu'on retrouve dans le reste du Sahel :

- Ghobeiri représente le cas d'une municipalité contrôlée par un régime partisan communautaire dans une commune ayant une très forte homogénéité communautaire. Ghobeiri représente en gros le cas des municipalités de la banlieue sud
- Chiyah représente le cas d'une municipalité contrôlée par un régime clanique dans une commune divisée par la ligne de démarcation. Chiyah rejoint les cas de la ligne de démarcation comme Hadath
- Furn El Chebbak représente le cas d'une municipalité contrôlée par un régime clanique dans une municipalité ayant une forte homogénéité communautaire. Furn El Chebbak représente le cas de Hazmié, Baabda et d'autres communes de la banlieue sud-est.

La conclusion est une occasion de revenir de façon transversale sur les résultats des deux chapitres, et de revoir en fonction de ces résultats la pertinence de notre démarche et suggérer des perspectives pour l'approfondissement de ce travail.

**V. L'analyse diachronique. La
différenciation sociospatiale comme
processus historique : l'exemple du
Sahel AlMatn AlJanoubi**

legende / Choremes

Base map

Localité	Nouvelle localité	Murs vieille ville
Ligne de côte	Rivière	Limite administrative de Beyrouth
Ligne de sable	Ligne des collines	Ligne de démarcation

Croissance urbaine

Forte densité	Faible densité	Axes de croissance
---------------	----------------	--------------------

Découpage administratif

Limite wilayat	Limite Beyrouth au temps des Chéhabs
Limite caza/region	Périmètre municipal

Répartition spatiale communautaire

musulmans	chiïtes	sunnites	druzes
chrétiens	maronites	arméniens	mixte
juifs	syriaques	kurdes	
P palestiniens	S syriens	I international	

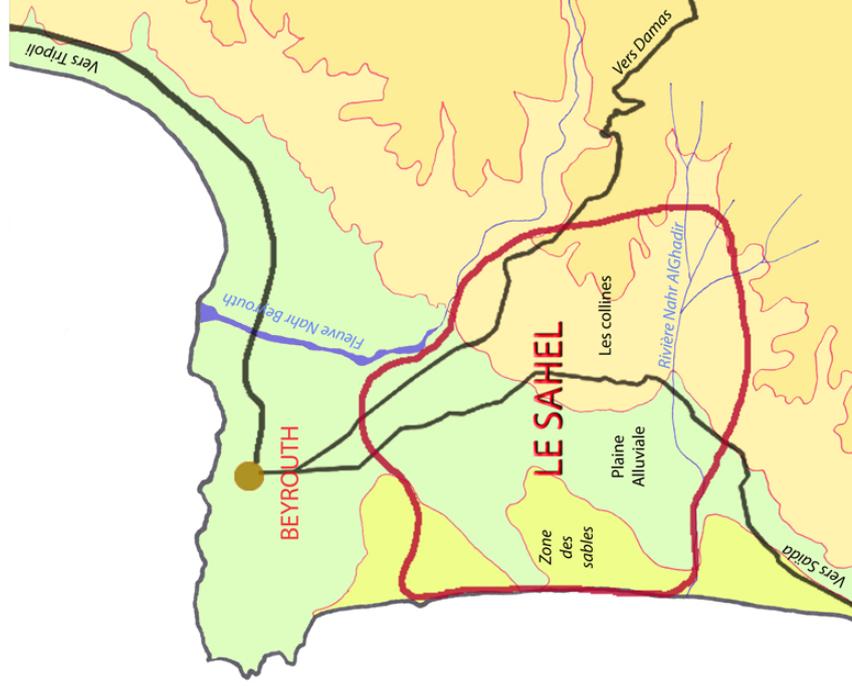
Répartition spatiale socioéconomique

quartiers pauvres	quartiers à revenus modérés	quartiers aisés
Tanaké	Camp de réfugiés palestiniens	

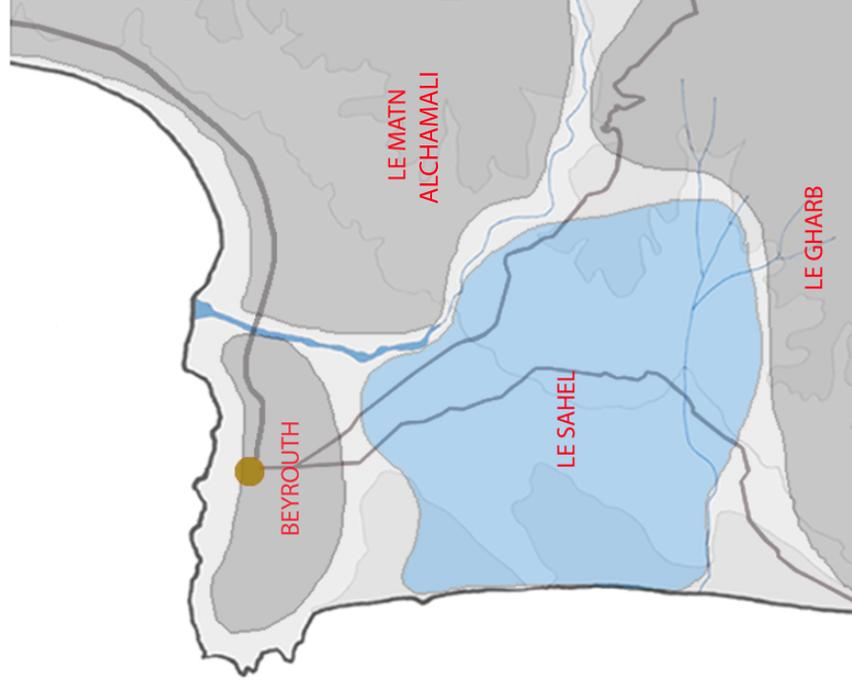
Répartition des principales activités

Equipements	grand-moyen-petit	port
administratif		aéroport
industriel		route principale
commerce		route secondaire
culturel		agriculture
bureau		
loisir		
divers		

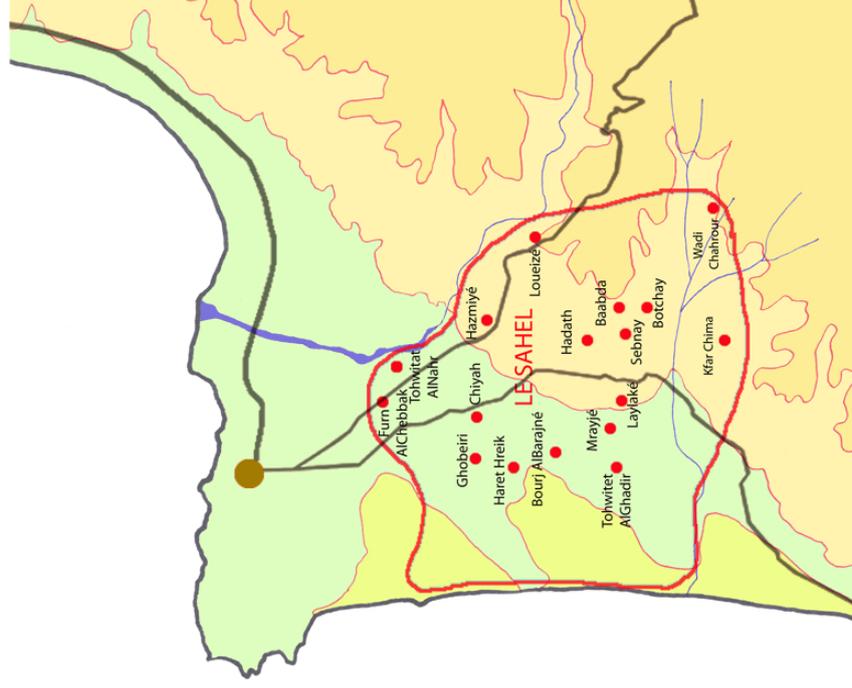
Planche 0 - Le Sahel



1. Le Sahel entre dunes de sables à l'ouest, plaine alluviale au centre et les collines à l'est



2. Les districts historiques



3. Les localités du Sahel

Planche 1 - Sous le règne des Chêhabs [1697-1842]

1	2
	3

1. Les principales localités
2. Les principaux projets
3. Les interdépendances sociospatiales

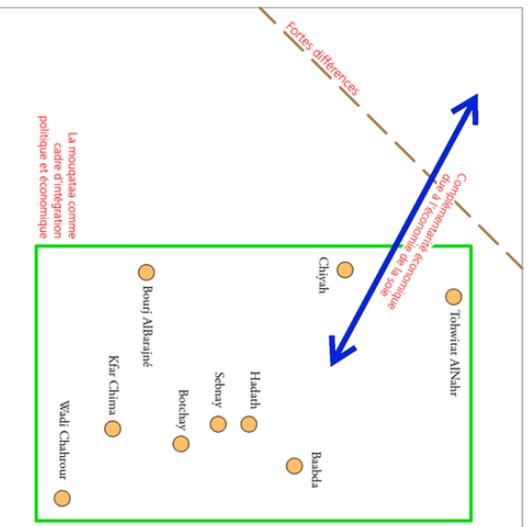
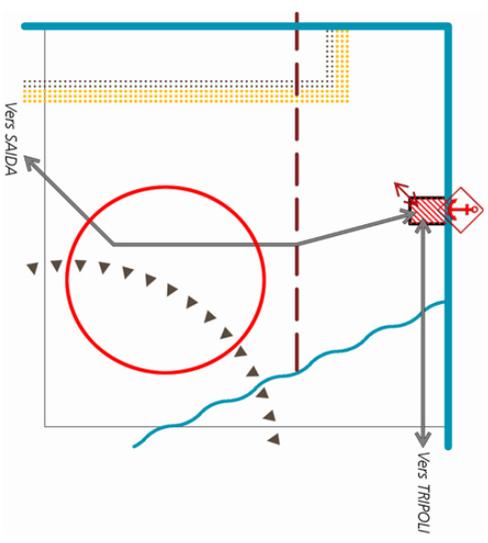
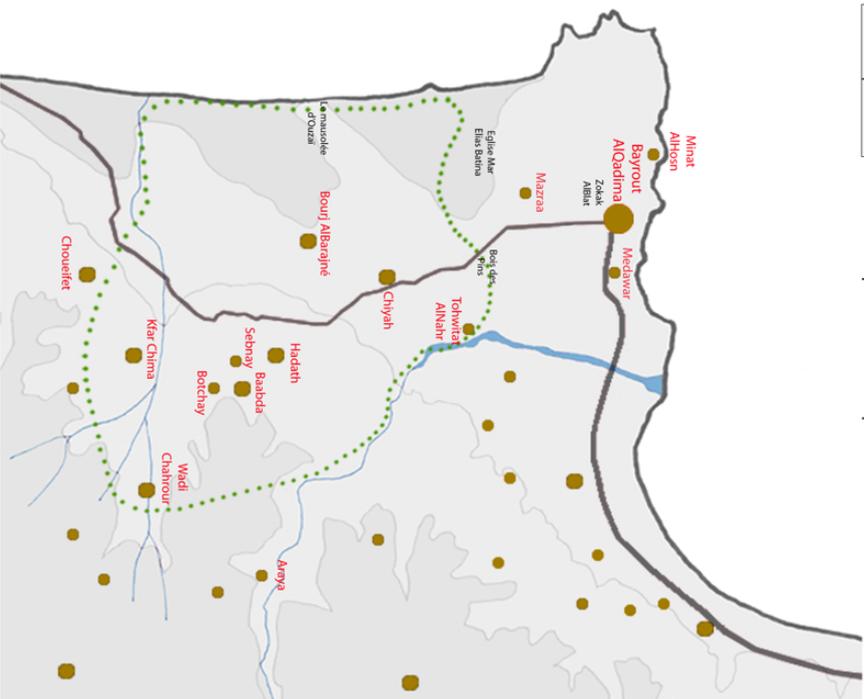


Planche 2 - Entre Moutassarifat et Wilayat [1842-1918]

1	2
	3

1. Les localités et l'urbanisation
2. Les principaux projets
3. Les interdépendances sociospatiales

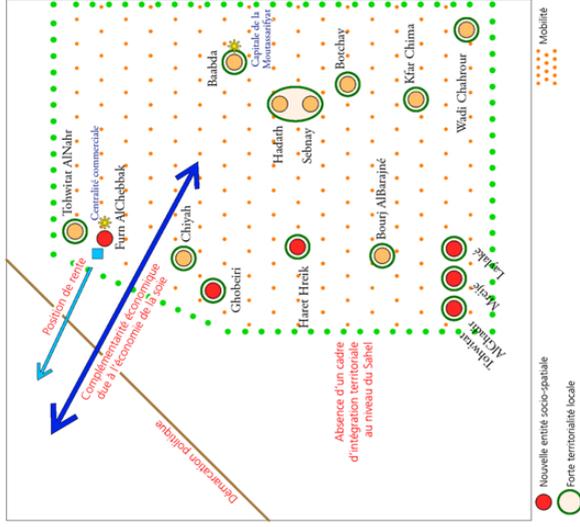
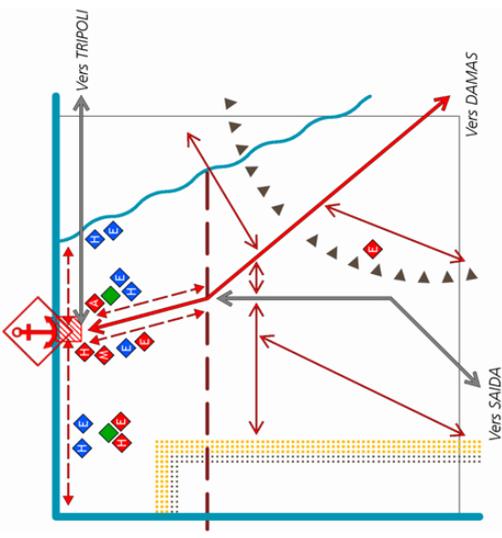
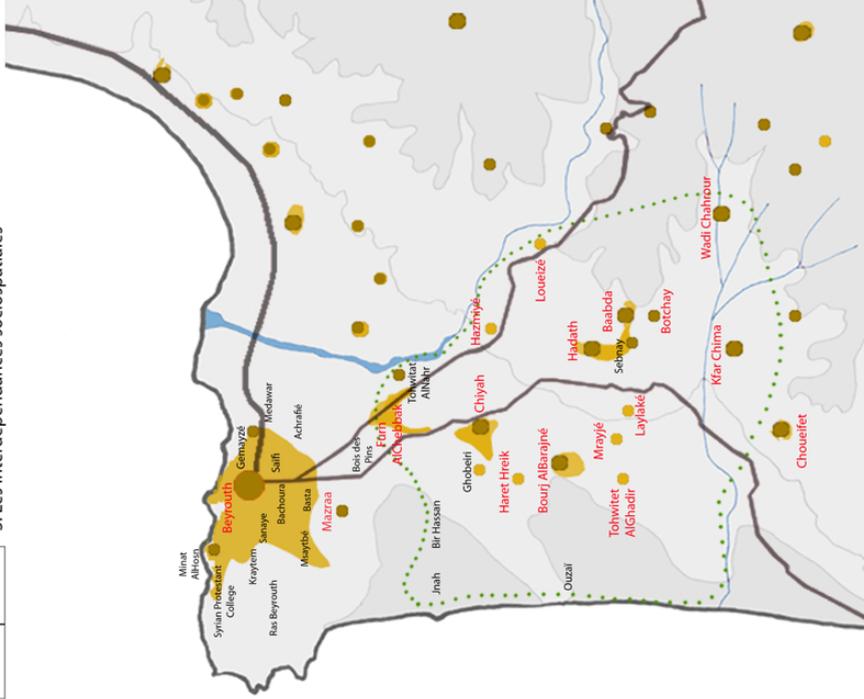


Planche 3 - Le Sahel et la capitale du Mandat [1920-1943]

1	2
	3

1. Les localités et l'urbanisation
2. Les principaux projets
3. Les interdépendances sociospatiales

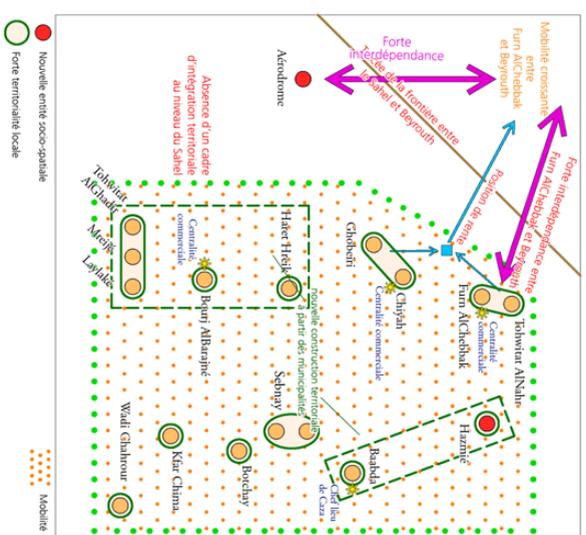
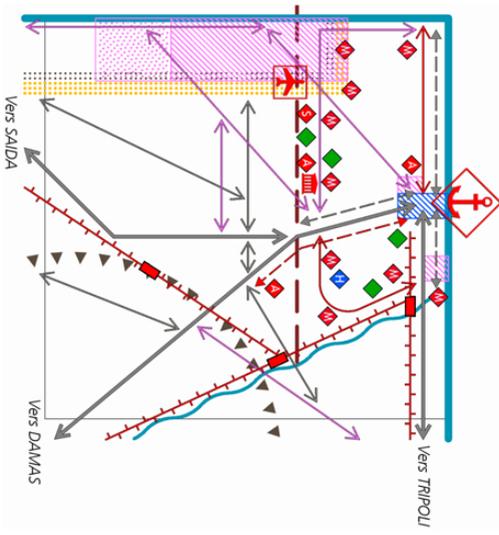
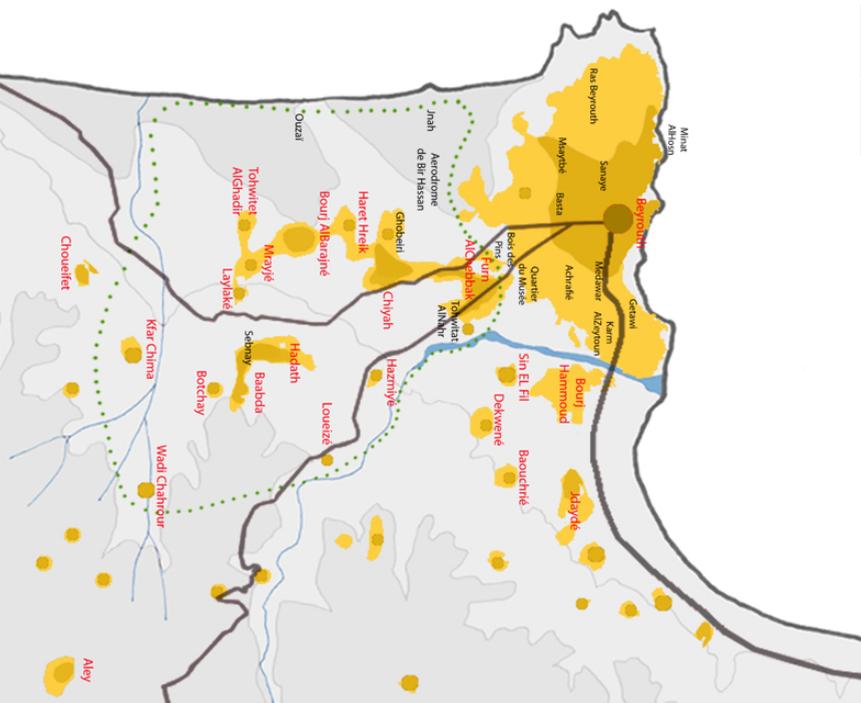
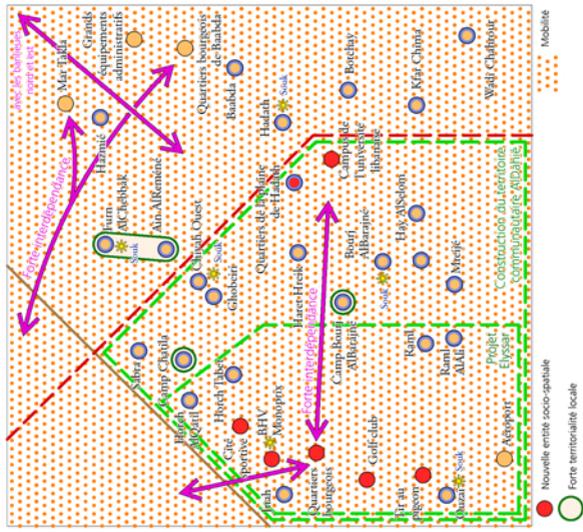
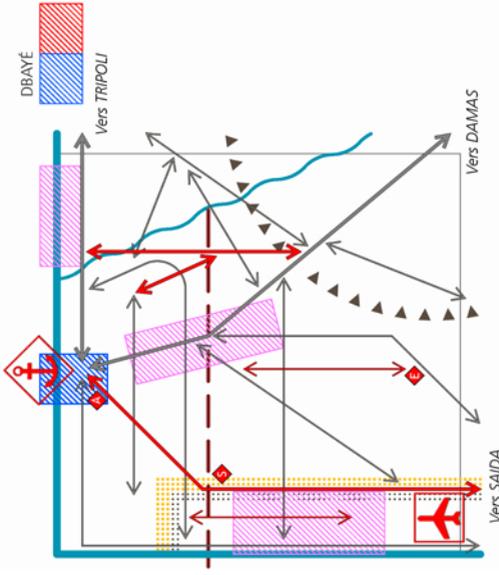
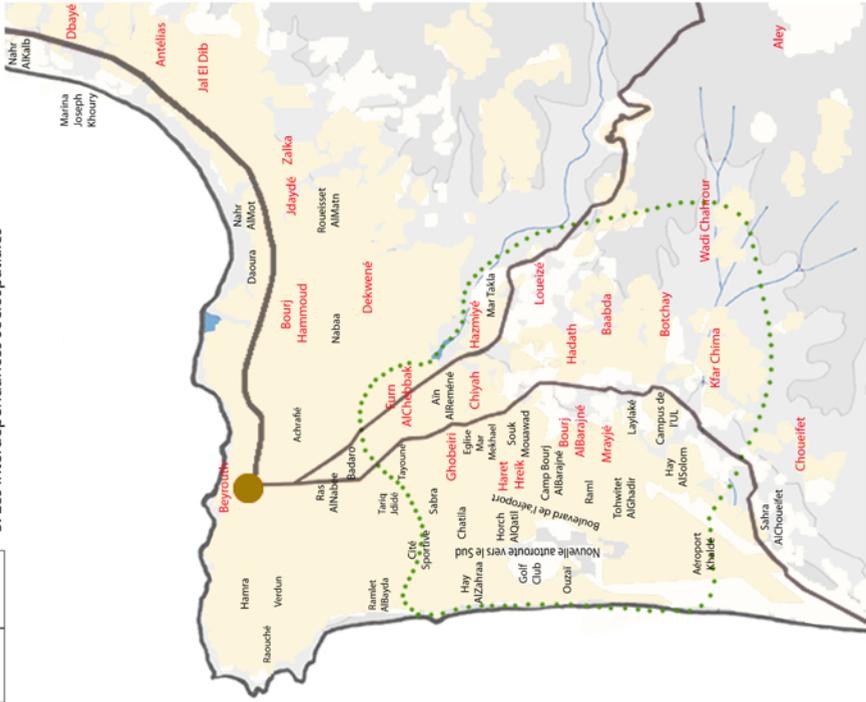


Planche 6 - En attente de la reconstruction [1991-1998]

1	2
	3

1. Les localités et l'urbanisation
2. Les principaux projets
3. Les interdépendances sociospatiales



1 Sahel AlMatn AlJanoubi

Notre zone d'étude pour l'analyse diachronique est le Sahel AlMatn AlJanoubi. C'est un district historique du Mont-Liban¹⁴¹ central. Le Mont-Liban, dont le Sahel fait partie, est une entité géographique qui va des régions de Zghorta, Ehden et Koura au nord à celle du Chouf et de Jezzine au sud. Elle inclut en gros les zones de hautes montagnes et de collines au centre de l'Etat actuel de la République Libanaise. S'il inclut des zones et villes côtières comme Jbeil, il n'inclut pas toutefois les autres villes de la côte toutes proches, Beyrouth, Saida et Tripoli.

Le nom du Sahel AlMatn AlJanoubi signifie la côte du Matn sud ; le Matn comprend les zones centrales du Mont-Liban celles qui surplombent Beyrouth. Le Matn qui va du Nahr AlKalb au nord au Nahr AlGhadir au sud comprend trois districts historiques : AlMatn AlChamali¹⁴² et le Sahel AlMatn AlJanoubi¹⁴³ (voir planche 0 - 2.).

Tanios Chidiac définit le Sahel AlMatn AlJanoubi en 1859 comme suit : « sa largeur du Nahr Beyrouth à Nahr AlGhadir, sa longueur de la mer à Ard AlQefl. Ses princes les Chéhabs. On y trouve 15 villages. Hadath [...] où on trouve les bâtisses des émirs Chéhabs, puis Alhara [Haret AlBotm] puis Baabda où on trouve le palais de l'émir Melhem Haidar en face de celui-ci se trouvent ceux des émirs Bachir Melhem et Assaad Kaadan à Sebnay. Puis Boutchay. Puis Aljazireh qu'on appelle généralement Alzireh puis AlLoueizé et Wadi Chahrour AlFawqa et AlTahta où on retrouve aussi des palais des émirs Chéhabs et de nombreux jardins. Puis Kfarchima qu'on appelle le village d'argent où les Chéhabs ont aussi des palais et des jardins. De ce village vient Al Yazji le poète grec catholique. Puis AlBourj et Laylaké puis Tohwitet AlGhadir et Haret Hreik. Puis Chiyah et Tohwitet AlNahr. L'agriculture principale de cette zone est la sériciculture. Ses habitants sont des chrétiens avec une minorité de chiites à son ouest » (voir planche 0- schéma 3.).

Ce district représente un terroir historique dont le peuplement continu remonte à l'époque de l'émirat Chéhab. Comme il a été dit dans le chapitre précédent, la pertinence du choix du Sahel AlMatn AlJanoubi comme terrain d'étude de l'analyse diachronique émane d'abord du fait qu'il a connu dans son histoire une interaction assez importante avec Beyrouth d'une part et avec la montagne d'autre part. Il faut souligner que c'est précisément ici que se sont développées les communes qui sont devenues aujourd'hui les banlieues sud et les banlieues sud-est de Beyrouth avec tout ce qu'elles représentent comme diversité en entités sociospatiales – en termes communautaires, socioéconomiques et fonctionnels – entre lesquels se développent différentes logiques de différenciations sociospatiales.

¹⁴¹ Le Mont-Liban est avec l'Anti-Liban l'une des deux chaînes de montagnes au Liban. Elle s'étale du nord au sud coupant le pays en deux. Elle s'élève au nord du pays pour dépasser les 3000 m d'altitude pour descendre graduellement en allant vers le sud où elle devient des collines qui rejoignent ceux du pays de Jabal Aamel.

¹⁴² Littéralement le Matn nord

¹⁴³ Le district du Sahel AlMatn AlJanoubi est beaucoup moins étendu que celui du AlMatn AlChamali

2 Remarques méthodologiques

2.1 Principes de périodisation

La question de la périodisation est toujours une affaire périlleuse. Toute segmentation du temps en époques ne manque d'être contestable : « period concepts [may] finally correspond to no realities whatsoever, and whether they are formulated in terms of generational logic, or by names of reigning monarchs, or according to some other category or topological classificatory system, the collective reality of multitudinous lives encompassed by such terms is unthinkable (or non totalizable) and can never be described, labeled or conceptualized » (Jameson cité dans Dear, 2000) .

Toutefois, la périodisation est un outil très utilisé des sciences historiques et urbaines. Son intérêt est de marquer des limites chronologiques d'un certain phénomène pour pouvoir mieux le comprendre. Le comprendre dans ses rapports à son entourage, à une certaine époque, ou dans son évolution à travers différentes périodes. En fait, chaque période peut ramener ses propres logiques qui peuvent se maintenir longtemps après celle-ci. Ainsi, comme le dit Stein (1995 cité dans AlSayyad & Roy, 2006) en mettant en garde contre les pratiques de périodisation : « I do not mean by this that historical periodization is arbitrary in the sense of meaninglessness ; rather, I want to emphasize that meaning is produced, not given, and periodization is structurally determinate precisely because it is too produced – and in a narrative [...] a period boundary by virtue of its demarcation is a place where meaning is produced ».

C'est l'identification de ces périodes-charnières qui va nous aider à mettre en place une périodisation. La gouvernance et son rapport à la différenciation sociospatiale étant au centre de la réflexion de cette thèse, pour qu'une périodisation soit significative, il faut que ces périodes charnières marquent un changement dans le fonctionnement d'une de ces deux variables au niveau du Sahel AlMatn AlJanoubi.

D'emblée, le changement de modes de gouvernance, notamment au niveau supérieur, nous paraît comme un indice plus facile à identifier que les différenciations sociospatiales. De fait, d'importants changements des systèmes de gouvernance au niveau supérieur ne peuvent qu'affecter de façon plus ou moins notable les gouvernances locales et les différenciations sociospatiales au Sahel AlMatn AlJanoubi.

Dans les deux derniers siècles, d'importants changements viennent régulièrement bouleverser les modes de gouvernance en place dans l'aire actuelle appelée le Grand Beyrouth¹⁴⁴. Nombreux sont

¹⁴⁴ Nous reviendrons plus tard dans ce travail à la définition exacte du Grand Beyrouth. Pour le moment nous nous suffisons de dire qu'il inclut le territoire de la municipalité de Beyrouth, les banlieues et les périphéries plus ou moins lointaines de la ville.

les travaux sur Beyrouth qui définissent des périodisations de son histoire durant les deux derniers siècles à partir de l'évolution des modes de gouvernance. Ils s'accordent en gros sur la périodisation suivante :

- L'époque ottomane traditionnelle [jusqu'à 1831]
- L'époque égyptienne [1831-1841]
- L'époque des Tanzimat ottomans [1842-1918]
- L'époque du mandat français [1920- 1943]
- L'époque de la « république marchande »¹⁴⁵ [1943-1975]
- L'époque de la guerre civile [1975-1990]
- L'époque de l'après-guerre [après 1991]

Toutefois nous pensons faire un léger changement dans cette périodisation. En fait, ces bouleversements des modes de gouvernance n'affectent pas de la même façon tous les territoires inclus aujourd'hui dans l'aire de l'actuel Grand Beyrouth. Le Sahel AlMatn AlJanoubi qui reste sous le contrôle des princes Chéhabs et dans le régime de l'émirat de la Montagne, ne connaît pas un changement important dans le mode de gouvernance à l'époque égyptienne qui introduit par contre d'importants changements dans celui du Beyrouth intra-muros. Par suite, pour notre sujet d'étude, nous considérons l'époque égyptienne comme une continuité de l'époque ottomane traditionnelle.

De même, dans la périodisation assez commune de l'histoire du Mont-Liban, dont le Sahel AlMatn AlJanoubi fait partie, la période des Tanzimat de Beyrouth est divisée en deux époques distinctes : l'époque des deux qaïmaqamat et l'époque de la moutassarifat. Toutefois, le Sahel AlMatn AlJanoubi vit l'époque des deux qaïmaqamat en gros comme une période de troubles et de décomposition des systèmes en place à l'époque de l'émirat des Chéhabs et où germent les dynamiques qui éclosent en force à l'époque de la moutassarifat. Ainsi, nous considérons ici les deux époques comme une seule période.

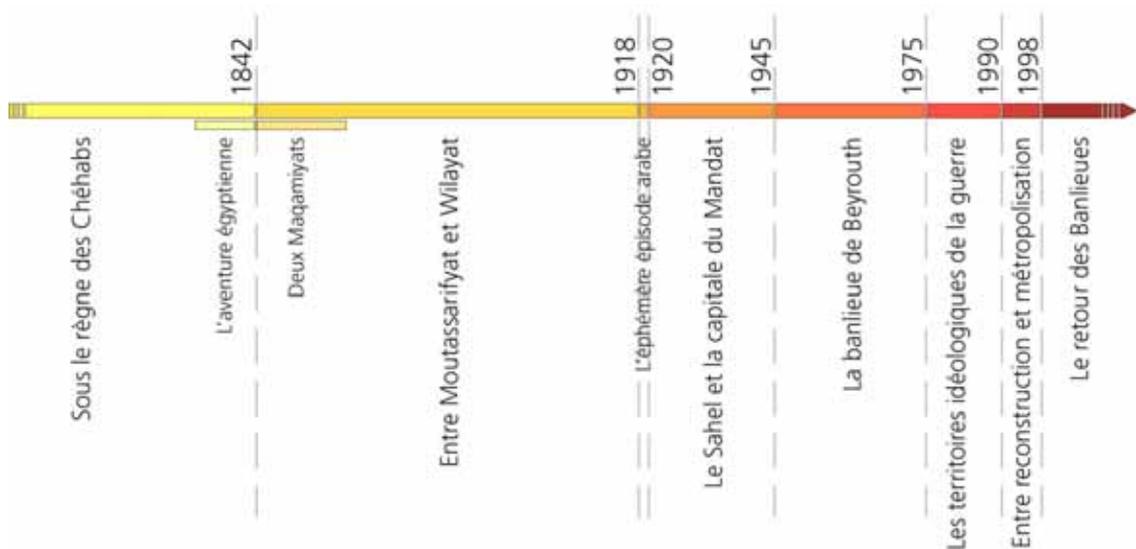
Ceci nous mène à proposer la périodisation suivante pour l'analyse diachronique de l'évolution des différenciations sociospatiales au Sahel AlMatn AlJanoubi :

- « Sous le règne des Chéhabs » [1697-1842]. Nous choisissons de commencer la périodisation avec le règne des émirs Chéhabs car ces derniers sont en gros responsables du peuplement de beaucoup des localités du Sahel AlMatn AlJanoubi en amenant des villageois d'autres secteurs du Mont-Liban pour travailler la sériciculture. Avant cette date, Bourj AlBarajné représente la seule localité de ce district. En fait, depuis les guerres

¹⁴⁵ D'après l'appellation de Samir Kassir (2003) pour la période allant de l'indépendance à la guerre de 1975

contre les croisades, ce district reste inhabité puisque susceptible de pillage continu depuis la mer et difficilement défendable,

- « Entre moutassarifyat et wilayat » [1842-1918]. Au Sahel AlMatn AlJanoubi se trouve la capitale Baabda de la nouvelle moutassarifyat autonome du Mont-Liban, toutefois, il est hautement concerné par la dynamique d'étalement de Beyrouth en pleine croissance et qui devient aussi la capitale d'un wilayat incluant plusieurs villes de la côte levantine ;
- « Le Sahel et la capitale du Mandat » [1920-1943]. Le Sahel AlMatn AlJanoubi est le premier district du Mont-Liban concerné par la disparition de la moutassarifyat et la désignation de Beyrouth comme nouvelle capitale du nouvel Etat libanais fondé par le mandat français ;
- « La banlieue de Beyrouth » [1943-1975]. Le Sahel AlMatn AlJanoubi fait désormais partie de ce qui est appelé les banlieues de Beyrouth ;
- « Les territoires idéologiques de la guerre » [1975-1991]. Le Sahel AlMatn AlJanoubi connaît la ligne de démarcation et des constructions territoriales orchestrées par des partis politiques et leurs milices ;
- « entre reconstruction, métropolisation et retour du local » [1991-1998]. Le Grand Beyrouth est le théâtre d'une grande opération de reconstruction et de projets de « désenclavement » opérés par les institutions de l'Etat central. En même temps on voit réémerger au Sahel AlMatn AlJanoubi des logiques localistes s'opposant ou s'articulant au projet de l'Etat central.



La période dite du retour des municipalités, après 1998 sera étudiée en détail dans le chapitre VI.

2.2 Sources mobilisées

Nous n'entendons point pour ce travail entamer nous-mêmes des recherches historiques spécifiques pour la construction des données nécessaires à notre analyse diachronique. Ceci est hors de notre champ et de nos compétences. Nous nous limitons en fait ici au dépouillement

d'un important corpus scientifique sur Beyrouth et ses banlieues. Nous ne prétendons aucunement l'exhaustivité, mais nous tâchons, autant que possible, de repérer tout ce qui pourrait être significatif pour ce travail.

Une première entrée est la liste des thèses et mémoires jusqu'à 2009 publiée par l'Institut Français du Proche-Orient, reprenant les travaux présents dans leur bibliothèque et consultables dans leurs bureaux à Beyrouth. Cette liste comprend en effet quelques 730 mémoires et thèses de chercheurs en sciences humaines travaillant sur le Proche-Orient et de différentes universités au Liban et en France. Plus d'une centaine de ces travaux traitant de Beyrouth ou de certains de ses quartiers a été retenue, et les travaux consultés et fichés. Dans nombre de ces travaux, nous avons fait des lectures transversales en nous arrêtant exclusivement sur les chapitres qui nous intéressent.

Une seconde entrée est celle d'un nombre d'ouvrages sur Beyrouth, en langues française, arabe et anglaise. Pour ces ouvrages, on s'est basé sur les bibliothèques de l'Institut Français du Proche-Orient, de l'Université Américaine de Beyrouth, l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, la bibliothèque du département d'urbanisme de l'Université Libanaise ainsi que quelques rares ouvrages qu'on a trouvés à l'Université de Liège en rapport avec notre sujet.

2.3 La chorématique comme méthode de représentation graphique

L'analyse diachronique qu'on cherche à engager dans ce chapitre repose sur une analyse aussi bien historique que territoriale. Les représentations graphiques sont ici un outil incontournable pour synthétiser visuellement l'évolution de notre zone d'étude. Toutefois, d'importants points remettent en question la pertinence du seul usage de la cartographie comme outil de représentation graphique de l'évolution des différenciations sociospatiales.

Le premier point est celui de la définition des frontières. Notre approche dans la définition des entités sociospatiales d'un côté ne se base pas sur les limitations spatiales pour définir l'emprise d'une entité sociospatiale, d'un autre côté elle ne conçoit pas l'interface entre ces entités comme une juxtaposition de masses différentes des deux côtés d'une ligne, la frontière. L'usage de la cartographie représente ici un effort non nécessaire et même fort périlleux en laissant supposer un message qu'en réalité nous ne portons pas. Par exemple, nous avons déjà discuté dans le chapitre III la difficulté – voire la méfiance de certains chercheurs vis-à-vis – de l'idée de représenter cartographiquement les communautés.

Le second point est celui du peu d'intérêt pour l'exactitude topographique de nos représentations graphiques. En fait, notre thèse ne traite pas de l'espace en tant que tel, mais seulement à travers son couplage au social, dans la définition des entités sociospatiales, et au politique, notamment à travers la spatialisation de l'action. C'est uniquement dans ces rapports et non dans sa

morphologie que l'espace nous intéresse. Par suite la construction de la cartographie nécessite une information exacte sur des réalités spatiales – dans notre cas historiques – que nous ne maîtrisons pas¹⁴⁶, et qui de plus ne sont pas significatives pour notre analyse.

Pour cela nous avons choisi de mobiliser la méthode chorématique. La chorématique est développée par Roger Brunet (1980, 1986), comme méthode de représentation graphique de réalités géographiques, alternative à la cartographie. Elle est surtout aujourd'hui mobilisée par les spécialistes de la communication pour les décideurs comme outil de communication notamment pour traiter de problèmes ayant un penchant spatial (Laurini, Sebillio, Vitiello, Sol-Martinez et Raffort, 2009). Plus synthétique et ne représentant que les éléments essentiels à la problématique abordée, elle fait l'économie de beaucoup de détails et clarifie la communication en rapprochant les perceptions des différents décideurs. Comme elle semble un excellent outil pour exprimer et analyser les évolutions territoriales en permettant de retenir les dynamiques essentielles et leurs impacts (Del Fatto et al, 2009).

Les Chorèmes sont des représentations des structures élémentaires d'un espace géographique, ou des représentations schématiques de territoires. À partir de points, de lignes et de surfaces simples l'idée consiste à représenter les rapports entre différentes entités présentes dans l'espace.

Le problème de l'usage des chorèmes est surtout l'identification de ce qui est pertinent à représenter dans un schéma chorématique et ce qui ne l'est pas. Les Chorèmes courent généralement le risque d'être trop simples, ou au contraire trop lourds s'ils cherchent à exprimer plusieurs choses à la fois. Par suite il est courant de démarrer l'exercice en se basant sur deux ou trois chorèmes avançant des représentations simples de différents aspects de la même réalité territoriale, et de complexifier ces schémas au fur et à mesure, pour conserver leurs potentiels discursifs. C'est ce que nous proposons de faire dans notre cas.

Les chorèmes nous aideront dans une première phase à schématiser:

1. Les découpages administratifs
2. Les principales concentrations communautaires et socioéconomiques;
3. Les principales activités économiques ;
4. Les principaux axes de mobilité reprenant les principales infrastructures routières ou autres de transport.

Ensuite, ils nous serviront aussi à schématiser l'emprise des grands projets – notamment de la puissance publique – ainsi que les dynamiques de différenciations sociospatiales au Sahel à partir de :

¹⁴⁶ La cartographie de la zone étudiée est presque inexistante pour les époques antérieures aux dernières décennies de l'empire ottoman.

5. L'évolution des constructions territoriales et à travers des dynamiques de scission ou intégration d'entités sociospatiales ;
6. Des complémentarités entre ces différentes entités notamment en termes de fonctionnement économique en introduisant des nouvelles centralités et de nouveaux flux de produits, de capitaux et de main-d'œuvre ;
7. De changement des pratiques de mobilité entre ces entités sociospatiales notamment sur les grands axes de circulation.

Dans une troisième phase nous tenterons de tracer des séquences de chorèmes reprenant les différentes périodes et décrivant l'évolution territoriale des entités sociospatiales et leurs interdépendances.

3 Sous le règne des Chéhab [1697-1842]

3.1 L'Emirat de la Montagne au 19^{ème} siècle, une hiérarchie pluriséculaire face aux vents du changement : soubresauts et désintégration

Au haut Moyen-Âge, Le Mont-Liban est peuplé par une population – majoritairement de rites musulmans ou chrétiens considérés comme non orthodoxes par les pouvoirs officiels¹⁴⁷ – qui s'y est retranchée fuyant les persécutions. Cette population a une structure sociale et politique clanique. Elle est constituée d'une paysannerie chapeauté par des « grandes familles » guerrières. On peut identifier les principaux traits de cette organisation sociale et politique au Mont-Liban à travers les caractéristiques suivantes :

- Au niveau de la communauté villageoise, le patriarche de la famille la représente dans toute négociation avec un autre groupe. On retrouve presque toujours une division de la communauté villageoise en deux groupes antagonistes à la tête de chacun se trouve une famille dominante¹⁴⁸ (Chevallier, 1971). Enfin, un homme à la tête de la communauté villageoise joue le rôle d'intermédiaire entre cette communauté et les chefs des clans.
- Au niveau de la structure clanique générale, le schéma traditionnel des alliances entre les clans dans la montagne se fait dans une logique d'affiliation à des grands regroupements de clans antagonistes, les Qaysis et les Yamanis jusqu'à la bataille de Ain Dara¹⁴⁹, et plus tard les Yazbaki et les Joumblatti. Dans le cas des Qaysis et des Yamanis, les alliances groupent des clans de différentes communautés, toutefois l'antagonisme Yazbaki/Joumblatti est propre à la communauté druze.

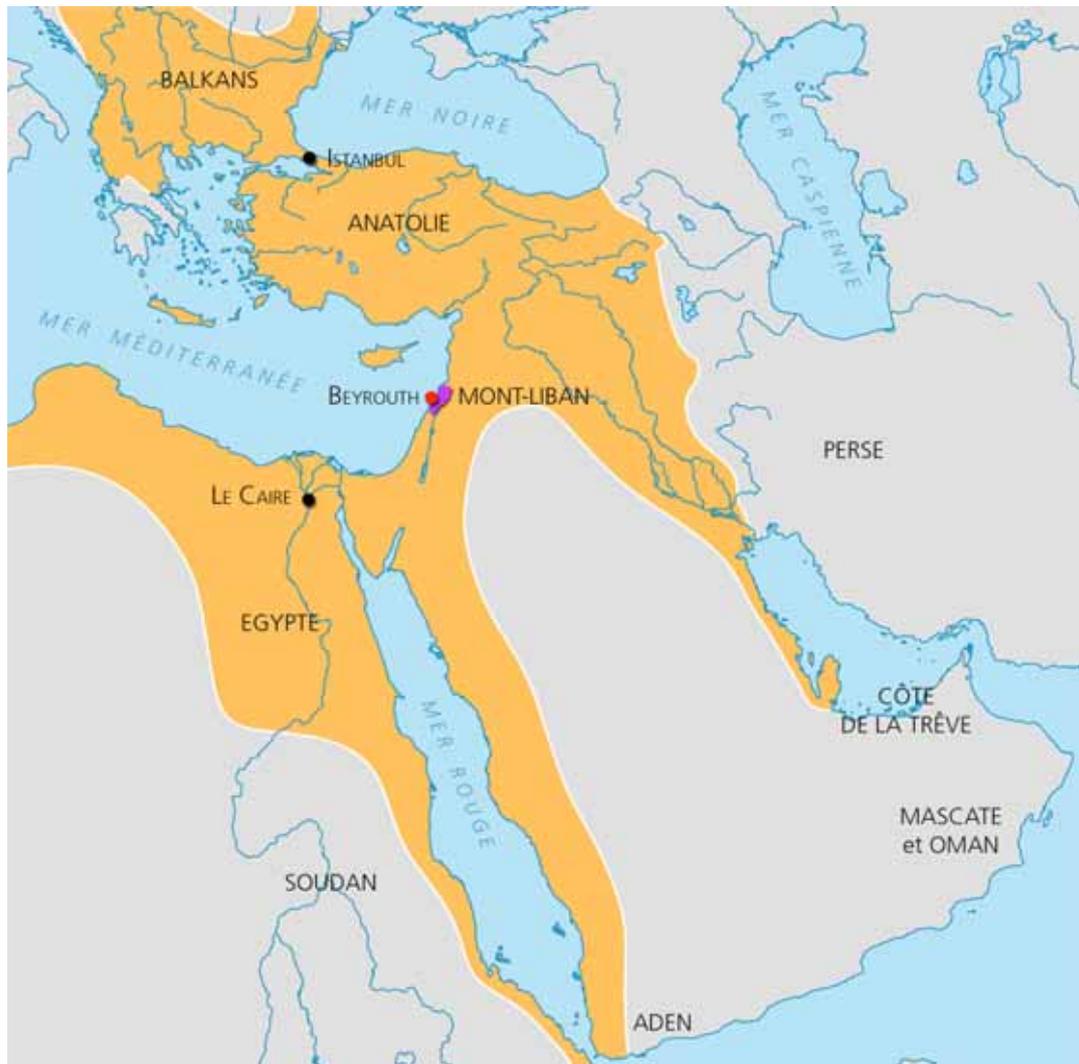
Les Ottomans après leur conquête de la Syrie en 1516, maintiennent une pratique plus ancienne qui reconnaît à des chefs de clans ou de tribus le droit de fermage des impôts dans des zones considérées comme secondaires ou difficiles à contrôler. Le Mont-Liban représente un tel cas. Pour y garder la paix et assurer le fermage du fisc, les Ottomans recourent au représentant du

¹⁴⁷ C'est notamment le cas des maronites et des druzes. Les maronites sont les fidèles de l'église de rite oriental du même nom qui dès 687 a son propre patriarche. Cette église a des liens anciens avec l'église catholique qui se consolident au Moyen-âge, et par suite tombe en conflit avec les autorités religieuses orthodoxes reconnues par Byzance et les califes arabes. Ils migrent vers le 7^{ème} siècle de la vallée de l'Oronte au nord de la Syrie et se concentrent pour plusieurs siècles dans les hautes vallées du nord du Liban avant de procéder à une poussée démographique vers le sud du Mont-Liban. Les maronites se trouvent aujourd'hui surtout au Liban mais aussi en faible nombre en Syrie. Le druzisme est un rite musulman hétérodoxe schismatique de l'ismaélisme fatimide. Il sert d'idéologie à plusieurs vagues de soulèvements paysans en Syrie (Chevallier, 1971), et se maintient au Wadi El Taym, au sud de la chaîne de l'Anti-Liban, chez une paysannerie dirigée par des familles appartenant selon la tradition à des tribus arabes. Les druzes migrent en nombre vers le Chouf et le Gharb au centre du Mont-Liban, installés par les atabegs de Damas pour combattre les croisés. Depuis plusieurs siècles déjà, la conversion au druzisme n'est pas possible. La communauté se concentre aujourd'hui au Liban, au sud de la Syrie et en Palestine.

¹⁴⁸ Même s'il existe plus de deux familles dominantes (Chevallier, 1971)

¹⁴⁹ En 1711 gagnée par les Qaysis.

clan le plus puissant appelé communément Grand Emir de la Montagne (Chevallier, 1971 ; Picaudou, 1989).



*L'empire ottoman vers le début du 19^{ème} siècle
Source : reconstitutions personnelles à partir de (Kassir, 2003)*

Cet émir est à la tête de ce qu'on appelle "l'Emirat de la Montagne" ou "gouvernement des druzes", les clans druzes ayant représenté le corps d'une organisation des clans qui régit le Mont-Liban. L'appellation Montagne – « AlJabal » - fait référence d'abord au « Jabal El Chouf » comprenant les parties centrales et méridionales du Mont-Liban et représente la zone de concentration des druzes, alors que l'appellation Mont-Liban ne désigne au début que la partie septentrionale de cette chaîne montagneuse¹⁵⁰. Bien que cette organisation hiérarchisée de clans soit constituée principalement de clans de communauté druze elle incluait aussi des clans d'autres communautés tels les Khazen et Dahdah de communauté maronite, les Sayfa et Chéhabs de communauté sunnite et les Hamadé de communauté chiite.

¹⁵⁰ Ce n'est que plus tard et sous l'influence d'une historiographie dominée par des personnes de communauté maronite que le nom Mont-Liban englobera les deux parties (De Clerck, 2009).



les mouqataas (districts) du Mont-Liban à l'époque des Chéhab

source : à partir de document modifié présent sur internet - <http://publishing.cdlib.org/ucpressebooks/view?docId=ft9d5nb66k%3Bchunk.id=d0e57%3Bdoc.view=print>

Cette organisation hiérarchique n'a aucune souveraineté et ne représente pas une structure politique indépendante ou autonome. Officiellement elle est seulement une organisation de fermage fiscal ad hoc employée par les Ottomans pour minimiser une tâche qui s'avère difficile dans une société rurale, clanique, spatialement dispersée et nichée dans un milieu géographique très escarpé. Mais dans les faits c'est un espace politique et social qui échappe au contrôle direct des autorités ottomanes et où les chefs de clans, fermiers du fisc, sont l'autorité de fait pour une population paysanne qui partage les principes de cette culture clanique. Loin de présenter une exception, cette situation est courante dans beaucoup de wilayats de l'empire¹⁵¹ (Chevallier, 1971).

L'utilisation de l'appellation « émir » - qui signifie prince en arabe – a conduit beaucoup d'auteurs occidentaux et même libanais à amalgamer ce système de fermage avec les structures féodales européennes. Comme le précise Chevallier (1971), on ne peut parler de féodalisme dans le sens européen du terme au Mont-Liban, puisqu'il n'existe pas d'hommage de personne à personne, de droit héréditaire ni de vassalités multiples. Pourtant, le droit de fermage théoriquement renouvelé annuellement est rarement remis en cause et se transmet dans le clan dominant, de père en fils ou en parent.

Ainsi à la tête du clan le plus puissant, le grand émir doit assurer le fermage du fisc et l'envoyer aux sièges des wilayats¹⁵² de Saida et de Tripoli entre lesquelles la montagne est divisée. Pour cela une répartition des différents districts de la montagne, dits « mouqataa », est faite entre les autres clans qui doivent assurer le fermage dans ces districts et le rendre au grand émir tout en conservant une part. La répartition des districts entre les clans, dits « mouqataajis », est toujours matière à tensions et litiges entre ces clans. Cependant avec le temps et suite à des ententes ou des confrontations armées cette répartition se stabilise.

Le Mont-Liban présente une économie rurale traditionnelle. Ses habitants réussissent sur les pentes raides et escarpées à faire émerger des terrains agricoles, reprenant les cultures traditionnelles de l'olivier et de la vigne. Toutefois, depuis l'époque du grand émir Fakhreddine II Maan, la société du Mont-Liban connaît les techniques de production de la soie. Avec le temps, la production de la soie se développe en une véritable économie organisée. On retrouve ainsi une agriculture – parfois intensive – de mûriers où les cocons sont élevés, des magnaneries parsemées dans tous les districts ainsi que des centres de tissage, comme celui d'Aaraya, le plus important du Mont-Liban. Cette économie fait la richesse de cette société, et y permet une importante croissance démographique.

Les Chéhabs sont ce qu'on appelle une dynastie de grands émirs ou plus exactement de fermiers généraux « mouqataaji ». Après près de deux siècles de fermage contrôlé par la dynastie

¹⁵¹ Même dans des provinces assez proches de la capitale de l'empire à Istanbul. C'est le cas ainsi des clans kurdes au nord de l'Iraq (Hourani, 1968)

¹⁵² Les wilayats sont des divisions territoriales et administratives ottomanes équivalente des provinces

Maanide¹⁵³, celui-ci passe en 1697 à leurs parents du clan des Chéhabs devenus par succession les grands émirs de la Montagne¹⁵⁴. Venus du Wadi Al Taym, ils s'installent d'abord à Deir Al Kamar l'ancienne capitale des Maanides au centre de la montagne, toutefois ils ne tardent pas à établir sur les collines du Sahel AlMatn AlJanoubi des palais secondaires dans ce qui deviendra les localités de Baabda, Hadath, Kfarchima et Wadi Chahrour (Feghalé, 2000).

Les Chéhabs se maintiennent à la tête de cette hiérarchie jusqu'à la fin du système de l'Emirat en 1842. Les dernières décennies du règne des Chéhabs coïncident avec une période d'importantes crises politiques au niveau de l'empire qui ont failli plusieurs fois amener sa chute. De fait, le déclin de l'empire commencé un siècle plus tôt s'accroît et crée ce que les puissances européennes appelleront la « question d'Orient ». Cette situation conjugue des crises intérieures, notamment des mouvements de révoltes ou d'autonomie dans ses provinces, et l'ingérence et l'intervention directes de la part des puissances européennes concurrentes qui veulent profiter de l'effondrement de l'« homme malade »¹⁵⁵ sans pourtant chercher à l'anéantir. Les deux crises qui ont des implications importantes pour l'Emirat et pour le clan des Chéhabs plus précisément sont à partir de 1768 la révolte d'Ali bey El Kabir wali d'Égypte et son allié le cheikh Dhahir Alumar Alzaydani qui contrôle la Galilée, et de 1831 avec la révolte égyptienne de Mohammad Ali Pacha.

3.1.1 Les Chéhabs perdent le contrôle de Beyrouth

Les limites entre la Montagne et les domaines de la ville n'ayant jamais été clairement définies, les Chéhabs ont tendance à considérer Beyrouth comme partie intégrante de leur domaine, d'autant qu'il est le principal port d'exportation de leur soie. Ce rapport ambigu à la ville est brouillé aussi par le fait que le contrôle de la ville est tributaire de la relation entre le wali de Saida et le grand émir. Cette dernière devient plus conflictuelle avec l'arrivée à la wilayat de Saida de l'ambitieux et puissant Ahmad Pacha, dit Al Jazzar¹⁵⁶, et les paris que fait l'émir Youssef Chéhab.

En 1772, la guerre de Crimée faisant rage entre Ottomans et Russes, Youssef Chéhab demande l'aide des autorités ottomanes pour défendre la ville contre la flotte russe. La Porte¹⁵⁷ envoie un régiment à la tête duquel se trouve Al Jazzar, qui n'est pas encore wali de Saida. Le refus d'Al Jazzar de céder le commandement de la ville à Youssef Chéhab, pousse ce dernier à changer de camp. Il rejoint le cheikh Dhahir Alumar Alzaydani qui contrôle la Galilée et le mamelouk Ali bey Al-Kabir gouverneur d'Égypte, tous deux révoltés contre la porte et alliés des Russes. Al Jazzar doit abdiquer face à une attaque synchronisée et Youssef Chéhab reprend le contrôle de la ville en allié des russes et des insurgés.

¹⁵³ Les Maanides sont un clan tribal arabe de communauté druze qui à la conquête des Ottomans de la Syrie sont le clan le plus puissant au Mont-Liban. Ils sont devenus les vassaux des Ottomans lesquels leur attribuent le droit du fermage de l'impôt dans la montagne.

¹⁵⁴ Bien que les Maanides sont de communauté druze, leurs successeurs et parents Chéhabs sont de communauté sunnite.

¹⁵⁵ Surnom que donnera à l'empire Ottoman le tsar russe Nicolas 1^{er}

¹⁵⁶ Ce qui signifie "Le Boucher" en arabe. Ce surnom il le doit à son tempérament et politiques sanguinaires

¹⁵⁷ Ou la Porte Sublime, est le nom d'usage dans les documents indiquant l'administration centrale ottomane.

Toutefois, Al Jassar nommé cette fois wali de Saida et de Damas et après un chassé-croisé avec Youssef Chéhab et les insurgés – et avec la fin de la guerre de Crimée – réussit à mettre en échec ses opposants et à reprendre le contrôle du Levant.

Les conséquences de ces événements sont, surtout en ce qui concerne la Montagne et plus précisément les Chéhabs, l'amputation définitive de Beyrouth de leur tutelle de fait (Kassir, 2003).

3.1.2 Mohamad Ali et sa campagne Syrienne

Le règne d'Al Jassar impose une relative stabilité malgré les secousses de la campagne de Syrie de Napoléon 1^{er} ¹⁵⁸. La campagne de Syrie d'Ibrahim Pacha – fils du wali d'Égypte et grand réformateur insurgé contre la Porte, Mohamad Ali Pacha – en 1831, provoque toutefois de grands changements.

L'empire réussit sur des siècles à conserver sa cohésion et sa stabilité par la coercition que représente son armée mais aussi par une bureaucratie centralisée efficace et surtout par le développement d'un vaste marché intérieur entre les villes et provinces de l'empire (Hanssen, 2002 ; Makdissi, 2002 ; Chambers & Polk, 1968). Ce marché est très conservateur puisqu'il ne développe pas de nouveaux produits, et ne produit de la richesse que pour certaines franges restreintes des populations urbaines. À partir de la fin du 18^{ème} siècle, il entre en compétition avec un autre marché qui commence à se structurer. Suite à d'importants changements, notamment la révolution industrielle en Europe, le développement des transports maritimes ainsi que la paix européenne à l'issue des accords de Vienne, le marché européen s'ouvre sur le monde avec une grande ampleur. Kassir (2003) rapporte d'après Hourani, vers le milieu du 19^{ème} siècle que le bédouin du désert syrien porte déjà une chemise en coton du Lancashire, et à Beyrouth on boit le café brésilien au lieu du fameux Moka yéménite. Les produits européens sont à la conquête des marchés d'Orient. En contrepartie les principales exportations deviennent le coton d'Égypte et de Palestine ainsi que la soie du Mont-Liban et du hinterland syrien, destinés tous deux aux manufactures de tissage européennes.

Mohamad Ali, sous l'influence de ses conseillers européens entreprend de grandes réformes, notamment dans l'administration et l'armée. Il croit à la nécessité d'une modernisation de l'empire. La part d'intentionnalité de Mohamad Ali et son fils dans le changement de la structure des marchés est matière à débats entre historiens (Kassir, 2003), mais il est clair pourtant que leurs choix, actions et projets favorisent cette transition. C'est le cas particulièrement à Beyrouth.

¹⁵⁸ Après sa campagne d'Égypte, Napoléon tente une poussée plus au nord vers la Syrie mais il est arrêté sous les murs d'Acre capitale de la wilaya de Saida et centre administratif d'Al Jassar

Dans sa campagne de Syrie Ibrahim Pacha trouve dans la personne du grand émir des Chéhabs Bachir II un important allié¹⁵⁹.

Bachir II est sans doute le plus puissant des émirs Chéhabs. Issu d'une branche marginale de la famille, il réussit à s'imposer au sein de son clan. Il règne comme grand émir sur la Montagne pour plus d'un demi-siècle entre 1788 et 1940. Repéré par Al Jazzar, il gagne sa confiance et son soutien pour son ascension vers la tête de l'Emirat. Plus tard il s'allie à Ibrahim Pacha. Une alliance qui se présente pour Bachir II comme un soutien crucial pour qu'il puisse asseoir son autorité sans être aucunement contesté.

Le trait central du règne de Bachir II est la mise en place d'une centralisation de l'Emirat qui n'existait pas avant. Il élimine progressivement tous ses concurrents au sein de son clan et puis s'en prend aux mouqataajis des clans adverses qu'il dépossède. Pour contrôler tous les mouqataas qui tombent sous contrôle direct il développe une large administration et construit un imposant palais à Beiteddine au cœur de la Montagne. D'autre part, pour transcender les problèmes que crée l'élimination des principaux chefs de clans, notamment druzes, il favorise une migration paysanne maronite – déjà entamée depuis des siècles à la demande des mouqataajis druzes pour le travail de la terre, mais cette fois de façon accentuée – vers les régions méridionales du Mont-Liban.

3.1.3 La chute des Chéhabs et ses conséquences

La défaite égyptienne a des effets dévastateurs sur les Chéhabs et l'Emirat de la Montagne. Bachir II est exilé, et bien que l'Emirat dévolue à son cousin Bachir III Chéhab, celui-ci ne peut s'y maintenir. Les mouqataajis des clans que Bachir II dépossède pendant l'aventure égyptienne et exile sont de retour, et par la force reprennent les terres, qu'ils contrôlaient dans le temps, et contestent l'autorité des Chéhabs affaiblis (Chevalier, 1971). Les massacres communautaires de 1840 ainsi que le chaos au Mont-Liban à cette époque poussent les Ottomans, de retour après la défaite égyptienne, à un changement radical du mode de gouvernance de la Montagne différent de ce qu'ils ont appliqué sur plus de trois siècles. C'est la fin de l'Emirat.

Paul Minier (2000) repère quatre dynamiques qui conduisent à l'effritement de ce système :

- *Les luttes hégémoniques entre les féodaux, notamment Bachir II et les émirs des clans de communauté druze.* Tout en renforçant la centralisation de l'Emirat sous son long règne et en éliminant tous les adversaires possibles dans son propre clan et dans les clans adverses, Bachir II

¹⁵⁹ Cette alliance, et le contrôle de la Syrie par les égyptiens jusqu'à leur défaite et retraite face aux Ottomans et leurs alliés européens en 1940, permettent à Bachir II de renforcer son contrôle sur la montagne, détruisant les clans concurrents et les dépossédant de leurs terres. Bachir II entreprend même la construction du palais de Beiteddine dans le Chouf et y établit son administration centralisée.

détruit les bases du système de gouvernance traditionnel de l'Emirat. Après son exil, l'Emirat entre dans un grand chaos que les acteurs locaux n'arrivent plus à contrôler.

- *L'agitation sociale de la paysannerie de communauté maronite dont la démographie ne fait que croître depuis plusieurs décennies.* Cette agitation a une double cause. D'une part, une plus grande indépendance économique de cette paysannerie vis-à-vis des Mouqataajis, suite au fait qu'une frange croissante de celle-ci est engagée pour son compte dans la filature de la soie pour le marché lyonnais (Picaudou, 1989). D'autre part le mouvement de contestation est surtout en réaction aux exactions des familles mouqataajis déboussolées elles-mêmes par les changements. Toutefois, ce mouvement se transforme rapidement au sud de la Montagne en confrontation communautaire. En fait, ici les familles mouqataajis sont toutes de communauté druze alors que le gros de la paysannerie est de communauté maronite. La politique de dépossession des mouqataajis de Bachir II, et la favorisation de la migration d'une population paysanne de communauté maronite vers ces terres, renforce cette dynamique. La paysannerie de la communauté druze sentant la déstabilisation d'un système pluriséculaire et craignant la démographie croissante de la communauté maronite se rallie aux familles mouqataajis. De même le clergé maronite soutient la paysannerie qu'il encadre face aux mouqataajis des communautés chrétiennes et druzes. Tout cela a des effets lourds sur la Montagne qui entre dans une situation d'instabilité continue où se succèdent affrontements sanglants et massacres.
- *L'ingérence des puissances européennes notamment française et britannique.* Cherchant à conforter leurs intérêts et tirer profit de la situation agonisante de l'Empire Ottoman, ces puissances en compétition soutiennent les différentes communautés. Ainsi les Français prennent la défense de la communauté maronite alors que les Britanniques celle de la communauté druze. En offrant soutien politique et même financement, ces puissances ne font qu'approfondir le fossé grandissant entre ces communautés¹⁶⁰.
- Mais ce qui apporte le coup fatal au système de l'Emirat c'est *l'application de l'édit des Tanzimat*¹⁶¹, dit Hatt-e-Charif, annulant la procédure du fermage et réinstaurant une administration directe du territoire sous contrôle ottoman.

C'est suite à ce vide politique que laissent les Chéhabs que va naître le système des « qaimaqamyat » qui remplacera un système politique qui s'est maintenu au Mont-Liban sur de longs siècles.

¹⁶⁰ "L'intervention européenne a consacré l'évolution politique particulière de la Montagne. Elle a donné aux communautés religieuses une traduction politique directe dans les institutions du gouvernement; c'est un précédent absolu dans l'histoire de la Montagne" (Picaudou, 1989)

¹⁶¹ Les Tanzimat sont des édits formulés par le sultan ottoman visant la réforme de l'empire, notamment ceux de 1839 et de 1856. Ils réglementent le droit de la propriété privée, instaurent la « citoyenneté ottomane » et réorganisent l'administration ottomane.

3.2 Deux trajectoires territoriales différentes au Sahel et à Beyrouth : hiérarchisation rurale et mixité urbaine

3.2.1 Des territoires en croissance : le Sahel se peuple et Beyrouth sort de ses murs

Le Sahel – comme on appellera dorénavant Sahel AlMatn AlJanoubi est une étendue territoriale au sud et sud-est de Beyrouth et comprend grosso modo la zone qui s'étend du Nahr AlGhadir au sud au Nahr Beyrouth au nord-est, de la mer à l'ouest aux collines de Baabda à l'est. On y retrouve d'ouest en est, en « bandes » dans la direction nord-sud, les dunes de sables, la plaine alluviale et les collines à l'aval des pentes montantes du Mont-Liban (Voir planche 0- 1.).

Bien qu'on atteste l'existence de localités dans le Sahel remontant à 1450 comme Bourj AlBarajné, cette zone était relativement peu peuplée bien avant l'arrivée des Chéhabs car proche de la côte – elle était sans défenses face aux razzias des pirates ou des bédouins (Feghalé, 2000).

Avec l'installation des palais des Chéhabs à Baabda et Hadath – et ensuite à Kfar Chima et Wadi Chahrour – ces localités sur les collines à l'est du Sahel se développent et présentent un important centre administratif pour les Chéhabs que certains auteurs considéreront comme la deuxième capitale des Chéhabs en même temps que Deir AlKamar¹⁶².

Avec les Chéhabs se développe l'agriculture de la plaine et c'est ainsi que commencent à se former outre Bourj El Barajné, des petites localités comme des villages agricoles. C'est notamment le cas des localités au nord du Sahel. Les localités de Mrejjé, Tohwitet El Ghadir et Laylaké au sud du Sahel n'existent pas encore, elles ne se développeront qu'à partir de 1840 (Buccianti, 1973). Nous n'avons pas en notre disposition de cartes remontant à cette époque du Sahel qui puissent nous aider à définir les axes de croissance des différentes localités.

Les dunes de sables, à l'ouest, sont considérées comme mouchaa¹⁶³ des villages, pour le pâturage des troupeaux ou comme carrière pour l'extraction de la pierre pour la construction des habitations. Rien n'y est construit sauf quelques rares fermes, des cabanes estivales et le mausolée de l'imam Ouzai.

Beyrouth, à la même époque, présente un paysage foncièrement différent. Il n'est encore qu'un petit port secondaire d'une ville de 4000 habitants. Loin de présenter l'image de la fameuse Béryte romaine avec son célèbre école de droit romain, Beyrouth est une petite ville murée, portant sur un espace très rétréci.

¹⁶² Deir AlKamar fut la capitale des Maanides puis des Chéhabs jusqu'à la construction de Beiteddine par Bachir II

¹⁶³ Des terrains collectifs tenus en indivision par les habitants d'un village.



Beyrouth en 1841
Source : M. Davie, 2001

La ville relève de l'administration ottomane directe. Ainsi on y trouve un petit sérail de villes secondaires. Beyrouth fait partie de la wilayat de Saida, qui est une province d'importance stratégique pour l'empire¹⁶⁴. (Davie M, 1996)

La ville est un labyrinthe complexe de souks plus ou moins spécialisés avec un petit port qui commerce déjà avec Damiette, Livourne et Gênes. Certains auteurs insistent que si Saida est le principal port de Damas¹⁶⁵, Beyrouth devient à cette époque le port de la soie de la montagne libanaise, un secteur économique qui prend de plus en plus d'importance¹⁶⁶ (Fawaz L, 1982 ; Chevallier, 1968,1971). Ce n'est pourtant que sous les égyptiens (1831-1840) que la ville connaît une vraie métamorphose.

Les projets que mettent en place les Egyptiens, notamment le projet du port amènent une croissance économique qui provoque une grande migration vers Beyrouth. Ainsi, si vers 1820 Beyrouth compte déjà 7000 habitants, et 9000 habitants vers 1834, en 1840 elle compte autour de 15000 habitants. Les auteurs qui avancent ces chiffres insistent sur la précaution concernant leur précisions, mais comme le dit Leila Fawaz (1982) « ce qui intéresse ici n'est pas de présenter les chiffres exacts de la population de la ville, mais de suggérer que quelles que soient les exagérations et les erreurs, les chiffres indiquent un changement de la population qui ne peut s'expliquer que par une immigration importante vers la ville ». Ce changement démographique bouleverse la ville.

¹⁶⁴ A partir de la fin du 18ième siècle et la perte du contrôle de l'empire sur beaucoup de ses provinces, notamment en Europe et en Afrique, les provinces de Syrie et surtout la wilayat de Saida prend une importance stratégique comme avant-poste pour le contrôle de l'Egypte

¹⁶⁵ Dû à la proximité routière et l'existence depuis des siècles d'une importante communauté internationale de marchands

¹⁶⁶ Au point que les capitaux occidentaux s'y intéressèrent et que des entrepreneurs français, les Portalis, installent de nouvelles filatures modernes au Mont-Liban à partir de la fin des années 1830 (Chevallier, 1971)

La ville commence à s'étaler hors des murs¹⁶⁷. Goupil-Fisquet cité par Kassir (2003) rapporte qu'à cette époque on peut retrouver plus de 300 maisons¹⁶⁸ hors des murs. C'est que les opportunités de travail que comprennent le port et les services qui lui sont liés attirent des populations de la montagne ou de l'hinterland syrien. Ceci est particulièrement vrai concernant des populations chrétiennes¹⁶⁹.

Cette croissance démographique s'accompagne d'un étalement urbain sur les champs environnants et provoque un changement important dans la structure économique. Le foncier commence à devenir un secteur important de l'activité économique. L'étalement urbain rend l'activité immobilière plus intéressante que l'agricole. Pour ce qui est de l'intra-muros la propriété privée des personnes est généralement reconnue et inscrite dans les registres officiels. Cela est plus compliqué hors les murs où différentes catégories foncières touchent des terrains qui ne sont pas relevés dans des cadastres : mouchaa, wakf, propriété privée, amiri... et où les registres ottomans ne recensent que les terres agricoles (Clerc-Huybrechts, 2008). Cela n'a toutefois pas freiné ni l'urbanisation ni le passage d'une logique agricole à une logique foncière même si aucun cadastre ni relevé topographique ne reprend les limites des propriétés foncières.

Ainsi, on peut remarquer une concentration de la croissance extra-muros près des portes de la ville. Et bien que la route de Saida soit un axe de la croissance de la ville, l'étalement urbain ne dépasse, à cette époque, que rarement la butte de Bachoura au sud. La route de Tripoli, par contre, marque un important axe de croissance vers l'est. Mais la croissance de la ville se fait surtout sous formes d'habitations diffuses dans le paysage environnant.

3.2.2 Des territoires sans frontières

Le Sahel est un district de la montagne libanaise, une mouqataa. Chevallier (1971) définit la mouqataa comme « le cadre territorial où s'exerce l'influence des familles dominantes sur des groupes familiaux d'agriculteurs répartis en plusieurs villages, [dont l'appellation] se confond avec la charge fiscale qu'il représente ». Ainsi on est dans une situation où on a en même temps une définition territoriale géographique se basant sur l'existence de villages, et d'autre part une

¹⁶⁷ Le fait que les murs subissent un lourd bombardement de la part de la Royal Navy britannique alliés des Ottomans, facilite cette expansion.

¹⁶⁸ Ce qui est un chiffre considérable pour la population réduite de Beyrouth à l'époque

¹⁶⁹ Notamment les maronites du Chouf. C'est que les Chéhab en général et Bachir II en particulier ont entrepris une politique d'installation de paysans chrétiens dans des terres confisquées aux chefs de clans concurrents notamment les druzes du Chouf. Ce qui mène à de graves incidents sanglants notamment les massacres de 1840 et plus tard 1860 entre ces populations. (Chevallier, 1971). D'autre part, Carla Eddé (1995) et en comparant les résultats de ses recherches sur les maronites de Beyrouth avec ceux de May Davie (1993) sur la communauté grecque orthodoxe de la ville, que pour la période d'avant 1860, on a l'augmentation la plus intense de la communauté maronite alors qu'on a une certaine stagnation pour la communauté grecque orthodoxe. Ce qui suppose, à cette époque, une migration du Mont-Liban où les maronites sont installés, plus que de l'intérieur syrien où la majorité des chrétiens sont de rite grec orthodoxe.

définition administrative en rapport avec la division du fermage du fisc entre les différentes familles mouqataajis.

Ainsi, avec le temps – surtout dans le Mont-Liban méridional – le fermage se stabilise où une famille mouqataaji assure toujours le fermage du même territoire. Ce qui n'exclut pas, suite à un changement de la situation politique ou à un affrontement armé, qu'une famille mouqataaji étende son pouvoir sur de nouveaux territoires. C'est le cas du Sahel qui faisait partie du Gharb sous le contrôle des émirs Arslan et qui passe progressivement sous le contrôle des Chéhabs.

Le Sahel sous les Chéhabs est une unité administrative dont le centre se trouve à Hadath et Baabda. Mais Baabda joue le rôle d'une seconde capitale¹⁷⁰ des Chéhabs; les capitales de la montagne étant d'abord Deir-El Kamar et plus tard Beiteddine.

Beyrouth, tout en étant une juridiction à part, est aussi sous le contrôle des Chéhabs, jusqu'à la défaite de Youssef Chehab face à Ahmad Pacha Al Jazzar qui leur retire tout contrôle et renforce le contrôle direct ottoman. Elle est sous l'autorité d'un hakim affilié au wali de Saida. Le hakim siégeant au sérail de la ville est assisté de diwans administratifs, notamment celui des finances.

Du fait qu'aucune limite géographique ne définit clairement la frontière entre les deux districts, il n'y a pas de frontière reconnue. Mais May Davie (1996) avance que l'administration de Beyrouth gère la ville ainsi que les villages et hameaux allant jusqu'au Nahr Beyrouth à l'est et l'église Mar Elias Batina au sud. A peu près le même territoire que contrôlera plus tard la municipalité de Beyrouth de 1867.

Enfin à l'intérieur du Sahel, les limites entre les localités dispersées sur la plaine et les collines ne sont pas identifiées et tracées. L'ordre social et fiscal ont sûrement dû influencer l'organisation territoriale et la répartition des terres entre les villages et entre les familles dans chaque village. Les familles étant des unités productrices dans ces sociétés agricoles, les terrains appartiennent à la famille des agriculteurs en indivision, ou lui sont confiées par les émirs en usufruit. D'autre part dans chaque village, comme il a été dit plus haut, l'organisation hiérarchique suppose l'existence d'une personne qui jouera l'intermédiaire entre les familles d'agriculteurs et les émirs, prélevant le fisc pour ces derniers. Par conséquent l'étendue d'un village se définit par l'étendue des terres des familles vivant dans ce village¹⁷¹, et dont le fisc est assuré par son représentant chez les émirs. Le seul découpage interne notable au Sahel se trouve entre son sud – les terres du village de Bourj El Barajné¹⁷², sous contrôle des Arslan jusqu'à leur dépossession par Bachir II Chéhab - et le reste du Sahel sous le contrôle des Chéhabs.

¹⁷⁰ Capitale est entendue ici dans son sens le plus élémentaire c'est-à-dire le principal centre administratif et siège du pouvoir du grand émir.

¹⁷¹ Le fisc étant en rapport aux produits des terres et non leur taille, aucun besoin de registres cadastraux ne s'impose pour organiser son prélèvement. La définition moderne de territoire qui lie juridiction, étendue spatiale et frontière n'est introduite qu'ultérieurement avec les réformes du fisc après 1939.

¹⁷² Qui incluent aussi les terres de l'actuelle commune de Mrajjé.

3.2.3 Ségrégation communautaire au Sahel, et premières démarcations à Beyrouth

Sous les Chéhabs la répartition spatiale des communautés dans le Sahel peut se résumer par la dominance numérique de la communauté maronite dans toutes les localités, sauf à Bourj AlBarajné où on retrouve surtout les communautés sunnite et chiite (voir planche 7– I.c.). En cela, la situation du Sahel n'est pas fort différente de l'arrière-pays rural où le regroupement par famille et communauté – même s'il existe des villages multicommunautaires – est la règle¹⁷³.

Ce qui est fort différent de Beyrouth intra-muros très mélangé en termes confessionnel et ethnique. À Beyrouth, la communauté sunnite est majoritaire, toutefois un quart de la population est de communauté grecque orthodoxe (Davie M, 1996). On y retrouve une grande diversité d'autres communautés (latine, juive...) et d'étrangers qui s'y sont installés notamment des grecs, italiens et maghrébins... Il faut toutefois remarquer comme le souligne bien May Davie (1996) que le Beyrouth intra-muros du 18^{ème}, et malgré la diversité communautaire et ethnique qui y réside, ne connaît pas la ségrégation en quartiers communautaires, commune aux autres villes arabes de l'époque.

Toutefois l'expansion de Beyrouth après 1831 au-delà des murs fait émerger une claire concentration chrétienne à l'est de la vieille ville. D'autre part, Beyrouth voit s'installer à la même époque un grand nombre de consulats qui la préfèrent à Saida ou Tripoli, ainsi que les premières écoles missionnaires. Si à Beyrouth il y a toujours eu, du fait de son ouverture sur la Méditerranée une petite communauté internationale, elle ne fait que grandir à partir de l'époque égyptienne. Pourtant elle ne se concentre pas dans un secteur spécifique. La ville devient ainsi de plus en plus ouverte aux influences occidentales en termes de culture.

3.2.4 Les collines se démarquent du Sahel rural et le Zoqaq AlBlat bourgeois de la mixité socioéconomique de Beyrouth

On peut receler cette différenciation entre Hadath et Baabda où se concentrent les palais et les administrations des Chéhabs et les souks d'une part et le reste du Sahel rural et paysan de l'autre (voir planche 7- I.d.). Si Sebnay, Kfarchima et Wadi Chahrour comprennent aussi des palais d'émirs Chéhabs, c'est surtout à Baabda et Hadath que se concentre l'activité commerciale et administrative. Ainsi, le Sahel présente la même structure socioéconomique que le reste de la Montagne : un espace rural paysan et certains bourgs chefs-lieux de districts où sont implantés – souvent la place principale – les palais et les administrations des émirs des différents clans ainsi que les souks marchands et artisanaux qui suivent. Toutefois, la hiérarchisation socioéconomique de la population codifiée par les traditions d'usage organisant les relations entre les différents

¹⁷³ Comme le précise De Clerck (2009), concernant le Mont-Liban méridional où on trouve beaucoup de villages où se côtoient des populations des communautés chrétiennes et druze, proximité n'est pas forcément équivalent de mixité.

groupes au Mont-Liban, n'est pas un élément de polarisation et de rupture. Au contraire elle facilite l'organisation de l'activité économique dans les districts.

C'est une composition très différente de celle de Beyrouth, où il serait difficile d'identifier une différenciation socioéconomique claire dans la ville intra-muros. D'ailleurs seul le quartier extra-muros bourgeois de Zouqâq AlBlat se démarque en termes socioéconomiques et cela pendant la période égyptienne.

3.2.5 Dualité fonctionnelle au sein du Sahel et à Beyrouth

A ce stade de son évolution le Sahel ne présente pas une complexité en termes de fonctions. Ainsi seules Baabda et Hadath se démarquent par des activités administratives et commerciales du reste du Sahel agricole (voir planche 7-I.e).

Quant à Beyrouth, il y a dans la vieille ville une mixité fonctionnelle presque complète : les artisans et les marchands travaillent dans leurs boutiques au rez-de-chaussée et vivent à l'étage. La majorité des monuments se fondent dans les souks ; seuls certains comme la mosquée Omari, la cathédrale grecque orthodoxe ou le sérail se démarquent.

Par contre, l'expansion extra-muros à l'époque égyptienne est, essentiellement, résidentielle et ne fait pas émerger un autre centre économique. Enfin, les consulats et les équipements mis en place par les missionnaires à partir de la période égyptienne ne formaient pas un secteur à part dans la ville.

3.3 Projets de soie et projets de port, les grands projets au Sahel et à Beyrouth (planche 1- 2.)

On n'a pas assez d'informations pour parler d'un projet particulier entrepris par les Chéhab au Sahel. Toutefois, d'après de nombreux auteurs (Khuri, 1975 ; Buccianti 1973, Pharès 1977) on peut penser que les Chéhab ont organisé le Sahel comme un projet de production de la soie :

- L'installation de paysans – notamment de la communauté maronite – amenés du Mont-Liban pour le travail dans l'agriculture des mûriers, qui devient la principale agriculture au Sahel¹⁷⁴
- Le travail de la soie dans des magnaneries spécialisées, Buccianti (1973) en cite trois: à Hadath, Haret Hreik et Bourj El Barajne¹⁷⁵

¹⁷⁴ Autre que les paysans résidents du Sahel, Buccianti (1973) parle d'un large nombre de travailleurs journaliers en provenance des localités proches du Mont-Liban qui font le trajet pour venir travailler au Sahel alors que leurs femmes et enfants restent au village pour travailler leurs terres.

- son acheminement vers Aaraya qui est alors le principal centre de tissage de la montagne et absorbe le gros de la production du fil de soie du Sahel (Buccianti, 1973), ou son exportation notamment vers Damas ou l'Égypte et l'Europe via le port de Beyrouth.

C'est autour de ce projet que se développe – presque ex-nihilo – le Sahel, où les différents acteurs (émirs, paysans, artisans et administration) ont leur place et leur rôle.

Beyrouth intra-muros, sous la domination ottomane d'avant 1831, présente un grand nombre de monument : des hamams, madrasas, mosquées, églises, cathédrale. Toutefois, les sources ne signalent pas une volonté publique à aucun moment d'intervenir ou d'organiser l'urbain. Davie (2001) qualifie la morphologie urbaine de cette époque d'urbanisme spontané, mais qui respecte pourtant une logique bien précise : l'importance de l'accès au port et la logique économique des voies de circulations produisant un labyrinthe complexe de souks qui s'entrelacent. Les seules interventions connues des émirs de la Montagne dans la ville sont l'embellissement du sérail par l'émir Fakhreddine II Maan et les larges résidences et les khans construits par les Chéhabs dans le secteur nord de la ville intra-muros.

C'est seulement sous Ibrahim Pacha que Beyrouth connaît la mise en place d'importants projets publics qui ont une grande influence sur sa métamorphose. Beyrouth tient une place de premier plan dans la vision modernisatrice d'Ibrahim Pacha, la ville deviendrait le laboratoire et la vitrine de la nouvelle approche égyptienne en Orient¹⁷⁶. Pour marquer son importance, il y installe ses quartiers généraux en Syrie, et y nomme gouverneur un de ses plus proches collaborateurs l'émir Mahmoud Nehmi Bey.

Le principal projet d'Ibrahim Pacha est la rénovation et l'extension du port. Le port et la consolidation du commerce avec l'Europe sont pour Ibrahim Pacha une condition pour la revitalisation de l'économie du Levant. Ainsi, le port de Beyrouth élargi et rénové se montre un important levier de croissance économique pour la ville et même et au-delà pour atteindre l'intérieur syrien.

Toutefois les projets qu'entreprend l'administration d'Ibrahim Pacha ne se résument pas au port. Fortement influencé par les théories hygiénistes de l'époque, Ibrahim Pacha fait de la question de l'hygiène une priorité de l'intervention de son administration. Ainsi hors la mise en place d'un nouveau diwan spécialisé en matière de santé publique, il entreprend la construction d'une

¹⁷⁵ Toutefois Buccianti ne cite pas la date de l'installation de ces magnaneries, ce qui laisse une marge d'incertitude si elles sont toutes trois mises en place par les Chéhabs à cette époque. Mais il y a de très fortes probabilités que ce soit au moins le cas de celle de Hadath

¹⁷⁶ Les auteurs se demandent toujours la raison du choix de Beyrouth et non d'une autre ville sur la côte, notamment Saida, Tripoli, Acre ou Haïfa par Ibrahim Pacha pour ses projets. Certains avancent d'abord, que les trois premières ont été d'importants centres administratifs ottomans envers qui certaines franges de la notabilité locale peuvent encore garder des loyautés, deuxièmement que Beyrouth a une population plus réduite et sans grandes familles notables influentes, comme dans le cas d'autres villes, et enfin – argument plus d'ordre technique – que l'orientation de son port, dans une baie tournée vers le nord, le rend le mieux protégé contre la mer (Kassir, 2003).

quarantaine¹⁷⁷, la construction d'un nouveau cimetière hors les murs, des travaux d'assainissement et de canalisation des eaux ainsi que l'élargissement et le dallage des ruelles de la ville ancienne.

Toutes ces interventions se concentrent dans la ville intra-muros. Le dallage de la rue menant au nouveau quartier de la bourgeoisie Beyrouthine au sud de la ville Zoqaq AlBlat, est le seul projet entrepris hors les murs.

Pour entreprendre ces projets Ibrahim Pacha met en place un Moutassalim qui le représente, agissant comme gouverneur de la ville. Celui-ci est aidé par deux diwans, un pour la santé publique et un pour le commerce ; ils reflètent les priorités d'Ibrahim Pacha. On trouve aussi un service de police et un autre de gardiennage. Un Majlis (conseil) est mis en place¹⁷⁸. Avec cette nouvelle administration et cette attitude hautement volontariste en termes d'intervention sur l'urbain, Ibrahim Pacha amène un changement profond sur les modes de gouvernance en place à l'époque.

3.4 Gouvernances : règne du Prince au Sahel et politique des notables à Beyrouth

Comme il a été dit plus haut le Sahel est encore au temps des Chéhabs un espace rural composé de plusieurs villages et hameaux sous le contrôle des émirs Chéhabs et Arslan. Ce qui nous pousse à parler plus en termes de gouvernance territoriale.

Les logiques de cette gouvernance territoriale à plusieurs échelles au Sahel sont influencées par les traits de l'organisation clanique traditionnelle arabe qu'on a exposée plus haut. Le fait que la majorité des localités est composée d'une population de communauté maronite et que les Chéhabs se sont progressivement convertis au christianisme, ne remet pas en question les principaux traits de cette organisation à laquelle se conforment les populations de l'époque indépendamment de leur religion (Khuri, 1975).

Toutefois, on peut parler concernant le Sahel d'un système de gouvernance territoriale à trois échelles qui sont affectées les unes par les autres.

On a d'abord une gouvernance locale au niveau du quotidien des villages. Dans les villages, c'est l'organisation rurale traditionnelle en familles patriarcales qui couvre tous les aspects de la vie

¹⁷⁷ La quarantaine – ou centre quarantenaire – est une construction qui reçoit les nouveaux migrants venus par mer pour quarante jours, pour s'assurer qu'ils ne sont pas porteurs de maladie épidémiques. Il est à noter que cette quarantaine a été installée à Beyrouth par ce qu'elle a causé un tollé lors de tentatives de son installation à Damas et Tripoli. Dans la jurisprudence musulmane, il est inacceptable de restreindre la liberté d'une personne n'ayant pas commis de crime. Le fait que Beyrouth devient une ville où la proportion de chrétiens augmente avec la migration, ainsi qu'une ville commerçante ouverte sur l'Europe encourage les autorités à l'y installer.

¹⁷⁸ Son autre appellation est « Diwan Al Machwara » qui veut dire le salon du conseil. Nous y reviendrons dans la partie sur la gouvernance.

collective. On est dans un système clanique communautaire. Comme il a été dit plus haut, dans le cas des familles de provenance de la montagne libanaise – que ce soit chez les chrétiens ou les musulmans – et dans la droite lignée de la tradition arabe dont ils sont issus, la famille élargie est la base aussi bien de la solidarité que de l'identité sociale. L'individu n'existe pas hors du collectif familial (Khuri, 1975 ; Chevallier, 1971)¹⁷⁹. D'autre part, on peut présumer que les religieux, aussi bien les curés que les cheikhs, ont eux aussi leur mot à dire dans la vie de la communauté villageoise.

Du fait que la grande majorité de la population des villages est de communauté maronite – sauf le cas de Bourj AlBarajné¹⁸⁰ – l'église maronite s'y intéresse. Certains chercheurs expliquent ainsi la présence, dès cette époque, d'un évêché maronite à Beyrouth par le développement de ces villages (Davie M, 1996)¹⁸¹. D'ailleurs à partir du XVIII^{ème} siècle l'église maronite¹⁸² commence à s'imposer comme un important acteur qui, profitant de sa position religieuse et économique, ne manque de s'opposer aux émirs en soutenant les paysans ou en les manipulant. Notamment lors de son opposition pour un certain temps aux Khazens du Kesrwan (Van Leeuwan, 1994) ou en donnant son support plus tard à la révolte de Tanious Chahine¹⁸³. Cependant on ne signale pas un rôle politique important de l'église maronite au Sahel malgré la mise en place d'un évêché à Beyrouth. En effet, le travail de Carla Eddé (1995) sur les archives épiscopales de Beyrouth¹⁸⁴ ne souligne pas un effort notable de l'évêché pour encadrer sa communauté au Sahel comme il tentera de le faire plus tard à Beyrouth même¹⁸⁵.

¹⁷⁹ La communauté religieuse bien qu'étant un facteur important de l'identification, elle est tributaire de l'allégeance familiale. Il est commun, à cette époque, au Machrek que des familles entières changent de rites ou de religion, D'ailleurs c'est le cas même des Chéhabs dont certaines branches se convertissent au christianisme de rite maronite.

¹⁸⁰ A l'époque des Chéhabs elle était habitée par des populations de confessions sunnites, des chiites et une minorité maronite.

¹⁸¹ Nous devons noter ici que la taille des communautés religieuses et leur poids respectif dans la vie publique du Beyrouth intra-muros est sujet de désaccord entre historiens, surtout concernant la communauté maronite. Dans son mémoire de recherche où elle a travaillé sur les archives épiscopales de Beyrouth, Carla Eddé (1995) estime le nombre de la population maronite de la ville intra-muros entre 1200 et 1600 personnes au début du 19^{ème} siècle, alors que les estimations de la population totale de la ville intra-muros étaient de 4000 à 6000 habitants. Ce chiffre remet en question la considération de la taille de cette communauté comme très minoritaire au 18^{ème} siècle par May Davie (1996). Mais dans tous les cas le renforcement de la démographie de la communauté maronite dans le Sahel à la même époque nous semble un facteur important dans l'intérêt croissant de l'église maronite à l'évêché de Beyrouth auquel le Sahel est affilié.

¹⁸² En 1584, est fondé le collège maronite de Rome duquel sort nombre de prélats qui servent à Rome et d'autres qui rentrent pour fonder les premiers monastères, où une éducation profane accompagne les études religieuses, notamment ceux de Ayn Tura (1734) et Ayn Waraqa (1774) tous deux au Kesrwan. D'autre part l'église romaine suit de près l'évolution de l'église maronite, c'est du moins ce que peut faire entendre le récit de Jérôme Dandini (1685) prélat de l'église qui rapporte son séjour au Mont-Liban au nom de la papauté pour surveiller et aider l'église maronite. Cette avance en matière d'éducation ainsi que ses relations pluriséculaires avec l'occident, fait de cette église d'une part un important acteur local entreprenant, cherchant à organiser sa communauté et la contrôler, d'autre part un important interlocuteur des puissances européennes quand celles-ci viendront à s'intéresser de près au Liban.

¹⁸³ Clermont-ferrand d'un petit bourg de la montagne, il sera à la tête d'une révolte (1858) qui met en difficulté les principaux clans maronites avant de s'étendre vers les districts contrôlés par les clans druzes où elle tourne à l'affrontement communautaire.

¹⁸⁴ Sur l'époque 1807-1920

¹⁸⁵ Nous reviendrons sur ce point dans la partie suivante

Une autre échelle de gouvernance est celle des domaines territoriaux des clans mouqataajis. Comme il a été signalé, les Chéhab cherchent à établir au Sahel une organisation territoriale vouée principalement à la production de la soie. Cette organisation hiérarchisée, proche du système féodal, fait qu'on est plutôt dans un système de gouvernement où les émirs et leurs intendants et administration dictent l'organisation territoriale et définissent le fisc.

La définition des taxes à payer par les paysans n'est pas forcément en rapport avec les dynamiques propres au Sahel. Les émirs cherchant à se maintenir comme mouqataajis et Grands Emirs, doivent assurer les rentrées du trésor impérial mais aussi les pots-de-vin pour gagner la faveur du wali de Saida et leur nomination. Ce qui d'habitude se reflète en une hausse du fisc à payer par les paysans (Winslow, 1996). Ceci signifie l'existence d'une troisième échelle de gouvernance supérieure au Sahel, qui se joue entre les grands acteurs politiques et détermine qui contrôle le Sahel.

Cette échelle de gouvernance territoriale – d'ordre stratégique – est en rapport au jeu de pouvoir au niveau de la montagne aux « cours » de Deir AlQamar et Beiteddine, ainsi qu'au niveau de l'empire, notamment dans les cours du wali de Saida ou du Caire et d'Istanbul. C'est ainsi qu'on peut expliquer la dépossession des Arslans du Sahel, ou celle des Chéhab de Beyrouth, ou encore l'écroulement de l'organisation territoriale du Sahel avec la déposition des Chéhab comme grands émirs et la formation des qaïmaqamyats.

Beyrouth est une ville où on retrouve un grand nombre d'acteurs, et une gouvernance urbaine bien active. On peut toutefois identifier au niveau de cette gouvernance urbaine deux périodes: la période ottomane jusqu'en 1831 et la période égyptienne jusqu'en 1840.

Avant 1831, et dans la tradition de l'administration ottomane, les représentants de l'Etat central se concentrent surtout sur les questions ayant des incidences sur la sécurité ou sur le prélèvement des impôts, laissant une large part de manœuvre aux acteurs locaux dans la gestion du quotidien. Ainsi malgré l'existence à Beyrouth d'un sérail, d'un diwan et d'un gouverneur ottoman, la gouvernance de l'organisation et du développement urbain de la ville est marquée – comme c'est le cas à Damas ou Alep – par la politique des notables. Le salon du Hakim est l'arène traditionnelle où les différents notables – représentant les différentes catégories sociales – partagées entre alliances et coalitions d'intérêts essaient d'avancer leurs points de vue et projets concernant la ville.

Dans le monde arabe on retrouvait une hiérarchisation plus ou moins claire de la société en groupes : la noblesse arabe (les Achrafs ou autres cheikhs), les oulémas, les hommes d'armes de la structure de l'armée ottomane, des chefs de clans alliés, ou des maisons mamelouks¹⁸⁶, les

¹⁸⁶ Les mamelouks sont des guerriers esclaves affranchis des armées de l'Orient médiéval. Dans certains cas, ils deviennent assez puissant pour prendre le pouvoir, comme c'est le cas en Egypte. Les Ottomans n'anéantissent pas les corps mamelouks après les avoir défaits et conquis l'Egypte. Au contraire, les mamelouks gardent des privilèges,

marchands, les artisans et leurs représentants et les paysans. Chaque position sociale donne lieu à des droits et devoirs. Dans les villes, de par « la politique des notables » (Hourani, 1968), même certaines catégories « inférieures » dans cette hiérarchie peuvent avoir un rôle important dans la politique de la ville, à l'exemple des bouchers de Damas.

A Beyrouth, les notables notamment les marchands, les représentants des corps de métiers et ceux des communautés, sont très influents (Davie M, 1996). Dans certains quartiers comme celui de la cathédrale grecque orthodoxe, ou les souks, les représentants de l'église¹⁸⁷ et les chefs des corps de métiers (naqibs) font la pluie et le beau temps.

Si les projets d'Ibrahim Pacha contribuent fortement à la métamorphose de Beyrouth, l'innovation la plus importante du régime égyptien à Beyrouth se rattache sans doute à l'ordre de la gouvernance. Ibrahim Pacha instaure pour la première fois un « Majlis », ou conseil local. Ce Majlis constitué de 12 personnes représentant la notabilité locale – notamment les commerçants – a à sa tête un Moutassalim qui prend en charge tous les détails de la gouvernance urbaine de Beyrouth.

Entre le salon du Hakim et le Majlis, on passe d'un débat visant l'approbation du Hakim à celui de ralliement de la majorité au Majlis, bien qu'ici aussi le Mutasalim représentant l'administration centrale a le dernier mot. Une autre différence majeure consiste dans le passage d'une représentation par groupes sociaux – qui met en avant les religieux influents par leur contrôle des waqfs¹⁸⁸ - à celle du Majlis désigné. Ce dernier met en avant les marchands dont les intérêts sont plus conformes aux projets d'Ibrahim Pacha, et qui commencent à partir de cette époque à se constituer comme le principal groupe de notables de la ville (Davie M, 2001).

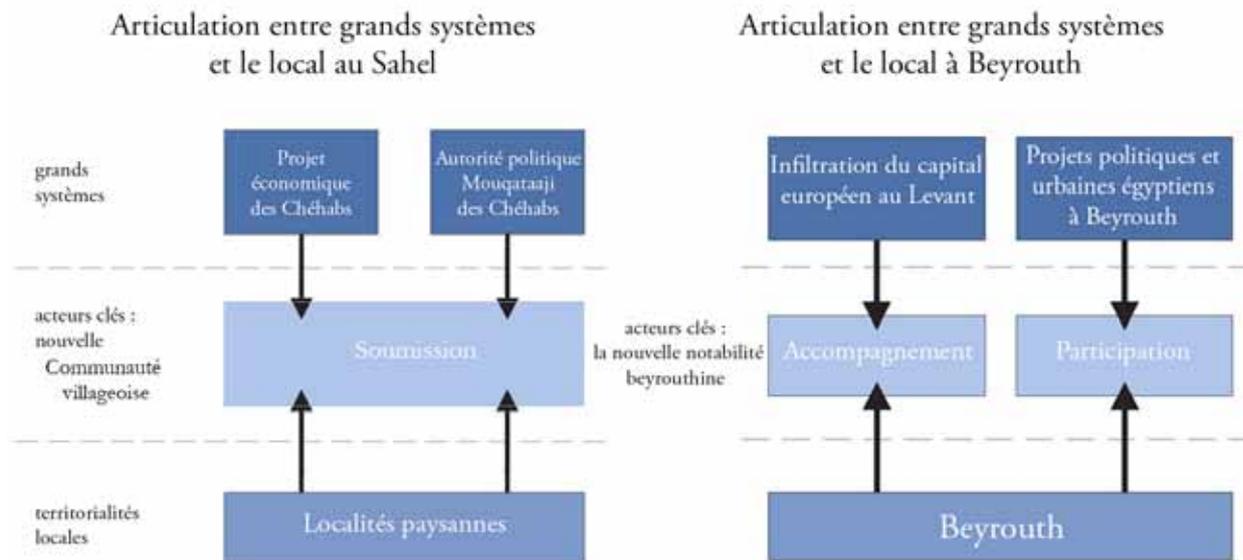
Une autre différence majeure se trouve entre les Ottomans et les Égyptiens dans la façon d'aborder la gouvernance urbaine à Beyrouth. Sous les Ottomans, les échelles supérieures de gouvernements (cour du wali ou d'Istanbul) ne s'intéressent pas particulièrement à la gouvernance urbaine de Beyrouth, considérée comme une ville secondaire, par contre, les Égyptiens la considèrent comme leur vitrine au Levant et Ibrahim Pacha personnellement s'intéresse à sa destinée.

ce qui explique le contrôle de maisons mamelouks de la politique de l'Égypte jusqu'à Mohamad Ali, mais aussi dans d'autres lieux tel à Baghdad.

¹⁸⁷ Les Ottomans établissent à partir du 18^{ème} siècle le système dit des « millet ». ce système reconnaît aux des différents clergés chrétiens et juifs, un droit de gestion des questions relatives à leurs communautés – ceci est bien sûr une définition assez ample qui permet aux clergés de s'imposer – et de représenter leurs communautés auprès de l'administration ottomane. Ce n'était pas le cas les communautés musulmanes non sunnites considérées comme hérétiques exclues et parfois persécutées.

¹⁸⁸ Les waqfs dans le monde musulman sont de deux genres : religieux et familiaux. Les waqfs religieux sont des biens offerts par des fidèles à leurs églises ou à l'hierarchie de leur communauté religieuse en vue de leur exploitation et de la vocation de leur fruit à l'aide des nécessiteux de la communauté. Les waqfs familiaux suivent la même logique mais sont tenus par un conseil de la famille pour aider les plus faibles de cette famille. Le fait que les waqfs ne sont pas sujets au fisc fait que beaucoup de personnes voient leurs biens aux waqfs tout en en profitant tacitement, ce qui renforce la position sociale des organisations religieuses.

3.5 Soumission paysanne au Sahel, accompagnement notabiliaire à Beyrouth et détournement mouqataajis au Mont-Liban



On peut repérer trois différents types d'articulations entre les systèmes dominants politiques et économiques et les différentes échelles de territorialités locales.

Les paysans du Sahel au bas de l'échelle sociale, politique et économique, se trouvent dans une situation de soumission et de dépendance presque absolue face aux émirs Chéhab. En fait, dans la Montagne l'espace politique se réduit à celui des familles mouqataajis excluant la paysannerie. Ce n'est que dans les dernières années du règne des Chéhab que les changements, dont on vient de discuter, mènent à la mobilisation politique des paysans dans la communauté maronite.

Dans le Sahel, les Chéhab sont le seul acteur politique – en excluant le cas de Bourj El Barajné sous les Arslans. Le projet de production de la soie est la ligne maîtresse de leur organisation territoriale du Sahel. La paysannerie ne participe pas dans la prise de décision, et les sources n'affichent pas une prise de position de sa part contestant cette organisation. En fait, même au plus haut de l'agitation de la paysannerie de la communauté maronite dans la Montagne, rien n'indique une mobilisation semblable au Sahel contre les Chéhab.

Par contre les mouqataajis n'hésitent pas à détourner le système ottoman pour la consolidation de leur pouvoir local. De fait, l'histoire de la Montagne sous les Ottomans est surtout celle d'un rapport ambigu entre les différents clans mouqataajis et les cours des walis de Saïda et Tripoli, où les mouqataajis ou le grand émir – selon les rapports de force – essaient d'asseoir une autonomie jamais reconnue mais toujours plus ou moins admise implicitement par les walis. Parfois même, ces mouqataajis n'hésitent pas à s'allier à des puissances étrangères ou des factions rebelles dans l'empire, ou même à monter eux-mêmes une rébellion contre l'Empire, si ceci peut renforcer leur autonomie locale.

A Beyrouth, et notamment à partir de l'époque égyptienne, la situation des notables beyrouthins change. Ils ne sont plus à travers le Majlis dans une logique de soumission, ni dans une logique de détournement ou de résistance mais plutôt celle d'une logique d'accompagnement de l'action de l'autorité centrale.

Au niveau économique, le développement de la production de la soie comme l'ouverture du port de Beyrouth représentent des changements pionniers qui accompagnent l'affirmation d'un système économique dominé par un capitalisme européen marchand et industriel conquérant face à un système basé surtout sur les échanges commerciaux entre les villes de l'empire.

3.6 Les localités comme entités sociospatiales du Sahel

Au temps des Chéhabs, au Sahel chaque localité semble représenter une entité sociospatiale à part. C'est notamment la sociabilité villageoise locale qui est la principale logique derrière la formation de ces entités sociospatiales. Cette sociabilité est consolidée aussi bien par l'organisation politique que par l'organisation économique.

Le système villageois est régi par les logiques traditionnelles d'organisation patriarcale des familles. Chacune est aussi bien une unité économique que politique, dans le sens où les intérêts de l'individu sont représentés par ceux de sa famille dont le patriarche est le représentant. Les conflits entre ces familles existent, toutefois, c'est la solidarité villageoise qui représente le vrai capital auquel recourt cette paysannerie pour subsister. Ainsi l'ancrage dans la localité à travers son rapport à la terre, le caractère cyclique de la vie paysanne et la solidarité villageoise forment l'essence de la territorialité forte de ces entités sociospatiales.

Le cas de Bourj AlBarajné pose la question de la diversité communautaire et son impact sur la solidarité villageoise. L'espace communautaire au Mont-Liban est toujours un espace privilégié de sociabilité pour la communauté. En même temps la tradition fortement endogamique des communautés¹⁸⁹ maintient une importante distance sociale entre ces différentes communautés, que ni le mode de gouvernance ni le mode de production économique sont en mesure de transcender. L'existence de localités mixtes, n'implique pas forcément la mixité communautaire dans ces localités comme on a dit plus haut. En fait, c'est l'affiliation familiale, et non communautaire, qui est la base de l'identification et de la politique locale. Par suite, la différence communautaire n'est pas source de tension politique. Au contraire, elle implique un exercice de « civilité » comme l'affirme Khuri (1975), pour maintenir le bon voisinage et la solidarité villageoise.

¹⁸⁹ Un attribut fondamental à la base de la pérennité des communautés au Levant (voir Khuri, 1975 ; Saadeh, 2007)

Dans le cas de Bourj AlBarajné, la localité regroupe des familles de communautés sunnite, chiite et maronite. Or, comme l'attestent les années 1840. des hommes de la communauté chiite prennent les armes pour défendre les chrétiens, même dans les villages avoisinants comme à Hadath, contre les milices de clans mouqatajis de la communauté druze. La relation entre les familles des différentes communautés à Bourj AlBarajné semble assez solidaire. Bourj AlBarajné est encore à l'époque une entité sociospatiale.

Les entités sociospatiales du Sahel sont ainsi à l'époque des Chéhabs : Hadath, Baabda, Sebnay, Boutchay, Wadi Chahrour et Kfar Chima sur les collines, Tohwitet AINahr, Chiyah et Bourj AlBarajné dans la plaine alluviale.

3.7 Evolution des interdépendances entre entités sociospatiales

3.7.1 La mouqataa du Sahel et la sériciculture deux cadres d'intégration territoriale au Sahel ;

L'organisation politique et économique orchestrée par un seul groupe d'acteurs, les émirs Chéhabs, renforce l'intégration du Sahel en une grande unité territoriale. Cette intégration est surtout centrée dans le sens des villages producteurs vers principalement Hadath et Baabda qui sont les sièges administratifs de l'organisation des Chéhabs au Sahel. Toutefois des nuances sont importantes à signaler ici.

D'autres villages comme Sebnay, Wadi Chahrour et Kfar Chima contiennent des palais d'émirs Chéhabs. Comme le signale Chidiac (1859) plus haut, le palais du dernier émir Chéhab, Bachir Melhem est à Sebnay. Ceci signifie deux choses. D'abord que si Hadath et Baabda sont les principaux bourgs et le principal lieu de concentration de l'administration des Chéhabs, d'autres aussi à différents moments de l'histoire des Chéhabs jouent à un moindre degré un certain rôle. Ensuite, ceci signifie aussi que loin d'être une entreprise centralisée, les Chéhabs sont après tout une large famille où la tâche de gestion de la mouqataa est répartie entre différentes branches de la famille contrôlant chacune un ou plusieurs villages, avec tout ce que les dissensions internes – courantes d'ailleurs dans l'histoire de ces émirs – impliquent sur la gestion d'ensemble.

3.7.2 Le Sahel et Beyrouth : le fossé des différences et le pont de la complémentarité économique

Après la perte de Beyrouth par les Chéhab¹⁹⁰, bien que Beyrouth et le Sahel soient tous deux sous souveraineté ottomane, et sont affiliés à la wilayat de Saida, ils sont politiquement indépendants l'un de l'autre. De fait, ils sont gouvernés par des systèmes de gouvernance différents, les principaux acteurs politiques y sont différents, ils ne font pas face aux mêmes problèmes politiques ou territoriaux et aucun projet mis en place par les Ottomans ou les Egyptiens ne touche aux deux territoires à la fois. Ainsi aucune coopération politique n'est nécessaire entre leurs acteurs politiques.

Ainsi, l'existence à Beyrouth et au Sahel de deux espaces politiques, deux modes de gouvernance ainsi que de deux structures économiques différentes ne semblent pas à première vue des facteurs qui puissent combler un fossé assez large entre deux organisations sociales très différentes et physiquement distancées. Pourtant, Eddé (1995) s'interroge si « La ville se définit-elle par opposition à son arrière-pays, celui-là même qui contribue à la richesse de toute ville, et de Beyrouth en particulier par suite de la complémentarité entre production et vente de la soie ? », et par ensuite nous invite à ne pas sous-estimer cette interdépendance qui forge un lien économique et social assez fort entre marchands de Beyrouth et producteurs de la Montagne. Un lien qui se renforcera avec les notabilités locales qui émergeront à la chute des Chéhab.

3.7.3 Le Sahel et les autres localités du Mont-Liban : appartenance à un même système et instabilité des liens

Dans la Montagne, officiellement la seule action publique se réduit au fermage du fisc. Mettant de côté toutes les questions relatives au développement des territoires, l'unique enjeu politique se résume ainsi à la répartition du fermage des mouqataas par les divers clans mouqataajis. Ce qui mène à un jeu d'alliances entre ces derniers. Dans ce jeu, les alliances instables se font et se défont dans la quête de pouvoir et y produisent rarement une solidarité politique de longue haleine entre les acteurs.

Même dans le cas de la stabilisation de la répartition des mouqataas, celles-ci restent des espaces de production indépendants. La logique est plus celle de la concurrence que de la complémentarité. Même sous Béchir II Chéhab qui contrôle d'une main de fer la Montagne, rares sont les efforts pour une intégration territoriale à une échelle supérieure à la mouqataa. Toutefois, on peut noter quelques rares exemples de complémentarité dues à des logiques de centralité économique ou à celles de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre. C'est le cas par exemple, de la centralité du centre de tissage du fil de soie à Aaraya, ou encore des travailleurs journaliers de localités de la Montagne proches du Sahel qui viennent y travailler..

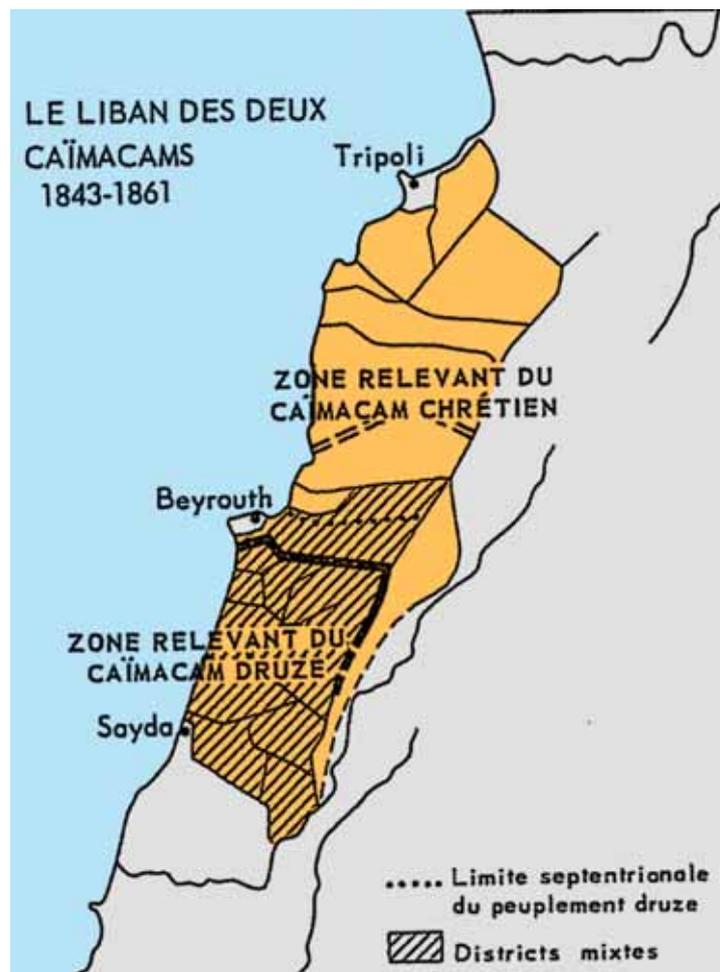
¹⁹⁰ Les sources consultées ne développent pas la relation entre les principaux acteurs politiques à Beyrouth et les Chéhab avant leur mise de côté par Al Jazzar, ni lorsque cette ville était l'enjeu de la confrontation entre Al-Jazzar et Youssef Chéhab.

4 Entre moutassarifat et wilayat [1842-1918]

4.1 Tentatives de modernisation de l'empire : Tanzimat et Moutassarifat

4.1.1 Les qaïmaqamyats : un système trop frêle pour une Montagne mouvementée

Avec la chute des Chéhabs et les réformes des Tanzimat impliquant une administration ottomane directe de la Montagne naît le système des qaïmaqamyats. Les tensions communautaires qui ont mené à des massacres en 1840 pèsent lourdement sur le modèle administratif à mettre en place. Ainsi le Mont-Liban est divisé en deux secteurs nord et sud appelés qaïmaqamyat. Le premier au nord administré par une personne de la communauté maronite avec une administration locale où sont proportionnellement représentées les communautés, et un second au sud avec un administrateur de la communauté druze et une administration locale selon le même modèle. La frontière entre les deux qaïmaqamyats passe approximativement sur ce qui deviendra plus tard la route de Damas. Les deux qaïmaqamyats sont affiliées aux wilayats de Saïda et Tripoli.



Les deux qaïmaqamiyats
Source : traitement à partir de (Chevalier, 1979)

Ici le qaimaqam – l'administrateur en question – n'est plus un fermier du fisc mais un représentant du wali en charge d'une administration territoriale. Ceci est un changement de fond qui déstabilise le vieil ordre social établi. De fait, la politique n'est plus la chasse gardée des familles mouqataajis d'ailleurs affaiblies par les années de règne de Bachir II Chéhab. De nouveaux notables locaux bénéficiant de la nouvelle conjoncture économique cherchent à s'imposer. De même une paysannerie, notamment de la communauté maronite, de plus en plus indépendante économiquement et soutenue par l'église maronite, refuse d'encaisser les exactions des mouqataajis. Ces derniers ne mesurant pas les changements, ou du moins voulant conserver leurs acquis, se trouvent en confrontation avec les autres groupes sociaux (Chevallier, 1971)

Cette situation s'est montrée particulièrement explosive dans les mouqataas au centre et au sud du Mont-Liban que les Européens de l'époque appellent les « districts mixtes » où se côtoient population de communautés maronite et druze. Le fait que dans ces mouqataas, les familles mouqataajis sont de communauté druze et la majorité des paysans de communauté maronite a vite transformé un conflit social en un conflit communautaire. Ces tensions ont finalement éclaté en 1860 en de nouveaux massacres communautaires.

Les massacres de 1860 causent un tel tollé en Europe que Napoléon III finit par envoyer un corps expéditionnaire de l'armée française qui débarque à Beyrouth et campe ses troupes dans le bois des Pins¹⁹¹. Alarmée par l'escalade de la crise et le débarquement français, la Porte envoie le chef de sa diplomatie Fouad Pacha pour arrêter les combats et désarçonner les éléments que la France pourrait avancer pour légitimer son intervention¹⁹². Ainsi il réussit un cessez-le-feu, fait arrêter les principaux responsables des massacres, les condamne à mort et les exécute. Mais il est clair que le système des qaimaqamyat ne peut perdurer. C'est ainsi suite à un congrès en présence de l'Empire, la France, La Grande-Bretagne, La Russie, La Prusse et l'Autriche qu'est signé le protocole de la moutassarifyat en 1861.

4.1.2 Moutassarifyat et Wilayat : stabilité et prospérité

La moutassarifyat du Mont-Liban est désormais considérée comme une province de l'Empire, autonome des wilayats. Elle est régie par un protocole accepté par les représentants des puissances européennes et engage leur signature. Ce protocole dit de 1861, sera revu et amendé plusieurs fois, toujours engageant les puissances européennes.

À la tête de la moutassarifyat, la Porte nomme un moutassarif qui est choisi parmi les sujets chrétiens de l'empire hors du Mont-Liban. La moutassarifyat inclut les territoires des deux

¹⁹¹ Petit bois au sud de Beyrouth

¹⁹² Napoléon III ici joue sur une très ancienne capitulation offerte à la France par la Porte, alliée lors de François I^{er}, lui donnant droit de regard et d'intervention concernant les chrétiens d'Orient. Kassir (2003) explique l'expédition comme un tour politique pour apaiser les catholiques français opposés à la politique italienne de Napoléon III.

qaimaqamyats. Elle a un conseil d'administration où sont représentées proportionnellement à leur nombre les différentes communautés chrétiennes et musulmanes du Mont-Liban. La moutassarifyat régnera sur le Mont-Liban jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale.



La moutassarifyat du Mont-Liban

Source : traitement personnel à partir d'un document internet :

<http://publishing.cdlib.org/ucpressebooks/view?docId=ft6199p06t&chunk.id=d0e1095&toc.depth=100&brand=ucpress>

Sous la moutassarifyat, le Mont-Liban connaît une stabilité durable. Les différents moutassarifs s'avèrent d'excellents administrateurs qui cherchent à mettre en place un grand nombre de projets de tout genre : routes, travaux publics, écoles, dispensaires, antennes administratives, souks temporaires. Toutefois ils doivent faire face à une opposition de certains acteurs locaux au Mont-Liban. Ces oppositions mènent parfois à des confrontations armées comme c'est le cas avec Youssef Bey Karam un puissant chef de clan de Zghorta au nord du Mont-Liban, ou encore à des agitations populaires comme après l'exil de l'évêque Boutros Al Boustani (Rostom, 1987).

Avec le développement de l'économie de la soie, le Mont-Liban connaît une importante croissance économique. Des entrepreneurs européens commencent à installer au Mont-Liban,

dès la fin des années 1830, des manufactures usant de nouveaux procédés de traitement de la soie pour l'exportation vers les usines de textile européennes, notamment lyonnaises. Minier (2000) parle de pénétration capitaliste de la France. Les capitaux amenés par les industriels Lyonnais s'imposent comme des instruments indispensables du développement et de la multiplication des filatures libanaises (Seurat, 1989). Rapidement la soie du Mont-Liban devient la principale exportation du Levant et la sériciculture incontestablement sa première production atteignant 65% du total de sa production (Kassir, 2003).

Toutefois l'économie de la soie qui connaît ses meilleurs jours dans les années 1850 se trouve en perte de vitesse après l'ouverture du canal de Suez en 1869 et l'introduction de la soie indienne, moins chère et de meilleure qualité sur les marchés européens. L'écroulement de l'économie de la soie vient avec l'invention de la soie synthétique et la crise de l'industrie textile française (Minier, 2000). La crise de la soie s'avère avoir des conséquences lourdes au Mont-Liban.

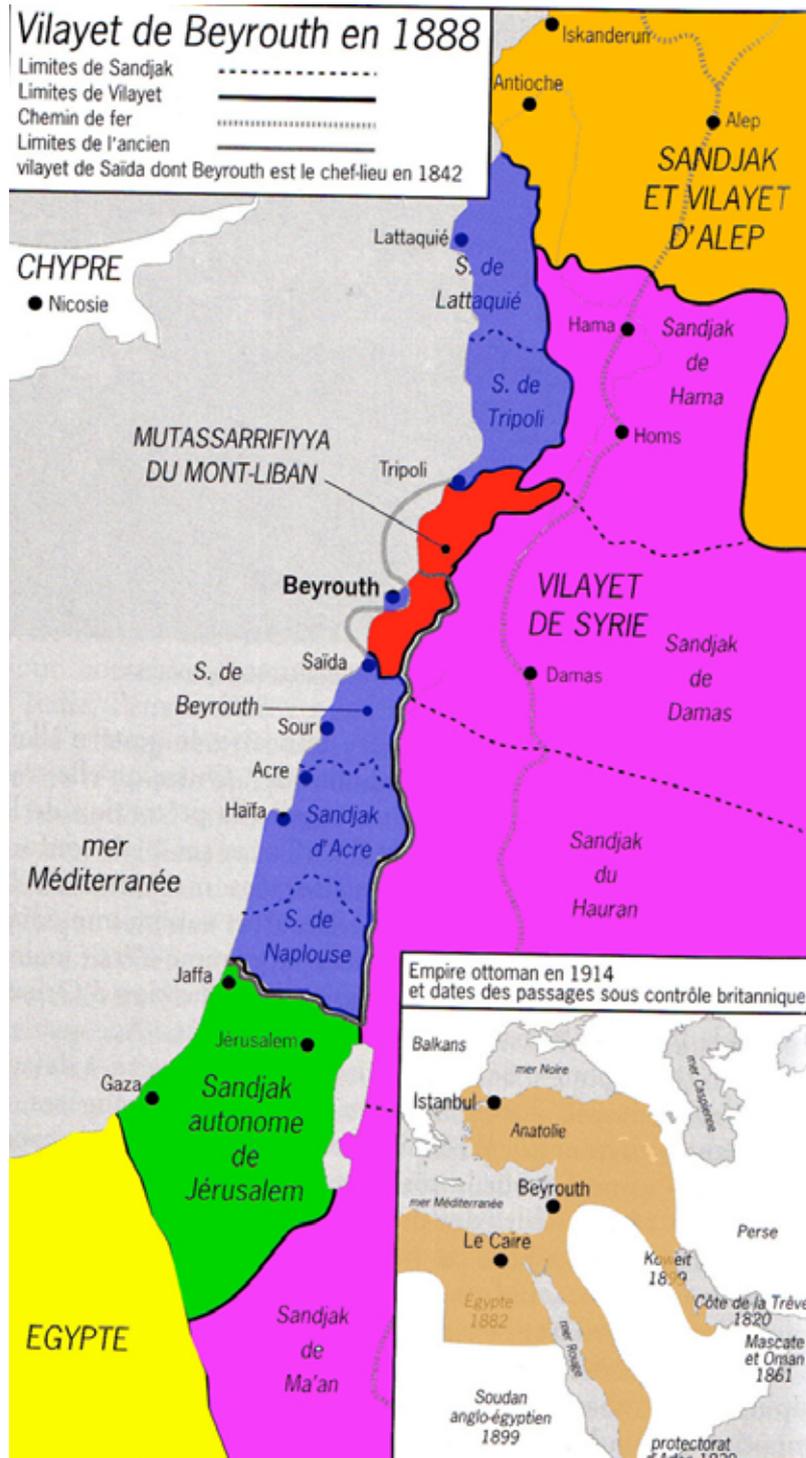
Ainsi la désintégration d'une industrie et la crise d'emploi qui en suit couplées à une forte croissance démographique mènent à partir des années 1890 à une émigration accrue de la population¹⁹³. Le Mont-Liban perd le tiers de sa population entre 1961 et la première guerre mondiale (Picaudou, 1989). Pourtant une bonne partie de cette population qui quitte le Mont-Liban à l'époque ne migre pas mais s'installe à Beyrouth qui connaît un essor économique foudroyant. Beyrouth est pour les Ottomans réformateurs la « ville-vitrine » des Tanzimat au Levant.

Même après le retrait égyptien, le séisme qu'ils ont provoqué au niveau de l'Empire a d'importants effets. Ainsi dans un souci de relèvement, l'Empire choisit de s'engager dans la voie d'un chantier de réformes et de modernisation. Les édits des Tanzimat ottomans de 1839 et 1856 sont le symbole de ce choix au niveau juridique et institutionnel. Les grands projets urbains à Beyrouth de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle quant à eux sont l'expression spatiale d'une volonté de faire de cette ville la « vitrine de la modernisation » ottomane au Levant. (Hanssen Philip Weber, 2002).

Après la guerre ottomano-égyptienne¹⁹⁴, il était clair que Beyrouth a de loin dépassé Saida, ce qui pousse les Ottomans à en faire la nouvelle capitale de la wilaya de Saida en 1842. Même lorsqu'en 1864 les Ottomans forment la province de la Syrie dont la capitale est Damas, Beyrouth reste la capitale économique, en y maintenant la chambre de commerce de la province. Et à partir de 1888, Beyrouth devient la capitale d'une wilaya qui regroupe grosso modo les territoires des anciennes wilayas de Saida et de Tripoli. On y assiste aussi et surtout à une croissance économique et démographique.

¹⁹³ Cette émigration vise surtout à cette époque les Amériques. Toutefois ce phénomène aura des effets durables sur le Liban. Aujourd'hui des estimations portent à 15 millions le nombre des expatriés libanais et des personnes d'origine libanaise à travers le monde, pour une population résidente de quatre millions de personnes.

¹⁹⁴ Le retrait des égyptiens du Levant se fait à partir de 1839 et les Ottomans y retournent.



La moutassarifiyat du Mont-Liban

Source : traitement personnel à partir d'un document internet :

<http://publishing.cdlib.org/ucpressebooks/view?docId=ft6199p06t&chunk.id=d0e1095&toc.depth=100&brand=ucpress>

La fin de la première guerre mondiale amène de grands changements notamment la chute de l'empire ottoman, la mise en place du mandat français et la déclaration du Grand Liban marquant la fin d'une époque et le début d'une autre.

4.2 Deux Territoires : étalement, densification et démarcation

4.2.1 Croissances fabuleuses (voir planche 2- 1.)

La chute des Chéhab et la période des qaïmaqamyats s'avèrent une époque de transition au Sahel. Les Chéhab ayant perdu le gros de leurs ressources financières par la crise du fermage et la perte des terres qu'ils ont confisquées et ayant perdu l'Emirat, se mettent à vendre les terres qui étaient sous leur contrôle au Sahel. Ainsi Khuri (1975) rapporte que de nombreuses familles de Chiyah et Ghobeiri disent acquérir leur terre en les achetant aux émirs Chéhab. De même Ghazzal (1995) rapporte les acrobaties juridiques¹⁹⁵ d'un émir Chéhab pour définir clairement ses terres, principalement en vue de les vendre. Clerc-Huybrechts (2008) décrit aussi comment les Chéhab vendent les dunes d'Ouzai à une personne de la famille Rifai de Beyrouth.

La production de la soie, si elle continue d'être profitable à l'exportation vers les soieries lyonnaises, toutefois elle doit faire avec la segmentation des grandes propriétés des Chéhab, en de plus petites propriétés et un grand nombre de propriétaires. Si la production agricole continue à l'est du Sahel, la vente des dunes d'Ouzai symbolise, comme le souligne Clerc-huybrechts (2008), une nouvelle époque où la logique foncière atteint le Sahel.

Le régime des qaïmaqamyats divise le Sahel en deux selon un axe est-ouest, probablement au nord de Bourj El Barajné. Cette période présente un temps de crise au niveau du Mont-Liban, au Sahel aussi. Toutefois, la vente des terres des Chéhab attire beaucoup de familles paysannes du Mont-Liban qui y achètent des terres et s'installent dans les villages.

La moutassarifyat vient redonner un souffle nouveau à une partie du Sahel. De fait le premier moutassarif Daoud Pacha s'installe à Beiteddine ; mais dès 1868, l'administration de la moutassarifyat loue le sérail de l'émir Melhem Chéhab à Baabda pour devenir le siège du gouvernement de celle-ci¹⁹⁶. Baabda devient alors la capitale de la moutassarifyat.

D'autre part les travaux des routes passant par le Sahel ou exécutées par la moutassarifyat contribuent eux aussi à l'étalement urbain au Sahel et à une importante croissance démographique. C'est le cas de Furn AlChebbak qui, sur la nouvelle route de Damas dans la zone de Touhwitat AlNahr, à partir de fonctions commerciales et en jouant le rôle d'une escale sur

¹⁹⁵ En engageant un procès bidon contre sa femme, il oblige de fait l'autorité juridique à définir clairement les terrains qu'il dit disputer. Ainsi il aurait un document précis définissant ses terres (parfois agrandis pour un pot-de-vin au fonctionnaire concerné). Cela lui permet d'en disposer comme bon lui semble – notamment les vendre – sans être attaqué en justice par un parent.

¹⁹⁶ Il est à noter que durant le conflit qui oppose le moutassarif Roustom Pacha et l'évêque maronite Boutros Alboustani et l'exil de ce dernier, les habitants de Baabda participent à un mouvement de désobéissance civile. Ce qui pousse le moutassarif à transposer le siège de son gouvernement à Ghazir au Kesrwan puis à Haret El Botom un petit quartier en bordure de Hadath. Les habitants de Baabda conscients de la perte qu'ils subissent finissent en 1882 par acheter le sérail de Melhem Chéhab et l'offrir au nouveau moutassarif qui s'y réinstalle.

cette route, se développe en une localité – autour de l'église Mar Nohra (Ruppert, 1969) – et en un souk important. Pourtant comme le souligne Pharès (1977) Furn AlChebbak n'a ni khan ni caravansérail, toutefois elle profite énormément du commerce : les voyageurs s'y arrêtent pour faire des courses manquées en ville, ou se regroupent pour prendre l'une de ces diligences de seize places ou malle-poste de cinq places qui sillonnent la rue de Damas. La dissolution de la compagnie de la route de Beyrouth et Damas en 1892 et son remplacement par celle des chemins de fer – dont les rails longent la route de Damas – à partir de 1894, ne font que renforcer ce développement avec une gare ferroviaire qui ouvre à Furn AlChebbak.

Si dans les autres localités on ne voit pas un changement aussi spectaculaire, comme le dit Guinet rapporté par Pharès (1977), « la propriété voisine des routes a doublé de valeur » et « les bourgs d'il y a dix ans seulement sont devenus des villes et les villages sont devenus de gros bourgs ». C'est clairement le cas de Baabda et Hadath, mais aussi de Chiyah sur la rue de Saida, et à un moindre degré Haret Hreik ou encore Bourj El Barajné. Toutefois, c'est à cette époque et sous la pression d'une nouvelle migration qu'on voit émerger au sud de Bourj El Barajné les villages de Mreijé, Laylaké et Tohwitet AlGhadir (Buccianti, 1973) ainsi que Ghobeiri comme un quartier à l'est de Chiyah.

Si le Mont-Liban connaît une importante perte de sa population par émigration, le Sahel se distingue du reste du Mont-Liban et se présente comme terre d'accueil. La désintégration du domaine des Chéhabs en petites parcelles à prix abordables¹⁹⁷, la présence de la capitale de la Moutassarifat à Baabda, le développement de Furn AlChebbak sur la route de Damas, et la plus-value rentière sont autant de facteurs qui font l'attrait du Sahel. Toutefois, les deux derniers facteurs sont fortement influencés par la position du Sahel à proximité de Beyrouth.

À Beyrouth, on passe des 15000 habitants en 1840 à 40000 en 1850 et à plus de 100000 en fin de siècle. Ceci est accompagné par un étalement urbain fascinant, ainsi Kassir (2003) rapporte une démultiplication de l'emprise territoriale de la ville de plus de 15 fois entre 1841 et 1876. Cette croissance est surtout causée par une migration en augmentation continue cherchant du travail dans une ville où le trafic portuaire augmente dans une proportion de 1 à 12 en 50 ans.

Ceci s'explique par l'attrait économique mais aussi par la fuite des conflits et des massacres que ce soit de la montagne ou de l'hinterland syrien. Les massacres de 1840 au Mont-Liban et ceux de 1860 au Mont-Liban et à Damas¹⁹⁸ amènent de grands contingents d'immigration, surtout de

¹⁹⁷ Khuri souligne (1975) que beaucoup de familles de Chiyah et Ghbeiri disent avoir émigré à la fin de l'Emirat et y ont acheté des terres aux Chéhabs.

¹⁹⁸ Les Tanzimats et la pénétration économique européenne ont aussi des conséquences dramatiques à Damas. Les changements économiques n'ont pas à Damas les mêmes effets positifs qu'à Beyrouth. De fait, les acteurs économiques traditionnels se trouvent en crise, et Damas perd son rôle d'un des nœuds commerciaux stratégiques de l'Empire. Les nouveaux acteurs économiques sont notamment des chrétiens pouvant plus facilement dépasser les barrières culturelles pour traiter avec les Européens. En plus les Tanzimat en reconnaissant à la population une égalité de statut indépendamment de l'affiliation communautaire déstabilisent un ordre social urbain très ancien. Ceci mène à des massacres à Damas qui relaient la situation du Mont-Liban en 1860.

chrétiens. Les chrétiens préfèrent se réfugier à Beyrouth, ville bénéficiant d'une proportion élevée de chrétiens et une présence d'un très grand nombre de consulats européens.

La sortie des murs a déjà commencé à Beyrouth à l'époque égyptienne. Toutefois, c'est dans les décennies 1850, 60 et 70 que, sous le poids d'une forte immigration, se forment, se consolident et s'étalent les quartiers à l'est et au sud de la ville alors que d'autres émergent à l'ouest. On peut schématiser le paysage urbain à Beyrouth de la manière suivante : un bloc central constitué de la vieille ville et des quartiers les plus anciens qui comprend la quasi-totalité de l'activité économique et le gros des équipements, et d'autre part un arc de quartiers résidentiels allant d'Achrafieh à Ras Beyrouth en passant par Koraytem et Msaytbé. Ruppert (1969) parle d'un étalement urbain en doigts de gant. C'est notamment le cas de la rue Bliss longeant le Syrian Protestant College¹⁹⁹ en direction du phare, ou encore la route allant dans la direction de Koraytem, qui devient le quartier prisé de la nouvelle bourgeoisie de la communauté sunnite.



*Vue panoramique sur Beyrouth au temps de la wilayat
Source : (Kassir, 2003)*

4.2.2 Le tracé des frontières

A partir de 1841, et sous les qaimaqamyats, Chevallier (1979) et Clerc-Huybrechts (2008) rapportent que le Sahel est divisé en deux par les deux qaimaqamyats suivant la ligne est-ouest. Les cartes en notre disposition sont trop sommaires pour pouvoir clairement définir quelles sont les localités du Sahel incluses dans chaque district. Nous pensons que la frontière se trouve au nord de Bourj AlBarajné.

L'avènement de la mountassarifyat en 1861 réunifie le Sahel et en fait un district. Baabda devient sa capitale avant de devenir la capitale de la moutassarifyat à partir de 1968.

Beyrouth s'étale rapidement et déjà vers 1870 on trouve des petites concentrations résidentielles sur les zones des sables proches de Beyrouth tels Jnah et Bir Hassan. Ainsi les acteurs politiques

¹⁹⁹ Future Université Américaine de Beyrouth

des deux bords ressentent la nécessité de tracer les frontières entre le Sahel et Beyrouth. Amin Moukhless Pacha, gouverneur de Beyrouth, agit de façon unilatérale.

Il trace les frontières de sa ville dans les années 1860 mais ne manque pas d'englober toute la région des sables du Sahel dans Beyrouth comme le montre une carte de l'époque (Clerc-Huybrechts, 2008). Ceci mène en 1874, après contestation de la part de la moutassarifyat, à la création d'une commission commune incluant des représentants du conseil d'administration de la moutassarifyat et de Beyrouth. La commission finit par rendre ces zones au district du Sahel de la moutassarifyat. De fait le rapport des représentants de la moutassarifyat indique que la commission en fin de discussions reconnaît qu' « après exploration et enquête auprès des habitants de la région à proximité des lieux concernés, qui ont une connaissance suffisante de l'histoire des lieux et des terrains coupés en deux par la frontière où une part se trouve à Beyrouth et l'autre [dans le territoire de] la montagne, il a été convenu que les dunes à l'ouest de la ferme de Bir Hassan et reconnues de leur extrémité nord [au lieu dit] Jemeyzet El Jaddouh et jusqu'à leur extrémité sud, sont depuis longtemps un mouchaa au service des habitants des localités de Chiyah, Haret Hreik, Bir Hassan et d'autres villages du Sahel pour qu'ils puissent en tirer profit pour faire paître leurs troupeaux, y extraire des pierres pour construire leurs maisons. Et d'ailleurs ils y passaient la grande part de l'été au lieu dit Jnah car il y a de l'eau »²⁰⁰ (Rostom, 1987). Cette décision marque pour la première fois une frontière sud pour la ville de Beyrouth, mais l'érection de cette frontière n'est pas à elle seule suffisante pour arrêter l'expansion de Beyrouth ni son attrait sur le Sahel.

C'est à cette époque que sont fondées les premières municipalités. Ainsi en 1864 est fondée la municipalité de Baabda qui inclut les localités sur les collines : Baabda, Louayzé, Fiyadiyé, Hazmié, Hadath, Haret AlBotom et Sibnay. Ces 3 dernières forment une municipalité indépendante en 1906 (voir planche 7- II.b.).

Bien que les réformes ottomanes instituent le cadastre et imposent une taxe sur la propriété foncière et que la moutassarifyat met en place un bureau spécial pour le tracé des cadastres, les informations que nous avons trouvées (Rostom, 1987) nous laissent croire que le Sahel n'est pas traité par ce bureau. Ainsi les municipalités englobent grosso modo les villages et les propriétés foncières de leurs habitants.

4.2.3 Maintien de la ségrégation au Sahel et premiers quartiers communautaires à Beyrouth

Dans le Sahel, bien que pour les localités déjà existantes la répartition communautaire se maintient entre un ensemble maronite et Bourj El Barajné sunnite et chiite, des nouvelles localités

²⁰⁰ Traduction personnelle de l'arabe.

se forment à Ghobeiri, Mrayjé, Laylaké et Tohwitet AlGhadir. La première a une population presque exclusivement de la communauté chiite²⁰¹ et les autres des populations de la communauté maronite (voir planche 7- II.c). D'autre part on a tendance à penser que c'est à cette époque que d'autres groupes chrétiens notamment grecs catholiques et grecs orthodoxes commencent à venir au Sahel, seulement ils restent relativement minoritaires dans les localités où ils s'installent.

Par contre Beyrouth voit se consolider les premiers quartiers communautaires. L'est de la ville devient de plus en plus homogène confessionnellement avec une population composée de différentes communautés chrétiennes. C'est principalement une population migrante venant de Damas et du Mont-Liban fuyant les massacres, ou des migrants économiques du Mont-Liban attirés par les débouchés de travail. Ainsi se forment les quartiers de Saifi, Gemayzé et Achrafieh. Au sud se forme le quartier de Bachoura-Basta où se concentre surtout une population de communauté sunnite. Proche du centre et à l'ouest de la vieille ville se développe aussi un petit quartier juif, dit d'Abou Jmil. Toutefois, beaucoup de quartiers, surtout au centre et à l'ouest de la ville comme Zoqaq El Blat, Mousaytbé et Ras Beyrouth sont mixtes de point de vue communautaire.

Si ce n'est les rixes récurrentes, mais marginales, entre les bandes de qabadays²⁰² de Basta et d'Achrafieh, la question communautaire malgré le poids des « incidents »²⁰³ et des massacres de la montagne et de Damas en 1860 ne pèse pas sur la vie quotidienne à Beyrouth. La dynamique économique et culturelle réussit à intégrer ces migrations dans le cadre d'une riche urbanité nouvelle. (Kassir, 2003).

4.2.4 « Démocratisation » foncière et socioéconomique au Sahel et démarcation des nouveaux quartiers bourgeois à Beyrouth

Nous tendons à penser que si l'ancienne démarcation entre Baabda et Hadath et le reste du Sahel se maintient à cette époque en raison de l'installation de la capitale de la moutassarifyat à Baabda, elle l'est de façon beaucoup moins marquée. Bien que ces deux localités aient un patrimoine bâti en plus riche et diversifié que les autres au Sahel, ce qui peut induire une plus grande prospérité, la chute des Chéhabs s'accompagne toutefois par l'émergence de nouveaux groupes sociaux et non pas seulement à Hadath et Baabda.

²⁰¹ Quelques familles de la communauté sunnite s'y installent notamment les Bourjawis.

²⁰² Les qabadays sont les fiers-à-bras de la mythologie urbaine des villes levantines. Leur image et appréciation varie entre des héros défendant les faibles et les gens de leurs quartiers, et des voyous violents au service de leaders, notamment communautaires dans le cas de Beyrouth.

²⁰³ Euphémisme utilisé pour désigner les affrontements armés et les massacres à l'époque, et qui sera d'ailleurs repris pour désigner les deux premières années de la guerre civile de 1975

Minier (2000) en étudiant l'évolution de la situation foncière de la plaine de Hadath sous la moutassarifyat, identifie les différents groupes qui achètent les terrains des Chéhabs²⁰⁴ qui se morcellent. Les acquéreurs cherchent dans un premier temps à investir dans une production agricole liée à la soie, et après la crise de celle-ci dans une perspective de spéculation foncière. Pour lui les acquereurs sont :

- d'abord leurs anciens travailleurs ou exploitants agricoles qui ont réussi à mettre de l'argent de côté ;
- une nouvelle classe moyenne de salariés qui s'est développée avec la croissance économique de certaines localités du Sahel, surtout avec le développement de l'administration de la Moutassarifyat qui a sa capitale à Baabda et dispose de bureaux à Hadath ;
- des représentants des professions libérales. Avec le développement de l'éducation et la création des universités à Beyrouth pendant la même période, on voit émerger surtout à Hadath et Baabda mais aussi dans d'autres localités du Sahel des professionnels libéraux.
- une nouvelle bourgeoisie commerçante à Hadath née du développement du souk suite à la création d'une gare routière à Hadath ;
- Des familles modestes qui avec les remises de parents faisant partie de la diaspora libanaise – qui augmente fortement en nombre après 1890 – s'achètent des terrains. Ces remises sont responsables de manière prépondérante de la constitution de la petite propriété foncière au Mont-Liban par l'accès considérable des couches sociales modestes au foncier.

Bien que les travaux de Minier portent sur Hadath, on peut supposer des situations semblables à Furn AlChebbak suite au développement du souk de la rue de Damas, ainsi que dans toutes les autres localités du Sahel. De fait, Buccanti (1973) en parlant de Mrayjé au sud du Sahel signale l'existence de grandes demeures bourgeoises revenant à cette époque. Ainsi la démocratisation de l'accès à la propriété foncière contribue à la diminution des différenciations socioéconomiques.

A Beyrouth par contre les différenciations socioéconomiques tendent à se marquer de façon plus nette. Ainsi on peut identifier une différenciation entre d'une part les quartiers plébéiens centraux de Basta, Saifi et Gemayze, et les anciens quartiers bourgeois comme Zoqaq El Blat qui commence à perdre de son importance et d'autre part les nouveaux quartiers bourgeois de maisons pavillonnaires avec jardin, qui tracent un arc de cercle de l'est à l'ouest passant par le sud contournant les quartiers centraux (voir planche 7- II.d).

²⁰⁴ Si les Chéhabs vendent beaucoup de leurs terrains vers le milieu du 19ième siècle, ils continueront à contrôler de larges domaines dans la plaine de Hadath jusqu'à la fin du siècle.

De même on peut voir de nouveaux espaces commerciaux bourgeois comme celui du nouveau Souk Jdidé au nord-ouest de la vieille ville – bâti par la nouvelle bourgeoisie marchande sur le modèle des espaces commerciaux européens de l'époque – se démarquer du reste des souks.



Souk Jdidé
Source : (Kassir, 2003)

4.2.5 Nouvelles centralités au Sahel et concentration des fonctions au centre-ville à Beyrouth

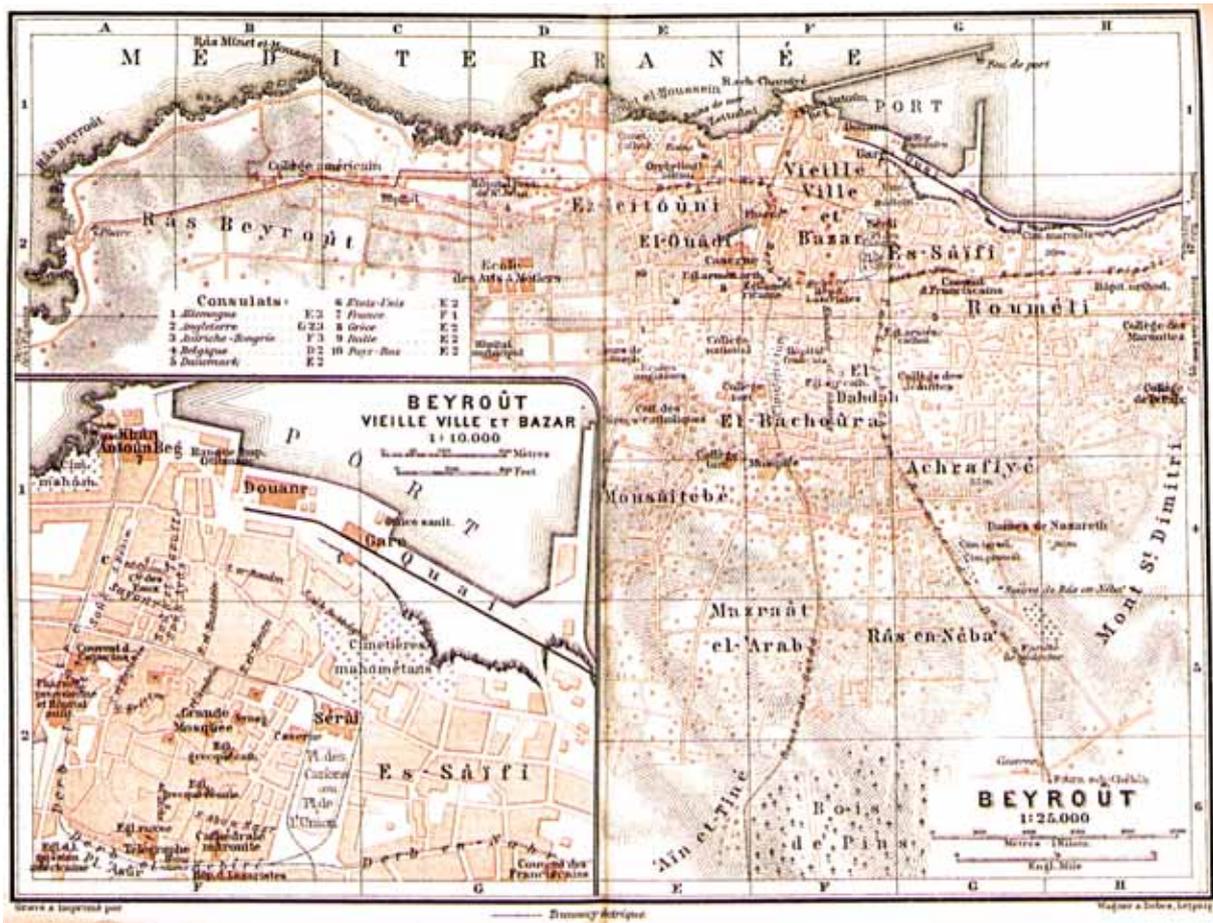
Au Sahel, comme au temps des Chéhab, les deux localités voisines de Baabda et Hadath²⁰⁵ continuent à présenter une centralité fonctionnelle importante. D'abord c'est un centre administratif de premier ordre avec tous les bâtiments administratifs centraux de la moutassarifyat. On voit aussi se développer à Hadath, comme le rapportent Rostom (1987) et Feghalé (2000) une importante activité culturelle surtout en matière de publication et de presse où on voit s'ouvrir plusieurs imprimeries ainsi que plusieurs publications cycliques dont un journal quotidien.

L'émergence de Furn AlChebbak comme un souk sur la route de Damas, affaiblit la vieille centralité commerciale de Baabda-Hadath. Ce souk devient une importante centralité commerciale, surtout pour les localités au nord du Sahel (voir planche 7- II.e).

Cependant à cette époque, avec le développement démographique et les changements aussi bien économiques que sociaux, d'autres localités commencent à développer certaines activités commerciales. C'est notamment le cas de Bourj AlBarajné.

²⁰⁵ Malgré que Baabda est la capitale, plusieurs moutassarifs décident de répartir les bureaux des principales administrations entre Baabda et Hadath.

Beyrouth à cette époque, malgré sa petite taille, est une des plus importantes villes de l'empire et des mieux équipées. Ces équipements sont de natures très diverses couvrant l'administratif (sérail, municipalité, douane, caserne, prison), l'économique (port, souks, khans, banques, bureaux, entrepôts), l'éducatif (écoles, centres techniques, universités), le sanitaire (hôpitaux, quarantaine, dispensaires) le culturel (maisons de presse, théâtres), le ludique (jardins, promenades, parcs, hôtels) et le religieux (des maisons de cultes pour presque toutes les communautés, des couvents, des sièges épiscopaux). Certains sont publics, d'autres sont mis en place par des missionnaires étrangers et des ordres religieux locaux et d'autres encore par des privés.



Beyrouth, ses quartiers et équipements en 1912
 Source : <http://www.lib.utexas.edu/maps/lebanon.html>

Le gros de ses équipements, notamment économiques, se trouve au centre. Ce qui fait que ce dernier garde une forte centralité par rapport à la ville. D'autres équipements sont plus éparpillés dans la ville. Les quartiers périphériques gardent en gros un caractère résidentiel. Seul le petit noyau urbain à l'ouest autour de le Syrian Protestant College, où se concentrent un grand nombre de consulats, le caractère résidentiel ne prédomine pas encore.

4.3 Volontarisme public de la moutassarifyat et de la wilayat (voir planche 2- 2.)

La période de la qaïmaqamyat est une période turbulente où les autorités, que se soit à la qaïmaqamyat nord ou sud, ne sont pas en mesure d'entreprendre de grands projets qui aient des répercussions sur le Sahel. Par contre, l'époque de la moutassarifyat est marquée par un fort volontarisme de la part des autorités publiques. La moutassarifyat entreprend un grand nombre de projets et de travaux dans tout le Mont-Liban. Au Sahel, elle exécute de nombreux travaux notamment en termes de voirie.

L'administration cherche à lier différents districts via le Sahel, c'est ainsi que :

- Une route carrossable va de Furn AlChebbak où passe la nouvelle route de Damas au Nahr Beyrouth pour se raccorder au Matn via le pont de Jisr AlBacha²⁰⁶ ;
- Une autre lie le district²⁰⁷ via Choueifet vers le Chouf et Beiteddine le siège d'été de la moutassarifyat ;
- Une route non-carrossable liant la plaine alluviale à partir de Chiyah et la zone des sables ;
- Une autre sur les collines liant Hazmié au nord du Sahel et Kfarchima au sud (Rostom, 1987) ;
- Et encore une autre allant de Haret Hreik vers Choueifet parallèlement à la route de Saida et passant par Bourj AlBarajné. Cette dernière aura un effet important sur le développement des localités dans la plaine au sud du Sahel ;
- Enfin, l'exécution de la route Beyrouth-Damas – par une société française²⁰⁸ à partir de 1859, passant par le Sahel et allant à Furn AlChebbak et Hazmié – est un élément essentiel dans l'organisation du réseau routier et de la mobilité dans le Sahel.

D'autre part, la moutassarifyat, sous Daoud Pacha le premier moutassarif, met en place un réseau de télégraphe qui lie à partir de 1865 Beiteddine à Beyrouth, et puis à partir de 1867 tous les centres de districts de son territoire dont bien sûr Baabda.

La moutassarifyat s'engage par ailleurs dans un effort particulier concernant l'éducation. C'est ainsi qu'au Sahel, et plus précisément à Hadath, l'administration ouvre deux écoles pour filles et une pour garçons.

²⁰⁶ Littéralement le pont du Pacha. Elle construit ce pont sur le Nahr Beyrouth en 1877

²⁰⁷ Prémisiblement en reprenant le tracé de la route de Saida

²⁰⁸ Le projet de route de Damas a été d'abord envisagé par les Egyptiens. Il est repris par le représentant des Messageries Impériales, le comte de Perthuis. En 1857 la Porte donne la concession d'une route carrossable à Perthuis. Le projet est soutenu par un lobby d'entrepreneurs locaux qui craignent que le développement de la route Saida Damas puisse remettre en cause tout l'acquis de Beyrouth. La société de droit ottoman mise en place par Perthuis est financée par la Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans et celle des chemins de fer Paris-Lyon-Marseille du Crédit Lyonnais. Les travaux entamés en 1859 se terminent en 1863.

Elle s'implique en outre dans tout le Mont-Liban à renforcer l'économie locale à travers la création de souks temporaires dans tous les districts, pour permettre aux paysans d'écouler leurs produits. Ce n'est toutefois pas le cas au Sahel (Rostom, 1987), ce qui pourrait s'expliquer par la proximité de Beyrouth. Ainsi même si la moutassarifyat fait tout pour marquer son propre territoire et lui injecter une dynamique propre, pour le Sahel la proximité de Beyrouth pèse fortement et impose d'autres dynamiques.

Beyrouth après être devenu le siège officiel de la province de Saida à partir de 1842, devient la capitale d'une province en son nom à partir de 1888. « Ville-vitrine » des Tanzimat elle est aussi le laboratoire de ce volontarisme ottoman en matière d'urbanisme. Ainsi de grands projets sont mis en place notamment en termes d'infrastructure.

La route Beyrouth-Damas ouverte en 1863, l'agrandissement du port 1888, la voie ferrée 1891, de même que le télégraphe, les canalisations d'eau, d'électricité, de gaz, les travaux de voiries et un projet d'urbanisme au sein même de la vieille ville²⁰⁹, tout cela est accompagné par le remodelage de la vieille ville, et le développement de quartiers nouveaux par l'installation d'équipements, tel le quartier de Sanayeh.

Le projet du tramway exécuté à la fin de l'empire, marque un changement important dans l'échelle de mobilité en ville puisque pour la première fois elle y incorpore des zones aux confins du Sahel telles Furn AlChebbak sur la route de Damas et le bois des Pins sur la route de Saida. Ce projet aura d'importantes conséquences sur l'interdépendance de Beyrouth et du Sahel à l'époque du mandat français.

Pourtant ce nouveau paysage n'est pas le produit des seuls projets de l'Etat. Deux autres groupes ont fortement marqué cette métamorphose : les occidentaux (missionnaires et hommes d'affaires) ainsi qu'une nouvelle classe de notabilité d'affaire locale. (Buccianti Barakat 2004 ; Rondot, 1991 ; Kassir, 2003 ; Davie M, 1994)

Beyrouth et le Mont-Liban sont depuis déjà deux siècles prioritaires pour les missionnaires occidentaux, vu la grande concentration de populations de confessions chrétiennes. Toutefois, c'est dans cette seconde partie du 19^{ème} siècle qu'on voit la mise en place de pas moins d'une vingtaine de projets et d'équipements de toute taille et de tout genre par ces missionnaires à Beyrouth, soit notamment le collège syrien protestant, l'université Saint-Joseph des jésuites, l'hôpital Saint-Jean et l'ensemble des Lazaristes. Ils sont vite relayés par les différents ordres religieux chrétiens locaux mais aussi par les organisations des autres communautés religieuses musulmanes et juives. Ces projets sont répartis dans toute la ville, et si on retrouve une concentration supérieure d'étrangers du côté de Ras Beyrouth, ils prennent toutefois résidence dans toute la ville.

²⁰⁹ qui deviendra sous les Français la place de l'Etoile

Quant aux hommes d'affaire occidentaux, leurs interventions se matérialisent par les grands projets de l'Etat qui sont d'ailleurs pour leur grande majorité des concessions données à des compagnies européennes, parfois via des compradores locaux. Le grand projet du port en est un exemple.

Le projet du Port a déjà été lobbyé depuis 1879 par des hommes d'affaires Beyrouthins cherchant à en donner la concession à la municipalité mais sans succès. Ça sera une société française à laquelle participent la Compagnie française de la route Beyrouth-Damas, la Banque Ottomane, le Comptoir d'escompte de Paris, la Banque de Paris et des Pays-bas et la Compagnie des Messageries maritimes, qui reprend les tractations en 1888. En fin de compte, la Porte donne la concession à un homme d'affaire de Baalbeck Joseph Moutran qui la « vend » à la société française²¹⁰. Le comte de Perthuis en est le premier président. Un influent notable maronite de Beyrouth ministre du sultan Abdulhamid II, Salim Malhamé siège à son conseil d'administration. Ce projet montre une forte connivence entre certains acteurs économiques locaux et les représentants du capital européen (Kassir, 2003). De l'Europe, Beyrouth est perçue comme la porte d'entrée du capital européen vers le Levant, et cette classe locale d'entrepreneurs et de marchands est considérée comme les bons partenaires.²¹¹

La nouvelle classe montante d'hommes d'affaires n'est pas faite que des compradores. Elle comprend aussi de grands commerçants – qui marquent le paysage urbain par leurs nouveaux khans, tel celui d'Antoun Bey ou le nouveau souk de produits chics Souk Jdidé – que des banquiers ou des entrepreneurs. Cette classe de nouveaux notables marque la gouvernance de la ville pendant cette époque, notamment à travers la municipalité mise en place à Beyrouth dès 1863, même avant la loi des municipalités ottomanes.

4.4 Les nouveaux enjeux de la gouvernance : affirmation de l'autorité publique, démultiplication des acteurs et communautarisme

Au Mont-Liban, la fin de l'Emirat et les changements économiques, amènent de grands changements en matière de gouvernance. De nouveaux groupes sociaux émergent. L'appropriation de la terre pour ces groupes devient un levier important pour accéder à la notabilité politique.

Loin d'être des cas à part, les nouveaux groupes qui accèdent à la propriété terrienne à Hadath identifiés par Minier peuvent être retrouvés partout dans le Mont-Liban. La croissance

²¹⁰ Kassir (2003) insinue que c'est un coup monté dès le début entre Perthuis et Moutran

²¹¹ A la différence d'Alexandrie - qui joue par rapport à l'Egypte, le même rôle que joue Beyrouth par rapport à la Syrie – on ne trouve pas une classe d'expatriés européens. C'est une classe locale d'entrepreneurs qui sera la cheville du mécanisme d'intégration du Levant dans le marché capitaliste européen (Fawaz L, 1982)

économique, le développement de l'éducation et surtout la démocratisation de l'accès à la terre altèrent profondément la structure sociale binaire (paysans-mouqataajis), la rendant plus complexe. Ainsi bien que beaucoup d'éléments culturels et sociaux qui ont marqué le mode de gouvernance de l'époque précédente persistent, d'autres perdent leur consistance et de nouveaux éléments s'imposent.

La structure patriarcale persiste. C'est toujours au patriarche de s'exprimer au nom du groupe familial. Ce dernier est toujours de façon prépondérante l'unité d'identification et d'action, et par suite l'unité politique. La division des familles en deux groupes antagonistes – identifiée par Chevallier (1971) comme un trait constituant de ces sociétés villageoises – persiste elle aussi. Toutefois l'institution des municipalités définit une arène politique locale où cette division peut s'exprimer affectant tout le jeu de gouvernance au niveau local.

Comme il a été dit, la propriété foncière représente un important levier social et politique. Puisque comme le note Minier (2000) « Plus les notables locaux disposent de grands domaines fonciers, plus ils sont en mesure de contrôler un large segment de la population locale puisque par le jeu en cascade des services/allégeances, ils exercent également leur autorité sur 'l'entourage' des exploitants ». Par suite le contrôle du foncier devient un élément structurant des politiques locales au Mont-Liban²¹²

Ainsi, un changement important au niveau de la gouvernance se produit avec l'avènement de la moutassarifyat. La politique au niveau du Mont-Liban n'est plus le monopole d'une classe refermée sur elle-même, mais s'ouvre avec l'institution du conseil d'administration de la moutassarifyat à une nouvelle bourgeoisie qui est en train de se constituer partout au Mont-Liban.

La crise qui suit l'annulation du système du fermage contribue fortement à l'émergence de cette nouvelle notabilité dite « de montagne ». Les clans Mouqataajis, bien qu'ils aient perdu le formidable outil de pouvoir qu'était le fermage, sont toujours des puissants acteurs. Pour la grande majorité, ils se transforment en de grands propriétaires terriens. Cet important levier économique et leurs réseaux d'alliances politiques leur permettent de rester des incontournables de la politique de la moutassarifyat. Certains ainsi restent influents et présents au sein du conseil de celle-ci.

Toutefois, si au sud du Mont-Liban dans les districts du Chouf et du Gharb les anciens clans mouqataajis conservent un grand ascendant sur la population et se transforment en leaders communautaires druzes, au nord du Mont-Liban, les anciens mouqataajis sont en général durement éprouvés par les changements et sont supplantés par un nouvel acteur politique. En fait, après la chute des Chéhabs et la révolte de Tanious Chahine qui déstabilise la majorité des

²¹² Selon Charbel Nahas c'est toujours un attribut central des politiques municipales au Liban même de nos jours (conférence à l'université libanaise, 2009)

chefs de clans maronites, l'église maronite est le principal acteur de ralliement de sa communauté. D'autre part son organisation et le prestige social de ses prélats et clergé, surtout dans le milieu rural et traditionnel, lui donnent une grande influence et capacité de mobilisation.

Au niveau du Mont-Liban, on peut remarquer deux niveaux de gouvernance : l'un local, et l'autre au niveau de la moutassarifyat et de son conseil d'administration. Concernant ce second niveau, on peut remarquer trois logiques influençant les positionnements politiques et le jeu de gouvernance :

- La première est le positionnement par rapport à la constitution d'un pouvoir centralisé autour de la personne du moutassarif et son administration. Ainsi cette nouvelle ligne de fracture politique se matérialise entre un courant cherchant le renforcement du pouvoir centralisé des moutassarifs, et un autre se rassemblant derrière d'autres acteurs contestant ce pouvoir par, à titre d'exemple, Youssef Karam, un puissant chef de clan maronite de Zghorta, ou encore par des prélats de l'église maronite comme l'évêque Boutros Alboustani. Ces positionnements mènent parfois, à la rébellion et la confrontation armée dans le cas de Karam et l'exil dans le cas d'Alboustani.
- Nous pouvons déceler une autre logique qui croise la précédente au niveau de la moutassarifyat, celle des « intérêts locaux », ou plus adéquatement ceux présumés des différents cazas²¹³. De fait l'action publique est l'initiative d'une administration centralisée au niveau du Mont-Liban et le conseil administratif est constitué des représentants des différents cazas et des différentes communautés. Ce qui a pour conséquence que les représentants des districts auront tendance à championner ces intérêts pour renforcer leur aura au niveau local. Ce qui veut dire dans les faits essayer d'acheminer le plus d'équipements et de projets vers leurs régions respectives.
- Une troisième logique commence à s'affirmer : la logique communautaire où d'habitude les différents représentants de la même communauté dans les différents districts s'allient pour soutenir des revendications communautaires. Cette dernière logique était d'habitude soutenue par les églises et les chefs de clans des différentes communautés. Le recentrage du lien politique au niveau de la moutassarifyat sur le lien communautaire met un terme aux structures antérieures bâties sur les alliances claniques indépendamment des liens communautaires. Toutefois, après la crise des mouqataajis suite à l'arrêt du fermage, la défaite de Youssef Karam et l'exil de l'évêque Boustani, la moutassarifyat et son conseil d'administration deviennent, le seul cadre de solidarité politique supra-local. Ceci réduit indéniablement les confrontations communautaires mais ne renforce pas les solidarités politiques entre les différentes communautés.

²¹³ Le Caza est une unité administrative au niveau du Mont-Liban qui reprend en gros les différents territoires des mouqataas et les instituent en des territoires administratifs.

La moutassarifyat doit pouvoir faire face aux défis du communautarisme et du régionalisme. Le jeu d'équilibre entre les communautés et les régions auquel elle s'attelle devient la caractéristique la plus marquante de son régime. Le conseil d'administration comprend des représentants qui doivent ainsi représenter les communautés et les cazas dans un équilibre subtil qui traduit la démographie et le dynamisme de chaque communauté.

D'autre part, au niveau des localités et des cazas on retrouve une vie politique locale assez active et diversifiée avec la multiplication des acteurs et la création de municipalités dans certaines localités. Ainsi au niveau du Mont-Liban, le monopole politique de l'administration de la moutassarifyat et la fragmentation des paysages de la gouvernance en des espaces politiques locaux indépendants font que les projets mis en place par la moutassarifyat n'ont pas un effet notable sur la solidarité politique, initialement très réduite, entre différentes localités. D'ailleurs, la mobilisation des représentants au conseil de la moutassarifyat – seul cadre politique supra-local – vient plus dans une perspective de revendication d'équipements, de services ou d'infrastructures pour leurs localités ou cazas, que dans celui d'un questionnement ou d'une vision d'une approche d'ensemble. De fait, le Mont-Liban n'est pas encore pour la majorité des acteurs politiques un cadre politique pertinent représentant des intérêts communs propres à toute sa population.

A cette époque où les questions de l'identité commencent à se poser au Levant – sous l'influence des idées nationalistes européennes et devant la crise intérieure de l'empire ottoman – un grand nombre d'intellectuels commence à questionner la citoyenneté ottomane et le lien avec l'empire. On commence à parler décentralisation, autonomie et indépendance. Mais comme le dit Eddé (2008), l'échelle et l'espace concernés (Mont-Liban, Syrie...) par ces revendications ne sont pas encore stabilisés, mûrs et définis comme ils le seront sous le mandat, pour devenir des corps idéologiques et des sources de mobilisation politique. En tout cas sous la moutassarifyat, il est peu probable que ces réflexions aient influencé les choix politiques des différents acteurs du Mont-Liban axés sur le local.

Au Sahel, après la chute de l'Emirat, les Chéhabs n'arrivent pas à se reconstituer en un clan politique. Ce vide politique ainsi que les changements sociaux et économiques, plus marqués au Sahel qu'au reste du Mont-Liban, font émerger un grand nombre de notables au niveau des villages. Toutefois, aucun nouveau clan ne s'affirme au niveau de tout le Sahel.

D'autre part, nous pensons que le Sahel est bien inscrit dans le cadre général du jeu politique de la moutassarifyat. De fait Feghali (2000) signale que les gens de Baabda se révoltent contre le moutassarif Rostom Pacha qui prend la décision d'exiler l'évêque Boutros AlBoustani. Ceci oblige le moutassarif à déménager à Ghazir au Kesrwan, avant de revenir à Haret AlBotom près de Hadath dans le Sahel et de ne rentrer à Baabda qu'en 1882. Si les informations en notre possession ne nous permettent pas de détailler le jeu des coalitions dans les localités du Sahel, on peut néanmoins dire que, du fait de l'absence d'une famille chef de clan depuis la chute des

Chéhab, l'église cherche à renforcer ses assises, et les acteurs locaux se tournent vers les politiques locales notamment avec la création des municipalités de Baabda et Hadath.

A Beyrouth, en gros la situation de l'époque égyptienne en termes de mode de gouvernance et de jeu d'acteurs se maintient. De fait, les nouveaux walis réformateurs partagent beaucoup des idées de l'administration d'Ibrahim Pacha. Comme le dit Kassir (2003) « ce que changeaient les Tanzimat [au système traditionnel de gouvernance ottoman] c'était la vocation même de l'acteur étatique, appelé à répondre aux besoins de la population et à en planifier la satisfaction. Aussi la restauration de l'autorité ottomane qui était un des enjeux de la réforme allait-elle dans le sens d'une rationalisation du gouvernement de la Cité. En retour, une nouvelle source de légitimité pouvait pallier la perturbation éprouvée par l'Empire dans l'ordre du symbole ; au moment où l'islam cessait d'être le fondement unique du pouvoir impérial, la gestion volontaire de l'Etat faisait prévaloir une représentation de la chose publique susceptible de nourrir l'osmanlilik, autrement dit la nationalité ottomane qui devait fonder l'adhésion de la population ». Cette nouvelle perception du rapport entre l'empire et ses sujets s'exprime à Beyrouth par un effort de rationalisation aussi bien de l'espace urbain que de ralliement des principaux acteurs derrière ce projet.

La nouvelle classe bourgeoise de notables marchands, banquiers et entrepreneurs de toutes communautés confondues trouve ses intérêts dans cette réforme. De plus, les valeurs de progrès, d'ordre et d'efficacité sont intériorisées par ces nouvelles générations ayant eu accès à une éducation occidentalisée. Marquée par la culture occidentale et par l'air du temps de la Nahda²¹⁴ arabe dont Beyrouth est l'un des bastions, cette notabilité permet l'émergence d'un souffle culturel nouveau qui marque pour longtemps l'image de Beyrouth (Kassir, 2003). On voit se développer les arts et des artistes locaux. Mais surtout le changement installe de nouvelles mœurs, et de nouvelles pratiques de l'espace urbain qui représentent un changement social et politique (Buccianti Barakat, 2004).

Cette classe qui s'impose à travers la municipalité est l'allié naturel de la nouvelle administration ottomane. Mais en même temps elle garde beaucoup d'éléments du système traditionnel arabe, notamment la participation à la politique à travers le clan familial, la prééminence du patriarcat et l'absence de formations politiques modernes. Sur ce dernier point, les dernières décennies de l'empire voient se créer plusieurs formations politiques, mais qui restent clandestines car tout regroupement politique est interdit et persécuté par la police du Sultan Abdelhamid II. Ces partis ne sont pas ainsi des acteurs dans la gouvernance urbaine de Beyrouth.

D'autre part cette classe monopolise la part des acteurs locaux dans la gouvernance urbaine à Beyrouth. Ainsi, on voit se dresser des familles patriciennes à la tête desquelles se trouvent des

²¹⁴ Nahda signifie "renaissance" en arabe. Ce mot est utilisé pour désigner le courant culturel, notamment littéraire qui se développa au Levant et en Egypte à partir du milieu du 19^{ème} siècle.

zaims²¹⁵. Ces zaims allient d'habitude fortune et représentativité politique que ce soit au niveau local – la municipalité ou la chambre de commerce – ou même pour certains dans les hautes sphères de l'administration ottomane ou du nouveau parlement ottoman. En même temps ils développent autour d'eux et de leur clan familial tout un réseau de clientèle.

Les notables de cette classe agissent longtemps en tant qu'un seul corps concernant la défense des intérêts de la ville et sa place dans l'Empire. Toutefois, dans les dernières années de l'Empire, avant et pendant la première guerre mondiale, quand la question de la relation à l'Empire devient de plus en plus pressante, on peut commencer à remarquer une divergence entre une partie de la notabilité chrétienne de la ville voulant une indépendance ainsi qu'une démarcation du reste de la Syrie, et le reste des notables²¹⁶ divisés entre une autonomie et indépendance mais soutenant un rattachement de Beyrouth à la Syrie. Cette question qui polarise de plus en plus les notables locaux, sera sous le mandat français la principale question politique.

Mis à part les acteurs gouvernementaux et locaux, on retrouve les acteurs occidentaux notamment les entrepreneurs et les représentants des grandes compagnies européennes. Sans être officiellement inclus dans les arènes formelles de la gouvernance urbaine à Beyrouth, ces acteurs ont un poids important dans la gouvernance urbaine à Beyrouth. On est dans une situation où leur intervention n'est pas considérée comme révoltante dans un système où depuis déjà plusieurs siècles les capitulations ont permis l'ingérence des consulats occidentaux dans les questions locales. D'autant plus qu'ils ont les moyens et l'expertise nécessaires pour la mise en place des projets de l'époque.

4.5 Entre autonomisation locale et alignement sur les dynamiques systémiques au Sahel et appropriation notabiliaire à Beyrouth

Au Sahel on peut retrouver deux logiques différentes d'articulations entre territorialités locales et systèmes économiques et politiques d'échelles supérieures.

La consolidation d'espaces politiques locaux et le développement de la spéculation foncière et quelques professions libérales autonomisent relativement les entités sociospatiales par rapport aux dynamiques systémiques relatives à la mise en place de l'autorité de la moutassarifyat et la pénétration du capitalisme européen.

En fait, après la chute des Chéhabs, la mise en place de la moutassarifyat ne comble pas le vide au niveau du leadership politique. Bien que le Sahel reçoive le siège de la moutassarifyat, désormais il ne connaît pas de grands zaims politiques et les espaces politiques locaux se développent autour

²¹⁵ Zaim est une expression courante en arabe pour désigner un leader qui commande l'adhésion de nombreux partisans ou clientèle

²¹⁶ Une partie des notables chrétiens et la quasi-totalité des notables musulmans.

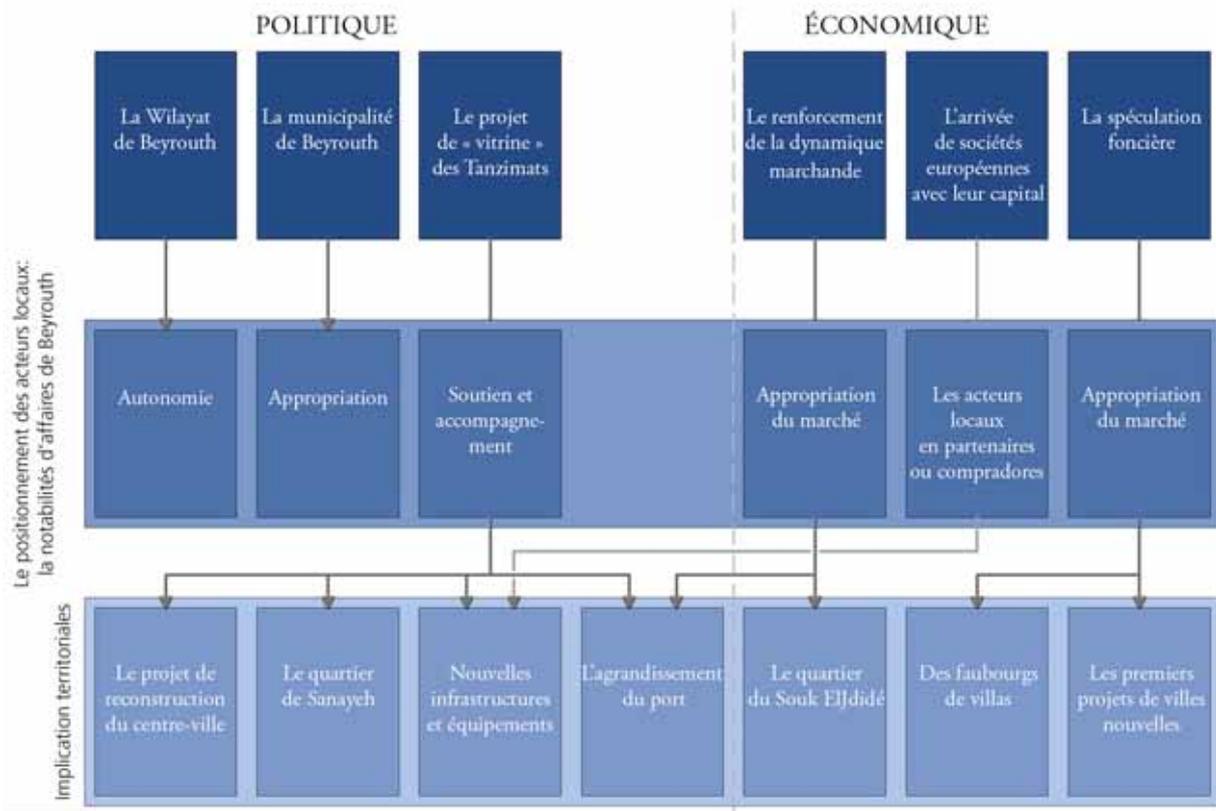
de logiques d'antagonismes de clans familiaux locaux indépendamment des confrontations politiques d'ordre supérieur. L'espace politique de la moutassarifyat centré sur le conseil d'administration de celui-ci et ses notables, n'affecte que tangentiellement les espaces politiques locaux.

D'autre part, l'augmentation des remises des expatriés à leurs familles, ainsi que les rentrées des fonctionnaires de la moutassarifyat et l'investissement des épargnes dans le foncier dans des logiques de spéculation, minimisent la dépendance de l'économie de la majorité des communes du Sahel par rapport aux dynamiques économiques en lien avec la pénétration du capitalisme européen. Ces dynamiques se matérialisent surtout par la réorganisation de l'économie de la soie et son exportation. Effectivement, depuis la moitié des années 1850, des industriels français investissent directement dans les magnaneries et offrent des crédits aux paysans éleveurs de cocons. Ceci contribue fortement à renforcer et rationaliser une production qui est déjà importante. Beaucoup de régions du Mont-Liban ressentent ainsi durement les crises de l'économie de la soie au fin du 19^{ième} siècle. Ce n'est pas le cas du Sahel.

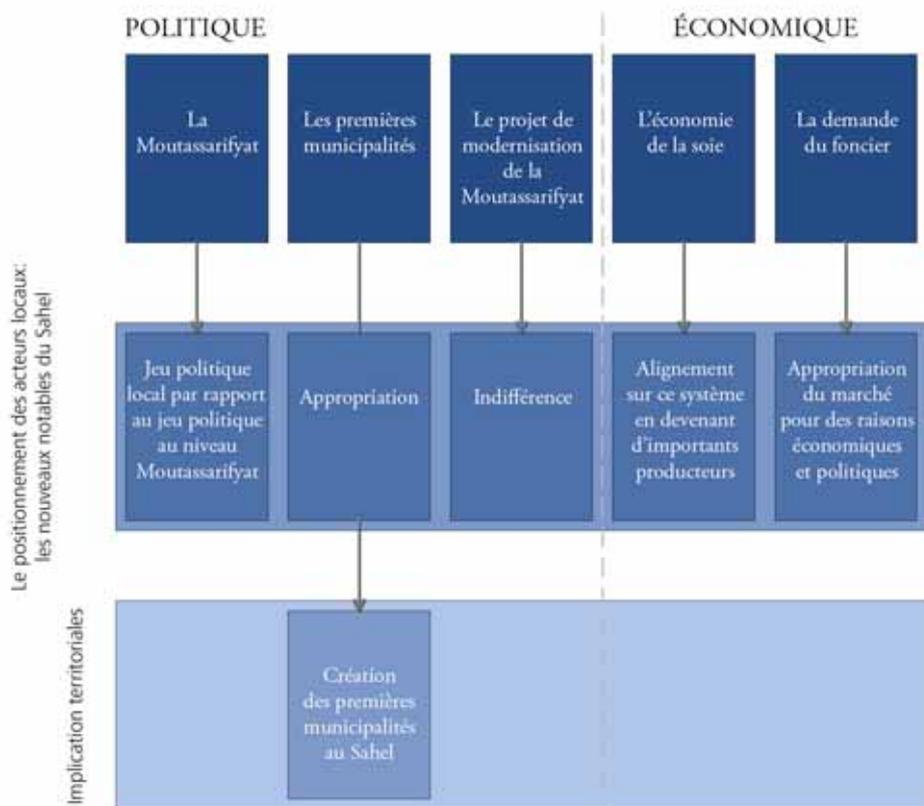
Toutefois, la localité de Furn AlChebbak présente économiquement un cas de figure différent au reste du Sahel. En fait, le développement économique de la localité est en rapport avec le développement de la rue de Damas – qui représente avec l'élargissement du port de Beyrouth une des principales manifestations physiques de la pénétration de l'économie européenne au Levant. Bien qu'elle développe aussi, comme les autres localités du Sahel, une activité économique en rapport avec l'agriculture et la spéculation foncière, c'est surtout autour des activités du souk et les services de la gare routière et ensuite ferroviaire que se réorientent l'économie et le développement de la localité.

À Beyrouth, bien que ce soit le volontarisme des réformateurs ottomans et les dynamiques de l'ouverture sur l'économie européenne qui sont derrière la montée fulgurante de Beyrouth, les notables locaux ne manquent pas de se réapproprier les bénéfices économiques et politiques et les détourner à leurs profits. La consolidation de l'espace politique de la municipalité fait que ces notables sont les vrais maîtres politiques de la ville réussissant à s'imposer aussi bien face à la population que face au wali. De même, en se présentant en acteurs incontournables comme compradores ou comme partenaires ces grands commerçants notables réussissent à s'enrichir et à multiplier leurs activités – devenant même entrepreneurs et banquiers – pour finir par s'approprier le gros de l'activité économique de la ville.

Articulation des grands systèmes et du Local au Beyrouth de la Wilayat



Articulation des grands systèmes et du Local au Sahel de la Moutassarifyat



4.6 Entités sociospatiales au Sahel

Les localités représentent toujours la base des entités sociospatiales au Sahel. De fait, la disparition de l'Emirat et le vide qu'elle engendre au niveau de la structure du pouvoir au Sahel renforcent les espaces politiques locaux axés sur les notabilités et les clans familiaux locaux. D'autre part, l'économie de la soie ainsi que les logiques spéculatives foncières confortent le rapport à la terre comme un élément structurant de la territorialité au Sahel.

Toutefois deux remarques sont nécessaires ici. Avec la formation des municipalités et le regroupement de plusieurs petites localités en un territoire communal – comme c'est le cas de la municipalité de Baabda qui regroupe Baabda, Hazmié et Louayzé et celle de Hadath qui regroupe Hadath, Haret AlBotm et Sebnay – c'est la commune en tant que telle, et non ses localités qui devient l'entité sociospatiale. De fait, c'est au niveau de la municipalité que se joue le jeu politique local.

D'autre part, la différence communautaire continue à cette époque d'être marginale concernant les rapports aux niveaux des localités. C'est le cas de Chiyah-Ghobeiri où se côtoient des populations appartenant aux communautés maronite et chiite ainsi que Bourj AlBarajné-Mrayjé-Laylaké-Tohwitet AlGhadir entre les communautés maronite, chiite et sunnite. Ainsi nous considérons chacun de ces groupes une seule entité sociospatiale. En fait, ils partagent le même espace politique et économique local. D'autre part, Ghobeiri est encore un quartier par rapport à Chiyah et Mrayjé, Laylaké et Tohwitet AlGhadir ne sont que de petits hameaux au sud de Bourj AlBarajné sur des terres appartenant à ce bourg.

Par suite les entités sociospatiales au Sahel sont : la commune de Baabda, celle de Hadath, les localités de Tohwitet AlNahr et Chiyah, Bourj AlBarajné, Wadi Chahrour, Kfarchima et Boutchay ainsi que la nouvelle localité de Haret Hreik, le quartier de Ghobeiri à l'ouest de Chiyah celui de Furn AlChebbak au sud de Tohwitet AlNahr, et les fermes de Mrayjé, Laylaké et Tohwitet AlGhadir

4.7 Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel (voir planche 2- 3.)

4.7.1 Nouvelles centralités et renforcement de la mobilité au Sahel

Au Sahel, l'implantation de la capitale de la moutassarifyat à Baabda et l'installation de nombreux bureaux administratifs à Baabda et Hadath renforce la centralité de ce pôle par rapport au Sahel et même tout le Mont-Liban.

Le développement du souk de Furn AlChebbak sur la route Beyrouth-Damas, signale l'émergence d'une nouvelle centralité au nord du Sahel qui, comme on a dit, attirera outre les passants de la route une clientèle de tous les villages au nord du Sahel. Toutefois cette centralité axée sur le commerce ne peut concurrencer celle de Baabda-Hadath beaucoup plus diversifiée.

Comme à Beyrouth, les équipements religieux et éducatifs se retrouvent petit à petit dans tous les villages du Sahel. Ces équipements viennent répondre à une demande locale où les paroisses sont de plus en plus au centre de la vie sociale – et même politique comme on le verra plus tard – des localités. Mais à la différence des quartiers périphériques de Beyrouth, ces différentes localités ont leur propre économie, axée surtout sur l'agriculture, ce qui minimise leur dépendance quotidienne des grandes localités.

Les infrastructures routières mises en place dans tout le Sahel renforcent les interdépendances entre les différentes localités. Les routes de Damas et de Saida sont au Sahel les principaux axes de mobilité. La route de Saida est un axe important pour la mobilité entre les localités du Sahel, surtout entre les localités au nord (Furn AlChebbak, Chiyah-Ghobeiri) et le nœud Hadath-Baabda, mais aussi avec les localités plus au sud (Mrayjé-Bourj AlBarajné). Celle de Damas est un peu tangentielle au Sahel et concerne plutôt une mobilité de transit, puisque seulement Furn AlChebbak et Hazmié sont sur cette route. D'autres axes de mobilité permettent de quadriller tout le Sahel, tel est le cas par exemple de l'axe qui va de Hazmié vers Hadath et Baabda et qui continue vers Kfarchima et Choueifet liant d'une part les localités des collines et les reliant de l'autre à la route de Damas à Hazmié et de Saida à Choueifet.

4.7.2 Territorialités locales très fortes et absence de cadres d'intégration au niveau du Sahel

La désintégration des cadres politiques et économiques de l'époque des Chéhabs, l'émergence d'espaces politiques locaux bien consolidés et une relative autonomie de ces espaces ainsi que des économies de ces localités par rapport aux grands systèmes politiques et économiques, font qu'on se retrouve dans un contexte où les cadres d'intégration territoriale au niveau du Sahel sont absents.

4.7.3 Rapport à Beyrouth : une certaine dépendance et une forte démarcation

L'ouverture de la route de Damas renforce la dépendance économique de certaines communes du Sahel, notamment Furn AlChebbak, vis-à-vis le dynamisme Beyrouth. D'un côté, en rapprochant les espaces de production agricole au Sahel des marchés de Beyrouth et de l'exportation, elle encourage le renforcement de l'agriculture maraîchère et la sériciculture. D'un autre côté, le

développement de Furn AlChebbak devient dépendant, comme on a dit plus haut, des activités du souk et des services autour des gares routières et ferroviaires de la route de Damas.

Par ailleurs, l'ouverture de cette route aiguise aussi une dépendance fonctionnelle du Sahel sur Beyrouth concernant la qualité de fonctions éducatives, sanitaires, culturelles. En fait, pour les nouveaux notables du Sahel, Beyrouth représente un centre d'affaires et de loisirs dont ils ne se privent pas de profiter. D'ailleurs beaucoup de bourgeois du Mont-Liban entretiennent une résidence à Beyrouth pour leurs affaires ou la participation à la vie mondaine de la ville.

Toutefois, malgré cette dépendance grandissante du Sahel envers Beyrouth, et qui ne fera que croître dans les périodes suivantes, les localités du Sahel cherchent très tôt à souligner leur démarcation de Beyrouth. Ainsi, en mobilisant une pression soutenue sur l'administration de la moutassarifyat pour faire face au projet d'annexion des sables du Sahel à Beyrouth par son wali en 1874, les notables du Sahel entendent instituer un rapport bien différent à l'étalement de la ville que ce dernier a connu jusqu'à présent. Ces notables sont conscients de l'impact positif du dynamisme de l'étalement beyrouthin sur leurs économies locales, toutefois, ils cherchent à rester maîtres de l'usage futur du foncier, un capital qui devient de plus en plus important avec cet étalement.

De fait, le Sahel pour la moutassarifyat n'est pas ce qu'est Beyrouth pour les réformateurs ottomans. La moutassarifyat ne s'engage pas dans une logique de planification et d'aménagement spatial – que May Davie (2001) appelle l'urbanisme progressiste ottoman – comme le font les walis de Beyrouth et sa municipalité. Ces notables ne veulent céder le pas ni à une administration ottomane qui lui est de plus en plus lointaine, ni aux notables de Beyrouth qui certainement mettent leurs intérêts propres devant de tous les projets.

4.7.4 Au cœur de la moutassarifyat et à sa marge

Baabda au cœur du Sahel est la capitale de la moutassarifyat. Hadath accueille nombre de ses bureaux. L'essentiel des lignes de communication de la moutassarifyat passe par le Sahel qui lie sa partie septentrionale à sa partie méridionale. Toutefois, s'il est physiquement au cœur du dispositif physique de la moutassarifyat, il n'est que marginal par rapport à son dispositif politique.

Bien que nombre de notables du Sahel soient membres du conseil d'administration, il n'y a pas de grand zaïm du Sahel qui marque l'époque de la moutassarifyat. Par suite le Sahel reste périphérique par rapport aux différentes rivalités de zaïms et – à l'exception de l'épisode où la population de Baabda prend parti pour l'évêque de Beyrouth face au moutassarif – leurs oppositions aux différents moutassarifs. Ainsi en gros, le Sahel reste périphérique à la vie politique de la moutassarifyat.

D'autre part, l'absence d'une vue d'ensemble politique pour la moutassarifyat, l'articulation de ses différents territoires entre eux, ainsi que de la moutassarifyat avec les wilayas qui la jouxtent – celles de Beyrouth et Damas – fait que, les différents territoires de la moutassarifyat se développent indépendamment les uns des autres. En vérité, on est à une époque où les réflexions en termes de nationalisme, patrie et progrès commencent à s'introduire dans le discours sur le politique au Levant. C'est ce qu'Eddé (2008) appelle les expérimentations idéologiques romantiques. Toutefois, elles ne prennent pas encore un corps bien identifiable, et surtout n'affectent pas encore la construction des politiques publiques ou les revendications des acteurs politiques locaux. Ce n'est que sous le mandat que des constructions idéologiques plus rigoureuses et des projets politiques clairs seront formulés.

5 Le Sahel et la capitale du Mandat [1920-1943]

5.1 La chute de l'empire, l'éphémère Etat syrien et l'établissement du mandat français

La première guerre mondiale et la reconstitution de la carte politique de l'après-guerre viennent bousculer profondément le Machrek. Ainsi en lieu et place du vaste territoire de l'empire ottoman naissent des Etats, des frontières et des systèmes politiques imposés par les nouveaux maîtres de l'Orient, à savoir les puissances coloniales françaises et britanniques, qui se prévalent d'un droit de mandat accordé par la nouvelle société des nations (SDN).

L'empire ottoman connaît, depuis un certain temps, des crises profondes après la perte de la majorité de ses domaines européens à la suite des guerres des Balkans au 19^{ème} siècle²¹⁷ et ainsi après avoir été un état multiculturel²¹⁸ il le devient de moins en moins. Le vent des nationalismes s'empare de l'empire (Corm, 2002), même au cœur d'Istanbul où le mouvement des jeunes-turcs – aussi connu sous le nom du Comité d'Union et de Progrès – réussit à s'imposer à partir de 1889 pour arriver à prendre le pouvoir et exiler le sultan Abdulhamid II en 1908. Bien qu'au début le CUP cherche à rétablir la constitution de 1876, à créer un Etat moderne multiculturel et à faire face aux velléités des puissances coloniales européennes et freiner les mouvements indépendantistes²¹⁹, il se trouve face à un Orient complexe, où les nationalismes indépendantistes ou autonomistes émergent partout même dans les propres rangs du CUP. Le parti est tiraillé entre une faction « unioniste » voulant instaurer un état centralisateur et une faction « fédéraliste » cherchant à mettre en place une fédération de nations. La première tendance l'emporte au sein du parti ce qui mène à une politique de turquification de l'empire, par la force et dans le sang menant à son tour à des massacres et même à un génocide.

Le CUP choisit de s'allier aux empires centraux lors de la première guerre mondiale dans une tentative de reconquérir des territoires perdus au profit des russes pendant les guerres précédentes. Bien qu'à l'issue de la guerre un mouvement nationaliste commandé par Moustafa Kamal, dit Atatürk, issu du CUP réussit à imposer le traité de la paix de Lausanne en 1923 aux européens et garder l'essentiel de l'Anatolie ainsi que divers autres territoires, l'empire a vécu.

Cette période alors est très troublée au Levant; divers mouvements, partis et cénacles nationalistes dits arabistes, syriens ou libanistes, s'organisent de façon clandestine dans les principales villes du Levant depuis plusieurs décennies sous Abdulhamid II. L'avènement des

²¹⁷ Suite aux guerres gréco-ottomanes (1830) et bulgare-ottomanes (1877-78)

²¹⁸ Nous préférons ici l'utilisation de pluriculturel sur pluriethnique ou plurinational, et cela pour ne pas entrer dans le débat sur le national et l'ethnique au Moyen-Orient

²¹⁹ Annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'empire austro-hongrois en 1908, la Libye et l'île de Rhodes par l'Italie en 1912, le rattachement de la Crète à la Grèce, la déclaration d'indépendance de l'Albanie et de la Bulgarie...

unionistes au pouvoir et leur politique de turquification attise la grogne de la population en général et de ces groupes en particulier, ce qui pousse à l'action plusieurs d'entre eux. L'action la plus connue est le « Congrès général arabe » qui comprend plusieurs partis et personnalités politiques du Machrek à l'époque et qui se tient à Paris en 1913. Ce congrès avance des revendications plutôt modérées insistant sur la décentralisation et l'usage de la langue arabe comme langue officielle dans les provinces arabes. Les unionistes ne veulent rien entendre, et la guerre éclate en 1914.

Avec la guerre, les unionistes déclarent l'état martial, procèdent aux cours martiales et aux pendaisons. C'est le cas, pour nombre de dissidents de toutes tendances qui sont pendus à Damas, Beyrouth et Aley. Jamal Pacha²²⁰ prend le contrôle des armées de Syrie, rejette le protocole du moutassarifyat et nomme un gouverneur turc qui lui est directement affilié. Il procède à la réquisition de la farine pour les armées – ce qui, couplé à une sécheresse et une invasion de sauterelles conduit à la famine et à la mort de milliers de personnes au Mont-Liban en 1915 – ainsi qu'à l'instauration des corvées.

Pendant la guerre, les Britanniques en besoin d'alliés, offrent leur assistance au Chérif Hussein de La Mecque, qui proclame en 1916 la « grande révolution arabe ». Par les accords d'Hussein-Macmahon, les Britanniques affirment soutenir la formation d'un royaume arabe qui engloberait le Machrek et l'Arabie, mais, en même temps d'autres accords secrets se tiennent en 1916 entre les ministres des affaires étrangères de la France, la Grande-Bretagne et la Russie pour se partager les provinces de l'Empire. Ces accords²²¹ divisent le Machrek en deux zones d'influence française et Britannique. Ainsi on a une zone de contrôle direct français sur la côte levantine, sauf la Palestine sous contrôle direct britannique, ainsi que deux royaumes arabes, l'un couvrant la Syrie actuelle et le nord de l'Irak et l'autre couvrant la Cisjordanie et le reste de l'Irak. A ces accords plus que contradictoires, Balfour le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne ajoute en 1917 la déclaration d'intention du gouvernement de sa majesté de favoriser la création d'un état pour les juifs d'Europe en Palestine.

Les troupes arabes et britanniques entrent à Damas et à Beyrouth en 1918. Le congrès national syrien auquel participe nombre de personnalités politiques des anciens territoires de la wilaya de Beyrouth et de la moutassarifyat du Mont-Liban, déclare en 1919 l'indépendance de la Syrie, incluant l'actuel Liban, en monarchie constitutionnelle à la tête de laquelle Fayçal fils du Chérif Hussein est couronné roi. Cependant le premier ministre français Clemenceau – en s'appuyant sur les revendications d'un Etat dit libanais et d'un protectorat français par le Patriarche maronite Hoayek ainsi que nombre de cercles intellectuels comme l'Alliance Libanaise proches de Paris (Kaufman, 2004) – conteste cette déclaration d'indépendance, et avec l'appui des Britanniques réussit lors de la conférence de Saint Rémo en 1920 à faire reconnaître par la SDN un mandat de

²²⁰ Il forme avec Enver Pacha et Talaat Pacha le triumvirat à la tête du CUP pendant la guerre

²²¹ Connus sous le nom de Sykes-Picot du nom des deux représentants de la France et la Grande-Bretagne après le retrait des russes de la guerre

la France sur la Syrie. Les troupes françaises sous le général Gouraud débarquent à Beyrouth et livrent bataille à une armée sous le commandement de Youssef Alazem ministre de défense du royaume syrien, à Mayssaloun. Cette armée est battue, les français entrent à Damas et Fayçal est contraint à l'exil. Le mandat français est mis en application.

La même année, le général Gouraud proclame la création du Grand Liban. Ce dernier constitue avec les Etats de Damas, Alep, des Alaouites et du Jabal Aldruze, les cinq Etats du mandat français en Syrie. Cet Etat comprend en plus du Mont-Liban, des villes côtières et notamment Beyrouth, ainsi que les plaines du Akkar, de la Béquaa et les collines de la Galilée septentrionale, dites du Jabal Amel, et le wadi El Taym. Beyrouth devient le siège du haut-commissariat du mandat français et capitale de l'Etat du Grand Liban.

5.1.1 Le mandat français à Beyrouth

Malgré la localisation des quartiers généraux du mandat à Beyrouth, et le désir affiché de faire de Beyrouth la « vitrine » - encore une fois – de la « mission civilisatrice de la France » en Orient, l'arrivée du mandat et l'annexion de Beyrouth à la montagne est considérée par beaucoup d'auteurs comme une crise importante (Davie M 1994 ; Kassir 2004). De fait, la prospérité de Beyrouth, s'est construite sur son rôle de port de l'intérieur syrien aussi bien que la montagne. La mise en place des frontières ainsi que les troubles politiques et sécuritaires presque continues dans l'intérieur syrien face au mandat français²²² rendent ce trafic commercial peu profitable, ce qui fait passer l'économie beyrouthine d'une économie commerciale à une économie rentière axée notamment sur la spéculation foncière, les remises des émigrés et les dépenses de l'armée française d'Orient (Davie M 1994 ; Kassir 2003). Cette situation fragilise la ville et sa capacité d'assimilation à un moment où de plus en plus de gens viennent s'y installer.

Cette image du passage de l'empire au mandat comme crise soudaine pour Beyrouth est relativisée par certains chercheurs (Salibi, 1988 ; Eddé, 2008). Loin d'être le passage d'un âge d'or à une chute soudaine, la principale industrie, le port, qui a été derrière la prospérité de la ville connaît déjà un affaiblissement de son rôle avec la crise de l'industrie de la soie, ainsi que la crise générale économique causée par les dévaluations monétaires successives (Chevallier, 1979). Sans nous prononcer sur un sujet de débat entre historiens, nous pensons qu'il ne serait pas faux de considérer que le mandat est venu achever un système socioéconomique en crise, sans pourtant mettre en place un vrai projet de développement.

5.2 La rencontre de deux Territoires

²²² Notamment la révolte syrienne de 1925 à 1927 qui s'étend de Djebel-Aldruze à Damas, Hama, le Golan et même le Wadi El Taym dans le sud-est du Liban.

5.2.1 Beyrouth s'étale hors ses frontières (voir planche 3- 1.)

Sous l'impact d'un flux migratoire continu, entre 1920 et 1950, la population de Beyrouth triple mais sa superficie ne fait que doubler. Ceci signifie une forte densification de la ville sur elle-même provoquant la perte rapide de ses espaces verts au profit d'une construction accrue. Ainsi cet étalement urbain, loin de produire des quartiers pavillonnaires avec leur fameuse architecture de la maison dite à triple-baies²²³, de l'époque ottomane, concentrent de plus en plus des quartiers où de nouveaux venus ruraux construisent à la va-vite et en empilement des îlots entiers (Kassir, 2003).



Vue de Beyrouth depuis Basta au temps du mandat
Source : (Kassir, 2003)

Pour la première fois l'étalement urbain de Beyrouth vient à dépasser ses limites administratives. Bourj Hammoud est la première extension de Beyrouth hors de ses limites, dans la direction du Matn qui commence à se transformer en la Banlieue nord et est de Beyrouth. Du côté du Sahel, c'est à Furn AlChebbak que l'étalement urbain de Beyrouth touche petit à petit le Sahel. La mise en place d'une ligne de tramway²²⁴ qui relie Beyrouth à Furn AlChebbak, en 1928, à la demande de la municipalité de Beyrouth, annonce l'intégration de Furn AlChebbak à l'espace urbain de Beyrouth. Furn AlChebbak est désormais considérée par les décideurs urbains à Beyrouth comme partie intégrante de la ville.

Furn AlChebbak connaît depuis un certain temps déjà une forte migration rurale, mais pour la première fois, elle connaît une migration citadine, avec la mise en place du terminus du tramway, des familles entières viennent les dimanches pour la promenade dans ce qui est appelé « Al

²²³ Typique de la maison bourgeoise qu'on retrouve dans la wilayat de Beyrouth et au Mont-Liban au 19^{ème} siècle avec des toits en tuile rouge, un hall central ouvert sur l'extérieur par une triple baie.

²²⁴ Trois lignes de tramways fonctionnent déjà depuis 1906, sauf qu'ils ont à souffrir de la guerre, c'est ainsi qu'en 1923 la société française des Tramways et Eclairage de Beyrouth reprend le travail sur ces lignes et prolonge son réseau jusqu'à Furn AlChebbak en 1928.

Mountazah » (Pharès, 1977). Aussi quelques Européens choisissent de s'installer dans ce quartier, et sont vite suivis par ce que Pharès appelle des ruraux néo-citadins, qui ne peuvent s'adapter à la ville où ils se sentent asphyxiés. Ainsi Furn El Chebbak tient les promesses d'un quartier où on est déjà en ville sans y être pleinement : la banlieue.

Chiyah, tout proche, suit dans sa partie nord-est la dynamique de Furn AlChebbak. Toutefois, ce phénomène touche aussi des parties du Sahel, bien loin de Beyrouth, qui se retrouvent liées à la ville par la nouvelle ligne de chemin de fer. C'est le cas de Hadath. On imaginerait que le Sahel est en quelque sorte englobé par les voies de communication dans Beyrouth. Toutefois il faut relativiser ce constat. Si cela est vrai pour l'extrême nord du Sahel et Hadath, il ne l'est pas pour les autres localités et surtout le sud du Sahel. Et même à Hadath ou à Chiyah par exemple où il n'y a pas implantation de « migration citadine », la mobilité pendulaire de et vers Beyrouth liée à l'activité professionnelle reste faible.

Le Sahel dans sa globalité est toujours en train de croître et la période des années 30 représente une époque de migration importante vers le Sahel.

5.2.2 De nouvelles municipalités.

L'étalement de Beyrouth est différemment perçu du côté du Sahel et de Beyrouth. Nous reviendrons en plus de détail dans la partie concernée par la gouvernance urbaine sur cette question. Toutefois, les implications directes de cette croissance concernant la formation de limites administratives sont, d'un côté, l'initiative de la municipalité de Beyrouth de pousser ses frontières en englobant de nouveaux espaces du côté du Sahel, et d'un autre côté, la formation de nouvelles municipalités au Sahel, en grande partie en contestation de cet acte et pour marquer les limites de leurs localités.

Les trois nouvelles municipalités sont celles de Furn AlChebbak, Chiyah et Bourj AlBarajné. La première inclut Furn AlChebbak et Tohwitet AlNahr. La deuxième inclut les localités de Chiah et Ghobeyri. La troisième celles de Bourj AlBarajné, Haret Hreik, Mreijé, Laylaké et Tohwitet AlGhadir (voir planche 7- III.b.).

5.2.3 La consolidation des logiques communautaires et l'apparition des premiers quartiers ethniques (voir planche 7- III.c)

Si la croissance démographique et urbaine de Beyrouth a des conséquences importantes sur les territoires adjacents du Sahel et du Matn, elle a aussi des implications importantes sur la ville même.

Beyrouth reçoit un flux croissant de migration venant toujours de plus loin et en communautés entières. C'est à cette époque que Beyrouth commence à connaître les premiers quartiers ethniques. De fait une grande part de l'exode arménien fuyant les massacres turcs se concentre à Beyrouth dans des camps précaires avant de se développer en quartiers, comme l'emblématique Bourj Hammoud sur la plaine côtière du Matn nord à l'est du Nahr Beyrouth (Kevrokian Nordiguian Tachjian, 2005). Les troubles de la chute de l'empire ottoman et la création des frontières par les mandats français et britanniques amènent aussi d'autres migrations : les syriaques de la région de Mardin, les assyriens d'Irak ou les kurdes, qui s'installent dans la périphérie ou dans les interstices plus ou moins vides de la ville comme à Mssaytbé pour les kurdes et près du nouveau hôpital Hotel-Dieu de France à Achrafieh pour les syriaques. (Nasr, 1979).

D'autre part, à Beyrouth, les quartiers communautaires qui se sont formés sous la wilayat se consolident et se densifient sous le mandat. Au Sahel, la démarcation communautaire se maintient, où Ghobeiri et Bourj AlBarajné constituent les deux localités avec une concentration d'une population de la communauté chiite, et le reste des localités a toujours une population à prédominance maronite. Toutefois dans ces dernières, et surtout à Hadath et Furn AlChebbak et Chiyah, on voit l'arrivée croissante de populations d'autres communautés chrétiennes. A Haret Hreik et les localités au sud de Bourj AlBarajné on retrouve des populations de la communauté chiite qui viennent s'installer notamment des paysans du Sud-Liban venant travailler les terres agricoles au Sahel. Toutefois il serait difficile de considérer la coexistence entre les communautés chiites et maronites dans ces localités comme de la mixité sociale. Bien que la situation générale au début des années 70 soit fortement différente de celle sous le mandat, le refus de vente à des individus de la communauté chiite pour des motifs communautaires, par les propriétaires fonciers à Mreijé rapporté par Buccianti (1973) et Hadath rapporté par Minier (2000)²²⁵ nous semble indiquer que la logique communautaire est au cœur des relations sociales entre ces populations²²⁶. Ceci est renforcé par le fait que cette différenciation est couplée à une différence de statut socio-économique entre travailleurs agricoles et propriétaires terriens, et au renforcement des espaces sociaux claniques et communautaires comme principaux espaces de sociabilisation à l'époque du mandat.

Les institutions communautaires restent un important cadre d'intégration des migrants dans la vie sociale locale, notamment à travers la vie de paroisse. Ainsi les autres communautés chrétiennes qui augmentent en nombre cherchent elles aussi à fonder leurs paroisses et leurs réseaux d'entraide. C'est d'ailleurs le cas à Beyrouth. En décrivant le développement de Getawi à Achrafieh, Khayat (1995) souligne le rôle des institutions communautaires, comme celles de certaines associations fondées par les migrants, pour s'aider à s'installer et trouver du travail. Ils

²²⁵ On reviendra sur cela dans la partie IV de ce chapitre

²²⁶ Cette migration du Sud-Liban notamment de chiites dans les localités au centre et sud du Sahel ne fait qu'augmenter avec le temps et présente une autre source de migration à celle du Mont-Liban qui est la principale source de migration vers le Sahel depuis déjà un siècle.

assistent même parfois ces migrants pour ouvrir des commerces. Cependant, que ce soit à Beyrouth ou à Furn AlChebbak, ces réseaux sociaux restent fortement communautaires et par suite maintiennent la distance sociale entre les différentes communautés.

5.2.4 Les premiers bidonvilles à Beyrouth et une diminution de la ségrégation socioéconomique au Sahel (voir planche 7- III.d.)

Pour la première fois, Beyrouth commence à connaître des quartiers bidonvilles. C'est notamment le cas pour les camps arméniens – que certains qualifient des premiers bidonvilles du Moyen-Orient – mais aussi les quartiers syriaques près de l'Hôtel-Dieu de France et à Moussaytbé, ou encore le quartier de Karm El Zaytoun à Achrafieh. Il n'est pas anodin que se soient les nouveaux quartiers ethniques qui se soient développés en bidonvilles. En fait, l'arrivée massive de ces populations en tant que réfugiés, les pousse à se rassembler spatialement pour reproduire dans un nouveau lieu et aux limites du possible leurs lieux d'origines, pour retrouver leurs repères. Soulignons le fait que ces bidonvilles sont un développement à partir de camps de tentes sur des terrains délimités par les autorités. Enfin, ces réfugiés ont leur propre organisation sociale et pratiquent une autre langue, ce qui complique leur intégration à la population. C'est effectivement la première fois que Beyrouth connaît une telle forme d'immigration.

Dans le reste de Beyrouth, globalement, les différences socioéconomiques entre les quartiers de la ville se maintiennent comme au temps du mandat : des quartiers plébéiens au centre, des quartiers bourgeois dans les faubourgs. Toutefois d'autres quartiers se démarquent comme la rue Sursok et les grandes demeures de la haute bourgeoisie ou encore le quartier de Kraytem et d'autres îlots à Ras Beyrouth. Les projets de réhabilitation urbaine des quartiers de la vieille ville et la construction d'un nouveau tissu, avec une nouvelle architecture, dite du mandat, font émerger un nouveau centre civique et économique à Beyrouth rompant avec l'image des vieux souks populaires ou avec les quartiers plébéiens entourant ce nouveau centre-ville.



*Le quartier de la quarantaine habité par les réfugiés arméniens
Source : (Kassir, 2003)*

Au Sahel, la différenciation socioéconomique en place entre Hadath-Baabda et le reste des localités du Sahel du temps des Chéhabs et de la moutassarifyat s'atténue. En fait, avec la diversification des activités économiques et la démocratisation de la propriété foncière, la distinction devient moins évidente entre les localités, et la composition socioéconomique des populations des localités se complexifie.

Ainsi on peut remarquer une hausse de la prospérité générale au Sahel due, d'une part aux activités économiques et de l'autre au renforcement de la position du Sahel comme source d'approvisionnement en biens agricoles pour Beyrouth dont la consommation est en forte croissance.

5.2.5 Renforcement de la centralité du centre-ville et intégration économique du nord du Sahel à Beyrouth (voir planche 7- III.e.)

Le port est toujours un important secteur d'activité de la ville sous le mandat. Le centre-ville de Beyrouth reste incontournable et concentre les principales activités: les administrations du mandat et de la république, les principaux souks et bâtiments de bureaux. Les équipements religieux et éducatifs, par contre, se fondent de plus en plus dans les différents quartiers.

Sur les marges de la ville se développent d'autres centralités secondaires, qui ne font pas toutefois le poids face au centre-ville, comme le quartier du musée. Ce quartier comprend le nouveau musée construit sur un carrefour routier sur la rue de Damas, aussi non loin sur le bas de la colline d'Achrafieh, l'hôpital Hôtel-Dieu de France tenu par les jésuites. Derrière le musée on retrouve l'hippodrome et le casino de l'époque ottomane transformé en Résidence des Pins, la nouvelle demeure du Haut-commissaire du mandat.

D'autre part, c'est à cette époque que se développe l'industrie à Beyrouth. Elle se concentre dans la ville, surtout entre Medawar et Nahr Beyrouth et dans la nouvelle banlieue est au Matn près de Bourj Hammoud. La proximité des quartiers arméniens qui offre une importante réserve de main-d'œuvre ainsi que les prix du foncier encore abordables dans cette zone en font des facteurs importants dans le développement de l'industrie dans cette zone. Au Sahel, c'est à l'ouest de Furn AlChebbak et en bordure de Chiyah, que s'implantent deux usines, l'une pour produits pharmaceutiques et l'autre pour parfums. La création de l'usine de la Régie de Tabac à Furn AlChebbak contribue encore à créer un pôle industriel important de la capitale à l'époque. Cette activité nouvelle, à la recherche de grands espaces, est en même temps un moteur de l'urbanisation du nord du Sahel et un facteur de renforcement de son interdépendance à Beyrouth.

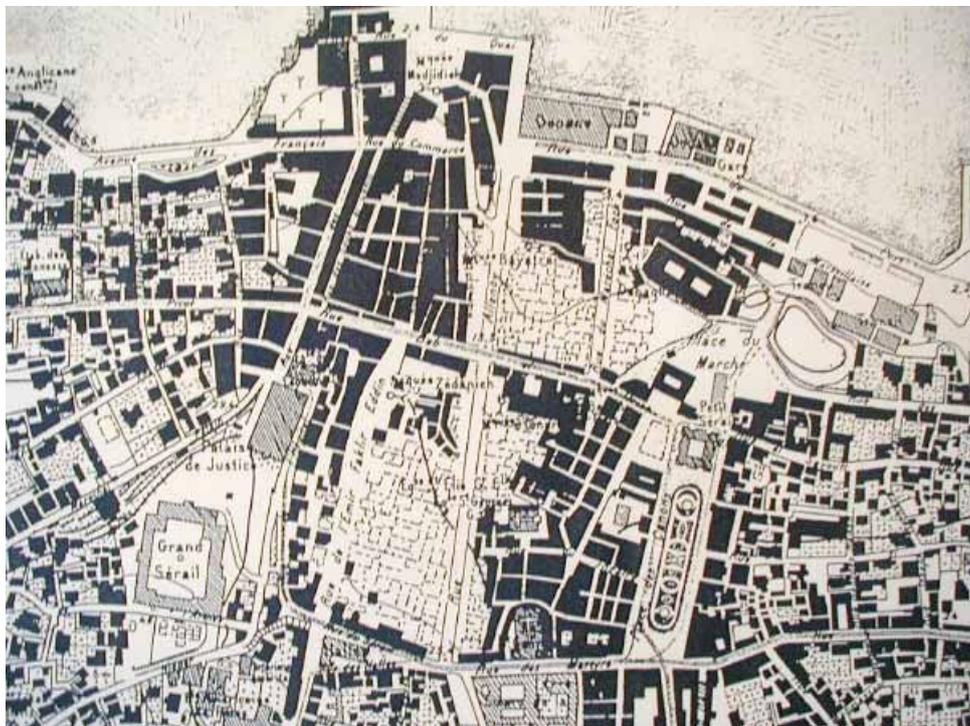
La proximité soudainement consolidée avec la ville, provoque des changements de fond dans la pratique agricole au Sahel et notamment à Furn AlChebbak. Dans cette zone, outre le

délaissement pur et simple de l'agriculture au profit de lotissements et de spéculation immobilière, les paysans mus par le goût du gain rapide commencent à remplacer les vergers d'agrumes et d'oliviers, par des cultures maraîchères très demandées en ville. De même on voit se développer des fermes de production intensive dans les zones de plein champ du côté du Nahr Beyrouth, en vue de la production de produits laitiers écoulés sur le marché de la capitale (Pharès 1977). Chiyah et tout le nord du Sahel ne tarde pas à être englobé par cette dynamique.

D'autre part, Hadath-Baabda perd sa prééminence fonctionnelle au Sahel avec la disparition de la moutassarifyat. Baabda est toujours le chef-lieu d'un caza mais ne peut prétendre au rôle qu'elle jouait avant par rapport au Sahel.

5.3 Les projets urbains sous le mandat : Grandes ambitions, maigres réalisations (voir planche 3- 2.)

Au début du mandat, les Français se retrouvent avec une ville éprouvée par la guerre. Non seulement elle a subi l'embargo de la marine alliée et le bombardement des Britanniques, la vieille ville méridionale est en état de ruine. Ce n'est qu'en 1915 que le wali de Beyrouth donne les ordres pour commencer les travaux visant à un remodelage de cette vieille ville et la mise en place de ce qui devait être une sorte de Place de l'Etoile²²⁷.



Destructions du centre-ville à l'arrivée des français
Source : Forces françaises du Levant, Beyrouth, échelle 1/5000, 1920

²²⁷ Les Français reprennent les plans ottomans et tentent de les mettre à exécution. Si effectivement ils réussissent à en garder l'essentiel, 2 axes rayonnants sont tronqués du fait qu'ils causent la destruction de la cathédrale St Georges des grecs orthodoxes, St Elie des grecs catholiques et la mosquée Assaf.

Les Français choisissent de suivre les pas de leur prédécesseur et de tenter trois projets de rénovation urbaine au sein même de la vieille-ville. Ceci s'avère une tâche particulièrement difficile du fait qu'elle touche le cœur même de la ville et son centre nerveux économique et social, nécessitent des négociations concernant les indemnités et les monuments à conserver. Effectivement dans un site où se concentre un grand nombre de monuments religieux, la marge de grands gestes urbains est particulièrement réduite et provoque la réticence de la population et des acteurs politiques locaux même les alliés conventionnels du mandat. May Davie (2001) rapporte par exemple la protestation de notables de la communauté grecque catholique concernant la possibilité de destruction de l'église St Elie pour accommoder le plan d'aménagement de la place de l'Etoile.

Les trois projets du centre-ville sont : la réhabilitation des vieux quartiers près du port et Bab Idriss, la place de l'Etoile et le projet d'esplanade entre le port et le nord de la place des Martyrs. Les deux premiers seront réalisés, le troisième par contre reste un dessin de l'architecte français De la Halle (Davie M, 2001). Les coûts imposants du projet, le désintérêt des acteurs locaux – par opposition à une attitude très engagée de la municipalité pour le projet des quartiers du port – et l'approche de la seconde guerre mondiale découragent les autorités du mandat à l'exécuter. Toutefois elles entreprennent un réaménagement de la place des Martyrs en élargissant les rues pour desservir une mobilité automobile de plus en plus croissante.

Toutefois, le projet le plus important du mandat est l'élargissement et le développement du port. Ainsi pour la troisième fois en moins de cent ans le port est l'objet d'un important chantier. De fait le défi est de taille. Il faut absolument équiper la ville d'une infrastructure portuaire qui pourrait garantir le rôle de la ville comme « porte de l'Orient ». La compétition la plus menaçante est celle de Haïfa en Palestine. La ville de la Galilée est équipée par de nouvelles infrastructures portuaires par les Anglais pour en faire le port du mandat anglais au Moyen-Orient. De nouvelles infrastructures routières et ferroviaires vont de l'Iran en passant par l'Irak et la Jordanie pour déboucher à Haïfa et transitent une bonne part du commerce de la région. La décision d'ouvrir une route Haïfa-Damas et la pression des milieux économiques beyrouthins comme français poussent les autorités du mandat à enfin réagir (Kassir, 2003). Le port est agrandi d'un bassin et rénové.

Une des plus grandes réussites du mandat est au niveau de l'implantation d'équipements et de développement de réseaux de service d'électricité, gaz, égouts, et télégraphe. Ainsi outre les équipements administratifs comme le nouveau Grand Sérail, le mandat met en place un musée et un nouveau aéroport. Quand les Français entreprennent l'élargissement du port, ils prévoient à Medawar, un aménagement pour l'amerrissage d'hydravions en 1928. Sauf que suite à un accident, l'administration mandataire sent la nécessité d'accélérer les travaux de la création d'un aéroport. Le nouvel aéroport est construit sur un terrain sur les sables de Bir Hassan au nord

de Ghobeiri²²⁸. Ainsi, un réseau important mis en place par le mandat est le réseau de radiophonie, avec une station à Khaldé dans le caza de Aley au sud du Sahel.

D'autre part, un des plus imposants défis de l'aménagement de la ville du mandat est d'effectuer un transfert modal concernant la mobilité urbaine, d'une ville ottomane traversée à pied à une nouvelle ville qui s'étend de plus en plus définissant de nouveaux quartiers et atteignant des localités lointaines. L'ancien circuit tramway ottoman est repris, étendu et adapté aux besoins de la nouvelle ville. Il arrive maintenant à Furn AlChebbak. Toutefois le tramway ne peut suffire à cette ville grandissante, il y a un besoin important d'adapter les routes pour une circulation automobile. Ainsi des rues, notamment des pénétrantes sont élargies, et d'autres tracées. L'infrastructure ferroviaire sur la route de Damas est développée et une autre vers Saida aménagée. Cette dernière, comme il a été dit plus haut passe par Hadath.

Les autorités mandataires ne donnent pas de l'importance aux limites administratives entre Beyrouth et les cazas du Mont-Liban. Elles conçoivent le Sahel comme une partie intégrante de Beyrouth. A titre d'exemple, dans les plans d'urbanisme et d'aménagement (Ghorayeb, 1997) proposés par les frères Danger (1932) et plus tard par Ecochard (1943), les dunes de l'ouest du Sahel sont le site de projets de quartiers ou de villes nouvelles face à la mer, reliés à la ville par des avenues et des pénétrantes. Si les projets proposés pour la zone des sables à l'ouest englobent aussi bien des terrains dans le Sahel que dans le territoire du Beyrouth administratif, c'est que les concepteurs, conçoivent Beyrouth, comme la côte du Matn nord et le Sahel comme une seule entité. On peut d'ailleurs remarquer que dans les plans d'Ecochard, les limites administratives ne sont même pas tracées.

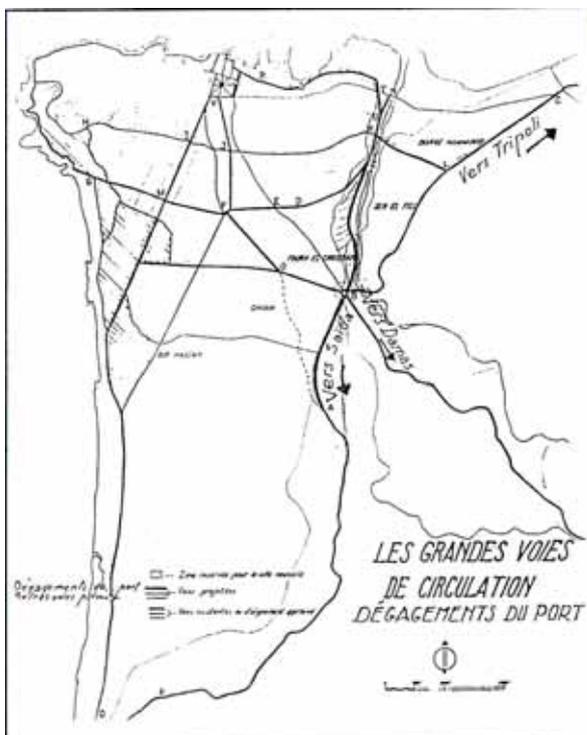
Dans leur plan pour Beyrouth dit « plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension », les frères Danger prévoient en même temps un remodelage de l'espace urbain de la ville en vue de l'adapter à des normes vues comme essentielles pour une ville moderne : l'hygiène, la circulation automobile, le fonctionnalisme, et le rapport à la nature (Ghorayeb, 1997). C'est dans cet esprit qu'ils planifient l'extension de Beyrouth.

Face au Beyrouth dense surpeuplé par une migration continue que la ville n'arrive plus à assimiler, les plans proposent l'assainissement et l'extension. Ainsi outre un projet de cité-jardin à Nazareth à Achrafieh, les frères Danger proposent un quartier à l'ouest de Ras Beyrouth, un autre près de la zone industrielle – qui doit remplacer les camps arméniens – et un troisième sur la zone des sables. Ces quartiers conçus en cités-jardins doivent être complétés d'un éventail assez large d'équipements (terrains de sports, de jeux pour enfants, piscines, salles de réunion, bibliothèques, cinémas...). D'autre part la circulation doit s'adapter à l'âge de l'automobile. Un large programme d'élargissement des rues, complète un projet de boulevard périphérique ainsi que la classification des trois routes vers Damas, Tripoli et Saida comme routes nationales.

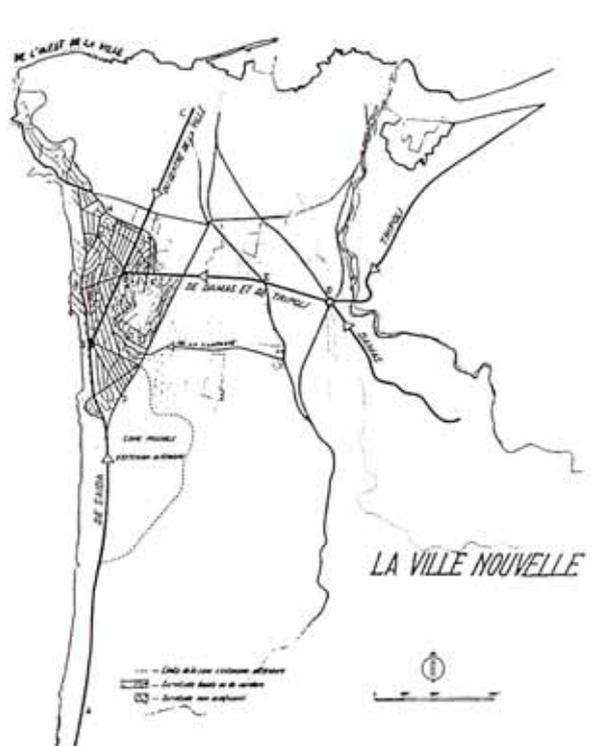
²²⁸ De fait lors des travaux du port on a utilisé les sables de ce terrain et par suite il était déjà nivelé.

Bien que le Plan Danger ait une influence assez forte sur le monde politique local où il suscite pendant toute une décennie, un débat sur l'urbanisme à Beyrouth et amène une révision du droit calquée sur le modèle français qui vient se substituer aux législations issues du droit islamique et de la réforme du 19^{ème} siècle. Des procédures d'alignement et un permis de construction sont ainsi instaurés au niveau national. Par contre les orientations spatiales du plan ne sont pas mises en pratique.

Le projet Ecochard (Ghorayeb, 1997) est encore plus ambitieux, ce n'est plus quelques quartier mais une ville nouvelle qu'il entend mettre en place. Les plans avancés par Ecochard portent sur trois planches : une pour la circulation, une pour la ville nouvelle²²⁹ et une troisième pour les réalisations d'urgence.



Projet Ecochard (1943), planche 1
Source : (Ghorayeb, 1997)



Projet Ecochard (1943), planche 2
Source : (Ghorayeb, 1997)

Dans la première, Ecochard cherche à relier les routes de Saida, Tripoli et Damas. Il propose un nœud entre Furn AlChebbak et Hazmié où, en intersection avec la route de Damas, un tracé relie la route de Saida et une route qui longe le Nahr Beyrouth pour desservir le port, ainsi qu'un troisième tracé qui, à partir de l'intersection, traverse le Nahr Beyrouth pour rejoindre, via Dekwéné et Sin El Fil dans la banlieue est, la route de Tripoli. Il envisage des pénétrantes latérales qui lient le centre-ville à la ville nouvelle qu'il veut construire sur les sables. Et il reprend le projet de boulevard périphérique du plan Danger.

²²⁹ L'expression « ville nouvelle » qui serait maintes fois utilisée dans l'histoire de l'urbanisme Beyrouthin, semblerait signifier plutôt des quartiers d'extension urbaine à caractère bourgeois et de loisir (Verdeil, 2002)

Dans la seconde il décrit son projet de ville nouvelle. Il justifie, comme ses prédécesseurs le choix du site pour des raisons climatiques, ainsi que l'idée de construire sur des terrains non agricoles. Le choix d'une ville nouvelle concentrée est aussi défendu par le développement du transport en commun. La proximité au nouvel aéroport considérée comme un inconvénient, une zone de verdure sera prévue pour servir comme tampon. Le site est desservi par les réseaux de circulation le reliant aux routes nationales. Enfin Ecochard prévoit, en bon moderniste, un nombre de réglementations concernant l'alignement et les gabarits, ainsi qu'un montage qui regroupe les propriétaires en coopératives d'immeubles avec des espaces verts autour.

Enfin la troisième planche cherche à avancer un calendrier de réalisations prioritaires qui n'est pas forcément motivé par des raisons techniques (Ghorayeb, 1997), mais plutôt par les priorités du moment pour une administration mandataire en pleine guerre. Ecochard exige pour la réussite du projet la mise en place d'un service d'urbanisme comme celui qu'il a réussi à créer en Syrie.

Le projet d'Ecochard comme celui des frères Danger reste sur papier. La recommandation d'établissement d'un service d'urbanisme est également refusée. Ghorayeb (1997) rapporte une lettre d'Ecochard à l'ambassadeur de la délégation générale de la France Combattante et du ministre plénipotentiaire directeur général de la délégation en juin 1943, par laquelle il déclare vouloir quitter son poste civil et rejoindre une unité combattante car il s'est heurté « à l'inertie quelque peu volontaire des services tant français que libanais... le directeur de l'intérieur m'a fait savoir que le chef de l'Etat n'envisageait pas actuellement la création d'un service d'urbanisme » et qu'il refuse de prendre la responsabilité de ce laisser-faire.

Ecochard a réussi à Damas – malgré l'opposition virulente de la population syrienne au mandat français – à mettre en place un service d'urbanisme et procéder à l'application de nombre de plans et projets, alors que la gouvernance urbaine à Beyrouth est d'un ordre tout à fait différent. Nous reviendrons sur ce point dans la section consacrée à la gouvernance.

La ville du mandat est bien dans beaucoup d'aspects l'héritière de la ville des Tanzimat, surtout en ce qui concerne le volontarisme public et la construction d'infrastructures – élargissement du port, construction d'un aéroport, radiophonie... qui est incontestablement une importante réussite de la ville du mandat (Kassir, 2003). Cependant elle a perdu beaucoup d'atouts qui faisaient la force de la ville ottomane et le succès de ses administrateurs : la capacité de fédérer les principaux acteurs vers un projet de développement urbain où tous y retrouvent leur intérêt.

5.4 Crise de la gouvernance urbaine à Beyrouth et ses banlieues, entre priorités du mandat et la pluralité des acteurs et des intérêts

5.4.1 Les priorités du mandat à Beyrouth

Quand les Français entrent à Beyrouth, ils se retrouvent face à une ville divisée. Une partie de la population, notamment une bonne partie de la population des communautés chrétiennes²³⁰, les soutient, une autre partie cependant leur est opposée et ne manque pas de le montrer par des manifestations ; soit pour contester les bombardements de Damas, les événements de Tripoli ou soutenir le soulèvement du Jabal Al-druze. De ce fait, les priorités des Français sont de réprimer la contestation et l'insécurité potentielle, forger des alliances et faire de Beyrouth la « ville-vitrine » du mandat français au Levant. Ces choix affectent énormément la gouvernance urbaine de Beyrouth.

5.4.2 Une logique sécuritaire

Une des principales décisions du mandat à Beyrouth est de transférer le centre du pouvoir du Petit Sérail sur la place Hamidiyé vers la caserne en haut de la butte donnant sur la vieille ville et qui sera dorénavant appelée Grand Sérail. Cette décision rompt avec une tradition durant des siècles où le centre de pouvoir était dans la vieille ville et facilement accessible. Elle est suivie par le déplacement de la municipalité de ses locaux dans le Petit Sérail vers un nouveau bâtiment dans le secteur nouvellement reconstruit par le mandat au nord de la vieille ville et dans une rue portant le nom d'un général français ; la rue Weygand. May Davie (1994) pense que le déplacement des centres du pouvoir de la place Hamidiyé ainsi que la destruction des vieux souks sont motivée par une volonté de détruire l'espace plébéien qui permet à ces manifestations de se former rapidement et que les Français n'arrivent pas à policer.

C'est cette même logique sécuritaire que Ghorayeb (1997) décèle derrière la commande du projet d'aménagement confié à Ecochard. En effet, Le commanditaire n'est autre que l'administration militaire de la France Libre au Levant²³¹ en 1943, ayant des motivations avant tout militaires : les objectifs pour les armées alliées au Levant, de faire de Beyrouth un nœud important pour la circulation des forces alliées sur la côte de la Palestine à la Syrie du nord, et pouvoir ainsi facilement rejoindre la rue de Damas, dans l'hypothèse d'un débarquement.

²³⁰ Asher Kaufman (2004) rapporte que ce n'est pas seulement les notables maronites, mués et mobilisés par l'église maronite, mais aussi une frange importante de la notabilité grecque orthodoxe et catholique qui soutient les Français. Ainsi dès 1919, une pétition signée par un bon nombre de ces notables soutient une intervention française et la nécessité de séparer le Grand Liban du reste de la Syrie.

²³¹ Qui avait réussi à en déloger les forces de Vichy en 1941.

5.4.3 La gouvernance urbaine à Beyrouth comme tremplin pour une ouverture politique

Le besoin d'alliés ouvre grand le champ à la nouvelle classe politique affairiste libanaise. Comme nous avons déjà signalé, la rente notamment foncière est devenue une grande manne économique et cette classe y investit fortement. C'est surtout le cas des terrains des dunes de sable. Déjà sous les Ottomans, certains entrepreneurs issus des milieux d'affaires – inspirés des expériences anglaises au Caire – contemplant la possibilité de la construction d'une « Beyrouth AlJadida »²³² sur les dunes d'Ouzai ou de Garden City sur celles de Raml à Bourj AlBarajneh, mais n'arrivent pas à mettre leurs projets à exécution. Sous la république indépendante en 1955, ces mêmes terrains feront l'objet d'un retentissant procès où des municipalités du Sahel²³³, notamment de Bourj AlBarajné, réclament ces terrains comme Mouchaa pour ces localités²³⁴. Ainsi, sous le mandat, les Français en poste s'abstiennent d'imposer un service d'urbanisme, ou à construire de nouveaux quartiers ou une ville nouvelle sous la direction des services publics, de crainte de contrarier alliés locaux. Leur ralliement est en fait un enjeu de taille pour le mandat.

Cette classe politique formée notamment de notables chrétiens de la montagne et de Beyrouth sera l'allié des Français pour la création de la République Libanaise en 1926. L'administration de cette nouvelle république ne pèse pas très lourd dans la répartition réelle des pouvoirs avec le mandat. Mais reconnaissant le besoin d'une assise locale solide pour soutenir un mandat qui après le soulèvement de Damas est de plus en plus critiqué même en France²³⁵, cette classe peut compter sur une large marge de manœuvre. La création de nouveaux postes administratifs est une occasion pour les leaders de cette classe de faire introduire leur clientèle dans cette nouvelle administration et d'y renforcer leur pouvoir.

Ces notables chrétiens sont rejoints progressivement par d'autres notables de communautés musulmanes. Au début du mandat, la majorité de ces derniers, notamment à Beyrouth, s'y oppose vigoureusement, et maintient des relations très proches avec les notables syriens surtout damasquins du Bloc National. Cependant, avec la consolidation de la république libanaise comme un fait accompli, certains sous le but affiché de protéger les intérêts de leurs communautés, rejoignent les arènes politiques de la république. D'autres prennent des positions plus grises, en maintenant une distance vis-à-vis des institutions sans pour autant afficher une forte hostilité et en collaborant parfois sur les questions concernant la ville mais toutefois via la municipalité.

²³² Dès 1926, Najib Chakkour Pacha propose de construire une sorte d'Héliopolis dans la région des sables.

²³³ Furn El Chebbak en 1927, Bourj El Barajné en 1933, Chiyah 1936.

²³⁴ L'émir Chéhab qui a vendu à Rifai, ces terrains sous son contrôle, n'a pas pris en compte que s'étaient des mouchaa de la localité. Ceci n'a pas trop d'importance en 1942, mais avec l'étalement urbain, les héritiers de Rifai vendent les terres à des notables de Beyrouth qui entendent y investir dans un but spéculatif. Le procès est perdu par la municipalité de Bourj AlBarajné, mais les gens de la localité y voient un procès truqué et un jugement favorisant des personnalités influentes de la classe politique, ainsi ceci dans les faits comme on le verra plus tard accélère le train de la construction sur ces terrains de façon illégale.

²³⁵ Le parlementaire communiste Doriot réclame l'arrêt du mandat et la déclaration d'indépendance de ces états.

D'autre part la population française est de plus en plus défavorable au mandat, surtout après la défaite d'un corps expéditionnaire français de 3000 hommes envoyés mater la révolte du Jabal AIdruze et la prise en possession des rebelles de ses armes.

Soulignons que le mandat français, bien qu'il favorise dans la fondation du Grand Liban l'agenda de ses alliés chrétiens libanistes, il cherche aussi à conforter son pouvoir, à rééquilibrer ses positions et élargir son réseau d'alliances, principalement du côté des notables musulmans. « A défaut d'une politique arabe [compromise à Mayçaloun] la France envisage ainsi une 'politique musulmane' compatible avec la politique catholique locale et la politique impériale globale » (Eddé, 2008). Beyrouth représente une occasion pour cela. Comme le constate Eddé (2008) « les autorités françaises gèrent Beyrouth en regardant la ville et au-delà, vers le Liban et plus encore vers la Syrie ».

« En l'absence d'une remise en cause de l'alliance libaniste, le « contrat » proposé par le pouvoir français aux « Beyrouthins » après la mise en place du Grand-Liban a une portée strictement locale et repose en grande partie sur des dividendes matériels. Il vise d'abord les élites, à commencer par les notables musulmans unionistes « modérés ». Intégré au Grand-Liban, Beyrouth bénéficie en effet d'une autonomie municipale qui marque son identité distincte et le rôle de ses représentants dans la conduite des affaires urbaines. Son rang de capitale politique et économique du mandat permet de privilégier son développement, dans l'intérêt bien compris des Français et des Beyrouthins : la promotion de Beyrouth en tant que métropole syrienne des affaires peut constituer un projet commun au mandataire et aux mandatés – ambition portée par l'union économique proclamée dans le Levant sous tutelle française. Le professionnalisme instauré dans l'Etat libanais ménage la participation de tous les groupes religieux, sunnites inclus. Il assure également la sauvegarde des fondations communautaires, base socio-politique par excellence du pouvoir des notables. Reconnus porte-parole de la population, ces derniers bénéficient donc d'un accès privilégié au pouvoir central et jouissent de la liberté d'expression – voire celle de la contestation unioniste – requise par une telle fonction. Partenaires privilégiés ils sont aussi les responsables désignés en cas de troubles. » (Eddé, 2008)

la gouvernance urbaine à Beyrouth est traitée par les Français comme un moyen de transcender la fracture politique à Beyrouth entre libanistes et unionistes. Les projets mis en place et la façon de les gérer a avant tout comme but de briser la réserve des unionistes et les faire coopérer avec le mandat. Cette gouvernance vise à ce que, comme l'indique Eddé (2008), certains unionistes soient petit à petit acquis au principe de la négociation. Toutefois, cette approche opère un glissement de la structure de l'espace politique beyrouthin d'un espace de convergence de notables de différentes communautés partageant un même statut socioéconomique, une même culture, une vision commune de leurs intérêts et de ceux de leur ville, et oeuvrant à travers la municipalité, à un espace de négociation et d'entente entre des zaïms communautaires.

Ainsi, malgré la bonne volonté du mandat de s'appliquer à sa position affichée de faire de Beyrouth une « ville-vitrine », ses priorités sécuritaires et politiques au niveau du Levant, ainsi que le manque de ressources de plus en plus aigu à partir des années trente fait que son impact sur

L'urbanisation de Beyrouth doit se suffire du projet de réaménagement du centre-ville, de quelques bâtiments et infrastructures routières.

5.4.4 Le poids de l'affairisme

Du côté de l'Etat libanais, une classe politique nationale commence à se former autour des deux partis de notables du Bloc National et du Bloc Constitutionnel. Ces deux formations ne sont pas des partis de masse organisés, mais plutôt des réseaux d'alliances de notables et leurs clientèles, et n'ont pas des programmes politiques définis. Leurs principaux leviers sont leurs poids politiques au sein des administrations de la république libanaise sous mandat, et le nouveau parlement. N'ayant pas de projet défini pour Beyrouth, cet Etat ne joue pas un rôle important dans la gouvernance beyrouthine, si ce n'est de bloquer les tentatives urbanistiques de certains acteurs du mandat, comme dans le cas d'Ecochard (Ghorayeb, 1997). En effet, « Etendant à Beyrouth la logique du système politique de la montagne, cette élite introduit le confessionnalisme qui s'installe en ville en même temps que la République. Les institutions ottomanes sont balayées et dans le but de favoriser des groupes privilégiés, elles sont remplacées par un système confessionnel qui ôte paradoxalement à la communauté l'ensemble de ses prérogatives dans l'organisation urbaine. D'organe de gestion et de régulation, la communauté est réduite à une confession, sa plus étroite dimension. Par ce biais, l'élite rurale arrive à écarter les citoyens de la direction politique de la cité » (Davie M, 1994).

Toutefois, la notabilité traditionnelle citadine est présente et agit à travers la municipalité de Beyrouth. Bien qu'une logique affairiste soit aussi présente, la résistance des notables beyrouthins aux directives urbanistiques est moins par désaveu de celles-ci que par pragmatisme. En prenant l'exemple de la réhabilitation des quartiers au nord de la vieille-ville, Eddé (2008) insiste sur le fait que ces notables sont acquis aux « vertus de la rentabilité à l'occidentale plus qu'au respect du passé et du patrimoine local », et qu'en réalité leurs positions d'opposition occasionnelles sont basées sur une volonté de participer à la distribution des dividendes de la modernité prônée par le mandat, notamment en termes urbains.

D'autre part, les compagnies européennes sont fortement présentes dans cette gouvernance urbaine. Pour la réalisation de ses projets urbains à Beyrouth, le mandat a recours à ces compagnies, notamment françaises, installées depuis plusieurs décennies au Levant et ayant été très actives dans la création de la ville des Tanzimat. Certains voient même, dans une partie de l'inertie du mandat pour l'exécution des projets de Danger et d'Ecochard, l'influence des sociétés françaises notamment celle du tramway qui trouve dans la logique de développement de la circulation automobile un potentiel concurrent. Face à ce favoritisme de la part du mandat, ces compagnies commencent à connaître la grogne d'un mouvement de contestation nationale en germe. C'est ainsi que Rondot (1991) décrit la campagne de boycott qui vise en 1932, la compagnie d'électricité de Beyrouth, à majorité belge.

5.4.5 De nouveaux acteurs qui cherchent à s'affirmer

À Beyrouth, le déclin de cette notabilité bourgeoise commerçante qui a dirigé la ville au 19^{ème} siècle – suite aux changements de la structure économique et politique – s'accompagne de la montée d'une nouvelle forme de notabilité, qui se développe déjà à la fin de l'époque ottomane ; celle des professions libérales. Ils sont le corps d'une catégorie encore floue, la classe moyenne qui commence à se définir sans organisation institutionnelle en se positionnant par rapport aux autorités et au droit. Elle se démarque comme un ensemble culturel par ses valeurs et sa contestation de la représentativité de ses aînés. Pourtant cette nouvelle notabilité ne fait pas le poids devant la notabilité de la montagne formée surtout de propriétaires fonciers, et d'émigrés de retour, qui avec l'aide des français s'imposent comme la nouvelle classe politique libanaise (Davie M, 1994). C'est ainsi que cette jeunesse de la classe moyenne férue de modernisme commence à chercher ailleurs des leviers politiques, notamment à travers les nouveaux partis radicaux.

Cette époque voit se développer des partis dans le sens moderne du terme, notamment le parti communiste en 1924, le parti syrien nationaliste social en 1932, et le parti Phalangiste en 1936. Ces trois partis captent une jeunesse issue surtout des classes moyennes. Les deux premiers laïques et contestant le mandat sont persécutés à maintes reprises. Le troisième chrétien est soutenu par une frange du clergé maronite ainsi que tacitement par le mandat.

Toutefois, si ces partis ont une très grande influence sur le débat politique et la modernisation de la politique libanaise – et même dans le cas des phalangistes une implantation dans certains quartiers de la ville et ses banlieues²³⁶ – ils restent peu influents sur la gouvernance urbaine à Beyrouth.

D'autre part, la gouvernance urbaine de Beyrouth doit faire face à un nouveau type d'acteurs : les notables des nouvelles banlieues. Si ces acteurs voient d'un bon œil l'incorporation de leurs localités dans la dynamique économique beyrouthine et les potentiels qu'elle recèle, ils défendent jalousement leurs territoires et leurs espaces politiques locaux.

Ainsi en 1926, le conseil municipal de Beyrouth entreprend un projet d'annexion des espaces couronnant la ville. La frontière administrative de la ville est repoussée pour englober le bois des pins, et d'autres espaces tout en délaissant les jardins et vergers proches (Pharès, 1977). Face à ce qu'ils perçoivent comme une menace à leurs intérêts, les habitants de Furn AlChebbak comme un peu plus tard ceux de Chiyah et Bourj AlBarajné cherchent à fonder leurs propres municipalités. C'est ainsi que Furn AlChebbak a sa municipalité en 1927, Bourj AlBarajné en 1933 et Chiyah en 1936. De même, une pression est exercée en vue du développement de plans cadastraux pour le

²³⁶ Le parti Phalangiste réussit à s'implanter fortement dans les quartiers populaires où dominent les communautés chrétiennes de Beyrouth et de ses banlieues, dans le Sahel particulièrement à Furn AlChebbak, Chiyah et Hadath. Il y organise même dans certains quartiers des processions en uniformes (Kassir, 2003)

Sahel. Ainsi le cadastre²³⁷ français commence à traiter du Sahel à partir de 1930, où sont établis les registres cadastraux de la zone des sables (1931), Haret Hreik (1935), Laylaké (1935), Chiyah (1937)²³⁸, Bourj AlBarajné (1937), Tahwitet AlGhadir (1937) (Clerc-Huybrechts, 2008).

On comprend que si à Beyrouth, la population comme la municipalité, ne voient dans le Sahel qu'une extension future de Beyrouth où l'urbanité beyrouthine et l'urbanisme transformeront ces bourgs et villages – à l'image de Mazraa, Minet El Hosn, Medawar et autres villages devenus des quartiers de la capitale – par contre les habitants du Sahel le voient différemment.

La création des municipalités au Sahel, induit le jeu politique des notables locaux à se centrer sur la dynamique de ces institutions et consolide les localités comme des espaces politiques autonomes. En fait, les logiques en place qui ont contribué sous la moutassarifyat à l'émergence de ces espaces politiques locaux sont toujours à l'ordre du jour. Le Sahel sous le mandat continue comme au temps de la moutassarifyat à ne pas avoir un grand zaïm dominant. D'autre part, les dynamiques économiques, notamment l'économie foncière et la démocratisation de l'accès à la propriété, continuent à avoir un rôle dans l'émergence de nouvelles notabilités au Sahel qui cherchent à confirmer leur notabilité récente par un engagement fort dans la vie publique de leur commune.

Toutefois, les faibles prérogatives des municipalités et leur manque de moyens à l'époque ne leur permettent pas d'entreprendre des actions notables sur leurs territoires. La gouvernance locale au Sahel est ainsi sous le mandat comme sous la moutassarifyat l'arène d'un jeu politique local.

5.5 Autonomie politique et alignement économique au Sahel, résistance et négociation à Beyrouth

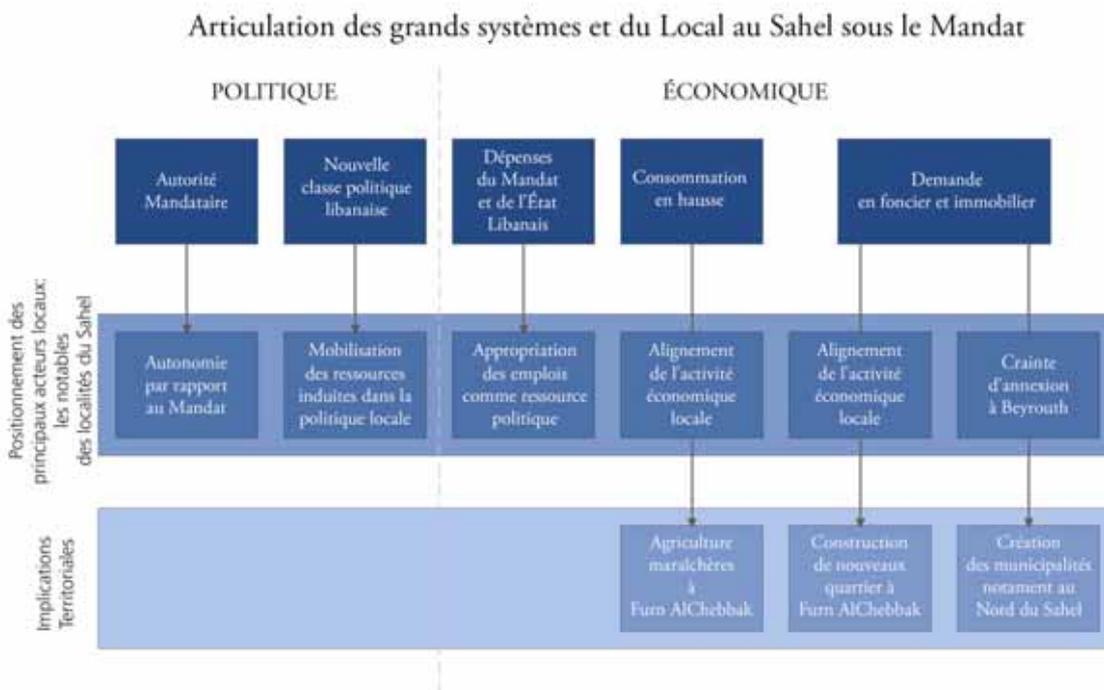
Au Sahel, au plan politique, l'autonomie relative des espaces politiques locaux par rapport aux dynamiques au niveau national, en gros, se maintient. Toutefois, des ponts commencent à se mettre en place. Ces ponts accompagnent l'organisation de la politique libanaise sous le mandat en deux grandes coalitions de zaïms traditionnels : le parti du bloc national libanais et le parti du bloc constitutionnel. Ces deux partis, représentés dans le nouveau parlement, n'ont pas de bureaucraties développées et s'organisent en réseaux de zaïms et de notables qui jouent le rôle de relais locaux, notamment lors des élections.

²³⁷ Clerc-Huybrechts (2008) parle de trois tentatives de cadastres par les ottomans dans la wilayat de Beyrouth, en 1864-1869, 1895 (projet non abouti), 1900 (projet non abouti). Rostom (1987), parle d'un cadastre de la moutassarifyat, mais n'indique rien concernant le Sahel. Le cadastre du temps des ottomans est combattu par la population parce qu'il est lié à la taxe foncière que les paysans veulent éviter. Il est devenu une demande au temps du mandat au Sahel, dû au besoin de délimiter les propriétés pour pouvoir les lotir et organiser le marché foncier.

²³⁸ Un premier cadastre a été établi à Chiyah du temps de la moutassarifyat en 1864 (Clerc-Huybrechts, 2008)

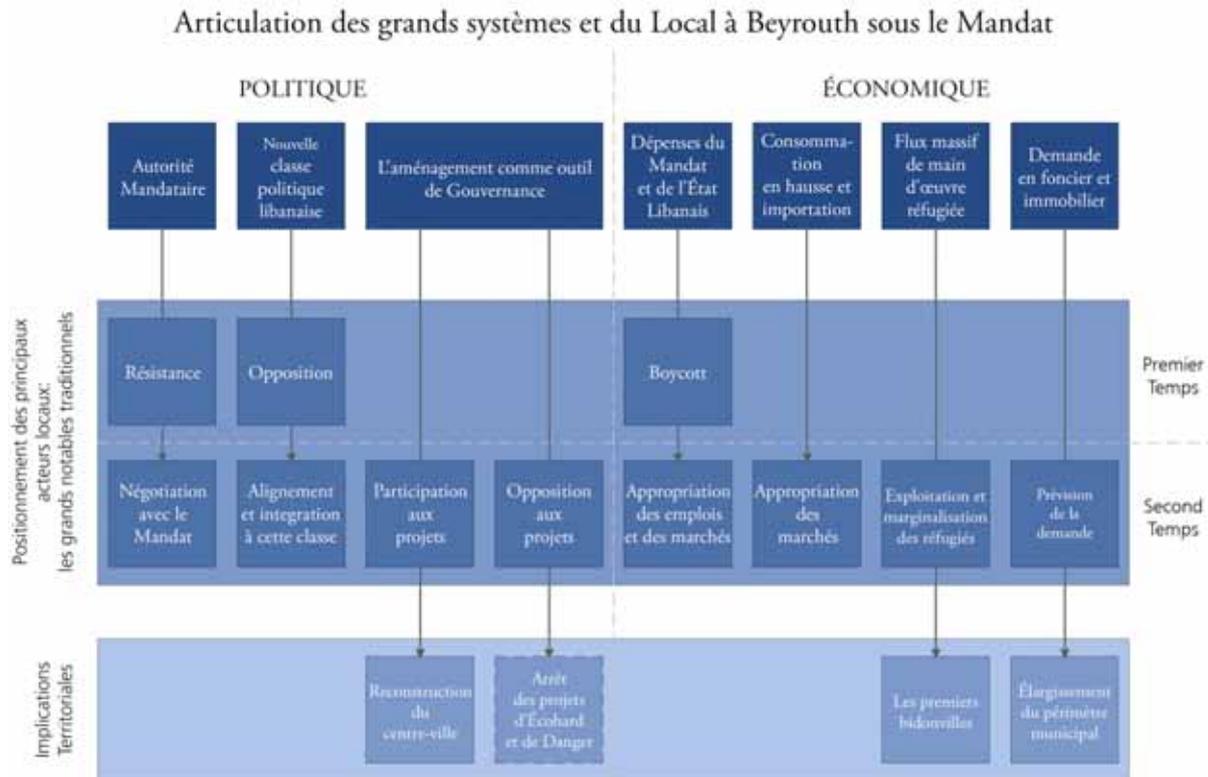
Ainsi, on voit l'espace politique local se polariser, surtout dans les localités du Mont-Liban entre ces deux partis. Mais il est à noter que cette polarisation se superpose en réalité aux polarités de clans familiaux traditionnels au sein des villages. En fait, chaque famille tente de soutenir un des deux blocs de maintenir l'équilibre politique local, ces partis étant des ressources politiques importantes puisqu'ils représentent un accès incontournable à l'Etat central. Toutefois, cette nouvelle situation ne bouleverse pas la structure de l'espace politique local.

L'incorporation des localités au nord du Sahel dans l'urbanisation de Beyrouth, est accompagnée par une incorporation économique de ces localités dans l'économie de la ville. Un nombre des résidents de ces localités font la navette pour aller au travail. Le marché foncier et immobilier de ces localités est complètement incorporé aux logiques du marché beyrouthin. Ces localités sont les premières banlieues de Beyrouth. D'autre part, leurs activités économiques continuent leur métamorphose dans le sens de l'alignement sur les logiques économiques beyrouthine : renforcement de la tertiarisation (commerce et services) et de l'agriculture à haut rendement, notamment maraîchère. Toutefois, comme il a été dit plus haut, l'est du Sahel n'est touché que partiellement et son sud est encore loin de ses dynamiques.



À Beyrouth, on passe d'une situation de résistance politique championnée par un grand nombre de notables locaux qui refusent le mandat, à une situation de négociation et d'arrangements où la municipalité joue un de ses derniers rôles indépendants – avant d'être complètement soumise au pouvoir central après l'indépendance du fait que nombre des principaux notables beyrouthins rejoignent l'espace politique central.

D'autre part, le système économique de l'époque des Tanzimat se retrouve disloqué et la place de cette classe de commerçants qui en profitait est déstabilisée au sein du nouveau système économique local rentier, et où les dépenses de l'armée française d'orient, ainsi que les travaux entrepris par la puissance mandataire sont les principales rentrées. La recherche d'une nouvelle place dans ce système, qui semble s'installer pour longtemps, est sûrement une des principales raisons qui poussent ces notables vers la négociation.



5.6 Les entités sociospatiales au Sahel

Les localités continuent d'être la base des territorialités locales définissant les différentes entités sociospatiales au Sahel. La mise en place de la municipalité à Furn AlChebbak, qui englobe aussi Tohwitet AlNahr, consolide l'ensemble Furn AlChebbak-Tohwitet AlNahr comme une seule entité. Même chose pour la municipalité de Chiyah et l'ensemble Chiyah-Ghobeiri. Toutefois, malgré la mise en place d'une municipalité englobant Bourj AlBarajné, Haret Hreik, Mrayjé, Tohwitet AlGhadir et Laylaké, la différence communautaire et la relative distance spatiale séparant les quatre dernières localités de Bourj AlBarajné définissent des réalités sociospatiales différentes. Ainsi nous entendons l'existence de trois entités dans cette municipalité : Bourj AlBarajné l'ancien village historique qui se consolide en un important bourg au sud du Sahel, Haret Hreik qui s'agrandit avec l'immigration, et l'ensemble Mrayjé-Laylaké -Tohwitet AlGhadir qui forment trois petites localités dans l'espace encore rural au sud du Sahel. Concernant les

autres localités du Sahel elles se maintiennent comme des entités sociospatiales indépendantes comme au temps de la moutassarifiyat.

5.7 Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel

5.7.1 Furn El Chebbak, seul, passe au rythme Beyrouthin

La destruction de l'économie de la soie affecte fortement le rapport économique entre Beyrouth et le Sahel comme avec le reste du Mont-Liban. Toutefois, l'étalement de Beyrouth et sa proximité nouvelle avec le Sahel renforcée par la mise en place de la ligne de tramway provoquent des métamorphoses économiques importantes au nord du Sahel.

Ainsi notamment à Furn AlChebbak, on observe une transformation massive de l'agriculture à une agriculture maraîchère dépendante de Beyrouth pour son écoulement. L'arrivée des « néo-citadins » renforce la métamorphose de la localité. Toutefois, ces « néo-citadins » bien que leur nombre soit en augmentation ne représentent qu'une fraction de la population, les résidents de Furn AlChebbak comme dans le reste des localités du Sahel travaillent encore majoritairement sur place. D'autre part, le développement du souk de Furn AlChebbak augmente la dépendance des populations des localités environnantes sur ce souk. Ainsi malgré une certaine dynamique dans le sens de son intégration à Beyrouth comme une de ses premières banlieues, cette localité reste fortement inscrite dans les dynamiques propres au Sahel. En fait, l'absence – ou la faiblesse – des réseaux sociaux liant Furn AlChebbak et Beyrouth reste un important frein à l'intégration sociale de cette localité à la ville. Il nous semble que l'existence de deux sphères politiques différentes et mutuellement exclusives axées sur les structures municipales et dans lesquelles s'investissent les différents acteurs locaux n'aide pas au développement des réseaux sociaux entre Beyrouth et sa nouvelle banlieue au Sahel.

L'institution de Beyrouth comme capitale et la présence des ministères – encore faiblement déconcentrés – en ville oblige une grande dépendance du reste du pays en matière administrative de Beyrouth. Ce qui est aussi le cas du Sahel. Le développement des modes de vie impliquent un plus grand besoin de mobilité vers Beyrouth, malgré le fait que Baabda devient à la fois le chef lieu du caza du même nom et de la région du Mont-Liban et se voit ouvrir nombre de bureaux administratifs.

La stratégie de mise en valeur de la ville de Beyrouth et le développement et de nouveaux équipements divers sous le mandat accentue cette dépendance fonctionnelle du Sahel de Beyrouth. En fait, l'effort d'organisation de l'étalement de la ville sous le mandat garde dans les projets Danger et Ecochard une place prépondérante à la centralité fonctionnelle de Beyrouth. Ces projets envisagent des villes nouvelles au Sahel toutefois dans le sens d'une déconcentration

de Beyrouth et non en rapport avec les autres localités du Sahel. Ils visent une population qui travaillant à Beyrouth profiterait de la qualité d'un emplacement paysager ouvert sur la mer. Les plans sont assez éloquents : c'est vers le centre-ville que va la seule artère sortant de cette ville nouvelle. Les équipements prévus dans ces plans desservent ces villes nouvelles elles-mêmes – ou comme l'aérodrome dont l'usage est restreint à l'armée française – et ne sont en rien en rapport avec les besoins des localités du Sahel.

Les principales routes au Sahel datent de l'époque de la moutassarifiyat. Toutefois, comme au temps de la moutassarifiyat, la complexification croissante des activités économiques locales et l'introduction graduelle des fonctions éducatives dans toutes les localités réduisent les causes de mobilité régulière entre ces localités.

5.7.2 Absence d'un cadre d'intégration territoriale des différentes entités sociospatiale au Sahel ; projets de métropolisation et difficultés d'intégration à Beyrouth (voir planche 3- 3.)

Au Sahel, aucun projet territorial n'est porté par les acteurs locaux ou nationaux concernant ce district. Si le *caza* de Baabda représente un cadre administratif incluant toutes les localités du Sahel, il ne présente aucunement une échelle pertinente pour penser et agir sur lui. D'abord le *caza* de Baabda inclut des districts qui vont de la côte à la haute montagne, le Sahel n'étant qu'un de ces districts historiques. D'autre part, les prérogatives des *qaimaqams* à la tête des *cazas* et leurs administrations sont fort réduites.

Même la mise en place d'une municipalité ne garantit pas une dynamique d'intégration entre plusieurs localités. C'est notamment le cas de la municipalité de Bourj AlBarajné dont on a parlé plus haut. Effectivement les localités restent fortement centrées sur elles-mêmes et sur leurs espaces de sociabilités propres. Bien sûr, le communautarisme qui commence à prendre pied fortement à cette époque n'y est pas pour rien.

À Beyrouth, malgré les projets du mandat qui tentent de faire émerger une métropole levantine bien équipée et structurée, les faits ne donnent aucunement raison à ces ambitions. Bien sûr Beyrouth qui commence à sortir de ses limites traditionnelles réussit à intégrer partiellement Furn AlChebbak dans sa dynamique urbaine. Cependant, la résistance politique qu'affichent les populations des localités au nord du Sahel – Furn AlChebbak en première ligne – face à l'élargissement des limites administratives de Beyrouth marque un tournant dans l'histoire de plus d'un siècle de la ville. Effectivement la ville et ses notables doivent accepter leur dépossession du contrôle du futur de la ville vis-à-vis son étalement. Si les administrations du mandat n'arrivent pas à imposer un service d'urbanisme ou à mettre en exécution leurs projets d'urbanisme pour Beyrouth, la mise en place des municipalités au Sahel leur lie les mains. En fait l'étalement de la ville se fait dorénavant dans les communes de ces municipalités où les notables beyrouthins n'ont aucune influence.

D'autre part, pour la première fois, Beyrouth commence à avoir des difficultés à intégrer de nouveaux quartiers. En fait, malgré la grande diversité communautaire et socioéconomique des quartiers de la ville, le fonctionnement économique, politique et social de la ville, notamment la concentration des fonctions au centre-ville et la gouvernance urbaine notabiliaire issue des quartiers, assurait une intégration de ceux-ci à la ville. Ce n'est pas le cas des nouveaux quartiers ethniques, notamment les quartiers arméniens. Le développement du port et de l'industrie dans des zones proches de ces quartiers assurent rapidement un travail pour leurs habitants de ces quartiers. Toutefois, l'emplacement de ces quartiers à la marge de la ville et le repli social et politique de cette communauté arménienne, pratiquant une autre langue, sur elle-même la laisse à la marge de la ville. C'est le cas à un moindre degré des quartiers syriaques.

5.7.3 La position du Sahel par rapport à Beyrouth, une rente considérable

Le Sahel à cette époque profite de la rente de sa position proche de Beyrouth impliquant le développement d'un marché foncier qui prospère sous le poids de la migration et d'une agriculture visant les marchés d'une population beyrouthine croissante. Toutefois, en absence de tout cadre de complémentarité économique ou d'organisation territoriale, ces deux entités semblent se développer de façons complètement autonomes, mais où chacune tente de profiter de l'autre – Beyrouth comme marché pour le Sahel, et le Sahel comme réserve foncière pour Beyrouth. Sous le mandat, le Sahel semble encore sortir gagnant dans cette équation.

6 Une banlieue de Beyrouth ? [1943-1975]

6.1 Le mirage de la prospérité

6.1.1 L'indépendance, le Pacte National et la stabilité précaire

Le mythe national libanais, en ce qui concerne l'indépendance nationale, est marqué par un événement en 1943²³⁹ considéré par les tenants du régime de la première république comme fondamental : une déclaration orale commune de Béchara Aïkhoury et Riad Aïsolh – deux zaïms l'un maronite et l'autre sunnite – dite du pacte national de 1943. Elle affirme deux principes de base : le premier prône une allégeance à un Liban qui ne serait tourné ni vers l'Ouest ni vers l'intérieur syrien ; le second prône un équilibre de pouvoir entre les différentes communautés chrétiennes et musulmanes, proportionnellement à leur poids démographique.

La fragilité de ce « pacte » amène une situation de tension continue. De fait si la communauté maronite et les Chrétiens en général sont majoritaires d'après le recensement de 1932²⁴⁰, les communautés musulmanes connaissent une forte croissance démographique et leurs représentants politiques cherchent à modifier les quotas de l'équilibre communautaire institué par la première république, ce qui est vigoureusement refusé par le « maronisme politique »²⁴¹. D'autre part, les grands changements politiques que connaît la région, remettent en question la pertinence de ce choix de neutralité en politique étrangère²⁴². Le Liban, en 1958, se trouve ainsi tiraillé entre une alliance avec les Etats-Unis et ses alliés locaux d'une part, soutenue par le président de la république maronite Camille Chamoun et la majorité de la classe politique chrétienne, et d'autre part une alliance avec la République Arabe Unie²⁴³ prônée par les principaux représentants d'une classe politique musulmane.

²³⁹ Fin 1943, le chef de l'état libanais sous mandat Béchara Aïkhoury et le président du conseil des ministres Riad Aïsolh, avec le soutien tacite des Britanniques, repoussent diverses décisions de l'autorité mandataire. Cela mène à un face à face qui finit par leur emprisonnement ainsi que plusieurs membres du conseil des ministres et parlementaires à la prison du fort de Rachaya. La décision pousse la population à la manifestation, la grève et la désobéissance civile. Les Français veulent intervenir en force, mais leurs alliés Britanniques les en dissuadent. Envoyé en urgence à Beyrouth, le général Catroux déclare officiellement l'indépendance du Liban. Et en 1946, le dernier soldat français quitte le sol libanais.

²⁴⁰ Ce recensement est le seul organisé depuis par la République Libanaise.

²⁴¹ Appellation courante dans le débat politique libanais pour désigner les choix politiques des notables et partis qui dominent cette communauté et l'état dans les trois premières décennies de l'indépendance. Aujourd'hui on parle aussi bien de « sunnisme politique » que de « chiisme politique ». pour désigner des phénomènes identiques que connaissent ces communautés

²⁴² Nous n'entrerons pas dans les détails de la géopolitique régionale, toutefois on peut citer la guerre de Palestine en 1948 et la fondation de l'état d'Israël, l'arrivée des premiers réfugiés palestiniens, la montée du nationalisme arabe avec Nasser en Egypte et le Baath en Syrie et en Irak, la création de la république arabe unie entre l'Egypte et la Syrie.

²⁴³ État issu de l'union sous Nasser de l'Egypte, de la Syrie, et pour une courte durée le Yémen, de 1958 à 1961

6.1.2 La parenthèse du Chéhabisme

L'arrivée du général Chéhab au pouvoir suite aux événements sanglants de l'été 1958, représente pour un moment un compromis entre les deux camps pro-occidentaux et pro-nassériens. Le général Chéhab apaise la tension avec la République Arabe Unie de Nasser, sans pour autant affaiblir les liens du pays avec les puissances occidentales. Cette situation amène une accalmie qui permet au Général d'entreprendre un important chantier de réformes.

Le Chéhabisme continue, bien que plus nuancé, avec le successeur du général, le président Charles Hélou. Mais la défaite arabe de la guerre israélo-arabe de 1967 et ses conséquences – notamment le retour en force de la résistance palestinienne désillusionnée par les régimes arabes – déstabilisent de nouveau la situation politique libanaise. L'accord tacite concernant la prise de position sur les questions arabes à la source de l'accalmie de la période chéhabiste se rompt. Le Liban se retrouve de nouveau déchiré entre une faction mobilisée par les partis dits progressistes et les grands zaïms musulmans et leur soutien inconditionnel à la résistance palestinienne et une autre par les leaders traditionnels du « maronisme politique » insistant sur une position de non intervention concernant la question palestinienne et revendiquant le désarmement des factions palestiniennes au Liban.

6.1.3 Malheurs des uns, bonheur des autres

S'il marque profondément les années qui suivent la guerre de 1967, l'impact de la question palestinienne sur le Liban, depuis l'indépendance à la guerre civile a toujours été présent. En fait, la guerre de 1948 élimine le principal port rival de Beyrouth : Haïfa. De même la fermeture du canal de Suez après la guerre de 1956²⁴⁴ rabat le commerce international vers le Moyen-Orient via le port de Beyrouth. Ainsi celui-ci connaît un développement fulgurant, lié à l'exploitation du pétrole dans les pays arabes du Golfe. En effet, les sociétés de ces pays ont besoin de tous genres de produits et de commodités qui transitent essentiellement par le port de Beyrouth.

D'autre part, la perte de la Palestine ainsi que les nationalisations en Egypte, Syrie et Irak, ramène à Beyrouth des expatriés libanais – surtout d'Egypte – tout aussi que la crème de la bourgeoisie de ces pays. Ces gens – notamment les palestiniens et syriens qui affluent en nombre vers Beyrouth où plusieurs d'entre eux ont des connaissances ou de la famille – amènent avec eux capitaux et savoir-faire qu'ils investissent à Beyrouth.

6.1.4 Le poids de la question palestinienne

²⁴⁴ Entre l'Egypte d'une part et Israël, la France et la Grande-Bretagne d'autre part

Toutefois parallèlement à ce flux de migration bourgeoise, le Liban reçoit aussi des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens²⁴⁵ qui ont eux perdu toutes ressources. Ils se sont retrouvés totalement démunis et rassemblés dans des camps²⁴⁶ de fortune sur des terrains offerts par les Etats des pays d'accueil ou par des particuliers (Al-Hosseini, 2008).

La question des réfugiés palestiniens est dorénavant une question problématique au Liban. La grande majorité étant des musulmans sunnites, ils sont considérés par les tenants du « maronisme politique » comme un véritable danger si ils étaient naturalisés. Si certains, notamment chrétiens, bénéficient d'une naturalisation dans les années 50, elle est déniée à la très grande majorité. D'autre part, ils sont considérés comme une potentielle concurrence, notamment aux professions libérales, et se voient ainsi interdits de pratiquer un grand nombre de professions. Un grand nombre de ces réfugiés se retrouve travailleur journalier notamment dans le secteur de la construction. Israël refusant leur rapatriement, et le Liban leur naturalisation, les palestiniens mettent le régime politique libanais dans une impasse. Extérieurement, leur simple présence remet en cause sa politique de neutralité de 1967. Intérieurement, la cause palestinienne est soutenue par une large frange de la population – même avant 1948 – ce qui dans les faits met une grande pression sur l'appareil politique et le pacte de 1943.

Après les accords du Caire²⁴⁷, loin de rester une question seulement d'ordre politique, la question palestinienne devient un élément de déstabilisation sur le terrain. Très vite, différentes factions palestiniennes²⁴⁸ se sont retrouvées dans un face à face avec les partis dits chrétiens²⁴⁹ – notamment les Phalanges Libanaises – qui ont récusé ces accords. Cela est particulièrement vrai dans les banlieues de Beyrouth où se trouvent les principaux camps de réfugiés palestiniens et un grand nombre des quartiers généraux de leurs factions armées.

D'autre part, les changements sociaux en cours mènent – surtout au sein des campus universitaires – à la montée d'une nouvelle génération plus ouverte aux idéaux « modernes ». Ainsi à partir de la fin des années 60, les partis politiques nationalistes arabes, syriens ainsi que les

²⁴⁵ Les réfugiés palestiniens se sont répartis dans 58 camps en Cisjordanie, Gaza, Jordanie, Syrie, et le Liban. La plupart sont régies depuis 1949 par l'UNRWA, l'agence des Nations-Unies qui vient en aide aux réfugiés palestiniens du Proche-Orient. (Al-Husseini, 2008). Aujourd'hui 50% des réfugiés palestiniens au Liban vivent dans ces camps (Dorai, 2007)

²⁴⁶ Nasr (1979) rapporte que si les palestiniens comptaient en 1973 16,5% de la population dans l'agglomération beyrouthine, 40% d'entre eux résidaient dans les camps et leurs entourage immédiats.

²⁴⁷ Ces accords signés par l'Etat libanais donnent le droit aux factions armées palestiniennes de garder leurs armes dans les camps ainsi que de maintenir la résistance.

²⁴⁸ Si la très grande majorité des factions armées palestiniennes est incluse dans l'Organisation de Libération de la Palestine, néanmoins elles ont leur propre organisation, et un certain anarchisme est caractéristique de leur mode d'action. D'autre part, La confrontation avec le roi Hussein de Jordanie et le bain de sang qui en suit – notamment le fameux Septembre noir – aiguise sans doute la méfiance entre les tenants de l'état libanais et les factions palestiniennes.

²⁴⁹ On entend ici par partis chrétiens les différents partis et groupuscules politiques et para-militaires qui sont formés dans leur très grande majorité de chrétiens et disent défendre les intérêts de ces communautés. Cependant, Il faut noter qu'avant la guerre civile de 1975 les partis communautaires chrétiens comme musulmans par « pudeur » formulaient rarement leurs propos dans des discours communautaires crus mais usent de beaucoup d'euphémisme et de slogans nationalistes libanistes ou arabistes.

communistes et socialistes commencent à fortement s'y implanter. Ces partis forment le Front Patriotique Libanais qui avance un programme revendiquant de grandes réformes de la politique sociale ainsi que la suppression du communautarisme comme principal référence du système politique libanais. Ce programme est aussi de fait une source de discorde avec les tenants du « maronisme politique » qui contestent ce programme, notamment la question de la suppression du communautarisme politique. Les deux factions vont droit à la confrontation.

6.1.5 Vers la guerre civile

Le chéhabisme est pris en tenaille entre les deux factions. Elles s'attaquent toutes deux au régime mais sur bases différentes. Ainsi les trois principaux partis du « maronisme politique » font front commun dans les élections de 1972 contre le chéhabisme. Pour l'autre bord de l'échiquier politique aussi, le chéhabisme a perdu sa crédibilité en prenant des mesures visant à restreindre la capacité d'action de la résistance palestinienne, ainsi qu'en tenant aux fondements communautaires du système politique libanais. Suite à ces élections le chéhabisme est déjà du passé.

Sans prétendre à une explication de la guerre libanaise, on pourrait dire que les éléments à la base de la stabilité politique sont déjà fort éprouvés en 1975. D'autre part, la montée de la violence qui se traduit par des accrochages ponctuels entre les factions armées palestiniennes et les proto-milices des partis chrétiens libanais dès 1969, se transforment en confrontations régulières, notamment après l'échec de l'armée libanaise à désarmer ces factions en 1973. Dans une société polarisée à l'extrême, un climat régional bouillonnant et la banalisation de la violence, c'est le massacre d'un bus de sympathisants palestiniens à Ain El Rouméné qui fait éclater la guerre le 13 avril 1975.

6.2 Les banlieues, une multiplicité de micro-territoires

Pour cette période comme pour les suivantes nous nous concentrerons presque exclusivement sur le Sahel et ne chercherons à présenter les dynamiques territoriales à Beyrouth et les autres banlieues que de façon passagères ou si elles ont un impact ou des conséquences sur les dynamiques territoriales au Sahel.

6.2.1 Entre ceinture de misère et nouveaux horizons de Beyrouth

Comme le dit Nasr (1979), entre le milieu des années 50 et celui des années 70, le Liban connaît l'exode rural de près de la moitié des habitants de ses provinces périphériques, le tiers s'expatrie et les deux-tiers se retrouvent dans l'agglomération beyrouthine.

Beyrouth municipale se densifie, le secteur de Ras Beyrouth ayant encore des espaces vides se voit l'objet d'une urbanisation intense motivée – surtout à Hamra – par ce que Michael Davie (2007) appelle l'économie financière du capitalisme américain en recherche de nouveaux espaces à Beyrouth et d'une image de modernisme que le centre-ville du mandat ne peut lui offrir. La prospérité retrouvée du port, ainsi que les investissements d'expatriés ou des citoyens de pays arabes pétroliers se manifestent en une urbanisation rampante et un marché foncier et immobilier spéculatifs en plein essor. Beyrouth n'est plus Beyrouth municipale, Beyrouth devient une métropole.

On parle d'un Grand Beyrouth qui va de Nahr AlMot au Matn au nouvel aéroport de Khaldé au sud en englobant les collines de Baabda et du Matn. La diversité des activités économiques des banlieues ainsi qu'une infrastructure routière qui s'étale et se densifie tout en liant les différentes banlieues et Beyrouth municipale sont des moteurs importants de cet étalement.

Dans ce réseau routier, le Sahel tient une place importante. Le Sahel devient un nœud central dans la circulation au niveau de l'agglomération beyrouthine. Mais si la route de Damas et la vieille route de Saïda passent toujours par le Sahel, la majorité des axes projetés par l'Etat pour relier les routes de Damas, Saïda et Tripoli sans devoir entrer au centre-ville de Beyrouth n'est pas exécutée à cette époque. La place des Martyrs au centre-ville de Beyrouth reste une gare routière incontournable pour tous les passagers en transit vers les régions.

Toutefois, les principaux axes de circulation qui maillent le Sahel depuis le temps de la moutassarifyat sont élargis par les municipalités ou le ministère des travaux publics pour être adaptés à la circulation automobile. Ces axes, suite à la demande toujours grandissante en logements, deviennent des axes de croissance le long desquels l'urbanisation se développe. Le gros de la croissance se fait surtout à partir des anciens centres des localités où les espaces verts sont systématiquement colonisés.

La plaine agricole du Sahel est, petit à petit, conquise par l'urbanisation. Le cas de Haret Hreik est emblématique. Dans les décennies de l'avant-guerre, cette petite localité se transforme en un bout de ville²⁵⁰, ce que Buccianti (1973) appelle une cité dortoir ²⁵¹. Ses nouveaux habitants, la majorité des employés de la classe moyenne²⁵² y élisent domicile en croisant prix abordable de l'immobilier et accessibilité facile à la ville.

De même, Hadath connaît une importante expansion, toutefois en se densifiant et en s'étendant modérément depuis le centre vers la plaine (Minier, 2000). Celle-ci appelée Saqqi El Hadath

²⁵⁰ Dans le relevé des permis de construction que Buccianti (1973) présente on peut estimer la moyenne de 100 permis de construction par année à partir de 1968

²⁵¹ Buccianti (1973) se base sur un décompte de voitures sur les axes Haret Hreik-beyrouth sur les heures de pointe.

²⁵² Buccianti (1973) indique que « Haret Hreik rassemble une population riche qui se permet de payer des loyers très élevés allant jusqu'à 4500 LL/an sur la rue principale » - à l'époque 1 dollar valait près de 3 LL

constitue 55% du territoire municipal de Hadath (Tohmé, 1995). Ces constructions sont la production de particuliers et rarement de grandes entreprises foncières et immobilières. Ce n'est que fort tard que deux sociétés immobilières de Beyrouth procèdent à des projets de lotissements au nord de la plaine. Les projets de l'Etat – visant à faire de Hadath un nœud important dans sa vision de décongestion de Beyrouth municipale, tout en liant les deux – ramènent une importante population. Toutefois à la différence de Haret Hreik, seulement 17% des habitants de Hadath travaillent à Beyrouth et plus de 50% travaillent toujours sur place (Mansour, 1983).

Avec la montée croissante des prix du foncier, de l'immobilier ainsi que des loyers pour atteindre des sommets en ville, la majorité écrasante des nouveaux migrants s'installent dans les banlieues. Des localités de la banlieue est dans le Matn nord se retrouvent dès 1963 avec un taux de croissance annuel de 8% pour Sin El Fil ou encore extraordinaire de 14% pour Dekwané et 18% pour Jdeidé-Bawchrié. À Furn AlChebbak au Sahel on est à un taux moyen annuel de 5,6%. Dans certains des secteurs à Aïn AlRoumané et Tayouné, on a une croissance démographique annuelle au début des années 70 de 12,5% et 16% (Pharès, 1977).

Le nord de Furn AlChebbak dès les années cinquante est presque complètement urbanisé, avec des immeubles modernes près de la voie ferrée et plus anciens au sud. Ces nouveaux immeubles sont habités par une classe moyenne travaillant également à Beyrouth (Chehabe Ed-dine, 1953). Le développement industriel, au sud de Furn AlChebbak et à Chiyah fait émerger le secteur de Aïn AlRemmené à cheval entre ces deux localités (voir planche 4- 1.).

Au début des années 50, la zone des sables à l'ouest de Bourj AlBarajné et Ghobeiri est une zone à urbanisation fort diffuse faite de villas bourgeoises (Chehabe Ed-dine, 1953). L'ouverture du boulevard de l'aéroport²⁵³ à partir de la place de Sabra, de la deuxième route vers l'aéroport ²⁵⁴ à partir de Mazraa, et de la route côtière vers le sud à travers Ouzai, contribue fortement à l'urbanisation de la zone des sables. Le boulevard de l'aéroport dessert ainsi outre l'aéroport, Ghobeiri, Haret Hreik, Bourj AlBarajné et Tohwit AlGhadir. De fait il rapproche des localités considérées encore lointaines de la ville et en même temps facilite et renforce la mobilité entre elles. La deuxième route à partir de Mazraa passe au milieu de la zone des sables vers l'aéroport, elle lie Beyrouth municipale à un nombre d'équipements mis sur cette route comme la cité sportive ou le Golf Club. Cette zone se développe ainsi plus en réponse aux besoins d'une bourgeoisie d'affaire installée en ville qu'à ceux du reste du Sahel. La troisième sert aussi bien à l'étalement des plages qu'ultérieurement aux quartiers irréguliers²⁵⁵ d'Ouzai.

Ouzai est au début des années cinquante un petit hameau au milieu d'espaces libres assez vastes et des pins éparpillés. Les premières implantations hors du hameau sont des maisons modernes bourgeoises à plusieurs étages. Chehabe Ed-dine (1953) rapporte qu'un grand bourgeois installe

²⁵³ Prévus dans un décret de 1950

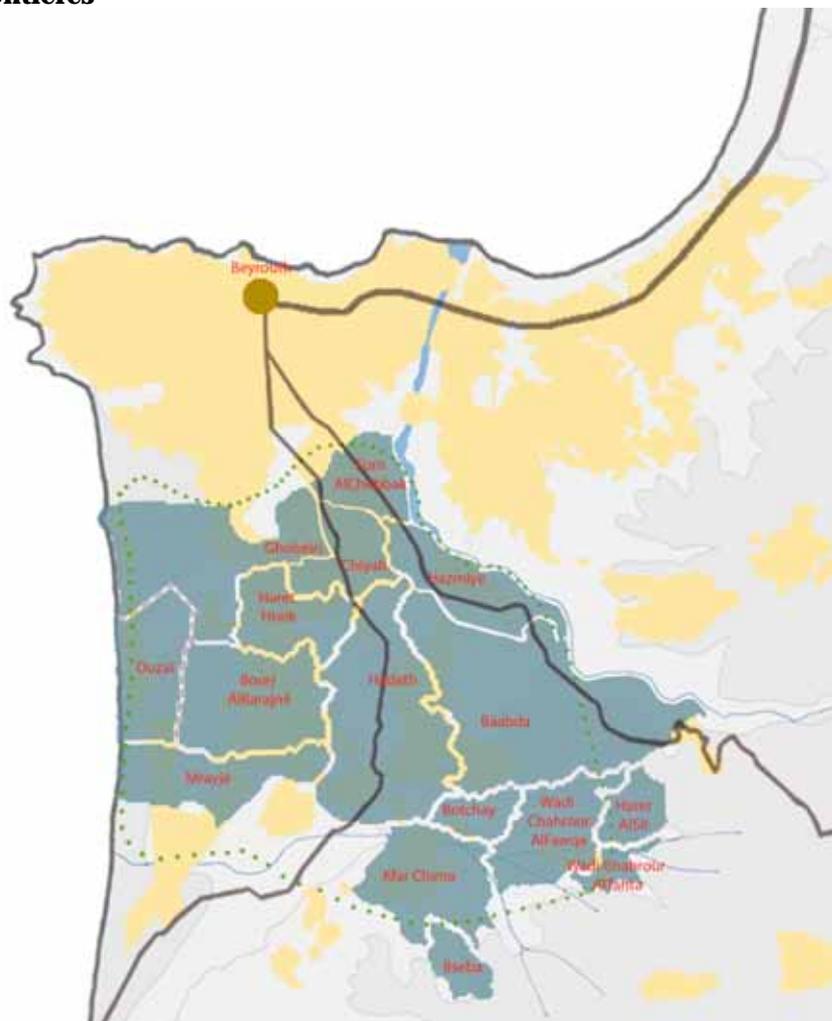
²⁵⁴ Prévues dans le plan directeur de la banlieue sud de Beyrouth de 1953

²⁵⁵ Le terme est de Clerc-Huybrechts (2008) on reviendra dessus plus tard

une petite centrale thermique et une pompe de refoulement d'un puits à partir desquels il distribue l'eau et l'électricité à toutes ces nouvelles bâtisses. Ceci suggère le faible nombre de ces implantations. Toutefois, à partir de la deuxième partie des années cinquante, Ouzai se voit grandir rapidement suite à une importante migration rurale qui s'y installe profitant de la situation du litige sur la propriété des terrains concernés par le procès des sables de 1955 et ses conséquences sur lequel nous reviendrons plus tard.

Le cas d'Ouzai n'est pas unique, on voit se développer dans diverses zones du Sahel, mais surtout dans la zone des sables, des quartiers irréguliers comme Ouzai, Horch AlQatil, Raml, Hay Gharbi, Horch Tabet ou encore Hay AlSolom dans la plaine de Choueifet hors du Sahel, mais fortement lié à celui-ci²⁵⁶. De même on voit se développer un genre différent d'urbanisation qui touche le Sahel, dans le cas d'une zone à Ghobeiri mais aussi Beyrouth: les bidonvilles. Les cercles d'urbanistes et chercheurs de l'époque y voient une sorte de « ceinture de misère ».

6.2.2 Plus de frontières



Municipalités du Sahel

²⁵⁶ Notamment de point de vue économique et fonctionnel comme on le verra dans la section consacrée aux activités

On a vu que sous le mandat français, malgré la création du Grand Liban en 1920, et la disparition de la frontière entre Beyrouth et la Montagne, une autre ne tarde à s'affirmer entre Beyrouth et le Sahel. En riposte à l'élargissement de la municipalité de Beyrouth de son territoire et en repoussant plus au sud les frontières en 1926, les localités du Sahel, notamment Furn AlChebbak, revendiquent des municipalités pour protéger leurs intérêts et contester une éventuelle annexion à Beyrouth.

Sous la république, au Sahel, on voit apparaître de nouvelles municipalités. Toutefois, ces dernières sont le produit de sécessions de nouvelles municipalités à partir de municipalités existantes. C'est le cas de la municipalité de Ghobeiri à partir de celle de Chiah en 1956, de celles de Haret Hreik et Mreijé à partir de celle de Bourj AlBarajné en 1966, et de celle de Hazmié à partir de celle de Baabda en 1964. Si les trois premières sécessions sont motivées par des logiques communautaires, ce n'est pas le cas pour Hazmié. De fait, les acteurs politiques locaux au delà de la question communautaire – qui comme on le verra pèse lourdement sur l'espace politique au Sahel – cherchent avant tout à aligner limites politiques et limites administratives. Ils essaient de définir des espaces dont ils contrôlent les limites du jeu politique, ce qui n'est pas le cas dans les municipalités comportant plusieurs localités. Les notables locaux, notamment les chefs de clans familiaux ont du mal à s'imposer dans d'autres localités ayant chacune son propre espace politique local. Bien évidemment la question se complique encore plus dans le cas de différence communautaire.

D'autre part depuis la saisie par l'Etat central des questions d'urbanisme, notamment celles relatives à l'organisation de la zone des sables à l'ouest du Sahel à travers le plan directeur de 1953, la municipalité de Beyrouth se retrouve dépossédée de ces questions qu'elle contrôle depuis près d'un siècle, et démunie de toute influence sur le Sahel. Même avec le développement du Grand Beyrouth comme espace fonctionnel incluant Beyrouth municipe et ses banlieues, toute idée de fusion entre les municipalités en une grande municipalité – voire celle d'une simple union de municipalités – n'est pas à l'ordre du jour. La simple allusion dans le nom d'un projet d'urbanisme au Grand Beyrouth, en 1964, doit être rétractée pour être remplacée par Beyrouth et ses Banlieues (Verdeil, 2002)²⁵⁷. Beyrouth voit ainsi une dissociation complète entre son espace fonctionnel toujours en expansion et la fragmentation de son espace politique en une multitude d'espaces locaux, alors que l'Etat se voit tenir le monopole de la planification et l'organisation de cette métropole.

Toutefois les réglementations et les plans d'urbanisme de l'Etat contribuent, en délimitant des périmètres, à renforcer les différences de statut et par suite les différences sociospatiales entre différents secteurs dans cette métropole, comme c'est le cas au Sahel. C'est le cas par exemple du schéma directeur de Baabda-Hadath-Hazmié.

²⁵⁷ Voir détails dans la partie consacrée à gouvernance

Ce dernier est un exemple assez intéressant où un projet d'urbanisme ou une réglementation limitée à un espace donné peut contribuer au renforcement des différences sociospatiales. Cette réglementation définit un large périmètre sur les collines du Sahel, voué à une architecture pavillonnaire de haut standing et qui dans la zone du palais présidentiel n'admet virtuellement que des palaces²⁵⁸. Cette discrimination fait en sorte que cette zone – déjà assez différente dans son histoire urbaine de la plaine – s'en démarque de plus en plus fortement.

Même dans les projets d'ensemble touchant Beyrouth et ses Banlieues comme le plan mis en place par Ecochard en 1964, rarement sont mis en cause des projets antérieurs concernant des parties de ses banlieues. Ainsi on lit dans le décret du schéma directeur des « Banlieues de Beyrouth » du 23/07/1964, amendé le 21/04/1970, qu'il ne touche pas aux zones concernées par le projet du boulevard de l'Aéroport de 1950, ainsi que par le plan d'aménagement de la « banlieue sud de Beyrouth » de 1953, de même que celui concernant la zone de Baabda-Hadath-Hazmié.

6.2.3 Les conséquences d'une urbanisation rapide : entre mixité et territorialisations communautaires, ethniques et claniques

Dans un pays où le communautarisme est de loin la principale source d'organisation sociale, économique et politique, l'espace de l'agglomération beyrouthine, métropole²⁵⁹ capitale du pays, devient un enjeu de taille pour la montée en puissance de ces communautés, et où les différentes logiques de territorialisations communautaires s'expriment avec virulence.

Toutefois, Beyrouth municipale garde les mêmes traits majeurs de l'époque ottomane : une forte concentration de différentes communautés ; chrétienne dans les quartiers à l'est, sunnite à Basta et Bachoura et quartiers mixtes au sud et à l'ouest²⁶⁰. On peut y remarquer aussi la formation de nouvelles concentrations communautaires notamment le quartier de Tariq El Jididé où se concentre une population de la communauté sunnite. Un important changement toutefois est à noter, les migrations continues vers la ville font perdre aux communautés chrétiennes leur prédominance démographique nette à Beyrouth municipale.

Le communautarisme est sans doute une des caractéristiques les plus marquantes au Sahel à cette époque. Si au terme de la moutassarifat les résidents des localités du Sahel – sauf Bourj AlBrajné et Ghobeiri – sont en très grande majorité de la communauté maronite, la situation est fort différente à la veille de la guerre civile. Dans certaines localités, la croissance démographique et

²⁵⁸ Avec un règlement qui impose des parcelles constructibles minimum de 2500m² et un coefficient d'occupation du sol de 20%, on est dans des situations de résidences avec une emprise au sol de 500m²

²⁵⁹ On entend ici métropole dans le sens d'une ville de taille notable, en effet Beyrouth compte déjà à l'époque la moitié de la population du pays.

²⁶⁰ Après 1967 le quartier juif de Wadi Abou Jmil va se vider progressivement de sa population juive qui migre surtout vers les Etats-Unis et le Canada, et est remplacée par une population de la communauté kurde.

les migrations rurales ne font que renforcer le nombre des communautés déjà établies, contrairement à d'autres où on peut déceler des changements dans l'équilibre démographique entre les communautés, notamment entre chiites et maronites.

Nasr (1979) rapporte quelques chiffres concernant les proportions des populations des communautés maronites et chiites pour certaines localités du Sahel : Bourj AlBarajné Chiites 85% Maronites 5%, Ghobeiri Chiites 75 % Maronites 2%, Chiyah Chiites 13% Maronites 53,5 %. Furn AlChebbak : Chiites 6,5 % Maronites 47%. Dans les autres localités de la plaine une proportion croissante des habitants est de la communauté chiite. C'est notamment le cas de Haret Hreik – où ces derniers atteignent près des 50% de la population résidente – et Mrayjé dans la plaine mais aussi dans la localité de Sibnay dans la plaine de la municipalité de Hadath où ils sont majoritaires. Ces changements relativement rapides se font dans un cadre général de montée du communautarisme surtout après 1958.

Buccianti (1973) affirme que la tension entre les deux communautés chiite et maronite s'installe au Sahel à partir de 1958, suite aux événements mentionnés plus haut. Cependant il faut remarquer que si ces événements polarisent fortement la population, c'est que des tensions politiques locales en lien à des enjeux locaux se superposent aux tensions induites du niveau national. En fait, le changement démographique favorisant la communauté chiite dans certaines localités remet en cause les équilibres traditionnels entre communautés au sein des municipalités. Comme l'indiquent les cas de la municipalité de Chiyah, incluant Ghobeiri et Chiyah, avant 1956 et de Haret Hreik en 1964, la coutume est de répartir les sièges du conseil entre les communautés proportionnellement à leur démographie. Le changement dans l'équilibre démographique mène Ghobeiri à la sécession en 1956, et après 1964 à une crise généralisée qui gèle les élections municipales jusqu'en 1998.

Toutefois, malgré la polarisation communautaire, les auteurs identifient une tendance nette dans l'avant-guerre à la constitution de quartiers mixtes au Sahel, notamment à Tayouné, Hay Madi, Hay AlAmarken ainsi que d'autres à Hadath. Mais il est à noter que ces quartiers sont plutôt ceux d'une classe moyenne supérieure comme le laissent croire la différence des prix du foncier à Beyrouth rapportés dans le « Livre Blanc » (Direction Générale de l'Urbanisme, 1973)

Baabda aussi attire sur ses hauteurs, un grand nombre de ménages aisés de toutes les communautés. Toutefois, l'urbanisation en villas pavillonnaires et d'immeubles de très faible hauteur – conséquence du nouveau décret de 1964 définissant des faibles coefficients d'exploitation ainsi que d'occupation du sol – n'indique pas une importante croissance de la population.

Chez les communautés chrétiennes, on voit un léger recul de la proportion prépondérante des résidents appartenant à la communauté maronite, au profit d'autres communautés comme celles des grecs catholiques et des grecs orthodoxes. Ces derniers sont même dominants en nombre

dans certains quartiers, c'est le cas des grecs orthodoxes à Haret El Roum à Hadath, alors que les grecs catholiques sont particulièrement bien implantés à Furn AlChebbak.

Toutes les communautés centrées sur leurs églises commencent à s'organiser dans les banlieues en développant des associations diverses (caritatives, pour jeunes...). Les différentes communautés ne manquent pas aussi de s'afficher dans l'espace public lors d'occasions religieuses, comme le cas du Achoura à Ghobeiri (Khuri, 1975) ou lors des processions religieuses du Dimanche des Rameaux ou du Vendredi Saint à Furn AlChebbak qui se tiennent dans les rues (Pharès, 1977).

Les grands événements politiques régionaux, mentionnés plus haut, amènent certains palestiniens et syriens à s'installer au Sahel. Une fraction de la bourgeoisie palestinienne, notamment de confession chrétienne, élisent domicile à Aïn AlReméné et Furn AlChebbak où ils représentent 6% des résidents du secteur – soit 2500 personnes. Une frange de la bourgeoisie syrienne, encore une fois de confession chrétienne, constitue dans les mêmes localités 8% des résidents. On peut aussi repérer des rues à dominante alépine ou damascène (Nasr, 1979)²⁶¹. De même dans un secteur de Furn AlChebbak, les habitants comptent plus de 35% de libanais rentrés d'Égypte après les nationalisations.

En même temps, la quasi-totalité des camps palestiniens installés à Beyrouth se trouve dans les banlieues²⁶². Ces camps sont celui de Chatila à Ghobeiri et celui de Bourj AlBarajné dans le Sahel et ceux de Jisr El Bacha, Tal El Zaatar et Dbayeh au Matn nord. Les tentes de 1948 sont remplacées progressivement par des constructions en dur, ce qui fait de ces espaces des lieux anarchiques de point de vue spatial, avec de petites ruelles et une densification de plus en plus forte notamment en hauteur. La défaite de 1967²⁶³ amène aussi son lot de réfugiés qui viennent grossir les camps déjà sursaturés.

Les camps de Chatila et Bourj AlBarajné finissent par déborder de leurs limites instituées et inclure les quartiers irréguliers de Hay Gharbi et Horch Tabet près de Chatila, et une bonne partie des contours immédiats du camp à Bourj AlBarajné. Ces camps se trouvent en proximité de Haret Hreik, une localité où vit une population de communautés maronite et chiite. Dès 1969, la population de communauté maronite de Haret Hreik se retrouve dans le collimateur de la violence pris entre d'une part les proto-milices phalangistes²⁶⁴ et certaines factions armées palestiniennes. C'est l'époque où beaucoup des familles chrétiennes de Haret Hreik commencent à la quitter pour s'installer dans des zones plus sûres notamment à Hadath, (Abou Samra, 2009).

²⁶¹ Que ce soit dans le cas palestinien ou syrien, ils reçoivent pratiquement tous la nationalité libanaise

²⁶² Le seul camp dans Beyrouth municipale, un des plus petits, le camp de Mar Elias – près de l'église Mar Elias Batina – à la limite sud de celui-ci.

²⁶³ Défaite des armées syrienne, jordanienne et égyptienne face à l'armée israélienne. Occupation de Jérusalem est, la Cisjordanie, Gaza, Sinai, et le Golan.

²⁶⁴ Bien que pas fortement implantés dans la localité (Abou Samra, 2009) ils réussissent à la marquer à coups d'affichage et de rassemblements.

D'autre part, les crises économiques que connaissent les régions périphériques – notamment agricoles – du Liban, et l'image de prospérité que projette Beyrouth y attirent des familles entières. Toutefois c'est surtout vers ses banlieues qu'elles se dirigent. Elles se regroupent parfois dans des secteurs dans les localités. Ainsi dans un secteur de Furn AlChebbak on retrouve une concentration à plus de 22% d'une population venue du village de Deir AlKamar au Chouf (Pharès, 1977), dans la rue Maroun Maroun à Chiyah, les originaires du caza de Jezzine constituent plus du tiers des résidents. À Ghobeiri 60% des sunnites sont originaires du village de Barja au Chouf et habitent le quartier dit Hay El Berjawi, de même un grand nombre des chiites originaires de Baalbeck, Ryak ou Tyr se concentrent dans des secteurs définis de Ghobeiri (Nasr, 1979). À une échelle plus fine on peut retrouver des concentrations de familles dans certaines rues comme c'est le cas des Irani à Chiyah, des Khansa²⁶⁵ à Ghobeiri (Khuri, 1975).

A Hadath, Tohmé (1995) identifie une différenciation sociospatiale notable entre ces nouveaux migrants qui, attirés par les équipements mis en place par l'Etat, se concentrent sur la rue de Saida, alors que les habitants les plus anciens se concentrent sur la colline.

Ce qui est vrai au niveau des localités l'est aussi au niveau des quartiers irréguliers et les bidonvilles. A Ouzai si le noyau originel est formé de familles de Bourj AlBarajné, vers le début de la guerre la grande part de sa population vient de la Bekaa des villages autour de Baalbeck. Cette population est faite surtout de clans tribaux qui maintiennent leur cohésion en ville (CED, 1997). Dans le tanaké²⁶⁶ de Ghobeiri non loin du rond-point du boulevard l'aéroport – décrit en détail par Bourgey et Pharès – on retrouve sous les arbres du Bois des Pins 3776 habitants dont 56% de libanais. La majorité des libanais sont de la communauté chiite originaire du Liban Sud (78,6%). Plus de la moitié des étrangers sont syriens, il existe une minorité de palestiniens et près de 30% des étrangers sont des nomades apatrides²⁶⁷. Mais dans d'autres tanakés on a des populations plus homogènes de point de vue ethnique et communautaire, c'est le cas du camp des syriaques ou encore celui de Haouch Rahal où près de 70% de la population vient du Liban Sud, et près de 55% sont du village de Kfar Sir.

L'identification à un clan familial est un important élément qu'on a choisi de prendre en considération car elle permet à ces nouveaux venus l'intégration au premier et principal réseau d'entraide et de sociabilisation et constitue un facteur de construction d'entités sociospatiales. Mais aussi parce qu'elle est un élément important dans le jeu politique local.

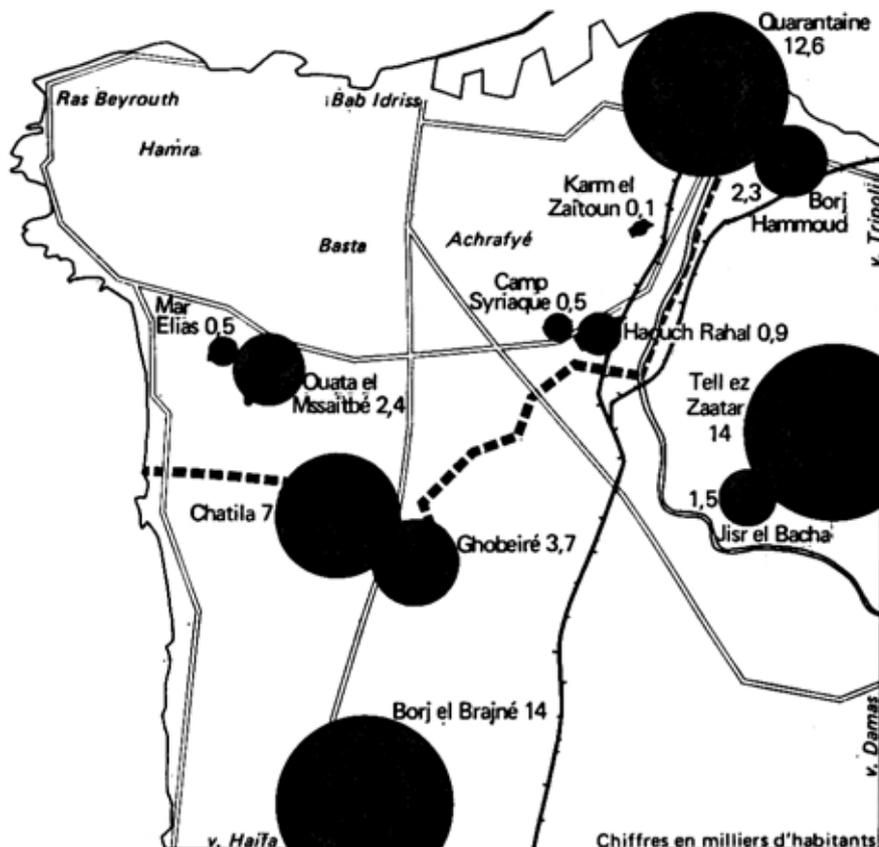
6.2.4 Entre 'tanaké', quartiers irréguliers et quartiers bourgeois.

²⁶⁵ Khuri (1975) nuance pourtant : si la grande majorité des Khansas se concentrent dans un ensemble de rues adjacentes, ils ne forment que 15% des habitants du secteur.

²⁶⁶ Tanaké est le mot utilisé par la population et les chercheurs de l'époque pour désigner ces bidonvilles

²⁶⁷ Bourgey et Pharès notent que ces derniers ont des dossiers de naturalisation en traitement

Un des traits marquants de Beyrouth et ses banlieues avant la guerre civile de 1975 est sans doute la prolifération de bidonvilles et quartiers irréguliers (voir planche 7- IV.d.). Avec la montée fabuleuse de l'activité du port ainsi que le développement de l'industrie, une grande demande en main d'œuvre renforce d'une part l'exode rural et de l'autre l'immigration de travailleurs d'au-delà les frontières. C'est ainsi que le Sahel voit l'arrivée d'une population importante de travailleurs – surtout de communauté chiite – venant notamment des régions périphériques du Sud-Liban et de la Bekaa à la recherche de travail notamment dans l'industrie. Si une bonne partie vient grossir des quartiers en expansion dans les localités de Chiyah, Ghobeiri, Bourj AlBarajné, Haret Hreik, Laylaké et Mrayjé, une autre partie se retrouve dans les bidonvilles qui se développent tout autour de l'agglomération beyrouthine.



Les bidonvilles de l'agglomération de Beyrouth
Source : (Bourgey & Pharès, 1973)

Bourgey et Pharès (1973) dans une étude consacrée aux bidonvilles, en identifient quatorze, qu'ils appellent du terme « Tanaké » usité en arabe pour décrire ces quartiers avec des habitations avec toits en tôles métalliques ondulées et murs de parpaings construits à la va-vite. Or dans leurs tanakés, Bourgey et Pharès incluent les camps palestiniens²⁶⁸. Ainsi outre les camps palestiniens de Bourj El Barajné (14000 hab.), Chatila (7000 hab.), Tal El Zaatar (14000 hab.) Jisr El Bacha (1500 hab.) et Mar Elias (500 hab.), Bourgey et Pharès dénombrent les quartiers de Wata El

²⁶⁸ Si ces derniers sont dans bien des égards fort semblables aux tanakés – rues étroites en terre battue, densification sur une surface limitée, anarchie dans les formes et les orientations – elles ont des acteurs plus ou moins définis qui s'occupent de leur gouvernance (notamment l'UNRWA, l'OLP ou une certaine faction particulièrement bien ancrée). Ceci n'est pas le cas des autres tanakés.

Moussaytbé (2400 habitants), le Camp Syriaque (500 hab.), Haouch Rahal (900 hab.), Karm El Zeitoun (100 hab.), la Quarantaine (Karantina) (12600 hab.), Bourj Hammoud (2300 hab.) et une zone de Ghobeiri (3700 hab.) parmi leurs tanakés (voir planche 4- 1.).

Si les camps palestiniens sont exclusivement palestiniens, d'autres sont plus ou moins diversifiés en termes d'origines des habitants. À la Quarantaine par exemple on retrouve des palestiniens, des syriens, des libanais et des kurdes, à Karm El Zeitoun des libanais, des syriens et des arméniens²⁶⁹. Les activités économiques de ces tanakés diffèrent fortement de l'un à l'autre²⁷⁰.

A ces tanakés, Valérie Clerc-Huybrechts (2008) ajoute l'existence d'autres quartiers, qu'elle appelle « irréguliers »²⁷¹ dans la banlieue sud avant la guerre. Différents des tanakés, peut-être par leur morphologie, ils sont néanmoins un des points de concentration de la pauvreté et de l'absence de l'Etat régulateur. Elle cite entre autres les noyaux des futurs grands quartiers irréguliers d'Ouzai et de Raml devenus irréguliers après 1955²⁷², celui de Horch El Qatil sous la forêt des pins, mais aussi ceux de Hay Gharbé et de Horch Tabet tous deux extensions du camp de Chatila.

Ces quartiers irréguliers ont des parcours différents. Ouzai et Raml à Bourj AlBarajné commencent à se développer à partir des années cinquante. Au début ces zones sont investies principalement par des habitants de Bourj AlBarajné, suite au litige du procès du Sahel en 1955. Horch Tabet et Hay Ghrabi près de Chatila sont comme on a dit des extensions du camp. Toutefois plus de 70% de ses habitants sont de la communauté chiite et originaires du Liban-Sud. Horch AlQatil n'est encore avant la guerre qu'un petit quartier sous les pins où les habitants sont en fait les familles des fermiers travaillant les terres de la famille Tabet propriétaire du site (CED, 1997).

D'autre part, si le centre de la ville a certains quartiers²⁷³ dans une situation difficile, la majorité des espaces urbains de grande pauvreté se trouvent dans un arc touchant les périphéries du Beyrouth municipale et les banlieues de Beyrouth. Au Sahel ces tanakés comme les autres quartiers irréguliers qui s'y sont développés se trouvent dans la banlieue sud de Beyrouth à l'ouest du Sahel.

²⁶⁹ Bourgey et Pharès soulignent que si la Quarantaine rassemble diverses populations en termes d'origines, ceci ne veut pas dire qu'elle n'est pas intérieurement ségréguée en îlots où prédomine clairement l'une ou l'autre des populations.

²⁷⁰ Si dans les camps palestiniens, les institutions palestiniennes embauchent un grand nombre de travailleurs, et dans d'autres encore le grand nombre permet le développement des activités visant une consommation locale, la grande majorité de l'emploi est à rechercher à l'extérieur des camps et des tanakés. Le secteur de la construction embauche énormément, et dans la Quarantaine par exemple l'activité de portefaix du port embauche jusqu'à près de 20% des travailleurs (Bourgey et Pharès, 1973), d'autres activités comme celle de marchand ambulant ou ouvrier dans les usines constituent une part significative de l'activité de la population de ces tanakés.

²⁷¹ Une catégorie plus légale que morphologique ou économique, elle englobe des quartiers aux situations diverses, de ceux où le bâti n'est pas conforme aux règlements de construction ou d'urbanisme, à ceux construits sur des terrains sans titre de propriété...

²⁷² Date de la décision du tribunal de l'affaire des terrains des sables

²⁷³ L'exemple du quartier d'Abou Jmil où certains des nouveaux ménages kurdes installés sont dans une situation si précaire qu'ils n'ont pas les moyens de payer l'électricité, est un cas expressif

Sur l'autre bout du spectre socioéconomique, des quartiers voués aux riches et plus riches commencent à se développer depuis les années 60, dans les banlieues et les périphéries lointaines de l'agglomération (Bourgey, 1982). Rabieh au Matn Nord et Mechref au Chouf développées sur le modèle des riches suburbs américaines – Mechref étant même une gated community. Mais à Hazmié et Baabda dans le Sahel aussi, des entrepreneurs construisent des immeubles de luxe et des privés des villas sur les collines. Bien sûr, le décret de schéma directeur réglementant ces régions contribue fortement à leur classement socioéconomique.

La zone des sables est dans la ligne de mire de la nouvelle grande bourgeoisie nationale à partir des années 50. Le procès des sables de 1955 est le haut moment de cette conquête. Si pour un moment les activités qui y sont implantées, ainsi que les réglementations des années 50, lui confèrent cette image, le gonflement des quartiers irréguliers notamment d'Ouzai, Raml et Horch AlQatil la remet en question.

Si le quartier Tayouné entre Furn AlChebbek et Ghobeiri est considéré par les estimations du prix du foncier du « livre blanc » (DGU, 1973) comme un des plus chers de la capitale, c'est aussi le cas de certains quartiers de Furn AlChebbak et en moindre mesure à Chiyah et Hadath. Et si Furn AlChebbak au temps du mandat et dans la première décennie de l'indépendance attire des riches citadins ou expatriés ou encore la bourgeoisie chrétienne palestinienne et syrienne, en gros les localités de la plaine du Sahel ne présentent pas de grandes variations socioéconomiques intérieures.

Ainsi entre les quartiers de la haute bourgeoisie et la grande pauvreté des tanakés, comme l'a remarqué Verdeil (2002), se trouvent l'habitat d'une classe moyenne inférieure faite plutôt de salariés et de petits indépendants implantés dans les localités de la plaine.

L'espace de l'agglomération Beyrouthine dans sa totalité est devenu très varié en termes socioéconomiques. Si certains quartiers gardent une mixité socioéconomique, la tendance à la ségrégation est de plus en plus nette entre les différentes classes sociales. Certains quartiers de haut de gamme se démarquent dans Beyrouth municipale (Verdun, Sursok, Ramlet El Bayda...) et dans ses banlieues (entre autres Hazmié et Baabda) et d'autres de grande pauvreté se développent à travers les tanakés. Toutefois, l'architecture internationale standardisée en béton qui conquiert le paysage beyrouthin rend les différenciations socioéconomiques moins identifiables.

6.2.5 Industrie, commerce, équipements divers et nouvelles centralités (voir planche 7-IV.e.)

Suite aux événements régionaux, Beyrouth se retrouve dans une situation de monopole pour tout un commerce qui transite entre la Méditerranée et le reste du Moyen-Orient. D'autre part, avec le libéralisme radical qui caractérise la politique économique libanaise, Beyrouth présente un marché

propice à la spéculation rentière notamment foncière. Les investissements dans le foncier et dans le tertiaire ne manquent pas. Toutefois ils commencent à s'organiser et se systématiser sous l'influence d'un nouveau capitalisme financier soutenu par des banques locales et des investisseurs régionaux et internationaux.

Cette nouvelle dynamique économique qui entraîne une urbanisation rapide d'importants secteurs de la ville, entraîne aussi par son poids sur le marché foncier une hausse des prix. Cette hausse est partiellement alimentée surtout en banlieue par une demande de plus en plus grande de logements. Ainsi au nord du Sahel, l'activité agricole ne peut plus tenir en compétition face à la spéculation foncière et au marché de la construction qui envahit le Sahel à un rythme effréné. La croissance annuelle démographique de Furn AlChebbak (5,6% sur plus de 40 ans) ou de certains quartiers de Ain AlRouméné (12,5% dans les 5 dernières années avant la guerre) est révélatrice d'un phénomène imposant dans le Sahel, et d'un grand marché de construction en boom. D'autres localités de la plaine connaissent la même situation.

L'industrie, déjà en place à Furn AlChebbak et Chiyah du temps du mandat prend de l'ampleur et vient s'imposer comme une des principales activités économiques au Sahel. En 1972, les banlieues de Beyrouth accueillent près de 40% des établissements industriels au Liban, le pôle Ghobeiri-Chiyah-Furn AlChebbak comprend à lui seul entre 10 et 12% (Direction générale de l'urbanisme, 1973)²⁷⁴. A ce pôle s'ajoutent des industries dans certains secteurs de la plaine de Hadath, et sur une concentration entre Hadath et Baabda ainsi qu'un autre pôle qui commence à se développer autour des grandes usines de Kfarchima.

Il est intéressant de voir que l'industrialisation à Beyrouth présente une situation fort différente du schéma archétype de la ville fordiste de Chicago. Si ces industries vendent leurs produits à Beyrouth, ils le font aussi bien dans les autres villes et régions du Liban, et surtout visent l'exportation. Et si Beyrouth leur semble un marché important, il ne l'est pas beaucoup plus que d'autres et en aucun cas ces industries ne sont dépendantes de Beyrouth pour survivre (Khuri, 1975). En même temps, dans les banlieues de Beyrouth et notamment au Sahel, l'industrialisation est synonyme de repli par rapport au reste de la ville. Les exemples de Ghobeiri et Chiyah sont particulièrement frappants : 91% des travailleurs tous métiers confondus travaillent et vivent dans leurs localités, 4% dans des localités dans la lointaine ou proche banlieue, seulement 3% travaillent à Beyrouth (Khuri, 1975)²⁷⁵. D'autre part, le développement de l'industrie cherche une main-d'œuvre migrante à la recherche de l'emploi et facile à organiser²⁷⁶, ce qui encourage le

²⁷⁴ Khuri (1975) compte 43 industries à Ghobeiri et 41 à Chiyah.

²⁷⁵ Dans le cas de Ghobeiri et Chiyah, on a plus de 2400 employés dont seulement 440 sont des employés qui reçoivent une paie mensuelle le restant est fait de travailleurs journaliers (Khuri, 1975).

²⁷⁶ L'industrie au Liban n'a pas vraiment une organisation fordiste développée. Bien que le syndicalisme aussi bien que les organisations patronales soient présentes, leur impact cependant reste modeste sur l'organisation du secteur. De fait, si l'industrie connaît un développement important à cette période, elle est encore largement une entreprise familiale. D'autre part, comme le signale Nasr (1979), on trouve une forte tendance à l'homologie entre identité professionnelle des patrons et celle de la majorité des cadres supérieurs et moyens dans les entreprises. Toutefois, ce n'est pas le cas avec les ouvriers. Il n'est pas étonnant que certains patrons se mettent en accord avec des chefs de

développement de quartiers irréguliers de nouveaux migrants venus parfois par familles entières. Hay AISolom en est un exemple²⁷⁷.

Si au nord du Sahel et à Hadath on observe un changement de la structure économique vers la construction et l'industrie, le sud du Sahel est encore agricole. L'une des principales raisons selon Buccianti (1973) serait la présence du camp palestinien de Bourj AlBarajné. La présence du camp et l'instabilité politique et sécuritaire qu'ils suscitent notamment du côté de Haret Hreik freine la demande en logements dans ce secteur. Ainsi on retrouve un Mrejjé agricole et un Bourj AlBarajné encore agricole dans sa partie sud. Les cultures maraîchères se développent notamment à Bourj AlBarajné et aux confins de Haret Hreik²⁷⁸. Ces cultures sont vendues sur le marché de Beyrouth. À Mrejjé, on y trouve de plus grandes exploitations faites surtout d'agrumes qui visent l'exportation notamment vers les pays arabes²⁷⁹. L'agriculture renvoie à deux rapports différents par rapport à Beyrouth selon le contexte propre de chaque localité – notamment en termes de distance à Beyrouth et de structure de la propriété foncière.

Le commerce se développe aussi au Sahel. Furn AlChebbak devient un pôle commercial important au niveau de l'agglomération. Il est une zone de chalandise de beaucoup de villages des collines de Baabda ne faisant pas partie de l'agglomération (Tohmé, 1995). Le « livre blanc » (DGU, 1973) signale aussi la zone au sud de Chiyah comme un autre pôle commercial important. Buccianti (1973) insiste que Bourj AlBarajné a une importante activité commerciale, toutefois il serait plus juste de le considérer comme un centre commercial secondaire au Sahel. Une autre forme de commerce est celle qu'on retrouve dans certaines zones comme le quartier dit de Chiyah à Ghobeiri avec une concentration importante de petites épiceries, qui s'entremêlent avec des magasins d'artisans, et des ateliers de garagistes, qui vise principalement les habitants du secteur à très haute densité (Khuri, 1975).

Hors des secteurs économiques, la zone de Baabda est toujours une zone administrative de première importance où se trouvent en plus des administrations du caza, de la région du Mont-Liban, le palais présidentiel, l'imposant ministère de la défense ainsi que d'autres bureaux ministériels. L'Etat construit aussi dans la zone des sables un nombre d'équipements notamment

clans familiaux ou tribaux pour embaucher exclusivement dans leur groupe, et en contrepartie ces derniers lui assurent la « discipline » des employés. C'est particulièrement le cas dans les usines de textile dans la banlieue est (Nasr M et S, 1974). Ce qui pousse certains patrons à construire leurs usines dans des zones proches des zones d'habitation de leurs ouvriers.

²⁷⁷ Ce quartier irrégulier construit dans la plaine de Choueifet à la marge du Sahel, est fait d'une population de migrants ruraux de la communauté chiite venant des villages autour de Baalbek. Leur organisation sociale dans ce nouveau milieu repose sur les structures claniques traditionnelles. La quasi-totalité des hommes de ce « ghetto » travaillent dans les usines de Hadath tout proche (Buccianti, 1973).

²⁷⁸ De fait, la majorité des terrains agricoles dans ces localités sont traités en faire-valoir indirect où des paysans – notamment des migrants de la communauté chiite – louent des terres des propriétaires qui eux en majorité ne travaillent plus la terre. Les cultures maraîchères sont plus que les agrumes qui sont en phase avec un gain rapide.

²⁷⁹ la tension communautaire fait que les propriétaires de communautés chrétiennes traitent leurs terrains en faire-valoir direct pour ne pas avoir recours aux paysans chiites (Buccianti, 1973).

la cité sportive et le nouvel aéroport²⁸⁰. D'autre part à partir des années 50, la zone des sables accueille nombre d'équipements visant les loisirs de la haute bourgeoisie notamment le Golf Club²⁸¹ mais aussi les plages d'Ouzai à l'ouest et encore le Tir au Pigeon et le Karting à Bourj AlBarajné. Ces équipements resteront inaccessibles à la grande majorité de la population du Sahel. Comme le dit Buccianti (1973) ces espaces comme nombre d'autres au cœur de la capitale prennent l'image d'un lieu de loisir inaccessible.

Bien que certains grands équipements au Sahel (aéroport, cité sportive, palais présidentiel, ministères, le campus de l'université libanaise²⁸²...) représentent des centralités au niveau de l'agglomération ou même du pays, la grande majorité des activités ne forment que des centralités locales ou au niveau du Sahel. Ces activités puisent leur main-d'œuvre du Sahel et visent à desservir une clientèle locale

6.3 L'Etat et ses projets, acteur fort et illusions modernistes (voir planche 4-2.)

Les deux premiers mandats présidentiels²⁸³ sont marqués par une politique d'inspiration libérale et un régime appuyé par la bourgeoisie d'affaires beyrouthine dont les intérêts sont ancrés dans le commerce et la finance. Il en résulte une doctrine d'engagement minimal de l'Etat dans l'économie, mais aussi dans l'urbanisme suspecté comme outil dirigiste. Toutefois, sous ces mêmes mandats, des professionnels de l'urbanisme plus ou moins proches de ces régimes font pression pour une autre appréhension de l'urbanisme où il serait perçu comme une opportunité de fonder la légitimité de l'Etat sur des idéaux modernistes intégrateurs et qui puissent incarner l'unité nationale à travers des programmes d'aménagement (Verdeil, 2002).

C'est ainsi et sous l'influence de ces derniers qu'est fondé le Conseil du Plan en 1953, ensuite transformé en ministre du plan en 1954. Et déjà depuis 1946, le service de l'urbanisme sous la direction du suisse Ernest Egli a en tête de nombreux plans pour Beyrouth. Comme rapporté par Verdeil (2002) les projets du service vont de l'élargissement et l'aménagement des routes – liant Beyrouth à Saïda, Tripoli ou les grandes localités de l'estivage ainsi que la corniche maritime ou celle de Mazraa – à la mise en place d'un plan de zonage pour une cité ouvrière et d'une ville nouvelle qui sortirait du « sable aride » des dunes du Sahel. Décidément l'urbanisme des premières années de l'indépendance est dans la droite lignée de celui du mandat, et en reprend les mêmes soucis : organiser l'expansion de la ville et la création, dans un souci de fonctionnalisme,

²⁸⁰ Ainsi, après avoir été à Bir Hassan au milieu de la zone des sables l'aérodrome construit sous le mandat en 1938 est remplacé par un plus grand vers le sud de cette zone.

²⁸¹ Complexe de loisirs avec piscine, restaurants, terrain de Golf et de sports divers, visant la haute bourgeoisie de Beyrouth. Il s'étend sur une grande surface au milieu de la zone des sables.

²⁸² Ce projet qui commence par la faculté des sciences, s'arrête avec la guerre. Il vise selon le modèle des campus américains en vogue à l'époque, de créer une ville universitaire regroupant toutes les facultés dispersées dans la ville dans des bâtiments en location. Le site choisi au Sahel est sur la localité de Sibnay dans la plaine du territoire de la municipalité de Hadath.

²⁸³ Béchara Alkhoury (1946-1952) et Camille Chamoun (1952-1958)

d'un réseau routier efficace englobant les nouvelles dimensions de la capitale perçue comme une seule unité avec ses banlieues.

Ainsi Egli définit clairement les limites de Beyrouth qui doivent ne pas dépasser ses « limites naturelles » - entendre les plaines du Sahel et du littoral nord – et une population de 400000 habitants²⁸⁴. Toutefois, les Projets d'Egli ainsi que la mise en place des équipements à cette époque ne suivent pas un programme élaboré, et restent tributaire des opportunités de financement – constitué surtout de l'aide internationale (Verdeil, 2002).

Comme dans les périodes précédentes, l'ouest du Sahel – ou la banlieue sud, comme il est usage de l'appeler par les services d'urbanisme de l'époque – qui comprend la zone des sables, est l'objet d'un grand nombre de projets d'urbanisme. Le projet de déplacement de l'aéroport plus au sud vers Khaldé approuvé dès 1946 est l'occasion de développer plusieurs projets pour organiser l'extension urbaine de Beyrouth.

Le premier plan d'urbanisme de 1953, qui est un plan de voirie et de zonage, incorpore la réglementation de 1950 concernant le boulevard du nouvel aéroport. Autour de cette avenue qui commence à la place de Chatila et longe la forêt des pins, il est prévu la création d'un quartier huppé de villas avec des grands terrains à faible coefficients d'exploitation. Ainsi le plan de 1953, profitant du déménagement de l'aéroport, trace en mobilisant le répertoire de l'urbanisme moderniste tout une zone dans la banlieue sud. Si les coefficients d'exploitation restent très faibles comparés à ceux de Beyrouth municipale, les plans d'urbanisme gagent en quelque sorte sur une sélectivité sociale consolidée par une architecture à son image, et par suite un plus haut retour financier²⁸⁵. D'ailleurs à l'époque, l'élite au pouvoir est très concernée par la zone des sables²⁸⁶. « La zone des sables, périphérie lointaine [à l'époque] devint progressivement partie intégrante de l'agglomération, un pôle prestigieux²⁸⁷, espace en devenir de la bourgeoisie beyrouthine, promesse de plus-value foncière mais aussi ressource foncière pour les aménagements de l'Etat et opportunité d'appliquer des principes rationnels d'urbanisation aux yeux des urbanistes » (Verdeil, 2002)

Il est intéressant de remarquer que la quasi-totalité des décrets de remembrements des deux premières décennies de l'indépendance concernent cette zone (Clerc-Huybrechts, 2008). D'autre part pour la première fois²⁸⁸, un projet visant la zone des sables est traité hors de la municipalité

²⁸⁴ Qu'il considérait lui-même en 1950 à 300000 habitants (Verdeil, 2002)

²⁸⁵ Commentaire de Farid Trad rapporté par Verdeil (2002). Trad est de ceux qui mêlent conseil d'urbanisme et entreprenariat. Ainsi en spéculateur avisé, il convainc des propriétaires à Ramlet El Bayda, de céder leurs terrains occupés par des carrières à sa société qui moyennant un prélèvement 5% de la surface des terrains, il réalise les lotissements et les infrastructures ainsi qu'un plan d'urbanisme d'ensemble. Une affaire profitable.

²⁸⁶ le premier ministre de l'époque Riad Alsolh est impliqué à titre personnel par l'avenir de cette zone (Verdeil, 2002).

²⁸⁷ Déjà la banlieue sud inclut d'importantes infrastructures de loisir, notamment la cité sportive mais aussi le Golf Club et les centres balnéaires de la plage.

²⁸⁸ Si les projets des frères Danger et d'Ecochard avaient déjà privilégié l'étude de cette zone, ils traitaient de toute l'agglomération.

de Beyrouth, qui en est dessaisie au profit d'une instance centrale. Tout ça indique l'importance de la zone des sables pour les élites nationales de l'époque.

L'arrivée du général Chéhab donne de l'élan aux tenants de la planification. Chéhab est un partisan d'une approche plus dirigiste notamment pour combler les grands écarts socioéconomiques entre régions : la réforme administrative et le développement équilibré constituent les deux piliers de sa politique de réforme. De fait l'aménagement de territoire constitue pour le général et son équipe un important outil pour atteindre ses objectifs.

L'hémorragie des régions par l'exode rural en direction de Beyrouth constitue le défi principal pour la politique de développement équilibré du général qui vise à créer des dynamiques de développement local et régional. Pour cela il s'entoure de nombre d'experts qui partagent ses points de vue, notamment de l'équipe dite de l'IRFED²⁸⁹ du Père Lebreton²⁹⁰. Ce dernier partage le souci du Général Chéhab concernant le déséquilibre en matière de développement socioéconomique entre les régions et ses conséquences. Ses recommandations insistent sur le fait que le développement social doit se traduire par un effort d'équipement des régions en infrastructures de base ainsi que le maillage du territoire par les services publics. Son approche préconise le développement des secteurs productifs notamment l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Pour cela il faut améliorer les conditions de production notamment en matière d'équipements, de crédits... L'IRFED produit ainsi une carte de réseau de polarisation où pour chaque niveau est associé un niveau d'équipements touchant à l'urbanisme, les services administratifs, la santé, l'éducation, le développement local, l'habitat et les autres services spécifiques²⁹¹.

Le Sahel est y inclus dans le pôle de Beyrouth. Mais comme le souligne Verdeil (2002), il est difficile de définir la place exacte de Beyrouth et ses banlieues dans le réseau de l'IRFED. Beyrouth n'est citée que pour y dénoncer l'anarchie et l'hégémonie. Cela est dû au fait que Beyrouth n'est pas incluse dans le projet de l'IRFED et fait l'objet d'un projet à part entrepris par le même Ecochard en 1959. Toutefois, concernant cette agglomération, les directives de l'IRFED insistent sur deux recommandations importantes. La première est la nécessité de définir un périmètre pour l'agglomération en vue de la contenir et limiter sa croissance. La seconde est de

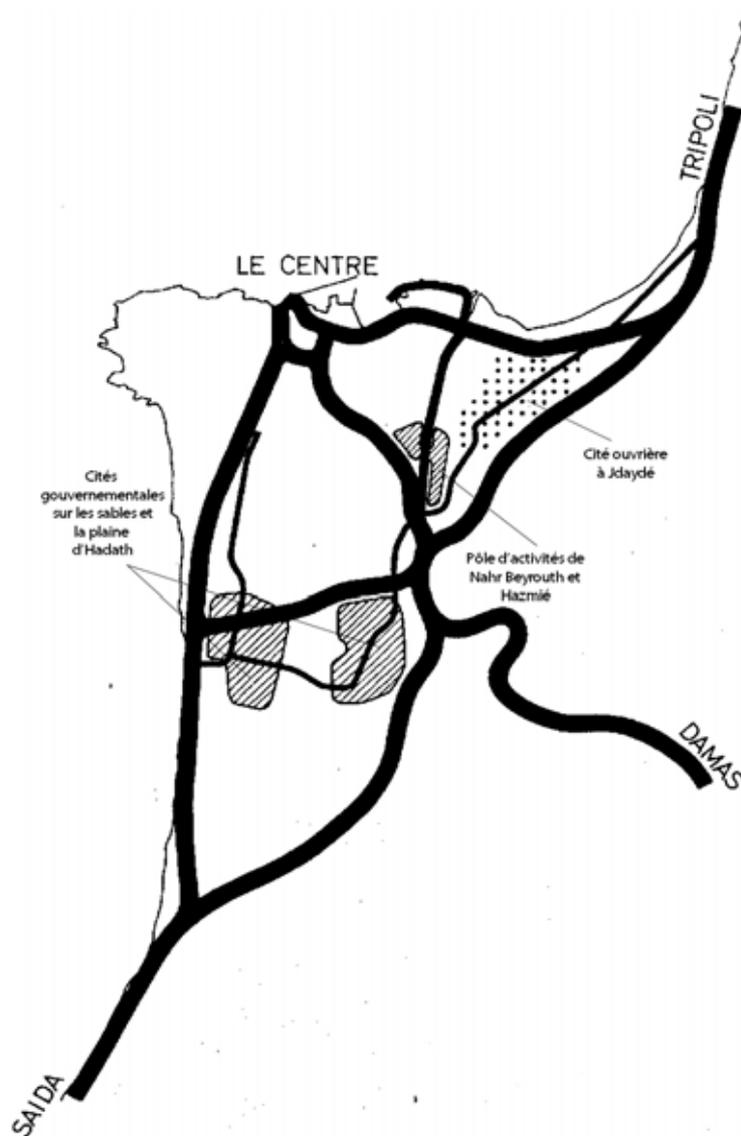
²⁸⁹ L'Institut de Recherche et de Formation en vue de Développement

²⁹⁰ Le Père Lebreton, est un prêtre dominicain qui après une longue carrière aussi bien en tant que théoricien qu'en conseiller au développement, notamment en Amérique Latine, est devenu une des figures de proue en matière de développement socioéconomique. A l'apogée de sa carrière il fonde l'IRFED en 1958, qui devient un centre de recherche et de formation des spécialistes en matière de développement notamment pour le Tiers-monde. Il est appelé par le général Chéhab à intervenir au Liban dans le cadre d'une consultation pour la mise en place d'une politique de développement en 1960.

²⁹¹ Si les recommandations de l'IRFED ne touchent pas directement l'aménagement du territoire, c'est que d'après Verdeil (2002) les informations nécessaires pour une réflexion en matière d'aménagement du territoire ne sont pas assez développées et que l'IRFED compte sur les nouvelles institutions en place pour pouvoir les trier notamment en termes de besoin.

créer une cité administrative. Cette dernière recommandation fait déjà l'objet d'une commande adressée à Ecochard²⁹².

Pour Ecochard, comme il le signale lui-même dans une lettre (Verdeil, 2002), la commande est une opportunité de présenter une réflexion plus large sur Beyrouth et ses banlieues, en continuité d'un travail entrepris il y a 17 ans. Le projet de cité gouvernementale, apparemment comme l'indique le plan du projet est en réalité un projet de deux cités gouvernementales dans le Sahel. L'une sur les sables, à cheval entre le Sahel et Beyrouth, l'autre à l'est du Sahel, couvrant des parties de Hazmié, Hadath, Haret Hreik et Bourj AlBarajné (revue urbanisme, 1986). De ce projet seulement une petite partie est mise en exécution à Bir Hassan au nord des sables. Mais il servira d'occasion pour lancer le plan directeur de « Beyrouth et ses banlieues » en 1961.



Plan de circulation du projet de 1961
Source : (Ecochard, 1963)

²⁹² Déjà en 1959, l'urbaniste Dioxiadis présente un rapport dans lequel il suggère quatre sites où pourrait être érigée la cité gouvernementale. Dioxiadis penche pour un site aux hauteurs de Sin AlFil dans la banlieue est. Mais c'est Ecochard qui est saisi pour la commande en 1960.

Le plan directeur de « Beyrouth et ses Banlieues » cherche dans la planche dite « les éléments de l'aménagement » à identifier des centralités nouvelles à mettre en rapport les unes avec les autres. Ainsi outre les deux villes nouvelles²⁹³ autour des cités gouvernementales, ce plan prévoit un pôle englobant le port et le vieux centre commercial, un autre sur la rive du Nahr Beyrouth qui est un dégagement du port et autour duquel doit se développer des activités pouvant servir au port, avec un centre commercial à Hazmié, et enfin une zone d'habitat ouvrier à Jdaydé dans la banlieue est. Ces pôles sont reliés par un système de circulation qui reprend beaucoup d'éléments du projet de 1943 mais l'adapte à la réalité nouvelle tout en assurant les liaisons entre ses pôles. En vérité, comme le remarque bien Verdeil (2002) ce projet est axé sur la circulation automobile sans grand égard pour une organisation du transport en commun.

Un autre aspect du projet Ecochard serait sans doute son côté social. Ecochard veut « loger le plus grand nombre », il définit ainsi dans cette section les différents quartiers insalubres et taudis de la ville qu'il veut remplacer par des espaces d'habitation construits avec des espaces verts sur le pôle de Nahr Beyrouth entre Furn AlChebbak et Sin AIFil – en proximité des espaces industriels et d'entrepôts – ainsi que sur le pôle de Jdaydé, et sur un site à Jisr AlBacha dans la banlieue est pas très loin de Hazmié. Ecochard propose cinq villes nouvelles : deux administratives et trois ouvrières.

On pourrait bien se demander avec Verdeil (2002), si cette approche ne consolide pas une ségrégation socioéconomique de fait, bien loin des idéaux affichés : le monde ouvrier sur les collines dans la banlieue est où les prix des terrains sont relativement faibles et où cette population est déjà implantée, une population de classe moyenne et d'employés dans les plaines à l'est du Sahel, et les sables pour la bourgeoisie.

D'autre part, il est très intéressant de noter le changement de nom de cette entité qui se nomme en juillet 1961 dans un décret le « Grand Beyrouth » pour devenir trois mois plus tard « Beyrouth et ses banlieues ». Saba Shiber²⁹⁴ souligne la grande anxiété des municipalités des banlieues face à cette appellation donnant à Beyrouth municipale une importante ascendance, voire même la peur d'une annexion éventuelle. Le grand absent de ce plan est paradoxalement Beyrouth municipale lui-même. Si des justifications d'ordre technique ont été avancées²⁹⁵, elles ne sont pas convaincantes (Verdeil, 2002). En fait, Beyrouth a sa propre réglementation urbaine depuis 1954, et bien qu'Ecochard et d'autres techniciens voient la nécessité de revenir dessus, il est impossible de le faire sans entrer en confrontation avec Saeb Salam, grand zaim de Beyrouth et premier ministre jusqu'en 1961.

²⁹³ Verdeil (2002) souligne sur ce point qu'ici Ecochard entend ville nouvelle comme une ZUP (zone à urbanisation prioritaire) connues à l'époque en France.

²⁹⁴ Un des professionnels palestino-libanais de l'urbanisme, il marque l'histoire de la profession au Liban, aussi bien en tant que fonctionnaire dans le public dans les années 50 et plus tard dans le privé. (Verdeil, 2002)

²⁹⁵ « Nous n'avons pas étudié le périmètre municipal actuel de Beyrouth qui ne peut faire l'objet que de plans de détails vu la concentration spatiale »

Ce grand Beyrouth ne représente aucune réalité ni topographique, ni fonctionnelle, et ses limites seront d'ailleurs changées lors de la formulation du projet final de 1963 pour retenir à l'est toutes les localités en dessous de 450m altimétriques – qui d'ailleurs ne présentent pas plus de réalité fonctionnelle sur le terrain. Verdeil (2002) suppose que ces limites ont été construites non suite à un choix rationnel mais à un va-et-vient continu entre les administrations et les décideurs.

Un autre projet significatif en termes d'impact sur la différenciation sociospatiale est sans doute le projet de réglementation de la zone de Hazmié-Hadath-Baabda de 1964. Ce projet va dans le sens de faire de la zone de Hazmié et des hauteurs de Baabda, où s'est implanté le palais présidentiel, et échappant encore à l'étalement urbain, une zone huppée de villas sur des collines verdoyantes. Ce projet représente un passage d'une focalisation sur les sables du Sahel depuis des décennies par la haute bourgeoisie beyrouthine vers une appropriation des collines donnant sur Beyrouth. Il accompagne des projets privés contemporains de lotissement visant la une riche clientèle.

Outre les projets d'urbanisme et les réglementations, les autorités publiques procèdent à la construction d'un grand nombre d'équipements à Beyrouth et dont une bonne part se concentre au Sahel, notamment sur la zone des sables et sur les hauteurs de Baabda. C'est le cas du nouveau aéroport, de la cité sportive, du palais présidentiel ainsi que de l'imposant ministère de la défense. A ceux-là s'ajoutent un nombre de casernes et d'autres infrastructures de l'armée, notamment le Collège des Officiers de l'Armée à Baabda. Un autre champ d'interventions de l'Etat est celui des infrastructures routières. Au Sahel, on peut citer notamment le boulevard de l'aéroport et une série de ronds-points.

6.4 Gouvernance et poids des politiques locales

À cette époque, la gouvernance urbaine à Beyrouth comme au Sahel connaît d'importantes mutations avec le développement d'une sphère politique « nationale » libanaise ainsi que des institutions politiques centrales.

Déjà, le Grand Liban sous le mandat introduit à Beyrouth de nouvelles pratiques. Beyrouth, comme il a été expliqué pour les deux périodes précédentes, a toujours connu sous les Ottomans un rôle prépondérant des acteurs locaux dans sa gouvernance urbaine. Si l'administration des Tanzimat amène des autorités plus interventionnistes, celles-ci dans le mode des administrations modernes cherchent à fonder leur action sur une conception de l'intérêt général qui mêle rationalisme, technicisme et un nouveau sens de la citoyenneté ottomane. De fait, ces fonctionnaires visionnaires sont plus motivés dans leurs actions par des idéaux que par l'ancienne pratique du pillage systématique²⁹⁶. Sous le mandat, des fonctionnaires français remplacent les

²⁹⁶ Il est très fréquent, avant les réformes, que des hauts fonctionnaires notamment les walis – accédant à leur fonction en « achetant » leurs positions, en soudoyant des hauts dignitaires de la cour, ou encore en assurant leur

fonctionnaires ottomans dans ce rôle. Mais en même temps en fondant la république libanaise, le mandat crée un nouvel espace politique où une nouvelle classe politique libanaise est en train de s'affirmer.

Beyrouth devient pour cette classe politique et tous les grands zaïms communautaires un espace politique à conquérir. Une pratique qui s'accroît après l'indépendance. Partis et personnalités politiques nationaux développent de nouveaux outils politiques pour s'implanter à Beyrouth ou même pour consolider leurs emprises sur certains quartiers (Douayhi, 1997). Les anciennes notabilités du Beyrouth des Tanzimat, bien que toujours présentes, deviennent de plus en plus marginales face à ces nouvelles machines politiques d'échelle nationale.

Toutefois, malgré la dépendance envers des acteurs de la sphère politique nationale, les sphères politiques locales se renforcent. Elles sont mues par des logiques propres en rapport avec les acteurs locaux, leurs intérêts et la mutation de leurs valeurs.

En effet, la communauté confessionnelle ou ethnique se présente comme un niveau de solidarité supérieur qui permet la transcendance des antagonismes claniques. Cette logique est renforcée par le fait que la communauté est le pont presque unique pour l'accès à la sphère politique nationale et la fonction publique plombées par le communautarisme. Au Sahel, Des acteurs non locaux – hormis l'église maronite – sont pour la première fois depuis l'émirat des Chéhab présents au cœur des politiques locales (les partis, les zaïms communautaires...), mais toujours via des représentants locaux. Toutefois la communauté, loin de présenter un bloc politique homogène, est un ensemble très hétérogène, qui est polarisé par les différents zaïms au niveau national, et instrumenté – directement ou indirectement – par les différents clans locaux dans leur lutte pour des enjeux locaux.

Ainsi hormis l'implication forte des acteurs nationaux dans la gouvernance urbaine à Beyrouth et au Sahel, le grand changement à ce niveau est avant tout le changement du cadre politique local à cette époque.

6.4.1 Les nouveaux notables : une pluralité de profils

Si les mutations sociales de l'époque de la moutassarifyat ont fait émerger un type de notable – le grand marchand bourgeois et patriarche de clan familial à Beyrouth, et le grand propriétaire terrien bourgeois et patriarche de clan familial au Mont-Liban – les changements sociaux, économiques et urbains à l'époque du mandat ont profondément affaibli ces notabilités au profit de nouvelles qui se développent après l'indépendance.

capacité à ramener des plus hauts revenus aux caisses de l'Etat – mènent une recherche assidue de l'enrichissement personnel (Chevallier, 1979)

La création d'une nouvelle classe politique au niveau national qui cherche à s'imposer pèse bien sûr lourdement sur les notabilités traditionnelles. Toutefois, c'est la déstabilisation des fondements de leur pouvoir qui effrite leur leadership. Ceci est particulièrement vrai au Sahel où de nouveaux notables aux parcours fort différents cherchent à s'affirmer. Les municipalités, pour la majorité encore nouvelles au Sahel, ainsi que les élections municipales sont les arènes les plus importantes dans la conquête de la prééminence notabiliaire et l'affirmation d'un leadership. Ces nouveaux notables mobilisent des ressources fort différentes, utilisent une variété d'outils et affichent différentes finalités à leur engagement dans la sphère publique.

En nous basant sur les textes de Pharès (1977), Bucciati (1973) et la typologie de leaderships dressée par Khuri (1975) concernant Chiyah et Ghobeiri, nous tentons ici d'identifier les différentes ressources mobilisées, les différents outils et les finalités attendues par ces acteurs.

D'abord il faut noter que le Sahel présente des situations fort différentes. Ainsi si dans la majorité des localités l'archétype du notable propriétaire terrien n'est plus d'usage, cela n'est pas vrai concernant Hadath et Mreyjé. Hadath est une localité qui est en train de connaître des métamorphoses sociales économiques et politiques rapides. Dans les années cinquante, elle double de population, et la population active travaillant dans l'agriculture diminue fortement (Minier, 2000). Toutefois, une bonne part y travaille encore et la propriété de terrains agricoles est encore un important moyen de pression politique sur cette part et son entourage. A Mreyjé où l'agriculture est encore la principale activité économique et le faire-valoir direct est encore de mise, le système notabiliaire traditionnel de grand propriétaires terriens est encore d'office.

Néanmoins, au nord du Sahel la situation est différente. Si ici la spéculation foncière fait monter les prix des terrains, leur vente dans beaucoup de cas déstabilise les clans familiaux traditionnels. C'est le cas de la famille Ghosn citée par Khuri (1975). Ce clan est un des plus puissants à Chiyah, avant que des membres de la famille commencent à vendre leurs terrains et vont s'installer ailleurs, notamment à Beyrouth pour profiter de leur nouveau statut social et un autre mode de vie. Le changement du mode de production économique et de la vie en communauté font que le clan se trouve rapidement avec plusieurs prétendants qui ne reconnaissent pas le leadership traditionnel et cherchent à s'imposer.

Toutefois, ce sont des dynamiques plus diversifiées qui mènent d'autres personnes à vouloir s'affirmer en notables. Le parcours professionnel d'une personne peut favoriser, dans certains cas, son parcours dans l'espace politique locale. On peut compter notamment l'enrichissement via un succès professionnel dans des nouvelles formes d'entrepreneuriat ou de production industrielle²⁹⁷, ou certaines professions libérales qui incluent un contact important avec la

²⁹⁷ On peut citer l'exemple de Karim Kanj (Khuri, 1975). Karim Kanj à Ghobeiri est un entrepreneur immobilier et le propriétaire d'une usine de parpaings qui réussit dans le monde économique. Dans son business il emploie ses frères et leurs familles.

population – comme la médecine²⁹⁸ – servent de tremplins vers un tel parcours. Certains postes dans les administrations de l'Etat, et non forcément les plus gradés, qui assurent un accès à de l'information précise monnayable sur les marchés, sont aussi parmi les carrières qui peuvent favoriser l'émergence d'un leadership local²⁹⁹.

Toutefois, la maîtrise des éléments culturels locaux reste une importante ressource politique. Si le clanisme traditionnel est en crise, par contre, la prolifération d'associations familiales est florissante. Ces associations sont un effort de modernisation du clanisme, un important véhicule de solidarité et d'entraide. D'autre part, dans une situation de renforcement du communautarisme, ce dernier représente aussi un levier important notamment pour de nouveaux notables conscients de son potentiel mobilisateur et capables de manipuler son registre symbolique. Ainsi on voit des notables venir en support à des associations à caractère communautaire³⁰⁰ ou encore d'autres instituer de très anciennes pratiques religieuses communautaires comme outil de mobilisation.

D'autres encore investissent dans les nouveaux outils de la mobilisation sociale et politique. Ainsi voyant le potentiel d'une alliance ou une affiliation à un parti ou personnalité politique nationale, certains notables s'investissent dans les instances locales des partis nationaux³⁰¹ ou jouent le rôle

²⁹⁸ On peut citer l'exemple de Rida El Khalil (Khuri, 1975), celui-ci est un médecin diplômé de l'université américaine de Beyrouth. Rida peut compter sur plusieurs atouts pour se frayer un chemin dans la vie publique locale, son travail en tant que médecin, une relative aisance économique due à 8 ans de travail à la Irak Petroleum Company, un savoir érudit en matière de religion musulmane chiite acquis pendant son séjour iraquien, et un nom de famille.

²⁹⁹ On peut se référer à l'exemple de Youssef Madi à Chiyah (Khuri, 1975). Youssef Madi en tant que fonctionnaire municipal à Chiah entre 1937 et 1964 suit le changement de Chiah en banlieue. Sa position lui confère aussi des informations privilégiées et de qualité sur l'évolution du marché foncier à Chiyah. Bien que n'appartenant pas à une famille d'ancienne notabilité à Chiyah, son travail et son savoir minutieux de Chiyah le rendent incontournable pour la mise en place de tout projet économique, pour la recherche d'un emploi ou pour un arbitrage concernant une transaction foncière. Youssef ne manque de passer une partie de ses informations à des parents ou amis travaillant dans le foncier. Très vite un bon nombre de personnes dans la famille Madi deviennent des agents fonciers et comptent sur Youssef pour les « guider » dans leurs acquisitions ou transactions. Cette aura d'homme sage de Youssef, ne manque de se projeter dans le monde politique. Ainsi bien qu'il se tient bien de s'exprimer en public sur le soutien d'un candidat ou un autre aux élections municipales, beaucoup de personnes – notamment les Madis – s'alignent sur son choix. Ce qui forcément oblige les candidats à solliciter son support et de fait devenir sans le vouloir un leader de fait incontournable des politiques locales.

³⁰⁰ On peut citer Rizkallah Semaan (Pharès, 1977). Rizkallah Semaan est né à la fin de la première guerre mondiale à Tahwitet AINahr à Furn El Chebbak. Il débute dans le commerce, ouvre une épicerie et une boucherie. En parallèle il obtient le droit d'exploitation d'un terrain appartenant à sa tante femme d'un riche émigré libanais au Mexique. Il y construit une usine de parpaings. Avec le boom immobilier dans les banlieues il fait une fortune. Il déplace son commerce sur la grande place de Mar Nohra. Rizkallah Semaan joue l'intermédiaire entre le mari de sa tante émigré au Mexique et le curé, où il réussit à amener plusieurs donations à l'église et au Wakf notamment l'école du Wakf dont l'émigré finance l'agrandissement. Il devient grâce au soutien de sa famille – pas très nombreuse mais solidaire – ainsi que du curé Youssef Saab avec qui il a des relations privilégiées³⁰⁰, le vice-président de la municipalité, mais avec son réseau de relations il est devenu le principal leader de la localité.

³⁰¹ On peut citer Semaan Ghosn (Khuri, 1975). Semaan Ghosn appartient à la branche la plus en vue de la famille Ghosn. La famille Ghosn est encore du temps du mandat la famille la plus puissante de Chiyah et possède le plus de foncier. La migration forte pendant et après la seconde guerre mondiale vers Chiyah, n'a fait que hausser le prix du foncier. Beaucoup de la famille Ghosn vendent leurs terrains. Avec leur nouvelle prospérité, ils cherchent à se démarquer, même à se réinstaller dans d'autres localités ou Beyrouth même. Cela cause l'affaiblissement du clan familial et le développement des dissensions en son sein. Ainsi pour les élections municipales de 1952, 1956 et 1960 la famille ne réussit pas à se mettre d'accord sur un candidat, et de fait perd toutes ses chances aux élections. Entre temps les nouveaux migrants bien qu'inscrits aux registres municipaux ne se retrouvent pas dans les politiques

de relais locaux aux machines politiques de politiciens nationaux³⁰². Les associations, notamment sportives pour jeunes sont aussi un tremplin important dans le monde politique. Les personnes qui usent de ce dernier outil se disent les tenants du renouveau, les représentants de la jeunesse³⁰³.

Il est clair que le mode de notabilité a profondément changé. Si la généalogie et la solidarité des clans familiaux sont toujours une importante ressource, elles ne suffisent pas pour l'affirmation d'un leadership. Comme le dit Khuri (1975), le leadership est avant tout une histoire d'échange mutuel de services. Si la personne prétendante n'a pas les moyens financiers, les réseaux nécessaires dans la structure de l'état, ou l'accès à des informations de grande valeur dans le secteur économique, sa prétention est plus que contestable.

6.4.2 La prolifération des associations et leurs limitations

S'il existe un grand nombre d'associations actives dans ces banlieues, elles n'arrivent à perdurer que si elles sont liées à un clan familial, une institution communautaire ou un parti. De fait elles sont largement des instruments d'« enrôlement » et non des espaces de civisme et de libération individuelle³⁰⁴.

C'est ce que démontre Khuri (1975) en revenant sur les associations à Chiyah et Ghobeiri. Même les partis ne peuvent s'ancrer que dans la mesure où ils s'alignent sur des structures familiales. C'est notamment le cas du parti Talaeh qui, fondé par des chiites dans la banlieue sud de Beyrouth pour défendre les intérêts de la communauté au plan national, ne peut transcender les conflits de clans familiaux et ne tarde à fermer. Éventuellement certains partis, particulièrement le parti communiste et le parti syrien nationaliste social ont au Sahel des adhérents à titre individuel

factionnelles de Chiyah. Ils sont attirés par le parti Phalangiste, qui se présente comme le défenseur des intérêts maronites dans l'état, avec une organisation bureaucratique développée qui commence à attirer ces nouveaux venus. Semaan Ghosn choisit d'aller dans le sens des choses et d'adhérer au parti Phalangiste. Il ne tarde pas à en devenir le chef de la section du Sahel. Ghosn allie ainsi nom de famille, une importante machine politique, et sa prospérité économique dans la constitution d'un important leadership à Chiyah. Ceci oblige les clans familiaux traditionnels de faire front commun aux élections de 1964 pour tenir face à la montée de Semaan Ghosn et des Phalangistes.

³⁰² On peut citer Abou Rida El Khalil (Khuri, 1975). De fait, ce dernier était le représentant à Ghobeiri de l'association fondée par Nazim El Khalil, un zaïm national de la communauté chiite et député de Tyr. Cette association vise à regrouper tous les Khalils – un nom de famille fort courant chez les chiites – dans tout le Liban, en prétendant une généalogie commune à tous les Khalils les ramenant à pas moins d'Ibrahim El Khalil. Cet outil politique fort intéressant pour rassembler une base au niveau national, est délaissé par Nazim El Khalil – un ministre fervent allié de la présidence Chamoun dans les années 60 – après s'être retrouvé hors de l'arène politique et en opposition au régime de Chéhab et de Hélou. Toutefois la chute du zaïm national n'affecte aucunement le leadership local du père de Rida à Ghobeiri.

³⁰³ On peut citer Hassan Kanj (Khuri, 1975)/ Hassan est le président du club sportif du clan des Kanjs à Ghobeiri, il se promeut sur la scène politique locale comme le représentant de la jeunesse au clan des Kanjs.

³⁰⁴ C'est ce que soutiennent de nombreux travaux aussi anciens que ceux de Tocqueville que ceux beaucoup plus récents de Robert Putnam sur le capital social, où un lien fort est souligné entre vie associative – ou « engagement civique » dans les termes de Putnam – et l'évolution d'une société plus démocratique, individualiste et entreprenante.

– entendre des positions des individus indépendamment de leur clan. Toutefois en gros les partis n'arriveront à s'ancrer que là où s'alignent appartenance partisane et appartenance clanique³⁰⁵.

6.4.3 Le renforcement du communautarisme

Comme il a été dit concernant l'époque de la moutassarifyat et du mandat, les localités du Sahel ont vu se développer des notabilités locales ainsi que des sphères politiques locales et un sens très fort de l'identification à la localité tout au long du 19^{ème} et début du 20^{ème} siècle. Cette identification s'est consolidée, surtout dans les localités où prédomine en nombre la communauté maronite. Ceci se fait par un ancrage dans les pratiques de la paroisse et l'organisation du Wakf³⁰⁶. Ainsi animés par des curés de plus en plus éduqués³⁰⁷, les notables agissent plus ou moins en concert concernant les intérêts de la communauté. Toutefois cette concentration du politique sur le communautaire ne manque de mettre en tension les différentes communautés; toutes les communautés à cette époque cherchent à s'organiser autour de leurs paroisses³⁰⁸, wakf ou autres organisations communautaires³⁰⁹.

Dans les banlieues, sans doute les églises notamment l'église maronite, se présentent ainsi, comme des puissants acteurs politiques et sociaux. Comme le signalent Marlène et Selim Nasr (1974) dans leur étude sur le monde du travail dans la banlieue est, les évêques réussissent à trouver de l'emploi à près de 3600 personnes par an, ce qui est à peu près 40% de ceux qui demandent l'intervention de ces derniers pour une aide dans leur recherche d'emploi. L'église recourt en effet à un large réseau d'interconnaissance fait de patrons d'entreprises et de politiciens de toutes les régions et bords politiques et au nom de la solidarité communautaire arrive à trouver de l'emploi à des légions entières de migrants ruraux à la recherche de travail en ville. Toutefois, il est clair que ce réseau est loin d'être simplement orienté pour cette activité de médiation, l'église compte sur celui-ci pour financer ses projets de tout genre (éducatifs, sanitaires, religieux...).

³⁰⁵ Même aujourd'hui encore comme le montre le recueil édité par Agnès Favier (1999), les partis misent dans leurs représentations aux élections municipales sur des adhérents appartenant aux familles dominantes notamment en ce qui concerne les têtes de liste.

³⁰⁶ Dans le monde arabo-musulman le Wakf est une organisation à but non lucratif qui a pour mission la gestion d'un patrimoine religieux – d'un ordre religieux musulman ou chrétien, d'une mosquée, d'un monastère ou d'une paroisse par exemple – ou familial où les gains sont censés être utilisés à l'aide d'une personne de la communauté ou de la famille. (Deguilem, 1995)

³⁰⁷ Le Père Youssef Saab curé de Mar Nohra à FurnAlChebbak à partir de 1953 est un docteur agrégé en Philosophie de l'université de Rome et licencié en Théologie. Il était devenu comme l'indique Pharès (1977), un des principaux leaders de la localité agissant en partenariat et en complémentarité avec les notables locaux. D'autre part Khuri (1975) montre concernant Chiyah que transcendant les rivalités familiales, la seule association caritative qui a survécu à Chiyah est celle de l'église qui est en quelque sorte toujours hors de la portée des conflits de clans familiaux et que tous les notables s'empressent à aider. Khuri insiste que le respect de l'église et tout ce qui lui touche est au-delà des rivalités de clans.

³⁰⁸ C'est notamment le cas des communautés grecque-orthodoxe et grecque-catholique.

³⁰⁹ Même chez les populations de la communauté chiite où l'organisation religieuse ne tient pas un rôle important dans la vie publique qui est plutôt marquée par les rivalités de clans familiaux. Toutefois, l'introduction d'Achoura à Ghobeiri en 1939, et plus tard dans les années 60, l'arrivée de Najaf de hauts dignitaires religieux chiites qui s'installent dans la banlieue sud, introduisent en force l'élément religieux dans l'organisation de la communauté.

6.4.4 « Ahali » et « Wafidin » un nouveau clivage sociopolitique

Une nouvelle dualité commence à redéfinir la structure de l'espace politique des banlieues : « wafidin »/ « ahali ». Les « ahali » sont les familles qui vivent dans ces localités quand elles sont encore de petites tailles et forment une communauté où tout le monde se connaît et utilisent d'habitude ce terme pour se démarquer³¹⁰. Le terme « wafidin » est le terme qui caractérise les migrants. Toutefois, il est utilisé suivant deux entendements différents. Dans un premier entendement, il inclut les familles migrantes inscrites aux registres municipaux, c'est-à-dire qui se sont installées dans ces communes depuis l'accentuation de l'immigration vers 1930. Dans le second il indique les familles qui ne se sont pas inscrites sur ces registres. Les deux clivages sont significatifs dans le jeu politique local.

En fait concernant les migrants non-inscrits aux registres municipaux, beaucoup ne se sentent pas concernés par les politiques locales des banlieues, puisque leur espace de socialisation est encore pour une grande part dans leurs villages et bourgs d'origines qu'ils visitent régulièrement, où ils votent et auxquels ils s'identifient. Les banlieues sont pour eux l'espace de travail, les villages d'origine celui de la sociabilité et de la politique (Khuri, 1975). Par contre ceux inscrits aux registres municipaux, commencent dès le mandat à chercher leur place dans les politiques locales des banlieues. Comme le précise Khuri (1975), ces familles migrantes n'arrivent pas à intégrer les politiques traditionnelles de ces communes encore dominées par les logiques villageoises d'antagonismes claniques où ils sont toujours considérés comme des outsiders. Toutefois, en mobilisant le communautaire, ils redéfinissent la structure de cet espace politique local pour qu'il puisse les inclure.

Ainsi bien que les migrants ne représentent pas un groupe homogène et structuré avec certains ayant accès aux élections et d'autres non, ce qui d'habitude démarque ce groupe des « Ahali » reste pour longtemps la propriété foncière, largement aux mains des familles établies au 19^{ème} siècle ou avant.

6.4.5 Construction des alliances locales entre clanisme et régime municipal

Nous pouvons, en nous basant sur les exemples de la littérature, signaler que pour le niveau local diverses formes d'alliances se construisent; les élections municipales sont un moment fort de la transformation de ces alliances en coalitions électorales ou pour la formation de nouvelles alliances. La polarisation clanique est la principale base de la construction des alliances. Dans ce cas, un clan familial prépondérant se pose comme prétendant au leadership local, il est flanqué

³¹⁰ Les auteurs travaillant sur cette thématique utilisent parfois, mais avec réserve, les termes autochtones et allochtones

d'habitude de clans secondaires qui forment une alliance politique – la parenté des clans ou leur provenance d'une même localité ou région d'origine n'est pas pour rien dans la formation de ces alliances. Cette alliance est d'habitude en opposition avec une autre alliance qui s'est formée autour d'un autre clan familial. Toutefois, face à la désintégration des alliances claniques traditionnelles, de nouveaux clans considérés comme secondaires commencent à afficher une certaine indépendance et sortir d'une alliance de fait vers une alliance d'intérêt.

Cependant on retrouve à cette période un autre schéma où on a convergence des principaux acteurs locaux vers la stabilisation du système politique local où tous participent d'une façon ou d'une autre. Le cas de Furn AlChebbak affiche l'allure d'un modèle proche de ce que Clarence Stone (1989, 2000) appelle les régimes municipaux en parlant de ces alliances d'intérêts entre divers acteurs locaux pour former une coalition municipale stable, qui puisse gouverner sur la durée. Le régime comprend des acteurs présents dans le conseil municipal, mais aussi d'autres pas forcément représentés mais qui sont partenaires de la municipalité dans beaucoup de projets et d'actions, ou encore des interlocuteurs privilégiés de la municipalité pour discuter des affaires locales et prendre des décisions. Cette construction se fait à Furn AlChebbak en s'appuyant sur la place prépondérante traditionnelle de la paroisse dans la vie locale comme lieu de convergence, d'identité et d'intérêt commun au-dessus des querelles claniques, tout en introduisant des éléments considérés comme représentant la « modernisation » (Pharès, 1977)

Dans une autre logique et dans certains cas, la construction d'une coalition électorale regroupant les clans traditionnels est possible si ces derniers sentent leurs intérêts à tous en danger comme dans le cas des élections de Chiyah de 1964 sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Il est à noter qu'à cette époque, les trois facteurs mentionnés plus haut deviennent de plus en plus structurants des politiques locales : le communautarisme, la dualité Ahali/Wafidi, et la pénétration des acteurs politiques nationaux. Le cas de la municipalité de Chiyah – qu'on retrouve avec les sécessions de Haret Hreik et Mreyjé à Bourj El Barajné – donne un exemple fort sur le renforcement du communautarisme et la crise politique qu'il provoque dans ces municipalités multicommunautaires.

6.4.6 Le communautarisme et l'exemple de la municipalité de Chiyah

La situation de la municipalité de Chiyah qui couvre les localités de Chiah et Ghobeiri depuis 1935 – relatée par Khuri (1975) – est assez emblématique de la crise profonde au niveau politique qu'apporte le changement démographique communautaire au Sahel. Quand la municipalité est fondée au milieu des années 30, Ghobeiri est encore une très petite localité à l'ouest de Chiyah. Il est convenu entre les notables des deux communautés maronite et chiite, dans un accord officieux – mais central – et sur base du recensement de 1932, d'attribuer proportionnellement à la démographie des communautés des sièges au conseil municipal pour chaque communauté dans une proportion de quatre de communauté maronite pour 1 de communauté chiite. Les élections

se tiennent dans une logique où des listes regroupent des notables des deux bords contre d'autres listes englobant des notables des deux bords aussi. Il est presque inconcevable d'avoir une liste avec des représentants d'une seule communauté.

Mais dans les années 40 et 50 avec la migration croissante, notamment vers Ghobeiri, les proportions communautaires précédentes sont perturbées. Ainsi les notables de Ghobeiri insistent que le nombre des migrants de la communauté chiite a beaucoup plus évolué dans les années 40 par rapport à la communauté maronite, et contestent le fait que la municipalité fait le gros de ses dépenses et projets à Chiyah. Les représentants de la municipalité dominée par les notables de la communauté maronite affirment que le nombre des migrants de cette communauté est tout aussi élevé³¹¹ et que l'argent est dépensé proportionnellement aux revenus en taxe de chaque région. Ils font allusion au fait que la majorité des industries ainsi que les nouvelles constructions de luxe sont à Chiyah³¹². Les notables de Ghobeiri contestent ces affirmations, en avançant que les principaux revenus de la municipalité viennent des projets balnéaires sur les plages de Ghobeiri³¹³. Cette question reste sans réponse car l'Etat ne spécifie pas l'origine détaillée du revenu. D'autre part, des nouveaux migrants de l'époque à Ghobeiri, font pression sur la municipalité pour qu'ils soient inscrits et aient un droit de vote.

Ce n'est qu'à la suite des élections législatives que les notables de Ghobeiri démontrent incontestablement, la grande part des électeurs de la communauté chiite à Ghobeiri. Des négociations s'engagent à l'issue desquelles on se met d'accord sur une nouvelle répartition communautaire – encore une fois un accord officieux sans aucune base légale – où les chrétiens auront cinq membres au conseil municipal dont le président, et les musulmans six. Cet équilibre fragile où les deux bords ont capacité de blocage ne peut tenir la route. Les représentants des communautés au conseil municipal sont soumis à la pression d'autres leaders communautaires avançant leur incapacité à préserver les « intérêts de la communauté » et de s'être vendus à l'autre bord. Entre 1953 et 1955 la municipalité ne peut mettre en place aucun projet d'envergure et on finit par se mettre d'accord de diviser la municipalité en deux : l'une à majorité chiite à Ghobeiri et l'une à majorité maronite à Chiyah en 1956.

Or le tracé des frontières n'est pas évident. Si l'ancienne route de Saida constitue plus ou moins une ligne de démarcation entre les communautés, beaucoup de quartiers sont relativement mixtes comme ceux près de l'église Mar Mekhael. Or il est hors de question pour les chrétiens de lâcher l'église – de même les notables chiites ne veulent pas se retrouver avec des lieux de cultes

³¹¹ L'absence de recensement depuis 1932, que les autorités libanaises se sont toujours efforcées de remettre, permet aux deux camps de camper sur leurs positions.

³¹² Les municipalités au Liban délivrent les permis de construire, les taxes sur ces permis sont d'habitude une des principales ressources des municipalités.

³¹³ Dès le début des années cinquante, des investisseurs de Furn AlChebbak, de la famille Semaan entreprennent de construire des projets balnéaires en privatisant une partie des plages sablonneuses de Ghobeiri. L'action est sans doute illégale, et est considérée comme la première de ce genre qui mènera de nos jours à la privatisation de la majeure partie des plages libanaises. À l'époque ces investisseurs peuvent compter sur la couverture du ministre de l'intérieur, un cousin (Jisr, 1991)

chrétiens sur les mains. D'autre part de nombreux terrains se trouvent du côté de Ghobeiri et appartiennent à des chrétiens. L'accord final stipule de garder le quartier Mar Mekhael à Chiyah, malgré une présence d'habitants de la communauté chiite, et de permettre aux chrétiens de payer les taxes immobilières et foncières concernant leurs terrains de Ghobeiri à Chiyah.

Bien que le cas de Chiyah-Ghobeiri soit le plus polémique, des situations pareilles se présentent par exemple à Haret Hreik et Mrayjé-Laylaké-Tohwhitet AlGhadir. Ainsi à Haret Hreik on se met en 1964 à diviser les sièges du conseil municipal entre les deux communautés avec la présidence pour les maronites.

6.4.7 Types d'alliances entre acteurs nationaux et locaux

Ces alliances entre les acteurs nationaux et les acteurs locaux peuvent prendre diverses formes. On peut distinguer plusieurs types de situations.

On a d'abord la situation du suivisme par des acteurs locaux des choix d'acteurs nationaux auxquels ils sont affiliés, c'est notamment le cas des instances de partis. Ce suivisme est toutefois à nuancer. Souvent l'action de ces instances, et dans quelques cas leur structure même, sont influencées par les rapports et les antagonismes locaux.

On a aussi des alliances entre le local et le national où chacun essaie de profiter des ressources de l'autre. C'est le cas des alliances construites en vue d'une complémentarité entre un leadership local et un leadership national. C'est par exemple le cas du clan des Khalils de Ghobeiri et du député Nazim Khalil. Les Khalils de Ghobeiri s'appuient sur Nazim et son association au niveau national pour renforcer leur emprise locale, Nazim s'appuie sur les Khalils de Ghobeiri pour démontrer son leadership national. Mais les Khalils de Ghobeiri ne sont pas intrinsèquement dépendants de Nazim et ses ressources. Ainsi lorsque Nazim s'est replié dans sa nouvelle stratégie sur son district natal de Tyr au Sud délaissant Ghobeiri, les Khalils ne semblent pas être profondément affectés. Un cas pareil est à déceler dans la relation entre les Khansas de Ghobeiri et le député Henri Faraoun.

Une troisième situation serait l'appropriation par le local de support national. C'est le cas des clans familiaux traditionnels de Chiyah qui, face à l'avancée des Phalangistes et leurs alliés des clans migrants, se sont dit Chamounistes³¹⁴.

6.4.8 Les limites des acteurs nationaux et la prééminence des enjeux locaux

³¹⁴ Camille Chamoun représente avec son parti des Patriotes Libres, le second parti politique chrétien, un zaim national que ces clans s'approprient pour assurer une légitimité nationale de leurs choix.

Les élections de 1964 sont particulièrement intéressantes puisque le fond du problème entre les pro et anti phalangistes est le nouveau plan Ecochard. Ce plan – sur lequel on reviendra plus loin – définit de nouvelles réglementations avec des coefficients d'occupation du sol à 40% hors Beyrouth et un minimum de surface à bâtir de 1000 m². Si cela est bien accueilli par les clans migrants qui y voient à court terme une chute des prix du foncier, par contre c'est la consternation des « ahali », les propriétaires fonciers. Les Phalangistes soutenus par des clans migrants perdent les élections face à une coalition de clans de familles « ahali » menée par une personne considérée comme neutre dans les conflits de clans familiaux, Maroun Maroun³¹⁵.

Laisser-faire et renforcement de la place des spéculateurs fonciers dans la gouvernance

Sur un autre registre, l'adoption par l'Etat d'une politique de laisser-faire économique renforce d'autres logiques et d'autres acteurs qui eux cherchent aussi pied au Sahel. En se refusant la prétention à un projet de développement œuvrant pour l'intérêt général, l'Etat permet le renforcement des initiatives d'entreprises privées, qui dans le cas de l'économie libanaise sont axées sur les secteurs rentiers et spéculatifs.

L'exemple de la question de la zone des sables et notamment du procès de 1955 souligne des caractéristiques essentielles de la gouvernance urbaine à cette époque : l'importance de la spéculation rentière dans le développement urbain de Beyrouth et l'émergence d'une nouvelle classe riche d'hommes d'affaires – et de politiciens – qui s'affirme et qui cherche sa « place à part » dans la ville. À la différence des espaces pavillonnaires des faubourgs du Beyrouth du 19^{ème}, qui cherchent la verdure tout en restant en ville, ceux du 20^{ème} sont marqués par une nouvelle tendance chez les classes supérieures : la recherche d'un entre-soi de riches. Les « ghettos de riches » de Rabieh et Mechref sont la représentation de ce phénomène qui prend toute son ampleur dans les périphéries. L'épisode du procès des sables donne le ton à une confrontation plus ou moins affichée entre deux formes différentes de faire la politique : d'une part une élite politique nationale dominée par cette classe d'affaires et très influente dans les institutions de l'Etat, et de l'autre des acteurs locaux, s'appuyant sur l'outil municipal et leur représentativité locale.

L'intervention de l'Etat et ses limites, réflexions sur un cas : le plan Ecochard 1963

Malgré une forte tradition libérale du Liban de l'avant-guerre, l'Etat reste un acteur imposant dans la gouvernance urbaine à Beyrouth. Par ailleurs, si officiellement, les modes de prises de décision de l'Etat central mettent ce dernier hors du cadre de négociation qui marque le paysage des gouvernances urbaines locales dans les banlieues de Beyrouth, n'empêche qu'il est un acteur central dans la production de l'espace urbain de celles-ci. Que ce soit à travers les études abouties

³¹⁵ Il est intéressant de constater que parfois le manque de ressources de leadership est la cause principale de la formation du leadership.

ou les projets, l'Etat influence aussi bien cette gouvernance³¹⁶ et produit ³¹⁷ de l'espace dans la banlieue.

Tous ces éléments montrent le grand décalage entre la réalité du terrain et l'action publique urbaine au Liban. Bien qu'ils se réclament d'une approche rationaliste, ni les projets d'aménagements du mandat ni ceux de l'époque du Liban indépendant d'avant-guerre³¹⁸ ne touchent à la réalité du terrain. S'ils ont un certain impact notamment sur l'organisation et le développement du réseau routier, cependant leurs grands principes aussi bien de justice sociale que d'esthétique urbaine manquent leur objectif.

Si nous prenons l'exemple du projet d'Ecochard de 1963 – peut-être le plus documenté – nous pouvons constater premièrement que son approche de la question des quartiers irréguliers est assez simpliste : le déménagement de ces quartiers et le regroupement leurs habitants dans des villes nouvelles ouvrières. Si cette réponse a le mérite de vouloir avancer un cadre de vie plus « moderne » et mieux desservi en termes d'équipements, elle ne prend pas en considération les dynamiques qui ont favorisé l'émergence des tanakés et leur développement.

Les migrants ruraux cherchent à s'installer près des réseaux familiaux et communautaires déjà établis et sur lesquels ils s'appuient pour l'entraide et la recherche de l'emploi. On peut signaler des cas extrêmes comme celui cité par Marlène et Selim Nasr (1974) où le clan familial est l'intermédiaire avec les patrons dans la recherche d'emploi. Pour cela, Ecochard en proposant le pôle de Nahr Beyrouth ainsi que celui de Jdeydé, avance une solution où l'habitation serait proche de l'emploi industriel, une solution qui vise en principe bénéficier aussi bien aux industries qu'aux travailleurs. Toutefois, les travailleurs des tanakés sont loin d'être monopolisés par le secteur industriel. En fait un grand nombre travaille comme marchands ambulants ou dans des fonctions de service dans le tertiaire – surtout informel – comme le montre le cas de la Quarantaine étudiée par Bourgey et Pharès (1973).

Ecochard traite – comme le montre la planche des quartiers informels dans le projet – les noyaux des quartiers irréguliers de Raml et de Ouzai, considérés comme illégaux par le tribunal de « l'affaire des sables » en 1955 et comme des taudis à raser. Il propose que les occupants seront déplacés vers les nouvelles villes ouvrières. Or sur ce point comme sur la création des villes nouvelles ouvrières il sous-estime le poids du contexte local. En effet, loin d'être un simple rassemblement de nouveaux migrants dépourvus, ces noyaux sont à l'origine des habitations

³¹⁶ L'exemple qu'on a cité plus haut, de l'impact du projet d'Ecochard sur la formation des coalitions lors des élections municipales à Chiyah, est assez emblématique de cette influence.

³¹⁷ Le mot « produit » ici est entendu dans le sens de « production de l'espace d'Henri Lefebvre.

³¹⁸ Nous avons cité les exemples des projets d'Egli, d'IRFED et d'Ecochard, mais ils ne représentent qu'une portion des projets d'aménagement de territoire et d'urbanisme de l'époque. On pourrait bien citer les projets du Conseil des Grands Projets de la ville de Beyrouth et notamment leur étude de 1968, ou le Plan d'aménagement de la banlieue est de Beyrouth de 1968 ou encore « le livre blanc » de la direction générale de l'urbanisme de 1973. Tous ont pratiquement la même approche fonctionnaliste jumelant réglementations, équipements et prospectives.

secondaires d'habitants de Bourj AlBarajné³¹⁹ qui à l'instigation des notables de la localité – pendant et surtout après le tribunal – ne manquent de consolider leurs habitations en signe de contestation. L'affaire étant devenue par conséquent plus politique que juridique, les évacuations paraissent dans ce cas difficilement réalisables. De même, Ecochard ne mesure pas la résistance face à la création de ces villes nouvelles ouvrières, de la part des localités concernées. D'ailleurs il nous paraît que dans le cas de Jdeydé par exemple, l'opposition de la localité à un tel projet expliquerait les propositions fort différentes de ceux d'Ecochard qui seront retenus dans le projet d'aménagement de la banlieue est de 1969. Jdeydé sera traité comme un nœud résidentiel, commercial et administratif, une perspective plus en phase avec les aspirations des habitants de la localité.

D'autre part, Clerc-Huybrechts (2008) démontre que le statut du foncier et même les réglementations d'urbanismes peuvent avoir des retombées imprévues sur la formation des quartiers irréguliers. C'est notamment le cas de la majorité des quartiers irréguliers des sables.

Deuxièmement, on constate qu'Ecochard pense Beyrouth et ses banlieues comme un seul et même territoire sans prendre en considération l'existence d'une pluralité de territoires politiques manipulés par les acteurs locaux. Sur ce point, le changement du nom de l'entité concernée par le projet – de « Grand Beyrouth » à « Beyrouth et ses banlieues » - est assez emblématique. Ces acteurs locaux ont leur propre agenda pour des territoires où ils maîtrisent les outils d'une sphère politique qu'ils ont même peut-être contribué, à travers leurs clans et communautés, à mettre en place depuis plus d'un siècle. Ils ne troqueront pas cette situation et ses « privilèges » pour des discours de fonctionnalisme moderniste et de justice sociale dans un espace politique dont ils ne contrôlent pas les outils et qui se construirait à leurs dépens. Ainsi même si Ecochard et son projet représentent les choix du président et de la bureaucratie dans un Etat ayant une forte centralisation administrative, il ne représente pas forcément les choix des zaïms politiques nationaux. Ceux-ci – tributaires de leur pouvoir à des bases politiques formées de clans familiaux traditionnels largement opposés au projet – garderont une position ambiguë : le projet passe au parlement mais ne sera jamais exécuté..

Ce qui est vrai pour le Sahel l'est pour Beyrouth municipale. L'enjeu politique que peut représenter l'opposition d'un grand zaïm communautaire est perçu comme plus crucial par le régime pour sa perdurance que les idéaux d'un urbaniste moderniste.

Il ne faut pas oublier que le projet d'Ecochard a le soutien de la profession ainsi que de certains partis politiques et du président Chéhab lui-même qui a commandité son intervention. Ainsi bien que le mandat de Chéhab soit considéré comme le plus autoritaire des mandats présidentiels

³¹⁹ Le président de la municipalité en tête

libanais³²⁰, il n'arrive pas à mettre en application ce plan directeur. C'est dire la ténacité et le rôle central qu'occupent les acteurs locaux dans le système politique libanais.

Toutefois les projets de l'Etat central même non exécutés ont un impact sur la gouvernance locale et le jeu politique local, redéfinissant alliances et coalitions électorales, comme dans le cas de ce projet. Dans d'autres cas, le recours à l'arbitrage des institutions de l'Etat est une sortie des impasses politiques locales, comme pour le projet de zonage à Hadath au début des années soixante (Tohmé, 1995). La relation entre les niveaux de gouvernance local et national est loin d'être unidirectionnelle. D'une part, elle a un impact considérable sur l'évolution des rapports politiques entre les différents acteurs locaux au Sahel. De l'autre, elle impose des limites à la construction métropolitaine de Beyrouth envisagée par l'Etat central, et par suite redéfinit les rapports entre Beyrouth et le Sahel.

6.5 Le Sahel : Entre la ségrégation en banlieue dortoir et quartiers dorés, la marginalisation des tanakés, la relégation des camps et la fragmentation des localités productives

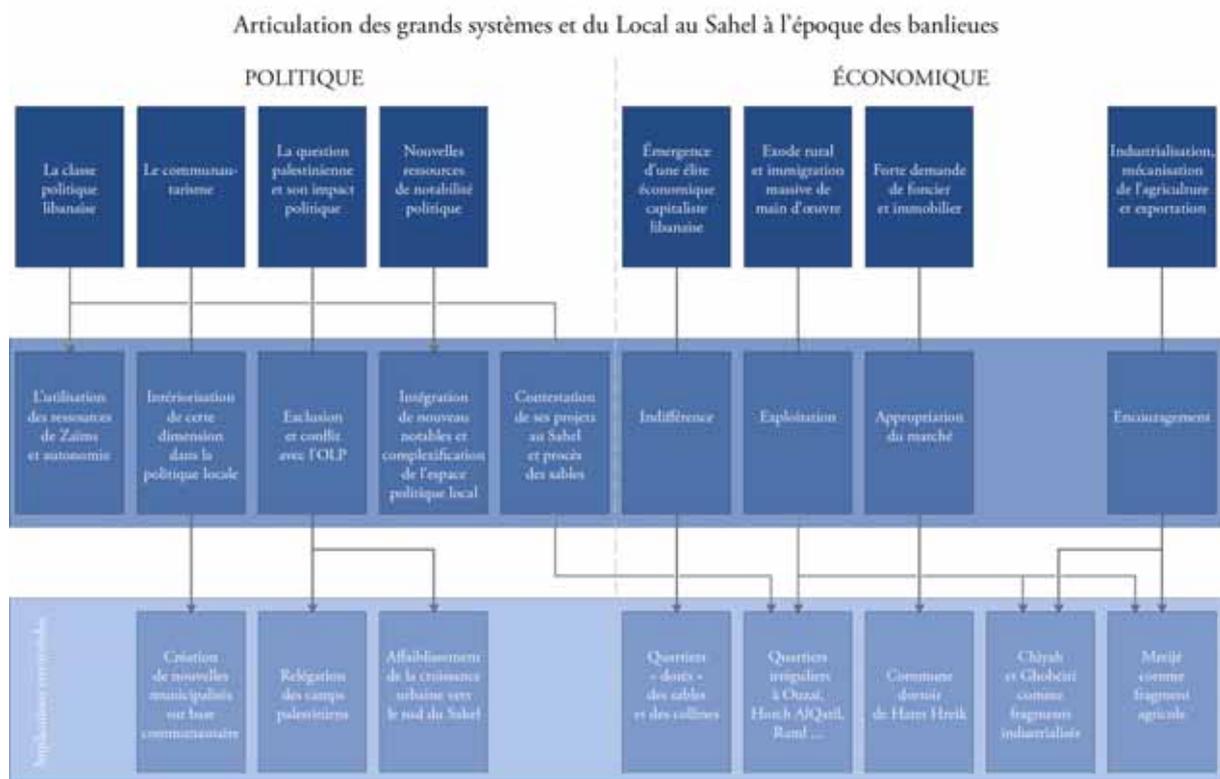
Il est intéressant de remarquer la concentration dans un même secteur urbain de tant de situations différentes d'articulations entre territorialité locale et systèmes politiques et économiques dominants. Cette concentration synchronique de tant de processus différents de différenciation sociospatiale remet en question l'idée dominante dans le corpus sur les différenciations sociospatiales de l'existence d'une certaine chronologie de ces processus allant de la ségrégation à la fragmentation (Voir chapitre III).

Ainsi dans ce Sahel on peut trouver une situation comme celle de Haret Hreik – et à moindre degré Furn AlChebbak et Hadath – qui se transforme en une cité-dortoir des classes moyennes recherchant une niche dans le marché foncier et immobilier de l'agglomération beyrouthine en étalement. Les hauteurs de Baabda et de Hazmié comme les plages et les équipements de loisir de la zone des sables représentent un autre type d'entités sociospatiales qu'on qualifie ici de quartiers dorés repliés sur eux-mêmes avec leur propre train de vie. La cité dortoir comme les quartiers dorés sont totalement dépendants de Beyrouth pour le travail comme pour une bonne partie de la vie sociale. Et Beyrouth dépend d'eux, ils sont les fonctionnaires dans les administrations publiques et les sociétés privées comme ils sont des grands hommes d'affaires, des professionnels libéraux ; en bref, ce qui fait les activités tertiaires sur lequel la ville s'appuie pour faire sa prospérité.

³²⁰ Chéhab était chef de l'armée quand il accède au pouvoir. Le « second bureau » le service des renseignements de l'armée est considéré comme un outil de répression particulièrement brutal par les opposants du régime, et d'ailleurs il ne manque pas parfois à sa réputation en s'immiscent en politique.

Un autre groupe nécessaire à cette prospérité habite le Sahel, aux marges de Beyrouth. C'est les habitants des tanakés et quartiers irréguliers au nord du Sahel. Ils font les travaux que les autres délaissent à cause de leur danger ou leur précarité, et souvent leur irrégularité. Des travaux nécessaires à la prospérité de la ville mais que les hagiographes des « trente glorieuses » libanaises cherchent toujours à occulter³²¹. C'est par exemple le cas des travailleurs du secteur de la construction, un secteur qui tire une bonne marge de ses bénéfices du fait de l'informalité de sa main-d'œuvre payée en journaliers. En fait, une bonne partie des résidents des quartiers irréguliers travaillent dans différents secteurs économiques informels en ville et au Sahel, pratiquement toujours en effraction aux codes et lois du travail. On est clairement dans une logique de marginalisation où des quartiers sont tolérés du fait qu'ils sont nécessaires à la prospérité de la ville, mais ne peuvent être légalisés puisque irréguliers en termes de législations de construction et d'urbanisme.

D'autres quartiers irréguliers, dont on a parlé plus haut, à l'ouest et au sud du Sahel ne sont pas dépendants de Beyrouth mais des activités économiques locales au Sahel, notamment l'industrie et l'agriculture. Toutefois, c'est la même logique qui domine, les populations des communes du Sahel veulent bien de leur main-d'œuvre mais pas de leur établissement définitif dans ces communes avec tout ce que cela engendre en termes politiques et en termes de démographies communautaires. Ainsi ces quartiers connaissent un processus de marginalisation à l'intérieur du Sahel.



³²¹ C'est notamment les années 1945-1975 considérés par tant d'auteurs comme les heures de gloire du Liban qu'on qualifiait de « suisse d'orient »

Les camps palestiniens représentent un cas à part. L'Etat libanais ne veut absolument pas avoir à être responsable de cette population qu'il exclut d'ailleurs de la pratique d'un grand nombre de professions et de métiers. Son confinement aux camps et la délégation de la responsabilité de leur assistance à un corps d'aide humanitaire – l'UNRWA – est un cas assez typique d'un processus de relégation et d'exclusion. Toutefois, l'exclusion n'est pas l'œuvre du marché de travail et des logiques économiques – où la situation des habitants des camps n'est pas très différente de la situation de ceux des tanakés – elle est plutôt la conséquence de choix politiques.

Les communes où on trouve une activité industrielle et agricole importante comme le cas de Chiyah, Ghobeiri, Bourj AlBarajné, Hadath, Mrejjé, Kfarchima et Wadi Chahrour, on retrouve une situation de fragmentation. En fait, la production économique de ces communes ne vise aucunement le marché local de l'agglomération beyrouthine mais l'exportation. Les habitants de ces communes travaillent pour leur très grande majorité sur place. De plus ces communes continuent de maintenir – au prix de sécessions municipales – des espaces politiques autonomes de la politique nationale axés sur la municipalité et les spécificités de la politique notabiliaire et clanique locale.

Il est à noter que ces processus de fragmentation au Sahel datent déjà de bien longtemps : la fin de l'époque des Chéhab. En fait, la désintégration du système politique et économique que ceux-là avaient mis en place, l'émergence d'espaces politiques locaux autonomes et le développement d'une agriculture qui vise soit l'exportation – dans le cas de la production de la soie – soit la survivance locale, soit encore le passage à une logique de spéculation foncière sous le poids de la migration, confirment les logiques propres au processus de fragmentation. Toutefois, nous ne choisissons de parler de fragmentation que pour l'époque de l'après-indépendance car ces tendances prennent une grande ampleur et se manifestent de façon tenace face aux logiques d'intégration d'une métropole en construction.

6.6 Les entités sociospatiales au Sahel et Beyrouth

Au Sahel, les sécessions municipales viennent confirmer des dynamiques sociospatiales et politiques différentes dans les différentes localités affectées par ces sécessions. Ainsi en gros les entités sociospatiales au Sahel demeurent les mêmes que sous le mandat, avec l'ajout de nouvelles entités sociospatiales :

- Sur les hauteurs de Baabda qui se divise en deux entités sociospatiales : Les nouveaux quartiers dorés – auxquels on ajoute le palais présidentiel et le nouveau ministère de la défense – et l'ancien village, qui lui se maintient dans les logiques propres aux autres villages du Sahel à l'époque ;

- A Hazmié où d'une part la municipalité confirme une démarcation sociospatiale et politique avec Baabda donnant lieu à une nouvelle entité sociospatiale, et d'autre part la zone de Mar Takla qui a le même profil des hauteurs de Baabda et qu'on peut considérer comme une autre nouvelle entité sociospatiale ;
- Sur la zone des sables où différents quartiers irréguliers chacun représentant une entité sociospatiale : Ouzai, Raml, Horch AlQatil, Horch Tabet-Hay Gharbi. A ces quartiers on peut ajouter les lieux de loisir et de sociabilité de la haute bourgeoisie : Golf Club, Tir au Pigeon, Plages du Saint-Simon et du Saint-Michel ;
- Les deux camps palestiniens de Sabra et Bourj AlBarajné ;
- Enfin, les grands équipements tel l'aéroport et la cité sportive.

Le Sahel devient ainsi une mosaïque d'entités sociospatiales à caractères fonctionnels, socioéconomiques et identitaires³²².

6.7 Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel

6.7.1 Des territorialités locales fragmentées au Sahel

Nous avons vu qu'au Sahel à cette époque se multiplient les logiques menant à l'émergence de territorialités locales et leur rapports aux grands systèmes dominants. Il est évident qu'aucune construction territoriale touchant le Sahel comme un territoire pertinent n'est en place. Toutefois les interdépendances entre les différentes entités sociospatiales sont de natures multiples.

Si certaines entités comme Haret Hreik, les quartiers bourgeois et les grands équipements sur les collines de Hazmié et Baabda ou dans la zone des sables tournent leur dos à leur entourage et sont dépendants de Beyrouth, les quartiers irréguliers sont eux fortement dépendants des entités sociospatiales où se concentrent les activités productives industrielles et agricoles.

D'autre part, bien que les localités traditionnelles du Sahel aient des espaces politiques locaux autonomes qui renforcent leur démarcation de leur entourage, d'autres rapports rapprochent fortement certaines de ces localités. Par exemple à Furn AlChebbak et Chiyah on peut observer une importante interaction sociale entre ces deux communes. La présence d'écoles comme celle de Notre-Dame des frères Lasalle à Furn AlChebbak, où se retrouvent les fils des notables locaux, permet la formation de réseaux d'interconnaissance importants³²³. D'autre part, le quartier d'Ain AlReméné qui est en train de se développer à cheval entre ces deux communes les

³²² Nous choisissons de ne pas passer à une échelle inférieure aux localités en considérant les secteurs de concentration de clans familiaux

³²³ Ce point est élaboré dans le chapitre suivant

rapproche indéniablement. Des cas, où des logiques pareilles sont présentes, sont repérables entre d'autres localités, comme entre Hadath et Baabda.

Une autre forme d'interdépendance est induite de l'importance de quelques centralités commerciales. C'est notamment le cas du souk de Furn AlChebbak qui émerge comme un souk important au niveau de l'agglomération beyrouthine et plus spécifiquement au niveau du Sahel. Ainsi il est la zone de chalandise pour les localités lointaines de ce que Tohmé (1995) appelle son arrière-pays : les localités des collines du Sahel ainsi que certaines du caza Aley ou de la moyenne montagne du caza de Baabda.

6.7.2 Beyrouth cherche à s'installer au Sahel

Avec les projets de l'Etat et plus précisément la mise en place d'équipements comme le campus de l'université libanaise, la cité sportive, certains ministères et le palais présidentiel au Sahel, on cherche à renforcer l'interaction entre Beyrouth et le Sahel. En fait, pour les décideurs au niveau central, Beyrouth doit s'étaler et le Sahel ne peut être que les banlieues et les périphéries de la ville.

Toutefois comme souligne Tohmé (1995), l'effet de ces équipements dans la réalité reste assez faible. Le campus de l'université ne connaît que la construction d'un premier bâtiment avant la guerre. Le palais présidentiel et le ministère de la défense marquent une zone sécuritaire à part sur les collines de Baabda en démarcation avec son entourage. La cité sportive à l'interface entre le Beyrouth municipale et le Sahel reste à la marge de celui-ci. Même l'aéroport construit au sud du Sahel est coupé de son entourage et lié par un axe routier à Beyrouth.

Par contre, les projets de routes favorisent l'installation d'une classe moyenne travaillant à Beyrouth, à Haret Hreik et Furn AlChebbak, ou des quartiers bourgeois des collines. De même quelques équipements privés de loisir sur la zone des sables, attirent la haute bourgeoisie beyrouthine.

Le développement économique n'est pas, lui non plus, un facteur de renforcement des liens entre Beyrouth et le Sahel. L'économie de spéculation foncière qui commence à se définir à l'échelle métropolitaine ramène au Sahel une prospérité incontestée mais aussi une plus grande tension entre les principaux décideurs urbains du niveau central cherchant à faire émerger un Grand Beyrouth qu'ils contrôlent, mais que les notables du Sahel contestent. Un exemple de cette tension serait le litige juridico-politique qui oppose les principales personnalités du régime politique de l'époque fortement impliquées dans les logiques de spéculation foncière et la municipalité de Bourj AlBarajné. Un autre serait la contestation du projet d'Ecochard. Les notables du Sahel veulent continuer à profiter d'une position de rente par rapport à Beyrouth tout en maintenant la séparation politique entre les deux territoires.

Les activités productives ne contribuent pas elles non plus à créer une interdépendance entre le Sahel et Beyrouth. L'industrialisation ne se développe pas dans le Grand Beyrouth suivant un plan de développement global au niveau de la métropole³²⁴. L'industrie reste une activité privée contrôlée par des intérêts privés. Elle dépend des stratégies indépendantes des entrepreneurs industriels, souvent de petits groupes familiaux. Au Sahel, elle est une activité fortement locale, embauchant localement et produisant pour des marchés dont celui de Beyrouth n'est qu'un parmi d'autres. L'impact de l'agriculture n'est pas différent.

³²⁴ Le projet d'Ecochard, une des rares initiatives dans ce sens, est tombé dans l'eau.

7 Les Territoires Idéologiques de la guerre [1975-1991]

7.1 Violence, déplacements et lignes de démarcation

En 1975, le Liban entre dans un cycle de violence qui perdure jusqu'en 1990. La violence se banalise déjà depuis quelques années, mais à partir de 1975, elle passe à une échelle plus sanglante. Nous ne sommes pas concernés dans ce texte de rapporter les différents événements ni les différentes explications des causes de la guerre. Nous nous intéressons plutôt à l'impact de cette guerre sur les différenciations sociospatiales au Sahel.

La guerre éclate au quartier Ain AlRouméné, à Chiyah. En rétrospective, il nous semble que les tensions qui culminent depuis un certain temps³²⁵ dans cet espace entre les factions armées palestiniennes des camps des réfugiés et les proto-milices des partis chrétiens ancrés dans les localités à l'est du Sahel, ne peuvent que mener à l'explosion. Toutefois personne ne croit alors à l'installation d'un conflit qui durera quinze ans. C'est que d'une part la prospérité économique bat son plein et de l'autre les populations des différentes communautés sont si imbriquées spatialement, surtout dans les banlieues de Beyrouth, que l'idée de territoires communautaires homogènes paraît inconcevable.

Bien que des éléments de ségrégations au Sahel soient déjà présents, la ligne de démarcation n'est pas évidente (Davie M.F., 1997). Il est vrai que celle-ci³²⁶, qui comprend les routes de Damas et de Saida, marque déjà des différenciations entre ses deux bords : une implantation plus massive des communautés chrétiennes à l'est de cette ligne depuis la sortie des murs. Retenue comme frontière entre les deux municipalités de Ghobeiri et de Chiyah en 1956 sur base communautaire et lors des événements de 1958 dans Beyrouth municipale, la route de Damas représente un marquage entre l'opposition et les alliés du gouvernement.

En contrepartie, les banlieues, qui constituent 60% des habitants de la capitale (Harb, 2005), sont fort mixtes. Ainsi, par exemple, la banlieue est au Matn nord compte près de 300000 résidents dont plus de 43% sont des musulmans, à très grande majorité de la communauté chiite. De même beaucoup de localités au Sahel sont mixtes juste avant la guerre avec des proportions de communautés chrétiennes substantielles 25-40% à Haret Hreik, Mraijé, Laylaké, mais aussi à moindre degré, à Bourj AlBarajneh (Nasr, 1984).

Comme l'indique Michael Davie (1997), la ligne de démarcation, est surtout le produit de la stabilisation du front de guerre entre les milices après les premières semaines de la guerre. Si les

³²⁵ Déjà depuis 1969, à Haret Hreik les tensions et les rixes récurrentes avaient contraint une partie de la population chrétienne à la quitter.

³²⁶ Ou comme l'appelleront les médias occidentaux en reprenant le terme des cartographies militaires israéliennes, la Ligne Verte

affrontements démarrent dans les banlieues, ils rejoignent vite le centre-ville qui est totalement détruit.



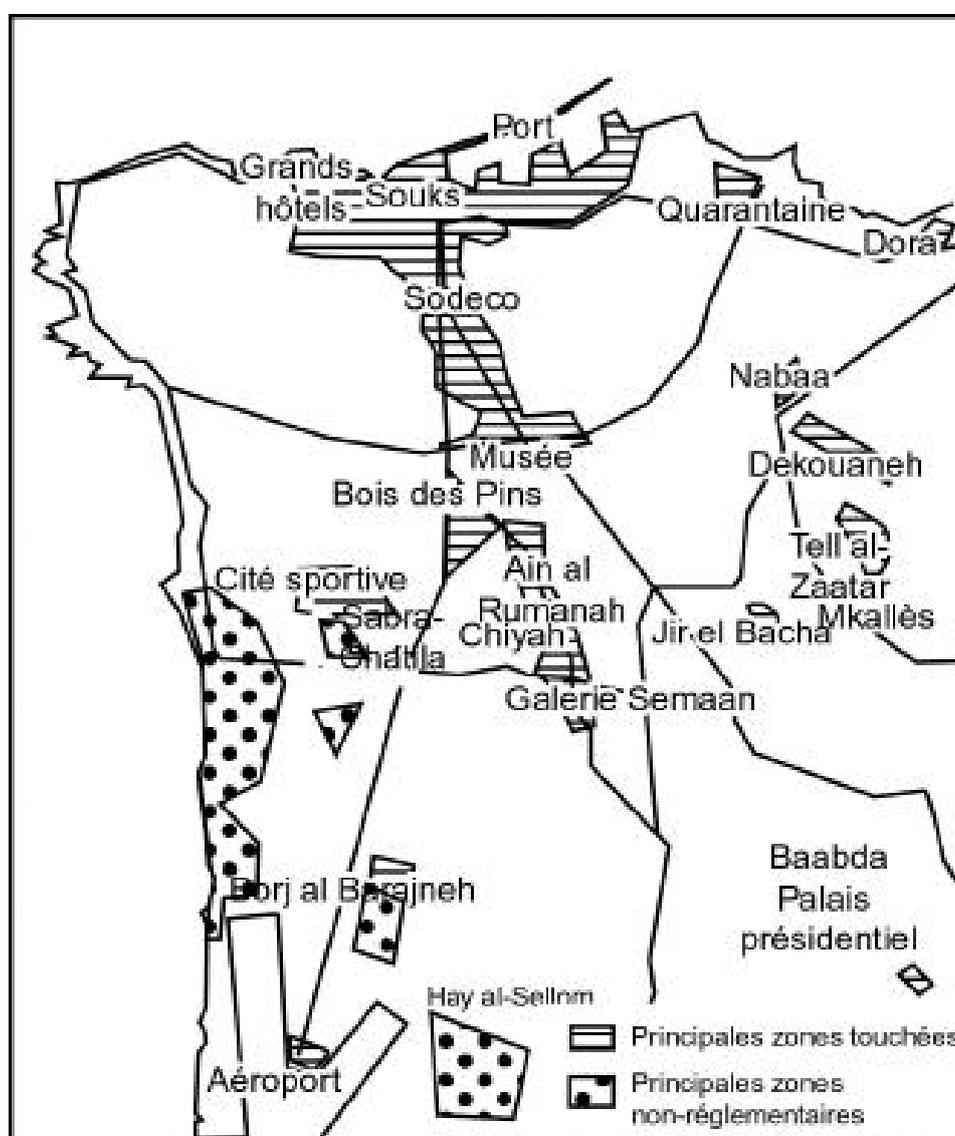
Destructions du centre-ville
Source : Solidere

C'est que comme précise Nasr (1984), cet espace est le point de rencontre et de convergence des libanais, mais surtout il représente la démonstration de la possibilité du vivre ensemble réussi. Les souks du centre-ville d'avant-guerre attirent de la clientèle de toutes les communautés, classes sociales et toutes les régions. Il représente le point de convergence des libanais vers Beyrouth, il y existe près de 132 « garages » pour 3000 taxis et 500 bus qui desservent 185000 personnes qui entrent et sortent quotidiennement de Beyrouth.

Cette ligne de front coupe Beyrouth en deux zones : Beyrouth-Est contrôlé par les milices chrétiennes et Beyrouth-Ouest contrôlé par les milices palestiniennes, « progressistes »³²⁷ et musulmanes. La création de la ligne de démarcation est accompagnée de la consolidation de l'emprise des milices sur les espaces urbains sous leur contrôle. Ceci conduit fatalement à de grandes migrations. Fuyant la guerre, plus de 350000 habitants de Beyrouth et ses banlieues quittent le pays pour l'étranger en 1976 (Nasr, 1984).

³²⁷ Elles sont constituées des milices des partis du Front Patriotique Libanais, qui regroupe les nationalistes arabes et syriens, les communistes et les socialistes.

Cette migration est accompagnée par de grandes migrations internes au Grand Beyrouth. Entre 1975 et 1976, plus de 15000 personnes notamment de la communauté maronite quittent Haret Hreik, Mrayjeh, Laylaké, Tohwitet AIGHadir, des quartiers de Chiyah qui finirent à l'ouest de la ligne de démarcation. Pendant la même période, 10000 personnes de communautés chrétiennes de Beyrouth Ouest passent vers la banlieue est. D'autre part entre 1976 et 1978, autour de 110000 personnes de la communauté chiite, 15000 syriens et 8000 palestiniens quittent la banlieue est vers Beyrouth-Ouest dont une grande majorité s'installe en banlieue sud. De même pour la même période, 20000 palestiniens, 4000 personnes de la communauté sunnite et 15000 des communautés arméniennes et appartenant à des mouvances progressistes quittent la banlieue est pour les quartiers populaires de Beyrouth-Ouest. Enfin 5000 de la communauté druze et palestiniens chrétiens quittent la banlieue sud-est, notamment Ain AIRouméné et Furn AIChebbak pour s'installer à Beyrouth Ouest (Nasr, 1984).



Source: recouplement d'après Pharès-Schmeil 1977 / mission franco-libanaise 1984 / IAURIF 1993

Source : (Verdeil, 2002)

À ces migrations internes à Beyrouth s'ajoutent celles des autres régions vers les banlieues de Beyrouth, notamment pour la même période de 1975-1978, 65000 des communautés chrétiennes du Chouf et 30000 du Liban Nord et de la Bekaa nord vers Beyrouth-Est et ses banlieues, et 141000 de la communauté chiite du Liban Sud et 20000 des communautés chrétiennes opposés au Front Libanais³²⁸ de diverses régions vers Beyrouth-Ouest et ses banlieues. Il faudrait prendre en considération d'autres migrations ultérieures : des personnes de la communauté chiite du Liban Sud pendant l'invasion israélienne de 1982, les personnes des communautés chrétiens du Chouf, d'Aley et des villages de l'est de Saïda.

Une autre forme de migration de Beyrouth et ses banlieues proches vers les lointaines périphéries de l'agglomération beyrouthine commence à se manifester dès 1978 notamment à Beyrouth-Est où plus de 175000 personnes le quittent pour les localités plus ou moins proches du Matn et du Kesrwan (Nasr, 1984).

Ces migrations et l'établissement des lignes de démarcations et des nouveaux territoires communautaires et miliciens modifient profondément la géographie humaine de Beyrouth et de tout le Liban. Par le sang et les négociations, les acteurs politiques locaux, régionaux et internationaux cherchent à rétablir la stabilité. Toutefois, la guerre s'étend sur quinze ans avec des périodes d'accalmies partielles. De fait la guerre représente plusieurs temporalités et différentes époques.

Nous n'entreprenons pas ici l'exercice périlleux de définir les séquences historiques de cette guerre. Toutefois, pour notre exercice, nous choisissons de reconnaître deux périodes, en gros une période allant de 1975 à 1982 et une seconde de 1982 à 1991. La principale différence entre les deux est le passage d'une situation où on retrouve dans les deux camps belligérants une multiplicité d'acteurs politiques locaux et de petits groupes armés indépendants, à une époque où se met en place un effort de centralisation milicienne de grande échelle et où la guerre passe au cœur de chaque camp. Ces deux époques différentes imposent différentes formes de territorialisations et d'interdépendances territoriales.

7.2 Transformations territoriales

7.2.1 L'étalement de Beyrouth-Est, les quartiers irréguliers de la banlieue sud et la densification de Beyrouth-Ouest (voir planche 5- 1.)

Les déplacements définissent des nouvelles dynamiques que ce soit dans les régions d'origine ou les régions d'accueil. Le relogement et l'insertion de ces populations déracinées est le grand défi

³²⁸ Le Front Libanais représente l'alliance des partis chrétiens de droite

imposé aux politiciens et milices des deux camps. Toutefois, dans beaucoup de situations – moins médiatisées – où les migrations ne sont pas motivées par des déplacements forcés mais par un souci de fuir les fronts de guerre, la relocalisation se fait sans assistance des milices. Ces relocalisations ont néanmoins d'importants effets sur les territoires d'accueil.

C'est particulièrement le cas à Beyrouth Est, où les destinations sont des localités de la basse et moyenne montagne, où ces citadins ont parfois des résidences secondaires ou de la famille. Elles contribuent largement à l'étalement de Beyrouth. Ainsi les vieilles maisons des centres des villages sont vite saturées, certaines sont démolies pour laisser la place à de nouveaux immeubles d'appartements, alors que d'autres se développent à la périphérie des villages, où de nouveaux commerces commencent à s'ouvrir pour répondre aux besoins de cette nouvelle population (Davie M.F., 1994).

Bien que Beyrouth perde plus de la moitié de ses habitants – des plus d'un million d'habitants du Grand Beyrouth d'avant-guerre, trois ou quatre cent milles seulement sont restés sur place – la guerre est une période de construction intense (Faour, Haddad, Velut & Verdeil, 2005). Cela est particulièrement vrai du côté de Beyrouth Est qui s'étale de plus en plus loin pour se fondre dans ce qui est convenu d'être appelé par de nombreux chercheurs comme le « réduit chrétien ». Cette zone sous le contrôle des milices des partis chrétiens et de la partie de l'armée tenue par des officiers de communautés chrétiennes³²⁹ s'étend sur plusieurs cazas du Mont-Liban. Avec la guerre ces zones, notamment le Kesrwan, loin des lignes de front se densifient et très rapidement son chef-lieu Jounieh devient une ville importante où se concentrent les principales institutions de la plus grande des milices chrétiennes, les Forces Libanaises, mais aussi un grand nombre de centres commerciaux et de bureaux. Nahr AlKalb qui coupe le Matn côtier déjà fortement urbanisé avant la guerre du Kesrwan et de Jounieh, ne représente plus un obstacle à l'urbanisation. Jounieh fait dorénavant partie du Beyrouth-Est. Cette urbanisation prend de l'élan avec le développement des projets de lotissements dans la basse et moyenne montagne du Matn ou du Kesrwan.

Une autre zone particulièrement touchée par la construction est la banlieue sud de Beyrouth à travers de l'habitat irrégulier. La banlieue sud est la partie du Sahel à l'ouest de la ligne de démarcation qui se démarque du reste de Beyrouth Ouest par la forte concentration de populations de la communauté chiite. Elle est la principale zone d'accueil des déplacés de communauté chiite de la banlieue est et du Liban Sud. Si Beyrouth-Ouest gagne un surplus de population de plus de 265000 habitants, une bonne part – près de 200000 – s'installent dans la banlieue sud (Nasr, 1984). Face à cette pression les milices contrôlant ce territoire – d'abord les palestiniens et les progressistes, puis les partis chiites Amal et Hezbollah – tentent de trouver du logement à cette population.

³²⁹ L'armée libanaise se trouve déchirée pendant la guerre. Plusieurs contingents et casernes rejoignent les différentes milices des partis de l'opposition,

Les premiers venus sont logés dans les centres balnéaires, notamment du Saint-Michel et du Saint-Simon, sur les plages de la banlieue sud (Nasr, 1984 ; Pharès & Shemeil, 1977 ; Clerc-Huybrechts, 2008). Cette population est faite surtout des déplacés de la Quarantaine. Comme le précisent les auteurs, ceci est perçu par les nouveaux occupants comme par la population et les partis qui les soutiennent comme une juste revanche sur une mainmise par les riches et puissants et par la corruption sur des espaces publics. Petit à petit le Saint-Simon se densifie et sur la plage entre les bungalows émergent des constructions en dur.

Non loin, et autour du complexe de l'hôpital AlZahraa du Conseil Supérieur Chiite³³⁰, un autre quartier émerge sur des terrains mouchaa³³¹ mis à la disposition des déplacés par la municipalité de Ghobeiri sous l'impulsion du mouvement Amal³³². Ce quartier se densifie rapidement pour toucher la zone du Saint-Simon et former avec celui-ci un quartier irrégulier dans la zone dite de Jnah.

Les invasions israéliennes à partir de 1978 amènent un plus grand nombre de déplacés venus du Liban Sud. Et en l'espace de quelques mois la zone qui comprend encore des espaces agricoles, entre Chiyah et l'aéroport, est profondément métamorphosée. Le quartier d'Ouzai s'étale vers le sud pour arriver au bas même de l'enceinte de l'aéroport et à l'est il rejoint la zone dite des Maramel. Raml et Hourch El Qatil se multiplient plusieurs fois en taille et population.

Ainsi sur des terrains appartenant à l'Etat ou d'autres privés, de nouvelles constructions émergent. Au début des habitations de fortune qui ne tardent à se consolider. On voit même ultérieurement le développement de projets de constructions en immeubles comme du côté de Hay El Soulom. Très vite près de la moitié des constructions dans la banlieue sud se trouvent dans l'illégalité. Cette illégalité a plusieurs formes : occupation illégale de terrains, construction sans permis de construire et infractions aux règlements de construction et d'urbanisme (Charafeddine 1987, 1991 ; Clerc-Huybrechts 2008).

La banlieue sud est tiraillée – comme on l'a signalé plus haut – pendant déjà des décennies, entre deux images : celle des nouveaux équipements et des projets de l'élite au pouvoir d'une part, et celle des tanakés, de l'habitat irrégulier et de la contestation d'autre part. C'est cette dernière qui s'impose avec les transformations de la guerre.

³³⁰ Institution fondée dans les années 60 par l'Imam AlSader et autres personnalités religieuses et civiles chiites. Elle développe nombre d'associations caritatives et d'équipements et est toujours très active dans la banlieue sud

³³¹ Clerc-Huybrechts (2008) souligne que ces terrains sont des mouchaa appartenant aussi à d'autres localités notamment de Chiyah. Mais vu la situation la municipalité de Chiyah n'est pas en position de les revendiquer.

³³² Toutefois, Mr. Kanj le président de la municipalité de Ghobeiri, rapporté par Osseiran (1982) à cette époque affiche un regret d'avoir perdu d'importants domaines municipaux. Ce qui relativise en quelque sorte la part de la municipalité dans cette implantation, comme souligné par Clerc-Huybrechts (2008)

Il s'agit d'un territoire communautaire – chiite – très dense, pauvre, lieu de contestation contre le régime, auto-géré, avec un taux très élevé d'habitat irrégulier et où l'Etat est absent (Charafeddine, 1985 ; Harb 2005). Mona Harb (2005) rapporte deux explications proposées par des chercheurs libanais pour expliquer l'émergence d'un tel territoire : pour certains comme Charafeddine, c'est surtout l'absence de l'Etat ou plutôt sa politique urbaine discriminatoire et confessionnelle, pour d'autres comme Nasr (1985) c'est surtout « la levée en masse d'un groupe social surtout mû et motivé par un revivalisme religieux effervescent et une démographie galopante ». Le débat entre les effets de l'exclusion et la stigmatisation et ceux des spécificités culturelles et sociales chiites sur l'émergence de la banlieue sud marque longtemps les analyses de celle-ci. Un élément toutefois fait l'unanimité, la banlieue sud se démarque du reste de Beyrouth-Ouest, et semble former un territoire à part.

Beyrouth-Ouest perd une bonne partie de ses habitants de communautés chrétiennes, toutefois, il en gagne d'autres, comme indiqué plus haut. La mixité communautaire qui marque encore avant la guerre de larges segments de cette partie de la ville se retrouve restreinte à quelques quartiers de Ras Beyrouth où certaines milices de gauche tiennent le contrôle. L'arrivée de déplacés de la communauté chiite qui se sont installés à Hay Lija, Raouché, Ras Beyrouth, Qantari, Wadi Abou Jmil, Khandak El Ghamiq complexifie les territorialisations communautaires dans cette partie de la capitale. Beyrouth-Ouest à défaut de s'étendre se densifie.

7.2.2 RMB et Grand Beyrouth

Les découpages administratifs d'avant la guerre se maintiennent pendant celle-ci. De fait l'Etat, bien qu'encore présent dans sa forme minimale, n'est pas en mesure de procéder à des changements de cet ordre. D'autre part, les différents protagonistes – même si certains sont allés loin dans la création de proto-états comme on le verra plus loin – se disent pour l'unité du pays sous l'égide de l'Etat libanais. C'est ainsi qu'un fossé profond sépare les découpages administratifs des découpages de fait sur le terrain que l'Etat ne reconnaît pas officiellement. Nous reviendrons dans la partie gouvernance sur l'organisation du territoire par certaines milices.

L'apparition de l'appellation région métropolitaine de Beyrouth (RMB) remonte à cette époque et est propre à l'époque du mandat d'Amine Gemayel³³³. On a déjà mentionné l'utilisation de l'appellation Grand Beyrouth et sa rétraction pour le projet d'Ecochard dans les années soixante. Toutefois, c'est aussi sous le mandat Gemayel que l'expression Grand Beyrouth est réutilisée. Arnaud (1997) en discutant l'usage des deux terminologies souligne que la première est une appellation officielle comprenant un territoire défini et délimité alors que la seconde représente une appellation officieuse retenue dans les médias.

³³³ Sur lequel on reviendra plus loin

La première – utilisée pour le projet de schéma directeur de l'aménagement de la région métropolitaine de Beyrouth – définit un périmètre allant de Nahr AlKalb au nord à Nahr Damour au sud, le littoral à l'ouest et une ligne variant entre 400 et 600 mètres d'altitude à l'est. La seconde englobe des périmètres différents dans chaque contexte. Elle est utilisée la première fois pour indiquer le territoire sous le contrôle de l'armée libanaise à Beyrouth après le retrait israélien de la ville en 1983.

Ces périmètres sont loin de présenter une réalité fonctionnelle de l'agglomération de Beyrouth à l'époque (Arnaud, 1997). La RMB n'est pas retenue comme périmètre administratif. Toutefois, nous choisissons de les présenter ici pour souligner que malgré la division par la guerre de la ville et malgré les découpages administratifs marquant des municipalités de tailles réduites, la perception de l'agglomération comme un grand ensemble est aussi présente dans la pensée des responsables et des urbanistes que dans l'imaginaire populaire. Cet ensemble représente pour les premiers, marqués par une culture professionnelle technique, une réalité fonctionnelle³³⁴ (Verdeil, 2002). Et pour les populations vivant en temps de guerre une promesse de paix et d'entente où les différents territoires de la guerre sont inclus dans un et même Grand Beyrouth.

7.2.3 Effort d' « homogénéisation chrétienne » à Beyrouth Est et tensions communautaires à Beyrouth Ouest (voir planche 7- V.c.)

Une des implications les plus évidentes de cette guerre est le renforcement de la ségrégation communautaire dans l'espace de la capitale; dans les premières années de la guerre, des transferts de populations par déplacements forcés se font le long de la ligne de démarcation. Toutefois, deux logiques différentes sont en prise à Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest.

À Beyrouth-Est avant la guerre comme le souligne Khayat (1995), à travers le cas de Gitawi à Achrafieh, plusieurs communautés chrétiennes sont présentes et ont leurs propres réseaux et parfois les territorialisations de certaines rues et quartiers même à des échelles assez fines sont remarquables. Avec la guerre – surtout après la destruction des camps palestiniens, des tanakés et le déplacement des populations musulmanes – et notamment avec la formation des grandes milices dans le réduit chrétien, un effort est fait pour centraliser le contrôle territorial et l'organisation sociale, économique et politique aux dépens des différentes structures communautaires. On cherche à briser les particularités communautaires au profit de l'émergence d'une « homogénéité chrétienne ».

Ceci se fait par le développement d'un nouvel espace économique – sur lequel on reviendra plus tard – de réseaux d'entraide et d'assistance sociale, mais aussi par un mouvement d' « unification

³³⁴ Bien que de nombreux professionnels soulignent l'arbitraire de ces frontières

des armes »³³⁵. Il faut noter pourtant le cas du ghetto arménien de Bourj Hammoud tenu par les partis arméniens qui refusent de prendre parti dans la guerre et s'opposent au projet d' « unification des armes » des Forces Libanaises³³⁶.

A Beyrouth-Ouest, la situation est fort différente. Ce secteur est le théâtre de confrontations entre les différentes milices pour le contrôle du territoire de la ville. C'est ainsi que les Mourabitoun, dont les militants sont de la communauté sunnite, entrent en combats contre le Mouvement Amal, dont les militants sont de la communauté chiite, allié au parti socialiste progressiste, dont les militants sont de la communauté druze. Après la chute des Mourabitoun, c'est au tour des alliés d'hier de se faire la guerre pour le contrôle de Beyrouth.

D'autre part l'arrivée des déplacés du sud, de communauté chiite, et leur installation dans certains quartiers de Beyrouth maintient une certaine tension, où différence communautaire se superpose à divergence politique et différence de statut socioéconomique et culturel entre citadins et ruraux, comme le présente clairement l'exemple de Moussaytbé décrit par Fattore (Arnaud, 1997).

Dans la banlieue sud, à très forte dominante communautaire chiite, la différenciation est entre les camps palestiniens de Chatila et Bourj AlBarajné d'une part et le reste de la banlieue sud. Cette différenciation qui monte en tension pendant la guerre pour exploser avec la guerre des camps entre le mouvement Amal et l'OLP.

7.2.4 Paupérisation généralisée et les nouveaux quartiers de Jounieh

Avec la guerre, les grandes fortunes qui ont construit leurs demeures dans la banlieue sud avant la guerre commencent à la quitter. Les hauts lieux de la sociabilité et de loisirs sur les sables du Sahel sont délaissés. Les sables deviennent le lieu de la forte concentration d'habitats irréguliers et de grande pauvreté. Malgré tout, des différences socioéconomiques sont globalement repérables au niveau de la banlieue sud. Ainsi on a la grande misère de certains quartiers irréguliers coupés des services urbains les plus élémentaires, et d'autres quartiers, notamment les anciens tissus urbains des localités de l'avant-guerre, où on peut retrouver une classe moyenne qui se maintient toujours.

Beaucoup plus importante que dans la banlieue sud, la différenciation socioéconomique est frappante entre divers autres secteurs de Beyrouth-Ouest. C'est déjà le cas avant la guerre où face aux quartiers riches de Ras Beyrouth on trouve la tanaké de Wata El Msaytbé. Certains quartiers

³³⁵ Slogan levé par la milice des Forces Libanaises avançant la nécessité de monopoliser les armes des milices de Beyrouth-Est par une seule instance, de fait elle-même. Ceci mène à des confrontations avec les différentes milices pour les forcer à rendre des armes.

³³⁶ Les Forces Libanaises est une organisation politique et militaire qui se développe à partir de 1978 par Béchir Gemayel, le fils du fondateur des Phalanges Libanaises. Les FL cherchent à intégrer en leur sein les différentes milices des partis du Front Libanais.

riches comme du côté de Raouché et Ramlet El Bayda conservent leur statut pendant la guerre. Cependant l'arrivée des migrants de la communauté chiite du Sud change profondément les espaces haut de gamme à Beyrouth-Ouest, à travers le recyclage des usages et l'adaptation des espaces aux besoins de survie (Davie M.F., 1991; Saliba & Abun Nasr, 1997 ; Fattore, 1997)

La différenciation socioéconomique est moins évidente dans Beyrouth Est. Toutefois, dans certaines zones du « réduit chrétien », dans le Kesrwan et notamment la région de Jounieh – où s'installe une bonne partie de la classe moyenne et aisée de Beyrouth-Est fuyant les fronts de combats – on peut trouver des quartiers de riches, des nouveaux centres balnéaires, et centres commerciaux qui contrastent avec des quartiers plus populaires.

7.2.5 Le redéploiement des activités entre nouvelles centralités, territoires communautaires et organisation locale

La guerre a un impact très lourd sur les activités économiques à Beyrouth. Beyrouth de l'avant-guerre compte surtout sur des activités économiques liées au port et son transit, la spéculation foncière, le tourisme et les services bancaires. Toutes ces filières sont fortement touchées par la guerre.

La spéculation foncière qui est dans l'histoire de la ville un des moteurs de l'expansion beyrouthine se trouve en crise. Les biens fonciers et immobiliers perdent de leur valeur. D'autre part un grand nombre d'immeubles se vide ou est squatté. Si c'est le cas notamment à Beyrouth-Ouest et quelques secteurs proches de la ligne de démarcation à Beyrouth Est, la situation est très différente au cœur du réduit chrétien où la demande de logement fait monter le prix du foncier. Avec le développement de Jounieh comme le centre économique du réduit chrétien, d'autres dynamiques que celles du logement lèvent le prix du foncier. C'est le cas de certaines rues commerciales, centres balnéaires et zones de bureaux.

De fait l'économie de la guerre peut compter sur les remises des émigrés qui augmentent pour aider leurs familles dans des situations difficiles mais aussi d'autres ressources propres aux économies de guerre telles les dépenses des milices – largement financées par des pays parrains – ou d'autres activités de différents types de trafics et de monopoles.

La destruction du centre force un redéploiement du commerce. De nouveaux espaces commerciaux se développent à Jounieh et Achrafieh à Beyrouth Est comme à Mar Elias et Verdun à Beyrouth Ouest. Si le développement des deux derniers espaces commerciaux se fait suite au redéploiement des commerçants dans des espaces plus sûrs, à Beyrouth Est, Khayat

(1997) rapporte, à partir du cas de Gitawi, d'autres dynamiques en relation notamment avec l'effort milicien de restructurer le territoire à travers le contrôle de l'économie³³⁷.

Au Sahel, le souk de Furn AlChebbak, malgré sa proximité de la ligne de démarcation continue à grandir. De fait, ce souk tombe dans la catégorie des espaces économiques stratégiques au niveau de Beyrouth Est. Il dessert son arrière-pays sur les collines de Baabda dont la population augmente mais aussi les régions proches du Matn nord. En même temps un autre souk émerge en pleine guerre à Hadath.

De fait Hadath ainsi que de nombreuses localités de son arrière-pays se trouvent prises entre deux lignes de démarcation – avec la banlieue sud et Choueifet à l'ouest et avec la région d'Aley au sud – et coupées de Furn AlChebbak. Ainsi se développe sur un axe nord-sud au cœur de la localité le souk de Hadath qui comprend des commerces d'une grande variété de commodités populaires. Ce souk reste dans la catégorie bas de gamme. De fait les quelques boutiques sophistiquées qu'ouvrent des émigrés de retour des pays du Golfe peinent à démarrer et le seul centre commercial reste un échec (Tohmé, 1995).

C'est pendant la guerre qu'on voit se multiplier dans le paysage commercial les centres commerciaux au Liban. Ils marquent une recherche de distinction et une clientèle plus distinguée que celle des souks. Toutefois ce n'est que dans l'après-guerre que cette catégorie d'espaces commerciaux pourra s'affirmer.

De l'autre côté de la ligne de démarcation dans la banlieue sud, on voit émerger à Chiyah un nouveau souk, dit souk Mouawad. Ce souk qui émerge à partir de 1977 est fait surtout de commerçants qui ont perdu leurs commerces au centre-ville. Ce souk, dont les commerçants sont en majorité de la communauté chiite, forme une centralité à part au niveau de la banlieue sud puisqu'il vise explicitement une certaine catégorie sociale qui a les moyens de s'offrir de telles commodités dans une banlieue sud caractérisée par la pauvreté et la précarité.

De fait, la guerre pervertit profondément la structure économique de l'avant-guerre. Les usines de Ghobeiri et Chiyah comme celles de Bourj AlBarajné sont détruites par l'installation de la ligne de démarcation. De même l'économie agricole en rapport avec la plaine est fortement plombée par sa transformation en front de combats. D'autre part, la spéculation foncière de l'avant-guerre à

³³⁷ Dans son relevé de la situation des commerces de Gitawi à Achrafieh pendant la guerre, Khayat identifie quatre formes différentes de commerces induites par des dynamiques différentes. Il y a d'abord les commerçants du centre ville qui se replient sur Achrafieh et qui vivent cette situation comme une crise profonde qui perturbe leur commerce du fait qu'ils sont coupés de leurs clients traditionnels et de leurs circuits d'approvisionnement. Un autre type de commerçants sont pour une bonne part des gens qui installent leur commerce à Gitawi pendant la guerre, ils sont proches des milieux miliciens. Leur choix de s'installer à Gitawi émane d'une stratégie commerciale basée sur une reconnaissance de Beyrouth Est et de ses besoins. Khayat (1995) pense que c'est ce genre de commerçants qui fait émerger les nouvelles centralités commerciales au niveau de Beyrouth Est. Un troisième genre de commerces sont ceux tenus par des ex-combattants et sont financés par les milices. C'est une récompense pour fidélité et une stratégie de renforcement de l'implantation des milices dans les quartiers. Enfin une quatrième catégorie est celle de celui qui ayant perdu son emploi et s'est appauvri par la guerre cherche à survivre par les petits commerces.

Haret Hreik n'a plus raison d'être avec la perte de la moitié de sa population. Ce qui subsiste de l'avant-guerre est plutôt les activités des petits commerces et les ateliers de réparation et de garagistes à Ghobeiri. Ces types d'activités se multiplient dans toute la banlieue sud.

Dans un contexte de guerre, de précarité générale et de surpopulation, ces activités permettent la survie. C'est le cas notamment pour de nombreux déplacés. La grande majorité des déplacés est faite de paysans. Se basant sur l'entraide sociale traditionnelle dans leurs réseaux qu'ils cherchent à maintenir ainsi que sur l'assistance des partis politiques, ces déplacés essaient d'ouvrir des commerces modestes ou d'autres activités qui ne nécessitent pas des investissements et peuvent compter sur la consommation d'une population nombreuse. Des différentes activités de l'économie informelle, les activités commerciales sont ainsi les plus dominantes.

7.3 Projets de territorialisation, de métropolisation et de reconstruction en pleine guerre (voir planche 5- 2.)

L'écroulement de l'Etat et de services pendant la guerre se fait durement sentir. Certains équipements sont fortement détruits ou contrôlés par les milices. C'est le cas par exemple de la cité sportive, de l'aéroport et du port. Entre temps différentes milices à partir de la deuxième époque de la guerre mettent en place des administrations territoriales, des différents services urbains.

Déjà dès le début de la guerre dans certains secteurs comme à Aïn AlRemené³³⁸ ou Hadath, des comités se mettent en place pour l'organisation de la vie locale. Ainsi se développent des « comités supérieurs locaux » qui regroupent les représentants de la municipalité, les principaux notables, les responsables des institutions de l'Etat dans ces localités, les responsables des instances des partis chrétiens, les présidents des associations locales et autres personnes qui peuvent collaborer à l'organisation de la survie. Ils prennent en charge la levée des déchets, le nettoyage des rues, l'organisation de l'approvisionnement, nettoient les abris, contrôlent les prix et font du secourisme (Osseiran, 1982).

Ces organismes sont vite remplacés à Beyrouth Est, dans les premières années de la guerre, par les « comités populaires » qui regroupent les responsables des partis et milices en place. Toutefois, après de sourdes guerres intestines, les petits partis et milices sont mis de côté et des administrations miliciennes plus développées prennent le contrôle de larges territoires.

Un des exemples les plus forts est celui de l'Administration Civile de la Montagne mise en place en 1983 par le parti progressiste socialiste dans les cazas du Chouf et Aley habités par des populations de la communauté druze. Cette administration est organisée sur le modèle étatique

³³⁸ Aïn AlRemené comprend le secteur est de Chiyah et Furn AlChebbak. Il présente pendant la guerre une unité sociale, politique et économique.

(Achkar, 2009). Elle est centralisée et comprend des ramifications dans toutes les localités, elle procède à une levée d'impôts, fait des études, offre des services et exécute des projets. Ces projets vont de l'élargissement et du tracé de rues à l'élargissement du réseau électrique. Les études comprennent même des études d'urbanisme.

Toutefois, l'ADM est loin d'être la seule organisation dans son genre. Les Forces Libanaises à Beyrouth Est développent aussi leur propre organisation. Outre leur prise de contrôle de différentes institutions étatiques, tel le contrôle du cinquième bassin du port de Beyrouth, ils développent des équipements sous leur contrôle notamment le port de Jounieh. Ils lèvent des taxes, mettent en place une caisse de solidarité, ouvrent un grand nombre de coopératives de consommation dans les quartiers et font circuler des bus. Les Forces Libanaises se targuent aussi d'avoir mis en place la première télévision privée pendant la guerre, ainsi qu'un large répertoire d'autres médias.

Dans la banlieue sud, le Hezbollah essaie aussi d'organiser les zones sous son contrôle³³⁹. La question la plus pressante est le manque d'eau, il met en place un réseau de citernes sur certaines places publiques et coins de rues dont il assure l'alimentation en transportant l'eau depuis des sources et des puits. Son organisation des travaux publics « Jihad AlBinaa » entreprend différents travaux publics allant de l'élargissement et l'ouverture de rues à divers autres projets d'art. Un autre secteur de son intervention est le ramassage des déchets.

Outre les partis, quelques municipalités qui réussissent à se maintenir malgré la guerre contribuent elles aussi par leurs simples moyens. Dans la banlieue sud c'est le cas de la municipalité de Ghobeiri. Osseiran (1982) rapporte un entretien avec le président de la municipalité qui insiste que la priorité de celle-ci, vu la situation de surpopulation et de grande pauvreté, est celle de la propreté des espaces publics considérant son impact sur la santé publique. Ainsi les services de la municipalité qui procèdent au ramassage des ordures s'avouent débordés par la taille du territoire de Ghobeiri auquel il faut ajouter la partie ouest de Chiyah.

Un autre acteur qui s'affirme dans certaines localités sont les associations des commerçants. Tohmé (1995) rapporte le cas de l'association du nouveau souk de Hadath qui se met en place pendant la guerre. Cette association veille sur la sécurité des commerces mais aussi prend en charge le ramassage des ordures ménagères, le nettoyage des rues et l'éclairage.

Si la profusion des acteurs construisant et organisant leurs territoires à diverses échelles souligne l'absence de l'Etat, celui-ci n'est pas totalement absent. De fait, la guerre civile de 1975 à 1991

³³⁹ Dans la seconde partie de la guerre, le Hezbollah se retrouve dans un face à face avec le mouvement Amal pour le contrôle des zones habitées par la communauté chiite au Liban et plus particulièrement la banlieue sud. Un accord est enfin atteint sous les auspices de l'Iran et la Syrie où le Hezbollah contrôle les localités à l'est de la banlieue sud sauf Chiyah contrôlé par Amal aussi bien qu'Ouzai et Jnah

n'est pas un continuum de violences. On y connaît des périodes d'accalmie et c'est dans ces périodes que l'Etat essaie de se réimposer.

Ainsi en 1977 est mis en place un premier projet pour la reconstruction du centre-ville détruit dans les deux premières années de guerre. Le projet prévoit le prolongement des activités balnéaires qui se développent dans l'avant-guerre sur la corniche maritime vers le centre-ville ainsi que le remblai d'une partie du premier bassin du port. Toutefois la guerre éclate de nouveau jetant ce projet à l'eau.

L'arrivée au pouvoir d'Amine Gemayel³⁴⁰ marque un effort de centralisation à partir de 1983. Pour cela il prend le contrôle du Conseil de Développement et de Reconstruction (CDR) – l'organisme qui, mis en place en 1977, devient l'institution clé pour la planification et l'intervention sur l'urbain – en y nommant des proches. À travers le CDR Gemayel tente de mettre en place principalement deux grands projets.

Le premier projet est LINORD ou le projet de développement du littoral nord. Ce projet vise la mise en place d'un important projet de développement urbain sur un remblai sur la mer sur le littoral du Matn non loin de l'embouchure du Nahr Beyrouth³⁴¹. Il présente une culture d'intervention urbaine différente de ce que le Liban a jusqu'ici connu. Il se distancie des approches de schéma et de plan d'urbanisme pour mobiliser un nouvel outil, le projet urbain³⁴².

Ce projet a « pour vocation d'être la vitrine de la ville chrétienne et ses enjeux fonciers particulièrement lourds » (Verdeil, 2002). En fait, avec la division de Beyrouth, et la fuite de beaucoup de gens des fronts de combat, le prix du foncier monte très fortement au Matn avec l'accentuation de la demande. Or, si au Kesrwan c'est surtout à Jounieh et sur le littoral que l'urbanisation se fait, dans ce secteur de Beyrouth-Est, l'urbanisation se fait sur les collines délaissant la côte. De fait, la côte du Matn est très réduite et a toujours été proche des concentrations industrielles de la banlieue est. Toutefois, la guerre change la donne, ainsi avec le déplacement des populations des communautés musulmanes et la destruction des camps palestiniens de la banlieue est, la guerre détruit l'industrie.

Le projet prévoit la création d'un remblai sur lequel se développe un projet urbain comprenant du résidentiel, du commercial ainsi que des activités touristiques et de loisir. Le CDR continue à en

³⁴⁰ Chef des Phalanges Libanaises et fils du fondateur du parti. Il est soutenu par les Etats-Unis. Sa décision de signer un accord de paix avec Israël sous occupation, brise la fragile acceptation de son autorité par les partis de l'opposition à Beyrouth-Ouest.

³⁴¹ Ce projet est le fruit d'une étude entreprise par la direction générale de l'urbanisme en 1980 sur une suggestion de Gemayel lui-même quand il est encore député du Matn. Une fois président, le CDR reprend en main le projet à la demande du président. Toutefois comme le souligne Verdeil (2002), l'engagement en amont de Gemayel dans ce projet et la forte implication d'entrepreneurs proches de lui indique le caractère « projet présidentiel » de LINORD.

³⁴² Toutefois cette façon de faire l'urbain est hors du cadre des lois libanaises, c'est pour cela que le président cherche à être au plus près des détails de projet et confie la gestion de l'étude et du projet à un organisme fortement centralisé et qu'il contrôle.

assurer le suivi jusqu'en 1988³⁴³, ce projet sera repris dans l'après-guerre. Ainsi l'Etat passe un premier accord avec un consortium composé de grands entrepreneurs libanais³⁴⁴. Cependant, les événements politiques, la reprise des combats, ainsi que la crise économique au Liban³⁴⁵ arrêtent l'exécution du projet.

Le deuxième grand projet du mandat Gemayel est le schéma directeur d'aménagement de la région métropolitaine de Beyrouth. Cette étude entamée en 1983 et présentée en 1986, ne sera jamais mise en exécution. Elle est préparée par l'institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France et financée par des fonds français. Elle est dans la lignée des grandes études définissant les lignes maîtresses de l'aménagement de la capitale que connaît Beyrouth depuis Danger et Ecochard. Mais comme l'indique ses protagonistes, il est inspiré par une autre méthodologie de planification : la méthodologie des incertitudes.

Ces incertitudes sont de diverses natures. L'incertitude des données et surtout l'incertitude de la situation politique et économique en temps de guerre. Ainsi le schéma doit être le plus ouvert possible à de probables modifications tout en permettant de guider l'intervention.

L'idée centrale du SDARMB est de contrôler l'étalement urbain et l'urbanisation galopante de l'agglomération en définissant des pôles de concentration de la croissance, en les équipant et en les liant. Le projet identifie quatre pôles dans les banlieues de Beyrouth : Nahr AIMot entre la banlieue est et la banlieue nord au cœur du Matn côtier, Hazmié et l'est de Mreijé au Sahel et Khaldé dans le caza de Aley au sud de l'aéroport. D'autre part il suggère un renforcement de la mobilité entre ces pôles par le développement des transports en commun incluant différents modes de transport.

À ces projets, on peut aussi ajouter les projets de ponts métalliques mis en place sur des nombreuses artères de l'agglomération beyrouthine par un autre organisme central, le conseil pour les grands projets de la ville de Beyrouth au temps de Gemayel.

³⁴³ Gémayel termine son mandat sans élection d'un nouvel président, il nomme le chef de l'armée, le général Aoun à la tête de l'Etat provoquant une crise profonde.

³⁴⁴ Notamment le futur Premier ministre Rafic Hariri représentant 60% du financement du consortium, ainsi que Joseph Khoury qui exécutera après la guerre une partie de ce projet en faveur d'un autre contrat.

³⁴⁵ Notamment la dévaluation de la livre libanaise

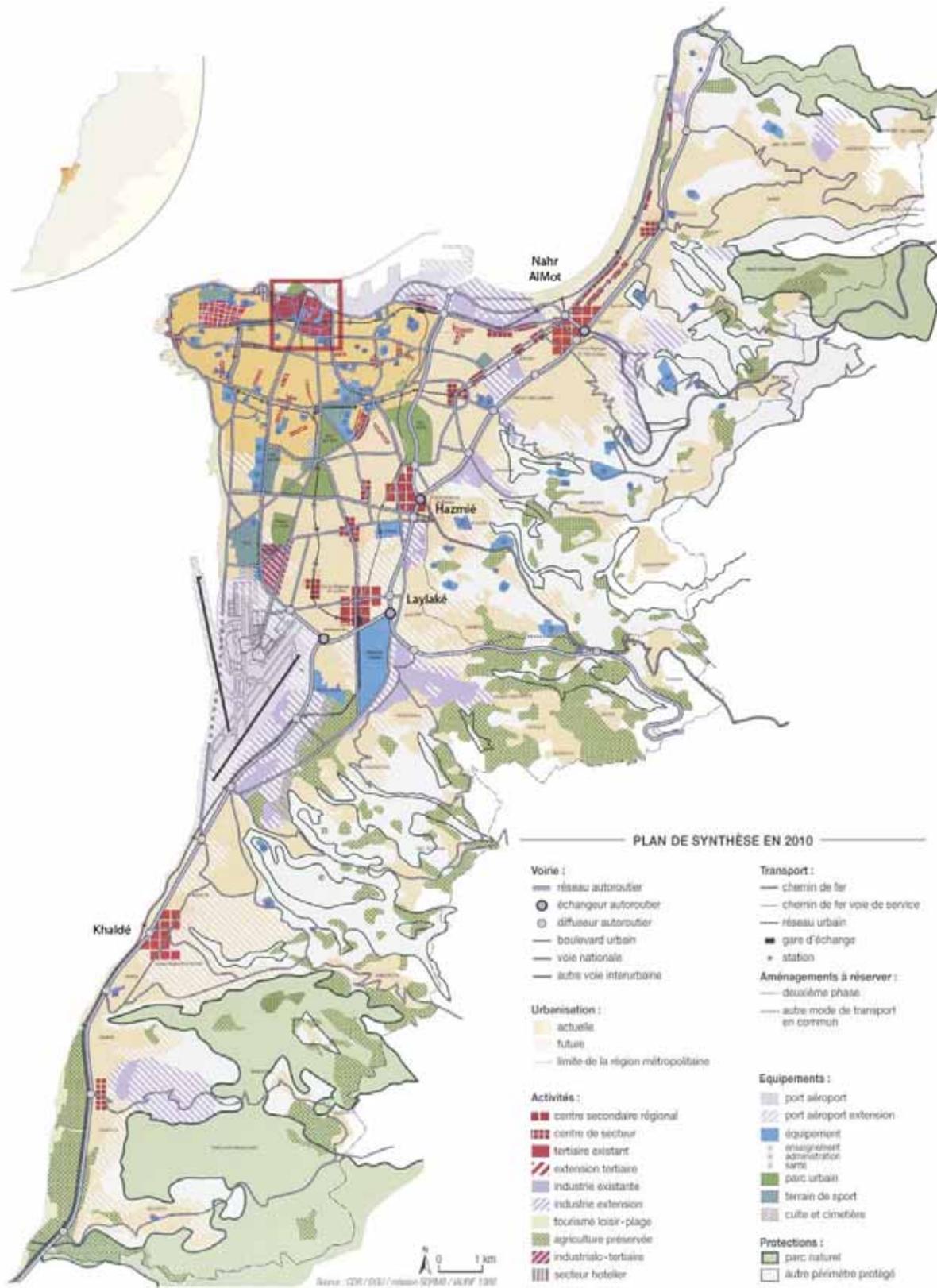


Schéma d'aménagement de la région métropolitaine de Beyrouth
 Source : CDR/DGU/mission SDARMB/IAURIF, 1986

7.4 Gouvernance

7.4.1 La dépossession politique des clans familiaux

La guerre a un impact important sur la gouvernance locale à Beyrouth. On a vu dans la période de l'indépendance la cristallisation de sphères politiques locales axées sur les municipalités. Ces sphères sont le terrain d'affrontement et d'alliance de clans familiaux et de notables. Cependant, les partis politiques sont de plus en plus présents dans le paysage politique local, arrivant même à s'imposer dans certaines localités.

C'est le cas de Hadath par exemple où en 1964 un partisan du parti des patriotes libres arrive à la tête de la municipalité. Toutefois il faut relativiser la chose : c'est avec l'appui des clans migrants qu'il gagne les élections, et d'autre part, il est lui-même membre d'un clan familial présent à Hadath (Tohmé, 1995). Ainsi avec tout leur pouvoir de mobilisation politique au niveau national, les partis doivent traiter avec les subtilités du paysage politique local pour pouvoir se maintenir au niveau local.

Au début de la guerre, ce sont aussi les acteurs de la société locale qui se mobilisent pour organiser la vie quotidienne en temps de guerre. Nous avons décrit plus haut le cas de Aïn AlRemené qui est un parmi tant d'autres. Les municipalités encore en place – après douze ans des dernières élections municipales – essaient avec leurs faibles moyens de trouver des logements pour les déplacés. Les partis, à ce stade, participent à travers leurs instances locales dans ces efforts.

Toutefois avec le développement de la guerre, la crise de l'Etat et la formation de grands territoires communautaires, les fronts regroupant les principaux partis politiques des deux camps sont les seules instances capables de coordonner ces territoires. Par suite, comme dans le cas du Front Libanais à Beyrouth Est, des comités locaux rattachés au Front sont montés dans les différentes localités. Ces comités, dits populaires, bien qu'ils regroupent des acteurs locaux, inversent la hiérarchie traditionnelle locale. Les responsables des instances locales des partis se retrouvent au centre et sélectionnent les autres acteurs locaux avec qui collaborer et qui sont rattachés au comité. Le cas n'est pas fort différent dans l'autre camp où dès 1976, Kamal Joumblatt³⁴⁶ cherche lui aussi à mettre en place une administration « populaire » (Achkar, 2009).

Le développement des grandes milices – après de sévères combats et éliminations dans chaque camp – qui contrôlent de larges territoires communautaires donne un coup dur aux structures

³⁴⁶ Fondateur du PSP et président du Front Patriotique Libanais rassemblant les principaux partis de l'opposition de gauche

claniques et notabliaires traditionnelles locales. De fait, les acteurs locaux sont dépossédés de toutes leurs ressources de pouvoir.

D'abord, les municipalités qu'ils contrôlent, avec la guerre et le refus des gens de payer les impôts, peinent à se maintenir et même à continuer à payer les salaires de leurs employés. De même la vie municipale n'est plus le principal cadre de la vie politique locale avec le développement des institutions des partis au niveau local.

D'autre part, l'importance aussi bien en prestige d'ancienneté dans la localité ou en nombre n'a plus la même valeur dans la nouvelle situation. Beaucoup des localités des banlieues de Beyrouth, reçoivent un nombre élevé de déplacés et de migrants surpassant dans beaucoup de cas le nombre des résidents d'avant-guerre. Ces déplacés et migrants sont plus enclins à s'identifier au projet des milices dans la construction d'un territoire communautaire que dans les velléités des conflits de clans locaux.

Enfin l'accès au pouvoir central à travers les zaïms communautaires traditionnels qui représente une ressource importante pour les notables locaux est aussi compromis, la déréliction de l'Etat et ses institutions pesant lourdement sur la capacité d'action des zaïms communautaires traditionnels.

7.4.2 Le système milicien

Entre temps, les grandes milices développent un système complexe de gestion et de contrôle territoriaux. Ces milices comptent sur un grand nombre de ressources, en grande partie l'accapuration des équipements et ressources de l'Etat dans la région qu'ils contrôlent. Certaines comme on a vu, ne manquent d'imposer des impôts et des taxes diverses. D'autres comptent sur l'assistance d'un large éventail de dons et de subventions par une large diaspora partagée elle aussi par le conflit, ou par des Etats impliqués par celui-ci, ou encore des grandes fortunes qui visent la protection de leurs investissements. Cela sans compter une grande diversité de types de trafic. Toutefois, la principale ressource reste l'enrôlement de partisans et de combattants. Les déplacés et les migrants forment une bonne partie de cette dernière ressource.

De fait, les déplacés de la guerre quittent leurs lieux d'origine, chassés par la violence, ayant rarement le temps d'organiser leur déplacement. Ils se retrouvent dans des lieux d'accueils qui ne sont pas prêts à recevoir un tel surplus de population et de surcroît eux mêmes sont aussi de différentes façons affectés par la guerre. Les réseaux traditionnels chez ces populations, notamment claniques et communautaires, sont mobilisés pour organiser leur insertion dans le milieu d'accueil. Toutefois ces réseaux restent faibles dans le cas de déplacements massifs, ce qui est souvent le cas.

Les milices avancent à ces déplacés diverses formes d'assistance pour faciliter leur insertion. La réquisition de maisons délaissées par des personnes d'autres communautés ayant fuit ces zones est généralement de mise. Ces milices ont d'autre part différents organismes à vocation sociale et qui ont pour but d'assister les familles déplacées à travers la facilitation de la scolarisation des enfants ou l'aide médicale ou en nature pour les plus démunis. Un des points forts de l'organisation milicienne est d'habitude un large réseau mobilisable pour assurer de l'emploi. Certaines milices ont même leurs propres entreprises et sociétés économiques de tout genre. Toutefois, c'est pour l'assurance d'une protection sécuritaire³⁴⁷ que le recours aux milices semble le plus nécessaire.

Les milices développent, en fait pendant la guerre, divers outils de gestion et de contrôle du territoire. Le contrôle du territoire passe d'abord par le contrôle de l'espace public et la transformation du territoire en ce que M.F. Davie (1992) appelle les territoires idéologiques.

Pour cela les milices cherchent d'abord à instituer une forte centralité au niveau local autour de leurs instances. Ces permanences qui quadrillent leur territoire doivent devenir les centres de la vie de quartier. Or, selon M.F. Davie (1992) la réussite de cette entreprise dépend plus des caractéristiques sociales des quartiers que de la capacité d'organisation des milices. Il avance trois exemples.

Dans le premier, il considère Achrafieh à Beyrouth-Est. Ici on est dans un milieu citadin où il existe une vie sociale assez riche déjà établie, ainsi que des réseaux d'interconnaissance et de sociabilité de voisinage de longue date. Les permanences des milices sont loin d'être les centres de vie des quartiers. Dans le second, il considère le cas de la banlieue sud-est, où la majorité de la population est néo-citadine et d'installation tardive. Dans ce cas, la superposition entre l'espace milicien et l'espace de quartier est imparfaite. Les permanences jouent un rôle important dans la vie du quartier, toutefois, d'autres réseaux de sociabilités et d'organisation sociale axés sur les rapports de voisinages ou d'entraide familiale, clanique ou communautaire existent déjà et perdurent. Le troisième cas est celui de la banlieue sud où la superposition de l'espace milicien et de la vie de quartier est presque parfaite. Ici la population dans beaucoup de quartiers est d'installation récente et les partis ont contribué à cette installation comme à l'organisation de vie de quartier.

Bien que nous reconnaissons la grande valeur de cette schématisation, en mettant en relief le poids des structures sociales sur la capacité de contrôle et de gestion territoriale milicienne, nous pensons qu'une lecture à la lettre de cette schématisation mène à des confusions sur nombre de points. Par exemple, la considération d'une primauté d'établissement d'Achrafieh par rapport aux localités du Sahel et la considération qu'il existe des réseaux sociaux développés à Beyrouth alors qu'ils ne sont pas mûrs au Sahel est un peu hâtive comme le montre l'histoire des deux derniers

³⁴⁷ Parfois contre les exactions des milices eux-mêmes

siècles dans ces deux territoires. D'autre part, penser une population de déplacés qui s'installe dans un même quartier comme une page vide et par suite facilement manipulable par les milices est aussi une forte simplification. De fait, ces populations déplacées ramènent avec elles leurs propres réseaux de sociabilité et d'interconnaissance, et leur infiltration voire leur contrôle politique et social est une tâche aussi ardue que dans le cas des populations anciennement installées.

Si les milices réussissent à s'implanter plus dans les quartiers où se concentrent les déplacés, cela serait dû avant tout à leurs stratégies d'insertion de ceux-ci, à l'efficacité de leur organisation territoriale ramenant les services nécessaires à ces quartiers et surtout à leur sémiotique politique et spatiale. Cette dernière stratégie dans laquelle pourraient se retrouver les nouveaux venus peut bien en fait jouer un rôle dans leur appropriation du nouvel espace d'accueil.

Le contrôle territorial se fait surtout à travers le contrôle de l'espace public. Pour ce faire, les milices usent d'un large répertoire de propagande et d'affichage spatial. Cet affichage va du simple drapeau partisan, banderole ou du poster A4 en noir et blanc ou couleur portant un slogan, la photo d'un leader ou un martyr aux larges photos de leaders couvrant la totalité d'un immeuble, aux fresques murales et autres statuaires.

Ces éléments d'affichage sont plus denses près des centres de l'activité milicienne. Ils sont accompagnés par le contrôle sonore où des voitures avec des hauts parleurs font le tour du quartier pour annoncer une nouvelle, inviter à une occasion milicienne ou simplement en entonnant des chansons partisans. Enfin on a la présence physique à travers un grand nombre d'activités, à la tête desquelles viennent les funérailles d'un martyr tombé au combat.

Ce contrôle de l'espace public est relayé par un contrôle de la sphère publique à travers la diversification des médias miliciens – allant des radios aux chaînes télévisées aux médias imprimés – et avec bien sûr bannissement de tout genre de média contestataire ou de média provenant d'autres territoires.

L'organisation territoriale diffère d'une milice à une autre. Le Hezbollah procède dans les quartiers sous son contrôle dans la banlieue sud à un quadrillage de l'espace urbain en identifiant différentes échelles allant d'un quartier à une rue ou îlot au bâtiment. Au plus bas du système se trouve le comité d'immeuble qui groupe les sympathisants et les partisans du Hezbollah dans cet immeuble. Son rôle est d'identifier les besoins et les problèmes à ce niveau et de les relayer aux niveaux supérieurs pour guider leur intervention et garder le parti au plus près de la population. De plus, ils sont le bras du parti au niveau local pour motiver la population et assurer une forte visibilité au parti au niveau local.

A cette structure, le Hezbollah ajoute une autre sectorielle développée en organisation et associations spécialisés allant de celles concernées par la prédication et le prosélytisme à celles par

le social ou l'éducatif, ou le sanitaire, ou encore des travaux publics. L'organisation du Hezbollah, calquée sur celle des organismes de la révolution islamique en Iran, est avant tout une organisation de type populaire incluant un grand nombre de volontaires. Toutefois elle inclut un important nombre d'employés dans ses différentes organisations. Les autres milices diffèrent quelque peu du Hezbollah. Elles ont une organisation administrative plus développée et basée sur le modèle des bureaucraties des états modernes.

7.4.3 Les milices et l'Etat

Ces milices maintiennent un rapport ambigu à l'Etat. Celui-ci est encore présent à travers des structures minimales. La majorité de ses bureaux se dédoublent entre Beyrouth Est et Beyrouth Ouest pour assurer une présence de l'Etat dans les deux zones coupées l'une de l'autre. Les employés de ces administrations sont aussi répartis suivant leur appartenance communautaire. Dans beaucoup de cas, ces employés sont eux mêmes partisans des milices contrôlant le territoire, ou du moins ne sont pas dans une position de contester les agissements des milices. De fait, l'armée libanaise est divisée et beaucoup de ses bataillons sont sous contrôle direct des milices.

Dans les faits, on a différentes attitudes des milices envers les institutions de l'Etat. On a d'abord celles qui maintiennent une opposition forte aux institutions de l'Etat. C'est le cas du Hezbollah et divers autres petites milices nationalistes et de gauche, qui en sont complètement détachées, et ne reconnaissent pas son autorité.

D'autres milices comme les Forces Libanaises développent leurs propres structures tout en contrôlant quelques équipements étatiques comme le cinquième bassin du port, ou encore recyclent des équipements de l'Etat affectés par la guerre comme les bus. C'est aussi le cas d'Amal qui contrôle dans la seconde partie de la guerre l'aéroport de Beyrouth.

Il y a le cas du PSP qui met en place sa propre Administration Civile de la Montagne, toutefois il contrôle aussi les bureaux de l'Etat au Chouf. Il est intéressant de remarquer comme le note Achkar (2009) la forte imbrication de celle-ci et de l'Etat pendant la guerre. Ainsi la branche de la direction générale de l'urbanisme située à Beiteddine et concernée par le Chouf, approuve et reprend les projets préparés par l'ACM. D'autre part, sous le gouvernement d'unité nationale dans les années 80, où Walid Joumblatt, le leader du PSP est ministre des travaux publics, celui-ci fait recours à différents bureaux de l'ACM pour des projets de l'Etat.

Enfin il y a le cas des Phalangistes qui, déjà bien implantés dans les structures de l'Etat avant la guerre, renforcent leur présence dans sa bureaucratie avec le mandat Gémayel.

7.4.4 Guerre et affaires

Sur un autre registre, malgré la destruction de beaucoup de secteurs de l'économie libanaise avec la guerre, certains hommes d'affaires réussissent à se maintenir voir à agrandir leurs affaires. Comme on a dit, si le marché foncier et immobilier dégringole à Beyrouth-Ouest et dans les zones proches des fronts de guerre à Beyrouth Est, au Matn et au Kesrwan l'effort de construction bat son plein. D'autre part, l'étalement de la ville à l'Est ainsi que l'augmentation démographique par l'afflux des déplacés imposent la restructuration des centralités commerciales d'avant-guerre, pour répondre à la mutation et la localisation de la demande. C'est aussi au Matn et au Kesrwan que se concentrent ces investissements. Comme le souligne Khayat (1995), cette catégorie d'investisseurs est rarement très loin des structures miliciennes, avec qui elle partage dans le volet « civil » l'organisation du territoire.

De l'autre côté de la ligne de démarcation, dans la banlieue sud, face à la demande en logements, se développe aussi une catégorie d'entrepreneurs qui cherchent à produire pour le plus grand nombre. Une bonne partie de ceux-ci est proche du Hezbollah avec qui ils organisent le développement de ce secteur, notamment concernant les crédits pour les acquéreurs dont la grande majorité est dans une situation de forte pauvreté.

Le mandat d'Amine Gemayel est pour beaucoup d'hommes d'affaires une occasion de rapprochement de l'Etat. Gemayel en s'inspirant des recettes américaines et britanniques de l'époque, prône une politique économique encore plus libérale et un plus grand dégagement de l'Etat. C'est en partenariat avec le secteur privé que doit se construire l'intervention de celui-ci. Gemayel légitime son discours en insistant sur le manque de ressources de l'Etat et sur la nécessité de minimiser les dépenses. C'est en partant de ces principes qu'il entend mettre en place le projet LINORD.

7.4.5 Le mandat Gemayel et les projets en temps de guerre

Ce projet est un exemple expressif de la constitution d'une proximité importante entre les hautes instances de l'Etat et un cercle de grands hommes d'affaires. Ce cercle inclut bien sûr des grands hommes d'affaires du secteur Est de la ville mais aussi de grandes fortunes d'expatriés. De fait, à cette époque certains hommes d'affaires libanais ont très bien réussi dans les pays du Golfe amassant des sommes phénoménales. Certains commencent à chercher une place sur l'échiquier économique et politique libanais. Une des plus importantes de ces personnalités est le futur premier ministre Rafic Hariri. Verdeil (2002) voit dans l'inclusion de Hariri un outsider du camp présidentiel dans ce projet comme un gage pour l'accès à d'autres investissements en provenance du Golfe. D'ailleurs Hariri est aussi un partenaire dans d'autres projets de la présidence Gemayel, notamment la reconstruction du centre-ville ainsi que la réorganisation de la banlieue sud de Beyrouth. Le soutien apporté par le monde des affaires à la présidence et sa politique de

reconstruction et de développement urbain est une caution pour le pouvoir et une source de légitimité³⁴⁸.

Verdeil (2002) souligne que les principaux projets d'urbanisme du mandat Gemayel s'inscrivent chacun dans une fonction politique au service du régime. Le projet de reconstruction du centre-ville a pour but de renforcer la crédibilité et le prestige du président comme un rassembleur. De fait, dès 1977, la reconstruction des quartiers du centre signifie dans l'imaginaire des libanais un retour à la normale d'une ville et d'un pays où la diversité communautaire peut vivre en bonne entente. Le projet LINORD est un outil pour marquer le prestige du président au sein de son propre camp en donnant à la « ville chrétienne » un imposant projet de développement urbain. Le projet du SDARMB vise à redonner aux libanais l'assurance en leur Etat capable de planifier le futur. A ces projets discutés par Verdeil, nous pouvons ajouter celui de la banlieue sud à travers lequel le mandat Gemayel cherche à reprendre contrôle d'une partie de la ville qui lui échappe et qui est la base arrière de la contestation des politiques du régime à Beyrouth.

Toutefois, le changement du contexte politique local, régional et international, ainsi que des fautes tactiques le privent de beaucoup de ses ressources et de sa capacité d'action³⁴⁹. Ainsi, concernant le projet de la banlieue sud, Gemayel procède manu militari pour démolir des quartiers irréguliers. Cette décision mène à des affrontements entre l'armée libanaise et les milices des partis de l'opposition. Ces affrontements induisent une scission de l'armée elle-même et un « soulèvement » des milices de l'opposition chassant tout ce qui représente la présidence de Beyrouth Ouest. Gemayel doit se replier sur Beyrouth Est et négocier la mise en place d'un gouvernement d'union nationale où sont représentés les principaux partis d'opposition. Son crédit est fortement lésé. C'est dans ce nouveau contexte qu'il cherche à mettre en place le projet du SDARMB.

³⁴⁸ En fait, Gemayel arrive au pouvoir en 1983 dans un contexte d'occupation israélienne, de retrait de l'OLP de Beyrouth et de sévères pertes des milices des partis de l'opposition³⁴⁸. Il s'appuie sur le soutien des Etats-Unis, et l'approbation de pays arabes alliés des Etats-Unis, notamment l'Arabie Saoudite. Il peut compter sur une armée libanaise dont un grand nombre d'officiers sont proches de son camp, ainsi que sur les milices des Phalanges dont il est le chef et des Forces Libanaises à la tête de laquelle il met un proche. Il essaie d'user de toutes ces ressources politiques pour contrôler l'Etat et renforcer sa centralisation aux mains de la présidence.

Pour cela, il met des personnes proches de lui à la tête de nombre d'institutions clés, notamment le CDR. Il s'appuie sur un large réseau d'hommes d'affaires. Il renforce un centre d'études qu'il avait mis en place lorsqu'il était encore député, et qui compte maintenant plus d'une centaine de personnes. Il fait recours aux organismes d'aides financiers et techniques étrangers, notamment français comme dans le cas de l'IAURIF. Il compte sur l'armée qu'il cherche à équiper pour s'imposer face aux milices de l'opposition, tout en cherchant à s'allier des personnalités politiques traditionnelles des autres communautés. Et surtout il choisit de s'appuyer sur une politique d'aménagement du territoire et d'urbanisme comme un important outil de légitimation de ses politiques.

³⁴⁹ Après un attentat massif contre les contingents américains et français venus à la demande de la présidence à Beyrouth, ces pays décident de se retirer. Entre temps, sous la pression d'une résistance libanaise de plus en plus audacieuse l'armée israélienne est en retrait. Sur le plan intérieur, il doit sous la pression de l'opposition se rétracter d'un accord de paix signé avec les israéliens, perdre avec ses alliés des Forces Libanaises les combats de la Montagne contre le PSP – menant au déplacement des populations des communautés chrétiennes du Chouf – et enfin faire face au « soulèvement » des partis de l'opposition, la scission de l'armée et aux dissensions avec les Forces Libanaises dans son propre camp.

Ce projet est fortement critiqué par de nombreux auteurs pour le « manque d'imagination » des urbanistes en charge du projet, surtout sur le point du choix des différents pôles qui semblent être conçus sur mesure pour différents groupes politiques contrôlant les différents territoires de la RMB. Ainsi Khaldé serait pour le PSP, Mreijé pour les partis chiites, Nahr AIMot pour les Forces Libanaises et Hazmié pour le président. À cela certains ajoutent la création d'une zone industrielle à Choueifet qui serait une zone tampon entre les populations des communautés chiites et druzes, ou le tracé de la ligne de chemin de fer qui ne traverse pas la ligne de démarcation.

Clairement les poids du politique et du communautaire semblent prépondérants dans la formulation de ce projet. Toutefois, en menant une recherche approfondie sur la question, à travers de nombreux entretiens et l'étude de l'évolution des propositions, Verdeil (2002) relativise la pertinence de telles critiques. De fait, le choix des pôles sont dictés beaucoup plus par des facteurs de relief et de desserte que par des considérations politiques et communautaires. Pour Verdeil, la référence pour ce SDARMB est surtout le plan d'Ecochard auxquels il reprend l'essentiel des axes de voiries, qui sont d'ailleurs pour une bonne part déjà partiellement exécutés à l'époque. De même la majorité de ces pôles constituent des zones de concentration d'activités dans les plans d'Ecochard. Enfin Verdeil souligne que, pour les concepteurs de ce schéma directeur, son exécution tient à un fort engagement de la part des autorités des autorités publiques – surtout en matière de maîtrise foncière pour assurer son financement – et non à une hésitante réal politique.

7.4.6 Gouvernance et guerre

Tous les projets de Gemayel n'ont pas abouti. Il serait légitime de penser que le poids des événements de la guerre est plus fort que la capacité d'action d'une équipe présidentielle qui voit son pouvoir s'amenuiser avec le temps. Toutefois, la guerre semble marquer des tendances nouvelles concernant la gouvernance urbaine à Beyrouth.

On peut citer avant tout la forte porosité de l'Etat face à l'infiltration milicienne. Dans beaucoup de cas la démarcation n'est pas nette entre les deux. Après l'épisode de centralisation du mandat Gemayel, le maintien de l'Etat est basé sur une reconnaissance de la représentativité des milices et l'acceptation de leurs actions sur les territoires qu'ils contrôlent comme faisant partie et complémentaire de l'action de l'Etat.

Désormais, on peut voir pour la première fois le développement de larges organisations gérant des territoires indépendamment de l'autorité centrale et sur base idéologique. Si ce que cherchent la plupart des milices est avant tout une reconnaissance de leur place – qu'elles considèrent légitime en vue de ce qu'elles représentent, notamment en termes communautaires – au sein du système politique, d'autres, comme le Hezbollah à cette époque, recherchent un ancrage local

solide où elles puissent matérialiser leur projet idéologique, plus qu'une reconnaissance par le système politique.

Ainsi si toutes les milices construisent ce que M.F. Davie (1992) appelle leurs territoires idéologiques, pour la majorité ce ne sont que des tentatives de réplique, par les outils du contrôle territorial et de la propagande, du modèle étatique traditionnel. Pourtant certaines mues par une idéologie révolutionnaire – que ce soit le Hezbollah en banlieue sud ou les mouvements islamiques à Tripoli – cherchent à expérimenter³⁵⁰ des modèles idéologiques nouveaux.

Pour la première fois aussi depuis bien longtemps à Beyrouth et dans ses banlieues, on est dans une situation où le local est tout à fait dépossédé de la sphère politique. En fait les milices sont des constructions, communautaires ou idéologiques, supralocales et pour qui le local est avant tout une ressource – et non un horizon – pour des projets politiques au niveau national ou supranational. La chose locale est perçue comme potentiellement subversive et doit être contrôlée.

Cependant, malgré tout cet effort investi par les milices, les territoires miliciens restent traversés par des lignes de rupture internes qui représentent celles entre des situations locales différentes – différence de statut socioéconomique, différence d'origines – et que les seuls éléments communautaires ou idéologiques ne suffisent à absorber.

Toutefois des anciennes dynamiques se maintiennent et se renforcent. Ainsi le lien entre les choix de l'establishment politique au Liban en matière de gouvernance urbaine et les intérêts des hommes d'affaires continue à être assez fort. Le mandat de Gemayel renforce la tendance en mettant en avant une politique libérale, où les projets urbains ont leur place, comme moyen de sortir de la crise économique que connaît le pays en guerre.

7.5 Articulation des territorialités du Sahel aux grands systèmes : entre adaptation et volatilité

Avec la destruction des structures économiques de l'avant-guerre et de l'autorité de l'Etat, deux genres de systèmes dominent l'urbain à Beyrouth. On a d'un côté les économies de la guerre, de l'autre les territoires idéologiques miliciens.

Les différentes économies de la guerre imposent des adaptations aux territorialités existantes comme à celles provoquées par la guerre. On a d'abord, l'émergence de nouvelles centralités économiques qui viennent remplacer la centralité du centre-ville de Beyrouth détruite par la guerre. Ceci impose aux différentes territorialités de rechercher des connexions avec ces nouvelles

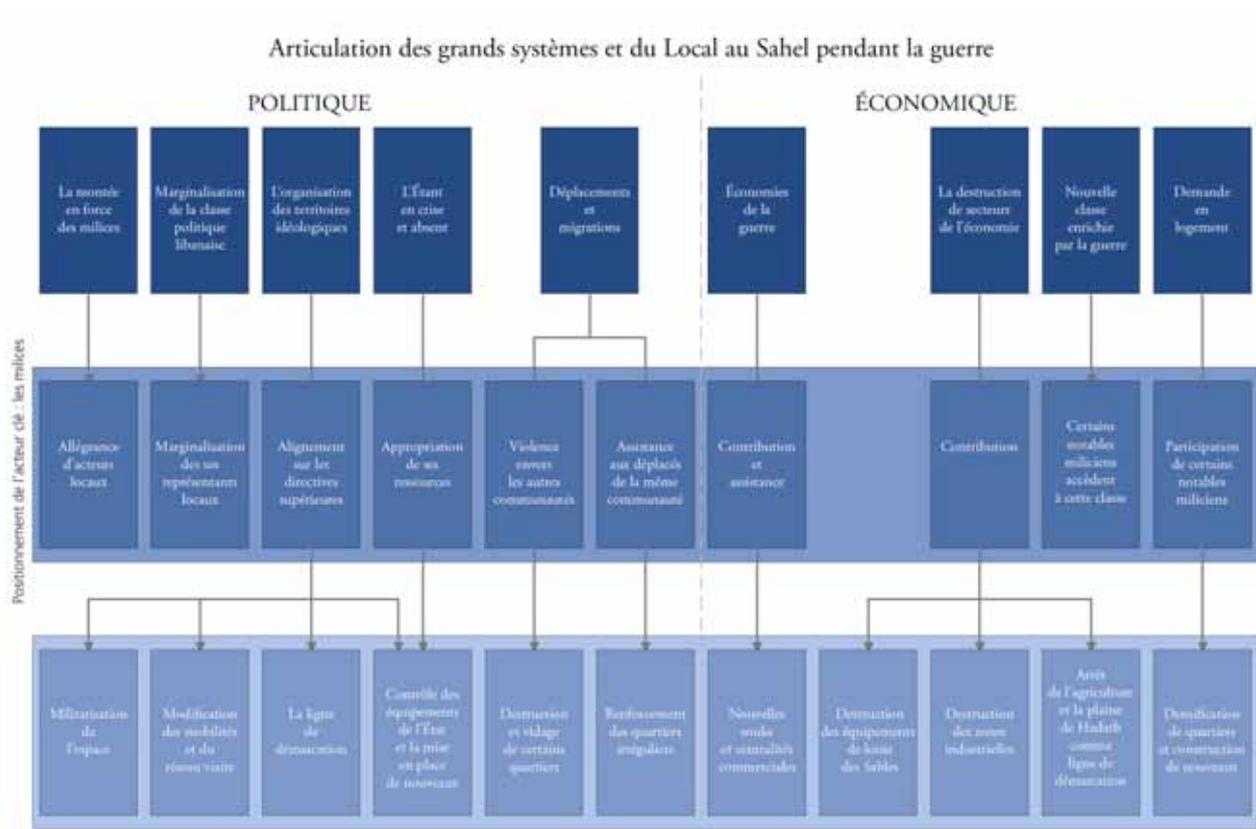
³⁵⁰ ou à imposer.

centralités ou tout simplement d'en créer elles-mêmes en leur sein. D'autre part, la destruction d'un nombre d'économies productives implique le besoin de remplacement de celles-ci par d'autres dans les territorialités concernées. Le remplacement de l'économie productive se fait surtout par le commerce de proximité ainsi d'un grand nombre d'activités économiques informelles.

La multiplication des centralités comme le développement du commerce de proximité partout dans l'agglomération fait que beaucoup de territorialités ont tendance à s'autonomiser par rapport aux autres. Ceci est bien sûr accentué, pour des raisons de sécurité, par le déclin de mobilité et la tendance des personnes à se rabattre sur leur quartier de résidence. Toutefois l'étalement urbain rapide et l'apparition de nouveaux quartiers suite aux déplacements comme en banlieue sud, impliquent une dilution des éléments à la base des territorialités déjà présentes. Le développement de ces nouveaux quartiers à partir de migrations ayant les mêmes origines villageoises ou régionales ainsi que le développement en leur sein de leurs propres commerces de proximité, et de certaines activités économiques informelles, aident à faire émerger de nouvelles territorialités comme c'est le cas pour nombre de quartiers irréguliers dans la banlieue sud. Par contre l'étalement urbain non concentré comme sur les collines des cazas du Matn, Kesrwan et Jbayl ainsi que la prolifération d'activités commerciales – résultant de l'investissement de remises d'expatriés ou d'excédents d'autres activités informelles de la guerre – crée dans le réduit chrétien des zones où l'urbanisation est diffuse et où le commerce est éparpillé sans aucune centralité.

Un des aspects de la construction des territoires idéologiques de la guerre est la restructuration de ces territoires en les dotant de centralités créées parfois de toute pièce par l'organisation de ces milices. Comme on a dit plus haut, l'articulation entre cette territorialisation idéologique et les territorialités en place comme avec les nouvelles territorialités spontanées de la guerre n'est pas du tout évidente puisque différentes logiques de résistance et d'alignement sont à l'œuvre en même temps.

Les auteurs qui se prononcent sur les processus de différenciations sociospatiales (Davie M.F, 1992 ; Beyhum, 1991) du Beyrouth de la guerre identifient clairement des processus de fragmentation – bien que Beyhum l'appelle ségrégation (voir chapitre 3). Toutefois il faut ajouter que ces processus de fragmentation dans le Beyrouth de la guerre ne sont pas des processus stables dans le sens que les fragments identifiés émergent et se maintiennent tout au long de la guerre. En vérité il faut compter avec la volatilité des équilibres de force et des alliances menant à l'apparition de nouvelles lignes de démarcation ou le déplacement de certaines, la chute de certains acteurs et de leurs projets territoriaux ainsi qu'avec la violence destructrice qui peut tout simplement anéantir des centralités comme des quartiers. Cette volatilité est aussi une des causes qui mènent à l'impasse les différents projets de construction de territoires idéologiques de la guerre.



7.6 Les entités sociospatiales du Sahel pendant la guerre

La guerre provoque la destruction comme la requalification de nombre d'entités sociospatiales déjà présentes. Parmi les entités détruites il y a d'abord la cité sportive, le tir au pigeon et le Golf Club mais aussi des tanakés comme Haouch Rahal. Haret Hreik connaît une très grande transformation suite au déplacement de sa population de communautés chrétiennes, l'installation d'une autre de communauté chiite à sa place et l'installation des quartiers généraux du Hezbollah dans un de ses quartiers. C'est le cas aussi de Mrejjé au sud du Sahel. Le cas des quartiers à l'ouest de la ligne de démarcation à Chiyah est aussi similaire. Ces quartiers, occupés par une nouvelle population, viennent à former une seule entité sociospatiale avec les quartiers à l'est de Ghobeiri. Le Saint-Simon se transforme aussi en devenant un quartier irrégulier.

Jnah est peut-être avec le Saint-Simon transformé, le seul nouveau quartier irrégulier de la guerre. Toutefois les autres quartiers irréguliers préexistants s'étalent largement. De même les camps palestiniens comme les vieux quartiers de Ghobeiri et Bourj AlBarajné se maintiennent comme des entités sociospatiales.

De l'autre côté de la ligne de démarcation, Aïn AlReméné forme avec Furn AlChebbak une seule entité sociospatiale, alors que les autres entités sociospatiales de la guerre dans cette banlieue sud-est se maintiennent.

7.7 Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel

7.7.1 Diminution de la mobilité et repli des entités sociospatiales sur elles-mêmes

Les changements économiques ont des répercussions importantes sur les liens fonctionnels entre les différentes entités sociospatiales de la ville. La conséquence la plus importante est la perte de centralité du centre-ville ainsi que de Ras Beyrouth dans le fonctionnement de la ville. Ainsi, les 185000 personnes qui passaient au centre-ville chaque jour pour diverses raisons doivent se replier sur d'autres lieux. De même le parcours quotidien de légions d'employés y travaillant venant des banlieues, comme l'exemple de Haret Hreik au Sahel, n'a plus raison d'être.

La mobilité au sein du Sahel est d'ailleurs aussi très faible. La question de la sécurité est bien sûr un facteur essentiel minimisant cette mobilité. D'autre part, le développement dans chaque quartier de commerces de proximité renforce la dynamique de repli. Toutefois, certaines centralités émergent au sein du Sahel malgré la guerre. C'est le cas du souk Mouawad dans la banlieue sud. Ce souk est fondé par des commerçants dont un certain nombre avaient des commerces au centre-ville. Il vise une certaine classe moyenne au niveau de la banlieue sud.

Le souk de Furn AlChebbak émerge comme un des principaux souks de Beyrouth Est et est visité d'une clientèle nombreuse et venant de différents lieux de Beyrouth Est. Par contre, le souk de Hadath se développe à cause de la difficulté d'accès des localités de la colline à Furn AlChebbak pendant plusieurs périodes de la guerre.

7.7.2 Des constructions territoriales idéologique qui peinent à intégrer les différentes entités sociospatiales

Avec la destruction du système économique du Beyrouth de l'avant-guerre et avec la perte d'autorité de l'Etat libanais, les systèmes d'intégration de l'avant-guerre ne sont plus opérationnels. À divers moments de la guerre, notamment en 1977 et en 1983, un retour partiel de l'Etat s'annonce. Il est même accompagné, comme on a vu, du lancement de grands projets urbains. Toutefois après la crise qui suit le fiasco du projet de reconstruction de la banlieue sud, il devient clair que l'Etat n'est plus en mesure de s'imposer ni de représenter un cadre de rassemblement de ses citoyens. Au Sahel, l'Etat n'est pas un acteur de construction territoriale, contrairement aux grands mouvements communautaires.

Les tentatives de constructions territoriales dans la banlieue sud ne sont pas assez matures pour s'imposer, et comme dans la banlieue sud-est elles souffrent des guerres intestines dans chaque camp : Hezbollah contre Amal et les Forces Libanaises contre l'Armée du général Aoun.

Ainsi au Sahel comme dans toute l'agglomération beyrouthine on trouve des processus de fragmentation de différente nature oeuvrant en même temps et à différentes échelles rendant difficile la stabilisation d'aucune construction territoriale ou la viabilisation d'aucun compromis, et par suite en quelque sorte prolongeant la guerre.

Dans une guerre aux territoires instables, aux temporalités multiples et dans un paysage politique, social et économique fragmenté, le repli sur le cadre local, notamment le quartier et ses ressources – bien que limitées – est une des principales stratégies de survie.

8 En attente de la reconstruction [1990-1998]

8.1 Le système politique du post-Taëf

Les accords de Taëf, dits les accords de « réconciliation nationale » adoptés par le parlement libanais le 21 septembre 1990³⁵¹, et inclus dans la constitution, présentent un moment décisif dans un processus qui mène à la fin des hostilités de la guerre libanaise qui dure depuis déjà quinze ans. Le poids des changements politiques au niveau mondial et régional pèsent fortement sur la signature de ces accords.

En effet, une dizaine de documents est proposée pendant la guerre par divers acteurs locaux, régionaux et internationaux comme accords pour sortir de la guerre civile, toutefois aucun n'est signé. Les accords de Taëf sont signés dans un contexte de la fin de la guerre froide, sous le parrainage de l'Arabie Saoudite, de la Syrie et des Etats-Unis. Ces pays très influents dans la politique libanaise et qui se sont longtemps opposés concernant la politique régionale voient leurs intérêts converger suite à l'invasion du Koweït par l'Irak. Les conséquences de la seconde guerre du Golfe ainsi que la mise en place d'un processus de négociation d'une paix entre les pays arabes et Israël créent un nouveau contexte régional qui plaide en faveur de la stabilisation politique du Liban.

Ces accords ne sont pas un simple cessez-le-feu mais un document capital dans l'organisation de la politique libanaise de l'après-guerre. Ainsi en enlevant des prérogatives de la présidence de la république pour les passer au conseil des ministres, et en augmentant les sièges du parlement pour établir une parité entre élus des communautés chrétiennes et musulmanes, ils représentent un changement important par rapport au « Pacte » de 1943 concernant la répartition du pouvoir entre les communautés. Ceci ne doit présenter en principe qu'une situation temporaire où des réformes incluses dans les accords – notamment la décentralisation ainsi que la création d'un comité chargé de présenter des mesures à adopter pour dépasser le communautarisme politique – doivent être mises place. Mais ces réformes ne sont pas appliquées, tout au contraire, le communautarisme politique n'a jamais été aussi virulent, aussi fortement affiché et reconnu comme le « principe central de l'explication politique et le moteur premier de la mobilisation politique » (Picard, 1994).

Une des principales conséquences de ces accords est la démilitarisation des milices³⁵², la levée des barrages qui séparent les différents territoires miliciens et l'absorption d'un grand nombre de leurs forces armées au sein de l'armée nationale récemment réunifiée. Toutefois, les organisations que représentaient ces milices sont toujours présentes et au sein même de l'Etat. Les chefs de

³⁵¹ Ces accords sont signés par 58 des 70 députés encore vivants en octobre 1989 à Taëf, en Arabie Saoudite

³⁵² tous les groupes armés déposent leurs armes sauf le Hezbollah qui est reconnu par l'Etat libanais comme force de résistance à l'occupation israélienne au Sud Liban et la Bekaa Ouest

milices se retrouvent à la tête de grands partis communautaires ainsi que de blocs parlementaires. Ils sont présents dans les gouvernements et à la tête des plus hautes fonctions de l'Etat. Or à la différence des zaïms traditionnels de la première république ces miliciens ne cherchent pas à dégager un consensus des élites mais plutôt à assurer les ressources nécessaires au développement de leurs structures et au contrôle de « leurs » territoires via les institutions mêmes de l'Etat (Picard, 1994).

On peut remarquer dans cette nouvelle situation une continuité de ce qui prévalait au temps de la guerre. Ainsi si l'Etat est présent, il est une arène de confrontation politique entre ces différents groupes où aucune autorité libanaise n'est en mesure de réguler la compétition. Si la recherche de consensus est toujours un impératif pour la stabilité politique celui-ci est de l'ordre du « devoir vivre ensemble » plus que du « vouloir vivre ensemble » (Picard, 1994)

Le poids et l'influence des acteurs régionaux et internationaux se présentent ainsi comme déterminants dans la production de ce consensus. De fait, le Liban est encore sous occupation. Israël occupe le Sud Liban et de vastes régions de la Bekaa Ouest. La Syrie possède toujours sur le reste du territoire un grand nombre de contingents qui sont officiellement reconnus par les accords de Taëf et dont le retrait est conditionné par la mise en place des réformes. La présence de son armée et le grand nombre d'alliés politiques dans toutes les communautés lui donne un poids démesuré sur la politique libanaise³⁵³. Il faut aussi considérer le poids non négligeable de l'Arabie Saoudite qui soutient aussi bien financièrement que politiquement, à partir de 1992, les politiques du premier ministre l'homme d'affaires libano-saoudien Rafic Hariri. De même une relation semblable lie le Hezbollah à l'Iran. Enfin, les puissances occidentales et notamment les Etats-Unis sont aussi fortement présentes dans la politique libanaise³⁵⁴.

Toutefois, malgré l'impasse du processus de paix israélo-arabe, la remontée des tensions politiques et le fossé qui se creuse entre les principaux états influents au Liban, ce dernier connaît une certaine stabilité qui dure presque une quinzaine d'années³⁵⁵ et les gouvernements successifs y entreprennent d'importants chantiers de reconstruction. Seul le Sud Liban sous occupation israélienne reste un front de guerre entre les différentes factions de la résistance³⁵⁶ – desquelles

³⁵³ Cette présence de l'armée syrienne et le poids de la Syrie au sein de la politique libanaise jusqu'à son retrait en 2005 pousse ses opposants à la qualifier de « tutelle » ou même pour certains d'« occupation »

³⁵⁴ Surtout à partir de 2004 où le fossé désormais profond entre la Syrie et les Etats-Unis sur la majorité des dossiers politiques du Moyen-Orient les pousse à soutenir les opposants de la politique syrienne au Liban.

³⁵⁵ A partir de 2005, et surtout suite à l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, le pays est paralysé par la tension politique, des poses de bombes, des assassinats, une guerre israélienne en 2006 et même des affrontements de rue en mai 2008. La situation politique qui tend à se normaliser depuis est encore fortement instable. Il faut souligner que la majorité des observateurs soulignent une synchronisation – bien que lui attribuant des interprétations différentes – de la montée et la rechute de la tension politique entre les acteurs régionaux et celles entre les acteurs politiques locaux.

³⁵⁶ Avec les invasions israéliennes de 1978 et 1982, d'abord aux côtés des groupes palestiniens puis indépendamment, différents groupes politiques libanais nationalistes syriens et arabes, communistes et islamistes sunnites et chiites organisent la résistance à Israël et forcent son armée à des retraits successifs jusqu'au Sud du fleuve Litani où elle se maintient jusqu'en 2000.

seul le Hezbollah se maintient – et l'armée israélienne secondée de son acolyte local l'Armée du Liban Sud³⁵⁷.

8.1.1 Entre résistance et reconstruction



La reconstruction
Source : CDR

Cette période est marquée par une cohabitation de deux dynamiques pourtant fondamentalement contradictoires : un chantier de reconstruction où prédominent les secteurs de la construction, de la finance et du tourisme, et un front ouvert qui peut par instants monter en escalade pour devenir une guerre d'envergure comme en 1993, 1996 et 2006. On se retrouve ainsi dans une situation où les dossiers sécuritaires et stratégiques d'une part et économiques de l'autre sont totalement dissociés et pris en charge par différents acteurs et réseaux. Cette coexistence, pas toujours facile, s'explique par la conjugaison d'intérêts et de logiques à différentes échelles.

Les années 90 sont marquées au niveau mondial par la prééminence américaine et la mise en place d'un « nouvel ordre mondial » et l'ouverture de nouveaux marchés et nouveaux pays à une globalisation économique conquérante. Au Moyen-Orient, ceci signifie sur le plan politique une

³⁵⁷ Milice armée et soutenue par Israël au Sud Liban, fondée par un officier dissident de l'armée libanaise Saad Haddad, elle combattit au côté d'Israël où ses principaux responsables fuirent après le retrait israélien en 2000.

redéfinition de la fracture politique qui opposait les deux camps pro-américain et pro-soviétique qui a marqué la guerre froide, un déploiement des armées américaines dans la région suite à la seconde guerre du Golfe et le début du processus de négociation de la paix israélo-arabe. Sur le plan économique ceci signifie l'ouverture et la réadaptation de l'économie de la région à l'économie globale. Si les pays du Golfe se lancent très vite dans cette voie – comme le montre l'exemple emblématique de Dubaï – les pays du Levant doivent désamorcer nombre d'épineuses questions politiques à la tête desquelles se trouvent la question palestinienne et la relation avec Israël.

Le choix de la Jordanie est une paix rapide et la normalisation des relations avec Israël. Ce n'est pas le cas du Liban et la Syrie où la présence de terres occupées ainsi qu'un grand nombre de réfugiés palestiniens nécessite une solution d'ensemble³⁵⁸. Ces pays se trouvent dans une situation complexe, toujours dans une logique de confrontation tout en cherchant à être prêts à intégrer cette nouvelle économie globalisée une fois le conflit normalisé. Sur ce point, les alliances politiques régionales de la Syrie, avec l'Arabie Saoudite d'un côté et l'Iran de l'autre, ont d'importantes implications sur les choix politiques libanais de l'après-guerre.

Ainsi la Syrie continue à soutenir la résistance contre Israël en permettant un rôle prééminent au Hezbollah, parrainé et partiellement financé par l'Iran. En même temps elle soutient l'arrivée de l'homme d'affaires libano-saoudien Rafic Hariri au poste de premier ministre ainsi que sa politique dite de « reconstruction ». Cette dernière vise à préparer le Liban et notamment sa capitale Beyrouth dans l'espoir d'un moment attendu où on verrait une infusion d'investissements et de capitaux globalisés vers le Moyen-Orient du post-conflit et où Beyrouth pourrait jouer le rôle d'une importante plateforme d'échange (Huybrechts, 2002).

L'explication de la rationalité sous-jacente à la politique libanaise post-Taëf via une lecture géostratégique régionale doit être complétée par une autre d'ordre local. Les accords de Taëf prévoient une parité entre les communautés chrétiennes et musulmanes au parlement et les hautes fonctions de l'Etat. Or si la majorité des zaïms politiques et leaders miliciens des communautés musulmanes retrouvent leur place au sein de l'establishment de l'après-guerre, les deux principaux leaders de Beyrouth-Est pendant la guerre ainsi que leurs organisations politiques et militaires se retrouvent hors jeu³⁵⁹.

³⁵⁸ L'assassinat d'Isaac Rabin premier ministre israélien par un extrémiste juif, contestant des négociations qui peuvent mener à un retrait d'Israël de territoires occupés, donne un important coup de frein à celles-ci.

³⁵⁹ En effet, le Général Aoun chef de l'armée libanaise contrôlant une partie de Beyrouth-Est pendant la guerre refuse les accords. Par suite l'opération visant à le déloger du palais présidentiel de Baabda est la dernière grande opération militaire de la guerre libanaise. Après s'être réfugié en France, il garde des positions très critiques de l'ordre politique libanais de l'après-guerre. Son organisation politique le Courant Patriotique Libre, fondée en 1992 et non reconnue par l'Etat, devient une des principales forces d'opposition au système politique post-Taëf au sein des communautés chrétiennes. D'autre part, Samir Geagea leader des Forces Libanaises, accusé et condamné par un tribunal en 1994 pour l'assassinat en 1987 de l'ancien premier ministre Rachid Karamé, se retrouve en prison et son parti dissout. Ainsi après avoir été un partenaire du post-Taëf, les Forces Libanaises passent à l'opposition clandestine.

Le vide qu'ils laissent après un contrôle de quinze ans du « réduit chrétien » se comble petit à petit, surtout dans les institutions de l'Etat, par les zaïms traditionnels et des nouveaux notables issus de la guerre ou de retour de l'étranger. Cependant, il est clair que la prééminence des leaders chrétiens et notamment maronites au sein des institutions, et notamment via les prérogatives très importantes du président de la république de l'avant-guerre, est du passé. Bien que les accords de Taëf aient transféré ces prérogatives au conseil des ministres, dans les faits, le pouvoir se définit dans un système en troïka entre les trois présidents : de l'Etat, du Conseil et de la Chambre. C'est à travers d'âpres marchandages entre ces trois représentants des trois plus grandes communautés³⁶⁰ que se prennent l'essentiel des décisions (Picard, 1994).

Or, Amal et le Hezbollah disqualifient tous les zaïms traditionnels de la communauté chiite et monopolisent dans leur dualité la quasi-totalité des élus de cette communauté. Ils présentent un influent bloc politique qui malgré ses dissensions internes pèse pour garder la question du Sud Liban – un des ancrages traditionnels de la communauté chiite – au cœur des priorités politiques de l'Etat. D'autre part Rafic Hariri réussit rapidement à s'imposer comme le zaïm politique dominant au sein de la communauté sunnite. Son projet de reconstruction, axé sur Beyrouth – tout en mobilisant d'importants réseaux de professionnels de la construction, notamment de la communauté sunnite, expatriés dans les pays du Golfe – touche particulièrement les réseaux politiques traditionnels de la communauté ancrés à Beyrouth et pour qui sa reconstruction symbolise un retour de leur poids politique marginalisé au cours de la guerre. Face à ces deux fronts communautaires bien organisés les zaïms politiques des communautés chrétiennes affichent un grand éparpillement et une absence de « projet ». Chaque zaïm cherche à satisfaire son propre agenda et sa clientèle locale dans un marchandage continu, adhérant à des alliances plus ou moins stables qui afin de défendre ses intérêts. Ainsi, de nombreux élus, zaïms et notables locaux des communautés chrétiennes, s'ils ne forment pas de petits blocs politiques locaux, rejoignent l'un ou l'autre des grands blocs formés par Amal, Hezbollah ou le Courant du Futur de Hariri³⁶¹.

La résistance et la reconstruction, les deux grands piliers de cette époque, tendent ainsi dans le cadre de l'Etat post-Taëf – dit la seconde république – à devenir des revendications portées par les grandes machines politiques de communautés distinctes. L'engagement de l'Etat exclusivement en faveur de l'un aux dépens de l'autre impliquerait de fortes tensions communautaires et la déstabilisation du système.

Pour transcender cette crise potentielle, on cherche à donner aux deux chantiers de la reconstruction et de la résistance une légitimité nationale en les intégrant au cœur des politiques

³⁶⁰ démographiquement, les communautés maronite, sunnite et chiite

³⁶¹ c'est aussi le cas pour certains politiciens druzes, bien que pour la majorité de cette période, le leader du PSP Walid Joumblat s'impose comme le grand zaïm politique de la communauté et crée un bloc regroupant les élus druzes et chrétiens des circonscriptions traditionnelles de la Montagne des Druzes: le Chouf et Aley.

de l'Etat de l'après-guerre. Ainsi bien que l'acteur principal de la résistance soit un acteur communautaire, il est reconnu comme oeuvrant pour l'intérêt national³⁶². D'autre part le projet de la reconstruction piloté par les réseaux du premier ministre Hariri – notamment dans son côté infrastructures – est présenté comme un effort de désenclavement des territoires communautaires et la reconstitution d'une centralité nationale à partir de Beyrouth et son centre-ville. Cette présentation du projet de reconstruction de Hariri, sous les étendards du retour de l'Etat, de la relance économique et de l'union nationale, cherche à légitimer une imposition rapide et sans concertation d'une approche fortement néolibérale. Ici aussi les choix centraux d'un chantier capital en termes d'économie et de développement sont pris par un groupe restreint de personnes que le premier ministre place dans des positions clés de l'administration (Verdeil, 2002).

L'autonomie des deux chantiers et leurs acteurs est mise à l'épreuve plusieurs fois dans ces années. Les frappes de l'armée israélienne – lors de grandes opérations militaires en 1993 et 1996 visant à intimider et détruire la résistance – détruisent d'importantes infrastructures mises en place par le chantier de reconstruction. Les indemnités lors du projet de reconstruction aux des déplacés du Sud³⁶³ squattant les quartiers détruits du centre-ville, ou le futur du projet urbain Elyssar dans la banlieue sud en sont d'autres exemples (Harb, 1996). Si ces moments de tension imposent la coopération des deux groupes d'acteurs, elles peuvent se solder par un blocage total comme dans le dernier cas. Avec la perspective d'un allongement du conflit suite à la crise des négociations des accords de paix, ainsi que de celle de l'intensification de la crise économique libanaise dans la deuxième partie des années 90, les blocages deviennent plus récurrents³⁶⁴. C'est dans ce climat qu'en 1998, les voix réclamant le retour des municipalités commencent à être entendues et ce choix perçu comme une voie crédible pour faire bouger les choses au niveau local dans un contexte de blocage politique fort au niveau national.

8.1.2 Le retour des municipalités

Depuis 1967, 21 lois sont votées pour différer la mise en place d'élections municipales (Favier, 2001). L'impact déstabilisateur du communautarisme politique, notamment dans le cas de beaucoup de communes mixtes qui connaissent un changement dans leur démographie communautaire, inquiète les politiciens. En fait déjà dans les années 50 on peut recenser des cas des situations de tension ou de sécessions municipales sur fond communautaire. C'est l'exemple des communes du Sahel mais aussi le cas de la crise de la municipalité de Beyrouth en 1953 où les élections sont boycottées par les orthodoxes menant le gouvernement à procéder à la nomination

³⁶² Pour la première fois dans l'histoire du Liban, la résistance à Israël est soutenue par l'Etat et reconnue, avec l'armée, comme une des pierres angulaires de toute stratégie de défense nationale. Une coopération aussi bien en termes d'intelligence, de logistique ou d'opérations se met en place entre l'armée libanaise et la branche militaire du Hezbollah.

³⁶³ De communauté chiite

³⁶⁴ Cette situation de blocage, qui s'intensifie avec l'arrivée à la présidence de la république du chef de l'armée libanaise le général Emile Lahoud. Ce dernier est un partisan fort du choix stratégique de la résistance et un sceptique vis-à-vis du projet de la reconstruction de Hariri.

du conseil municipal en 1961 (Picard dans Favier, 2001). L'accélération de la crise politique libanaise à partir de 1967 est suffisante pour décourager les gouvernements, eux-mêmes instables, à procéder à la mise en place d'élections municipales. Après la guerre, les principaux acteurs politiques se gardent bien de s'engager dans cette voie.

La décentralisation est bien inscrite dans les accords de Taëf qui envisagent d'autres niveaux de décentralisation que la municipalisation, notamment au niveau des cazas. Toutefois, la décentralisation en tant que principe politique a une histoire assez ambiguë au Liban où on la confond tantôt avec déconcentration, tantôt avec autonomie ou encore fédéralisme. C'est notamment dans ce sens qu'elle est entendue et présentée, par certains pouvoirs miliciens contrôlant des territoires communautaires pendant la guerre, dans les nombreuses propositions qu'ils avancent pour un accord qui puisse mettre fin à la guerre (Favier, 2001). C'est cette perspective, dans une situation d'une paix encore fragile et d'une forte polarisation communautaire, que les principaux acteurs du système cherchent à éviter dans les années de l'après-guerre.

Un grand nombre de chercheurs et d'activistes affirment le besoin d'un retour rapide des municipalités tout au cours de la décennie 90. La décentralisation et les élections municipales sont considérées comme des conditions indissociables d'une « vraie » démocratie (Favier, 2001). A partir de 1997, un grand nombre d'associations, d'activistes et de personnalités se regroupent dans un grand collectif « baladi, baldati, baladyati » (mon pays, ma localité, ma municipalité). Ce collectif met en place une importante campagne publicitaire et un lobbying actif pour convaincre et faire pression.

Cette pression se conjugue à une autre d'un ordre différent, celle des institutions internationales. Celles-ci avancent deux arguments en faveur de la décentralisation. Elle est d'abord perçue comme une importante ressource potentielle mobilisable dans une perspective de développement local³⁶⁵. La décentralisation est aussi perçue par certaines organisations internationales comme une réforme essentielle pour la réadaptation structurelle des économies des pays en voie de développement aux dynamiques de la globalisation. Elle est surtout une condition pour l'engagement des deux principales institutions internationales de crédits au développement, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International.

La conjugaison de ces pressions ainsi que le renforcement du blocage politique au niveau central pousse les principaux acteurs politiques de l'après-Taëf à mettre en place les premières élections municipales depuis 35 ans en 1998. La dernière barrière face à la mise en place des élections est

³⁶⁵ En effet, devant la crise du modèle de l'Etat développementaliste, en manque d'organisation, de moyens et parfois de légitimité, le paradigme de la proximité – éliminant les effets indépendants des distances géographiques institutionnelles et sociales – est élevé au rang de solution. Dans cette perspective se rejoignent ceux préconisant l'« empowerment » des démunis ainsi que ceux qui recherchent plus de participation démocratique.

levée lorsque le conseil institutionnel saisi par 14 députés, juge effectivement non nécessaire la loi prorogeant la remise des élections municipales à après avril 1999 (Favier, 2001).

La mise en place de ces élections est fortement mobilisatrice. Elle réinvite dans la politique un grand nombre d'individus et de groupes sociaux qui en furent exclus ou marginalisés pendant la guerre et dans la construction de l'Etat de l'après-Taëf. C'est surtout le cas des clans familiaux et un grand nombre de notables indépendants qui ne trouvent pas leur place dans le système politique national. Partout au Liban, et dans les banlieues de Beyrouth en particulier, les municipalités se présentent comme d'importants acteurs publics multipliant les actions, les études et les projets qui auront des implications importantes sur la métamorphose du paysage et des territoires.

Après 1998, l'agglomération beyrouthine s'engage dans deux chantiers, l'un mis en place par le pouvoir central sous l'étiquette de la reconstruction et qui vise à redéfinir un espace métropolitain à partir du centre-ville, et l'autre entrepris par les différentes municipalités sous l'étiquette du développement local et qui cherche à forger des territoires municipaux. Nous reviendrons avec plus de détails sur ces deux chantiers dans le chapitre suivant en discutant leur interaction et leur impact sur les interdépendances territoriales au Sahel à travers les exemples des communes de Chiyah, Furn AlChebbak et Ghobeiri dans le chapitre suivant. Ici nous entreprendrons une lecture des principales métamorphoses territoriales du Beyrouth de l'après-guerre en général et celles en place au Sahel en particulier.

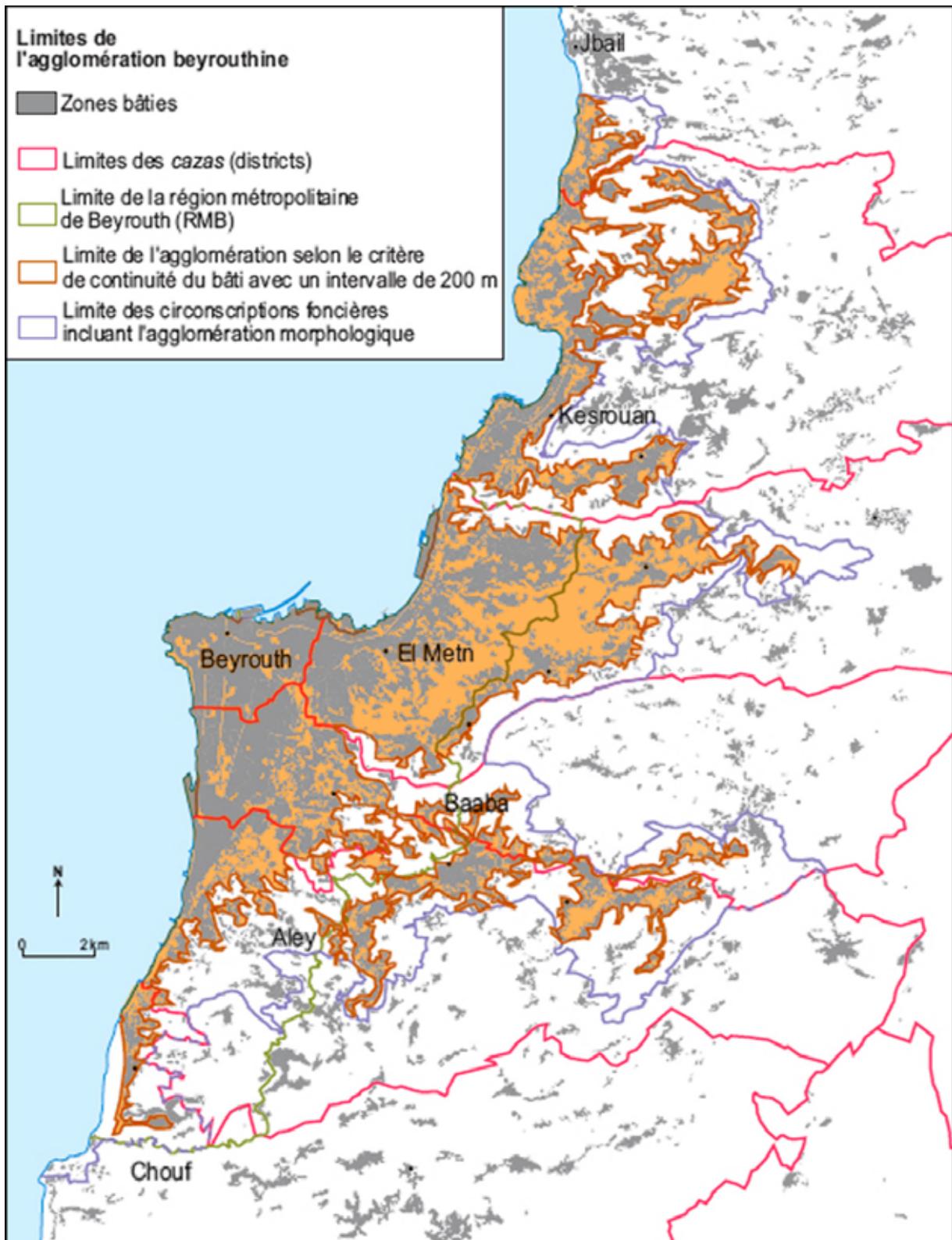
8.2 Transformations Territoriales

8.2.1 De la densification et des périphéries toujours plus lointaines (voir planche 6-1.)

Dès en 1986, le Conseil du Développement de Reconstruction reconnaît que le périmètre de ce qu'il appelle la Région Métropolitaine de Beyrouth ne comprend pas la totalité de l'agglomération beyrouthine. À la fin de la guerre cette agglomération comprend, du point de vue morphologique³⁶⁶, un espace qui s'étend de Halat au nord à Jiyé au sud et remontant jusqu'à Saoufar à l'est. Elle traverse plusieurs cazas : ainsi outre les régions côtières des cazas de Baabda et du Matn qui sont depuis longtemps incorporées dans l'espace beyrouthin, elle inclut de larges zones des cazas d'Aley, du Chouf, du Kesrwan et de Jbeil. Une aire de 468 km², s'étalant sur plus de 70 Km le long du littoral libanais (Faour, Haddad, Velut & Verdeil, 2005)³⁶⁷.

³⁶⁶ En appliquant la définition de Moriconi-Ebrard (1994), se basant sur identification de la distance minimum de jonction comme inférieure à 200 m

³⁶⁷ près de 33% de celui-ci



L'agglomération beyrouthine

Source : Modifications à partir de Faour (Ghaleb), Haddad (Theodora), Velut (Sebastien), Verdeil (Eric), Mappemonde, #79, 2005

Si la guerre cause une urbanisation importante de l'agglomération – notamment du côté du Matn et de la côte du Kesrwan – c'est surtout après la guerre que celle-ci s'intensifie³⁶⁸. Les grands projets urbains de l'Etat se concentrent surtout au centre de l'agglomération, toutefois, la mise en place d'importantes infrastructures autoroutières encouragent l'étalement urbain. Les principaux acteurs de cette urbanisation sont des propriétaires et des promoteurs privés. Beaucoup de familles préfèrent vendre ainsi leurs appartements dans les zones centrales de l'agglomération où les prix sont en hausse pour s'approprier avec le même prix des habitations en appartement ou en habitation individuelle plus grandes dans les zones périphériques.

En parallèle à cet étalement, il y a aussi densification des zones centrales³⁶⁹. Tout ceci engendre sur la période 1991-1994 une hausse des prix de l'immobilier sur l'ensemble de l'agglomération beyrouthine de 30 à 50%³⁷⁰. Toutefois, la hausse impressionnante de 1994-1998 est due surtout à un important boom immobilier qui accompagne le chantier de reconstruction mis en place par les premiers gouvernements Hariri³⁷¹.

Dès 1991, les banlieues de Beyrouth sont elles aussi touchées par un accroissement notable de l'urbanisation. Au Sahel, une des zones les plus touchées par l'urbanisation est sans doute la plaine de Hadath. La guerre avait gelé l'étalement urbain sur la plaine. Après la guerre, cette urbanisation reprend. Elle est surtout alimentée par une pénurie en logement dans la banlieue sud où se concentre une population nombreuse dans un périmètre assez réduit. Cette urbanisation se fait de l'ouest vers l'est à partir de la banlieue sud, ainsi que le long de l'ancienne route de Saïda, l'ancienne ligne de démarcation entre Hadath et la banlieue sud. Cette plaine est en majorité incluse dans le périmètre du territoire municipal de Hadath. Les habitants de Hadath voyant dans l'urbanisation de la plaine une « invasion des chiïtes » cherchent à freiner ce processus sans succès

³⁶⁸ Déjà sur la période 1990-1994 on peut repérer une croissance annuelle moyenne de la tache urbaine de Beyrouth de 3,4 Km²/an. Celle-ci monte à 15,69 Km²/an entre 1994 et 1998 pour chuter à 1,27 km²/an entre 1998 et 2003. Si depuis la fin de la guerre l'urbanisation augmente fortement à Baabda (de 27 à 39 Km²) et au Matn (de 33 à 56 Km²), elle double pratiquement au Kesrwan (de 15 à 33 Km²) et à Aley (de 23 à 44 Km²), triple au Chouf (de 3,5 à 10 Km²) et quadruple à Jbeil (de 4,5 à 18 Km²) (Faour, Haddad, Velut & Verdeil, 2005).

³⁶⁹ Dès 1991, la construction reprend rapidement à Beyrouth, d'abord dans les quartiers du front de mer à l'Ouest, notamment de la communauté chiïte, surtout après les événements du Nigeria et du Libéria. Très vite d'autres secteurs de la ville reprennent une importante activité de construction.

³⁷⁰ Dans certaines gammes prestigieuses à Ras Beyrouth on passe de 800 à 3500 \$/m² pour des superficies supérieures à 700 m² (Aveline, 2000).

³⁷¹ A cette époque, un investissement massif se fait dans l'immobilier pour répondre à une demande hypothétique que causerait la relance économique et le retour de Beyrouth comme plateforme d'échanges régionale. Visant surtout les expatriés libanais et les ressortissants des pays du Golfe supposés avoir les moyens de s'approprier une telle offre, celle-ci est dominée par ce qu'on appelle au Liban les habitations « de luxe ». La forte concentration de l'offre dans cette gamme fait que suite à un manque de la demande, dans le Grand Beyrouth en 1997, près de 60000 locaux sont vides dont les deux tiers sont des logements et le quart en bureaux. Ceci alors que certaines estimations portent à demi-million la demande nationale de logements entre 1995 et 2000 (Aveline, 2000). Cette bulle spéculative éclate en 1995 avec le marasme de l'économie libanaise et le blocage du processus de paix sur lequel paraient les politiques économiques d'Hariri. Une baisse des prix de 3 à 9% est perceptible à partir de cette année. Les prix ne rebondissent qu'avec la pression, à partir du milieu des années 2000, de la demande croissante de la part d'expatriés, notamment dans les pays du Golfe.

(Tohmé, 1995)³⁷². D'autre part l'urbanisation sur l'axe de l'ancienne route de Saida faite surtout de commerces qui cherchent à profiter du flux routier se renforce.

Sur les collines à Hazmié et Baabda l'urbanisation reprend aussi. Le développement des connections routières³⁷³ rend cette zone du Sahel particulièrement bien placée pour accéder facilement à diverses zones de Beyrouth. On voit par suite une forte demande, surtout de la part d'une classe moyenne supérieure et de la haute bourgeoisie des communautés chrétiennes.

La banlieue sud est déjà fortement densifiée pendant la guerre notamment dans sa partie est. L'accès à la plaine de Hadath à l'est comme celle de Choueifet au sud est un important facteur de son étalement. À l'ouest, la zone des sables passe à partir de 1995 dans le périmètre du projet Elyssar. Ce projet piloté par un établissement public vise le réaménagement de cette zone et l'inclusion de ses terrains dans le marché foncier et immobilier de l'agglomération en remplaçant les quartiers irréguliers par des lotissements³⁷⁴. Toutefois, les conflits entre ses principaux acteurs nationaux, notamment l'équipe du premier ministre Hariri et les partis Hezbollah et Amal, engagés dans des négociations sans issue sur ce projet, le mettent en veilleuse. Ceci n'exclut pas une importante urbanisation faite de grands équipements de tout genre ainsi que de quartiers huppés qui se concentrent au nord du Golf Club qui rouvre ses portes. En même temps on remarque une densification des quartiers irréguliers qui s'étendent. En fait le gel du projet est en lui-même un important facteur de renforcement de cette dynamique. D'après le directeur de la section des bâtiments dans l'établissement Elyssar, « le problème a augmenté de 30 à 40% » depuis la mise de la zone sous étude en mai 1995 (entretien, 2009)³⁷⁵.

³⁷² En même temps ils n'envisagent pas eux-mêmes la construction dans cette zone considérée comme trop proche de la banlieue sud. Un premier pas est la mise de la zone sous étude pour un nouveau projet d'aménagement de 1990 à 1994 par la municipalité gelant les transactions foncières. Celle-ci aussi se refuse d'entreprendre des projets ou même d'ouvrir des rues secondaires ou les asphaltier. Elle freine le processus via une lenteur administrative dissuasive concernant les permis de construire (Minier, 2000). En 1994, et sous la pression politique de Nabih Berri, président de la chambre et leader d'Amal, le gel est levé. En 1995, la municipalité est dissoute en raison de vieillissement et de l'impotence du maire. En même temps, la logique en place jusqu'en 1995 et qui représente un obstacle majeur face à l'urbanisation de la plaine – où celle-ci est l'« expression patrimoniale de l'identité sociale, l'outil de médiatisation du rapport identitaire que [les habitants] entretiennent avec la localité » (Minier, 2000) – tend à s'affaiblir. D'autre part, la pression du marché mène à l'émergence d'un cadre nouveau de coopération entre les propriétaires fonciers de Hadath et les promoteurs immobiliers chiites.

³⁷³ notamment l'ouverture de nouvelles autoroutes qui lient Hazmié à Achrafié et à la Quarantaine où on peut reprendre la route de Tripoli

³⁷⁴ Nous reviendrons avec plus de détails sur le projet plus loin.

³⁷⁵ De fait, la perspective d'indemnisations, encouragement de nouveaux venus à s'y installer. Même avec la libération du Sud Liban de l'occupation israélienne en 2000, et le retour de nombreuses familles des banlieues vers leurs villages d'origine, la concentration des grands bassins d'emploi dans l'agglomération beyrouthine conserve les populations de ces banlieues sur place et en attire d'autres. La perspective du relancement du projet Elyssar, mentionné dans la déclaration ministérielle du gouvernement de Saad Hariri – fils de l'ancien premier ministre, duquel il a hérité le leadership de son mouvement politique le Courant du Futur après son assassinat en 2005 - auquel participent les partis Amal et Hezbollah, ramène en 2009 une forte activité de transactions foncières et de construction immobilière. Cette activité est accompagnée par une forte hausse des prix du foncier spéculant sur les plus-values qu'engendrerait l'exécution du projet. Ainsi dans le courant de 2009 on voit le prix du foncier de certaines parcelles sur le boulevard de l'aéroport tripler (entretien, 2009).

La guerre avait causé des destructions massives le long de l'ancienne route de Saïda, la ligne de démarcation séparant la banlieue sud de Aïn AlReméné. Cette zone, évitée tout le long de la guerre, présente après celle-ci un paysage désolant. Aujourd'hui cette zone comprend toujours 30% de parcelles vides sur l'ancienne route de Saïda et 45% sur le boulevard Michel Zakour, son extension de sur la ligne de démarcation³⁷⁶. Beaucoup de ces parcelles sont celles d'immeubles détruits par la guerre ou dans l'après-guerre car considérés comme dangereux à la sécurité publique dans leur état de ruine. D'autres, surtout sur le boulevard Michel Zakour, représentent de grandes propriétés foncières qui n'étaient pas encore touchées par l'urbanisation dans l'avant-guerre.

La municipalité de Chiyah et la caisse des déplacés³⁷⁷ oeuvrent dans l'après-guerre à un « retour à la normale », du moins physiquement, de cette zone. Elles démolissent les bâtiments endommagés, restaurent ou retapent les façades d'autres. Malgré tous les efforts de la municipalité pour dynamiser cette zone³⁷⁸, après presque vingt ans de la guerre civile, on ne trouve pratiquement plus d'habitation sur la ligne de démarcation³⁷⁹. En fait, elle est toujours liée dans la représentation des libanais à l'image de la guerre³⁸⁰.

Si une bonne partie de ces parcelles vides sont encore chargées des débris des destructions ou d'autres entourées d'un périmètre de barbelés pour en interdire l'accès, un grand nombre d'entre elles sont transformées en espaces de stationnement payants ou encore en terrains où sont exposées pour vente des voitures d'occasion. Le commerce des voitures d'occasion représente 25% de l'activité commerciale sur cet axe³⁸¹. Les nouveaux bâtiments sur l'ancienne route de Saïda comprennent des centres de bureaux ou de commerces. Sur le boulevard Michel Zakour, l'habitation est également absente, on retrouve des grands bâtiments de chaînes de fast-food ainsi que des grandes salles d'exposition de différentes concessions automobiles.

On peut toutefois trouver une importante activité de construction dans des quartiers proches de la ligne de démarcation. C'est le cas du quartier de Tayouné. Dans les années précédant la guerre, cette zone connaissait déjà une forte activité de construction et les prix de l'immobilier étaient relativement élevés. À cette époque la concentration de la construction se faisait plutôt du côté de Furn AlChebbak. Si on peut repérer de nouveaux immeubles dans la partie à l'est de la ligne de

³⁷⁶ Données basées sur un travail de terrain pour une étude de la ligne de la démarcation dans le cadre du laboratoire CERDA de l'Université Libanaise, 2009.

³⁷⁷ Caisse mise en place par l'État pour aider au retour des déplacés agissant sur base d'indemnisations

³⁷⁸ Nous y reviendrons plus loin avec plus de détails

³⁷⁹ A la fin de la guerre une grande partie des bâtiments limitrophes de la ligne de démarcation sont squattés par des déplacés du Sud Liban pour la partie ouest et du Mont-Liban dans la partie est (Ababsa, 2002)

³⁸⁰ Les altercations et accrochages fréquents entre des groupes de jeunes des deux bords accentuent cette image. La situation s'est accentuée depuis 2005, obligeant l'armée à déployer une force le long de cet axe. Les soldats en armes ainsi que des blindés sont visibles et ont pour rôle de dissuader les accrochages. Toutefois, même l'armée n'arrive pas à contrôler une situation qui dérape par moments comme en octobre 2009 où un jeune homme est tué et plusieurs personnes blessées.

³⁸¹ Données basées sur un travail de terrain pour une étude de la ligne de démarcation dans le cadre du laboratoire CERDA de l'Université Libanaise, 2009.

démarcation, la grande majorité d'entre eux se concentre à l'ouest de cette ligne dans le territoire municipal de Ghobeiri. Ces immeubles – la majorité de plus de huit étages – attirent une classe moyenne supérieure qui compte bénéficier de la position stratégique de Tayouné dans le réseau routier de Beyrouth. Un autre quartier qui se développe après la guerre non loin de la ligne de démarcation est celui d'Amarken au sud du boulevard Michel Zakour. Ce quartier est dans la plaine à cheval entre les municipalités de Chiyah, Haret Hreik et Hadath. Sa population est communautairement mixte, avec une nette prédominance de la communauté chiite, et est formée de ménages de la classe moyenne.

Aïn AlReméné³⁸² connaît aussi une importante activité de construction dans l'après-guerre. Cette activité se concentre dans les quartiers à l'ouest et au sud de Aïn AlReméné. De fait, avant la guerre, la présence d'usines sur de grandes parcelles au centre de Aïn AlReméné formait un frein à son étalement vers le sud-est. La destruction de ces usines par la guerre et leur démolition laisse encore des friches au milieu de ces quartiers. Toutefois, la pression démographique pendant et après la guerre, suite aux déplacements puis à l'exode rural, pousse Aïn AlReméné à l'étalement. La présence d'équipements encourage aussi la formation ou le développement de nouveaux quartiers³⁸³.

Un acteur important en termes de construction à Aïn AlReméné aussi bien qu'à Furn AlChebbak est l'archevêché maronite de Beyrouth qui y est un grand propriétaire foncier. Dans le cadre du territoire municipal de Furn AlChebbak, l'archevêché possède plus de 26 parcelles de tailles différentes totalisant une superficie de plus de 80620 m². Si certaines sont vides ou louées à l'agriculture – surtout du côté de Tahwitet AlNahr – la grande majorité d'entre elles comprend des constructions. On peut même retrouver des grands projets tels que deux imposants centres de bureaux et de commerces à l'est de Furn AlChebbak ou encore une université, l'Université de la Sagesse appartenant à un ordre religieux affilié à l'église maronite³⁸⁴.

La demande est surtout celle d'une classe moyenne de jeunes ménages, des communautés chrétiennes, employés dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine. Celle-ci voit dans ce quartier bien desservi en équipements un bon lieu pour s'installer. Par ailleurs, comme il nous a été indiqué dans plusieurs entretiens, on peut remarquer une forte demande par des ménages de la communauté chiite. Nous reviendrons sur cette question dans le chapitre suivant.

³⁸² Comprenant les quartiers à l'est de l'ancienne ligne de démarcation de Chiyah et au sud de la rue de Damas à Furn AlChebbak

³⁸³ Si on peut remarquer la démolition de certains vieux bâtiments pour la construction d'autres plus élevés à leur place, cela reste des cas limités. En fait, la loi libanaise offrant une grande protection aux « anciens locataires » rend difficile la récupération des bâtiments par les propriétaires. D'autre part, la petite taille de la majorité des parcelles dans les anciens quartiers constitue un frein pour la construction de nouveaux immeubles suivant les réglementations du code de construction. Et enfin, l'existence de nombreuses parcelles vides de formes plus orthogonales et de tailles plus grandes au sud-est de Aïn AlReméné attire le gros des opérations immobilières.

³⁸⁴ Les données sur les propriétés de l'archevêché maronite de Beyrouth à Furn AlChebbak se basent sur une étude d'étudiants de Master en Urbanisme de l'Académie Libanaise des Beaux-Arts (ALBA) datant de 1999.

A Furn AlChebbak bien qu'on retrouve de nouveaux bâtiments sur la rue de Damas, C'est surtout du côté de Tahwitet AlNahr que se concentre la construction. Ce quartier coupé du reste de Furn AlChebbak par la nouvelle voie rapide liant Hazmyé à Achrafié, se trouve dans la plaine au nord de Furn AlChebbak. Son principal atout est qu'il est bien desservi par les voies de communication. Il attire également des ménages des communautés chrétiennes travaillant dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine. Les anciens quartiers sont déjà très denses dans l'après-guerre ce qui y minimise les opérations immobilières.

8.2.2 Pas de changement dans le découpage administratif

Dans l'après-guerre, l'agglomération beyrouthine et plus particulièrement le Sahel ne connaissent pas de nouveaux découpages administratifs. Pas de nouvelles municipalités, ni unions municipales. Pas de remaniement notable des frontières entre les municipalités ou les cazas. Seule la définition de nouveaux secteurs spécifiques administrés par des établissements publics ou des sociétés privées pour la mise en place de grands projets de l'Etat crée de nouveaux découpages administratifs.

C'est le cas du projet de reconstruction du centre-ville administré par la société privée Solidere. Cette dernière en mettant en place un nouveau zoning, de nouveaux règlements de constructions spécifiques et adoptant une gestion privatisée de la majorité des services dans le secteur, définit une rupture dans les faits entre le périmètre du centre-ville et son entourage. Ceci est notamment accentuée par les grandes infrastructures viaires qui entourent ce périmètre.

Un autre cas est celui du projet Elyssar pour le réaménagement de la zone des sables au Sahel. La définition d'un périmètre au projet en 1995 où seule une administration publique sous la forme d'un établissement public a le droit d'intervenir, et le blocage du projet au niveau politique, sont à la base de la tension politique qui se met en place au Sahel notamment après le retour des municipalités en 1998. Nous y reviendrons en détail dans le chapitre suivant.

8.2.3 Une ségrégation communautaire toujours présente (voir planche 7 – VI.c.)

Beyrouth Municipale entre anciennes et nouvelles fractures

De façon très significative l'après-guerre conserve beaucoup des éléments de la coupure qu'a imposés par la guerre et qui se maintiennent à cette période. Ainsi d'après une étude de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région de l'Ile-de-France (IAURIF, 1993), Beyrouth Est comprendrait à l'époque 93% de populations de communautés chrétiennes et Beyrouth Ouest 99% de populations de communautés musulmanes³⁸⁵. Cette étude est une des rares qui avance

³⁸⁵ Nous pensons d'après la lecture du texte, que les auteurs y entendent l'Est et l'Ouest de Beyrouth municipale

des chiffres sur cette question, beaucoup d'études les reprenant systématiquement. Bien que nous ne disposions pas de chiffres émanant d'études quantitatives permettant de déterminer une question considérée comme tabou aussi bien au niveau social que politique au Liban, ces chiffres nous paraissent exagérés, en particulier pour Beyrouth Ouest³⁸⁶.

Au-delà de tous les chiffres concernant l'aspect communautaire de Beyrouth – fort discutables – certains travaux d'auteurs soulignent dans leurs études centrées sur des quartiers définis le maintien de certains quartiers mixtes à l'Ouest³⁸⁷. En vérité, concernant le passage de populations des communautés chrétiennes de et vers Beyrouth-Ouest on peut trouver différents cas de figures. D'une part, certaines dynamiques poussent des familles de communautés chrétiennes à s'installer ou se réinstaller à Beyrouth Ouest, notamment à Hamra. C'est le cas de jeunes ménages des classes moyennes supérieures employés dans des grandes entreprises, dont un grand nombre est toujours ancré dans ce quartier, et qui décident de s'y installer pour minimiser les déplacements dans une ville connaissant des problèmes chroniques d'embouteillages. D'autres y viennent tout simplement pour vivre dans un milieu considéré comme cosmopolite et culturellement très actif. D'autre part, certaines dynamiques poussent beaucoup de ménages des communautés chrétiennes – comme des communautés musulmanes – à quitter ces quartiers de Beyrouth Ouest, en raison de la hausse des prix de l'immobilier.³⁸⁸ Le principe de l'altérité communautaire reste bien sûr le facteur le plus imposant, mais il est loin d'être systématique dans ces processus³⁸⁹.

Toutefois, hormis ces cas de figures ponctuels, la ligne de démarcation qui s'est installée pendant la guerre perdure. Ses quartiers riverains à Beyrouth Municipale restent fortement homogènes de point de vue communautaire, même si la rue de Damas elle-même n'est pas marquée communautairement. En fait, les bâtiments qui sont restaurés ou qui sont construits à la place de ceux détruits par la guerre, ne présentent pas une offre de logement. Deux longs murs longeant la rue, formant les enceintes des cimetières, des campus et du complexe diplomatique français,

³⁸⁶ Bien que beaucoup de chrétiens aient quitté Beyrouth Ouest notamment dans la seconde partie de la guerre, un nombre y est resté, voire y est venu. Ceci est particulièrement le cas d'un grand nombre de militants de communautés chrétiennes des partis du Front Patriotique ou encore de militants arméniens et qui ne pouvaient rentrer à Beyrouth Est pendant la guerre. Nasr (1984) estime leur nombre à plusieurs dizaines de milliers (entre 30000 et 40000).

³⁸⁷ C'est le cas de Boudisseau (2001) étudiant le quartier de Hamra qu'il qualifie d'« espace multiconfessionnel ». Cette multiconfessionnalité est avancée comme un atout d'attraction renforçant la polarité de Ras Beyrouth en général et de ce quartier en particulier. Concernant Mssaytbé, bien qu'elle conteste le maintien de la mixité communautaire d'avant-guerre qui est véhiculée comme représentative de l'image du quartier par ses habitants, Fattore (dans Arnaud, 1997) reconnaît néanmoins la présence d'une minorité de la population de communautés chrétiennes.

³⁸⁸ Ceci rend les loyers très chers pour les locataires pour s'y maintenir, et pousse certains propriétaires à vendre et profiter du nivellement des prix avec les périphéries lointaines, notamment au Matn, pour s'acheter des maisons plus spacieuses. D'autres encore, pour fuir des espaces très denses, notamment dans le cas de Moussaytbé vers des espaces plus ouverts.

³⁸⁹ L'exemple rapporté par Fattore (dans Arnaud 1997) d'une famille de communauté chrétienne – ayant dû quitter Moussaytbé surtout suite à la hausse du prix de l'immobilier et partir s'installer à Sin El Fil dans la banlieue est, et qui dit regretter la vie de Moussaytbé et qu'elle voudrait y revenir si elle en avait les moyens – est assez expressif.

accentuent la rupture entre les deux quartiers de Ras El Nabeh³⁹⁰ et Achrafié des deux côtés de la ligne de démarcation.

À l'écart de l'ancienne ligne de démarcation, la division de Beyrouth Municipale en deux grandes zones communautaires est renforcée par le maintien d'un grand vide: le centre-ville. Cet espace de la ville connaît à partir de 1994 un vaste chantier³⁹¹ piloté par une société privée Solidere à qui l'Etat a confié la tâche de la reconstruction. Malgré la volonté affichée de faire revivre à travers ce projet l'ancienne mixité du centre-ville, celle-ci se cantonne surtout dans la dimension événementielle (manifestations festives, culturelles, politiques) et consumériste (notamment la restauration et le commerce de produits haut de gamme)³⁹². Ainsi, il n'est pas lié dans la représentation collective des libanais à une connotation communautaire particulière; sans être vraiment mixte, c'est un espace communautairement « neutre ».

D'autre part, bien que les populations des communautés sunnites et chiites se mélangent dans beaucoup de quartiers, il y a des quartiers à Beyrouth Ouest à forte connotation communautaire³⁹³.

Les périphéries de l'agglomération entre homogénéité communautaire et zones de mixité

La croissance de l'agglomération beyrouthine fait intégrer dans celle-ci des territoires de la montagne proche qui avant la guerre ont toujours cultivé et mis en avant leurs « spécificités » locales. Ils étaient fortement marqués communautairement et chapeautés par des baronnies politiques locales³⁹⁴. Pendant la guerre, les organisations miliciennes remplacent ou succèdent aux acteurs politiques locaux. Celles-ci suivant leur projet territorial cherchent à connecter ces régions à l'agglomération beyrouthine³⁹⁵ ou tout au contraire à les en distancer³⁹⁶.

³⁹⁰ La mixité ne peut plus – suite aux chiffres de l'enquête de Delhomme (1998) – être considérée comme un attribut du quartier de Ras Nabaa. Le quartier est largement homogène avec cependant, une minorité de la communauté chiite et quelques très rares ménages de communautés chrétiennes.

³⁹¹ sur lequel nous reviendrons plus tard

³⁹² Si certaines activités réussissent à faire rassembler des populations de différentes communautés, on est loin de la mixité au quotidien de l'avant-guerre construite sur une proximité spatiale et sociale. On y trouve aujourd'hui un très faible volume résidentiel construit ; ses habitants sont surtout de riches personnalités libanaises et arabes dont souvent ces habitations représentent un pied-à-terre à Beyrouth plus qu'une résidence permanente.

³⁹³ Basta l'ancien quartier plébéien qui représentait dans l'avant-guerre un bastion des leaders communautaires sunnites traditionnels devient plutôt une zone de mixité entre les deux communautés. D'autres quartiers comme Tarik AlJdidé ou Sakiet AlJanzir restent des zones de concentration de populations de la communauté sunnite. Alors que dans d'autres comme Hay El Lija, Khandak El Ghamiq on retrouve des concentrations de populations de la communauté chiite. Les événements politiques et sécuritaires de ces six dernières années nous semblent contribuer à une tendance au repli communautaire à Beyrouth Ouest. Toutefois, cette tendance reste mineure du fait de la forte mixité dans la majorité des quartiers, notamment à Ras Beyrouth.

³⁹⁴ C'est le cas du Chouf, d'Aley, du Matn moyen, du Kesrwan, ou encore du pays de Jbeil.

³⁹⁵ Certaines comme dans le cas des Forces Libanaises essaient d'intégrer les nouveaux espaces du Kesrwan et de Jbeil dans une organisation territoriale d'ensemble du « réduit chrétien », minimisant leurs spécificités en vue d'une plus forte centralisation.

³⁹⁶ Certaines comme dans le cas du PSP de Joublatt au Chouf et Aley cherchent à garder le contrôle de leurs fiefs en les démarquant par une organisation territoriale propre qui résiste à leur intégration à l'agglomération beyrouthine

Après la guerre, la concentration des principaux bassins d'emploi dans les zones centrales de l'agglomération ainsi que les importantes infrastructures routières mises en place par l'Etat, renforcent l'intégration de ces lointaines périphéries du Matn, Kesrwan, Jbeil, Aley et Chouf dans la dynamique métropolitaine de Beyrouth. Ces changements transforment ces périphéries en des zones d'accueil de nouveaux migrants venant des régions périphériques du Liban ou de beyrouthins fuyant la densité, les prix du mobilier ou cherchant la verdure³⁹⁷.

Ainsi le cadre identitaire traditionnel assez fort de ces zones marqué d'un côté par une appartenance communautaire, et de l'autre d'une spécificité politique et sociale cultivée dans le cadre de la Montagne – par contraste à Beyrouth – commence à s'effriter. Il est remplacé comme l'avance Durand (1995), concernant la périphérie allant d'Antélias au moyen Matn, « une citadinité incomplète et individualiste, une citadinité de consommation » mise en tension avec les logiques identitaires traditionnelles de ces régions. C'est le cas aussi du côté de Choueifet-Khaldé-Aramoun³⁹⁸. Toutefois, si l'attribut communautaire reste central au Matn à Choueifet-Khaldé-Aramoun, des communautés sunnite, chiite et druze y vivent en relative mixité.

Cependant, à Choueifet qui maintient une forte concentration druze on retrouve aussi bien les logiques à l'œuvre dans les banlieues de Beyrouth, notamment l'altérité communautaire, que le processus de construction d'une « citadinité » de la périphérie décrit par Durand. Sa proximité des banlieues directes de Beyrouth en est sûrement un facteur. Choueifet est séparée par sa plaine agricole de la banlieue sud. L'extension dans l'après-guerre de la banlieue sud dans la plaine de Choueifet mène à l'aiguïsement d'un fort sentiment d'altérité et à la confrontation politique, voire armée³⁹⁹. La municipalité de Choueifet compte ainsi freiner l'expansion de la banlieue sud en maintenant la classification agricole de la plaine y interdisant la construction et par suite mettant hors de la légalité les bâtiments qui y sont construits. D'autre part elle se prive, comme dans le cas de Hadath, d'intervenir pour le tracé et l'asphaltage des routes ou l'approvisionnement en eau et électricité (Bou Akar, 2005).

Logiques communautaires dans les banlieues

Ici aussi, la ségrégation imposée par la guerre se maintient. La banlieue sud présente une zone de concentration de la communauté chiite alors que les banlieues nord, est et sud-est sont une zone

³⁹⁷ De même la hausse du prix de l'immobilier dans les régions centrales à Beyrouth constitue un élément poussant de nombreux banlieusards à déménager vers la périphérie lointaine, et pour beaucoup de rentrer dans leurs villages d'origines – où la majorité dispose toujours de biens fonciers – intégrés dans l'agglomération suite à la croissance urbaine (Darles, 1997).

³⁹⁸ zone au sud de l'agglomération connaît le même phénomène avec des populations des communautés musulmanes. C'est notamment des familles beyrouthines qui cherchent à s'installer loin de la densité des quartiers de Beyrouth Ouest. Toutefois, cette zone fait partie du traditionnel district du Gharb habité depuis longtemps par des populations de la communauté druze. L'implantation des beyrouthins comme de familles de la classe moyenne venant du Sud Liban, change la composition communautaire de la population.

³⁹⁹ Choueifet représente un des principales zones qui sont affectées par les événements de mai 2008, en se transformant pour quelques jours en un front de guerre. D'ailleurs cette zone a déjà connu, dans certains épisodes de la guerre, la confrontation armée entre les milices d'Amal et le PSP qui contrôlaient les deux secteurs.

de forte prédominance des communautés chrétiennes. Toutefois dans ces espaces communautairement homogènes on peut retrouver des quartiers qui présentent des spécificités. C'est d'abord le cas des camps palestiniens de Chatila, Bourj AlBarajné dans la banlieue sud et Dbayé⁴⁰⁰ dans la banlieue nord. C'est aussi le cas des quartiers Nabaa⁴⁰¹ et Roeisset El Matn⁴⁰² où on retrouve une forte concentration de populations de la communauté chiite et Bourj Hammoud⁴⁰³ le traditionnel « quartier arménien », tous dans la banlieue est. D'autre part, dans les banlieues nord et est, à une échelle plus fine, on peut retrouver des concentrations de certaines communautés chrétiennes dans certaines rues, même si globalement, on observe une forte mixité entre les différentes communautés dans ces banlieues.

Au Sahel, en gros la situation de la guerre se maintient. Ces quartiers sont fortement marqués par la guerre et la mise en place de la ligne de démarcation. La représentation de l'altérité communautaire suscite encore dans une importante partie de la population un fort rejet de l'autre, surtout dans les quartiers limitrophes de la ligne de démarcation à Chiyah, Hadath et Ghobeiri. Selon Ababsa (2002) ces constructions des représentations, plus que des pratiques sociales divergentes seraient à l'origine du maintien de la ligne de démarcation.

Ababsa se base sur une enquête de 1994, auprès d'un échantillon assez large de familles vivant dans les quartiers limitrophes de la ligne de démarcation à Chiyah et Ghobeiri, et leurs représentations de l'autre côté ainsi que leur mobilité à Beyrouth. Les enseignements de cette enquête sont d'autant plus intéressants qu'ils sont faits à une époque où la tension communautaire au niveau national est beaucoup plus faible qu'après 2005, ce qui influe sans doute sur les représentations actuelles. Le premier facteur affectant la construction d'une représentation négative ou positive du quartier d'« en face » serait le degré d'exposition à ce quartier et ses habitants. Ceux qui sont les moins mobiles et qui n'ont pas connu la mixité de l'avant-guerre sont ceux qui avancent les représentations les plus négatives où se mêlent crainte et rejet. Toutefois, près de la moitié des interviewés à Ghobeiri et le tiers des interviewés à Aïn AlReméné disent ne pas trouver de différences entre les deux quartiers. Si elle remarque un plus fort rejet de la part des habitants de Aïn AlReméné, elle le lie à ce qu'elle appelle les « idéologies territoriales » à l'oeuvre.

Ainsi ce rejet sert à exprimer un « sentiment plus fondamental [...] celui d'avoir perdu la guerre » chez les « chrétiens ». L'idéologie territoriale « chrétienne » est basée sur une « légitimité à rester dans son quartier où on se sent protégé », une identification mécanique des individus de la communauté chiite à une image très négative du Hezbollah, et un comportement « obsidional » vis-à-vis la route de Saïda comme limite de leur territoire (Ababsa, 2002)⁴⁰⁴.

⁴⁰⁰ Pour plus de détails (Mauriat, 1997).

⁴⁰¹ voir (Coulon, 2002)

⁴⁰² voir (Attar, 1986).

⁴⁰³ Voir (Khayat, 2001) et (Deboulet & Hily, 2009).

⁴⁰⁴ Ces éléments, on les a retrouvés, bien que différemment exprimés selon les interviewés, dans la majorité des entretiens qu'on a faits avec les différents acteurs à Aïn AlReméné entre 2006 et 2009. Ceci paraît dans les

A Hadath, dans la plaine à l'ouest de la route de Saïda, qui semble conserver son rôle de ligne de démarcation communautaire, pratiquement tous les résidents sont de la communauté chiite, alors que les populations des communautés chrétiennes se cantonnent sur les collines. Dans une étude de 1995, Tohmé étudie la mobilité des habitants des communautés chrétiennes de Hadath. La très grande majorité des flux se fait en direction de la banlieue est ou nord, une autre part vers Achrafié, une mince part vers Beyrouth Ouest, alors que ceux vers la banlieue sud se font très rares. De même les taxis-services de la région évitent la banlieue sud pour aller à Beyrouth Municipale, même si ce passage réduirait fortement les distances à parcourir.

D'autre part, on peut observer une forte similitude entre le discours construit à Aïn AlReméné vis-à-vis la route de Saïda et le quartier d'en face à Ghobeiri, et celui rapporté par Minier (2000) concernant à Hadath la plaine et l'expansion de la banlieue sud. Nous rejoignant ainsi Minier dans son analyse, rapportée plus haut, où l'attachement à la plaine serait surtout un effort de reconstruction d'une identité locale qui puisse redéfinir les relations internes entre les acteurs locaux, dans un temps de grands changements sociaux et politiques. Ainsi dans ces zones sur la ligne de démarcation communautaire, la définition d'une représentation d'un territoire identitaire ayant une délimitation physique peut bien contribuer à la convergence politique d'un grand nombre d'acteurs locaux émergents. Nous reviendrons sur cela en détail dans le chapitre suivant.

Dans le reste des localités à l'est de la ligne de démarcation la constitution communautaire reste pratiquement la même⁴⁰⁵. D'autre part, bien que la mixité résidentielle soit forte entre les populations de différentes communautés chrétiennes, certains quartiers peuvent présenter des zones de concentration d'une certaine communauté comme celle des grecs orthodoxes à Haret AlRoum à Hadath. Ces cas restent rares. Ceci ne signifie pas l'affaiblissement du sentiment communautaire. Dans un pays comme le Liban où le communautarisme est une constante forte de l'ordre social et politique, l'identification communautaire reste un enjeu identitaire majeur. Le renforcement de la « présence » territoriale de la communauté devient par la suite une option stratégique partagée par beaucoup d'acteurs dans celle-ci.

Du côté de la banlieue sud, la prédominance de la communauté chiite reste écrasante. Toutefois la représentation largement partagée au Liban de la banlieue sud comme « bastion chiite » doit être relativisée par nombre de considérations. D'abord les camps palestiniens de Chatila et de Bourj AlBarajné présentent, malgré leur intégration dans la dynamique économique de la banlieue sud, une situation sociale et politique différente que nous avons décrite plus haut. Deuxièmement, il est à noter que dans les quartiers irréguliers de la banlieue sud, surtout Jnah et Ouzai, on

commentaires concernant la présence de chiites qui achètent des habitations à Aïn AlReméné. Si pour certains ceci n'a rien d'anormal, pour d'autres elle est acceptée par ce qu'ils sont perçus comme « la classe moyenne supérieure chiite expatriée en Afrique », et pour d'autres encore ceci représente une dangereuse « infiltration » qu'il faut contrer prestement au risque de se retrouver débordés et qu'Aïn AlReméné perde son caractère chrétien. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

⁴⁰⁵

retrouve aussi une population de travailleurs migrants étrangers non-libanais très importante, bien que non comptabilisée. En fait ces migrants cherchent à s'implanter dans ces quartiers à bas loyers et où la présence étatique est plus faible dans les secteurs contrôlés par Amal et le Hezbollah (Deboulet & Hily, 2009). Troisièmement, sur la zone des sables dans le quartier proche du Golf Club on retrouve de nouveaux bâtiments en appartements « deluxe » visant la haute bourgeoisie libanaise, ainsi que des habitations de l'Armée Libanaise construites pour ses officiers. La mixité communautaire – bien que seulement entre communautés musulmanes – est marquante dans ces quartiers.

Les camps palestiniens de Chatila et Bourj AlBarajné qui présentaient pendant la guerre un espace identitaire fortement marqué commencent à connaître dans l'après-guerre d'importants changements dans leur constitution démographique. Bien que la proportion des réfugiés palestiniens inscrits à l'UNRWA vivant dans des camps au Liban soit la plus haute dans la région, ces camps semblent perdre leur homogénéité identitaire. Dorai (2008) rapporte une présence notable de réfugiés irakiens à Chatila, ainsi qu'un grand nombre de migrants travailleurs⁴⁰⁶, de différentes nationalités dont une grande part de sans-papiers. Une grande partie de ces travailleurs sont de nationalité syrienne (Deboulet & Hily, 2009).

D'autre part, à Chatila se développe un des plus importants marchés populaires de la capitale. Les loyers très bas comparés à leur entourage proche, l'accès à un grand nombre de produits de contrebande bon marché ainsi que l'évitement des taxes amènent beaucoup de commerçants libanais de la banlieue sud ou de Beyrouth à s'y installer. Cet important marché central attire beaucoup de clients de divers zones de l'agglomération à la recherche de produits bon marché. Au camp de Bourj AlBarajné on peut remarquer un phénomène similaire mais de plus faible ampleur. Ici comme Chatila, bien qu'il y a une importante interaction économique avec l'entourage, une forte coupure avec l'entourage se maintient – même spatialement avec ce que Mauriat (1997) appelle les « cordons sanitaires »⁴⁰⁷. Ainsi, sous divers aspects, ces camps sont

⁴⁰⁶ On estime le nombre des travailleurs migrants, toutes nationalités confondues, au Liban au quart de la population active, entre 600000 et 800000 personnes. Une grande partie (entre 300000 et 500000) sont de nationalité syrienne. Toutefois rien que pour l'année 2004, on note plus de 75000 travailleurs entrant au pays et officiellement enregistrés en provenance du Sri Lanka, de l'Éthiopie, des Philippines, et d'Inde. Ils sont composés à plus de 90% de femmes (Deboulet & Hily, 2009). La très grande partie de ces travailleurs se concentrent dans l'agglomération beyrouthine. En fait, les palestiniens connaissent de fortes restrictions de leur droit au travail par les lois libanaises, ce qui pousse de nombreuses familles à louer à des travailleurs migrants des chambres qu'elles construisent d'habitude en extension de leur habitation ou en hauteur pour la location, afin de s'assurer des ressources financières. Les camps sont appréciés par ces travailleurs pour leurs bas loyers, leur position au centre de l'agglomération beyrouthine et leur inaccessibilité aux forces de l'ordre libanaises. En 1997, seulement entre 4000 et 5000 personnes des 8000 habitants du camp sont des palestiniens.

⁴⁰⁷ Les ruptures physiques « cordons sanitaires » sont:

- + au nord du camp du Bourj AlBarajné, un no man's land le sépare des quartiers de Haret Hreik, on y trouve une route et une grande parcelle vide occupée occasionnellement par des marchands ambulants palestiniens
- + au sud du camp de Bourj AlBarajné, un talus nord-sud délimite le camp
- + au nord de Chatila un vaste amas de parpaings sépare le camp de Sabra et Tarik Jdidé
- + ainsi que d'autres formes de rupture qui peuvent se matérialiser par l'existence de fonctions accentuant la rupture

intégrés dans la ville que ce soit à l'échelle de la banlieue sud ou à l'échelle métropolitaine, mais en même temps restent fortement différenciés⁴⁰⁸.

Sur un autre registre, la concentration spatiale de clans familiaux devient chose assez rare. La mobilité résidentielle, surtout vers la périphérie, sous l'effet de la montée continue des prix de l'immobilier et du foncier, joue fortement contre le maintien dans les banlieues proches de rues ou d'îlots à homogénéité clanique ou familiale⁴⁰⁹. Les quartiers irréguliers de la banlieue sud, notamment Ouzai, font exception. Ce sont des quartiers où le clanisme familial est encore assez imposant et où des rues et des îlots restent encore homogènes à cet égard⁴¹⁰.

Ainsi, bien qu'il soit incontestable que les banlieues sont le lieu de prédilection de l'activisme communautaire et de la construction des « territoires idéologiques », elles présentent une complexité qui remet en question la dynamique d'homogénéisation et de territorialisation communautaire. La forte mobilité résidentielle, le développement de nouvelles centralités commerciales et les stratégies résidentielles des travailleurs migrants non-libanais nous semblent être les éléments les plus imposants contrant cette dynamique.

8.2.4 Gated communities et quartiers populaires (voir planche 7- VI.d.)

L'agglomération beyrouthine a connu déjà avant la guerre l'existence de quartiers marqués par une forte homogénéité socioéconomique. Si la guerre a détruit des bidonvilles et des camps, elle a créé de nouvelles zones socioéconomiquement homogènes, notamment de nouveaux complexes résidentiels fermés. Cette tendance s'accroît après la guerre.

Une tendance forte à la démarcation par le haut : gated communities et Solidere

⁴⁰⁸ Les camps comme « des ghettos qui perdurent au Liban depuis 50 ans, maintenus aujourd'hui dans ce processus de ségrégation par l'Etat libanais, premier acteur de cette ghettoisation, et dans une certaine mesure, par la communauté internationale, qui participe à travers l'action de l'UNRWA à la différenciation de ces espaces dans leur environnement immédiat. L'ONU ne se borne qu'à organiser la précarité dans ces espaces, sans chercher véritablement de solution globale au problème des réfugiés palestiniens au Liban » (Mauriat, 1997)

⁴⁰⁹ Il n'y a pas d'études en notre possession pouvant assurer ou infirmer cette représentation partagée par beaucoup d'acteurs que nous avons rencontrés. Des associations travaillant avec les enfants ou la jeunesse, comme Worldvision, se plaignent de cette mobilité résidentielle continue. En effet, les enfants suivent leurs parents, rendant le développement de l'action de ces associations plus difficile et moins durable. De même, l'implication d'une part significative de la population résidente dans la vie publique de la localité reste très faible. C'est dans les villages d'origine et durant les week-ends que la majorité de la population résidente dans ces banlieues s'investit socialement. On retrouve la dualité observée par Khuri (1975) il y a déjà 35 ans entre un territoire du quotidien axé sur le travail et ancré à Beyrouth, et un territoire du social qui se reconstitue en fin de semaine dans les villages d'origine. Il faut toutefois remarquer qu'une part importante des résidents de ces banlieues sont des anciens locataires assujettis à l'ancienne loi sur la location résidentielle, et par suite à l'abri de la volatilité des marchés fonciers. Ceux-ci maintiennent un ancrage plus durable dans leurs quartiers, remontant d'habitude à l'avant-guerre, et ont plus tendance à s'y investir socialement.

⁴¹⁰ La cause principale serait surtout le caractère irrégulier de ces quartiers créant un marché immobilier ou de location, local, coupé du marché foncier métropolitain. Par suite les prix s'y maintiennent à un niveau assez bas ne forçant pas les plus démunis à déménager.

Dans la littérature scientifique sur le Beyrouth de l'après-guerre, la discussion du projet de reconstruction du centre-ville et de Solidere, du nom de la société qui conçoit et gère le projet – qui lui donnera largement son nom – est fortement présente. Un élément récurrent dans ces discussions est la question de ses implications sur la démarcation sociospatiale à Beyrouth. Conçu comme un grand centre d'affaires, il est largement critiqué comme étant un projet « pour riches » dépossédant les beyrouthins de leur centre-ville après que la guerre l'a détruit. Nous n'entrerons pas ici dans la description ni la discussion de ce projet vu le grand nombre de publications traitant de ses divers aspects d'une part et son peu d'impact sur le Sahel d'autre part. Toutefois, nous soulignons que ce projet symbolise un certain processus à l'œuvre à Beyrouth : la prolifération d'une certaine démarcation spatiale et territoriale par le haut. Une autre matérialisation de ce processus est sans doute les gated communities.

Déjà avant la guerre, on trouvait des espaces résidentiels exclusifs habités par la haute bourgeoisie. C'est le cas de Rabieh au Matn, les hauteurs de Baabda, ou encore la gated community de Mechref au Chouf. Pendant la guerre et surtout dans le « réduit chrétien » on voit se développer d'autres espaces de ce genre. Glasze (2003) décrit un contexte favorable pendant la guerre, notamment au Kesrwan, au développement d'un marché immobilier centré sur cette gamme. La guerre met en crise une économie touristique au Kesrwan menant certains propriétaires d'hôtels et de centres balnéaires à les reconverter en appartements visant la tranche aisée d'une population de beyrouthins des communautés chrétiennes qui y cherchent refuge loin des combats ravageant la capitale. La perdurance de la guerre renforce cette dynamique et une offre plus organisée se met en place⁴¹¹.

Malgré le retour de la sécurité et la réadaptation des services urbains dans l'après-guerre, les immeubles sécurisés et les gated communities continuent à proliférer, notamment dans les périphéries lointaines de Beyrouth⁴¹². Ces projets visent notamment des expatriés libanais de retour ayant connus, vécus et appréciés ce modèle d'habitation aux pays du Golfe, en Amérique du Nord ou du Sud. L'appellation même de gated community loin de porter des connotations négatives est même reprise par les affiches publicitaires de certains de ces projets pour promouvoir une qualité de vie entendue comme privilégiée⁴¹³.

⁴¹¹ Devant le flux croissant des réfugiés, ces centres balnéaires s'étalent sur le domaine public en l'absence de l'Etat et avec le soutien des milices. Les milices appuient et parfois parrainent la construction de ces centres contre de généreuses contributions pour l'effort de guerre et l'assurance d'une source de taxation et d'emplois. Les réfugiés fortunés voient dans ces centres sécurisés et approvisionnés de façon stable en eau et électricité un cadre de vie privilégié et sécurisant dans le contexte de l'arbitraire de la violence de la guerre civile. Avec l'étalement de la guerre dans le temps, certains décident de s'installer de façon permanente au Kesrwan, et recherchent des appartements plus larges qu'assure une offre croissante de condominiums sécurisés (Glasze, 2003)

⁴¹² Le développement d'une importante infrastructure routière liant différentes parties de la périphérie de l'agglomération beyrouthine à son centre contribue fortement à la création de cette offre. D'autre part, la promesse de l'accessibilité à un environnement vert et sain semble jouer un rôle capital dans la promotion de ces projets, dans le contexte d'une pollution grimpe à Beyrouth (Glasze, 2003).

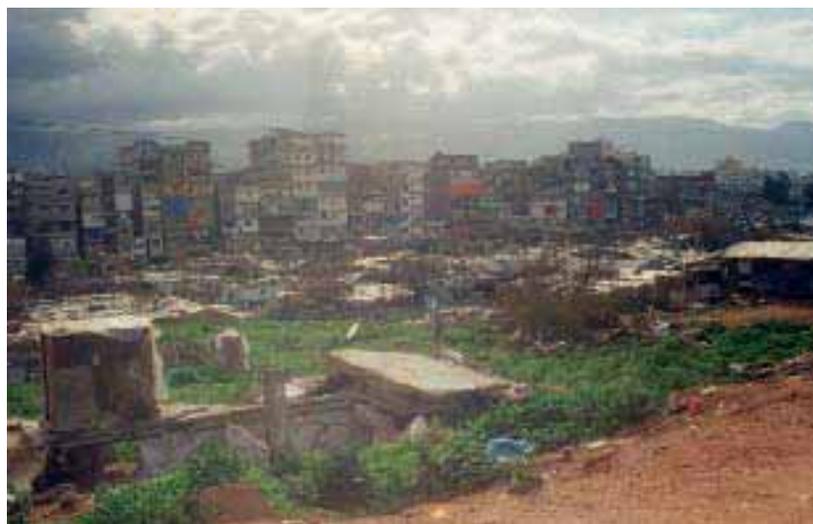
⁴¹³ La crise de la fin des années 90 ainsi que l'attrait des zones centrales réaménagées – où se concentre toujours l'essentiel des grandes entreprises – freinent l'élan de ce secteur de l'immobilier. Toutefois au cours des années 2000, et avec le boom économique des pays du Golfe, on observe une forte reprise du marché foncier et immobilier à Beyrouth sous la pression d'une demande croissante des expatriés notamment dans ces pays à la recherche de pied-à-

Parler de Gated communities au Sahel serait inexact. On n'a pas vraiment d'espaces résidentiels fermés⁴¹⁴. Toutefois, on retrouve nombre des espaces de grande taille fermés au public. C'est le cas de nombre de grands équipements visant une riche clientèle comme le Golf Club qui rouvre ses portes et les centres balnéaires au nord-ouest de la zone des sables. D'autre part, on retrouve des concentrations résidentielles de quartiers huppés, c'est le cas de nouveaux lotissements dans la zone des sables ainsi que sur les collines de Baabda et Mar Takla à Hazmié. On retourne ainsi à une situation assez proche de celle de l'avant-guerre, cependant, suivant des logiques différentes et de façon plus marquée.

La répartition socioéconomique au Sahel

Le Sahel a été fortement bouleversé par la guerre. La ligne de démarcation a transformé les localités de Chiyah, Ghobeiri, Bourj AlBarajné et Hadath – d'importants centres industriels dans l'avant-guerre. Les quartiers irréguliers se sont étalés et de nouveaux tels ceux de Jnah ou de Maramel se sont créés sur les sables du Sahel. Le déplacement des populations et la guerre a fait perdre à Haret Hreik son rôle de cité-dortoir de la classe moyenne travaillant à Beyrouth.

La fin de la guerre et la restauration de la mobilité et des échanges économiques entre les différentes parties de la ville remet ces banlieues au cœur de la dynamique métropolitaine de Beyrouth. Toutefois malgré une fabuleuse croissance urbaine et démographique, on observe pas de grands changements dans la répartition socioéconomique de la population. Certains quartiers de la zone des sables font exception.



Les quartiers irréguliers des sables
Source : Clerc-Huybrechts

terre à Beyrouth. Cette demande et la spéculation qu'elle provoque pousse à une hausse notable des prix du foncier. Ceci a des effets conjugués. D'une part, les gated communities reviennent sur le marché notamment dans les lointaines périphéries. D'autre part, on voit se développer des condominiums sous forme d'immeubles et de tours presque exclusivement à Beyrouth municipale, surtout à Ras Beyrouth et Achrafieh. Ces immeubles ont d'habitude une enceinte ainsi que des gardes contrôlant l'accès.

⁴¹⁴ Certains toutefois sont actuellement en projet.

Après la guerre, cette zone offrant encore un grand nombre de terrains vides et susceptible d'absorber l'étalement de Beyrouth municipale vers le sud est au centre du débat sur les politiques urbaines concernant Beyrouth. Toutefois en même temps et malgré le blocage des principaux projets mis en place par les autorités centrales concernant cette zone⁴¹⁵, on voit se développer en continuité avec le quartier de Bir Hassan au sud de Beyrouth municipale, et au nord du Golf Club, un quartier huppé qui attire une importante partie de la haute bourgeoisie des communautés sunnite et chiite à Beyrouth. Ce quartier se développe à proximité d'un nombre de quartiers irréguliers Jnah au nord, Horch AlQatil à l'est, Ouzai à l'ouest et Maramel au sud, qui continuent à se densifier et s'étaler. D'autre part, en bordure des principaux axes routiers de la zone des sables notamment le boulevard de l'aéroport et l'autoroute du sud émergent de nouveaux bâtiments de bureaux, de grands équipements ou complexes d'institutions privées ou internationales.

Cette forte démarcation socioéconomique au sein de la zone des sables au Sahel est moins perceptible dans les localités de la plaine. Furn AlChebbak et Aïn AlReméné deviennent un important pôle résidentiel attirant surtout des ménages de salariés des classes moyennes inférieures travaillant dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine. Ils bénéficient d'une position privilégiée tout près de grands axes routiers desservant différentes zones de l'agglomération beyrouthine.

Concernant le continuum urbain très dense des localités à l'est de la banlieue sud, il y a une représentation généralisée à les considérer comme une zone paupérisée fortement affectée par la guerre et la très forte densité. Si cela est vrai pour beaucoup de quartiers de cette zone notamment Hay AlSolom et d'autres quartiers de Mrayjé et Laylaké, c'est moins le cas d'autres quartiers. On peut même trouver certains quartiers qui se démarquent et attirent la classe moyenne supérieure de la communauté chiite qui veut se maintenir dans cette banlieue sud, c'est le cas du Hay AlAbiad à Haret Hreik ou d'autres quartiers encore le long du boulevard Hadi Nasrallah. Toutefois, à la différence de la zone des sables où la juxtaposition de quartiers très différenciés de point de vue socioéconomique est très frappante physiquement, à l'est de la banlieue sud, la démarcation est moins évidente, les quartiers ayant tendance à s'entremêler. Bien sûr, la participation, en gros, des habitants de ces différents quartiers à l'est de la banlieue sud aux mêmes réseaux politiques et pratiques de sociabilités contribue fortement à minimiser la polarisation induite de la démarcation socioéconomique.

8.2.5 La multiplication des centralités et la dominance du tertiaire

⁴¹⁵ En 1995, une loi concernant la mise en place d'un établissement public de l'Etat chargé de la reconstruction de la zone des sables à l'ouest de la banlieue sud, dit projet Elyssar, est votée. Nous reviendrons plus tard avec plus de détails sur ce projet.

Retour du centre-ville et maintien des autres centralités

Le projet Solidere ambitionne être le cœur d'une plateforme régionale de l'accordement à la globalisation économique. Le contexte politique régional et la montée de Dubaï frappe durement les ambitions des promoteurs du projet. Toutefois, à partir du milieu des années 90, le projet est réadapté en vue de s'approprier la prééminence au moins au niveau de Beyrouth en essayant de faire réémerger la centralité du centre-ville aux dépens des centralités de la guerre. Si incontestablement, Solidere réussit à faire émerger une importante centralité au niveau de la ville et afficher une zone architecturale de marque⁴¹⁶, elle est loin de monopoliser la dynamique économique de commerces et de bureaux haut de gamme.

En fait, les centralités économiques de la guerre se maintiennent. C'est le cas de Verdun et Mar Elias à Beyrouth Ouest et Achrafié et le boulevard dit autoroute du nord sur la côte du Matn⁴¹⁷. Le retour de Hamra à partir des dernières années de la décennie 90 commence même à présenter une concurrence sérieuse au centre-ville⁴¹⁸. Un changement majeur dans le paysage économique à Beyrouth est sans doute l'installation des grands hypermarchés et méga centres commerciaux. On les retrouve d'abord dans les banlieues près des grands axes routiers : l'ABC et Spinneys à Dbayé, le BHV-Monoprix à Jnah, Hypermarket Boukhalil à Hazmié... Pour venir s'installer au cœur même de la ville comme l'ABC et le Spinneys au plein milieu d'Achrafié. En fait, les centres commerciaux et les malls quadrillent l'espace de l'agglomération.

Bakhos (1999) en essayant de cartographier les centralités commerciales de l'après-guerre remarque clairement que ces centralités touchent pratiquement toute l'agglomération. Toutefois, Michael Davie (2007) insiste que c'est surtout dans une zone en arc couvrant une bonne partie des banlieues de Beyrouth – qu'il appelle la banane bleue de Beyrouth – que se concentre l'essentiel de cette activité. Il y voit le nouveau centre dynamique de Beyrouth, le cœur de l'agglomération.

Le tertiaire s'installe fortement au Sahel

La guerre détruit les activités industrielles au Sahel ainsi que donne un coup d'arrêt à l'activité agricole de sa plaine. Elle y change profondément la structure économique. Ceci se matérialise notamment par le renforcement du secteur tertiaire qui devient le gros de l'activité économique de l'après-guerre.

⁴¹⁶ où de grands architectes internationaux signent la conception de nouveaux bâtiments

⁴¹⁷ Seul Jounié perd sa prééminence à Beyrouth Est, toutefois, elle se maintient comme principale centralité au niveau du Kesrwan.

⁴¹⁸ D'autre part, diverses autres centralités commerciales plus sectorielles émergent dans l'après-guerre. C'est le cas par exemple des secteurs Monot et Gémayzé à Achrafié – et plus récemment de Hamra – qui deviennent les centralités par excellence de la vie nocturne à Beyrouth.

L'agriculture maraîchère ainsi que les grandes exploitations agricoles du sud du Sahel n'ont plus raison d'être. Le développement des transports fait que d'autres zones agricoles hier encore lointaines deviennent plus proches de Beyrouth et le desservent en une grande gamme de produits agricoles à prix compétitif. Les quelques rares terrains encore voués à l'agriculture maraîchère à la fin de la guerre au Sahel sont absorbés par le marché foncier. De même les terrains agricoles du sud du Sahel sont conquis par l'urbanisation régulière et irrégulière. On ne peut plus parler d'agriculture au Sahel⁴¹⁹. Quant à l'industrie, elle revient, mais avec moins de vigueur, en s'installant plus au sud dans la zone industrielle de Kfarchima-Choueifet au sud du Sahel. Les autres localités du nord et centre du Sahel se convertissent désormais massivement au tertiaire.

Les commerces se multiplient dans les rues internes de ces localités. Certains de ces commerces se rassemblent en souks avec des associations de commerçants. C'est le cas des souks Mouawad et Karm AlZaytoun à Chiyah et du souk de Hadath. D'autres rues voient s'y multiplier les commerces sans la mise en place d'associations de commerçants. C'est le cas du secteur dit Chiyah à Ghobeiri où se concentrent plus de 300 commerces. C'est aussi le cas du boulevard Hadi Nasrallah dans la banlieue sud. C'est le cas d'une bonne dizaine d'autres souks plus ou moins informels dans la banlieue sud.

Certains de ces souks se spécialisent dans des produits déterminés et deviennent une centralité au niveau de l'agglomération. C'est le cas du marché des meubles à Ouzai où se multiplient les galeries et fabriques de meubles bon marché. Toutefois la majorité des commerces au Sahel visent plutôt une clientèle locale voire de quartier. Ce n'est pas le cas des malls et centres commerciaux qui se multiplient dans cette zone. Bien placés sur les axes routiers de l'agglomération, ils visent une clientèle au niveau de celle-ci et cherchent notamment à attirer les habitants des périphéries faisant la navette quotidienne vers les zones centrales de Beyrouth.

Un autre point remarquable au Sahel, qu'hormis les quartiers bourgeois et quelques autres quartiers périphériques, la majorité des quartiers connaît une mixité fonctionnelle de résidences, de commerces et de bureaux. Il est très commun de voir se côtoyer dans un même immeuble des logements et des bureaux à l'étage et des commerces au rez-de-chaussée.

En gros, le Sahel perd sa qualité de destination de loisir de la haute bourgeoisie beyrouthine comme l'avant-guerre, bien que des grands centres balnéaires sur les plages de Ghobeiri et le Golfe Club rouvrent leurs portes.

8.3 Un grand chantier de reconstruction

⁴¹⁹ Furn AlChebbak comprend toujours une marginale activité agricole.

Les années 90 sont dominées par le projet de la reconstruction. L'idée est simple, à travers un large programme d'infrastructures, d'équipements et de projets urbains il importe d'en finir avec l'image de la guerre et d'offrir un nouveau visage à Beyrouth et un nouveau rôle comme le centre d'une plateforme économique régionale axée sur les affaires et la finance en vue d'intégrer au plus rapidement possible la globalisation économique.

À l'opposé des préceptes traditionnels de développement équilibré qui ont dominé les politiques de développement de l'Etat libanais, les gouvernements Hariri optent pour une logique différente : faire de Beyrouth un centre économique de premier plan qui sera la locomotive du développement tirant en avant le reste du pays. Une autre entrée d'envergure est sans doute la place centrale du privé dans ce projet de reconstruction. Comme on a vu pour l'époque de la guerre, ces idées et méthodes ne sont pas nouvelles et sont déjà au cœur des politiques du mandat Gemayel. Toutefois, ce qui varie ici c'est l'ampleur du programme et sa continuité malgré tous les vents défavorables et les changements politiques régionaux, notamment après l'assassinat de Rabin.

Le projet de reconstruction est aussi couplé à un autre de métropolisation où il importe de transcender les barrières imposées par la guerre et faire émerger un Grand Beyrouth en désenclavant les différents territoires communautaires de la guerre. Le désenclavement doit se faire non pas en rendant la mixité communautaire à ces quartiers – tâche titanesque, même avec le programme de retour des déplacés, qui d'ailleurs ne donnera que des résultats très partiels – mais en renforçant la mobilité entre les différents secteurs.

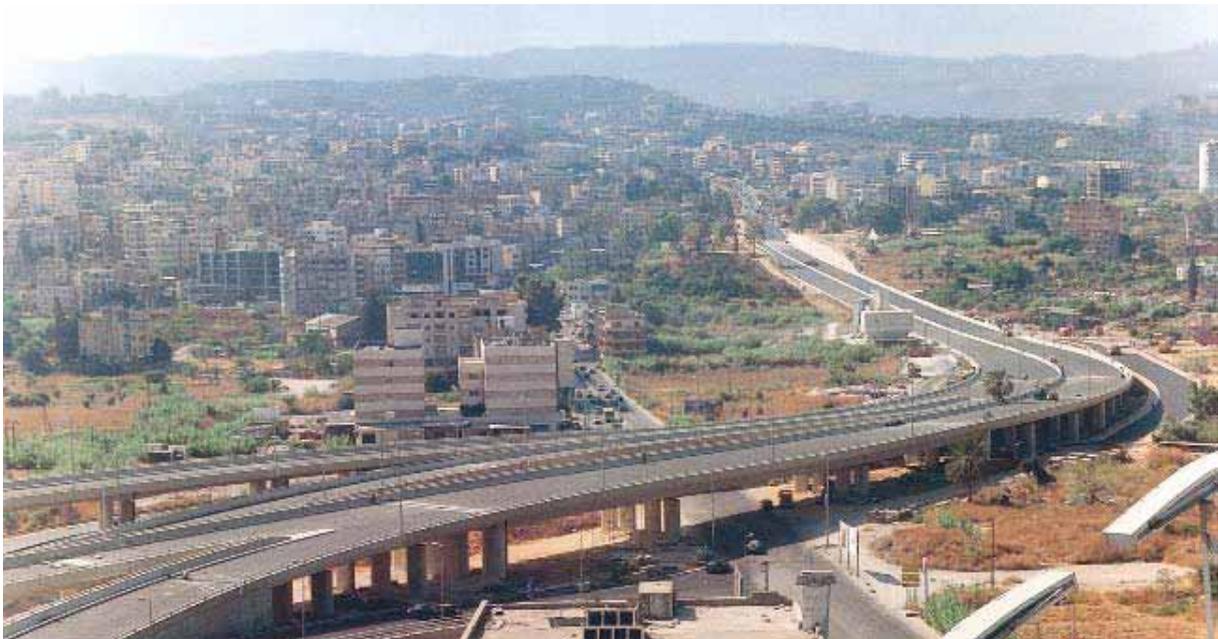
Bien qu'aucun schéma directeur ou plan stratégique ne soit mis en place explicitant la politique urbaine du projet de reconstruction, nous pensons qu'elle est dominée par nombre de grands objectifs :

- Reconstruire le centre en le transformant en un centre d'affaires, une plateforme pour la connexion de l'économie libanaise et régionale à la globalisation et un espace de rencontre de tous les libanais indépendamment des affiliations communautaires. Ce projet vise d'abord un projet urbain pour le centre-ville mais aussi des équipements comme un aéroport pouvant desservir jusqu'à 6 millions de voyageurs par an et de nouvelles infrastructures notamment les télécoms.
- Désenclaver les différents espaces communautaires dans les banlieues de Beyrouth et à un niveau supérieur les différentes régions périphériques (Liban Nord, Liban Sud et Békaa) et cela à travers des infrastructures viaires de premier ordre.
- De grands projets urbains pour réaménager les côtes des banlieues sud, est et nord qui ont un très grand potentiel foncier mais sont occupées par de l'habitat irrégulier ou des infrastructures industrielles et des entrepôts en crise. C'est ce que Verdeil (2002) appelle la « reconquête du littoral ».

Le soutien de l'Arabie Saoudite ainsi que de la Syrie et des grands pays occidentaux au projet, le soutien des élites économiques (banques et entrepreneurs) ainsi que des ordres professionnels comme l'ordre des ingénieurs et des architectes, l'expertise de nombre de bureaux qui lui sont plus ou moins directement liés, ainsi que sa mainmise sur des postes clés de l'administration de l'Etat, permettent au premier ministre Hariri d'engager son projet malgré les coûts faramineux en termes financiers et sociaux sans une réelle opposition.

D'imposantes infrastructures routières et de nouveaux équipements

Les infrastructures routières sont au cœur du projet. Il est important pour ce projet de métropolisation de lier les espaces centraux de l'agglomération à ses périphéries qui sont de plus en plus lointaines. Si le périphérique est toujours un projet en gestation, les pénétrantes elles se multiplient et vont au cœur même de la ville desservant le centre-ville. On a ainsi l'autoroute du Sud qui va de Saïda, passe en bordure de l'aéroport auquel elle est liée par une bretelle, traverse le Sahel parallèlement à l'ancien boulevard de l'aéroport, reprend le tracé élargi de la rue Saeb Salam pour verser au centre. De même pour l'autoroute du Nord qui de Tripoli traverse Jbayl, Jounié et la côte du Matn pour arriver à la place des Martyrs en plein centre-ville. A ces deux pénétrantes principales s'ajoutent d'autres telle la route de Damas, la corniche de la mer, et nombre d'autres venant d'Achrafié, Ras Beyrouth ou Basta.



Source : CDR

Au cœur de l'agglomération tunnels, ronds-points et ponts se multiplient. Au Sahel des travaux touchent pratiquement toutes les rues existantes qui sont élargies, asphaltées ou équipées en trottoirs et autres genres de mobiliers urbains. D'autres sont ouvertes pour desservir des quartiers qui se sont développés pendant la guerre. Toutefois, c'est surtout les imposantes infrastructures routières telles les nouvelles autoroutes – liant Hazmié à Achrafié, Hazmié à la Quarantaine, la

Corniche de Mazraa à Ouzai, l'autoroute du Sud – et boulevards – celui de Hadi Nasrallah, de Michel Zakour – qui redéfinissent le paysage urbain du Sahel.

Un autre trait dominant de cette époque est la réalisation, ou plutôt la reconstruction de nombre de grands équipements notamment la Cité Sportive, l'aéroport et la campus de l'université libanaise à Hadath ou encore de quelques espaces publics comme la corniche maritime et le bois des pins. Ces équipements doivent marquer un retour de Beyrouth sur la scène internationale en accueillant dans la cité sportive les jeux arabes et en mettant en place un aéroport qui peut recevoir près de 6 millions de voyageurs par an.

Des grand projets

La reconstruction est notamment marquée dans l'agglomération beyrouthine par trois grands projets urbains : Solidere, Linord et Elyssar. Si le premier vise la reconstruction du centre-ville de Beyrouth et est considéré comme la pierre angulaire du projet de reconstruction et de métropolisation d'Hariri, les projets de Linord et d'Elyssar visent le dégagement de l'espace littoral des quartiers irréguliers et industriels en crise pour les remplacer par des lotissements en vue de centres balnéaires, bureaux, équipements et quartiers résidentiels réguliers. Ici, nous ne nous attarderons que sur le projet Elyssar qui se trouve au Sahel, les deux autres – surtout Solidere – étant deux grands projets sur lesquels on retrouve beaucoup de publications et qui toutefois n'ont pas un impact direct sur le Sahel.



La répartition géographique et les acteurs derrière ces projets font transparaître l'équilibre politique et communautaire de l'après-guerre entre représentants politiques des communautés sunnite, chrétiennes et chiite au sein du Liban de l'après-Taef. Nous reviendrons sur cela dans la partie gouvernance.

Elyssar

Le projet Elyssar a pour objectif l'aménagement et la reconstruction de la partie ouest de la banlieue sud, en gros, la zone des sables au Sahel. Le projet a une importance stratégique au sein du programme du premier ministre Hariri pour la reconstruction de Beyrouth. En fait, ce secteur de la banlieue sud se trouve au cœur de l'agglomération coupant le centre-ville de l'aéroport ; d'autre part c'est ici que se concentrent les principaux quartiers irréguliers de Beyrouth ainsi que d'importantes plages sablonneuses à une forte proximité des quartiers huppés de Ramlet AIBayda et Verdun. Réaménager ce secteur, en en finissant avec les quartiers irréguliers, permet de mettre en place des infrastructures routières cruciales – notamment vers l'aéroport – pour le projet de métropolisation de la ville, d'autre part dégager d'importantes réserves foncières donnant sur la mer dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine.



Le plan de la zone Elyssar
Source : Elyssar

La première approche du gouvernement Hariri est de proposer une société foncière pour conduire cette opération. Toutefois, il se heurte à une rude opposition politique des partis chiites Amal et Hezbollah très influents dans la banlieue sud. Pour ces partis, il est hors de question de faire des déplacements de population, les habitants des quartiers irréguliers doivent être relogés sur place. En fait, ces quartiers représentent une importante base politique pour ces partis qui leur rendent leur soutien dans les urnes, et non seulement dans la banlieue sud, mais aussi à la Bekaa et au Liban Sud où ils votent. D'autre part, le Hezbollah est déjà très critique de l'opération SOLIDERE pilotée par une société privée et insiste sur un engagement plus clair de l'Etat dans ce projet. C'est ainsi que le montage en établissement public, déjà proposé pour la reconstruction du centre-ville en 1977, est reconnu comme outil urbanistique et foncier par une loi en 1983.

L'établissement public Elyssar est mis en place avec comme charge l'exécution du projet en organisant les procédures d'expropriation, d'indemnisation, de remembrement ainsi que les études techniques concernant les infrastructures et l'habitat social que propose le projet pour reloger les habitants des quartiers irréguliers. Une nouvelle procédure, celle de l'expropriation temporaire est propre au montage de l'établissement public. Elle permet à l'établissement de prendre le contrôle d'un terrain, de procéder à des travaux sans expropriation préalable, toutefois, en devant rendre le terrain ou son équivalent à son propriétaire, ceci permet de minimiser les dépenses en amont du projet.

Le projet couvre 560 ha dont 260 ha de constructions réglementaires, de bâtiments religieux et sociaux auxquels l'établissement ne peut toucher. Les quartiers irréguliers seront détruits, leurs terrains remembrés pour rentrer dans le marché foncier réglementaire. Le littoral qu'ils occupent serait dégagé pour le transformer en zone touristique. Et la moitié des ménages déplacés – près de 7300 – seront relogés dans des complexes d'habitat social répartis en cinq zones dans le périmètre d'Elyssar mais plus vers l'intérieur.

Hariri, Amal et le Hezbollah sont impliqués dès 1992 dans des négociations concernant le projet (Verdeil, 2002). C'est ainsi qu'après d'âpres négociations, ils se mettent d'accord en 1995 sur le principe de l'établissement public. Toutefois, la question de l'indemnisation des habitants des quartiers irréguliers est une source de discordes qui oppose fortement les négociateurs. En fait, le montage du projet repose sur une première indemnisation des habitants de certains quartiers irréguliers dans le but de procéder à une première opération de remembrement et de vente qui financerait une seconde phase d'opérations. Or, les indemnisations proposées par Hariri ne sont pas acceptées par les partis chiites et un face à face se met en place.

Les partis Amal et Hezbollah usent de leur capacité de mobilisation sur le terrain comme de leur capacité de pression au sein des institutions pour faire fléchir Hariri. La stratégie adoptée est d'arrêter ou de retarder les travaux sur les autoroutes vers l'aéroport et le sud, prioritaires pour Hariri. Hariri aussi met tout son poids dans cette opération. Il commissionne l'étude du schéma directeur à Dar AlHandassa le même bureau qui est responsable des études concernant Solidere

et LINORD. Il met en place au sein de sa propre entreprise privée OGER Liban, une unité qui a pour rôle de suivre l'avancement du projet. Il nomme à la tête de l'établissement Elyssar un proche. Sur le plan politique, il met en avant l'urgence de l'exécution du projet et son importance pour la ville⁴²⁰. Toutefois, c'est en réussissant petit à petit à réaliser les structures viaires primaires qu'il fait perdre leurs atouts aux partis chiïtes.

Le projet de fait connaît une halte à partir de 1997. Les infrastructures viaires réalisées, la question des quartiers irréguliers se banalise. Ils sont toujours présents mais ne remettent pas en cause la connexion du centre-ville à l'aéroport prioritaire pour Hariri. Ceci a des conséquences importantes pour la banlieue sud et le Sahel en général.

La nouvelle autoroute vers le Sud de la manière avec laquelle elle est aménagée au Sahel représente une première dans le rapport périphérie-banlieue-centre. Les pénétrantes dans l'agglomération beyrouthine ont toujours représenté une aubaine pour les territoires qu'elles traversent. Ainsi que ce soit sur l'ancienne route de Saïda, la route de Damas ou le boulevard de la côte du Matn dit autoroute du Nord, les commerces se multiplient générant une importante activité économique. La tranche de l'autoroute du Sud dans la banlieue sud est une sorte de by-pass fait d'une suite de tunnels et de ponts qui font qu'on passe au milieu de celle-ci sans qu'on puisse même la voir.

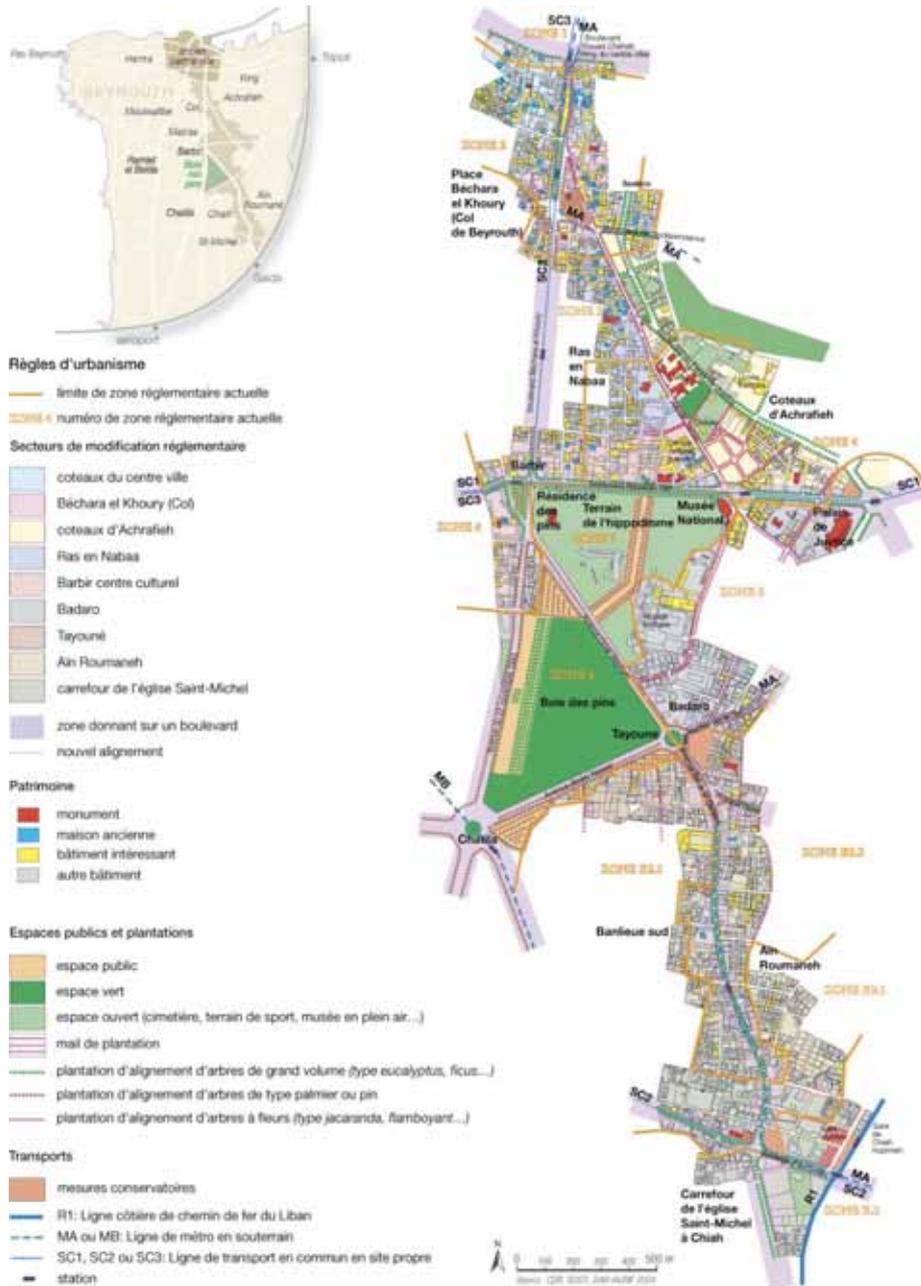
Ainsi si elle ne représente pas forcément une coupure entre les deux côtés de l'autoroute – bien que comme on verra dans le chapitre suivant, le manque de ponts piétons est gravement ressenti sur certains points – elle procède à une accentuation de la marginalisation de la banlieue sud, et surtout les quartiers irréguliers, par rapport au reste de l'agglomération.

Le projet des quartiers de la ligne de démarcation

Ce projet n'est pas dans les priorités de la vision Hariri pour le projet de reconstruction de Beyrouth. En fait, il s'est imposé sous la forme d'étude proposée par la région d'Ile-de-France, qui désireuse d'encourager l'effort de reconstruction de Beyrouth, finance une étude pour la reconstruction des quartiers de la ligne de démarcation⁴²¹. Le CDR ne peut qu'inscrire ses projets compris par l'effort de reconstruction. Le projet proposé cherche à banaliser la coupure que représente la ligne de démarcation en insistant sur une offre résidentielle et quelques équipements.

⁴²⁰ L'équipe d'Hariri soutient longtemps qu'il est impératif de détruire les constructions irrégulières d'Ouzai près de la plage qui ne permettent pas à la tour de contrôle de l'aéroport de visualiser la nouvelle piste en remblai ce qui retarde son ouverture et usage. Toutefois, en 2001, la piste serait ouverte malgré le fait que les constructions d'Ouzai sont encore là. C'est souligner la pression que cette équipe cherche à mettre pour faire passer le projet.

⁴²¹ C'est notamment l'intérêt d'intellectuels libanais spécialistes de l'urbain en France concernés par la reconstruction qui encourage le geste de la région de l'Ile-de-France (Verdeil, 2002).



Projet de la ligne de démarcation
 Source : les Cahiers de l'IAURIF, #144, Mars 2006

Le projet n'est toutefois pas exécuté. Verdeil (2002) en donne deux raisons. D'un côté, le potentiel de concurrence que représente ce projet par rapport au centre-ville en élargissant l'offre immobilière, d'un autre côté le manque de mobilisation en faveur du projet. De fait, contrairement aux projets Elyssar et LINORD où de puissants acteurs politiques inscrits dans les territoires concernés sont intéressés par les projets, le projet de la ligne de démarcation ne peut mobiliser une population coupée par la ligne de démarcation et en manque de leadership politique.

Ainsi, à part les quelques travaux en lien avec l'activité de la caisse des déplacés qui indemnise quelques squatteurs et rend les bâtiments à leurs propriétaires ou encore celle du CDR pour la

restauration de quelques façades et la démolition de quelques bâtiments en ruine dangereux pour la sécurité publique, rien n'est entrepris dans le sens du projet.

8.4 Gouvernance

La gouvernance urbaine de l'après-guerre à Beyrouth porte nombre de traits dominants dont : la place prépondérante du premier ministre Hariri dans le projet de reconstruction, la forte implication des promoteurs privés dans les opérations d'urbanisme, l'intérêt de grands acteurs politiques communautaires à ces projets et leur implication comme principaux négociateurs, et l'absence presque totale du local dans la gouvernance de ces projets.

Nombre de ces traits sont déjà présents dans des époques antérieures, toutefois, leur ampleur est inégalée dans l'histoire de la ville.

Un leadership issu du monde des affaires

L'intérêt de l'homme d'affaire Rafic Hariri pour les opérations urbaines à Beyrouth remonte à bien avant son entrée au Grand Sérail en 1992. On le voit proposer un projet de reconstruction du centre-ville en 1977, envoyer des équipes de ses entreprises privées relever les décombres de celui-ci en 1982, comme il est impliqué dans le projet LINORD avant son retrait du contrat en 1985.

La reconstruction de Beyrouth représente un enjeu stratégique qui porte plusieurs casquettes en même temps. D'abord c'est un grand entrepreneur et homme d'affaire milliardaire qui fait sa fortune en Arabie Saoudite dans les années 70, il est au centre d'un empire de sociétés d'entreprenariat axées surtout sur la construction et s'étendant dans plusieurs pays autour du monde. En même temps, il est un proche de la famille royale saoudienne et notamment du roi Fahd qui l'envoie en tant qu'émissaire spécial médiateur et représentant du régime saoudien sur des affaires politiques notamment au Liban en guerre mais aussi au Pakistan et autre part. En fait il devient pendant la guerre l'homme de l'Arabie Saoudite au Liban. Enfin c'est un ambitieux politicien qui réussit rapidement à devenir le zaim communautaire dominant de la communauté sunnite. Ainsi Beyrouth représente pour lui aussi bien un espace d'investissement prioritaire, qu'une plateforme au centre de dynamiques économiques et politiques régionales, et qu'un espace politique à conquérir.

C'est ainsi qu'il est le premier acteur privé des opérations publiques qu'il met en place. Le cas de Solidere, où il est le principal actionnaire est le plus éloquent, mais sûrement pas le seul. Si certains y voient un conflit d'intérêt outrageant et de la pure corruption, d'autres – quoique moins convaincants – relativisent la question en voyant dans ces investissements une caution pour encourager les investisseurs notamment internationaux.

La question des investissements étrangers, notamment des pays du Golfe, est aussi importante pour comprendre la politique de reconstruction d'Hariri. En fait, avec la montée du prix des hydrocarbures, de grandes sommes s'amassent au Golfe et c'est à cette époque que certains grands fonds privés issus de ces pays cherchent à s'étendre en investissant dans d'autres pays, notamment les pays arabes. Hariri tente à travers le projet de reconstruction de préparer la ville pour qu'elle soit la plateforme économique pour la circulation de ces flux en renforçant aussi bien les secteurs de la banque, la logistique et la construction notamment dans la niche « de luxe ».

Enfin, en tant qu'outsider à la ville et à la classe politique traditionnelle de la communauté sunnite, le projet de la reconstruction doit être perçu comme un outil central dans la conquête de son zaamat à Beyrouth. Rafic Hariri est natif de Saïda dans une famille de la classe moyenne. Avant son départ en Arabie Saoudite dans les années 70, il est professeur de mathématiques dans les écoles de la ville. Si le soutien de l'Arabie Saoudite est un important élément dans la construction de la zaamat de cette communauté, il n'est pas suffisant. Hariri développe au cours des années 80 une base politique atypique en offrant plus de 30000 bourses d'études pour des personnes de toutes les communautés, mais surtout de la communauté sunnite dont une bonne part vient intégrer directement son empire économique ou tourne dans son orbite. Une autre entrée est le travail des associations sociales qu'il met en place et qui en plus de l'assistance médicale à travers des dispensaires, donnent de l'aide régulière aux familles les plus dépourvues. Si ces associations ouvrent partout au Liban elles se concentrent surtout dans les régions de concentration de la communauté sunnite et notamment Beyrouth Ouest.

Lors de son accès au poste de premier ministre Hariri peut compter sur une bonne base politique, mais il peut compter surtout sur un grand nombre de professionnels issus de ses entreprises et qu'il met dans pratiquement toutes les positions clés qui peuvent peser sur la mise en place de son projet : le CDR, la direction générale de l'urbanisme, le conseil supérieur des grands bâtiments de Beyrouth, la direction de l'administration de Solidere, de LINORD, d'Elyssar, la municipalité de Beyrouth et de nombreux ministères. Il peut compter sur un large bloc parlementaire qu'il réussit à faire élire à Beyrouth. Au-delà des administrations, Hariri a aussi le soutien des banques – dont il est actionnaire pour certaines – du monde des professionnels de la construction ainsi que nombre de politiciens traditionnelles qui entendent avoir leur part ou tirer profit de ce vaste de reconstruction qu'Hariri est en train de mettre en place.

L'implication des grandes personnalités de l'Etat dans les grands projets d'urbanisme ou d'aménagement du territoire n'est une nouveauté d'Hariri comme on a vu pour les époques précédentes. Le général Chéhab a bien été impliqué directement dans les projets de l'IRFED et d'Ecochard, Amin Gemayel dans le projet LINORD et les plans de la RMB. De même Chéhab et Gemayel ont mis à la tête des institutions publiques des hommes de confiance pour mener à bien leurs projets. Gemayel comme Hariri s'est appuyé sur un centre de recherche qu'il met en place pour accompagner le travail des institutions et lui préparer des propositions. Toutefois, il y a une différence notamment par la centralité de l'enjeu que représente le projet de la reconstruction

aussi bien pour Hariri l'entrepreneur que Hariri le zaïm communautaire et acteur politique régional.

Si c'est à travers les institutions publiques que les décisions sont officiellement prises, la préparation des projets et les négociations se font autre part. Les bureaux d'études des entreprises d'Hariri ou d'autres qui lui sont proches sont le vrai cadre de l'élaboration des réflexions et des propositions. Quant aux négociations qui entourent les projets elles se font dans un espace politique restreint au niveau central où Hariri parfois s'implique directement.

Le projet de reconstruction d'Hariri, bien qu'il soit important pour la construction de son zaamat dans la communauté sunnite, ne repose pas sur des logiques communautaires. Les bénéficiaires de ces projets ne sont pas d'une seule communauté. Tout au contraire, ces projets affichent haut et fort les objectifs de renforcement de la mobilité et une construction métropolitaine qui transcenderait les clivages communautaires. D'ailleurs parmi les notables communautaires traditionnels de Beyrouth et ses banlieues aucune opposition sérieuse ne se présente face à ces projets. Même l'opposition du Hezbollah, Amal ou Michel Aïmurr sont de l'ordre du refus des procédures plus que d'un refus de principe des projets. S'ils veulent une implication plus grande à la mise en place de ces projets c'est pour assurer leurs intérêts ou ceux de leurs bases politiques et non par ce qu'ils voient ces projets comme l'œuvre d'un acteur communautaire. En fait, c'est le pouvoir central, dont ils font pourtant partie, qu'ils contestent.

C'est cette question de la dilution des limites entre l'Etat et le privé et la place prépondérante du privé qui est le premier trait marquant de la gouvernance urbaine du Beyrouth de l'après-guerre.

Intérêts privés intérêts publics

La reconstruction de Beyrouth se fait dans les années 90 dans un contexte de diffusion de politiques néolibérales conquérantes au Sud. Ces politiques sont déjà à l'œuvre au Liban lors de la suppression du ministère du plan en 1977, comme elles inspirent les politiques du mandat d'Amin Gemayel. Toutefois, ce sont les gouvernements successifs d'Hariri qui procèdent à une application élargie de cette doctrine.

L'Etat considéré comme inefficace pour diverses raisons, doit se retirer de son rôle d'entrepreneur et même de planificateur au profit des logiques du marché. Le mot d'ordre des politiques d'Hariri est l'encouragement des investissements étrangers, la privatisation et la libéralisation des marchés. Cependant, c'est une forme bien spéciale de néolibéralisme où l'Etat a un large projet d'investissements en infrastructures et équipements, où se multiplient les monopoles et où beaucoup de représentants de grands intérêts économiques sont présents dans les gouvernements et l'administration de l'Etat.

La présence des grands intérêts économiques au sein de l'Etat n'est aucunement nouvelle au Liban. L'affaire des sables de 1955 est assez représentative d'une constante du système politique libanais. En fait, même sous le Beyrouth des Tanzimat les représentants municipaux sont avant tout les grands notables représentants des grands intérêts économiques à Beyrouth. La vraie nouveauté que présente le cadre de la gouvernance de l'après-guerre est que loin d'être un acteur passif laissant l'initiative au privé, l'Etat est bien un acteur central de l'urbain. Toutefois, c'est la promotion d'intérêts privés qui est au centre de sa logique d'action.

Si, comme on a dit, la logique d'action de l'Etat n'est pas communautaire, elle est par contre fortement motivée par la promotion des intérêts de certains groupes privés. Que ce soit à Solidere, LINORD ou Elyssar, les représentants de l'Etat affichent une grande complaisance envers les intérêts privés de certains groupes financiers. Si la complaisance envers Solidere n'est plus à démontrer⁴²², la favorisation des intérêts des investisseurs à LINORD comme des propriétaires fonciers dans le périmètre d'Elyssar est avancée par Verdeil (2002). La présence à la tête de ces trois projets d'hommes de main d'Hariri n'est aucunement fortuite. En effet, ce dernier est un représentant d'intérêts privés locaux et internationaux mais aussi un médiateur qui réussit souvent à faire converger les intérêts de différents groupes privés⁴²³.

Le premier ministre est bien l'acteur central de l'époque, toutefois, il n'est pas le seul. En fait, cette négociation de la part des intérêts privés dans la dynamique de la reconstruction s'intègre dans un espace de négociation plus large dans le cadre du système Troïka, dont on a parlé plus haut, et où intérêts privés et intérêts communautaires s'articulent.

La place du communautaire et l'absence du local

Le fragile équilibre entre un projet de résistance et un projet de reconstruction, entre les prérogatives des trois présidents de la république, du conseil et de la chambre et entre les communautés qu'elles représentent, dans le Liban du post-Taëf, obligent les différents acteurs à une négociation continue.

Cette négociation prend souvent la forme d'un marchandage puisque dans le Liban de l'après-guerre l'accès aux ressources de l'Etat est une importante ressource politique qui contribue fortement à la consolidation des édifices politiques des zaims et partis communautaires.

La guerre et l'après-guerre disqualifient un grand nombre d'acteurs politiques pouvant influencer la gouvernance urbaine à Beyrouth. C'est le cas de la milice sunnite Mourabitoun pendant la guerre ainsi que la milice chrétienne des Forces Libanaises après la guerre. Elle détruit, d'ailleurs, les espaces politiques locaux et marginalise leurs notables. La montée des grands partis

⁴²² la mise en place d'un monopole, une très grande liberté d'action à l'entreprise, adaptation du projet à son profit, la valorisation des intérêts des actionnaires à capitaux, dont bien sûr Hariri, au dépens des ayants droits.

⁴²³ Comme dans le cas de LINORD décrit par Verdeil (2002)

communautaires ainsi que de la résistance palestinienne déstabilise déjà dans l'avant-guerre les socles politiques vacillants des zaïms traditionnels. Dans la décennie 90 les principaux acteurs dans les espaces centraux de l'agglomération beyrouthine, où se concentre l'effort de la reconstruction, sont la zaamat récente d'Hariri, les partis chiites d'Amal et Hezbollah ainsi que quelques politiciens chrétiens proches de la Syrie comme Michel AïMurr⁴²⁴.

Tous ces acteurs sont des acteurs communautaires présents au gouvernement, sauf le Hezbollah. Bien qu'absent du gouvernement, ses relations privilégiées avec la Syrie et son poids au parlement comme au sein de la communauté chiite en font un acteur incontournable des négociations stratégiques au niveau central. Ces négociations de coulisses excluent les acteurs locaux qui sont censés être représentés par ces acteurs. En fait, les représentants au parlement de Beyrouth et ses banlieues appartiennent au parlement à des blocs dominés par ces acteurs. Par suite, une reconnaissance tacite à ces acteurs communautaires de contrôle de territoires communautaires fait perdurer dans les faits une situation issue de la guerre. Les partis chiites sont incontournables en banlieue sud, AïMurr au Matn et Baabda⁴²⁵, et Beyrouth municipale est considéré comme le pré carré de Rafic Hariri. Chaque intervention remettant en cause cet équilibre est sujette à d'après négociations qui peuvent mener au blocage du gouvernement et à l'intervention de la Syrie, le parrain reconnu de la politique libanaise de l'après-taëf pour réguler les conflits.

Dans tout cela on voit se renforcer une sphère politique centrale bien large toutefois à accès contrôlé par les grands acteurs communautaires respectivement dans chaque communauté. Le local se retrouve de fait exclu du jeu politique. Les sphères politiques locales qui ont longtemps représenté des espaces plus ou moins autonomes de la sphère politique centrale n'arrivent pas à se reconstruire, ou sont totalement annexés par les grands acteurs politiques communautaires. Les problèmes locaux, notamment concernant plusieurs communautés, sont traités par les acteurs centraux de ces communautés non pas en tant que tels mais comme des éléments d'une longue liste de problèmes à négocier entre eux. Le local est complètement évacué de la scène politique, un défi que même les constructions territoriales miliciennes de la guerre n'avaient pas obtenu.

Toutefois, il est frappant de voir avec quelle vigueur une levée en masse des acteurs locaux s'opère avec les élections municipales de 1998. Des milliers de notables, de représentants de clans familiaux, de militants associatifs rentrent dans le jeu politique par la porte du local et font réémerger ces espaces politiques locaux. C'est qu'en fait, s'ils sont dépossédés de l'espace politique par excellence où ils peuvent se mobiliser, ils sont toutefois toujours présents. Nombreux investissent les espaces associatifs nouveaux en dirigeant des clubs et des associations locales ou en militant pour différentes causes considérées comme non-politiques (émancipation de la femme, droit de l'enfant, assistance aux malades, cercles scientifiques...). Les structures communautaires traditionnelles autour des hiérarchies religieuses, bien développées au Liban,

⁴²⁴ D'autres acteurs comme le leader druze Walid Joumblatt sont influents dans les zones périphériques comme au Chouf et Aley

⁴²⁵ où il partage son influence avec le député et ministre Elie Hobeika lui aussi proche de la Syrie.

sont aussi un espace de mobilisation de la jeunesse. Les associations religieuses se multiplient et se diversifient. Certains mouvements politiques bannis à l'époque au Liban comme les Forces Libanaises, le Courant Patriotique Libre du général Aoun, des mouvements islamistes radicaux, usent souvent de ce monde associatif comme paravent pour leur action. D'autres associations sont plus ou moins directement affiliées à un mouvement ou zaim politique. Toutefois il serait exagéré de percevoir un phénomène aussi développé que l'associatif de l'après-guerre au Liban que le produit d'un opportunisme politique orchestré par les grands acteurs politiques.

Deux type d'associations font transparaître les logiques d'acteurs locaux qui essaient de reconstruire leur capital politique local et en même temps en user pour participer à – ou négocier avec les acteurs de – la sphère politique nationale : les associations de familles et les associations de localités. Ces genres d'associations ne sont pas nouveaux, toutefois, elles connaissent à cette époque une vraie renaissance. Elles permettent aux notables familiaux de se recréer une base politique même dans des situations de migrations et de s'assurer une représentabilité vis-à-vis les acteurs centraux. Des associations familiales étendues et organisées peuvent être d'importants leviers lors des élections législatives et par suite convoitées par les acteurs centraux.

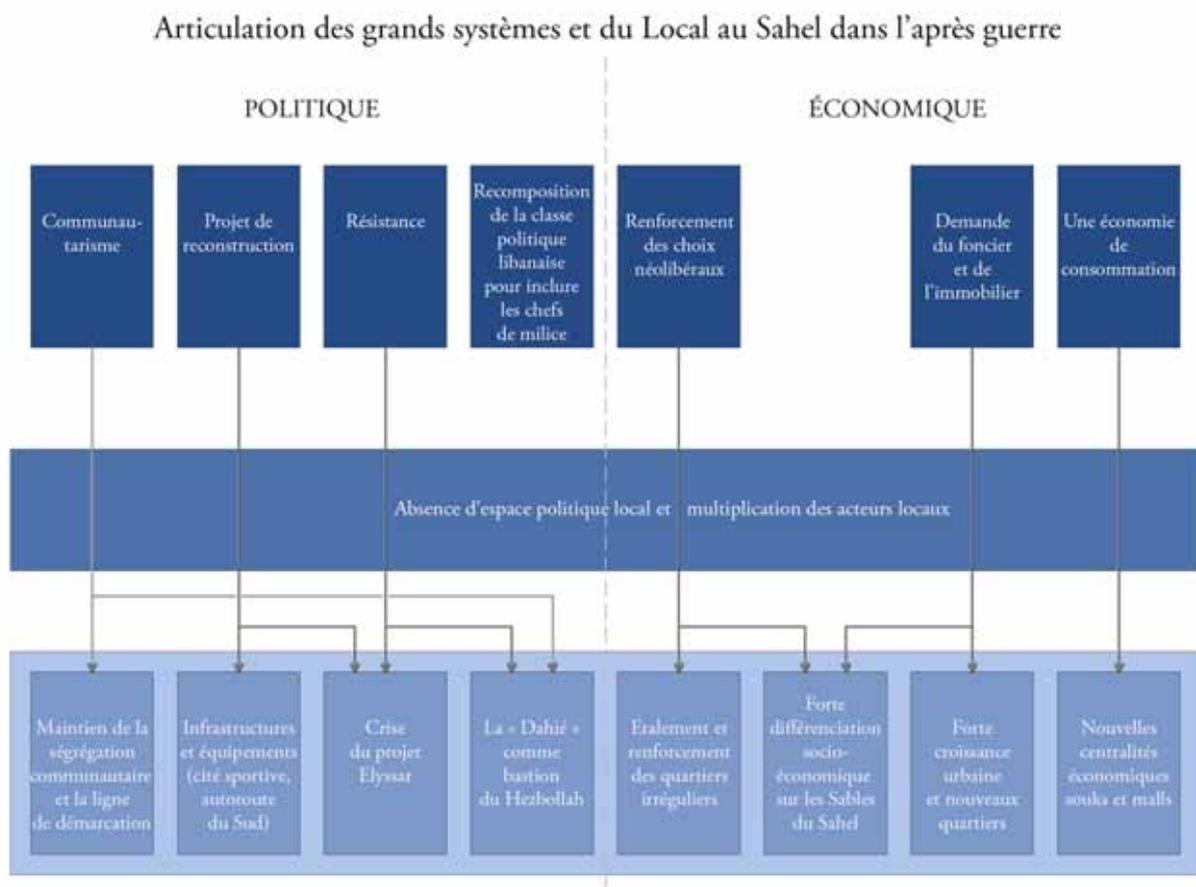
Nous reviendrons dans le chapitre suivant, à travers l'exemple de Ghobeiri, Chiyah et Furn AlChebbak sur les acteurs locaux au Sahel et leur part dans la gouvernance locale avant et après les élections municipales de 1998.

8.5 Entre globalisation économique, métropolisation, banane bleue et fragmentations

A partir des années 90, Beyrouth entre de plein pied dans les dynamiques de l'économie globalisée. Au niveau du commerce, on est dans une logique de consommation de masse et de nouvelles pratiques commerciales. Des enseignes internationales s'installent en grand nombre, la pratique des grands supermarchés commence à dominer les pratiques de consommation et des enseignes libanaises se transforment en chaînes avec des dizaines de succursales. Si avant la guerre déjà quelques bureaux libanais travaillent à une échelle régionale, cette pratique devient commune – même dominante – où les entreprises et bureaux libanais installés à Beyrouth prennent des marchés au Golfe ou autre part dans le monde arabe. Enfin des investisseurs internationaux entrent le marché libanais et cela dans différents secteurs (BTP, télécommunications, commerce, hôtellerie...). Toutes ces transformations économiques ont des répercussions bien identifiables en termes spatiaux. On voit ainsi émerger de grands secteurs de la ville « branchés » sur cette économie. C'est bien sûr le cas du nouveau centre-ville, mais aussi du grand espace commercial qui s'étend de Daoura à Dbayé. Cet espace axé sur le commerce le long de l'autoroute vers le nord, formant une sorte de Strip qui s'étend sur plusieurs kilomètres, est coupé en quelque sorte du reste des localités qui l'entourent. On voit aussi s'installer les grands

centres commerciaux et des malls géants dans les banlieues comme dans l'espace même de Beyrouth municiple.

Ces malls et strips qu'on retrouve dans beaucoup d'espaces de l'agglomération – comme le long de la route de Bekfaya au Matn, à Jounié, sur l'autoroute vers Damas à Hazmié et Baabda, sur celle vers le sud à Khaldé et même au cœur de la banlieue sud sur le boulevard Hadi Nasrallah – suivent une demande que représente la multiplication des zones résidentielles des classes moyennes qui s'installent encore plus loin dans les périphéries redéfinissant les structures urbaines des petites localités de la montagne. En fait, c'est la connexion aux importantes structures routières mises en place dans l'après-guerre qui encouragent de telles installations encore plus éloignées des espaces centraux de l'agglomération.



Ainsi on est dans une logique de métropolisation qui accompagne ces nouvelles situations économiques. Cette métropolisation, ici, est une construction par le haut d'un espace métropolitain à travers les infrastructures et le renforcement des connexions entre les périphéries et le centre. Bien sûr on est loin des conceptions de la métropolisation politique par le bas de Jouve (2005). Cette métropolisation de l'agglomération beyrouthine n'est pas vraiment politique et ne cherche aucunement à transcender la fragmentation politique et territoriale en place à la sortie de la guerre, mais plutôt à les articuler à un projet économique piloté par le premier ministre Hariri et cela à travers des négociations et des marchandages entre acteurs centraux.

Ainsi, cette métropole qui émerge n'est pas seulement le produit d'une économie néolibérale globalisée, mais un collage de logiques économiques néolibérales et de logiques territoriales communautaires. À cela certains ajoutent les effets d'une culture individualiste postmoderne en ascension.

Michael Davie (2007) présente une banane bleue qui va d'Antélias à Ras Beyrouth en prenant le corridor de la côte du Matn, en bifurquant à Badaro, Furn AlChebbak et Chiyah, et en rejoignant la Corniche AlMazraa, Verdun et Hamra. Cette banane contourne Achrafié et le centre-ville perçus comme un « espace idéologique » et comme un espace construit par le haut par une compagnie privée. La banane bleue est pour Davie un espace construit par le bas à travers des initiatives individuelles d'une classe moyenne ouverte à la culture globalisée et ancrée dans ses nouvelles économies. Une zone hors du contrôle direct des zaïms et grands partis politiques communautaires.

Nous pensons que ces attributs sont loin d'être la spécificité de cette banane bleue et on peut les retrouver dans beaucoup de zones de l'agglomération beyrouthine. Toutefois, il est vrai que la densité des activités et de la population comme le grand nombre d'associations actives dans ces zones la démarquent quelque peu des périphéries plus lointaine. Seulement nous contestons aussi l'exclusion de la banlieue sud de l'espace de la banane bleue en la considérant tout simplement comme un espace idéologique. Dans cette banlieue en ébullition d'activités, malgré la dominance incontestée du Hezbollah, on retrouve une jeunesse qui cherche à s'ouvrir à la globalisation et à « vivre comme les autres » toutefois en adaptant les activités à des codes moraux qui lui correspondent (Harb, 2010). Ainsi on voit se multiplier les cafés et les restaurants, les grands espaces commerciaux et divers pratiques en relation au cyberspace et internet.

D'autre part, nous ne pouvons nous empêcher de nous demander s'il est pertinent de parler de centre – même étalé – pour une agglomération comme Beyrouth ? Ne sommes-nous pas plutôt dans un processus de fragmentation généralisée où les logiques structurantes de l'espace économique et de l'espace politique sont si éclatées qu'on se retrouve avec une juxtaposition de fragments chacun avec ses propres logiques sociales, politiques et économiques ?

Cette question ouvre un champ de recherche assez large et demande la constitution d'un important corpus encore inexistant pour situer la place des différentes logiques économiques, politiques et culturelles dans la construction des différents fragments de cette agglomération. Ceci dépasse largement le propos – et bien sûr les moyens – de ce travail de thèse. Toutefois, cette thèse contribue à cette réflexion en questionnant la nouveauté de cette situation à travers l'exemple du Sahel (dans ce chapitre) ainsi que l'étude du rôle que jouent les gouvernances municipales dans ce processus, notamment après 1998 (dans le chapitre suivant).

En retournant au Sahel nous pouvons identifier plusieurs articulations différentes entre les grands systèmes politiques et économiques et les territorialités locales. Il y a d'abord dans une logique de métropolisation la restauration et l'agrandissement des grands équipements de la zone des sables, notamment l'aéroport et la cité sportive. On peut aussi expliquer par la métropolisation le retour du Golf Club, de la zone hôtelière sur les plages de Ghobeiri ainsi que l'important secteur résidentiel de haut standing dans la zone de Bir Hassan au nord de la zone des sables et à Hazmié et Baabda. Les premiers espaces répondent à une logique fonctionnelle métropolitaine et même nationale. Les seconds n'ont leur raison d'être que du fait qu'ils répondent à une demande de loisir ou de logement d'une haute bourgeoisie au niveau de l'agglomération.

Si certains quartiers irréguliers développent des espaces de commerce ou d'ateliers et de petites fabriques d'autres dépendent beaucoup encore du marché de travail de Beyrouth et de la banlieue sud. Même les quartiers irréguliers qui réussissent à mettre en place d'importantes centralités commerciales comme Ouzai (pour les meubles bon marché) ou Sabra (pour ses produits bas de gamme) dépendent d'une clientèle au niveau de l'agglomération. Toutefois, le dédoublement pendant la guerre des fonctions des deux côtés de la ligne de démarcation – et qui se maintient dans l'après-guerre – fait que ces centralités sont plutôt au niveau de Beyrouth Ouest.

On peut identifier au Sahel deux niveaux politiques qui s'articulent différemment aux territorialités locales. Le premier est la construction métropolitaine par l'Etat qui à travers la définition du périmètre d'Elyssar marque une différenciation avec le reste de la banlieue sud. Le gel du projet contribue encore plus à cette différenciation comme on le verra dans le chapitre suivant. Le second niveau politique est celui des zones d'influence des partis. La différenciation politique entre espaces sous l'influence d'Amal à l'ouest et Chiyah et espaces sous l'influence du Hezbollah à Haret Hreik, Ghobeiri, Mraijé et Bourj AlBarajné, engendre différentes articulations entre les territorialités locales et ce niveau politique. En fait, si Amal ne met pas en place un projet territorialisé et se suffit du marquage de l'espace public ainsi que quelques services d'aide à la population, le Hezbollah a une politique marquée par une forte logique de territorialisation dans la banlieue sud.

Toutefois, ces zones d'influence des partis ne représentent pas un espace homogène mais comprennent une variété de dynamiques économiques et de situations sociales (notamment en termes socioéconomiques) qui font qu'on a à l'intérieur de chacune de ces zones un nombre d'entités sociospatiales.

La ligne de démarcation est toujours un élément de différenciation aussi bien en termes communautaires qu'en termes politiques. En fait la banlieue sud-est ne connaît pas de grands partis communautaires dominants à l'œuvre à cette époque. De plus, dans cette zone de l'agglomération, le projet de reconstruction et de métropolisation d'Hariri n'envisage pas de grands projets – si ce n'est le projet de réaménagement de la ligne de démarcation et qui n'a jamais vraiment démarré. La majorité des municipalités opérantes à l'époque sont dans une

situation très difficile les privant de toute initiative. Si ce n'est à Hadath, où pour les premières années de l'après-guerre, la municipalité s'engage dans des mesures pour contrer l'installation de ménages de la communauté chiite dans la plaine. On peut ici parler d'une mobilisation politique locale notable.

Toutefois, s'il y a absence du politique dans cette banlieue, la dynamique économique bat son plein avec le développement des souks d'Hadath et Furn AlChebbak, même si ces dynamiques datent déjà de la guerre.

8.6 Les entités sociospatiales au Sahel

Il est assez intéressant de remarquer que les entités sociospatiales au Sahel ne connaissent pas d'évolutions majeures entre la période de la guerre et l'après-guerre. C'est dire la continuité en divers aspects entre les deux époques. Toutefois nous pouvons identifier deux genres de changements en rapport avec la reconstruction et avec l'évolution économique de l'après-guerre.

On a d'abord la restauration d'un grand nombre d'équipements publics et privés après la destruction ou le détournement qu'ils connaissent pendant la guerre. C'est le cas de l'aéroport, de la cité sportive, du Golf Club, du Tir au Pigeon. C'est aussi le cas du campus de l'université libanaise à Hadath dont les bâtiments d'avant-guerre sont restaurés et qui connaît un important chantier de construction pour les autres facultés.

D'autre part, on a l'apparition de nouveaux espaces en phase avec l'évolution vers une économie qui repose de plus en plus sur le commerce et la consommation de masse. C'est le cas des nouveaux centres commerciaux de la zone des sables comme des centres commerciaux et autres commerces le long de l'autoroute vers Damas à Hazmié ou le long de celle vers le Sud dans la zone des sables.

Comme pour l'époque de la guerre, nous ne nous aventurerons pas ici dans un travail de définition des entités sociospatiales pour toute l'agglomération beyrouthine.

8.7 Interdépendances des entités sociospatiales au Sahel

8.7.1 Une forte mobilité et le poids de la ligne de démarcation

Les quelques études qui traitent de la mobilité transversale de la ligne de démarcation au Sahel (Ababsa, 1999 ; Tohmé, 1995) soulignent que celle-ci reste minime après la guerre surtout de la banlieue sud-est vers la banlieue sud. Les principales causes de déplacement de la banlieue sud

vers la banlieue sud-est et notamment Aïn AlReméné sont liées aux écoles qui s'y trouvent, perçues comme de meilleur niveau⁴²⁶. Même les taxis services prennent des circuits différents des deux côtés de la ligne de démarcation et ne la traversent que rarement.

Toutefois, on est loin de l'époque de l'avant-guerre où les déplacements hors des localités au Sahel – sauf le cas de Haret Hreik – étaient encore faibles. Tout au contraire les localités de la banlieue sud comme celles de la banlieue est s'inscrivent dans un espace beaucoup plus grand au niveau de l'agglomération où se font les déplacements. L'éclatement des centralités de bureaux et des commerces introduit fortement ces activités au Sahel, mais en même temps fait éclater les trajets de travail et de loisir dans tous les sens dans l'agglomération. La banalisation de la voiture privée renforce cette dynamique.

8.7.2 Pas de complémentarités territoriales entre les différentes localités du Sahel

L'éclatement du système économique et l'absence de projet territorial cohérent, fait que toutes les différentes entités sociospatiales du Sahel sont en train de se développer indépendamment les unes des autres. Le seul projet territorial en place est celui porté par le Hezbollah. Ce projet est fortement ancré dans des logiques culturelles et sociales et se répercute réellement au niveau de l'urbain par la mise en place de réseaux d'infrastructures de services dans les zones qui en sont dépourvues dans son espace d'influence ainsi que le marquage de l'espace public de son territoire⁴²⁷. Toutefois il lui manque encore une substance économique productive⁴²⁸ qui puisse organiser les différents acteurs économiques dans son espace d'influence. Ainsi les habitants des entités sociospatiales des zones d'influence du Hezbollah travaillent et investissent dans toute l'agglomération aussi bien dans la banlieue sud qu'à Beyrouth ouest et même dans certains quartiers de Beyrouth est.

8.7.3 L'agglomération beyrouthine : rapport de fragmentation ou de ville diffuse ?

La fragmentation est en place à Beyrouth et ses banlieues bien avant la guerre. Ces dernières se sont développées comme on a vu tout au long de ce chapitre, de façon presque indépendante de la centralité beyrouthine, et parfois en des fragments autonomes les uns par rapport aux autres. La guerre et la territorialisation communautaire partisane redéfinissent d'autres formes de fragments d'une autre échelle. Toutefois, ces constructions territoriales se retrouvent face au défi de fournir un projet territorial économiquement et politiquement pertinent. Ceci mène dans les faits à une relative dissolution des anciennes entités sociospatiales sans qu'elles soient remplacées

⁴²⁶ Le manque d'écoles en banlieue sud est sûrement une des causes aussi

⁴²⁷ Voire parfois le policier

⁴²⁸ Sauf une offre en micro-crédits qui intègre plutôt sa politique sociale

par des nouvelles ayant des dynamiques économiques et politiques claires. C'est notamment le cas de Beyrouth Est.

Nous croyons que cette situation persiste et s'accroît après la guerre. On est proche de la logique de la ville diffuse de Bernardo Secchi (2008) : affaiblissement de la pertinence des territorialités existantes et construction au niveau individuel d'un quotidien spatialement éparpillé marqué par une forte mobilité.

A Beyrouth, malgré les projets d'Hariri et les territorialisations des acteurs communautaires, c'est toujours suite à des initiatives individuelles que l'espace urbain se construit. L'agglomération s'étale de plus en plus et n'est liée que par les infrastructures routières. L'éclatement des centralités économiques multiplie les déplacements dans tous les sens. Les entités sociospatiales du Sahel connaissent les mêmes dynamiques qu'il nous semble retrouver partout au niveau de l'agglomération.

Le retour des municipalités à partir de 1998 donne un souffle nouveau à d'anciennes territorialités existantes ou en fait émerger des nouvelles. Les répercussions de ce changement majeur au niveau de la gouvernance urbaine sont étudiées à travers les cas des trois municipalités de Chiyah, Ghobeiri et Furn AlChebbak.

9 Variables et constantes de l'évolution des processus de différenciation sociospatiale au Sahel

9.1 Une question de trajectoires

L'histoire du Sahel depuis les Chéhabs est, malgré ses spécificités, une histoire assez typique d'un processus qu'on retrouve partout à travers le monde : l'urbanisation. C'est l'histoire de ces millions de territoires qui pour des siècles se reproduisent dans un monde cyclique axé sur une logique de production agricole et qui se retrouvent soudain suite à des changements structurels dans les systèmes économiques, politiques et culturels dominants devant un grand défi politique et psychologique qui bouleverse leurs mondes comme leurs paysages : la modernisation.

La modernisation comme l'urbanisation, bien qu'elles représentent des processus de changements radicaux, sont loin d'être monolithiques. Toutefois, elles affichent des constantes dont les plus importantes sont le changement du mode de production économique et la densification et l'étalement du paysage construit. Les villes étant considérées comme les centres où d'habitude la modernisation émerge d'abord, sont perçues comme les centres aussi du processus d'urbanisation qui va dans une logique d'étalement centrifuge des villes vers les campagnes qui les entourent.

Ceci est bien sûr à l'origine des modélisations des nouveaux espaces urbains dans une suite qui va des faubourgs aux banlieues aux périphéries, avec une définition de ces espaces déclinant de leur rapport aux espaces dits centraux de la ville. C'est le modèle du système urbain qui est longtemps mobilisé par les auteurs pour expliquer beaucoup de dynamiques urbaines. Le corpus de la fragmentation, en avançant que la ville n'a plus de centre et ne représente qu'un continuum de fragments autonomes, remet en question ce modèle. Pour expliquer ce passage d'un modèle à l'autre on avance plusieurs explications notamment le passage de la modernité à la postmodernité, du fordisme au postfordisme et les conséquences de la globalisation économique et culturelle.

Cette thèse tout en tenant compte de l'intérêt des deux modèles, propose une autre lecture qui nuance ces modèles et qui remet en question, d'une part l'identification du processus d'urbanisation comme forcément émanant des villes dans une dynamique centrifuge, d'autre part que les différenciations sociospatiales en rapport avec la fragmentation sont forcément en lien avec la globalisation, le postfordisme et le postmodernisme.

La lecture que propose cette thèse souligne l'existence de territoires dans les campagnes entourant les villes, et que ces territoires lorsqu'ils ont leur propre organisation économique et politique indépendante des villes avant les changements de la modernisation, peuvent présenter leurs propres adaptations à la modernisation indépendamment des villes. Dans ce cas ils peuvent connaître leurs propres urbanisations, économies et espaces politiques locaux autonomes et

différents de ceux des villes-centres. Ainsi, on peut observer la mise en place très tôt de processus de fragmentation urbaine.

Ceci est forcément accentué si l'espace politique central trop faible – dans le sens de sa légitimité, ou de sa capacité d'initiative – au niveau de l'Etat-nation, comme dans beaucoup de pays du Sud, n'arrive pas à intégrer et harmoniser la relation entre les espaces politiques locaux et les économies des villes et de leurs territoires. Dans ce sens, la crise de gouvernance nous paraît comme un des principaux inducteurs du processus de fragmentation.

Beyrouth et le Sahel représentent un cas typique de ce que nous venons de suggérer. L'évolution historique des processus de différenciations sociospatiales au Sahel dans ses constantes et ses variables nous permet de souligner notre propos.

9.2 L'autonomie du Sahel par rapport à l'urbanisation de Beyrouth comme principale constante de son histoire

9.2.1 Une économie autonome

L'économie du Sahel sous les Chéhab repose sur la production de la soie visant l'exportation comme la vente de celle-ci à des centres de tissage locaux, entre autres Aaraya au Mont-Liban et Damas. Si Beyrouth joue le rôle d'un port d'exportation de la soie à l'époque, c'est surtout Saïda qui joue le rôle de premier port du Levant. Beyrouth est ainsi souvent un lieu d'entreposage sur le chemin de Saïda. La parenthèse égyptienne fait de Beyrouth le principal port et par suite l'essentiel de l'exportation de la soie commence à y passer. En fait, le Sahel à la recherche d'un port d'exportation de sa production s'accommode bien de Beyrouth, ville proche. Toutefois, Beyrouth n'est pas le destinataire de cette production, par suite même s'il y a complémentarité de rôles dans le cycle de l'économie de la soie, le Sahel dépend plus des centres de tissage et de l'évolution de leurs techniques que de Beyrouth. C'est d'ailleurs ce qui cause plus tard la crise de l'économie de la soie du Mont-Liban.

Sous la moutassarifyat, malgré la crise de la soie, le Sahel connaît une autre économie, celle de la spéculation foncière. Sous le poids de l'immigration originaire notamment du Mont-Liban, une densification et un étalement des villages provoque le développement de cette économie. Il faut souligner que bien que Beyrouth commence lui aussi à s'étendre suite à une immigration encore plus importante, l'urbanisation du Sahel comme son économie spéculative sont indépendantes de Beyrouth. En fait, les migrants vers le Sahel travaillent et résident au Sahel et vont rarement à Beyrouth. De même les marchés fonciers au Sahel sont indépendants de ceux de Beyrouth.

Seul Furn AlChebbak et son souk, qui s'étale le long de la route de Damas, sont redevants à Beyrouth pour leur développement économique. Ceci s'accroît sous le mandat quand les plaines de Furn AlChebbak produisent de l'agriculture maraîchère pour le marché de Beyrouth, et quand l'offre foncière et immobilière de Furn AlChebbak est intégrée au marché foncier et immobilier beyrouthin. Avec les néo-citadins, pour la première fois l'urbanisation du Sahel commence à dépendre de Beyrouth.

Cette tendance s'accroît dans les premières trois décennies après l'indépendance. On voit même Haret Hreik se constituer en une banlieue dortoir de Beyrouth. D'autre part, le procès des sables montre combien les enjeux du marché foncier beyrouthin deviennent déterminants pour cette partie du Sahel. Toutefois à part ces deux exemples ponctuels, l'économie de celui-ci se dirigeant vers l'industrie et l'agriculture pour exportation fait qu'elle ne dépend pas de celle de Beyrouth. Le Sahel redevient un espace productif pour exportation. Même le souk de Furn AlChebbak dépend moins à cette époque d'une clientèle beyrouthine qu'une venant des localités de son « arrière-pays ».

L'urbanisation en général au Sahel est surtout causée par une immigration à la recherche de travail au Sahel. Bien sûr dans l'industrie et l'agriculture en premier lieu mais aussi dans un important chantier de construction, et dans une économie tertiaire qui commence à s'y diversifier.

La guerre en détruisant les centralités économiques de Beyrouth municipale et en instituant différentes formes d'économies de guerre, dont on a parlé plus haut, a pour conséquence le renforcement du repli des entités sociospatiales sur elles-mêmes et sur des économies de proximité et d'assistance. Le Sahel, ou plutôt ses différentes entités sociospatiales, se développent d'une façon autonome et bien sûr indépendamment d'une économie beyrouthine – telle qu'on l'a connue depuis les égyptiens et qui n'existe plus.

L'après-guerre en introduisant une économie axée sur le tertiaire et la consommation de masse multiplie les centralités commerciales. Toutefois, l'éclatement du système économique, aussi bien dans le sens de la diversification des secteurs tertiaires que dans le sens spatial, renforce une mobilité dans tous les sens. Ceci crée un indéniable lien d'interdépendances économiques entre les différentes entités sociospatiales de l'agglomération.

Il est intéressant de noter que dans le cas de Beyrouth, contrairement au corpus de l'urbanisation et la modernisation, on passe d'une logique d'autonomie entre le Sahel et Beyrouth alors que l'urbanisation de Beyrouth bat son plein, et contrairement au corpus de fragmentation, on arrive à une situation d'interdépendance indéniable entre les entités sociospatiales dans une agglomération beyrouthine de plus en plus ouverte à la globalisation et tertiairisée.

Nous pensons, qu'une lecture en termes de ville diffuse, au-delà de la question morphologique⁴²⁹, est assez instructive par rapport à la situation de Beyrouth où se cumulent de plus en plus mobilités et éclatement spatial des activités. Toutefois, il faut remarquer que le poids de la ligne de démarcation est encore indéniablement lourd aujourd'hui à Beyrouth. On est ainsi plus dans la logique de deux villes diffuses l'une à l'est et l'autre à l'ouest de la ligne de démarcation.

Nous pensons que l'élaboration de la réflexion sur cette question est importante pour appréhender les grandes tendances qui dominent l'évolution de Beyrouth à l'ère de la globalisation. Toutefois, cette réflexion sort du propos direct de cette thèse. Ainsi nous nous tenons là au niveau de ces hypothèses et invitons à un autre travail de recherche dans ce sens⁴³⁰.

9.2.2 Le poids des espaces politiques locaux conservateurs au Sahel

Une autre constante forte dans l'histoire du Sahel est l'existence d'espaces politiques locaux qui agissent contre toute forme d'intégration territoriale, et notamment de celle de leurs localités à Beyrouth.

Ces espaces qui se développent après la chute des Chéhabs viennent remplir le vide politique que ceux-là laissent derrière eux. Les principaux acteurs de ces espaces locaux sont des notables issus de clans familiaux dans ces localités. L'enjeu central de ces espaces politiques locaux est le contrôle de la terre. La propriété terrienne est la principale ressource de notabilité locale sous la moutassarifyat car elle permet à la personne concernée de joindre prospérité économique et contrôle sur une part de la population qui dépend des processus de production l'habitat ou de l'agriculture. Ainsi les principaux litiges entre clans antagonistes sont en rapport à des questions d'héritage, de contrôle de l'eau d'irrigation ou des conflits entre propriétaires voisins. Ces espaces sont nettement conservateurs, ont une organisation et une culture politique locale qui dissuade les nouveaux venus à y participer.

Ces acteurs locaux résistent aux efforts successifs des administrations locales et centrales à Beyrouth pour étendre le périmètre de la ville. C'est le cas concernant le projet de la wilaya d'annexion de la zone des sables à Beyrouth en 1874. C'est aussi le cas quand ils font pression pour avoir leurs propres municipalités après l'annexion de la municipalité de Beyrouth de zones au nord du Sahel. C'est encore le cas face au projet de Grand Beyrouth d'Ecochard, même quand celui-ci change de nom pour devenir Beyrouth et ses banlieues.

⁴²⁹ Dans le propos de Secchi (2008) la ville diffuse est surtout constituée de logement pavillonnaire qui s'étend dans toutes les directions. Ce n'est pas forcément le cas à Beyrouth où c'est plutôt des immeubles de rapport qu'on retrouve même dans la périphérie lointaine. Toutefois, les autres dimensions concernant notamment la mobilité gardent tout leur intérêt

⁴³⁰ Ce travail nécessite un autre travail de recherche qui mobilise d'autres méthodologies notamment la cartographie de la mobilité et l'analyse des nouvelles pratiques commerciales.

Les premiers coups durs qui déstabilisent ces espaces politiques locaux sont l'émergence des mouvements communautaires dans ces localités. Ces espaces politiques locaux même se retrouvent marginalisés à partir de la fin des années 60 avec le report des élections municipales, et l'ascension politique des mouvements communautaires et leur participation directe aux gouvernements et oppositions au sein de l'espace politique central. La guerre disloque ces espaces politiques, et le système milicien à travers une hiérarchie renforcée et la construction de territoires idéologiques cherche à les annexer ou les détruire. L'après-guerre en étalant en temps de paix une situation de guerre, fait que les différents zaïms et partis politiques cherchent à les contrôler pour souligner sa légitimité populaire dans un système politique continuellement en crise.

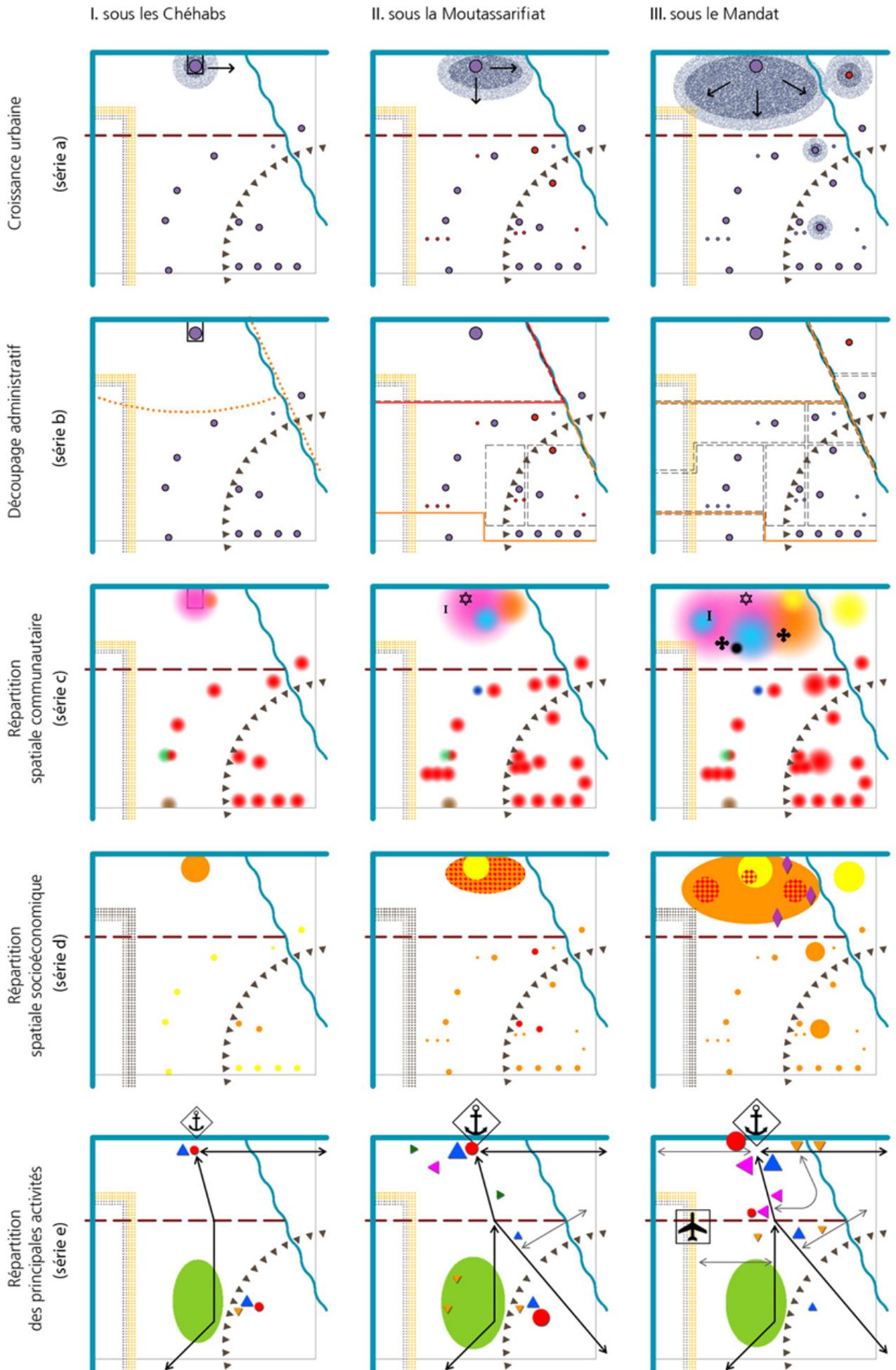
Toutefois, ces acteurs locaux malgré toutes ces difficultés réussissent, bon gré mal gré, à se maintenir et on les voit se ressusciter en 1998 au devant de la scène politique. Cette grande capacité de résilience des clans familiaux et des notables locaux sur des générations émane de leurs capacités à mobiliser différentes ressources. Le lien indissociable entre l'histoire des localités et celles de leurs clans familiaux est une importante ressource symbolique qu'ils ne manquent de mobiliser. Leur ancrage à travers des associations locales comme à travers leurs investissements et propriétés dans cette localité les rend incontournables. Dans les temps difficiles ils se cachent derrière les structures locales ou communautaires comme les wakfs ou les associations locales qu'ils mobilisent dans une opposition qu'ils veulent voilée face aux maîtres du moment. Leur ressource principale reste surtout leur capacité de mobilisation des électeurs et le capital social qu'ils partagent avec les membres de leurs clans familiaux, elle oblige les zaïms et partis politiques à négocier d'autant plus que c'est eux et non les migrants qui votent dans les banlieues.

Le refus de toute intégration territoriale concerne chez eux l'intégration venant de Beyrouth mais aussi entre les localités du Sahel. En fait, les espaces politiques locaux se consolident à partir du temps de la moutassarifat et en absence de grands zaïms politiques issus du Sahel. Avec le temps, il devient plus difficile pour tout grand acteur de s'imposer. D'autre part, la dynamique de ces espaces politiques locaux est dans le sens de la scission que celle de l'union. La multiplication des acteurs locaux et des notables qui cherchent une place sur l'échiquier pousse certains d'entre eux comme dans le cas de Haret Hreik, Mrejjé et Hazmié à œuvrer pour la scission de leurs localités de municipalités incluant plus d'une localité, en vue de s'assurer une plus grande domination même sur un espace politique plus restreint. Bien sûr l'aspect communautaire est significatif dans les scissions de Haret Hreik et Mrejjé toutefois c'est dans son articulation aux logiques de mobilisation des acteurs locaux qu'il gagne vraiment son sens.

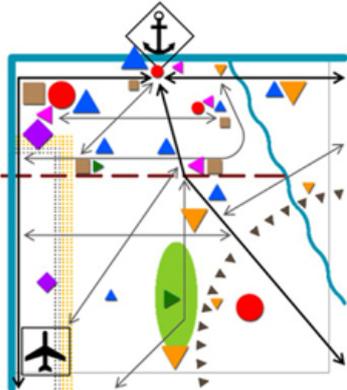
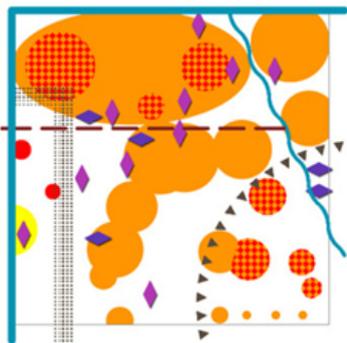
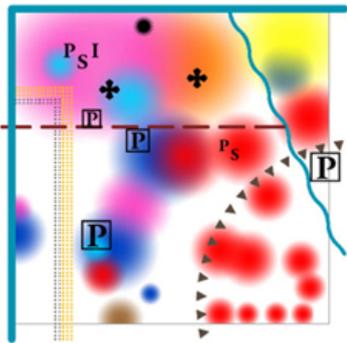
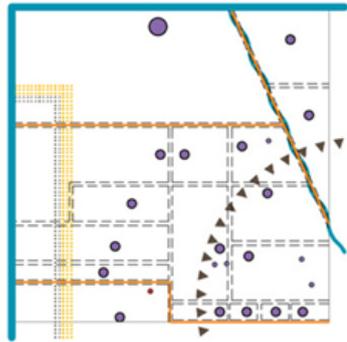
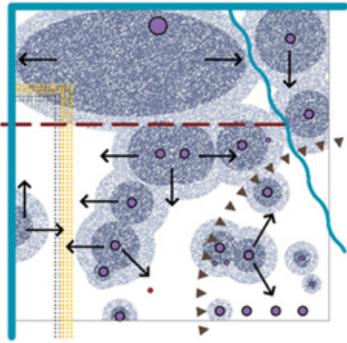
L'exclusion des migrants est une des caractéristiques de ces espaces politiques locaux. Elle conserve ces espaces restreints et maintient les équilibres internes. Toutefois, cette exclusion est le tendon d'Achille de ces espaces politiques. Car c'est dans le rang des migrants que les mouvements communautaires trouvent le plus de soutien. C'est aussi à travers eux que le socle portant tout le système politique local – l'identité locale – se voit effrité au profit d'une identité plus large.

Notre lecture de l'histoire de la gouvernance et de l'évolution des différenciations sociospatiales au Sahel nous montre que ces espaces politiques locaux conservateurs sont un des principaux obstacles face à toute construction territoriale d'échelle supérieure que celle des localités. Dans le chapitre suivant, à travers les exemples de Chiyah, Ghobeiri et Furn AlChebbak nous revenons sur ces espaces politiques locaux, la façon dont ils réémergent en 1998 et leur articulation aux différents processus de différenciations sociospatiales.

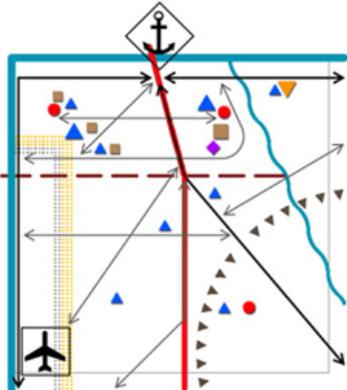
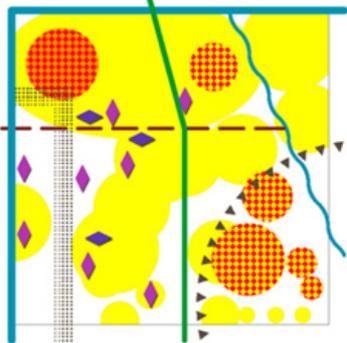
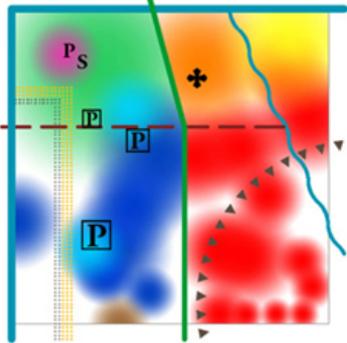
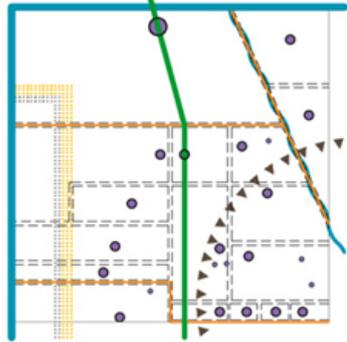
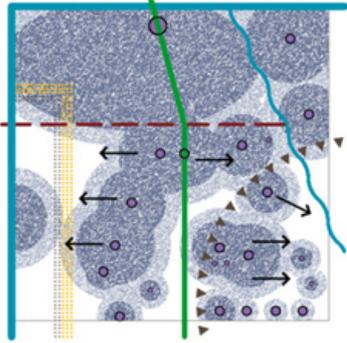
Planche 7 - L'évolution territoriale du Sahel



IV. sous la première république



V. sous les milices



VI. sous la seconde république

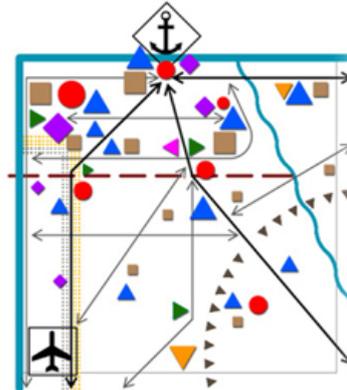
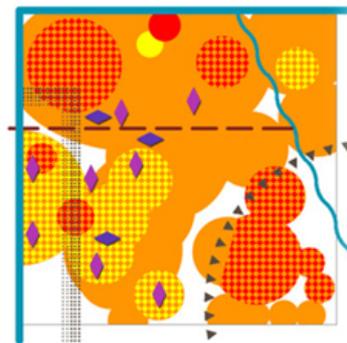
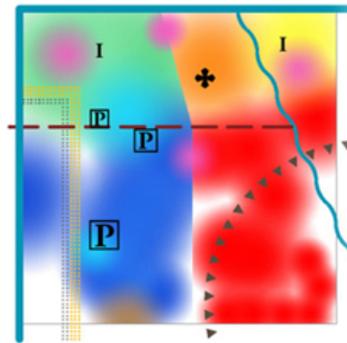
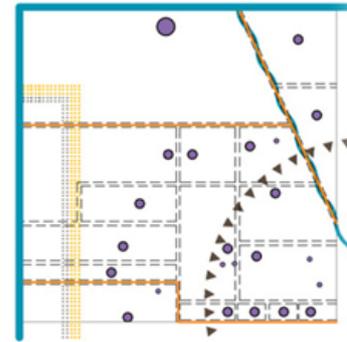
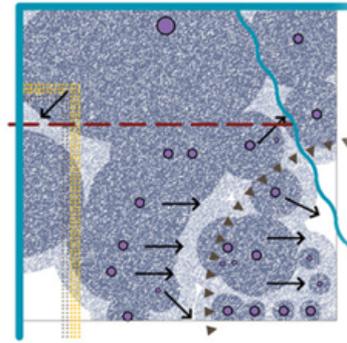
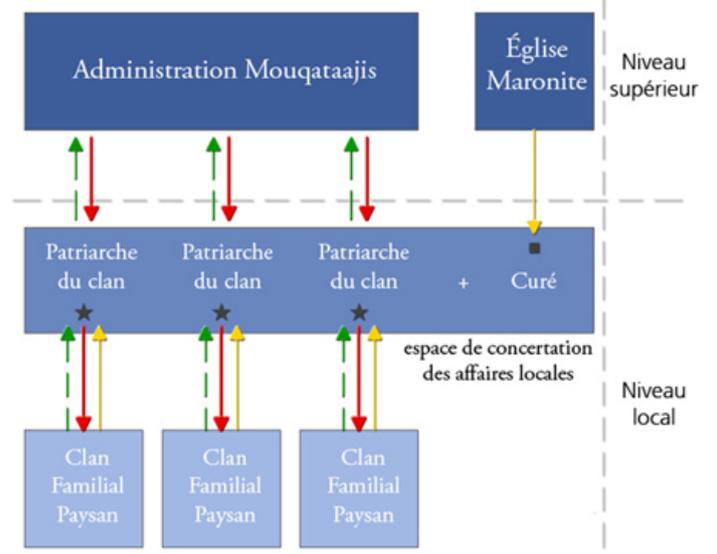
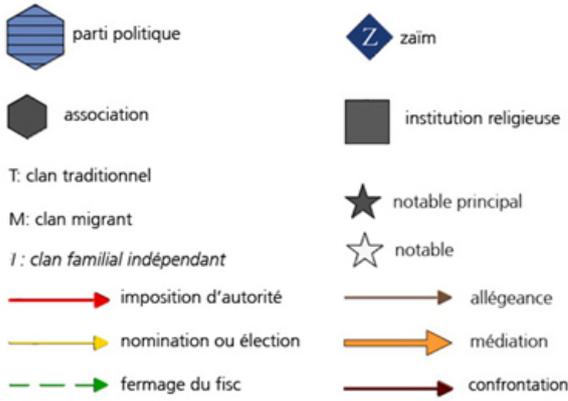
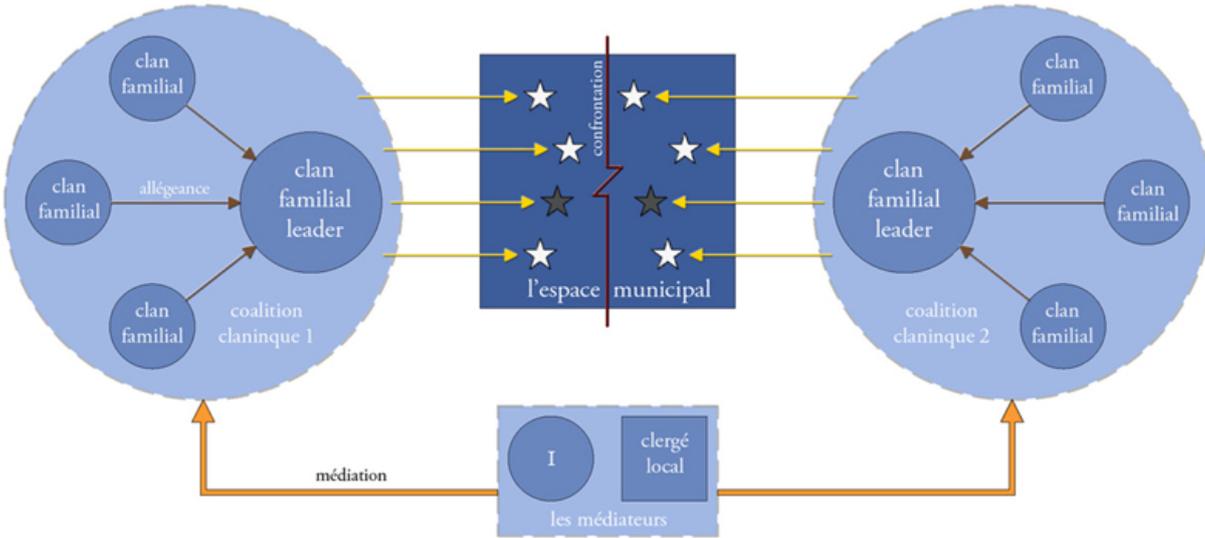


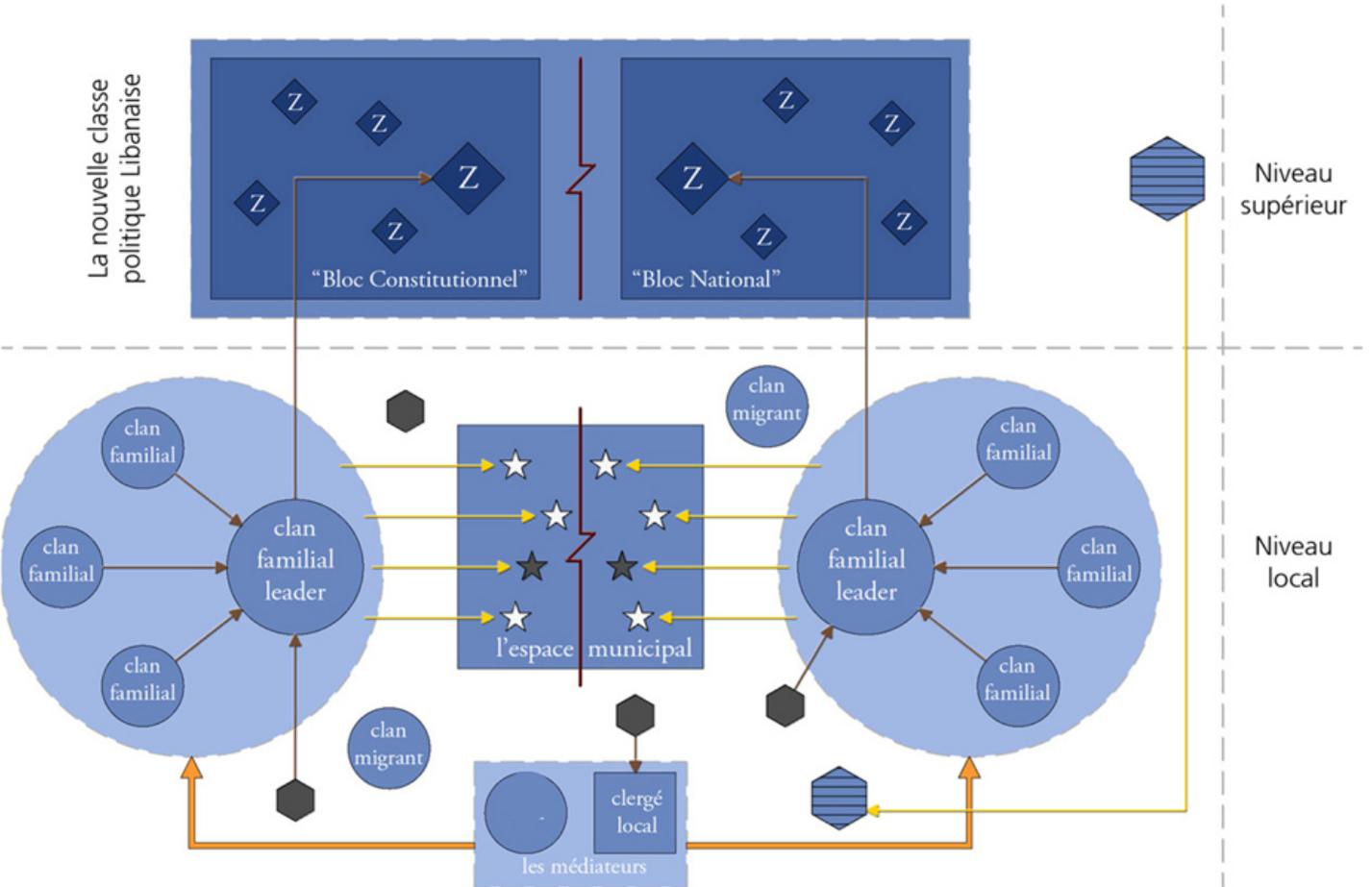
Planche 8 - Gouvernance locale dans les localités du Sahel



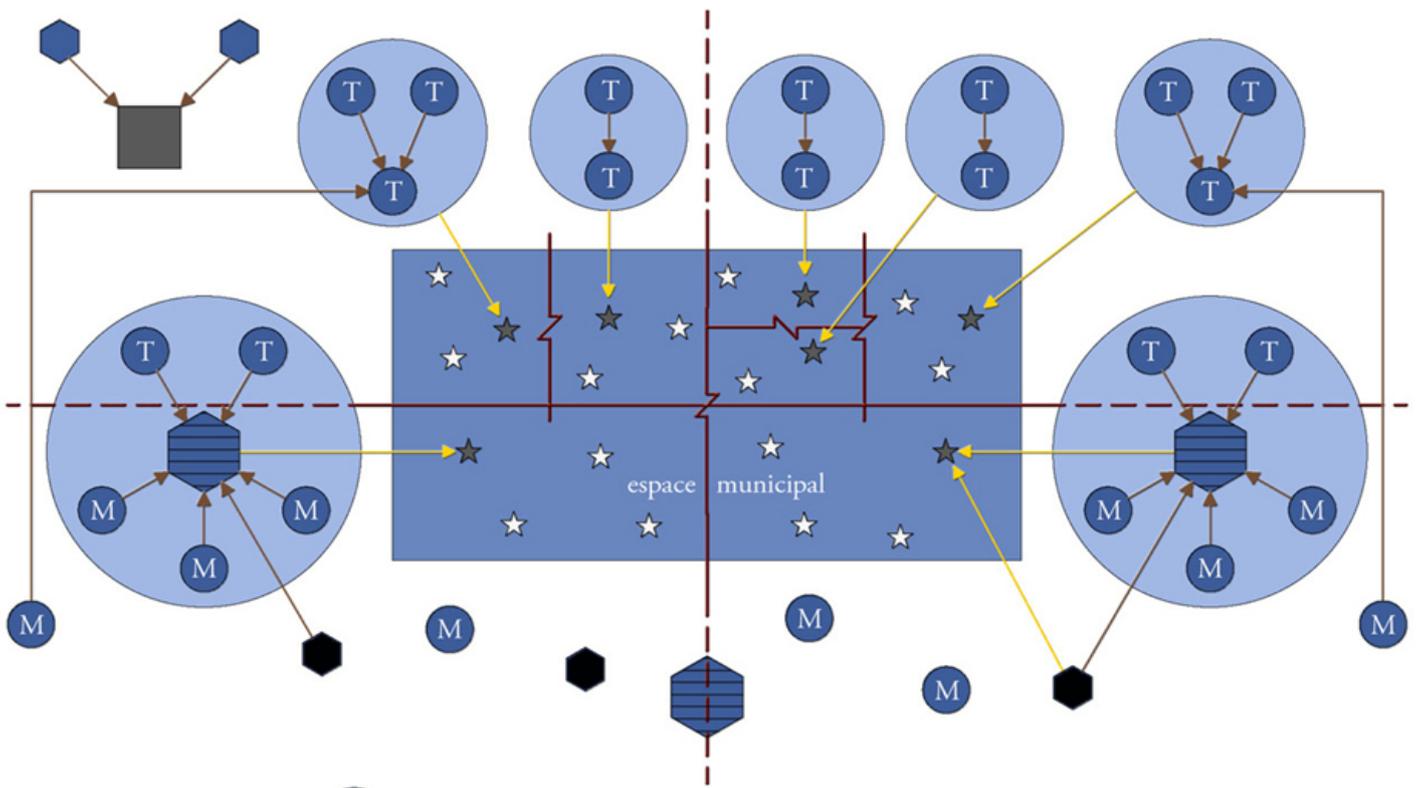
1. Sous les Chéhabs



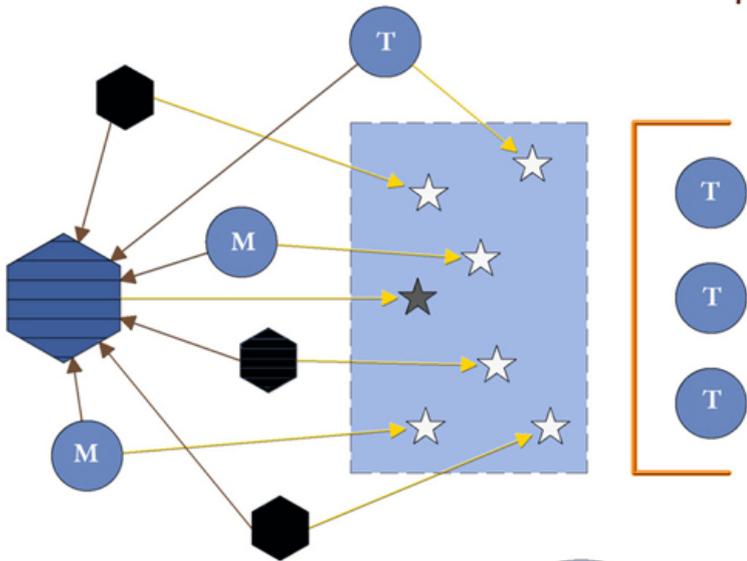
2. Sous la Moutassarifat



3. Sous le mandat

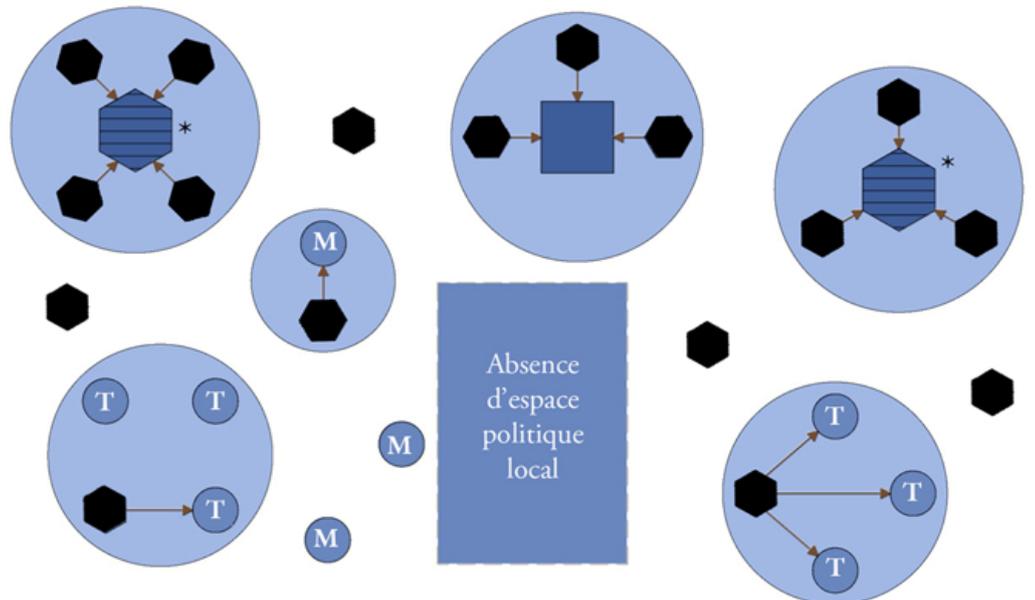


4. Sous la première république



5. Sous les milices

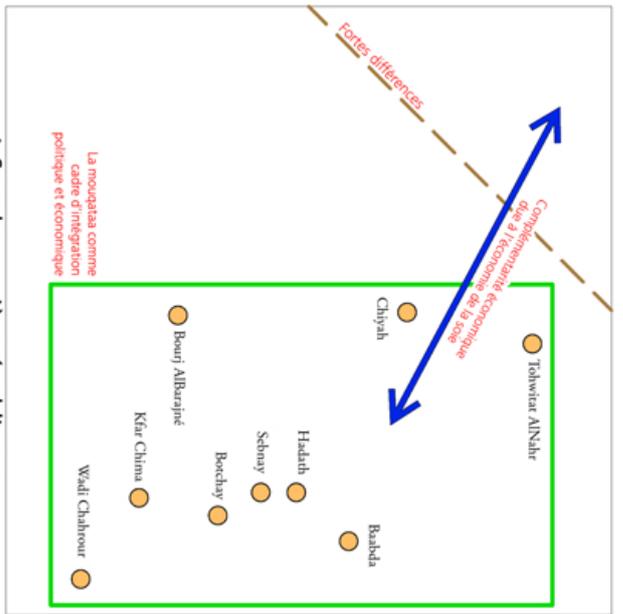
5. Sous la seconde république



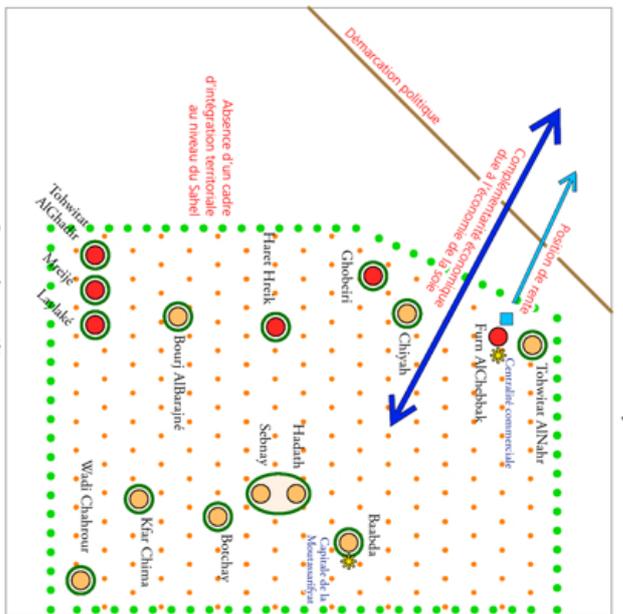
* Au cours des années 90, certains partis sont exclus du jeu politique, toutefois certaines de leurs structures associatives ainsi que leurs notables se maintiennent

Planche 9 - Interdépendances territoriales et différenciations sociospatiales

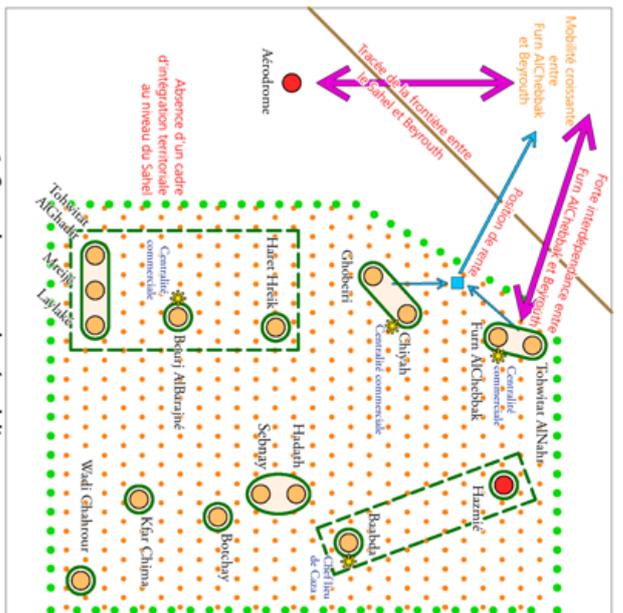
1. Sous les Chéhabs



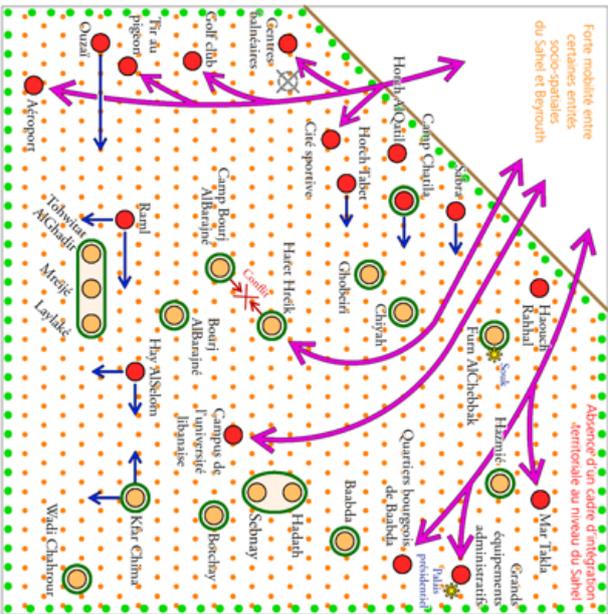
2. Sous la Moutassarifyat



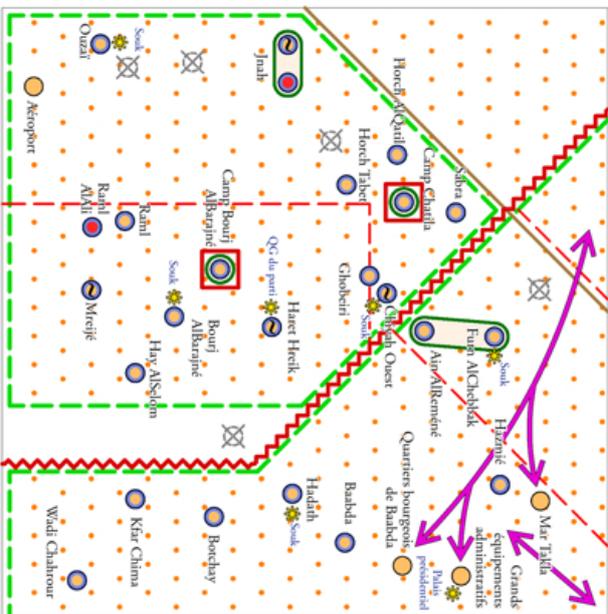
3. Sous le Mandat



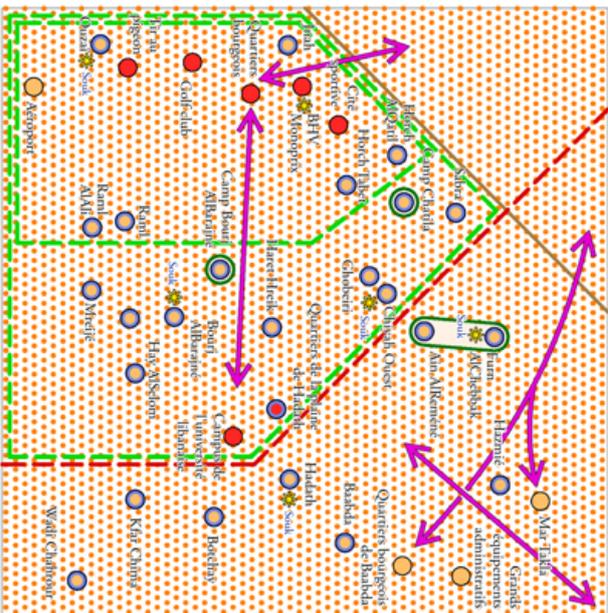
4. Sous la première république

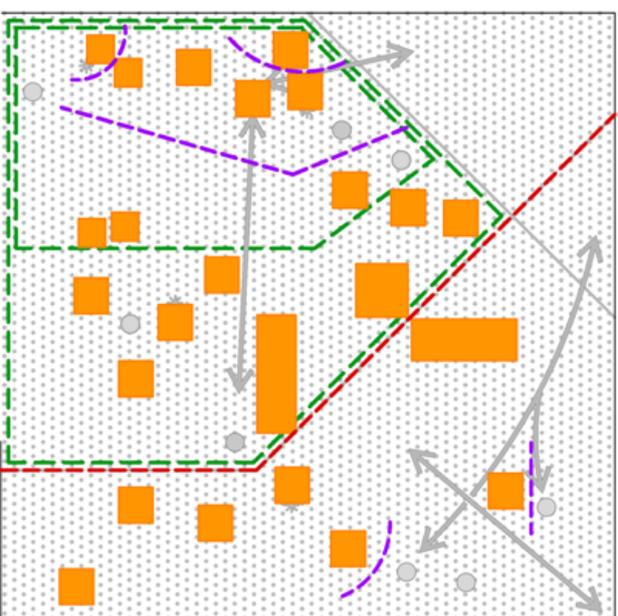
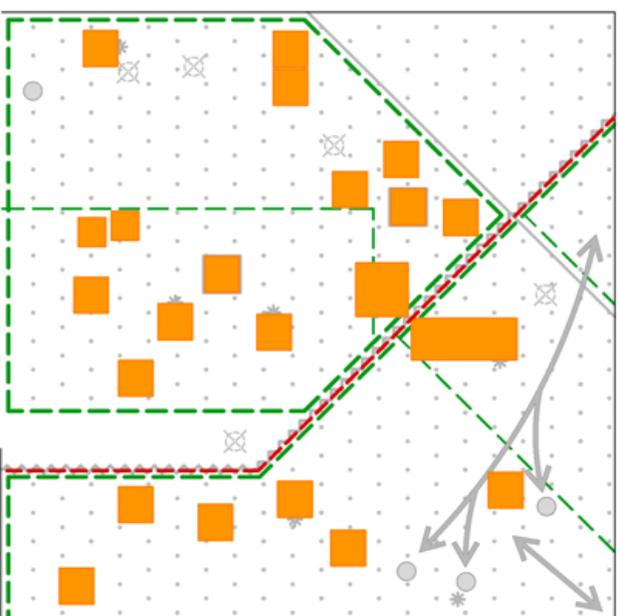
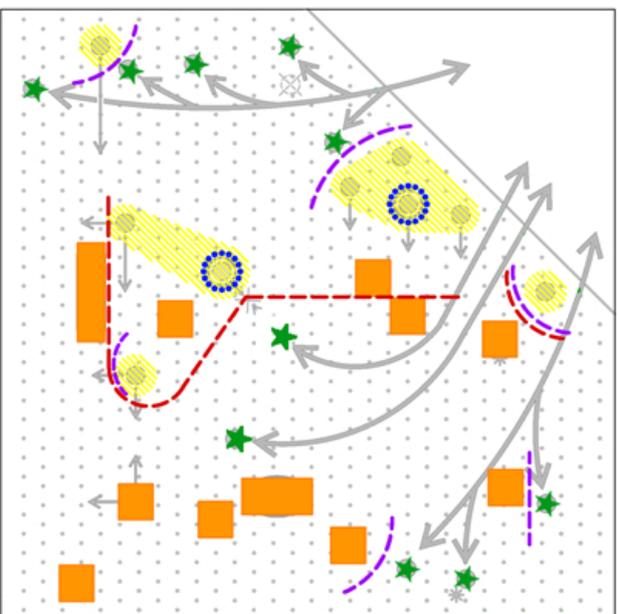
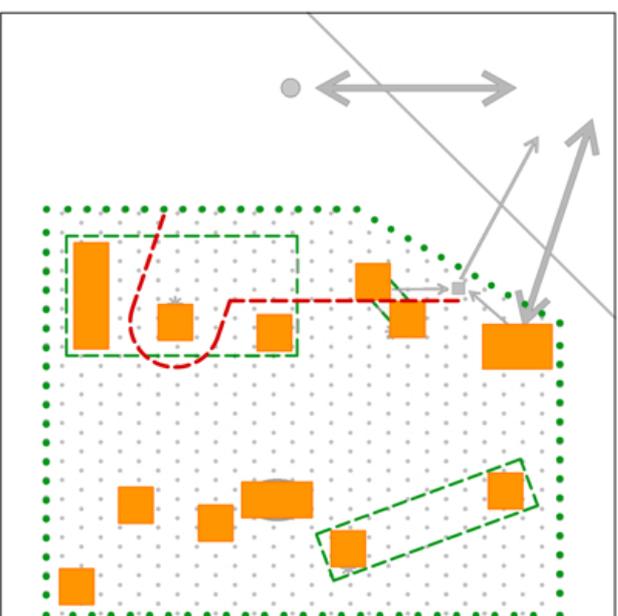
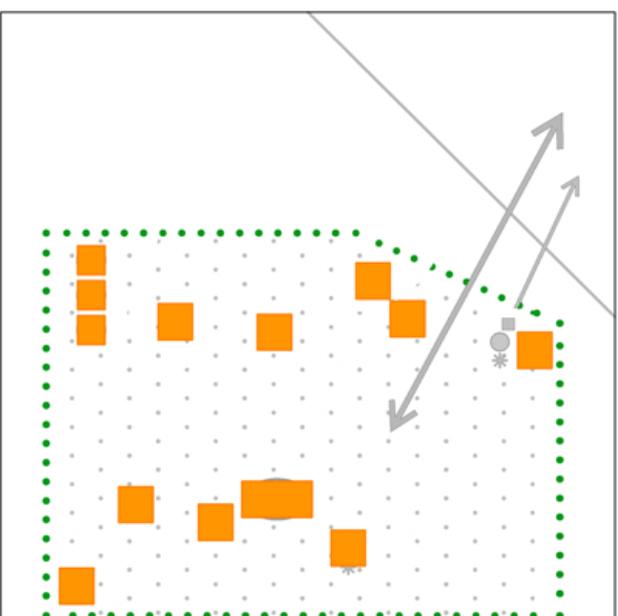
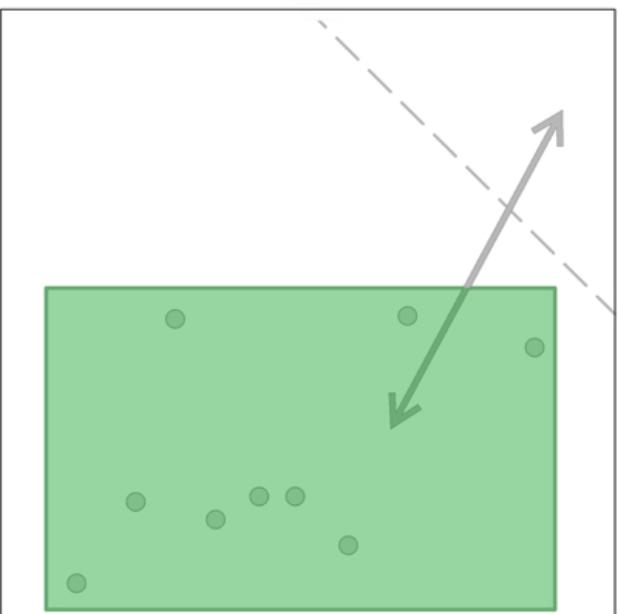


5. Sous les milices



6. Sous la seconde république





■ Fragment
★ Entité intégrée aux dynamiques métropolitaines
■ Territoire

- - - Ségrégation communautaire
- - - Ségrégation socioéconomique
- - - Construction territoriale

○ Exclusion
■ Marginalisation
■ Mobilité

Planche 10 - Territorialités et Trajectoires au Sahel

	Activités économiques dominantes				Principaux acteurs politiques						Territorialités								
	rentière	agricole	industrielle	tertiaire	féodal	notables	mouvements communautaires	zaims	Administrations centrales	Territoire intégré	Périmètres administratifs	Territorialisations idéologiques	Intégration métropolitaine à Beyrouth	Ségrégations		marginalisations	relegations	fragmentations	
										Rationalité derrière les constructions territoriales					Rationalités derrière les différenciations sociospatiales				
Chéhab		X			X					Projet de production de la soie des Chéhab									
Moutassarfyat	X	X				X													politique des notables dans les localités + production agricole d'exportation (soie) + rente foncière et immobilière locale (urbanisation)
Mandat	X	X				X		X	X		Municipalités: Revendication notable et volonté organisatrice du Mandat		Tramway à Furn AlChebbak		recherche de l'entre soi + communautarisme politique		Les quartiers irréguliers sur la zone des sables dépendant des activités économiques à l'est du Sahel et à Beyrouth		politique des notables dans les localités + rente foncière et immobilière locale (urbanisation)
Banlieue	X	X	X			X	X	X	X		Municipalités: sécessions dues à des logiques communautarisme politique et de revendications notables		Equipements infrastructures et projets volonté d'organiser le Grand Beyrouth par les administrations de l'Etat central	recherche de l'entre soi + communautarisme politique	Developpement de tanakés, quartiers irréguliers, équipements pour riches et quartiers huppés		exclusion des palestiniens à l'est du Sahel et à Beyrouth		politique des notables dans les localités + industrie et agriculture d'exportation + rente foncière et immobilière locale (urbanisation)
Guerre				X		X					Effort de recomposition territoriale suite à la guerre et conformément aux idéologies des mouvements communautaires		Effort d'organisation territoriale de Beyrouth Est	La ligne de démarcation: déplacements forcés et construction de territoires idéologiques					chute de la mobilité et repli sur les quartiers + développement de petites activités économiques éparpillées notamment commerce de proximité
Post-guerre	X			X		X	X	X	X		Périmètre Elyssar: Volonté organisatrice de l'Etat central dans une logique de métropolisation	La Dahia: effort de construction territorial par le bas du Hezbollah	Infrastructures routières: Avec but initial de servir le projet de métropolisation d'Hariiri, elles ont un effet de bypass dans la banlieue sud	Géographie de la peur	retour des équipements pour riches et développement de nouveaux quartiers huppés				fragmentations ou ville diffuse?

	Sous les Chéhab	Sous la Moutassarifyat	Sous le Mandat	Sous la première république	Sous les milices	Sous la seconde république
Haouch Rahal				Yellow		
Tohwhitat AlNahr	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Furn AlChebbak						Red
Aïn AlRemméné						Red
Chiyah	Green	Orange	Orange	Orange		Red
Chiyah Ouest					Brown	Red
Ghobeiri		Orange	Orange	Orange		Red
Sabra				Yellow		Red
Camp Chatila				Blue	Brown	Red
Horch Tabet				Yellow	Brown	Red
Horch AlQatil				Yellow	Brown	Red
Aérodrome/Cité Sportive			Green	Green		Red
Quartier du BHV						Red
Jnah					Brown	Red
Saint-Simon				Green		Red
Quartier résidentiel nord du Golf Club				Green		Red
Golf Club				Green		Red
Tir au Pigeon				Green		Red
Ouzai				Yellow	Brown	Red
Raml				Yellow	Brown	Red
Raml Ali					Brown	Red
Camp Bourj AlBarajné				Blue	Brown	Red
Bourj AlBarajné	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Haret Hreik		Orange	Orange	Green	Brown	Red
Tohwhitat AlGhadir		Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Mreijé		Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Laylaké		Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Hay AlSolol				Yellow	Brown	Red
L'aéroport				Green		Red
Campus de l'Université Libanaise				Green		Red
Sebnay	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Hadath	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Baabda	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Hauteurs de Baabda				Green	Green	Red
Mar Takla				Green	Green	Red
Hazmié		Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Botchay	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Wadi Chahrour	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red
Kfar Chima	Green	Orange	Orange	Orange	Brown	Red

Green: appartient à la Mouqataa des Chéhab

Dark Green: subi des dynamiques importantes d'intégration métropolitaine à Beyrouth

Blue: est sujet à la relégation urbaine et l'exclusion sociale

Yellow: subi des contraintes de marginalisation

Orange: constitue un fragment basé sur des espaces politiques locaux et une économie d'exportation

Brown: constitue un fragment suite au repli sur le quartier causé par la guerre et l'explosion des centralités économiques

Red: fragmentations ou ville diffuse?: maintien des fragments, toutefois avec une forte mobilité

VI. Gouvernances municipales et interdépendances territoriales au Sahel après 1998

Planche 11 - Le Sahel et ses municipalités en 1998

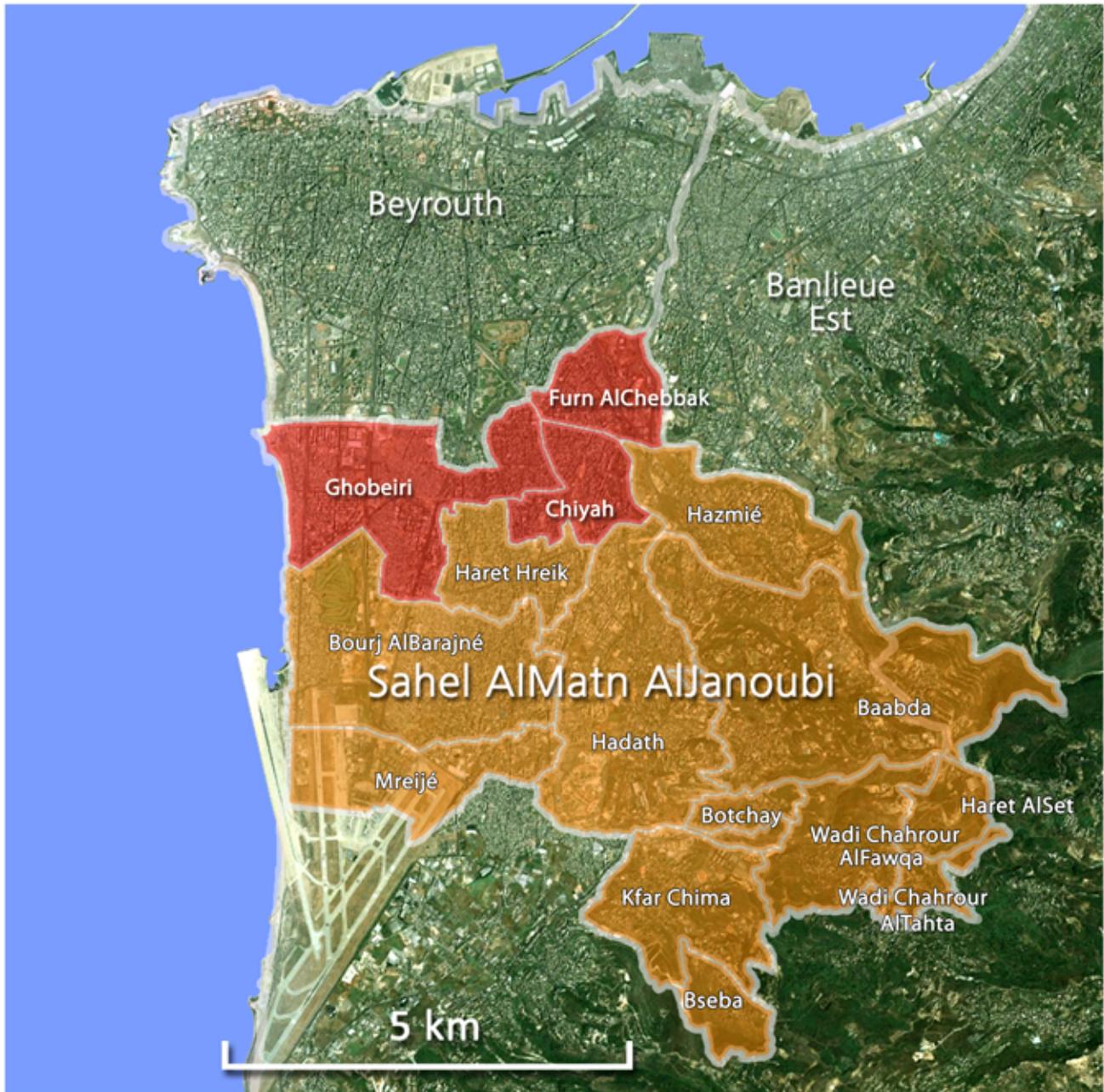
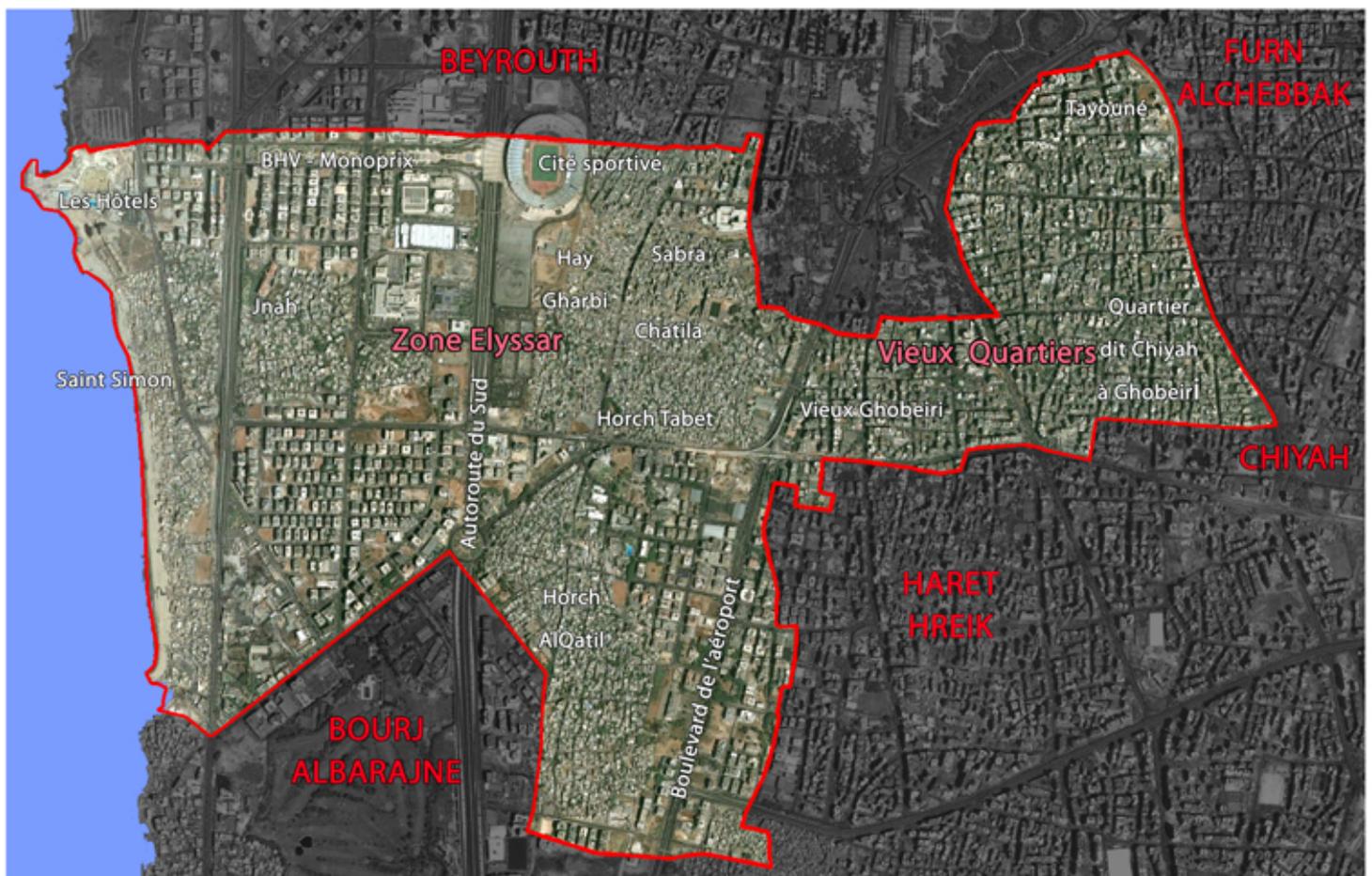
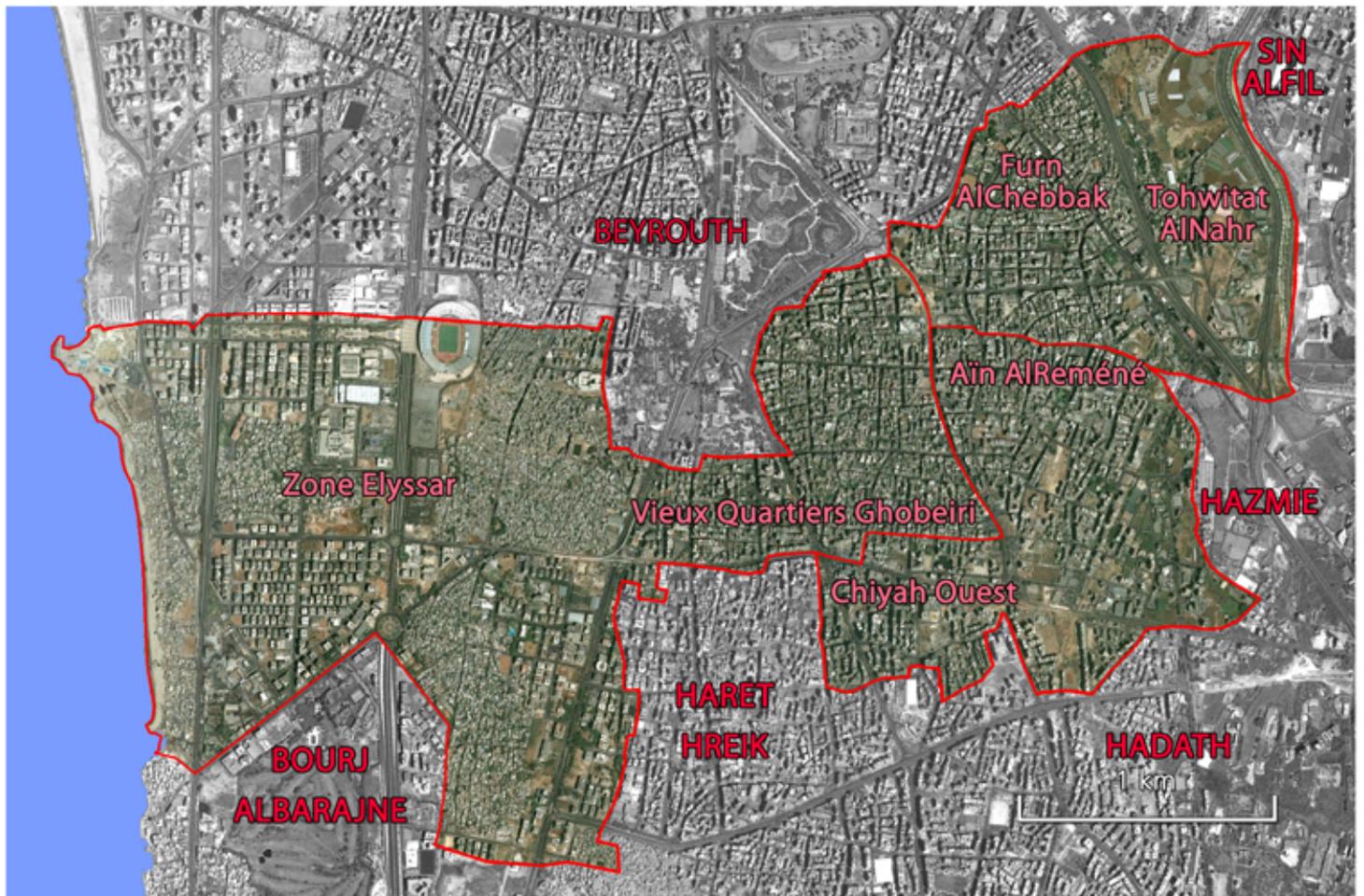
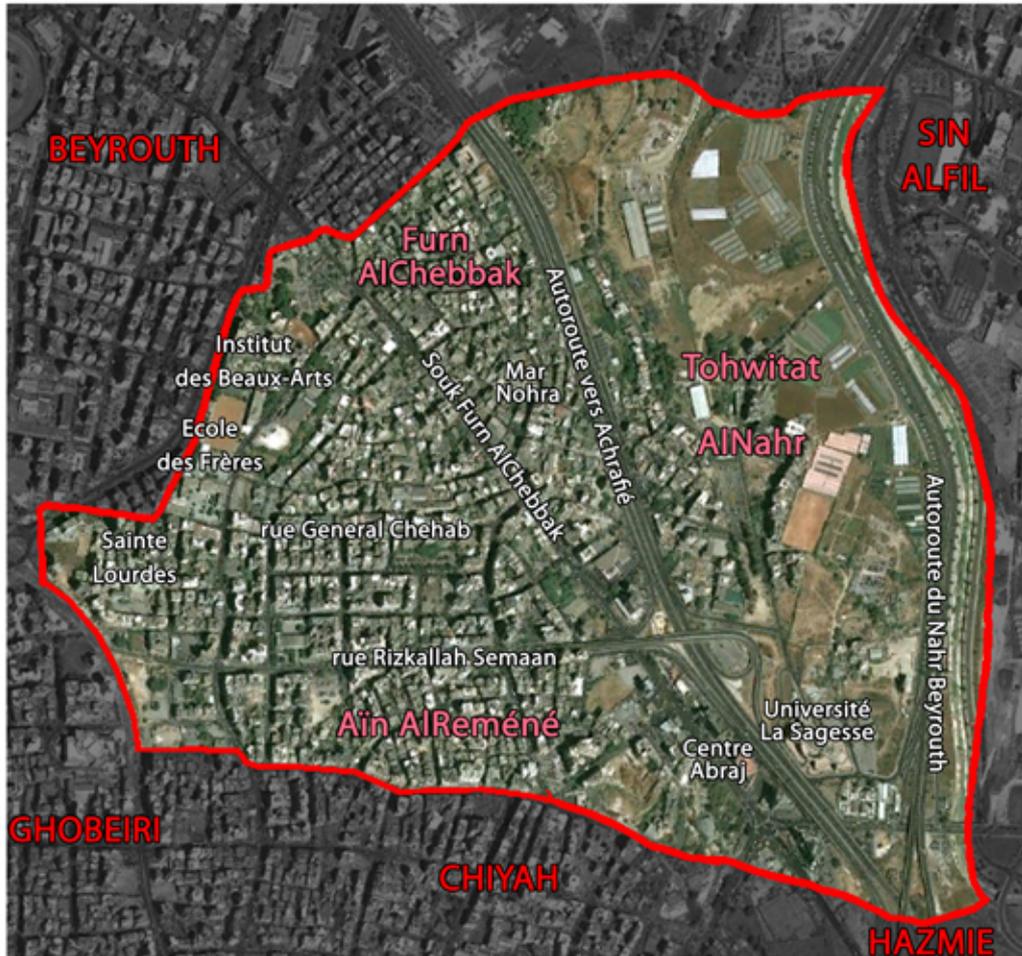


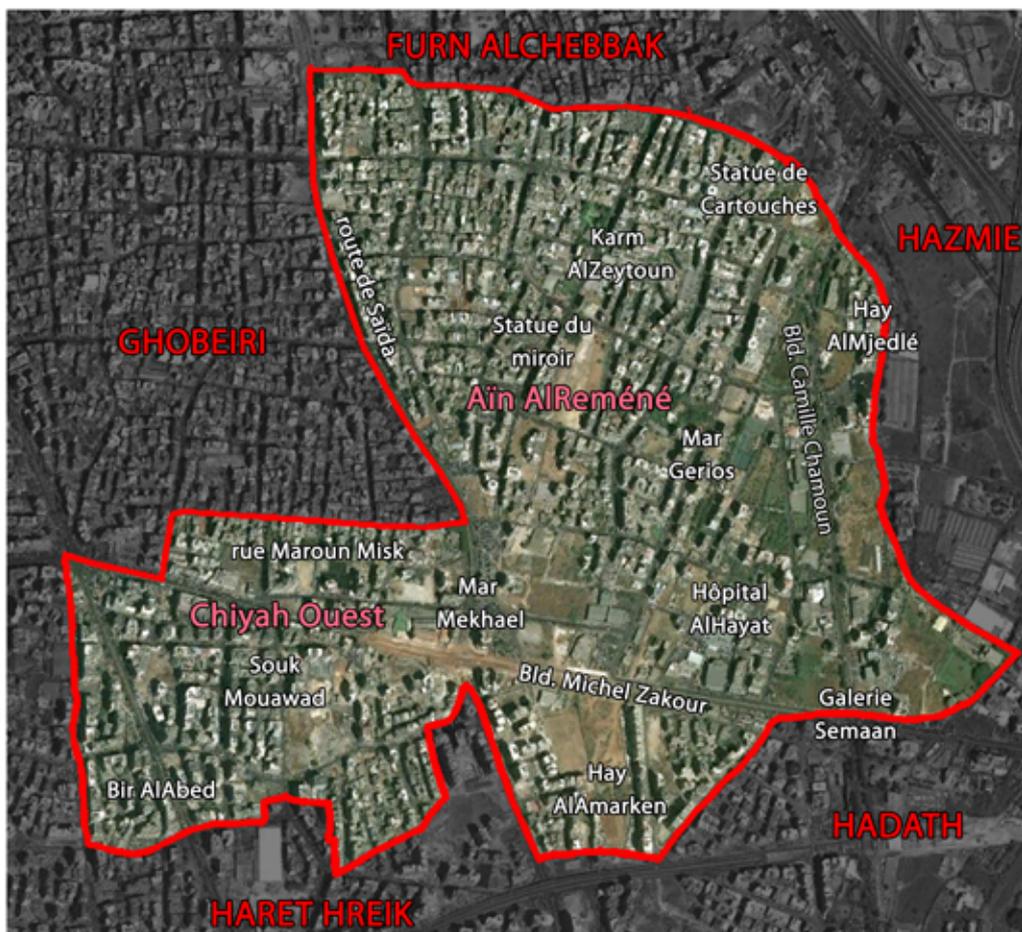
Planche 12 - Les trois communes de Ghobeiri, Chiyah et Furn AlChebbak



1. Ghobeiri



2. Furn AlChebbak



3. Chiyah

l'administration municipale ou nommer des personnes pour maintenir un exercice minimal de ces municipalités⁴³¹.

La guerre et ses conséquences ont un impact très important sur ces municipalités. La chute très aiguë des rentrées municipales ébranle leur capacité d'action. Elles sont d'autre part débordées par les milices qui, maîtresses du terrain, cherchent à réorganiser les zones sous leur contrôle. Les conseils municipaux sont soit subordonnés à la logique milicienne soit totalement rendus impuissants. Ils se cantonnent à des activités administratives de routine.

L'affaiblissement des conseils municipaux est de fait dû à l'affaiblissement des acteurs locaux traditionnels notamment les clans familiaux et les notables locaux. Dans une zone connaissant de profonds changements démographiques et où des milices mobilisées par des idéologies communautaires cherchent l'homogénéisation des populations sous leur contrôle, les clans familiaux et les notables traditionnels se retrouvent marginalisés.

La fin de la guerre présente deux situations différentes de part et d'autre de la ligne de démarcation. Du « côté chrétien », la chute politique des milices qui se retrouvent hors du jeu politique national de l'après-guerre provoque un vide qui se remplit progressivement par des acteurs locaux et nationaux. Les clans familiaux cherchent à se réorganiser pour s'affirmer comme acteurs dans la reconstruction. Toutefois, ces clans sont loin d'être les seuls acteurs sur le terrain. Beaucoup d'individus réussissent pendant la guerre et les premières années de l'après-guerre à faire fortune dans des investissements au Liban ou à l'étranger. Ces derniers commencent à se présenter comme des nouveaux notables qui cherchent un rôle dans l'espace politique local.

D'autre part des associations et des organisations se développent pendant la guerre dans les périmètres de ces municipalités. C'est notamment le cas des associations de commerçants comme à Furn AIChebbak et Souk Mouawad pendant la guerre ou d'autres regroupements plus informels de commerçants qui s'officialisent graduellement comme à Ain AIREméné, Karm AIZeitoun après celle-ci. Ces souks présentent un nombre important de commerces. L'abolissement de la ligne de démarcation ainsi que la reprise économique des quartiers de Beyrouth Municipale présentent un cadre nouveau qui questionne la durabilité de ces centralités commerciales issues de la guerre. Toutefois, la disparition de la ligne de démarcation représente aussi une opportunité pour élargir leur marché en attirant des clients au niveau de l'espace de l'agglomération – comme c'est le cas du souk de Bourj Hammoud dans la banlieue est par exemple. Or, l'attractivité des

⁴³¹ A Ghobeiri, le président Mohammad Jamil Kanj meurt en 1988, il est remplacé temporairement pour quelques mois par Hassan Abbas AIKhansa avant que le mouhafiz du Mont-Liban prend directement en charge l'administration municipale jusqu'à 1998. A Chiyah, à la mort du président Maroun Maroun, il est remplacé par le vice-président Joseph Jabr qui sera président pour le restant de la période. Enfin à Furn AIChebbak, Le président Emile Ghorayeb meurt en 1978, il est remplacé par son vice-président Rizkallah Semaan ; à la mort de ce dernier en 1982, c'est au tour de son vice-président Eid Azar de prendre les commandes jusqu'à 1990 quand il sera remplacé après sa mort par le directeur de l'administration municipale Rock AIKassis.

espaces des souks et l'image des communes où ils se trouvent devient un enjeu de taille qui peut fortement affecter l'avenir de ces souks.

De même, d'autres organisations travaillant dans le social et l'humanitaire, dans cette zone particulièrement touchée par la guerre et relativement marginalisée pendant les premières années de la reconstruction, se retrouvent à jouer un rôle important dans ces communes. Toutefois, elles manquent de financement et de coordination.

C'est dans ce contexte que s'annoncent les élections municipales de 1998. Des coalitions commencent à regrouper ces différentes catégories d'acteurs pour former à l'issue des élections les régimes municipaux de Chiyah et Furn AlChebbak.

A Chiyah, une coalition de clans familiaux se met en place autour d'un notable local Mr. Edmond Gharios. Mr Gharios, né en 1958, fait des études en gestion au Liban puis en France avant de rentrer au pays pour reprendre la direction de l'entreprise familiale. Sa famille est propriétaire d'une importante usine de production de jus et glaces. Sa mère est la fille de Lamah Lamah, un ancien président de municipalité à Chiyah. D'autre part il se marie, en 1981, à la fille du politicien et futur ministre de l'intérieur Mr. Michel El Murr⁴³². Ce dernier émerge dans le Liban de l'après-guerre comme un des principaux zaïms communautaires chrétiens au plan national. Ainsi Mr. Gharios bénéficie d'un nombre de réseaux qui vont lui être très utiles dans son mandat municipal, notamment, les clans familiaux, les réseaux d'hommes d'affaires, ainsi qu'une possibilité importante d'accès au monde politique national.

Mr. Gharios essaie dans la formation de sa liste électorale de transcender le clivage traditionnel entre les clans de Chiyah et d'assurer la plus large représentation possible des clans « ahali »⁴³³. Bien que des partisans des Forces Libanaises et des Phalanges soient présents sur les listes de Mr. Gharios, ils y représentent leurs familles et non leurs partis⁴³⁴. De fait Mr. Gharios cherche à garder ses distances des différents partis, de souligner son autonomie, et se présenter comme le champion des clans familiaux. Sa démarche montre son efficacité dans les urnes où sa liste récolte 77% des suffrages en 1998⁴³⁵.

A Furn AlChebbak, c'est autour de Mr. Raymond Semaan que se forme la coalition qui gagne les élections de 1998. Mr. Semaan est avant tout le fils de Rizkallah Semaan l'ancien président de municipalité et le plus influent notable à Furn AlChebbak depuis les années 60 jusqu'à sa mort en 1982. Une autre liste se forme autour de son parent l'ancien directeur de la municipalité, et qui la

⁴³² d'après sa biographie sur le site internet de la municipalité de Chiyah,

⁴³³ Dans un entretien avec Pierre Atallah d'Al-Nahar (04/11/2009), Mr Gharios explique une répartition traditionnelle des clans familiaux entre Doustouris – partisans de l'ancien président de la république Béchara AlKhoury et son parti du « Doustour » - notamment les Tayar et Gharios et les Kitlawis – partisans de son opposant au temps du mandat français Emile Eddé et son parti du Bloc National – notamment les AlKhoury, Mouawad et Azar

⁴³⁴ D'après un entretien qu'on a fait avec le secrétaire du conseil municipal en 2006

⁴³⁵ Al-Nahar (04/11/2009)

dirige dans les faits depuis 1990, Mr. Rock AlKassis. Toutefois, Mr. Semaan réussit à s'allier les principaux clans familiaux de Furn AlChebbak ce qui lui garantit la victoire.

Comme à Chiyah, à Furn El Chebbak, bien que le conseil soit formé par les représentants des clans familiaux, le régime municipal s'élargit pour inclure un nombre considérable d'associations et de notables locaux ainsi que de relais au niveau national lui garantissant des ressources d'action considérables. Il est intéressant de noter que les municipalités de la banlieue sud-est affichent dès 1998 leur affiliation à la présidence de la république⁴³⁶. De fait, la zone du Sahel n'a jamais connu comme d'autres régions une figure politique dominante, un grand zaïm ; ainsi pour fuir la polarisation politique partisane qui peut provoquer des tensions internes au sein de ces régimes municipaux ils choisissent de souligner une affiliation à la présidence de la république. Cette dernière est perçue dans ces milieux comme la garante de la représentation de la communauté maronite au sein de l'Etat. Afficher l'affiliation à celle-ci est un moyen de se dédouaner des partis communautaires chrétiens tout en s'assurant d'une part le soutien de populations de plus en plus mobilisées par le discours communautaire et d'autre part un accès aux ressources de l'Etat.

Dans la banlieue sud, à l'issue de la guerre, cette zone est partagée en deux zones d'influences des partis communautaires chiites, Hezbollah et Amal. L'est de cette banlieue comprenant les anciens quartiers de Bourj AlBarajné, Mrayjé, Haret Hreik et Ghobeiri sont sous le contrôle du Hezbollah, alors qu'Amal contrôle les quartiers à l'ouest, notamment la zone des sables ainsi que la zone dite Chiyah en bordure de la ligne de démarcation. Ces deux acteurs sont présents et fortement investis dans la vie politique sociale et économique de ces quartiers. Si le Hezbollah a depuis la guerre d'importantes infrastructures sociales, il œuvre pour leur diversification et tente même de s'investir dans l'économique, notamment à travers ses offres de micro-crédits⁴³⁷. Amal tente, bien qu'avec un retard, de le rejoindre en investissant dans le social et notamment l'éducatif. D'autres grandes organisations chiites telle AlMabarrat du cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, sont aussi d'importants acteurs dans une zone de l'agglomération beyrouthine où les services de l'Etat sont pratiquement absents (Harb, 2005).

Toutefois l'Etat n'est pas totalement absent. De fait dès son accession au gouvernement en 1992, le premier ministre Rafic Hariri a ses propres projets pour la banlieue sud et notamment la zone des sables. Après d'amères négociations avec les deux grands partis de la communauté chiite – soucieux quant à un déplacement sommaire des populations résidentes dans les quartiers irréguliers – le gouvernement met en place l'établissement public Elyssar chargé d'un vaste projet urbain couvrant la zone des sables⁴³⁸. Le vaste fossé entre les positions du premier ministre et des

⁴³⁶ Le magazine municipal de Furn AlChebbak de 2000 et 2004 affiche en première page une photo plein page du président Emile Lahoud et celui de 2010 une du président Michel Suleiman. Dans un entretien Dr. Naji Gharios député du caza de Baabda et originaire du Chiyah critique ces municipalités qui se disent « gardiennes de la présidence de la république » (entretien juillet 2010)

⁴³⁷ notamment « AlQard ElHassan » ou le « bon crédit »

⁴³⁸ Ces partis notamment le Hezbollah sont à l'époque très critiques envers l'expérience de société foncière privée pour le développement urbain comme ce qui se passe au centre-ville avec la société Solidere.

partis chiites ne se comble pas dans des négociations. Ainsi si l'établissement public est toujours présent, le projet quant à lui se trouve pratiquement gelé.

Le premier ministre, cherchant à s'implanter politiquement dans cette zone stratégique pour son projet métropolitain, crée ses propres relais locaux⁴³⁹. Ainsi pour le projet Elyssar, il s'appuie sur un bureau privé qu'il met en place dans la banlieue sud. Ce bureau a comme fonction de lui apporter l'expertise nécessaire et parfois prendre en charge directement les négociations sur le terrain avec les représentants locaux des deux partis⁴⁴⁰. D'autre part, il soutient un de ses proches, Mr. Bassem AISabee, député du caza de Baabda. AISabee, natif de la banlieue sud, a son propre réseau au sein des clans familiaux locaux qu'il met au service de Hariri.

Dans ce paysage politique dans lequel de grands acteurs communautaires et gouvernementaux sont impliqués, l'espace de manœuvre traditionnel des confrontations de clans familiaux traditionnels semble fortement se rétrécir. C'est ce qui pousse d'ailleurs le quotidien Al-Safir dans un article de 1998 d'identifier les acteurs politiques à Ghobeiri comme suit : le Hezbollah, Amal, Bassem AISabee, le conseil chiite supérieur⁴⁴¹ et des grands notables locaux comme Salah AlHaraké and Riad Raad. Toutefois, ces clans familiaux sont toujours présents et n'hésitent pas à le montrer aux élections municipales de 1998.

Face à la liste du Hezbollah « fidélité et développement », les autres acteurs politiques locaux montent de toutes pièces une coalition de clans familiaux soutenue par le parti Amal ainsi que des personnalités politiques locales telles Bassem AISabee, Salah AlHaraké et Riad Raad. Le nom de leur liste est assez expressif « la volonté des fils de Ghobeiri ». De fait, les principales attaques et critiques de la liste opposée se concentrent sur le fait que le Hezbollah essaie d'imposer une équipe municipale qui n'est pas issue du jeu clanique traditionnel mais d'une logique partisane. Comme le dit Riad Raad dans un entretien en 2004, en critiquant le bilan de cette équipe, pour ses adversaires la liste du Hezbollah ne représente pas les « vrais » gens de Ghobeiri⁴⁴².

En fait, pour le Hezbollah, les élections municipales dans la banlieue sud représentent un enjeu essentiel, et pour cela il y jette tout son poids. Il lui importe de s'afficher comme le porte-parole

⁴³⁹ Ce qu'il cherche aussi à faire à Furn AlChebbak où il tente de monter son propre réseau clientéliste en milieu « chrétien » à travers le soutien de notables locaux influents dès 1997. (propos d'un de ces notables recueillis sous anonymat dans un entretien en 2009)

⁴⁴⁰ Pour plus de détails sur ces négociations voir (Harb, 2000)

⁴⁴¹ Ce conseil communautaire chiite, à l'image d'autres conseils dans d'autres communautés, rassemble les principaux dignitaires politiques de communauté chiite (députés et ministres, actuels et anciens, présidents de parlement, hauts fonctionnaires...) il est présidé par une personnalité religieuse, à l'époque le Sayyed Mohammad Chamseddine.

⁴⁴² Article de Nawal Nasr dans Al-Balad le 29/02/2004. Il l'accuse d'avoir aussi reçu l'appui tacite de Hariri à travers la position mitigée d'AISabee – qui d'ailleurs officiellement soutenait la liste « volonté des fils de Ghobeiri » et les 800 personnes nouvellement naturalisées qui ont voté dans ces élections. Ces derniers par révérence au premier ministre qui a facilité leur naturalisation et inscription à Ghobeiri voteront pour la liste du Hezbollah. Tout ceci sous-entend une entente entre le Hezbollah et Hariri concernant la nécessité d'une approche rapide et radicale de la zone des sables. L'hypothèse de cette entente, trouve d'ailleurs du soutien dans la réunion entre Hariri et le conseil municipal tout juste élu de Ghobeiri où ils annoncent l'intersection de leurs points de vues sur la nécessité de traitement des « ceintures de misères » présentes à Ghobeiri (Nasser Charara dans Al-Chiraa .

légitime de cet important bastion communautaire où il a élu ses quartiers généraux. D'autre part, le Hezbollah, absent des gouvernements de l'après-guerre, voit dans le contrôle des municipalités un moyen important de s'imposer doucement dans nombre de négociations politiques dont il est systématiquement exclu au profit de son « concurrent » Amal. Et dans les années 90, où les projets se concentrent sur Beyrouth, les municipalités de la banlieue sud gagnent aux yeux du parti une importance stratégique.

Toutefois, cette implication du Hezbollah dans les élections de 1998 ne s'explique pas seulement dans une logique territoriale et politique dans la banlieue sud. Elle est aussi l'aboutissement d'un important débat intérieur au parti où les partisans de cette démarche avancent une interprétation idéologique de l'importance des municipalités. Ainsi Mr Houssein El Moussawi responsable du dossier des municipalités au sein du Hezbollah affirme dans un entretien : « on a trouvé dans l'action municipale la vénération de Dieu, à travers le service des gens et la réalisation des projets dont ils ont besoin, pour pallier aux nombreux manques dus à l'abandon intentionnel de l'Etat envers certaines régions [...] L'action partisane et l'action municipale ne s'opposent pas mais se complètent. »⁴⁴³

Ainsi, le Hezbollah organise méticuleusement ses listes dans la banlieue sud. Il n'hésite pas à s'engager dans de longues négociations avec les clans familiaux des communautés chrétiennes pour aboutir à des listes consensuelles d'« entente communautaire » à Haret Hreik et Mreijé. Dans ces dernières, notamment à Haret Hreik, il réussit à sécuriser une solide majorité au sein des conseils tout en offrant à ces clans la présidence de la municipalité⁴⁴⁴. Dans les deux communes où les électeurs de communauté chiite représentent une écrasante majorité il prépare ses batailles électorales. Toutefois, il se prend différemment dans les deux communes.

A Bourj AlBarajné il s'allie avec un notable local bien établi dans les réseaux des clans familiaux « ahali », Mr Fouad AlHaraké. Ce dernier conduit ainsi une coalition de clans et de notables où les militants du parti sont numériquement minoritaires. La liste se réclame bien du soutien du Hezbollah comme de son allié dans cette élection à Bourj AlBarajné le député Bassem ElSabee. Mais le parti n'a pas le dernier mot au sein du futur conseil municipal. La situation est foncièrement différente à Ghobeiri où la liste du Hezbollah est conduite par Mr. Mohammad Saïd AlKhansa, une personnalité importante du parti, et comprend de nombreux militants.

Mr. AlKhansa est à l'époque membre du bureau politique du Hezbollah et directeur du bureau des Affaires Sociales du parti auquel est affilié un grand nombre d'associations et ONGs fondées par le parti. Il a un long parcours dans le domaine associatif et un des principaux cadres derrière

⁴⁴³ Entretien dans le magazine municipal « Baladiyat Al Ghobeiri », #2, 2003

⁴⁴⁴ A Haret Hreik, l'accord se base sur une répartition communautaire des sièges, 10 pour des chiites et 8 pour des chrétiens avec la présidence pour les chrétiens (Al-Charq Al-Awsat, 1999). Pour plus de détails sur ces élections voir (Al-Safir, 23/04/1998 ; Al-Bayraq, 25/04/1999 ; Al-Safir, 28/04/1998 ; Al-Safir, 29/04/1998 ; Al-Nahar, 05/05/1998 ; Al-Safir 05/05/1998 ; Al-Diyar, 14/05/1998 ; Al-Diyar, 15/06/1999 ; Al-Ahed, 18/05/1999 ; Al-Nahar, 17/07/1999, Al-Nahar, 04/08/1999)

la mise en place des ONGs du parti. Ainsi il est fondateur et directeur à des époques différentes de Jihad AlBinaa⁴⁴⁵, l'Organisation de la Propreté, l'Organisation Sanitaire, la Banque du Sang⁴⁴⁶...⁴⁴⁷ En même temps il appartient au clan familial des AlKhansa qui est un important acteur clanique local.

Ainsi, la victoire électorale écrasante du Hezbollah dans une municipalité contrôlée de façon plus ou moins directe par le parti Amal et les clans familiaux depuis les années 70 représente un vrai séisme politique local et donne au Hezbollah la légitimité représentative officielle qu'il cherchait. Plus de mille votes séparent le score du dernier de la liste du Hezbollah et le meilleur score des opposants, et où AlKhansa tête de liste l'emporte avec 4292 votes⁴⁴⁸. Toutefois cette victoire est aussi lourde de conséquence pour ce parti qui désormais ne peut compter sur le jeu d'alliances traditionnel dans le montage de son régime municipal. Il ne peut plus compter que sur lui-même dans son aventure municipale à Ghobeiri. Le régime municipal à Ghobeiri à partir de 1998 se résume de fait au Hezbollah et ses associations.

2 Les sources mobilisées pour cet exercice d'analyse

Dans ce travail, nous identifions deux catégories de sources : les documents publiés par les municipalités elles-mêmes, et les documents présentant le discours municipal recueilli par une tierce personne.

Dans la première catégorie on retrouve :

- Les numéros des magazines imprimés par les municipalités de Ghobeiri et Chiyah et qui se nomment respectivement « Baladiyat Al Ghobeiri », « Al Chiyah ». Les deux magazines impriment chacun deux numéros remontant à 2002 et 2003. Bien qu'initialement voulues comme des publications annuelles, les élections municipales de 2004 et ensuite la crise politique que connaît le pays à partir de 2005 provoquent la rupture de publications. Ces magazines sont des mines d'informations sur les municipalités et les communes étudiées. On y retrouve les positions du conseil municipal – et surtout de son président – sur divers problèmes de la commune, la vision de ce conseil concernant son futur, les réalisations et les projets, et aussi des articles à travers lesquels filtrent les représentations du conseil concernant l'« identité de la commune » et son « projet de ville ». Nous sommes enclins à considérer les positions et les arguments présentés dans ces magazines comme

⁴⁴⁵ Une association focalisée sur la construction et les travaux publics. Fondée pendant la guerre elle est un des principaux organes intervenant sur l'espace de la banlieue sud dans la deuxième moitié de la guerre en ouvrant des rues, assurant le ramassage des ordures, la construction d'infrastructures... Après les guerres de 1993, 1996, 2000 et 2006 avec Israël elle contribue massivement à l'effort de reconstruction notamment dans le sud. D'autre part elle prépare les études architecturales et urbaines dont ont besoin les décideurs du parti.

⁴⁴⁶ Pour plus d'informations sur les organisations du Hezbollah se référer à (Harb, 1996)

⁴⁴⁷ D'après Ali Safa (Al-Liwa, 30/11/1998)

⁴⁴⁸ Article de Nawal Nasr dans (Al-Balad, 29/02/2004)

représentatifs de ceux du conseil municipal. De fait, les éditeurs de ces magazines sont des membres des conseils municipaux, d'autre part les présidents des deux municipalités se mobilisent personnellement dans leur préparation.

- Des magazines-bilans imprimés par la municipalité de Furn AlChebbak, le premier à mi-mandat en 2000 et le second vers fin mandat en 2004 et un troisième vers la fin du second mandat en 2010. Ici, l'accent est mis sur le bilan du conseil en termes de réalisations de projets. Ils ne se présentent pas en périodiques. Ils n'ont même pas un nom. Toutefois ils sont riches en détails concernant l'action de la municipalité dans des champs multiples. On y trouve même une reconstitution historique de l'histoire de la municipalité⁴⁴⁹.
- Un livret publié par la municipalité de Ghobeiri qui décrit la commune, son histoire et ses hauts lieux. Ce livret n'affiche pas une date de publication, mais vu son contenu, il doit remonter à 2002 ou 2003.
- Les sites internet des municipalités de Ghobeiri et Chiyah. Ces sites lancés dans le second mandat des municipalités concernées affichent une quantité d'informations sur l'action des municipalités comme des présentations de leurs communes. Ces présentations comprennent des historiques succincts et des guides développés avec numéros de téléphones et adresses d'un grand nombre d'entreprises, services publics ou d'autres adresses dans la commune... Celui de Ghobeiri maintenu à jour, affiche même les heures de prière ainsi qu'une bande de nouvelles en direct.
- La municipalité de Furn AlChebbak pour pallier son manque en site internet publie un guide de la commune en papier qu'elle distribue gratuitement.

On met dans la seconde catégorie :

- Une revue de la presse nationale pour l'époque allant de 1998 à 2009, reprenant les articles concernant ces municipalités dans une dizaine de titres. Pour cela on a recours à la base de données cumulée par le Centre de Documentation et d'Etudes⁴⁵⁰. Ce dernier scanne et archive systématiquement et de façon quotidienne les articles d'une quinzaine de journaux. Cette revue comprend des entretiens avec les représentants des municipalités comme avec d'autres acteurs locaux, ainsi que des reportages et des articles
- Des entretiens que nous avons effectués avec des responsables municipaux et d'autres acteurs locaux qui s'échelonnent dans le temps de 2006 à 2010.

⁴⁴⁹ dans le numéro de 2004 reprise abrégée en 2010

⁴⁵⁰ Centre proche du Hezbollah travaillant sur une multitude de sujets, et qui a préparé nombre de séminaires scientifiques et beaucoup publié concernant les questions urbaines dans la banlieue sud.

3 Le cas de la municipalité de Chiyah

3.1 Chiyah à la recherche d'une « identité »

3.1.1 Réécrire l'histoire de Chiyah

Comme il a été dit plus haut, ces banlieues de Beyrouth ont connu de profonds bouleversements dans les derniers 50 ou 60 ans. Ces bouleversements ont profondément affecté la représentation que se font les acteurs de ces banlieues. Chiyah est sans doute la commune de ces banlieues où ces bouleversements ont le plus affecté aussi bien son espace physique que la représentation que la population s'en fait. De fait, ces bouleversements amènent sur un temps relativement court différentes dynamiques qui marquent le paysage de Chiyah. Ces dynamiques le transforment d'un espace rural agricole marqué par un esprit de village à un espace fort urbanisé et industrialisé et puis en espace de guerre et de désolation, de pauvreté et de squat. La gouvernance des milices a aussi son impact. Après la destruction du quartier de Mar Mekhael - le vieux quartier de Chiyah - le déplacement de sa population et la division de la commune, ces milices essaient tout au long de la guerre d'intégrer les quartiers sous leur contrôle dans leur système territorial milicien. Ainsi les Forces Libanaises intègrent Aïn AlReméné au sein de leur projet territorial, tout en imposant une nouvelle représentation de ce secteur comme « bastion de la résistance chrétienne⁴⁵¹ ». De même Amal l'intègre à son projet territorial dans la banlieue sud et recycle la spatialité des lieux et joue de la toponymie pour imposer de nouvelles représentations des secteurs de Mar Mekhael, de Bir El Abed et Mouawad⁴⁵². En 1998, la représentation de Chiyah par les différents acteurs est fort fragmentée et parfois contradictoire. C'est avec cet arrière-plan qu'il faut comprendre l'effort engagé par le conseil municipal et ses alliés du régime municipal pour ressortir une trame historique dans laquelle ils se reconnaissent et sur laquelle ils peuvent bâtir leur « projet de ville ».

Le paradis villageois perdu

Sans doute c'est cet épisode de l'histoire de Chiyah qui prime dans le discours municipal concernant l'histoire de la commune. Il s'affiche principalement à travers la référence à la vie de communauté de ce village et ses personnalités ainsi qu'à des lieux auxquels on attribue une grande importance symbolique dans l'imaginaire collectif qu'il essaie de reconstituer.

⁴⁵¹ Comprendre « résistance » face aux palestiniens, aux partis du Mouvement National et aux partis musulmans

⁴⁵² C'est le cas de la rue Maroun Misk, et de la rue de la Poste dont Amal recycle les toponymies pour les réutiliser dans sa propre construction symbolique en appelant sa permanence dans la première rue Khalyat AlMisk » (cellule du Musk) – enlevant le nom Maroun, prénom du patron de la communauté maronite – et la deuxième « Charee Chouhadaa AlBarid » (rue des martyrs de la poste) – pour indiquer les partisans d'Amal morts dans ce secteur lors de la guerre

D'habitude la représentation de l'histoire des communes au Liban se perd dans les mythes ou plutôt dans un effort étymologique pour fonder ces mythes (Khuri, 1975). Ainsi une ou des versions sont avancées pour souligner un ancrage historique qui peut revenir à des époques fort lointaines (romaine, arabe...) et cela en se basant sur l'étymologie du nom de la localité et en le liant à des racines linguistiques grecques, latines, araméennes ou arabes. Si ces efforts de reconstitution historique à partir de l'étymologie sont toujours en œuvre à Chiyah et présents dans le discours municipal⁴⁵³, l'ardeur des controverses étymologiques d'avant-guerre sur l'origine de Chiyah⁴⁵⁴ dont parle Fuad Khuri (1975) semblent s'estomper. En fait, c'est une autre période qui est mise en avant dans le discours municipal : la période de la fin du 19^{ième} et la première partie du 20^{ième} siècle.

Il n'est pas anodin que cette période qui comprend la fondation de la municipalité en 1889 soit la période où les clans familiaux qui domineront l'histoire de Chiyah commencent à s'affirmer par leur contrôle de la ressource foncière. Ce moment fondateur de la municipalité de Chiyah – comme d'ailleurs de l'association caritative sur laquelle on reviendra plus tard – est aussi fondateur de l'histoire de Chiyah. Dans la revue municipale, on peut lire « Chiyah a connu la première action municipale en 1889 sous le nom de la municipalité de Chiyah et Haret Hreik, son président était Khalil Saad Chéhab et avait comme titre officiel le directeur du secteur du Sahel. A ses côtés, les membres du conseil étaient: Youssef Dakkach, Ibrahim Doumit, Tanios AITouhoumi, Mehdi El Haj, Melhem AIAchkar, Younen AIKhoury, Mansour Abi Waked et Khalil Ghosn. En 1906, Bourj AlBarajné fut rattachée à cette municipalité et le président était le directeur du secteur du Sahel Farid Abdallah Chéhab. Les membres du conseil étaient le Dr Nakhlé AIAchkar, Salim Ghosn, Salim AIDekkach, Nassif AITouhoumi, Antoine Naim, Salim AIKhoury Gharios, Maroun AIOdaymi et Mansour Abi Waked. »⁴⁵⁵. Les personnes et les familles mentionnées sont celles considérées comme fondatrices de l'histoire de la commune. Elles représentent les « vraies » familles de Chiyah.

Cette histoire est dominée par trois catégories d'acteurs : les notables, les clans familiaux et les hommes d'église. Dans un article,⁴⁵⁶ Mr. Edmond Gharios identifie dans l'histoire de Chiyah l'existence de ce qu'on pourrait appeler des notables : « hommes de politique, de loi, d'affaires qui couraient au service public, aussi parmi eux des ministres, des députés, des ambassadeurs, des médecins, des ingénieurs et des hommes de loi ». D'autre part il parle des familles de Chiyah qui se font la compétition pour servir la commune, et cela génération après génération.

⁴⁵³ En parlant de l'histoire de Chiah, Mr. Gharios avance une lecture étymologique où 3 hypothèses se font la concurrence : une origine se référant à la « bonne plante », une autre à la forge du fer et une troisième à la sériciculture (Al-Liwaa : Younis AISayed - 28/03/2006)

⁴⁵⁴ Khuri parle du lien entre le choix d'une racine étymologique du mot Chiyah et l'appartenance communautaire ou encore partisane de la personne portant le discours. Ainsi l'origine romaine est favorisée par des personnes des communautés chrétiennes ou les partisans libanistes alors que l'origine arabe est portée par des personnes des communautés musulmanes.

⁴⁵⁵ revue municipale de Chiyah 2002

⁴⁵⁶ (Revue de l'association caritative – 1999)

Les notables cités sont d'abord les présidents successifs de la municipalité⁴⁵⁷. La revue municipale de 2002 leur voue six pages où chacun est présenté en une photo pleine page. A ceux-là s'ajoute des noms de députés ou de ministres originaires de Chiyah notamment Nakhlé AlAchkar, Michel Zakkour et Wadih Naïm. Cs sont des personnes que citent Mr. Gharios⁴⁵⁸ ou encore le secrétaire du conseil municipal⁴⁵⁹ pour parler des moments historiques les plus représentatifs de l'histoire de Chiyah. Ces personnes sont élevées en un panthéon honoré par la municipalité aussi bien dans le discours que dans l'action. Les rues de Chiyah reprennent leurs noms, des statues sont élevées en leur mémoire⁴⁶⁰ et des équipements sont rebaptisés en leur nom.

Ces personnes représentent un temps où les clans familiaux occupent toute l'arène de la gouvernance locale à Chiyah. Même s'ils s'allient à des acteurs politiques nationaux, s'opposent et s'affrontent entre eux aux élections municipales, ils gardent toutefois une certaine indépendance vis-à-vis du national qui permet à la sphère politique locale de conserver une certaine autonomie. C'est cela précisément ce que Chiyah perd avec la montée des grands partis communautaires au niveau national et qui se confirme avec la guerre. Ainsi, si Mr. Gharios décrit dans un entretien les positionnements politiques traditionnels des clans familiaux de Chiyah, il le fait dans un esprit de douce nostalgie⁴⁶¹. En effet, le régime municipal de Chiyah sous Gharios se veut l'héritier légitime de ce panthéon de notables et le tenant de l'héritage politique de tous les clans de Chiyah.

De fait, quand Gharios parle du « conflit historique » entre les clans familiaux de Chiyah, il souligne leur répartition entre 'distouris' et 'kitlawis'⁴⁶². Il n'est pas anodin à notre avis que Gharios choisit de parler de cette répartition propre aux années 30 et 40 et non de celle entre 'phalangistes' et 'chamounistes' qui a marqué l'espace politique de Chiyah dans les années 60. La répartition kitlawi/destouri fait référence à la fracture entre les partisans du parti du Bloc Patriotique du président Emile Eddé et ceux du parti de la Constitution du président Béchara El Khoury, tous deux actifs sous le mandat français. Ces partis ne sont en réalité qu'une formalisation de réseaux de zaamat⁴⁶³ politique où des clans familiaux se font des clients de ces zaïms communautaires oeuvrant au niveau national. Ce qui est fort différent de la situation des phalangistes qui commencent à afficher des formes d'organisation politique moderne, échappant petit à petit aux logiques de clans familiaux pour prendre celles des bureaucraties modernes. Et si aux élections municipales de 1963 les clans familiaux à Chiyah font face à la montée phalangiste en s'unissant derrière un seul candidat, celle-ci ne fera que se confirmer avec le temps pour déposséder les clans familiaux de tout rôle politique à Chiyah pendant la guerre. C'est dans cette logique qu'il faut aussi comprendre la remarque du secrétaire du conseil municipal qui dans un de nos entretiens insiste sur le fait que les membres du conseil partisans des Kataeb et des Forces

⁴⁵⁷ Toufic Naïm, Joseph Semaan, Lamaa Lamaa, Michel Semaan, Maroun Maroun, Joseph Jaber

⁴⁵⁸ Al-Liwaa : Younis AlSayed - 28/03/2006

⁴⁵⁹ entretien fait avec nous-mêmes en 2010

⁴⁶⁰ comme l'exemple de la statue de Michel Zakkour élevée par la municipalité près de l'église Mar Mekhael

⁴⁶¹ Al-Nahar : Pierre Atallah - 04/11/2009

⁴⁶² D'après Gharios conflit historique entre Doustouris et Kitlawis où les familles AlKhoury, Mouawad et Azar sont des Kitlawis alors que Tayar, Gharios et autres sont des Doustouris. Al-Nahar : Pierre Atallah - 04/11/2009

⁴⁶³ de zaïm

Libanaises le sont non pas en leur qualité partisane mais en tant que représentants de clans familiaux traditionnels⁴⁶⁴.

Les hommes d'église sont aussi à l'honneur dans la représentation de l'histoire de Chiyah. Ainsi, dans un article Mr. Gharios fait l'éloge d'un nombre de curés « exceptionnels » qui se succèdent au 20^{ème} siècle à la tête de la paroisse et marquent fortement Chiyah⁴⁶⁵. Les curés sont perçus comme des maîtres spirituels, des gardiens moraux et des éducateurs qui ont contribué à la formation des notables locaux. Loin d'être de simples religieux dans leurs églises, ils sont au centre de la vie publique de la localité. Les revues municipales leur consacrent de nombreuses pages. Mais plus important, ce sont leurs liens et complicités avec les notables dans l'histoire de Chiyah qui sont soulignés. Ainsi la seule anecdote⁴⁶⁶ reportée dans la revue municipale de 2002 est une petite histoire intitulée « la sacristie et la cuisine » qui met en scène un ancien curé de Chiyah et l'influent notable de Chiyah, le Dr. Nakhlé AlAchkar. Ces notables sont présentés comme de bons chrétiens attachés aux valeurs de l'église et les curés comme de bon bergers guidant leurs troupeaux.

Chiyah centre industriel

Les bouleversements démographiques sous l'impact de l'urbanisation des années 50 et 60 jusqu'à la veille de la guerre sont complètement évacués du discours municipal. La seule référence à cette époque se trouve dans un article basé sur un entretien avec le président Gharios. Ce dernier parle de Chiyah comme un important centre industriel, il énumère nombre des usines concentrées dans cette commune dans l'avant-guerre : les usines Ghandour, Lafruta Jaber, Tamer et Nestlé pour l'alimentaire, ainsi que d'autres pour les boissons alcooliques et gazeuses, ou encore de parfumerie ou de production de fer (usine Kassargian) ou du tissu (usines Minas et Ousseili)⁴⁶⁷.

Cette image de Chiyah centre d'industrie au niveau métropolitain regroupant des grandes usines nationales surgit de façon soudaine dans le discours municipal, en contradiction avec celle de Chiyah villageois replié sur lui-même et vivant en autarcie par rapport au reste du monde. Nous pensons que l'introduction de Mr. Gharios a une double logique ; d'abord étant lui-même un grand industriel il cherche à souligner que Chiyah est une commune ayant une brillante histoire économique. Ceci le valorise à titre personnel et le présente comme l'héritier d'une prestigieuse tradition. D'autre part cette image peut aussi servir pour légitimer et défendre la prétention du régime municipal à contribuer au développement économique de la commune qu'on discutera plus loin.

⁴⁶⁴ Entretien fait en 2006

⁴⁶⁵ Revue municipale de 2002

⁴⁶⁶ nous pensons que les anecdotes – quand elles ne sont pas trop satiriques – sont un puissant outil de construction de l'imaginaire collectif, elles visent à introduire une familiarité qui rapproche les lecteurs de leurs personnages et de les rendre plus sympathiques.

⁴⁶⁷ (Al-Liwaa : Younis AlSayed - 28/03/2006)

Une région affligée par la guerre

La troisième période qu'on peut relever dans le discours municipal est celle de la guerre. Ce discours la présente comme la grande catastrophe de Chiyah. Les descriptions des traumatismes de la guerre et de leur poids sur la commune sont récurrentes. Ces descriptions sont d'habitude reprises en termes lyriques et tragiques⁴⁶⁸.

La guerre détruit les quartiers historiques de Chiyah notamment Mar Mekhael et Bir AlAbed. Si Karm AlZeitoun qui est avant la guerre le plus petit quartier de la commune à l'est bercé dans les champs, voit s'y replier une partie de la population des autres quartiers, il est sévèrement défiguré. Il est dorénavant appelé Ain AlReméné, et sous le poids d'une urbanisation accrue et de déplacés qui s'y installent par vagues, il perd le restant de ses espaces verts. Ainsi pour les membres des anciens clans familiaux de Chiyah la guerre ne représente pas seulement des moments de violences sauvages ou encore de dépossession politique, c'est la destruction du Chiyah physique et social qu'ils connaissaient et dominaient. Le discours municipal est lourdement marqué par ce sentiment de perte.

Ainsi de toutes les conséquences et les moments noirs de la guerre, c'est surtout le déplacement des habitants de communautés chrétiennes des secteurs à l'ouest et au sud de la ligne de démarcation et la destruction du secteur de Mar Mekhael qui sont mis en avant comme la grande tragédie de Chiyah. Dans les mots de Mr. Gharios, la guerre présente une coupure qui coupe Chiyah de ses racines⁴⁶⁹.

Toutefois, on peut déceler dans le discours municipal comme dans celui de nombre de membres du régime municipal une autre rhétorique, qui sans s'opposer à la précédente, fait référence à une autre temporalité de la guerre : celle de la « résistance chrétienne à Chiyah ». Comme on vient de dire, cette rhétorique est d'abord celle des milices phalangistes et des Forces Libanaises qui présentent Chiyah comme un « bastion de résistance » des chrétiens vivant « une agression » armée. À première vue, entendre ce discours repris par les tenants du régime clanique de Chiyah, qui ont été politiquement dépossédés pendant la guerre, suscite bien des interrogations. La réponse est à chercher du côté du détournement de discours.

En effet, deux détournements sont visés ici. D'abord par un effort de récupération politique ; en 1998, les partis dont les milices ont brandi ces slogans pendant la guerre se retrouvent hors du jeu politique. Toutefois leurs partisans sont toujours nombreux notamment à Ain AlReméné. Le discours communautariste qu'ils tenaient est toujours recevable pour des larges tranches des communautés chrétiennes pour qui « la paix a été au détriment des chrétiens ». Ainsi le régime cherche à ne pas se mettre sur le dos ces potentiels acteurs et réseaux, il tente même de les

⁴⁶⁸ Exemple de Gharios dans (Al-Diyar – 14/05/1998)

⁴⁶⁹ (Revue de l'association caritative – 1999)

recupérer en soulignant son affiliation à leur « juste cause ». Les représentants de ce régime opèrent ainsi un détournement de ce discours et essaient de le débarrasser de sa teneur belliqueuse. Pour cela ils agissent dans deux sens.

Le premier comporte une forme de récupération symbolique, comme dans le cas de la cérémonie à l'honneur du poète Younis AIIbn, qui occupe d'ailleurs plusieurs pages de la revue municipale de 2002. AIIbn est un compagnon de route des partis de la droite chrétienne libanaise. Ses écrits relèvent d'un libanisme⁴⁷⁰ aigu et sont prisés dans ces milieux. En l'honorant, le régime municipal affiche une ouverture sur ces milieux. Toutefois le discours de Mr. Gharios, lors de la cérémonie, est en fait un détournement de la rhétorique d'AIIbn dans le sens des priorités présentes du régime et ses idées sur nombre de points stratégiques telle la relation avec les représentants de la communauté chiite dans une banlieue sud toute proche.

En fait, dès son accès à la municipalité, Mr Gharios affiche une stratégie d'ouverture sur les acteurs de la banlieue sud, notamment le Hezbollah et le président de la municipalité de Ghobeiri Mr AIKhansa, pour régler les questions relatives à la ligne de démarcation, les déplacés de Chiyah ouest et même le projet d'une grande union des municipalités du Sahel AIMatn AIJanoubi. C'est en considérant tout cela qu'il faut comprendre son discours lors de cette cérémonie : « Si on se rappelle de l'époque de notre résistance à Chiyah, c'est surtout pour que la mémoire reste vive et les cœurs pleins de l'amour de cette terre qu'on a irriguée par le sang et la sueur, pour que le Liban reste comme l'a voulu Younès AIIbn, et comme le veut tout libanais fidèle, une patrie exceptionnelle et un exemple que pourront imiter les peuples sur comment vivre ensemble et avoir une interaction entre différentes civilisations avec respect réciproque et amour »⁴⁷¹.

Le second sens complète le premier, en soulignant une contribution du régime à cette « résistance ». Toutefois, dans ce contexte, on parle aussi d'une autre forme de résistance. Cette « résistance » non belliqueuse est de l'ordre de l'organisation du quotidien dans les moments difficiles de la guerre. C'est dans ce sens que Mr. Henri Abou Moussa président de l'association des commerçants de Karm AIZeitoun à Chiyah – créée par le régime – sur les pages de la revue municipale essaie de récupérer les « comités populaires » : « Chiyah a connu l'action 'syndicale' pendant la guerre avec le développement des comités populaires qui oeuvraient alors pour assurer certains de ses nombreux besoins »⁴⁷². Ces « comités populaires » regroupent, pendant la guerre différents représentants de la société civile locale ainsi que les représentants locaux des partis de la droite chrétienne. Ils ont pour rôle d'organiser le ravitaillement de la population, le prélèvement des déchets, le nettoyage de l'espace public, le suivi du travail des écoles... Au début, ces comités sont plutôt des initiatives locales mais à fur et à mesure que les milices des partis chrétiens

⁴⁷⁰ Essentialisme identitaire affiché par des représentants politiques et intellectuels libanais – notamment chrétiens – soutenant l'existence d'une nation libanaise marquée par une rupture (culturelle et sociale) entre le Liban et son entourage.

⁴⁷¹ Partie du discours de Gharios reprise dans la revue municipale de Chiyah 2002.

⁴⁷² Entretien avec Abou Moussa dans la revue municipale de 2002

s'organisent et se centralisent ces comités deviennent des outils aux mains de ces milices et les acteurs locaux en sont dépossédés. Afficher une continuité de tradition avec ces comités populaires comme le fait Mr. Abou Moussa exalte la solidarité locale et le rôle essentiel de l'organisation et le développement des réseaux locaux dans la survie lors de la guerre, et par conséquence aussi leur potentiel pendant la paix.

3.1.2 La carte mentale de Chiyah pour sa municipalité (voir planche 13- 2.)

Il est important de signaler que les éléments formant le paysage urbain dans le périmètre municipal de la commune de Chiyah ne diffèrent pas dans leur nature et leur forme du reste des espaces de la banlieue. Ainsi à première vue rien ne démarque Chiyah de son entourage : pas de rupture physique et pas de changement de la qualité paysagère. Toutefois, des lieux émergent ici et là dans ce périmètre autour d'un souk, d'une église, d'une rue, de terrains de jeux... Ces lieux sont avant tout une représentation de la population et des différents acteurs de leur entourage. Ces derniers usent de la toponymie pour définir ces lieux. La toponymie municipale ainsi que les mots dont la municipalité use pour parler de ces lieux sont centraux pour déchiffrer la carte mentale que fait cette dernière de Chiyah.

La carte mentale de la municipalité et de son régime municipal est la façon dont elle perçoit l'espace communal et ses éléments. Cette carte est loin d'être un simple constat de faits, au contraire, c'est une perception subjective accordant différentes valeurs à différents lieux, leurs occupants ou leurs usagers. Elle souligne des appréciations positives et négatives de ces lieux et leurs acteurs, et par suite laisse transparaître la distance entre la « vraie » commune, ancrée dans une certaine histoire, une certaine identité de la commune, et les « problèmes » à transcender. C'est dans sa capacité à lier les acteurs et les lieux ainsi que de démarquer et hiérarchiser les lieux, que la carte mentale est un outil d'analyse intéressant pour comprendre la construction de l'identité de la commune par le régime.

Les acteurs du régime municipal se basent sur une lecture de l'espace de leur commune qui reprend *l'ancienne identification de Chiyah* comme un ensemble fait de trois quartiers Mar Mekhael, au centre, Bir AlAbed au sud-ouest et Karm AlZeitoun au nord-est. Cette nouvelle lecture que la municipalité commence à vulgariser à partir de 1998 est en opposition avec une autre basée sur la place fondamentale de la ligne de démarcation dans la structuration de la représentation de la commune et l'existence de deux zones antagonistes : Aïn AlReméné et Chiyah Ouest. Cette lecture marque l'espace de la commune pendant la guerre et subsiste dans les esprits dans l'après-guerre (Ababsa, 1999). Ainsi cette restructuration de l'espace communal comme un et indivisible est loin d'un simple constat reprenant la représentation générale que se fait la population de son espace communal. C'est un outil politique de légitimation du régime des clans traditionnels et de leur projet municipal.

Mar Mekhael et son secteur sont, comme on l'imagine, le centre focal de cette carte mentale. Comme le dit Gharios, le secteur de *Mar Mekhael* représente « notre patrimoine, notre antériorité et notre attachement à notre histoire et nos traditions »⁴⁷³. C'est le premier lieu qu'identifient tous ceux qu'on a interviewés au sein du conseil municipal comme étant le lieu le plus représentatif de la commune de Chiyah. On le peint d'habitude avec les plus beaux termes. Toutefois, on parle d'habitude de *Mar Mekhael* pour souligner le besoin de ressusciter ce lieu détruit par la guerre, occupé par des squatteurs et dont la population d'avant-guerre est déplacée. Ce secteur représente un enjeu essentiel pour le régime municipal de Chiyah, comme le dit Gharios : « même si Chiyah prospère et se développe, tant que le secteur de l'Eglise est dépourvu de ses habitants originaux, nous serons comme un homme sans cœur car le secteur de l'église a marqué nos vies en tant qu'enfants, jeunes et vieux à toutes les époques. »⁴⁷⁴. La revue municipale de 2002 mentionne *Mar Mekhael* et son importance pour les gens de Chiyah à plusieurs reprises et lui voue un dossier de photos. Dans ce dossier on voit les photos de l'église détruite par la guerre et d'autres de celle-ci restituée.

L'église de *Mar Antonios* est aussi le second lieu identifié par les représentants du régime municipal comme représentatif de la commune de Chiyah. Paradoxalement *Mar Antonios* ne se trouve pas dans le périmètre municipal de Chiyah mais dans celui de Hadath sur une colline donnant sur la plaine. *Mar Antonios* joue dans l'imaginaire des « ahalis » de Chiyah un rôle différent de celui de *Mar Mekhael*. *Mar Mekhael* est la « Place »⁴⁷⁵ le lieu de leurs fêtes et de leurs deuils, alors que *Mar Antonios* est leur « Refuge »⁴⁷⁶. En effet, l'église dans le temps se trouve en pleine nature. C'est ici que les « ahalis » de Chiyah baptisent toujours, dans la tradition de leurs ancêtres, leurs enfants, c'est ici qu'ils venaient, avant la guerre, pique-niquer en groupes les dimanches de printemps. La revue municipale de 2003 voue tout un dossier à *Mar Antonios* et à la nouvelle église dont le père du président Gharios a financé la construction. Un bref historique présente l'ancienne église comme datant de plus de 600 ans, et comme la plus vieille église de Chiyah.

Le secteur de l'église *Mar Gerios* est aussi présent dans le discours municipal. Il a aussi une place différente que celle des deux autres églises citées dans l'imaginaire des « ahalis » de Chiyah. D'abord *Mar Gerios* est une église récemment construite et par suite sa place dans la carte mentale de la municipalité ne vient pas d'une tradition historique mais plutôt de la fonction qu'elle joue avec les équipements de son entourage dans le projet du régime municipal de Chiyah. De par la situation de *Mar Mekhael* sur la ligne de démarcation, la paroisse maronite de *Mar Mekhael* à Chiyah, qui regroupe les pratiquants des quatre églises maronites de la commune, fait de *Mar Gerios* qui se trouve à l'extrémité est de Ain AlReméné le centre administratif des activités de la paroisse. C'est dans les bureaux de *Mar Gerios* que font leurs réunions les mouvements du Rassemblement des associations de *Mar Gerios*, qui regroupe le gros des

⁴⁷³ (Revue de l'association caritative – 1999)

⁴⁷⁴ Entretien avec Gharios dans la revue municipale de 2002

⁴⁷⁵ dans l'article du président de l'association caritative de Chiyah, dans la revue de l'association 1999

⁴⁷⁶ Entretien avec le secrétaire du conseil municipal (juillet 2010)

mouvements de la paroisse maronite à Chiyah. D'autre part, c'est ici que se concentre le gros des espaces publics et des terrains de jeux que la municipalité construit à Chiyah. La municipalité essaie de bénéficier de l'existence d'un nombre de terrains vides dans ce secteur pour y concentrer ses projets. Les revues municipales de 2002 et 2003 décrivent avec les termes les plus élogieux, et photos à l'appui, la métamorphose de ce secteur qui devient le symbole de la « réussite »⁴⁷⁷ du projet municipal de la liste de Mr. Gharios.

Karm AlZeitoun est la toponymie ressuscitée par le régime pour désigner ce qui est communément appelé Aïn AlReméné. Nous pensons à deux raisons derrière cet usage. D'abord pour souligner une démarcation administrative entre le secteur dit Aïn AlReméné à Chiyah et le quartier Aïn AlReméné de Furn AlChebbak. D'autre part, cette toponymie a pour but de marquer une rupture plus ou moins subtile avec l'usage d'Aïn AlReméné qui ramène à l'époque de la guerre et à une construction toponymique propre aux acteurs dominants à cette époque notamment les Forces Libanaises et les Phalangistes. De même les toponymies intérieures à Aïn AlReméné de l'époque de la guerre – comme « Temcel El Rsas » (la Statue de Cartouches) mise en place par les Phalangistes ou encore « El Mréyé » (en référence à la Vierge du Miroir) où eu lieu l'incident dit du « bus d'Aïn AlReméné »⁴⁷⁸ qui a déclenché la guerre civile – ne sont presque jamais utilisées. D'autre part, la toponymie de Karm AlZeitoun est reprise par l'association des commerçants de Karm AlZeitoun à Chiyah un important partenaire de la municipalité au sein du régime municipal.

Il faut souligner que des rues à Aïn AlReméné sont nommées après des personnalités du panthéon du régime de Chiyah. Par suite les deux rues commerciales les plus importantes d'Aïn AlReméné sont baptisées aux noms des deux anciens présidents de municipalités Lamah Lamah et Maroun Maroun. Toutefois, la municipalité ne se hasarde pas à changer l'appellation des rues portant le nom de Pierre Gemayel et de Camille Chamoun, les deux leaders et fondateurs des partis communautaires chrétiens les Kataeb et le Parti Patriotique Libéral. C'est notamment du côté de Mar Gerios et les rues qu'elle ouvre dans ce secteur qu'on peut voir l'effort toponymique de la municipalité.

Le quartier de *Haret AlMjedlé* à l'est d'Aïn AlReméné et séparé de ce quartier par le boulevard Camille Chamoun est rarement mentionné dans le discours municipal. La seule mention de ce quartier est dans l'énumération dans la revue municipale des équipements sportifs mis en place par la municipalité où on énumère un terrain de Basket-ball à Haret AlMjedlé. De fait, comme le signale le président du club social de Haret AlMjedlé⁴⁷⁹, ce quartier se considère lui-même comme une localité à part, vivant à la marge de Chiyah ; et en même temps le fait qu'il se trouve à cheval

⁴⁷⁷ Le terme est utilisé à plusieurs reprises dans la revue municipale de 2003

⁴⁷⁸ La fusillade d'un bus de supporters palestiniens de retour d'une manifestation politique qui passe à Aïn AlReméné et qui sera fusillé par les Phalangistes le 13 avril 1975 en réponse à l'assassinat d'un de leurs camarades garde de corps de leur chef Pierre Gemayel le jour même par des inconnus lors de l'inauguration d'une église à Aïn AlReméné.

⁴⁷⁹ Entretien juillet 2010

des territoires municipaux de Chiyah et Hazmié et à la périphérie de leurs quartiers centraux brouille leurs rapports à ces municipalités qui ne désirent pas piétiner sur les territoires des autres.

Les *deux boulevards de Camille Chamoun et Michel Zakkour* sont perçus par la municipalité comme un important atout pour le développement de Chiyah. C'est ici qu'on retrouve les grands investissements à Chiyah comme le centre commercial Galaxy ou les grandes concessions automobiles ou encore chaînes de restaurants internationales. L'ouverture de la concession de Nissan sur le boulevard Michel Zakkour est l'occasion de célébrations reprises sur plusieurs pages du magazine municipal de 2003. C'est ici que se joue la reprise économique de Chiyah et sa transformation en une importante centralité économique dans les banlieues de Beyrouth. Des zonages spéciaux sont prévus pour ces boulevards pour qu'il ne soit possible que la construction de grands projets⁴⁸⁰.

Le *souk Mouawad* est pratiquement le seul espace autre que Mar Mekhael de l'autre côté de la ligne de démarcation sur lequel le discours municipal s'attarde. De fait le souk est présenté dans le cadre de la relation avec l'association des commerçants du souk qui est perçue comme un exemple « réussi » de coopération entre la municipalité et les acteurs de l'autre côté de la ligne de démarcation. Ainsi, si ce souk qui se développe pendant la guerre n'est pas l'objet d'un attachement particulier de la part des acteurs du régime municipal, il a une place d'importance dans la carte mentale comme un exemple positif de ce que pourrait être de l'autre côté, notamment les quartiers loin de la ligne de démarcation. Le reste de Chiyah ouest s'il est jamais abordé c'est pour décrire la misère d'une situation de squat provoquée par la guerre – on reviendra plus loin sur ce point.

La *ligne de démarcation* est présentée dans les revues municipales comme un phénomène du passé, une réminiscence absurde de la guerre. Toutefois lors des entretiens⁴⁸¹ avec des responsables municipaux, ces derniers reconnaissent son existence pesante surtout dans les dernières années où elle est le théâtre d'affrontements entre des bandes de jeunes des deux côtés de la ligne de démarcation. Ces responsables soulignent par contre que la municipalité « fait ses devoirs des deux côtés ».

3.1.3 Les inclus et exclus de l' « identité de Chiyah »

La reconstitution de l'histoire et de la géographie de Chiyah par le conseil municipal et par extension le régime municipal est un puissant indicateur de l'impact de la gouvernance urbaine sur les dynamiques d'interdépendances sociospatiales entre les différents acteurs et les différents quartiers à Chiyah.

⁴⁸⁰ Entretien avec le secrétaire du conseil municipal en 2006

⁴⁸¹ Avec les secrétaires successifs du conseil municipal en mai 2006, août 2009, juillet 2010

On peut d'abord déceler dans la réécriture de l'histoire de Chiyah divers grands absents :

- *La population des minorités communautaires musulmanes* druze, chiite et sunnite composées d'anciennes familles inscrites depuis très longtemps sur les registres municipaux de Chiyah. Si son nombre est très minoritaire de l'ordre du 5% des inscrits, plusieurs interviewés⁴⁸² soulignent que nombre de personnes, notamment celles de communauté druze étaient de grands propriétaires terriens à Aïn AlReméné avant la guerre. Le discours municipal n'y fait aucunement référence.
- *L'histoire ouvrière* d'une importante centralité industrielle de l'avant-guerre. Si dans un passage rapide Gharios fait l'éloge du monde industriel, et notamment l'initiative de ses entrepreneurs, on ne peut trouver autre part une référence à une époque qui couvre une trentaine d'années où des milliers d'ouvriers travaillaient dans une zone regroupant des dizaines d'usines de tailles variables. Qui étaient ces ouvriers ? Où habitaient-ils ? Quel était leur rapport au reste de la commune ? Il faut aussi souligner qu'à cette époque Chiyah et Ghobeiri étaient un et même bassin industriel, ce qui implique des conséquences importantes sur les rapports entre les deux communes.
- *L'histoire des migrants*. Si le discours de la municipalité regorge de détails sur les clans familiaux et les notables « ahalis » de Chiyah, on ne trouve aucun détail sur ces « migrants ». Ces derniers ne présentent pas un tout homogène. Il y a ceux qui se sont installés dans les années 60 et 70, il y a les déplacés de la guerre, il y a les déplacés-squatteurs de Chiyah ouest, il y a les migrants de l'après-guerre. Tous ont leurs histoires et leurs rapports aux lieux. Toutefois ils sont tous balayés de l'histoire de Chiyah dans sa version municipale.
- *L'histoire des partis* et notamment des milices de la guerre à Chiyah. On peut identifier ici différentes attitudes de la part du discours municipal :
 - + Les différents partis chrétiens ne sont pas cités concernant l'histoire de la commune alors que celle-ci représentait une importante base populaire pour ces partis dans l'avant-guerre et une zone de contrôle direct de ceux-ci pendant la guerre. De fait comme l'indique Khuri (1975) pour l'avant-guerre, ces partis, et notamment les phalangistes, se sont ancrés à Chiyah au sein des familles migrantes et beaucoup moins dans les clans « ahalis ». Si les clans familiaux se sont dit chamounistes⁴⁸³ dans les élections de 1963 c'est beaucoup moins dans une logique d'affiliation partisane, plutôt un effort pour contrer la montée des phalangistes. L'article dans la revue municipale de 2003, qui signale la visite du président de la municipalité de Chiyah à la centrale du parti phalangiste pour féliciter le chef du parti Pakradouni de sa nomination comme ministre, n'indique pas une orientation de réhabilitation de la place du parti dans l'histoire de Chiyah telle que perçue dans le discours municipal. De fait, la logique est plus ici d'ordre politique. Sous la

⁴⁸² avec un architecte entrepreneur originaire d'Aïn AlReméné et y ayant son bureau en décembre 2009 et un moukhtar d'Aïn AlReméné en juillet 2010

⁴⁸³ Partisans du président Camille Chamoun

présidence de Karim Pakradouni, la centrale phalangiste a opéré un changement de cap par rapport aux positions traditionnelles du parti, elle s'est alliée au président de la république Emile Lahoud auquel, alors, la municipalité se disait affiliée.

+ Concernant l'histoire des milices chrétiennes de la guerre, on ne trouve aucune référence. C'est une partie de l'histoire de la commune à laquelle on ne veut pas revenir. Nous avons amplement discuté cela plus haut, on n'y reviendra pas ici.

+ On trouve une absence de toute référence concernant les partis chiites Amal et Hezbollah qui contrôlent Chiyah ouest pendant la guerre. Ils font eux aussi partie d'une histoire et d'une réalité que le régime en place à Chiyah a du mal à intégrer dans son discours. Nous reviendrons plus en détail plus loin sur cette question.

Les grands présents de l'histoire municipale sont les clans familiaux « ahalis », les notables originaires de Chiyah notamment les présidents de la municipalité, les députés et les ministres, et enfin les hommes d'église. Leur entente et coopération représentent l'idéal du régime municipal actuel à Chiyah, qui comme le dit le curé actuel de la paroisse maronite, se base sur un trépied, « la municipalité, l'association caritative et la paroisse maronite de Chiyah »⁴⁸⁴. Ainsi, comme prévu l'histoire de la municipalité est avant tout ici un outil de légitimation du régime actuel et de son projet.

La carte mentale qu'on décèle dans le discours municipal – autre élément fondateur de l'identité de la commune – redéfinit une hiérarchie des lieux qui met en avant certains lieux qui ont une valeur de mémoire pour les principaux acteurs du régime comme Mar Mekhael et Mar Antonios, ou une importance stratégique pour l'action municipale comme Mar Gerios, d'autres zones de Karm AlZeitoun et souk Mouawad. Toutefois, d'autres zones sont absentes de ce discours. C'est le cas de Haret AIMjédlé et Hay AlAmarken tous deux en périphérie du périmètre municipal et semblent évoluer en marge de celui-ci. D'autres encore sont négativement perçus, ou plutôt perçus comme des réalités temporaires qui devraient changer une fois la question du squat et des déplacements réglée. C'est notamment le cas de quartiers comme Maroun Misk et Bir AlAbed. Le régime municipal refuse d'accepter leur situation comme celle de quartiers ayant une réalité propre avec des dynamiques sociales et économiques propres. Cette carte mentale affecte fortement comme on verra le « projet de ville » de la municipalité de Chiyah.

3.2 Le Projet de Ville du régime municipal de Chiyah

Nous avons pu identifier à partir du discours municipal les principaux éléments définissant le projet de ville de Chiyah. Ce projet qui se veut un projet de modernisation et de développement

⁴⁸⁴ Entretien en mai 2006

de la commune se base sur des grands principes et objectifs et mobilise certains secteurs plus que d'autres.

3.2.1 Les grands principes

On a pu déceler dans le discours municipal et notamment dans celui du président de la municipalité Mr. Gharios, un ensemble de principes qui guident l'action de son conseil.

Développement local et politiques publiques

Pour Mr. Gharios « L'action municipale est une affaire de développement et non de politique »⁴⁸⁵. Par politique ici Gharios entend le jeu politique libanais dominé par les antagonismes partisans et communautaires. En d'autres termes, les partis doivent s'abstenir d'imposer leurs agendas et doivent laisser la sphère politique locale aux clans familiaux qui sont sensés mieux connaître leurs communes et leurs besoins. L'action municipale, pour lui comme pour beaucoup d'acteurs dans la sphère publique, doit rester loin de ces antagonismes et doit viser strictement l'acheminement d'une offre en services et équipements à la population. Penser l'action municipale doit se faire en des termes techniques purs. En bref, Mr. Gharios se reconnaît dans une représentation du rôle de la municipalité comme celui du « bon père » qui amène les services à la population et « renforce en conséquence son lien avec sa terre »⁴⁸⁶.

Bien sûr cette approche de la question municipale qui présente la politique comme futile et dangereuse pour la solidarité locale est assez conservatrice et permet aux acteurs traditionnels comme les clans familiaux, de se maintenir comme le centre du jeu politique local. Toutefois, Mr. Gharios cherche à se présenter comme un réformateur et un homme d'institutions, l'homme à la tête d'une machine responsable et efficace.

Ainsi, en ferme défenseur des acquis de la décentralisation il avance que « De mon point de vue le bon développement des sociétés doit se faire à travers les autorités locales, car aucune autorité centrale avec toutes les ressources et les moyens dont elle pourrait disposer ne peut faire les activités que peuvent faire les autorités locales. Les municipalités sont mieux disposées à faire d'une façon plus efficace et plus nuancée les projets portés par l'autorité centrale. Et comme je l'ai déjà dit la municipalité est l'institution publique la plus proche du citoyen, car elle a les moyens et l'énergie pour être au plus près des vieux, des enfants et des jeunes et de façon effective qui lui permet de répondre à leurs rêves et aspirations dans tous les secteurs sociaux, sanitaires, de développement... Alors que l'autorité centrale ne peut être sensible et bien aborder ces aspects cruciaux de la vie du citoyen. »⁴⁸⁷.

⁴⁸⁵ (Al-Charq : Nisreen Hijazi – 17/07/1999)

⁴⁸⁶ Entretien avec Gharios dans la revue municipale de 2002

⁴⁸⁷ Entretien avec Gharios dans la revue municipale de 2002

D'autre part, il avance des propos qui soulignent une volonté d'une plus grande transparence et démocratie entre les responsables municipaux et la population. En affirmant que l'action municipale a profondément changé dans les pays développés depuis les années 60 pour une plus grande participation, il insiste sur le besoin de suivre cette voie « C'est une chose élémentaire que le conseil municipal entende les besoins des gens surtout que son pouvoir est issu du peuple qui l'a élu [...] Cette nouvelle réalité change l'image traditionnelle de la municipalité de l'image de 'la police et collecteur d'impôts' pour dessiner une image plus progressiste de l'autorité locale veillant sur la qualité de vie des gens et la prise en charge de leurs problèmes »⁴⁸⁸. De même Mr. Gharios se dit pour un abrégement des mandats municipaux pour devenir 4 ou 5 ans renvoyant les conseils plus souvent devant leurs électeurs, et d'autre part pour plus de décentralisation⁴⁸⁹. Enfin il est pour une réforme de la caisse autonome des municipalités pour qu'elle devienne plus performante et que ses rapports avec les municipalités soient plus clairement identifiés et codés. Cela notamment à travers la proposition d'un plan quinquennal qui détermine les parts des municipalités et leurs dus ce qui permettrait à celles-ci de mieux s'organiser⁴⁹⁰.

Tout en tenant ce discours de réforme Mr. Gharios est conscient du rôle central du président de la municipalité au niveau administratif qu'au niveau social dans la réussite d'un projet municipal au Liban. Mr. Gharios assimile fortement l'expérience de gestion municipale et celle d'un chef d'entreprise : son engagement dans le champ municipal vient après une réussite sur le plan professionnel et dans une logique de refus de la mentalité de la « critique pour la critique » mais bâtie plutôt sur le pari du possible à travers l'action⁴⁹¹.

Nous pensons qu'il faut bien se garder de voir dans les principes affichés – « le rêve d'un Chiyah exemplaire à l'image de ce qu'on voit dans les pays développés »⁴⁹² à travers les réformes et une action municipale apolitisée⁴⁹³ – mobilisant le projet de ville du régime municipal de Chiyah plus qu'un effet d'enseigne pour légitimer l'action de celui-ci. De fait on ne voit aucun changement structurel dans la façon de « faire politique » localement à Chiyah : les clans familiaux conservent leur contrôle de la politique locale et le président de la municipalité reste l'acteur tout puissant qui mène à sa guise la barque municipale.

3.2.2 Les objectifs

⁴⁸⁸ (Propos d'une conférence de Gharios à l'invitation du rassemblement des mouvements de Mar Gerios – Revue municipale 2002)

⁴⁸⁹ (Al-Mouraqeb – septembre 2002)

⁴⁹⁰ (Al-Mouraqeb – septembre 2002)

⁴⁹¹ Entretien avec Gharios dans la revue municipale de 2002

⁴⁹² Editorial de Gharios dans la revue municipale de 2002

⁴⁹³ Entendre non discriminante en termes d'antagonismes politiques

Hors ces grands principes affichés, on peut identifier dans le discours de la municipalité des objectifs d'action plus ou moins clairement formulés.

Chiyah le village

« A Chiyah comme dans les autres banlieues, seulement 5% des habitants sont de la population originaire. Nous essayons tant que possible de garder l'esprit villageois [de la commune] et de rester en contact avec les gens »⁴⁹⁴. La mission essentielle du conseil municipal, comme perçue par Mr. Gharios, est de « servir et prendre soin des 'fils de la région' »⁴⁹⁵.

Chiyah a beau changer et devenir une imposante commune de la banlieue de Beyrouth, aux constructions très denses et avec une population de plus de 60000 personnes, pour le régime municipal elle reste un « grand village ». Si l'urbanisation rampante et le besoin réel d'espaces verts mène les acteurs du régime dans des nostalgies rurales, c'est pour rechercher une forme de communion afin de briser les dynamiques de fragmentation sociales et territoriales à l'œuvre à Chiyah. En fait, l'enjeu pour le régime est de fédérer tous ces groupes d'acteurs différents dans une grande communauté. Pour atteindre cet objectif il est crucial de développer une solidarité communale à travers un engagement municipal pour aider les personnes les plus vulnérables et pour créer des cadres où les gens peuvent partager des expériences communes.

Le régime ne part pas de zéro, il se base sur un réseau déjà en place et qu'il vise d'élargir : « Chiyah a connu des moments difficiles pendant la guerre. Chose qui a choqué nombre de fils de Chiyah qui, après la guerre et à partir d'amitiés, ont mis en place un réseau de personnes qui se rencontrent pour échanger des idées et voir ce qui est possible d'être fait en ces circonstances. Les élections municipales ont joué en faveur de la mise en action de ce réseau. »⁴⁹⁶. Ces personnes sont d'anciennes amitiés et connaissances tous « ahalis » de Chiyah et qui se sont regroupées autour de la personne du président de municipalité actuel Mr. Gharios. De fait, ces relations ont pu être entretenues malgré le déplacement, l'émigration et la dissolution du cadre physique du Chiyah traditionnel et cela grâce aux traditions sociales ainsi que le rôle de la paroisse maronite de Mar Mekhael et l'association caritative de Chiyah comme cadres importants de la sociabilité locale.

Les paroisses maronites et grecques catholiques de Chiyah ainsi que l'association caritative, sont d'importants membres du réseau que la municipalité essaie de mettre en place en intégrant d'autres acteurs au sein de son régime. A ces trois organisations et les mouvements et autres associations qui leurs sont affiliées, les revues municipales consacrent presque la moitié de leurs

⁴⁹⁴ (Article de Ghada Eid dans Nidaa Al-Watan – 30/03/1999)

⁴⁹⁵ (Article de Ghada Eid dans Nidaa Al-Watan – 30/03/1999)

⁴⁹⁶ Entretien avec le secrétaire du conseil municipal 2006

pages. La municipalité participe à leurs actions en les parrainant et souvent en les finançant. Ces activités, notamment les festivals et les soirées qu'elles organisent sont des occasions de rassemblement de larges pans de la population locale. D'autre part la municipalité œuvre pour la formation de nouvelles associations comme celle de l'association des commerçants de Karm AlZeitoun. Cette dernière représente une extension du régime pour inclure un groupe influent et un important partenaire pour l'action de la municipalité.

Enfin, la municipalité organise elle-même ses propres actions dans ce sens allant du festival annuel aux journées pour les enfants, les mères ou les gens du troisième âge. La municipalité ne tarit pas de trouver – ou créer – des occasions pour rassembler la population et vivre en communion un événement : une fête dans les rues pour la réception de la nouvelle Miss Liban originaire de Chiyah, des processions religieuses dans les rues pour le passage des reliques de sainte Thérèse de l'enfant Jésus, l'organisation d'une visite à Bkirki pour souhaiter le bon retour au patriarche maronite et lui assurer le soutien de la population à ses positions politiques...

Toutefois, la stratégie centrale de la municipalité en la matière est selon Mr. Gharios l'amélioration du cadre spatial et la construction de nouveaux espaces publics, jardins et équipements⁴⁹⁷. Ces espaces sont sensés présenter un riche cadre de sociabilité à travers la diversité des usages possibles. Différents équipements aussi, que la municipalité cherche à mettre en place, ont pour raison d'être la réponse à cet objectif.

Le grand projet dans ce sens est sans doute le centre culturel et sportif que la municipalité est en train de bâtir à l'est d'Aïn AlReméné près de la statue de cartouches. Ce centre, outre la bibliothèque et le terrain de sport, comprend une salle de fêtes et une autre pour les mariages. Pour Gharios c'est le couronnement des efforts que la municipalité a déployé sur des années, une preuve physique que Chiyah se redresse enfin de la guerre. Ce centre devrait dans les vues de la municipalité devenir le cœur battant de la vie sociale et culturelle de la commune. Toutefois ce n'est pas le seul projet dans ce sens. Différents projets visent différents groupes sociaux et tranches d'âge. On a les terrains de jeux pour une jeunesse à laquelle la municipalité donne la priorité en termes d'actions sur le niveau social. On a aussi un projet sous étude visant la construction d'un centre de « Day Care » pour des gens du troisième âge qui pourraient s'y retrouver quotidiennement et bénéficier de ses services.

Chiyah le phénix

La métaphore du phénix, dont on abuse au Liban pour décrire le pays se relévant de la guerre, est aussi mobilisée au niveau local à Chiyah. Les mots ne manquent pas aux acteurs du régime pour mettre en valeur le passage de Chiyah « d'une commune dont l'image est celle de la guerre à une

⁴⁹⁷ (Al-Nahar - 26/06/2003)

commune qui va dans le sens du progrès »⁴⁹⁸. On peut lire des descriptions lyriques de cette résurrection⁴⁹⁹ ou encore admirer dans la revue municipale de 2002 tout un dossier de photos sur la métamorphose physique de la commune entre la situation de la guerre et la situation présente conséquence de l'action municipale.

Le programme municipal de la liste « Chiyah Awalan »⁵⁰⁰ de Mr. Gharios aux élections de 1998 est une entrée pour comprendre comment le régime envisage sortir Chiyah de la guerre⁵⁰¹. Outre le balayement des traces physiques de la guerre, la liste veut en finir en priorité avec la ligne de démarcation en récupérant Mar Mekhael et en y fondant à partir d'équipements et d'investissements une importante centralité, notamment économique, dans les banlieues. En même temps, elle cherche à garder un enracinement des « fils de Chiyah » - entendre les « ahalis » - à Chiyah ouest et favoriser le retour des chrétiens sur la ligne de démarcation en encourageant les projets, surtout résidentiels, du waqf maronite à Mar Mekhael et en cherchant à construire un projet résidentiel pilote financé par la municipalité près de cette ligne. Enfin, elle veut renforcer la dynamique économique commerciale de la commune et encourager le monde associatif local.

Ainsi, la question du relèvement des débris de la guerre est une des grandes opérations financées par la municipalité (de l'ordre de 300000\$⁵⁰²) mais elle est considérée comme un impératif d'urgence pour « redonner vie à la commune ». Elle comprend le prélèvement de plus de 1500 camions de déchets, barricades et bâtiments écroulés⁵⁰³. Cette première action est suivie d'une mobilisation de la municipalité pour accompagner l'effort de reconstruction.

Cette mobilisation se fait d'abord sur le plan politique pour inclure Chiyah dans les plans prioritaires du gouvernement en la matière. Ceci aboutit à une coopération avec le CDR et le ministère des déplacés où la municipalité met en place un plan de redressement de la situation physique. Le plan vise principalement les bâtiments endommagés sur la ligne de démarcation, à travers une intervention de la caisse des déplacés qui en prend en charge la restauration et une autre intervention du CDR pour la destruction des bâtiments irrécupérables. Dans certains quartiers – à l'est – la municipalité essaie de compléter cet effort en prenant en charge en coopération avec les propriétaires la restauration des façades endommagées⁵⁰⁴.

Toutefois cette approche de renouvellement physique commence vite à afficher ses limites. De fait, la question de la restauration des bâtiments et des espaces publics est enchevêtrée à d'autres plus complexes, concernant les déplacés, les squatteurs et de façon plus large la relation à la population et aux acteurs de la communauté chiite. Ainsi, concernant le secteur de Mar Mekhael,

⁴⁹⁸ (28/03/2006 – Al-Liwaa : Younis AlSayed)

⁴⁹⁹ dans l'entretien du président de l'association des commerçants dans la revue municipale de 2002

⁵⁰⁰ qui veut dire littéralement « Chiyah d'abord »

⁵⁰¹ Le programme est repris dans la revue municipale de 2002

⁵⁰² Entretien avec le secrétaire du conseil municipal de Chiyah, mai 2006

⁵⁰³ (Article de Ghada Eid dans Nidaa Al-Watan – 30/03/1999)

⁵⁰⁴ Entretien avec Gharios dans la revue municipale de 2002

les divergences entre le ministère et la caisse des déplacés d'une part et les acteurs locaux – notamment les partis chiites – d'autre part, sur les procédés et les sommes à rembourser cause une halte des procédures et un arrêt des travaux⁵⁰⁵.

Ce qui complique l'affaire c'est que des 46 bâtiments pris en charge par le ministère des déplacés et le CDR seulement quatre sont inhabités⁵⁰⁶, et que la propriété d'une bonne partie de ceux-ci revient à des déplacés. Ceci met la municipalité sous beaucoup de pression de la part de la population, alors qu'elle n'est pas directement incluse dans l'opération et que c'est le ministère des déplacés qui est responsable du dossier⁵⁰⁷.

En 2010, ce dossier n'est toujours pas clos. La guerre de 2006⁵⁰⁸ ramène d'ailleurs son lot de destructions : destruction du croisement Mar Mekhael, 14 immeubles totalement détruits à Chiah, 11 risquant l'écroulement et 15 endommagés, ceux-ci incluent plus de 512 appartements, 270 bureaux, commerces et entrepôts. Leur reconstruction coûte des dizaines de millions de dollars⁵⁰⁹. Ces immeubles sont tous du côté de Chiyah ouest, leur restauration est prise en charge par leurs propriétaires ou par le projet Waed du Hezbollah avec des indemnités de l'Etat libanais.

Comme le dit le secrétaire du conseil municipal en 2010 « on se sent impuissant face à une question et des enjeux qui nous dépassent »⁵¹⁰. Toutefois ce sentiment d'impuissance n'a pas toujours existé, pour son programme de 1998 la liste de Mr. Gharios met en tête de ses priorités la résolution de la question des déplacés. Sur des années, cette question est un des principaux objectifs affichés de la municipalité.

Restituer le Chiyah déplacé

« La mobilisation sérieuse pour récupérer les propriétés squattées des fils de Chiyah, protéger les droits des déplacés et traiter les raisons de vente de leurs biens » est le second point du programme municipal de la liste « Chiyah Awal » de Gharios aux élections de 1998⁵¹¹. C'est une haute priorité du régime municipal pour laquelle il essaie d'œuvrer tout au cours de ses deux mandats.

Dès 1999, le régime municipal – en s'appuyant sur ses relais au niveau national et notamment le président de la république – réussit à mettre Chiyah parmi les communes prioritaires concernant

⁵⁰⁵ Entretien avec Gharios dans la revue municipale de 2002

⁵⁰⁶ (Al-Charq : Nisreen Hijazi – 17/07/1999)

⁵⁰⁷ (28/03/2006 – Al-Liwaa : Younis AlSayed)

⁵⁰⁸ Suite à la prise en otage de deux soldats israéliens par le Hezbollah pour revendiquer la libération de résistants libanais détenus en Israël, ce dernier déclare une guerre de grande ampleur avec pour but l'éradication du Hezbollah. Pendant 33 jours de bombardements intensifs qui causent une vaste destruction touchant des milliers de bâtiments et le gros de l'infrastructure du pays. La résistance du Hezbollah à l'invasion terrestre comme la riposte continue en missiles sol-sol vers les villes du nord d'Israël, ramènent à un cessez-le-feu et le retrait de l'armée israélienne.

⁵⁰⁹ Al-Anwar : Mohammad Khalil Sebai - 31/08/2006

⁵¹⁰ (entretien avec le secrétaire du conseil municipal – 01/07/2010)

⁵¹¹ Le programme repris dans la revue municipale de 2002

l'indemnisation des déplacés. Une coopération est mise en place entre la municipalité, la caisse des déplacés et le CDR pour organiser l'indemnisation des évictions⁵¹². Le plan d'organisation des indemnisations est lié au plan de restauration des bâtiments endommagés par la guerre et financé par la caisse, ce dont nous avons discuté plus haut.

Ainsi on peut lire dans un encadré de la revue municipale intitulé « la municipalité suit le dossier de l'éviction des squatteurs et de la restauration des bâtiments » que la municipalité organise une rencontre entre les déplacés et le ministre des déplacés. Le ministre promet de lancer le dossier de Chiyah en mai 2001 et que ce dernier serait exécuté en 3 mois. La caisse indemniserait les déplacés proportionnellement à la surface de leur bien en m². Toutefois la revue souligne que bien que l'étude soit terminée, le problème vient plus tard avec le problème du « gonflement du nombre de bénéficiaires ».

En effet, la situation s'est compliquée quand les chiffres avancés par la caisse des déplacés concernant le nombre des familles de squatteurs et ceux avancés par les partis chiites, notamment Amal, influent dans ce secteur, ne concordent pas. La caisse accuse le parti de gonfler le nombre de ces familles⁵¹³. Les négociations n'avancent pas et le processus bloque. La municipalité d'après la revue bien que bienveillante se positionne clairement du côté de la caisse des déplacés.

Ce n'est qu'en 2004 qu'on peut lire un communiqué de la municipalité de Chiyah soulignant une « réalisation historique » suite à laquelle les propriétaires du quartier de l'église pourront récupérer leurs propriétés après 29 ans⁵¹⁴. Une réunion se tient à la municipalité de Chiyah entre les différentes administrations concernées pour organiser le retour des parcelles dont les squatteurs sont évincés à leurs propriétaires⁵¹⁵. On parle de 70 parcelles retournées à leurs propriétaires⁵¹⁶.

Cette « réussite » de la municipalité se limite toutefois au secteur de Mar Mekhael, d'autres secteurs de Chiyah ouest sont encore matière à litige. Et pour la municipalité, comme pour tout le régime, le dossier n'est pas clos. Mais la situation de Chiyah de 1998 à 2010 change profondément et celle de la municipalité avec.

En effet, on peut remarquer que l'objectif concernant les déplacés, affiché dans le programme de 1998, ne parle aucunement d'un retour des déplacés mais de protection de leurs biens. C'est-à-dire que déjà à l'époque quelque part dans l'arrière-pensée des acteurs du régime le retour est perçu comme impossible ou du moins improbable. Ceci s'inscrit à notre avis dans une logique de fuite de la mixité qui semble être dominante dans les communautés chrétiennes à Chiyah. Que ce soit par chauvinisme communautaire ou suite aux représentations très négatives qu'a une part

⁵¹² (Al-Charq : Nisreen Hijazi – 17/07/1999)

⁵¹³ La décision du conseil des ministres concernant la question du déplacement dans tout le Liban a été l'indemnisation des déplacés et ceux qui occupaient leur logement en squatteurs.

⁵¹⁴ (Al-Moustaqbal - 08/10/2004)

⁵¹⁵ (Al-Bayraq - 16/10/2004)

⁵¹⁶ (Al-Bayraq - 18/10/2004)

importante de la population d'Aïn AïReméné concernant celle de Chiyah ouest comme le souligne Ababsa (1999)⁵¹⁷ ou encore pour fuir des « problèmes potentiels » comme nous l'a répété un grand nombre d'acteurs à Aïn AïReméné⁵¹⁸, tout mène aux mêmes faits.

En 1998, pour le régime municipal qui voit le « retour » du secteur de Mar Mekhael comme imminent, la question de la mixité se pose réellement seulement pour les quartiers de Bir AïAbed et Mouawad. Ce régime accepte de fait la « perte de ces quartiers aux chiites » puisque la très grande majorité des propriétaires d'avant-guerre ont déjà vendu leurs biens aux nouveaux occupants⁵¹⁹. Ce qui n'est pas le cas de Mar Mekhael où le grand propriétaire est le waqf maronite. Or depuis lors, la situation change.

Après la guerre de 2006, il y a consensus chez les différents acteurs et observateurs que beaucoup de ménages de la communauté chiite viennent s'installer à Aïn AïReméné. Il est sûr qu'avant cette date des ménages de cette communauté sont déjà présents à Aïn AïReméné, toutefois, c'est à partir de cette date qu'on commence à entendre les acteurs locaux en parler. De fait, on n'a pas de chiffres sur cette question, ce qui fait que la perception de cette réalité est en proie aux différentes représentations que s'en font les différents acteurs.

Cette situation nouvelle déstabilise l'option d' « ouverture » que le régime cherche depuis son premier mandat à mettre en place envers les acteurs de la communauté chiite. Ainsi l'objectif de maintenir les « fils de Chiyah » à Aïn AïReméné commence à prendre un autre sens avec ce que les acteurs d'Aïn AïReméné conviennent d'appeler « l'étalement chiite ».

Maintenir les « fils de Chiyah » à Aïn AïReméné

« Agir auprès de tous les responsables concernés pour assurer de l'habitat populaire pour faire de sorte que nos parents ne délaissent pas leurs maisons et leurs terres à Chiyah » est la troisième priorité du programme municipal de la liste « Chiyah Awalán » de Mr. Gharios aux élections de 1998⁵²⁰.

Cet objectif est au centre des priorités du régime. La question est avant tout celle de la continuité, de passer à une autre génération un héritage aussi bien matériel que social. Les défis sont nombreux. Il y a avant tout comme on a discuté le défi de refonder un sentiment de communauté

⁵¹⁷ Dans une étude sur les représentations des deux côtés de la ligne de démarcation entre Chiyah ouest et Ghobeiri d'une part et Aïn AïReméné d'autre part, Myriam Ababsa montre que les représentations négatives dominent du côté chrétien notamment chez les femmes.

⁵¹⁸ à commencer par la municipalité (entretien avec le secrétaire du conseil municipal – juillet 2010). Dans cet entretien mon interlocuteur assure que les jeunes de la communauté chrétiennes voulant vivre loin des lignes de tension choisissent de s'installer dans la lointaine périphérie dans le Matn et Kesrwan où leurs communautés sont dominantes.

⁵¹⁹ Par contrainte ou par besoin pour pouvoir mieux s'installer dans les quartiers du milieu d'accueil où ils vivent depuis plus de 30 ans. (entretien avec le secrétaire du conseil municipal – juillet 2010)

⁵²⁰ repris dans la revue municipale de 2002

dans une situation de fragmentation sociale de plus en plus forte, il y a ce qui est en rapport avec la récupération de lieux et de propriétés détruits ou squattés et qui regorgent de mémoire, et il y a aussi et surtout le défi de créer un milieu urbain organisé et économiquement viable.

En effet, Chiyah est une commune qui a payé lourdement le tribut de la guerre : destruction des infrastructures, problèmes sociaux et une économie disloquée. Toutefois l'après-guerre amène aussi ses propres défis, notamment la flambée des prix du foncier et de l'immobilier dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine. Ce défi économique a des conséquences importantes dont la tendance des jeunes ménages à aller s'installer dans les périphéries lointaines qui sont plus abordables.

Le régime essaie de freiner cette hémorragie de deux façons. D'abord en renforçant l'attractivité et la viabilité économique de Chiyah, et d'autre part en aidant les « jeunes de Chiyah » à s'y installer.

Sur ce second point, qui est la troisième priorité du programme électoral de « Chiyah Awalan », la municipalité réussit une première. Ainsi Mr. Gharios affirme que la municipalité a pu bénéficier d'un décret présidentiel lui permettant de construire et de vendre de l'habitat aux gens de Chiyah « inscrits à la commune », une première en son genre⁵²¹. Ce décret est reproduit sur une page entière de la revue municipale de 2002. La municipalité ne tarde pas à acheter un terrain non loin de la ligne de démarcation pour construire son ensemble résidentiel.

Toutefois ce projet ambitieux se heurte à la réalité politique du pays. Avec la tension montante à partir de 2004⁵²², le projet se bloque. En effet comme nous le dit le secrétaire du conseil municipal en 2006, dans ce climat politique personne ne veut vivre dans des zones connues pour leur tension et surtout pas près de la ligne de démarcation⁵²³.

La municipalité n'est pas le seul acteur du régime qui œuvre dans le sens de cet objectif. Le waqf maronite, important propriétaire foncier dans le secteur de Mar Mekhael a son propre projet. Le projet consiste en un ensemble résidentiel et commercial dont le coût s'élève à cinq millions de dollars⁵²⁴. Ce projet n'est pas non plus exécuté, faute de ressources financières. Le waqf a aussi nombre de propriétés dans l'entourage de Mar Mekhael qu'il loue actuellement; toutefois les locataires sont pratiquement tous de la communauté chiite.

La municipalité se retrouve ainsi dans l'impasse sur ce dossier. À partir de 2007, on peut sentir un changement de l'approche de la municipalité concernant ce dossier. On passe d'un discours

⁵²¹ Entretien avec Gharios dans la revue municipale de 2002.

⁵²² Le vote au conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1559 qui est à l'origine d'un repositionnement politique des grands acteurs de la politique intérieure et une tension qui s'accroît avec l'assassinat de l'ancien premier ministre Hariri.

⁵²³ Entretien en mai 2006

⁵²⁴ Entretien avec le curé de la paroisse - mai 2006

mettant en avant le défi économique poussant les jeunes couples à quitter Chiyah et le besoin d'habitat abordable à la nécessité de faire face à « l'étalement chiite » principal défi pour l'identité de la commune.

On peut sentir ce changement en comparant les propos tenus dans les entretiens en mai 2006 et en juillet 2010 par les secrétaires successifs du conseil municipal de Chiyah. En 2006, la question n'est même pas posée. Le secrétaire d'alors avoue l'échec de l'approche favorisée par la municipalité mais accuse un contexte politique explosif au niveau national tout en comptant sur un demain meilleur pour continuer l'initiative⁵²⁵. Ce n'est pas le cas en 2010. Le secrétaire municipal actuel affiche directement dans l'entretien – sans lui avoir posé la question – que ce qui préoccupe le plus la municipalité de Chiyah et représente une priorité pour elle est comment faire face à « l'étalement chiite » c'est-à-dire l'achat de terrains et l'installation à Ain AIRéméné de ménages de la communauté chiite. Ceci est présenté comme un fait massif qui met en danger la commune de Chiyah qui risque d'après les dires de ce secrétaire de se transformer en un autre Mreijé ou Haret Hreik. Ceci, selon lui, s'accroît par le fait que « les jeunes ménages chrétiens fils de Chiyah cherchent la stabilité » et par suite quittent Chiyah pour d'autres lieux plus calmes dans les banlieues est et nord⁵²⁶.

Toutefois, il souligne que la municipalité n'a pas les moyens légaux pour interdire ces achats, ainsi sa réponse vient sous divers aspects : une campagne de mobilisation officieuse pour rendre les gens d'Ain AIRéméné conscients de la « situation », soutenir des personnalités « fils de Chiyah » qui se disent prêtes à racheter les terrains mis sur le marché à Ain AIRéméné. D'autre part, ces personnalités construisent aussi de l'habitat visant les « fils de Chiyah » d'abord et les chrétiens ensuite⁵²⁷.

Ce nouveau slogan de « contrer l'étalement chiite » est matière à controverse parmi les acteurs de Chiyah. En fait elle s'inscrit dans un contexte plus large concernant les positions de Mr. Gharios par rapport à la situation politique au niveau national à partir de 2005. En effet, Mr. Gharios cherche tout au long de son premier mandat de se démarquer des partis et de souligner son indépendance. Sa liste de 2004 affronte d'ailleurs deux listes, une soutenue par les Forces Libanaises et une autre par le Courant Patriotique Libre du général Aoun. Mais 2005 amène de grands changements dans le champ politique au sein des communautés chrétiennes. Le président de la république Emile Lahoud se trouve politiquement isolé et assiégé, alors que les deux leaders du camp chrétien de la période de la guerre le général Aoun et Samir Geagea sont de retour comme les deux grands zaims de ces communautés. Le député Michel AIMurr, le beau-père de Mr Gharios, se rallie politiquement à Aoun pour les élections législatives de 2005. En février 2006 Aoun signe une feuille d'entente avec Hassan Nasrallah leader du Hezbollah, à l'église Mar Mekhael. Gharios est présent à cet événement qui propulse Chiyah au plan national. Toutefois le

⁵²⁵ (entretien avec le secrétaire du conseil municipal – mai 2006)

⁵²⁶ (entretien avec le secrétaire du conseil municipal – 01/07/2010)

⁵²⁷ (entretien avec le secrétaire du conseil municipal – 01/07/2010)

député AIMurr commence graduellement à se distancer d'Aoun à partir de 2007 pour passer plus tard au plan adverse. Mr. Gharios suit son beau-père. Il quitte même son poste à la tête de la municipalité⁵²⁸ pour se présenter aux élections législatives de 2009 sur les listes de la coalition du 14 mars⁵²⁹. Candidat malheureux aux législatives, il se représente aux élections municipales de 2010 comme tête de liste à Chiyah d'une liste d'« entente » où tous les partis politiques chrétiens sont présents.

Nous pensons que ce va et vient dans le positionnement politique de son leader marque fortement les positions de la municipalité par rapport à la question de l'« étalement chiite ». En fait, le discours est beaucoup influencé par les alliés politiques (CPL ou FL) qui sont eux, comme on a pu le constater dans nos entretiens, fort divisés sur la question.

Les Forces Libanaises dans un entretien⁵³⁰ avec leur responsable à Chiyah voient cet « étalement chiite » d'un œil suspect. Ce responsable avance que des entrepreneurs du bâtiment de la communauté chiite sont en train d'acheter des terrains à Chiyah au prix fort, y construisent des bâtiments qu'ils vendent à une population de la communauté chiite. Pour lui il y a certainement une organisation qui est en train de mettre tout cela en œuvre. Il va jusqu'à dire que c'est un danger qu'il faut contrer par tous les moyens. Ce responsable souligne que les Forces Libanaises ne cherchent pas la confrontation mais trouvent que le meilleur moyen pour contrer ce phénomène est d'acheter les terrains offerts sur le marché par des gens des communautés chrétiennes. D'autre part les Forces Libanaises ont un projet de construction d'immeubles résidentiels à Ain AIReméné sur des parcelles proches de la ligne de démarcation dont les appartements seront vendus à des prix bien au-dessous des prix du marché à des partisans des Forces Libanaises. Ces jeunes gens « portant notre cause seront le fer de lance de notre résistance à Chiyah »⁵³¹.

La position des acteurs proches du Courant Patriotique Libre est assez différente. Dans un entretien⁵³² avec un moukhtar d'Ain AIReméné, celui-ci assure qu'il serait faux de voir dans ce phénomène une « invasion ». Il souligne que ces entrepreneurs sont d'abord des hommes d'affaires qui vendent aussi bien à des ménages de communautés chrétiennes qu'à ceux de communauté chiite⁵³³. Ces ménages de communauté chiite sont ici car ils trouvent les équipements, notamment scolaires, dont ils ont besoin et cherchent à sortir de la banlieue sud.

⁵²⁸ Remplacé par Mr. Rahal, considéré comme proche des Forces Libanaises

⁵²⁹ Coalition présidée par Saad Hariri fils de l'ancien premier ministre et incluant principalement le parti de Walid Joumblatt ainsi que les phalangistes et les Forces Libanaises

⁵³⁰ Entretien avec le responsable des Forces Libanaises à Chiyah – décembre 2009

⁵³¹ Entretien avec le responsable des Forces Libanaises à Chiyah – décembre 2009

⁵³² Entretien avec un moukhtar d'Ain AIReméné – juillet 2010

⁵³³ Il souligne avoir observé lui-même la situation dans le cas d'une dizaine d'immeubles construits par ces entrepreneurs. Il a remarqué que s'il y a une importante proportion de ménages de la communauté chiite la majorité sont de communautés chrétiennes

Le conseil municipal issu des urnes de mai 2010 est basé sur une liste dite « d'entente » entre le groupe de Gharios et des partis chrétiens locaux. C'est un changement de taille par rapport à la situation de celle des douze dernières années. Les clans familiaux acceptent une représentation partisane forte à l'institution au centre de leur régime. Ceci a bien des répercussions sur le régime lui-même et sa stabilité. De fait même, d'autres organisations qui forment les piliers de ce régime connaissent de vives dissensions internes sur base du déchirement politique au niveau national dans les communautés chrétiennes entre le leadership d'Aoun et celui de Geagea. Ainsi, par exemple, l'association des commerçants de Karm AlZeitoun à Chiyah connaît de dures élections fin 2009 pour sa présidence, qui finissent par être remportées par le responsable des Forces Libanaises à Chiyah qui cumule aujourd'hui les deux responsabilités.

On est de fait dans une situation nouvelle pour le régime qui essaie de s'adapter aux nouvelles données. Il est encore très tôt pour pouvoir analyser l'impact de ces changements sur la structure et la politique de ce régime. Dans cette étude on se suffira aux deux mandats municipaux qui couvrent la période 1998-2010. Concernant la question communautaire, on peut dire ainsi que le régime de Chiyah passe d'une logique où dominaient l'ouverture aux acteurs de la communauté chiite et l'effort pour « récupérer » Mar Mekhael à une autre logique où domine l'effort pour contrer « l'étalement chiite ».

Cette question plombe lourdement la réalisation des principaux objectifs que le régime choisit de cibler en 1998. Toutefois, concernant d'autres importants objectifs notamment la contribution au développement économique de la commune et l'amélioration du cadre physique, le bilan du régime est nettement plus en phase avec ses objectifs.

Chiyah une polarité économique (voir planche 13- 4. et 5.)

« Encourager et aider les fils de Chiyah à investir leur argent dans la commune et organiser les souks commerciaux et les développer dans les trois quartiers de Chiyah, entendre Karm AlZeitoun, Mar Mekhael et Bir AlAbed » est un point important du programme municipal de la liste « Chiyah Awalan » de Mr. Gharios aux élections de 1998⁵³⁴.

L'essor économique est un défi de taille du régime. Toutefois, ses principaux acteurs sont conscients que la période industrielle à Chiyah est finie et impossible à ressusciter. En fait, les grandes surfaces nécessaires à de telles structures sont de moins en moins disponibles, et d'ailleurs les grands industriels de Chiyah d'avant la guerre ont déménagé vers les banlieues plus lointaines notamment Kfar Chima et Choueifet où le prix du foncier est plus abordable et les zones industrielles ne sont pas mêlées aux zones résidentielles. Entre temps, Chiyah voit naître pendant et après la guerre un secteur commercial important.

⁵³⁴ (le programme repris dans la revue municipale de 2002)

Deux souks émergent dans le périmètre communal. Le premier dans le quartier Mouawad et le second à Aïn AlReméné. Le premier s'est organisé à partir de 1977 en mettant sur pied une association informelle de commerçants qui régularise son statut après la guerre. Ce souk assez actif représente une importante centralité commerciale de la banlieue sud. Il comprend quelques grandes enseignes et se présente comme un souk de 120 magasins qui vend des produits touchant la classe moyenne. A Aïn AlReméné l'offre est plus diversifiée bien qu'une grande majorité de ces magasins sont de petits commerces offrant les produits de première nécessité.

Conscient de ces changements provoqués par la guerre ainsi que des externalités positives sur la commune et son développement que peut produire l'existence et le développement de ces souks, Mr. Gharios œuvre pour l'organisation et l'évolution de ces souks.

A Mouawad, l'association des commerçants en 1998 est déjà présente, elle oeuvre pour garder la propreté du souk et le mettre en valeur. Elle met en place un monument-horloge au croisement central du souk ainsi que des grands arcs sur les voiries marquant ses entrées. La municipalité voit dans cette association un partenaire d'importance. En fait, cette association peut jouer comme interface entre les commerçants – mais aussi la population résidente – et les autorités municipales, ainsi qu'œuvrer pour le développement du souk⁵³⁵. Dès son élection, Mr. Gharios choisit de s'ouvrir sur cette association. Les deux coopèrent pour le suivi des travaux d'infrastructures, de voirie, de trottoirs. La municipalité s'engage à aider l'association pour l'organisation de ses activités notamment la décoration et l'animation de l'espace du souk pour les fêtes⁵³⁶. Ces activités aident à renforcer la notoriété du souk et à promouvoir une autre image de Chiyah. De même, l'association s'engage à aider la municipalité dans ses activités comme la contribution par exemple au financement de sorties, dîners et visites à des sites historiques pour des gens du troisième âge⁵³⁷.

A Aïn AlReméné, la situation est, en 1998, quelque peu différente. Les commerces sont dispersés sur plusieurs axes routiers différents et non concentrés comme à Mouawad. Bien qu'il y ait plus de commerces qu'à Mouawad, Aïn AlReméné n'est pas considérée comme un souk commercial de renom. Les commerces présents ne présentent pas de grandes enseignes mais plutôt de petits magasins axés sur la consommation locale. De plus, l'absence d'une association de commerçants comme à Mouawad est aussi un important handicap, puisque les commerçants n'arrivent pas ainsi à clairement identifier et revendiquer leurs besoins et demandes aux autorités.

L'absence d'un partenaire pousse le régime municipal à en créer un. Certains commerçants du souk assez proches du régime municipal sont déjà impliqués dans un effort pour la mise en place d'une association de commerçants dite de Karm AlZeitoun à Chiyah. Le choix de cette

⁵³⁵ Entretien avec le président de l'association – mai 2006

⁵³⁶ Une activité que cite le président de l'association est la mise en place d'une cuisine en plein air où un chef cuisinier star d'un programme télévisé travaillait devant les passants et en direct à la télévision.

⁵³⁷ Entretien avec le président de l'association – mai 2006

appellation au lieu de celle d'Aïn AïReméné est surtout pour se démarquer d'Aïn AïReméné de Furn AlChebbak où des commerçants ont déjà fondé une association des commerçants d'Aïn AïReméné⁵³⁸. Le régime municipal s'est fortement engagé dans la mise sur pied de cette association qui s'officialise en 2000.

Cette association représente un partenaire stratégique de la municipalité à Aïn AïReméné. C'est avec cette association qu'elle met en place les festivals d'été de Chiyah que la municipalité perçoit comme une occasion annuelle importante pour offrir une forte visibilité à la municipalité et marquer une autre représentation de la commune. La coordination entre la municipalité et l'association est continue. Mr. Gharios se permet même de suggérer des choix stratégiques pour le développement du souk. C'est lui qui propose aux commerçants d'œuvrer pour une spécialisation géographique du souk en favorisant le regroupement des commerces offrant des produits similaires, ainsi que le regroupement dans un secteur à part des petits artisans salissants⁵³⁹.

Hors le soutien aux commerçants à Mouawad et Karm AlZeitoun et à leurs associations, la municipalité, pour toucher son objectif, mise sur une autre approche complémentaire, comme l'avoue Mr. Gharios : « Je vous fais la promesse que Chiyah reviendra, notamment l'avenue Michel Zakour et le secteur de l'église Mar Mekhael en tant que le nerf économique du Sahel du Matn sud à travers l'installation en son sein des institutions publiques, économiques et politiques »⁵⁴⁰.

Si le secteur de Mar Mekhael lui-même, pour les raisons qu'on a déjà discuté, ne connaît pas le grand destin que lui voulait Mr. Gharios, l'avenue Michel Zakour va dans le sens de devenir une importante centralité économique. On voit s'y concentrer des grandes concessions automobiles ainsi que le QG de Nissan au Liban. En fait devant la stagnation de la situation du côté de Mar Mekhael la municipalité redéfinit géographiquement ses secteurs d'intervention prioritaires : « On travaille actuellement sur les deux principaux boulevards qui traversent Chiyah, ces boulevards seront la vitrine de Chiyah, on a déjà commencé les travaux de voiries les concernant et nous leur avons affecté un zoning qui pourrait pousser au développement de projets assez intéressants dans leur entourage »⁵⁴¹.

Il est intéressant de remarquer, toutefois, que c'est bien l'avenue Michel Zakour, bien qu'elle soit sur l'interface entre la banlieue sud et Aïn AïReméné – dans le sens est-ouest – qui attire le gros des grands investissements privés. Ce qui n'est pas le cas du boulevard Camille Chamoun. En fait, il nous semble que les investisseurs cherchent bien cette position d'interface qui peut ramener de

⁵³⁸ Nous reviendrons avec plus de détails sur cette association dans la partie consacrée à Furn AlChebbak

⁵³⁹ Article du président de l'association dans la revue municipale de 2002

⁵⁴⁰ (Dans un article en l'honneur d'Abi Heila dans la revue municipale de 2002)

⁵⁴¹ Entretien avec le secrétaire du conseil municipal de Chiyah – mai 2006

la clientèle des deux banlieues sud et sud-est. On dirait que le projet avorté du côté de Mar Mekhael, au moins dans sa dimension économique, reprend sur cette avenue.

3.2.3 Impacts du « Projet de ville » de Chiyah sur les interdépendances territoriales

Le projet de ville du régime municipal de Chiyah, que ce soit dans l'énoncé de ses objectifs, ou dans son montage opérationnel, privilégie une ouverture sur certains acteurs et groupes sociaux et quartiers tout en marginalisant d'autres.

En 1998, le régime sur plusieurs registres cherche à changer la situation de rupture issue de la guerre et favoriser d'autres interdépendances territoriales au niveau de Chiyah et du Sahel :

- En oeuvrant pour fonder une importante centralité économique et administrative au niveau du Sahel, et même de l'agglomération beyrouthine, autour de Mar Mekhael, le régime municipal œuvre pour une redéfinition des interdépendances territoriales héritées de la guerre. Cet objectif aurait permis de transcender la rupture causée par la ligne de démarcation tout au moins au niveau économique.
- Le projet d'une union de municipalités du Sahel du Matn Sud regroupant les banlieues sud et sud-est de Beyrouth va dans le même sens. Au-delà des différences politiques et communautaires, ce projet cherche à créer un cadre de coopérations et d'échanges entre les acteurs de ce grand territoire en vue d'avancer des propositions communes qui bénéficient à toutes les communes de ce territoire. Incontestablement, ce projet aurait eu des répercussions importantes au niveau des interdépendances, notamment politiques entre les différents acteurs au Sahel.
- De même, la restauration de la confiance entre les communautés, à travers la résolution d'une des questions les plus épineuses de Chiyah qui est celle des déplacés, aurait aussi contribué à briser la ligne de démarcation – dans une perspective optimiste – voir émerger un quartier mixte au niveau de Mar Mekhael.
- Le choix de favoriser la carte économique et notamment commerciale et de veiller à donner à Chiyah une nouvelle image, notamment à travers les festivals d'été⁵⁴², sont aussi des décisions qui favorisent le désenclavement de Chiyah causé par la guerre. Toutefois nous pensons que la dissociation totale entre les deux principaux souks de Chiyah à l'ouest et à l'est de la ligne de démarcation ne contribue pas à rapprocher les deux communautés de commerçants ni à ramener des flux de clients à travers la ligne de démarcation. Nous avons particulièrement ressenti cette réalité à travers une enquête⁵⁴³ où on peut voir que le souk Mouawad bien qu'il soit un souk très actif au niveau de la banlieue sud n'attire pas beaucoup de clients de l'autre côté de la ligne de démarcation, et

⁵⁴² Organisés par la municipalité en partenariat avec l'association des commerçants de Karm El Zeitoun

⁵⁴³ Qu'on a dirigé avec des étudiants de l'université libanaise dans le cadre des travaux de recherche du laboratoire CERDA

de même la grande diversité des commerces d'Aïn AIREméné ne ramène pas beaucoup de clients de la banlieue sud.

- Enfin, le choix d'axer une bonne partie de l'action municipale sur la création d'équipements et d'espaces publics a pour but comme on a dit de renforcer les interdépendances entre les différents groupes au sein de la commune. Or, dans les faits, la très grande concentration de ces équipements et espaces publics se fait à l'extrémité est d'Aïn AIREméné remettant en question la capacité de ces éléments à contribuer aux interdépendances territoriales à Chiyah.

En fait, le projet de ville du régime municipal de Chiyah s'est transformé à travers le temps pour s'accommoder à des défis politiques, sociaux et démographiques que ce régime n'a pas prévus en 1998. Ainsi ces changements radicaux du projet de ville qu'on a discutés plus haut ont des impacts importants sur la relation entre la gouvernance municipale et les interdépendances territoriales à Chiyah. La politique de repli sur Aïn AIREméné, notamment l'abandon de l'idée de centralité   Mar Mekhael, et la focalisation des interventions à l'est d'Aïn AIREméné, si elle ne crée pas forcément de nouvelles ruptures, elle n'aide pas à transcender les frontières déjà présentes. De même, l'appropriation par la municipalité d'un discours négatif à l'encontre de ce qu'elle appelle « l'étalement chiite » contribue à notre avis à renforcer les tensions communautaires déjà fortes dans cette partie de la banlieue.

D'autre part on peut remarquer beaucoup d'absents du projet de ville de Chiyah avancé par le régime municipal. La majorité des acteurs exclus de l'identité de la commune sont toujours absents ici. C'est le cas notamment des partis. En fait le régime municipal de Chiyah inscrit son projet de ville dans une logique ancrée dans le local et qui ne prend pas en considération les projets territoriaux des différents partis. Ce projet cherche en quelque sorte à démarquer Chiyah ouest de la banlieue sud et le réintégrer dans un projet territorial au niveau de la commune de Chiyah. On ne le voit aucunement se concerter avec les partis chiites notamment Amal influent dans ce quartier, pour définir le rôle territorial futur que pourrait jouer ce dernier. De même il conteste les dynamiques territoriales issues de la guerre et mises en place par les principales milices chrétiennes. C'est le cas notamment avec Aïn AIREméné où il cherche à démarquer, sans vraiment y réussir au niveau de la géographie mentale de la population, la partie de Furn AIChebbak du Karm AIZEitoun de Chiyah, ou encore définir un Chiyah ayant une identité propre par rapport au reste du Beyrouth-Est de la guerre.

La réorganisation de ces partis chrétiens de retour sur la scène politique dans les quelques dernières années, comme leur participation au conseil municipal de 2010 ou encore la formation de l'union des municipalités du sahel du Matn Sud sont tous des événements importants qui affecteront sûrement le projet de ville de Chiyah, toutefois ils sont encore trop récents pour pouvoir analyser d'une façon lucide leurs conséquences sur Chiyah et ses interdépendances.

Si les inscrits à la municipalité de Chiyah de communautés musulmanes n'ont pas une place particulière au sein du projet de ville, et si on ne peut plus parler d'industries à Chiyah, les migrants eux ne sont pas exclus en bloc du projet de ville du régime comme ils l'ont été de l'identité de la commune. En fait, comme on a dit, les migrants à Chiyah ne forment pas une unité mais des groupes sociaux forts divers et même différents.

Ainsi si les squatteurs de Chiyah ouest sont bons à indemniser et sortir de Chiyah, les autres migrants, notamment de communautés chrétiennes ou encore les commerçants sont à intégrer dans le projet d'un Chiyah qui « se relève de ses cendres » à travers le développement des meilleurs relations avec le monde associatif et les représentants de l'activité économique.

D'autres absents sont des quartiers comme Haret AIMjédlé et Hay AlAmarken. Bien que présentant des situations fort différentes, ils n'intègrent pas le projet municipal. En fait ces deux quartiers n'ont en commun que le fait qu'ils se trouvent en marge des principaux quartiers de Chiyah où se concentrent l'action et l'attention de la municipalité.

Voulu comme une stratégie ambitieuse pour sortir le Chiyah de la guerre et en faire une « commune exceptionnelle », le projet de ville du régime municipal est perçu comme un moyen d'aller au-delà des clivages traditionnels (communautaires, ahalis/migrants...) et de fonder un projet convergeant pour les différents acteurs. Si les impacts lourds des problèmes politiques au niveau national paralysent ce projet de ville, nous pensons que ce sont surtout les limitations mêmes du réseau des acteurs du régime qui mènent à la crise de ce projet.

3.3 La relation des différents acteurs au régime municipal de Chiyah

3.3.1 Municipalité et participation

« C'est une chose élémentaire que le conseil municipal entende les besoins des gens surtout que son pouvoir est issu du peuple qui l'a élu »⁵⁴⁴. C'est avec ces mots que Mr. Gharios présente le changement capital dans la pratique municipale qui est intervenu en occident à partir des années 60.

Toutefois, une observation des faits montre que les conseils municipaux consécutifs des listes Gharios sont bien loin d'avoir instauré des modes de participation institutionnels clairement identifiables. Ainsi la concertation se fait avant tout dans un club fermé basé sur le réseau du régime. Les échanges d'idées dans ce régime même se font sur base sectorielle où le conseil municipal – la plupart du temps son président – discute avec le partenaire concerné d'une

⁵⁴⁴ Propos d'une conférence de Gharios à l'invitation du rassemblement des mouvements de Mar Gerios repris dans la revue municipale de 2003

coopération ou d'une contribution ou d'un soutien à une action que la municipalité désire mettre en place dans un secteur donné.

Une autre voie d'inclusion d'acteurs dans le processus de décision se fait notamment via les comités mis en place par le conseil municipal. Ces comités sectoriels spécialisés sont formés de membres du conseil municipal ainsi que des personnes invitées qui ont une certaine connaissance du secteur. Dans un cas exceptionnel, la municipalité a même désigné une personne hors de son conseil comme président d'un comité⁵⁴⁵. Ainsi comme le précise le secrétaire du conseil municipal « Dans notre mode d'action on privilégie le travail par comités pris en charge par des membres du conseil auxquels on invite des personnes qualifiées qu'on choisit parmi la population sur base de connaissance personnelle. Nos larges réseaux familiaux et notre contact continu avec les associations nous permettent de déceler les gens qui ont les qualités recherchées. »⁵⁴⁶.

D'autre part, la municipalité essaie d'entretenir un effort d'information de la population de son action. Ainsi, lors d'une rencontre annuelle, la municipalité invite la population à une présentation de son bilan. Si une place est laissée aux commentaires, dans les faits on est plus dans une logique d'information que de consultation, les décisions étant déjà prises en amont.

D'autres outils sont aussi mobilisés par la municipalité dans le cadre de son effort d'information. On peut d'abord citer les revues municipales qui ont spécifiquement ce rôle : informer la population des projets et réalisations de la municipalité⁵⁴⁷. Un autre outil est le site Internet de la municipalité, mis en place avec l'aide et l'assistance du USAID⁵⁴⁸ en 2008. L'espace d'échange ou forum y est inactif. Seules les rubriques présentant la municipalité et son travail sont assez développées.

Toutes ces initiatives officielles d'« ouverture sur la société civile » malgré l'effort qui y est déployé restent des activités ponctuelles prises en charge par des individus et ne sont pas institutionnalisées⁵⁴⁹. Par contre, c'est dans l'informel que, paradoxalement, cette « ouverture » est la plus systématisée. Ainsi, Mr. Gharios reçoit chez lui, dans sa villa au milieu d'Ain AlReméné⁵⁵⁰, chaque mercredi à 19 heures toute personne qui a une demande, ou une suggestion à faire⁵⁵¹.

Cette façon de faire renvoie à celle dite de la « maison ouverte » qui définit hiérarchiquement dans la logique traditionnelle de la société libanaise le rapport entre zaïm et client. Le premier « ouvre

⁵⁴⁵ C'est le cas de la comité de santé

⁵⁴⁶ entretien mai 2006

⁵⁴⁷ Editorial de Gharios dans la revue municipale de 2002

⁵⁴⁸ L'agence gouvernementale américaine pour aide au développement

⁵⁴⁹ Le site internet est de la responsabilité de la secrétaire du président de la municipalité qui s'y intéresse quand elle a éventuellement un peu de temps dans son travail. Les revues sont prises en charge par l'ancien secrétaire du conseil municipal (1998-2010) qui les édite dans un effort personnel. Justement c'est une des priorités du nouveau mandat de fournir un magazine régulier – au rythme de 3 ou 4 fois par an – et qui serait édité par ce monsieur qui n'est plus secrétaire du conseil.

⁵⁵⁰ La seule dans la commune.

⁵⁵¹ Entretiens avec les secrétaires des conseils municipaux en mai 2006 et juillet 2010

sa maison » à toute personne ayant une requête qu'il essaie d'exaucer en usant de son influence dans l'administration publique que se soit sur le plan local ou national.

Dans le cas précis de Mr Gharios, cette pratique confirme l'aspiration de ce dernier à un zaamat local. Il use de sa notoriété qu'il construit à travers sa « réussite » au plan municipal, pour se propulser au niveau national comme un zaim ayant un solide ancrage local. C'est dans cet esprit d'ailleurs qu'il se présente aux élections législatives de 2009.

Ainsi l'analyse des processus participatifs ne semble pas beaucoup nous instruire sur la participation des différents acteurs au processus de prise de décision. En effet, les procédés officiels sont plus de l'ordre de la propagande que de la concertation et la prise de décision. Les procédés informels sont trop opaques pour nous permettre une analyse instruite des rapports des acteurs dans et avec le régime.

Pour cela nous usons, encore une fois, du discours municipal qu'on cherche à confronter aux discours des différents acteurs concernés.

3.3.2 Le corps dur du régime : la municipalité - la paroisse maronite - l'association caritative⁵⁵²

L'association caritative

Fondée en 1898, cette association représente la principale plateforme associative des clans familiaux de Chiyah. Son rôle d'après la revue municipale de 2003 va au-delà de la charité humanitaire pour représenter un lien entre les « gens de Chiyah et les regrouper alors que la vie a été assez dure avec eux [en les dispersant] »⁵⁵³. Elle est un « média d'interaction entre nos familles dont nous héritons de génération en génération »⁵⁵⁴.

Bien qu'active sur le registre de l'œuvre charitable, son activité annuelle se limite au dîner annuel qu'elle organise dans un restaurant et auquel elle invite les principaux notables de Chiyah ainsi que les représentants des clans familiaux. C'est une soirée mondaine où on discute informellement autour d'un verre de questions en rapport avec Chiyah, surtout de son passé mais aussi de son futur.

Cette association représente, depuis sa fondation par des notables en 1898, une sorte de lobby de cette élite locale. Toutefois, tout en se dressant comme un corps à part hors de l'organisation

⁵⁵² L'identification de cette triade comme le corps dur du régime ne vient pas de nous-même mais nous a été suggérée par le curé de la paroisse maronite Mar Mekhael de Chiyah

⁵⁵³ Dans un article présentant les activités de l'association dans la revue municipale

⁵⁵⁴ Article de son président dans une publication pour fêter son centenaire en 1999.

paroissiale, elle maintient d'excellentes relations avec l'église maronite. Lors de sa fondation il y a plus d'un siècle, l'évêque AIDebs, qui est en même temps historien de renommée, en est le président d'honneur. Aujourd'hui encore, l'évêque de Beyrouth en est le président d'honneur.

Elle forme un arrière plan où se développe et se maintient le réseau de notables et d'individus qui se mobilise en 1998 pour former une liste et se présenter aux élections municipales.

La paroisse maronite Mar Mekhael de Chiyah

La paroisse de Mar Mekhael relève de l'évêché maronite de Beyrouth et inclut toutes les églises maronites de la commune et les différentes associations qui lui sont affiliées. Elle est concernée par près de 7000 familles de la communauté maronite résidentes dans le périmètre municipal de Chiyah et pratiquantes dans l'une des cinq églises de la paroisse⁵⁵⁵. Neuf associations différentes – incluant scouts, confréries, mouvements de jeunesse – sont regroupées au sein du rassemblement des associations de Mar Gerios et sont cadrées par l'administration de la paroisse qui comprend quatre prêtres et un moine.

Un autre aspect important de la paroisse de Mar Mekhael est son waqf. Le waqf de Mar Mekhael comprend un important patrimoine foncier et immobilier. L'administration de ce waqf se fait via un comité qui regroupe des représentants de l'église ainsi que des représentants des principales familles « ahalis » de Chiyah. Ce montage qui remonte à l'époque ottomane présente la population locale, et notamment les familles de notables qui font d'importants dons à l'église, dans les décisions relatives à la gestion de ce patrimoine⁵⁵⁶.

Il est certain que ce partenariat entre l'église maronite et les notables locaux dans la gestion de l'affaire publique locale est un élément important qui marque l'histoire de Chiyah et qui se conserve à travers le temps. C'est toujours le cas avec la municipalité.

Les revues municipales vouent presque la moitié de leurs pages pour parler de cette paroisse et de ses associations ainsi que les actions mises en place en partenariat entre la municipalité et la paroisse. C'est dire la place prépondérante et capitale de cette dernière dans le régime municipal à Chiyah. Cette relation s'exprime dans les pages de la revue de différentes manières.

En premier, on retrouve la place accordée à l'église maronite illustrée par la visite organisée à Bkirki⁵⁵⁷ par la municipalité pour souhaiter le bon retour au patriarche après une visite aux

⁵⁵⁵ Entretien avec le curé de la paroisse – mai 2006

⁵⁵⁶ D'ailleurs le curé se plaint dans un entretien de l'attitude conservatrice des représentants des familles au sein du comité qui sont réticents à toute vente de terrain waqf pour financer l'action de la paroisse et lui permettre de développer des projets. Mai 2006

⁵⁵⁷ Le siège du patriarcat maronite

Amériques⁵⁵⁸, ou encore par la visite du patriarche au caza de Baabda, où il s'arrête un moment en voiture pour saluer la foule à Chiyah, et que la municipalité décide d'immortaliser en nommant le jardin près duquel le patriarche s'arrête le « jardin du patriarche » et en y plaçant une pierre sculptée commémorative.

L'évêché de Beyrouth et son évêque sont aussi à l'honneur. La revue mentionne les divers diners offerts en son honneur. Le fait que cet évêque soit un ancien curé de Mar Mekhael ne fait qu'accentuer la chose. Ainsi dans les revues municipales de 2002 et 2003 on peut voir plus d'une dizaine de photos de cet évêque qui est présent à diverses occasions et activités organisées par la municipalité.

Le curé de la paroisse est le partenaire par excellence de la municipalité. Il écrit même un article qu'il signe dans la revue municipale où il présente sa paroisse et souligne sa coopération avec la municipalité⁵⁵⁹. De même différentes associations du rassemblement de Mar Gerios sont présentées et leurs activités couvertes par les revues. Des représentants de la municipalité sont présents dans leurs activités notamment le festival de St Georges organisé par le rassemblement en avril.

Le président du rassemblement est aussi un partenaire important du régime. Le fait qu'il cumule pendant un certain temps la présidence du rassemblement et celle de l'association des commerçants de Karm AlZeitoun renforce sa position au sein du régime. Il est présent dans presque toutes les activités de la municipalité⁵⁶⁰.

Il est à remarquer qu'une des raisons du rapprochement entre ce notable local – et son prédécesseur à la tête de l'association – avec le curé et le leadership du régime est leur partage d'une lecture dite « apolitisée » du développement dans le contexte local. En fait, ils voient le besoin d'aller au-delà des conflits politiques qui divisent le « camp chrétien » et rendent toute coopération des différents acteurs pour l'intérêt général difficile. La polarisation politique entre pro-CPL et pro-FL constitue pour eux un spectre dangereux qui mine la « société chrétienne » et, plus tangiblement, brise la solidarité interne de leurs propres organisations⁵⁶¹.

Ces acteurs de la paroisse, en évoquant leur participation à la prise de décision au sein du régime – qu'ils reconnaissent et perçoivent comme un « réseau » - assurent qu'il s'agit d'un échange d'idées officieux avec le président de la municipalité. Toutefois ils soulignent que la décision est

⁵⁵⁸ Il faut dire qu'à cette époque précise, en 2002, l'église maronite et son patriarche prennent leur distance de la présidence de la république et se positionnent dans l'opposition en parrainant le groupe dit de « Qornet Chehwan » qui regroupe les opposants chrétiens du régime politique en place. Ces visites ont pour but de souligner la représentativité populaire des choix politiques du patriarche. Il est intéressant de voir l'ambivalence du leadership du régime municipal de Chiyah qui se positionne sur le plan national comme un client proche du président de la république et en même temps louer à la tête d'une masse de visiteurs les « positions patriotiques » du patriarche.

⁵⁵⁹ Dans la revue municipale de 2003. Il confirme et élabore sur ce point dans un entretien en mai 2006

⁵⁶⁰ Il écrit même un article dans la revue municipale de 2003.

⁵⁶¹ Entretiens avec le président du rassemblement et le curé – Mai 2006

avant tout aux mains du président et que c'est sa conviction de la nécessité d'une certaine action qui est le paramètre essentiel de l'adoption de celle-ci.

3.3.3 L'association des commerçants de Karm El Zeitoun

L'association est le premier satellite qui tourne autour de la triade municipalité-paroisse-association caritative qui forme le centre de ce régime. De fait, comme on vient de dire, l'idée même de l'association est dans le programme de la liste de « Chiyah Awalan » depuis 1998. Ses présidents successifs sont très proches de Mr Gharios ainsi que des autres associations au centre du régime.

D'autre part la municipalité choisit cette association comme partenaire pour son projet le plus médiatisé, le festival d'été⁵⁶². De plus, elle réussit à le faire passer en direct sur une des chaînes télévisées les plus regardées au Liban. Comme le dit Gharios « l'association forme une seule et même main avec la municipalité »⁵⁶³. L'association est un des leviers les plus importants pour son projet de redressement économique de Chiyah. « Notre but principal est de créer une activité commerciale et de développement dans cette région. Ainsi cette activité contribue à restituer la place de Chiyah comme le phare de ce Sahel et de son entourage »⁵⁶⁴.

Toutefois, malgré son importance pour le régime, cette association n'est pas au centre de celui-ci. En effet, cette association n'a pas une histoire ancienne qu'elle partage avec les trois organisations de la triade du régime. Si elle a une vision de Chiyah, celle-ci est plus ancrée dans l'histoire récente de l'Aïn AlReméné de la guerre et de l'après-guerre. Son projet est sectoriel et limité, sans grandes aspirations politiques. A noter toutefois que si ses présidents sont choisis jusqu'à présent parmi les « ahalis » de Chiyah ce n'est pas forcément une constante.

En effet, elle comprend un grand nombre de commerçants ne vivant pas à Chiyah. De plus, les représentations de l'association et de son rôle pour ces commerçants ne sont pas forcément celles des présidents. De fait, sa stabilité interne est précaire, elle peut facilement basculer dans de graves tensions qui reflètent des logiques qui ne sont pas les siennes telle que la polarisation partisane dominante au niveau national comme on l'a bien vu dans ses dernières élections en 2009.

⁵⁶² et auquel elle voue plusieurs pages de sa revue municipale

⁵⁶³ Propos de l'intervention de Gharios pour l'inauguration du festival d'été 2002, reprise dans la revue municipale 2003

⁵⁶⁴ Propos de l'intervention de Gharios pour l'inauguration du festival d'été 2002, reprise dans la revue municipale 2003

3.3.4 La paroisse grecque catholique de Chiyah

La communauté grecque catholique est la seconde communauté en nombre à Aïn AlReméné, toutefois, bien derrière la communauté maronite. Cette paroisse est fondée en 1968 avec une migration importante de grecs catholiques qui s'installent à Chiyah. Elle a pour nom la paroisse de Saydat AlKhalas (Notre-Dame de la Salvation). Au début elle utilise les locaux des églises maronites avant d'improviser en 1971 une église dans le rez-de-chaussée d'un immeuble. Aujourd'hui cette paroisse compte près de 750 familles et un rassemblement d'onze associations qui encadrent 150 enfants et 330 adultes⁵⁶⁵.

Cette paroisse organisée avec ses associations représente un important acteur à Aïn AlReméné que le régime choisit de ne pas négliger⁵⁶⁶. En fait, l'écrasante majorité de cette communauté est faite de migrants. Ainsi l'alliance avec cette paroisse est un pont solide assurant au régime un accès à une catégorie absente dans sa structure interne.

Toutefois nous choisissons de considérer la paroisse de Saydat AlKhalas comme un allié et non un partenaire du régime. Bien qu'elle soit très proche des acteurs municipaux ainsi que de la paroisse maronite de Mar Mekhael, la paroisse de Saydat AlKhalas ne participe pas aux prises de décision au sein du régime et d'autre part n'organise aucune action conjointe avec la municipalité. Ainsi nous pensons que cette alliance contribue à donner au régime la légitimité à laquelle il aspire auprès de cette communauté et à la paroisse un soutien important à son action et développement.

3.3.5 L'association des commerçants du souk Mouawad

Cette association est aussi un important allié du régime. Elle présente un double intérêt pour celui-ci. D'abord, l'association est un allié essentiel pour œuvrer dans le sens du relèvement économique de Chiyah. Bien organisée, ayant l'expérience, les moyens et l'accès à d'importants réseaux⁵⁶⁷, sa collaboration et son assistance à la municipalité représentent un important atout dans ce sens. D'autre part, elle est un acteur important et apolitisé agissant de l'autre côté de la ligne de démarcation. Sa collaboration contribue à renforcer la légitimité et l'image de la municipalité dans une zone où celles-là lui font déficit.

⁵⁶⁵ revue municipale de 2003

⁵⁶⁶ La revue municipale de 2003 voue plusieurs pages à cette paroisse et ses associations. Son curé y écrit un article. D'autre part, on voit dans une photo Mr Gharios signant un chèque bancaire comme contribution de la municipalité à une campagne de la paroisse visant l'achat d'un terrain à Aïn AlReméné pour la construction d'une nouvelle église pour la communauté. La revue couvre aussi le festival annuel des associations de la paroisse auquel participe la municipalité. Et de même, les représentants de la paroisse, et notamment son curé, sont toujours présents à toutes les activités de la municipalité.

⁵⁶⁷ notamment une ancienne et excellente relation avec le premier ministre Hariri

Malgré ces collaborations et la très bonne entente qui lie la municipalité et l'association⁵⁶⁸, on ne peut compter l'association comme partie intégrante du régime. Elle ne partage pas les spécificités du régime ancré dans des logiques claniques et communautaires. Elle n'est pas non plus un partenaire qui partage avec le régime une vision stratégique de Chiyah. C'est un allié dont les intérêts précis du développement du souk croisent l'objectif du redressement économique par le régime.

3.3.6 Le monde associatif

La vie associative à Chiyah dépasse le cadre de l'activité paroissiale ou syndicale commerçante. En fait, Chiyah connaît une effervescence du monde associatif. On y retrouve des dizaines d'associations touchant à tout genre de questions ou d'intérêts. On y retrouve des antennes d'organisations internationales et nationales comme des associations locales indépendantes de différentes tailles. Ce monde associatif riche et divers est une ressource dans laquelle le régime et notamment la municipalité a su bien puiser pour asseoir sa légitimité et renforcer ses actions : « L'atout majeur de Chiyah est son réseau d'associations centrées sur la municipalité et qui oeuvrent au développement de la commune. »⁵⁶⁹

Ce monde associatif peut-être approché suivant plusieurs logiques de classification. Nous sommes particulièrement intéressés par deux : leur rapport au local, et leur rapport à la municipalité.

Ce que nous entendons ici par 'rapport au local' est le degré d'insertion de l'association dans les particularités sociales, politiques et économiques de Chiyah. En d'autres termes à quel point une certaine association concentre son action dans cette commune ? Quelles sont ses relations à d'autres acteurs de Chiyah (notables, partis, paroisses...) ? De cette première classification on peut classer ces associations en trois catégories.

On a d'abord les associations présentes à Chiyah dont le périmètre d'action dépasse la commune et qui ne sont pas concernées par les particularités sociales, politiques et économiques locales.

C'est le cas d'associations comme celle de « Mouassassat Aamel » qui a des bureaux à Chiyah ouest. Cette association oeuvrant au niveau national a de nombreuses antennes dans beaucoup de communes au Liban. Elle se focalise sur le développement rural et le « community

⁵⁶⁸ Dans la revue de 2002, on peut lire un article écrit par le président de l'association où il cherche à mettre en valeur l'entente et la collaboration avec la municipalité. Dans la revue de 2003, un article couvre une cérémonie en l'honneur de Mr Gharios par l'association en reconnaissance des efforts de celui-ci pour l'amélioration de la situation du souk et son assistance à ses commerçants. Dans un entretien avec le président de l'association (entretien Mai 2006), il décrit la collaboration avec la municipalité pour la réussite du festival que met en place l'association pour encourager l'activité commerciale du souk (on en a parlé plus en détails plus haut).

⁵⁶⁹ entretien avec le secrétaire du conseil municipal – mai 2006

development ». Toutefois, avec ses bureaux ouverts à Chiyah ouest et l'assistance du Haut Conseil des Réfugiés des Nations Unies, ne traite que de la question des réfugiés. L'association assiste des femmes réfugiées, notamment des irakiennes et des soudanaises, en leur donnant des cours d'artisanat ou de langue, ainsi que de l'aide psychologique pour pouvoir faire face à leurs situations difficiles. Les femmes concernées viennent de toute l'agglomération beyrouthine. Le choix d'ouvrir des bureaux à Chiyah a pour raison la position stratégique de la commune dans l'agglomération. Elle n'a pas des rapports avec d'autres acteurs locaux, ni avec la municipalité⁵⁷⁰.

Si « Mouassassat Amel » est un cas extrême de désintérêt par rapport à la commune de Chiyah, d'autres ont des positions similaires, toutefois elles sont plus ou moins tenues par la nature même de leurs services et actions pour leur entourage. C'est le cas du YWCA (Young Women Christian Association). Cette association internationale pour femmes est ancrée au Liban depuis déjà plus de cent ans. Elle a pour mission l'amélioration de la condition de la femme. Son centre d'Aïn AlReméné comprend une école primaire, un centre technique et une garderie. Ce centre dessert toute l'agglomération beyrouthine. Le choix de l'installer à Aïn AlReméné revient au simple fait que l'association est ici le propriétaire des lieux. Si ses activités visent le niveau métropolitain, ses responsables ne manquent de porter un discours sur la « situation à Chiyah ». Cette situation décrit une jeunesse en crise, entre tensions communautaires et consommation de drogue. Ce dernier point est relevé par un grand nombre d'acteurs à Aïn ALReméné dont notamment la municipalité, qui organise en 2002 tout une campagne de prévention de la drogue⁵⁷¹. Dans un entretien avec une des responsables du centre, celle-ci avoue que le centre n'est pas en mesure de répondre aux défis de ces questions prioritaires à Chiyah puisque le centre n'a aucune assistante sociale. Toutefois, il est confronté de façon régulière à ces questions puisque beaucoup de jeunes de Chiyah sont inscrits dans les cours techniques du centre⁵⁷².

Si l'association dit avoir des « relations froides »⁵⁷³ avec les paroisses à Chiyah et notamment la paroisse maronite⁵⁷⁴, l'association a des coopérations avec la municipalité. C'est notamment le cas pour la préparation d'un séminaire visant à encourager les femmes à s'intéresser aux questions publiques et à se présenter aux élections municipales de 2004. Cette activité est couverte dans la revue municipale ; Mr Gharios fait l'éloge de l'association⁵⁷⁵ lors de son bref discours durant l'inauguration du séminaire.

Toutefois, nous avons tendance à considérer la YWCA de Chiyah comme un collaborateur de circonstance du régime. En fait, cette association n'a pas un intérêt précis et affiché pour Chiyah,

⁵⁷⁰ Entretien avec la responsable du centre – Juin 2010

⁵⁷¹ En coopération avec la municipalité de Furn AlChebbak et parrainé par la première dame. On peut retrouver une documentation de cette activité dans la revue municipale de 2003.

⁵⁷² Entretien avec une des responsables du centre – juillet 2010

⁵⁷³ Entretien avec une des responsables du centre – juillet 2010

⁵⁷⁴ Du fait que la YWCA a été fondée par des organisations protestantes

⁵⁷⁵ Revue municipale 2003

si elle s'y intéresse c'est pour répondre à un besoin de sa population-cible (les femmes) ou pour contribuer à minimiser les effets des problèmes sociaux de Chiyah.

Un autre type d'associations serait celles dont le périmètre d'action se focalise sur Chiyah ou une partie de la commune tout en se cantonnant sur des questions sectorielles et ne s'intéressant pas particulièrement à la gouvernance locale de Chiyah. C'est notamment le cas des nombreux dispensaires présents à Chiyah. Certains de ces dispensaires s'adressent à une aire géographique plus étendue – incluant d'autres parties de la banlieue sud ou de la banlieue sud-est – toutefois la majorité oeuvre à l'échelle d'Aïn AlReméné ou des quartiers de Chiyah ouest. Le grand nombre de dispensaires à Chiyah n'est pas une particularité de cette commune. C'est plutôt un fait généralisé à Beyrouth municipale et dans ses banlieues. Pour Doueïhi (1997), les dispensaires ont toujours été un des outils les plus prisés par les associations et les partis de tout genre pour accéder à la population. La cherté de la facture des soins médicaux et l'absence de couverture de sécurité sociale universelle au Liban contribuent à ce phénomène.

A part certaines initiatives indépendantes, à Chiyah ce sont principalement des partis comme les Phalanges ou des associations religieuses qui ouvrent des dispensaires. Toutefois, selon notre observation, les dispensaires en général ne sont pas des acteurs actifs au niveau du jeu politique local ; c'est plutôt le groupe politique ou communautaire derrière le dispensaire qui serait actif sur ce niveau.

A Chiyah ouest les dispensaires sont nombreux dans le secteur de l'Eglise. En 2003, avec « Mouassassat Aamel » et le « centre des services de développement » de l'Etat, ces dispensaires représentent les seules structures associatives actives à Chiyah ouest⁵⁷⁶. Ceci nous semble indicatif de la situation de la gouvernance à Chiyah ouest où à part les antennes locales du parti Amal on ne trouve aucune organisation ou association qui vise spécifiquement la population locale⁵⁷⁷. D'où l'importance donnée par la municipalité à sa relation avec l'association des commerçants du souk Mouawad qui, tout en étant un influent acteur sectoriel, dit aussi défendre les intérêts de la population habitant le souk auprès des autorités locales et nationales⁵⁷⁸.

Pour ce type d'associations, la situation est quelque peu différente à Aïn AlReméné. A part les dispensaires, on trouve beaucoup d'associations oeuvrant sur le niveau local de façon sectorielle. Sans être des acteurs au niveau de la gouvernance locale, ces associations s'intéressent activement à la situation sociale et politique à Chiyah. C'est le cas notamment de deux associations : Worldvision et la Voix de la Femme Libanaise.

⁵⁷⁶ Les associations et centres oeuvrant au développement dans la banlieue sud et sud-est sont recensés dans un document de la coopération italienne à Beyrouth (Usta, 2007) sur lequel on s'est basé pour identifier les acteurs associatifs sur notre terrain.

⁵⁷⁷ Nous ne savons pas si oui ou non le Hezbollah est actif à Chiyah ouest. Pour des raisons de sécurité beaucoup des associations affiliées au Hezbollah n'affichent pas leurs bureaux. D'autre part, les accords de 1990 entre le parti et le mouvement Amal mettent Chiyah ouest sous le contrôle de ce dernier. De même dans un entretien de juin 2006, le responsable des services sociaux du Hezbollah à l'époque, nous a assuré que le parti n'est pas actif à Chiyah ouest.

⁵⁷⁸ Nous n'avons pu vérifier dans les faits ces prétentions vu que notre enquête ne s'est pas étendue sur ce point.

Worldvision est une association internationale, fondée par des pasteurs évangélistes américains lors de la guerre de Corée. Elle s'intéresse au début aux enfants et précisément aux parrainages⁵⁷⁹. Elle diversifie peu à peu son répertoire d'action. Au Liban elle s'implante à partir de 2004. Ses actions s'inscrivent sur trois axes : l'éducation, le développement et l'intervention en cas de désastres et urgences. Elle use aussi de ce qu'elle appelle « Area Development Programs » qui sont des programmes de développement territoriaux.

A Ain AIReméné, Worldvision travaille avec les écoles publiques et semi-publiques sur la formation des enseignants aux langues et à l'informatique, et sur l'assistance des conseils des parents. Worldvision travaille aussi avec les jeunes où elle utilise de nouvelles techniques pédagogiques pour faire valoir le message de non-violence auquel elle est attachée. Elle n'est pas active de l'autre côté de la ligne de démarcation, toutefois, certains enfants de Chiyah ouest bénéficient de son programme de parrainage scolaire.

Récemment, l'association est en train de développer une étude avec l'aide de spécialistes pour un « projet urbain pilote » qu'elle entend proposer à la municipalité. Nous avons choisi de mettre Worldvision parmi les organisations qui ont une approche sectorielle – bien qu'à l'évidence elle cherche à avoir une approche plus globale – car jusqu'à présent son action s'est concentrée dans le secteur éducatif et que son « projet urbain » est encore à ses premières phases.

Worldvision a aussi produit des études sur Ain AIReméné, notamment un « Area Assessment Report » en 2006, avec l'assistance de spécialistes. Ces études permettent à Worldvision d'identifier les principaux acteurs et leurs actions ainsi qu'un panorama de la situation sociale, démographique et économique à Ain AIReméné.

Aujourd'hui, Worldvision travaille avec une cinquantaine de jeunes. Elle est très critique de la polarisation politique des jeunes à Ain ALReméné. Elle avoue que dans la situation politique crispée au niveau national fait que son message de non-violence a du mal à se propager auprès de beaucoup de jeunes. D'autre part au début, elle est mal accueillie par les paroisses et les autres acteurs locaux d'Ain AIReméné vu ses origines évangélistes⁵⁸⁰.

Toutefois, elle dit gagner petit à petit du terrain en cherchant la coopération et en mettant son savoir faire au service des autres associations d'Ain AIReméné. Son excellente relation avec la municipalité facilite son intégration dans le tissu associatif local. Worldvision est une des principales associations coopérant avec la municipalité pour tout ce qui a rapport aux enfants. Nos interlocuteurs à la municipalité ont cité Worldvision à la tête des associations avec qui la municipalité coopère à Ain AIReméné.

⁵⁷⁹ Le programme s'appelle « Children sponsorship » où des ménages dans les pays riches prennent en charge les coûts d'éducation d'un enfant au tiers-monde.

⁵⁸⁰ Entretien avec un des responsables de l'association –décembre 2009

Ces coopérations avec la municipalité, dans un secteur que cette dernière considère comme stratégique, rapprochent Worldvision du régime municipal de Chiyah. Malgré sa très bonne connaissance d'Aïn AlReméné⁵⁸¹ et ses bons rapports avec les principaux acteurs du régime, l'association est toujours considérée comme un acteur extérieur à la gouvernance locale et au jeu politique local à Chiyah. Sa non allégeance à un parti, son message de non-violence et son important arsenal technique font que son action soit avant tout perçue par les autres acteurs comme « neutre » et « apolitique ».

La Voix de la Femme Libanaise est fondée pendant la guerre par un groupe de femmes d'Achrafié, au début, comme un effort de secours aux victimes dans les régions du Beyrouth Est de la guerre. Aujourd'hui l'association a son quartier général à Achrafié et deux antennes dont l'une à Chiyah et l'autre à Zaatrié à Fanar.

A Chiyah, l'antenne est fondée en 1982 pour répondre à une demande causée par l'atrocité des combats de cette époque. En 1994, l'association construit un immeuble pas très loin de la ligne de démarcation à Ain AlReméné. Ce bâtiment comprend une garderie et un centre de formation visant les femmes. Ses activités se concentrent alors sur les enfants (garderie, parrainage scolaire⁵⁸², colonie d'été, jeux de fin de semaine) et les femmes (cours d'informatique, de cuisine, d'artisanat). Un groupe de 30 volontaires aident au travail du centre et sont encadrés par des conférences régulières.

Cette association se dit « ouverte à tout le monde »⁵⁸³. Les femmes qui prennent des cours dans cette association aussi bien que les enfants de la garderie sont de différentes communautés. Toutefois, les jeunes volontaires travaillant avec le centre sont tous d'Aïn AlReméné et comme le souligne la directrice du centre, les enfants bénéficiant du projet de parrainage sont exclusivement des communautés chrétiennes, dû au fait que le programme est financé par les jésuites belges.

Si elle ne fait pas des études de terrain à la manière de Worldvision⁵⁸⁴, cette association de par ses activités et sa position près de la ligne de démarcation dit avoir construit une bonne connaissance de la situation sociale de Chiyah et ses problèmes⁵⁸⁵. Elle identifie quatre principaux problèmes : la drogue, une prostitution juvénile, la crise de la génération de la guerre⁵⁸⁶, les implications de « l'étalement chiite ». Sur ce dernier point, elle confirme une représentation largement partagée par les acteurs d'Aïn AlReméné d'une présence croissante de chiites, elle se garde de prendre des

⁵⁸¹ A travers les études qu'elle a préparées, ainsi qu'une fine connaissance du terrain qu'on a pu remarquer chez les responsables de l'association qu'on a interviewés.

⁵⁸² Programme similaire à celui de Worldvision monté avec les jésuites belges

⁵⁸³ entendre en termes communautaires

⁵⁸⁴ La directrice de l'association dit ne pas en avoir les moyens

⁵⁸⁵ D'après les dires de sa responsable à Ain AlReméné – juillet 2010

⁵⁸⁶ Ayant subi les problèmes de la guerre, mal formée, une partie de cette génération se retrouve toujours après toutes ces années socialement exclue

positions sur la question, tout en avouant qu'elle observe un malaise chez beaucoup de gens sur l'éventualité de ce que cela pourrait impliquer en termes de tensions communautaires.

Cette association a de nombreuses coopérations pour des activités se déroulant à Aïn AlReméné avec beaucoup d'associations. Toutefois en revenant à ces coopérations⁵⁸⁷, on observe qu'elles sont toutes avec des associations spécialisées nationales et internationales (Em El Nour, Mouassassat Aamel, UNPD, YWCA...). Elle a de très bonnes relations ainsi que des coopérations avec la municipalité, notamment avec les bureaux sociaux et de la jeunesse au sein de celle-ci. Ces derniers citent cette association parmi leurs principaux collaborateurs.

Nous pensons que cette association comme Worldvision reste, malgré toute son activité, un acteur-observateur qui collabore avec le régime mais ne participe pas à la gouvernance locale. Pour la municipalité ce sont des ressources disponibles qui toutefois ne risquent pas de porter préjudice à la stabilité de son régime.

Le troisième type d'associations regrouperait celles dont le périmètre d'action se limite à Chiyah ou une partie de celui-ci et y participant plus ou moins activement dans le jeu de gouvernance locale.

Dans cette catégorie on retrouve d'abord les associations paroissiales notamment celles appartenant aux rassemblements des mouvements de Mar Gerios et de Saydat AlKhalas. Toutefois dans cette présentation, on a choisi de traiter ces associations comme parties intégrantes de leurs paroisses. La position du régime envers elles dépend de sa position envers la paroisse dont elles relèvent. Hormi les organisations paroissiales, on identifie d'autres associations qui appartiennent à cette catégorie mais de façons différentes.

On a d'abord la filiale locale du scout maronite. Cette filiale a été fondée à l'initiative de personnes au sein du conseil municipal. Cette association est le principal soutien logistique de la municipalité pour l'organisation de ses activités, notamment les fêtes, festivals et réceptions. La municipalité veille aussi à mettre en valeur les activités de l'association en y participant activement, notamment la soirée annuelle dite « dîner villageois ». Ainsi, la revue municipale de 2002 voue plusieurs pages à la présentation de cette association et ses activités⁵⁸⁸.

Cette association comme celles de la paroisse maronite est directement annexée au régime et représente avec le bureau social et celui de la jeunesse de la municipalité le centre du réseau associatif de ce régime. Toutes ces associations sont par suite impliquées comme membres actifs dans la mise en place du projet de ville du régime à Chiyah.

⁵⁸⁷ citées par la directrice du centre dans un entretien – juillet 2010

⁵⁸⁸ revue municipale 2002

Ce n'est pas le cas par contre du club social de Haret AIMjédlé. Cette association se focalise sur le quartier de Haret AIMjédlé. Elle est fondée en 1973 par des habitants du quartier. Le club comprend 123 personnes dont 96 habitants de Haret AIMjédlé, les autres viennent des quartiers d'Aïn AIReméné ou sont des originaires de Haret AIMjédlé qui ont déménagé mais gardent des relations importantes avec le quartier. Cette association se perçoit comme le représentant de la population de ce quartier⁵⁸⁹ auprès des acteurs externes notamment la municipalité. Elle agit notamment dans le champ social : assistance aux plus pauvres, organisation de fêtes où se retrouvent les gens du quartier...

La relation du club avec la municipalité est excellente. De fait, celle-ci a construit un terrain sportif à Haret AIMjédlé⁵⁹⁰ et le club se charge de sa gestion et son animation. Ainsi le club a maintenant deux équipes sportives, l'une de Basket-ball et l'autre de Volley-ball qui utilisent ce terrain, et y organisent des tournois sportifs. D'autre part, la municipalité envisage d'offrir un nouveau local à l'association dans le centre culturel et sportif qu'elle est en train de construire à l'est d'Aïn AIReméné, ainsi que potentiellement, la gestion du centre⁵⁹¹.

Cette association est incontournable dans la gouvernance locale à Chiyah. Bien qu'elle n'y soit pas un acteur majeur ni un membre du régime municipal, elle est cependant le seul acteur qui puisse prétendre à la représentation du quartier de Haret AIMjédlé. Elle est présente dans toutes les tractations en rapport à celui-ci. En fait, on pense que cette association est un allié du régime de Chiyah : elle ne partage pas les spécificités historiques de ce régime, elle ne contribue pas à la définition du projet de ville, toutefois, elle est le principal collaborateur du régime concernant une zone géographique bien définie : le quartier de Haret AIMjédlé.

Une troisième situation est celle du club « AIChabibé de Chiyah et Aïn AIReméné » ; fondé il y a moins d'une dizaine d'années ses fondateurs sont un groupe de jeunes, dont une personne qui a réussi à se faire élire mukhtar d'Aïn AIReméné⁵⁹² en 2004 et 2010. Le club est avant tout un club sportif de Basket-ball, toutefois, il organise des activités pour les jeunes et les enfants notamment une colonie d'été.

Ce club a la spécificité d'inclure dans ses rangs, des jeunes de communautés chrétiennes et de communauté chiite. Il est présenté par ses responsables⁵⁹³ comme une preuve que lorsque la bonne volonté est présente on peut transcender les fractures communautaires⁵⁹⁴. En fait ces responsables proches du Courant Patriotique Libre sont très critiques du désœuvrement des

⁵⁸⁹ entretien avec le président de l'association – juillet 2010

⁵⁹⁰ Le terrain est offert par le frère du président Gharios – entretien avec le président de l'association – juillet 2010

⁵⁹¹ d'après le président de l'association, entretien – juillet 2010

⁵⁹² Aïn El Reméné de Furn AIChebbak

⁵⁹³ Entretien avec un mukhtar d'Aïn AIReméné responsable du club

⁵⁹⁴ La solidarité entre ces jeunes et notamment l'hospitalité de ceux d'Aïn AIReméné envers ceux de Chiyah ouest dont le quartier est une des cibles des bombardements israéliens en 2006 est présenté par les responsables du club comme leur « plus grande réussite ».

jeunes et le développement de « bandes de rue » à Aïn AlReméné qu'ils accusent les Forces Libanaises de favoriser.

Ainsi ce club tout en étant un acteur spécialisé dans une offre sectorielle, a aussi des positions par rapport aux principaux enjeux politiques actuels de Chiyah. Il s'inscrit dans la confrontation entre le CPL et les FL sur les questions en rapport au futur de la région et notamment le rapport d'Aïn AlReméné avec son entourage. De même, le club a d'excellentes relations avec la municipalité, puisque c'est Mr Gharios lui-même qui leur offre le terrain de sport dans une école pour leurs activités.

Nous avons tendance à considérer ce club, malgré ses relations positives avec la municipalité, comme un acteur autonome qui œuvre suivant son agenda propre indépendamment du régime.

De l'autre côté de la ligne de démarcation, on ne trouve pas d'associations religieuses ou politiques chiites. Cependant, Chiyah ouest en particulier et Chiyah en général connaissent récemment l'implantation d'un grand nombre d'associations. Ainsi depuis 2007, en se basant sur les avis de fondation d'associations au journal officiel, on peut observer une hausse phénoménale de leur nombre. Rien que de 2007 à 2008 on peut compter plus de vingt nouvelles associations à Chiyah⁵⁹⁵. Toutefois la majorité de ces associations n'oeuvrent pas au niveau de Chiyah mais plutôt au niveau national dans des secteurs bien définis – culture, science, associations professionnelles... Leur choix de s'implanter à Chiyah revient à la position stratégique de cette commune dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine.

Le monde associatif à Chiyah est loin d'être un tout homogène, tout au contraire, de grandes divergences démarquent ses différents constituants, dans leur appréhension de leur rôle, leurs rapports au régime et leur place dans la gouvernance locale à Chiyah.

3.3.7 Les municipalités de l'entourage

« Avec les municipalités de l'entourage, il y a une excellente relation faite de rencontres, d'échanges d'idées, étude des questions communes »⁵⁹⁶. De fait, dès son accès au mandat municipal Gharios veille à ouvrir des canaux d'échanges interrelationnels avec les municipalités de l'entourage.

Ainsi se développe entre Mr. Gharios et les présidents des municipalités de la banlieue sud et de la banlieue sud-est, notamment Ghobeiri, Furn AlChebbak, Hazmié, Haret Hreik et Hadath,

⁵⁹⁵ Toutefois, il faut relativiser ce nombre qui comprend aussi des associations qui en réalité se retrouvent à Ghobeiri. En fait, les responsables administratifs ne vérifient pas l'adresse exacte et se fient à l'adresse remplie par les fondateurs de l'association. Ainsi on retrouve des associations qui ont comme adresse le quartier Chiyah de Ghobeiri qui sont incluses parmi celles de Chiyah.

⁵⁹⁶ Gharios dans (Al-Charq : Nisreen Hijazi – 17/07/1999)

limitrophes de la commune de Chiyah, des relations qui vont plus loin que le cadre officiel. En fait, en coopération avec Mr. Mohammad Saïd AlKhansa de Ghobeiri, Mr Gharios essaie de monter un « club » officieux des présidents des municipalités de ces banlieues.

La revue municipale de 2002 fait état d'une réunion des présidents de municipalités⁵⁹⁷ à la municipalité de Chiyah avec des députés du caza de Baabda pour revendiquer leurs redevances de la caisse autonome des municipalités que le ministère des finances se refuse de débloquent. On les voit aussi en visite chez le président de la république pour lui demander de les assister dans leurs revendications, concernant cette question, mais aussi pour différents litiges avec des institutions de l'Etat, telles la direction générale d'urbanisme ou la société publique Elyssar.

D'autre part les revues de 2002 et 2003 regorgent de photos de ces présidents de municipalités présents à des activités organisées par la municipalité ou par d'autres acteurs du régime : les festivals d'été, le dîner en l'honneur de l'évêque Matar, les dîners qu'organisent la municipalité ou le rassemblement des mouvements de Mar Mekhael...

La majorité de ces présidents à la tête de ces communes de la banlieue sud-est sont de la communauté chrétienne. Toutefois ils affichent toujours leur « très bonne relation » avec le président de la municipalité de Ghobeiri, contrôlée par le Hezbollah. Cette relation réussie est considérée comme la matérialisation de l'« ouverture » que cherche le régime de Chiyah en 1998 sur les autres acteurs de la ligne de démarcation. AlKhansa est aussi un puissant interlocuteur et partenaire avec qui elle peut œuvrer pour transcender les problèmes de la ligne de démarcation.

Concernant la création d'une union des municipalités du Sahel du Matn Sud – une idée présente depuis 1998 – la position de la municipalité fluctue à travers le temps. La municipalité se dit toujours favorable à toute forme de coopération entre ces municipalités. Mr Gharios est considéré personnellement comme une des principales personnes qui ont œuvré à rapprocher ces municipalités. Toutefois, la position envers l'union a toujours été ambiguë.

Ainsi pour Mr. Gharios dans un entretien de 2006 le « problème [de l'union des municipalités] est que la majorité [des municipalités] sont des petites municipalités qui n'ont pas les moyens, et il y a besoin de grandes municipalités qui ont les moyens de mettre l'argent de côté pour contribuer au développement de l'Union. »⁵⁹⁸. Le secrétaire du conseil municipal à la même époque désigne plus explicitement le cas de la municipalité de Ghobeiri qui a de très grands moyens – avec un revenu annuel entre les 20 et 30 millions de dollars – mais qui a aussi de très grands besoins qui

⁵⁹⁷ Chiyah, Furn AlChebbak, Hazmié, Baabda, Hadath, Mrejjé, Haret Hreik, Ghobeiri, Bourj AlBarajné, Wadi Chahrour AlFawqa, Wadi Chahrour EITahta, Kfarchima, Botchay, Bseba, Chouwit, AlChebanié, Tarchich, AlKossaybé, Arsoun et Jouwar Al Jawz

⁵⁹⁸ (28/03/2006 – Al-Liwaa : Younis AlSayed)

consomment toutes ses ressources, alors que d'autres municipalités plus loin dans la banlieue n'ont que des moyens très réduits⁵⁹⁹.

Toutefois, à partir de 2008 et avec la mise en place de l'union des municipalités de la banlieue sud qui regroupe les municipalités de Ghobeiri, haret Hreik, Bourj AlBarajné et Mrayjé, la donne change et le discours avec. On affiche plus clairement ce qu'on essayait de dissimuler par le discours technique : « il est plus logique de mettre en place des unions municipales avec des communes partageant les mêmes caractéristiques culturelles [comprendre communautaires] »⁶⁰⁰.

En fait, avec le report continu du projet de l'union des municipalités du Sahel du Matn Sud, le Hezbollah contrôlant de fait les quatre municipalités de la banlieue sud se décide à monter sa propre union municipale⁶⁰¹. Et dès l'année suivante se met en place l'union des municipalités du Matn Sud qui cette fois inclut les municipalités de Chiyah, Hazmié et Furn AlChebbak, avec Chiyah comme son chef-lieu et le président de la municipalité de Furn El Chebbak comme son président. Cette union est censée s'étendre pour englober progressivement le reste des municipalités de la banlieue sud-est.

Toutefois nous avons ressenti concernant cette union, - bien qu'il soit tôt pour émettre des remarques précises – qu'elle reste un cadre assez flottant et que l'autonomie de l'action des municipalités reste prégnante. Par exemple le secrétaire du conseil municipal de Chiyah en 2010, semble ne pas connaître les détails de l'union des municipalités du Sahel du Matn sud et qu'il appelle cette union l'union des municipalités du Wassat, et ne connaît pas les municipalités membres alors que Chiyah est officiellement le chef-lieu de cette union. D'autre part il semble que la coopération intercommunale se construira entre les municipalités sur projets et non selon une vision d'ensemble ⁶⁰².

De cet épisode de construction des unions municipales on aurait été tenté de conclure que le poids de la question communautaire est dans les faits plus fort que la bonne volonté des acteurs. Toutefois, sans nier le poids de cette question dans ces banlieues, nous pensons qu'il serait trop réducteur de ne voir dans ces faits que l'émanation d'un fossé communautaire infranchissable. Nous pensons plutôt que la question est avant tout une question d'autonomie qu'aucun des régimes municipaux ne veut céder. En fait le cas de la banlieue sud est exceptionnel du fait que les quatre municipalités sont tenues d'une façon plus ou moins directe par un même grand acteur communautaire : le Hezbollah. Ce n'est pas le cas des régimes municipaux claniques de la banlieue sud-est jaloux de leurs autonomies et leurs spécificités locales.

⁵⁹⁹ entretien – mai 2006

⁶⁰⁰ entretien avec le secrétaire du conseil municipal de Chiyah – juillet 2010

⁶⁰¹ Nous avons l'impression d'après nos entretiens que cette union est en fait un important outil pour le Hezbollah dans son effort d'organisation du territoire de la banlieue sud. Toutefois, il est encore tôt pour pouvoir émettre des conclusions claires sur le rôle précis de cette union et sa façon d'opérer.

⁶⁰² (entretien – juillet 2010)

Toutefois, concernant Chiyah, on pense que la mise en place de cette union favorisera dans le futur les interdépendances avec les communes de la banlieue sud-est, alors que la mise en place d'une union des municipalités de la banlieue sud⁶⁰³ accentuera sa démarcation des communes de la banlieue sud.

Les coopérations déjà en place notamment avec Furn AlChebbak, Hazmié et Hadath, contribuent déjà à renforcer les interdépendances entre ces communes. Et si dans un premier temps chacune de ces municipalités veille à produire ses propres équipements – quitte à mettre en place des équipements similaires à des distances très proches – dans les deux dernières années il paraît que la mise en place de l'union des municipalités du Sahel du Matn Sud, ainsi que la multiplication des coopérations poussent petit à petit au développement de logiques de complémentarité. Nous reviendrons sur cela plus loin.

3.3.8 Les acteurs internationaux

La situation de besoin en ressources et en personnel qualifié au niveau municipal a poussé un grand nombre d'agences internationales de développement à s'intéresser aux questions des municipalités libanaises et à monter des projets de coopération et d'assistance. Ainsi à partir des années 90, les agences de développement internationales, ou celles dans le cadre de la coopération décentralisée sont devenues un important acteur ayant des implications importantes au niveau de la gouvernance locale et parfois sur les interdépendances territoriales. Agissants par projets et parfois en imposant des procédures de gouvernance telle la participation, ces acteurs peuvent volontairement ou involontairement renforcer un acteur ou exclure d'autres de cette gouvernance.

Toutefois, toutes les coopérations n'ont pas le même impact. Certaines, se cantonnant dans la formation technique ou l'assistance dans un secteur particulier, ne pèsent pas fortement sur la gouvernance locale. C'est le cas par exemple, des voyages de formation offerts à des conseillers municipaux de Chiyah par des coopérations belges. Ce projet a aussi comme objectif d'évaluer les possibilités et l'intérêt de conventions de jumelage avec des municipalités belges. N'ayant pas atteint son objectif, cette coopération se réduit à la simple formation d'élus. Pourtant, la revue municipale parle amplement de cette coopération qui est ici utilisée dans le sens de la légitimation du régime « moderne » qui veille au développement de ses ressources et ses réseaux.

Une autre coopération dans ce même sens, est celle avec l'agence américaine gouvernementale de développement USAID et l'université de l'état de New York à Albany. Cette coopération vise la modernisation de l'administration municipale à travers son informatisation et la formation des employés municipaux à son utilisation ; elle vise aussi à monter un SIG des plans cadastraux de

⁶⁰³ Et qui dans nos observations semble à première vue fort active

Chiyah ainsi que les impôts afin de les rendre disponibles sur un poste ordinateur dans le hall du bâtiment municipal. Cette coopération prévoit aussi la création d'un site internet de la municipalité de Chiyah.

Une autre forme de coopération avec des acteurs internationaux est celle qui a des implications plus ou moins importantes sur la gouvernance locale et les interdépendances territoriales. C'est le cas du projet ART GOLD Liban du PNUD. Ce projet vise le développement territorial à travers le montage de projets au niveau intercommunal. Quatre zones sont retenues au Liban dont des unions municipales dans des régions du Sud, du Nord, de la Beqaa et du Sahel du Matn Sud.

Des réunions sont réalisées avec des municipalités de cette dernière région⁶⁰⁴ en présence d'autres acteurs économiques et sociaux. Toutefois, ces réunions ne mènent pas à la cristallisation d'un projet commun au niveau de ces municipalités. Tout au contraire, on voit l'émergence de deux coopérations distinctes. L'une regroupant les municipalités de la banlieue sud et privilégiant le secteur de la santé à travers la mise en réseau des dispensaires et la palliation aux besoins en personnel et en ressources. L'autre regroupant Hadath, Furn AlChebbak et Chiyah et ciblant l'éducation et la jeunesse à travers la mise en réseau des associations traitant de ces questions ainsi que l'assistance aux écoles.

La définition de deux projets différents des deux côtés de la ligne de démarcation, et la difficulté pour les acteurs à mettre en place un projet commun, nous semblent contribuer encore plus à l'accentuation de cette démarcation tout en renforçant cependant les dynamiques d'intégration dans ces deux ensembles de part et d'autre de la ligne de démarcation. Toutefois, ce projet est toujours en cours et il est prématuré de considérer ses conséquences réelles surtout que la mise en place des cadres d'intercommunalité portés par les unions municipales est contemporaine de ce projet.

3.3.9 L'Etat central et ses institutions

La relation du régime avec l'Etat central se définit selon deux axes indépendants. D'abord, il y a la relation officieuse, ou plutôt interpersonnelle, qui lie des personnalités du régime et notamment son président à certains cercles du pouvoir central. Mr. Gharios étant le beau-fils du ministre de l'intérieur et puissant zaïm du post-Taëf - Mr. Michel AlMurr - a un accès privilégié dès 1998 à divers ministres et institutions gouvernementales en mesure de fortement faciliter sa tâche. À travers ses relations avec Mr. AlMurr, Mr. Gharios a de 1998 à 2005 des relations privilégiées avec le président de la république Emile Lahoud⁶⁰⁵. Mr. Gharios lui-même et son régime affichent haut

⁶⁰⁴ Hadath, Furn Al Chebbak, Chiyah, Ghobeiri, Haret Hreik, Bourj AlBarajné et Mreijé

⁶⁰⁵ Il y a aussi une parenté e mariage entre les Lahouds et les Murrs.

et fort leurs couleurs sur ce sujet⁶⁰⁶ et en même temps cherchent à bénéficier de son soutien pour leur action locale.

Les revues municipales de 2002 et 2003 regorgent d'éloges au mandat Lahoud comme on peut voir la première dame Mme Andrée Lahoud parrainer et participer aux projets de la municipalité, notamment le lancement d'une campagne contre la drogue organisée par les municipalités de Chiyah et Furn AIChebbak.

Si Mr. Gharios est affilié au clan AIMurr-Lahoud, il souligne qu'il a les meilleures relations avec beaucoup de responsables gouvernementaux et personnalités du champ politique⁶⁰⁷. En fait, Mr. Gharios cherche, en même temps que la réussite de ses mandats municipaux, une ascension graduelle pour entrer dans le club des acteurs nationaux. À partir de 2005 et avec la crise qui s'installe au sein du clan⁶⁰⁸ auquel il est affilié, il commence à revendiquer son autonomie, avant de rejoindre les listes de la coalition du 14 mars pour les élections législatives de 2009.

Toutefois, malgré les meilleures relations affichées concernant les responsables de l'Etat central, Mr. Gharios ne se prive pas de s'attaquer durement aux institutions centrales. Les principaux sujets relevés par Mr. Gharios concernent notamment: l'argent des municipalités chez l'Etat, la loi municipale, le traitement de la question des déplacements et indemnisations du secteur Mar Mekhael, les mouchaa de Chiyah à Jnah confisqués par l'établissement public Elyssar.

Le problème financier est surtout en rapport avec la part de la municipalité des revenus d'Electricité Du Liban et de la Caisse municipale autonome ; EDL et le ministère des télécoms transforment l'argent de la Caisse en revenu TVA de l'Etat. Il y a aussi la question de la gestion de la Caisse où les municipalités se retrouvent en situation de « faux témoin » incapables d'agir. L'exemple des dus à Sukleen⁶⁰⁹ est assez expressif. Sukleen est payée près de 900000\$ annuellement pour faire son travail à Chiyah, cette somme est directement prélevée sur la part de Chiyah de la caisse autonome, on trouverait beaucoup à redire concernant le contrat de Sukleen et l'efficacité de son travail.

Sur la question du nouveau projet de la loi municipale en discussion au parlement à l'époque, Mr. Gharios commente : « De mon point de vue, la politique du gouvernement actuel, qui minimise les revenus des municipalités de façon dramatique représente la plus grande erreur qu'une autorité centrale peut commettre affectant la société libanaise et ses gens. C'est une erreur de lier les questions de développement qui sont au cœur de l'action municipale – du fait de sa sensibilité aux

⁶⁰⁶ Eloge d' AIMurr par Gharios (Al-Diyar – 14/05/1998) ainsi qu'une éloge du mandat du président Emile Lahoud et les espoirs qu'il suscite (Propos d'une conférence de Gharios à l'invitation du rassemblement des mouvements de Mar Gerios – revue municipale 2002)

⁶⁰⁷ (Al-Mouraqeb – septembre 2002)

⁶⁰⁸ Le président Lahoud se retrouve la cible d'une campagne contestant son nouveau mandat de trois ans et revendiquant sa démission, même le fils de Michel AIMurr gendre du président Elias AIMurr commence à prendre ses distances de celui-ci. D'autre part, dans les faits le président perd tout contrôle sur les institutions de l'Etat

⁶⁰⁹ Entreprise privée chargée par l'Etat de la levée des déchets et leur traitement dans l'agglomération beyrouthine

questions de vie quotidienne des citoyens – aux politiques publiques. L'autonomie que le législateur a garantie dans la loi 17/77 permet de récupérer de grandes énergies et des capacités d'exécution rapide pouvant aider les municipalités à récupérer les années où l'action de développement fut arrêtée. Toutefois comment les municipalités pourraient-elles agir sans entrées ? »⁶¹⁰. Sur la même question on peut lire Mr. Gharios affirmer que cette nouvelle loi sur les municipalités « lie les mains des présidents des municipalités et les transforme en exécutif. Des décisions comme celles concernant l'usage des propriétés publiques contre rétribution par des privés devient des prérogatives du Mouhafiz⁶¹¹, d'autres comme la récompense d'un employé municipal doit dorénavant avoir l'aval du ministre des finances »⁶¹².

D'autre part Mr. Gharios critique à plusieurs reprises⁶¹³ les autorités centrales, notamment le conseil des ministres, le ministère des déplacés et celui de l'intérieur pour ne pas tenir leurs promesses sur le dossier critique des déplacements et indemnisation de Mar Mekhael. Ceci induit d'une part une situation périlleuse pour les squatters habitant des bâtiments risquant de s'effondrer et pour la commune en général, d'autre part, qui entre par suite dans une situation de « tunnel noir dont on ne connaît pas l'issue ».

Enfin, la municipalité ne manque de critiquer le projet Elyssar notamment concernant sa mainmise sur des propriétés mouchaa des municipalités du Sahel présents dans son périmètre. Ces propriétés sont estimées à 14 millions de dollars⁶¹⁴.

Ainsi la municipalité et notamment son président se positionnent en champions des « droits de la commune » ainsi que du développement de la pratique municipale qui est la principale arène de la politique locale. Ils critiquent les institutions non efficaces, mais en même temps essaient de renforcer leurs liens avec les responsables de ces institutions. Être en même temps le défenseur du « local » et l'intermédiaire entre ce « local » et le central a toujours été un des fondements de la pratique politique libanaise. Ce jeu subtil est encore une ressource politique à laquelle excellent les zaïms communautaires, et que la décentralisation à la libanaise ne semble pas remettre en question, tout au contraire, il est approprié par les présidents de municipalités qui cherchent à s'affirmer comme un solide acteur sur la scène politique locale libanaise.

Toutefois, si certainement ce jeu est payant en termes politiques, il est moins clair comment il l'est en termes de capacité d'action. En fait, les litiges avec Elyssar, Sukleen et EDL sont encore là. Et malgré son ton fort – qui nous semble d'ailleurs viser satisfaire la population plus que de réellement s'attaquer à ces institutions – la municipalité de Chiyah n'engage aucune action forte qui marque une rupture ou une recherche de pénalisation de ces institutions. Elle n'intente pas de

⁶¹⁰ (entretien avec Gharios – revue municipale de 2002)

⁶¹¹ gouverneur chef de l'administration déconcentrée d'une région au Liban

⁶¹² (Al-Massira : Cynthia Zeidan - 23/02/2004)

⁶¹³ entretien avec Gharios et discours de Gharios lors de la cérémonie en honneur du curé Abi Heila tous deux dans la revue municipale de 2002

⁶¹⁴ Entretien avec le secrétaire du conseil municipal de Chiyah – juillet 2010

procès, n'organise pas une mobilisation par la rue, ni même s'abstient de payer ses factures. Elle n'est plus en réalité un acteur sur ces questions et semble prisonnière de la position d'intermédiaire qu'elle s'est elle-même imposée.

3.3.10 L'architecture du réseau du régime municipal de Chiyah (voir planche 13- 1. et 3.)

D'après cette présentation des rapports de la municipalité avec différents acteurs agissant dans le périmètre municipal de la commune de Chiyah ainsi que de ses rapports avec les municipalités de l'entourage nous pensons pouvoir définir d'une façon plus claire ce régime et l'implication de ses rapports internes sur sa capacité à porter son projet de ville ainsi que sur les interdépendances territoriales à Chiyah.

On peut considérer que le régime municipal à Chiyah est un système concentrique au centre duquel se trouve son leader Mr. Gharios et regroupe différents acteurs plus ou moins distants du corps dur du régime constitué par la triade de la municipalité, la paroisse maronite et l'association caritative. Autour de ce centre dur se développe une constellation d'acteurs satellites, ainsi que d'autres constellations indépendantes qui maintiennent ou non des rapports avec le corps dur du régime.

On a ainsi d'abord l'association des commerçants de Karm AlZeitoun, le scout maronite et certaines associations du rassemblement des mouvements de Mar Gerios, qu'on qualifie de partenaires privilégiés de la municipalité et qui sont les premiers satellites tournant autour du régime. La différence essentielle avec le corps du régime c'est d'abord que ces associations sont récentes et ne partagent pas la tradition historique de la triade au centre du régime, bien qu'elles se basent en partie sur le même réseau d'individus.

Ce n'est pas le cas de la paroisse grecque catholique de Chiyah, de l'association des commerçants de Mouawad, le club sportif AlChabibé de Chiyah et Aïn AlReméné et du club social de Haret AlMjédlé. Ces associations sont des alliés stratégiques du régime qui collaborent avec celui-ci sur des questions concernant leurs champs d'action. Toutefois, elles ne partagent pas le même réseau de personnes sur lequel se base le régime et ne sont pas forcément concernées par tous les éléments de son projet de ville. Leurs coopérations sont très différentes dans leur ampleur et nature, mais ensemble elles lui permettent de toucher des pans importants de la population.

Les associations comme Worldvision, La Voix de la Femme Libanaise, YWCA, des organisations internationales de développement et d'autres encore sont des collaborateurs de la municipalité sur des sujets spécifiques. La différence essentielle entre ce groupe et celui des alliés est que le premier est impliqué dans les spécificités politiques de Chiyah et sa gouvernance, à l'inverse du second qui n'a aucune représentativité politique.

Enfin on trouve un groupe d'acteurs présents à Chiyah mais qui n'a aucune relation avec la municipalité et le corps dur du régime. Ce groupe se répartit en deux catégories, les associations et les partis. La différence ici c'est que la municipalité cherche à avoir une définition claire de ses rapports avec les différents partis, un effort qu'elle ne cherche pas à faire pour des associations présentes sur son territoire, dont l'activité ne semble pas l'intéresser.

Le régime essaie de maintenir une bienveillance envers tous les partis, communautaires ou non, chrétiens ou musulmans. Sa démarche générale est celle de l'ouverture sans pourtant aboutir à un montage de coopérations. Il faut noter toutefois une différence entre les partis chrétiens et les autres. Les partis chrétiens ont des rapports avec les autres membres du régime, et ont des partisans au sein même des clans familiaux.

Sur un autre niveau, on peut repérer trois attitudes envers les municipalités de l'entourage :

- On a d'abord un groupe de municipalités avec qui la municipalité de Chiyah essaie de monter des collaborations. C'est le cas surtout avec Furn AlChebbak, mais aussi de Hadath et Hazmié.
- La seconde catégorie est celle des municipalités à qui le régime s'intéresse et cherche à se rapprocher. C'est le cas de la municipalité de Ghobeiri ainsi que la majorité des municipalités « chrétiennes » du Sahel. Toutefois, les raisons de rapprochement avec Ghobeiri et celles avec les autres municipalités de la banlieue est sont très différentes. Avec Ghobeiri, la question centrale qui se pose est la relation avec la banlieue sud et son évolution. Avec les autres municipalités, la question qui se pose est celle des possibilités de l'élargissement de l'union des municipalités du Sahel du Matn Sud.
- La troisième catégorie comprend les municipalités de communes relativement proches mais envers qui le régime est indifférent. C'est le cas des municipalités comme celles de Beyrouth, et du Sahel du Matn Nord.

3.4 Les limitations du régime municipal de Chiyah, les défis de sa stabilisation et leurs implications

Le réseau du régime permet à ce dernier de s'ouvrir sur un grand nombre d'acteurs et de traiter de beaucoup de problèmes et de défis qui le confrontent dans son action municipale. Il est capable de regrouper des ressources d'action qui lui permettent d'agir dans un grand nombre de secteurs. C'est le cas notamment concernant le redressement économique, ses actions sociales et la mise en place et la gestion d'équipements et d'espaces publics. Toutefois, les limitations de ce régime se font gravement ressentir sur deux questions de taille.

D'abord sur la question de la ligne de démarcation ; le régime a de graves lacunes concernant ce sujet. La population à l'ouest de la ligne de démarcation ne se retrouve pas dans la définition du régime municipal de l'identité de la commune. Le projet de ville n'intéresse en fait que l'association des commerçants du souk de Mouawad. Les acteurs des quartiers à l'ouest de la ligne de démarcation notamment les partis chiites ont d'autres projets plus ou moins affichés pour ces quartiers qui s'accordent d'ailleurs tous sur le fait que ces quartiers doivent s'articuler avec les dynamiques du reste de la banlieue sud. Le projet de ville de la municipalité se cantonnant au périmètre communal ne prend pas ce point en considération. Ceci s'est accentué avec le blocage du projet de l'union des municipalités du Sahel du Matn sud dans sa version élargie. Enfin, le réseau du régime municipal ne semble pas assez solide de l'autre côté de la ligne de démarcation ce qui érode fortement sa légitimité représentative auprès de la population et minimise considérablement sa capacité d'entreprendre sur la ligne de démarcation comme à Chiyah ouest.

D'autre part, il s'agit de la question de la polarisation politique des communautés chrétiennes. En fait, la municipalité réussit à transcender cette question de 1998 à 2005 et à fédérer les principaux acteurs autour d'elle et de son projet. Toutefois ses faiblesses essentielles face au spectre de la polarisation communautaire lui imposent d'importantes limitations qui peuvent remettre en question son projet de ville et même son leadership. Ces faiblesses sont de deux natures différentes mais complémentaires. Le régime n'a pas de vision politique claire ni au niveau national, ni concernant l'agglomération beyrouthine et le rapport de Chiyah à cette dernière et ses sous-ensembles. De fait le régime municipal à Chiyah choisit de s'affilier au niveau national au président de la république Emile Lahoud sans vraiment adopter et défendre ses positions par rapport à des questions stratégiques au niveau national comme les questions de la résistance armée contre Israël et les relations libano-syriennes. C'est en effet une alliance de connivence pour s'assurer le soutien du président et ses ressources au niveau de l'Etat. Toutefois, ces positions politiques ne sont pas celles dominantes au sein des communautés chrétiennes. Ainsi, en 2005 et avec les attaques politiques de la coalition du 14 mars contre le président Lahoud lui faisant porter la responsabilité politique du meurtre de Hariri et la couverture des exactions de l'armée syrienne, beaucoup d'anciens alliés du président le délaissent. C'est le cas du régime de Chiyah dont une bonne partie des acteurs ne partagent pas les positions politiques de Lahoud. Rapidement, le régime s'est retrouvé en crise, déchiré entre pro-FL et pro-CPL, notamment avec le soutien graduel du général Aoun à Lahoud et ses positions politiques. Avec deux groupes ayant chacun son programme politique, et cherchant à reprendre en main l'espace politique et associatif local, le régime se retrouve dans une position difficile. Le leadership du régime est en train de jongler sur divers positionnements politiques pour maintenir sa cohésion interne. Il est encore tôt de voir comment sa décision d'inclure des représentants des principaux partis chrétiens au sein de son conseil municipal aura des répercussions sur la stabilité du régime et la redéfinition de son projet de ville.

En fait, la principale faiblesse du réseau du régime est son ancrage sur les clans familiaux « ahalis ». Les différents acteurs et groupes migrants ne partagent pas l'identité de la commune

que le régime adopte. Ce qui fait que leur lien au régime reste tributaire de leur affiliation à des associations proches du régime notamment les paroisses. Or, à partir de 2005, ces associations versées dans leurs actions sectorielles et n'ayant pas des positions claires et affichées concernant les questions politiques nationales se retrouvent elles aussi en crise. La ligne de fracture au niveau national se reproduit au sein même de ces associations. Ceci s'amplifie avec les choix tactiques généralisés des partis de prendre le contrôle de toutes les associations et de les mobiliser dans le sens de leur discours et positions politiques.

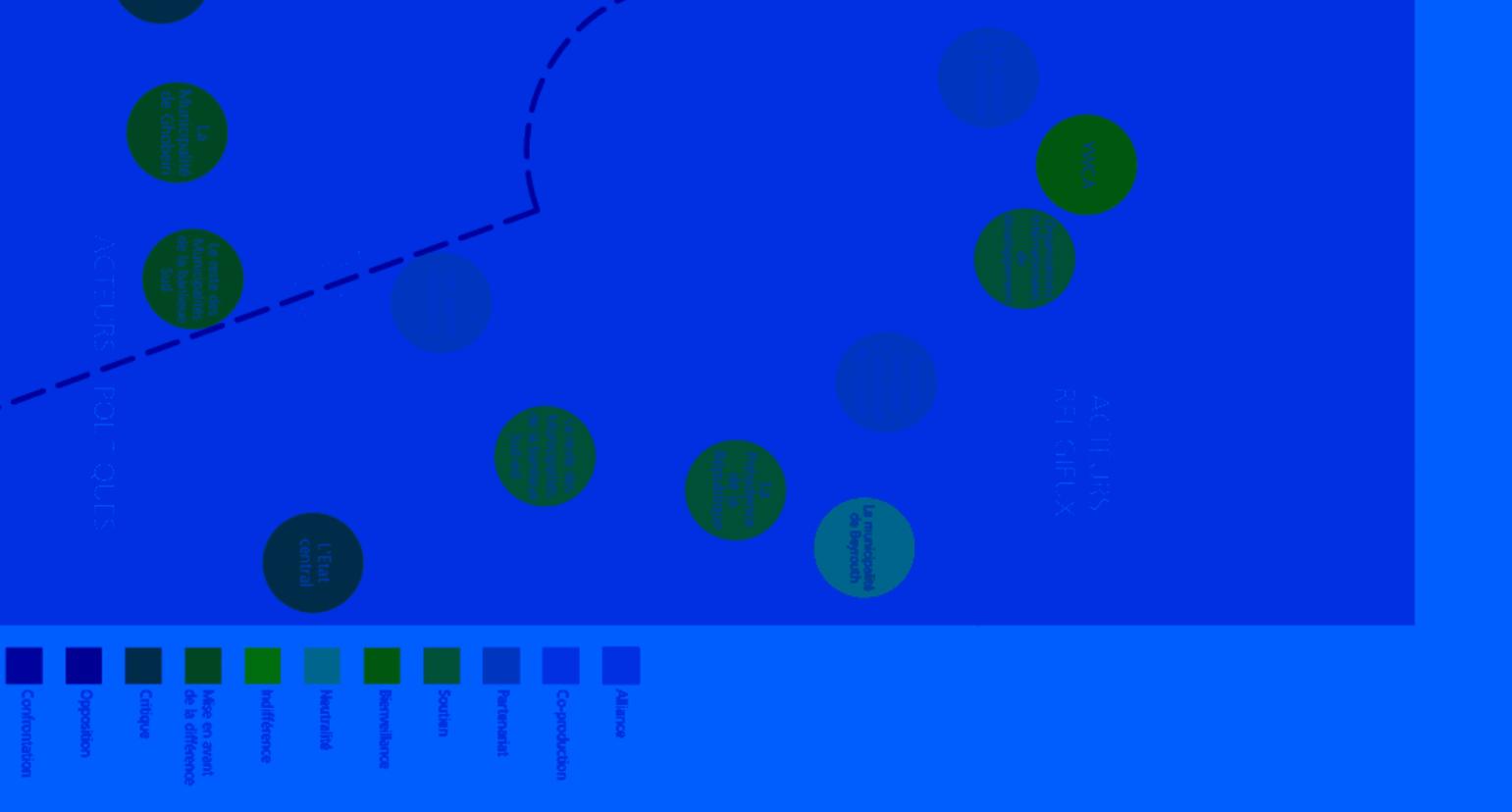
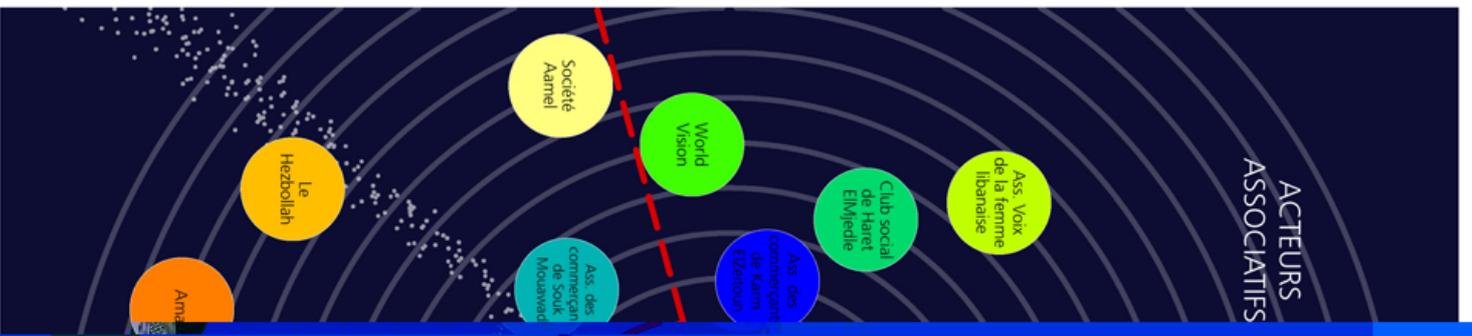
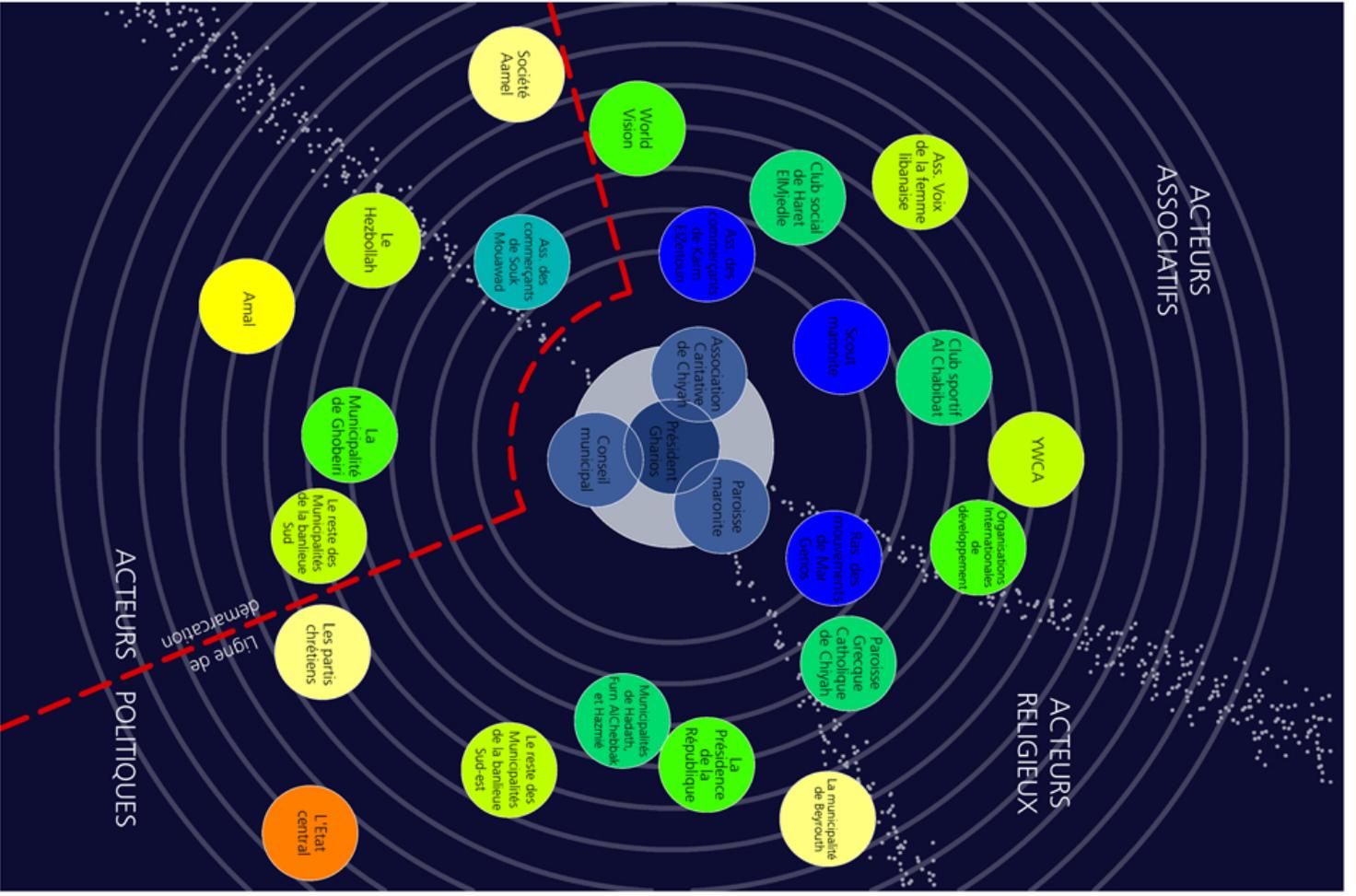
En fait la thèse que la stabilisation du régime municipal est la raison qui domine l'action municipale et est consubstantielle de l'évolution des différenciations sociospatiales, trouve dans le cas de Chiyah un exemple assez typique.

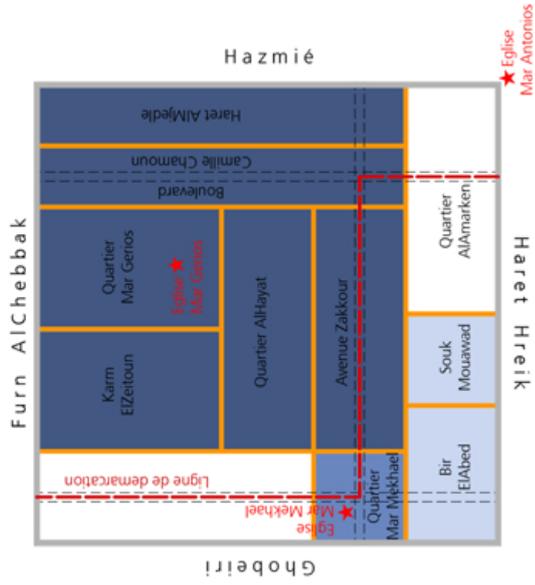
C'est bien la recherche de la stabilisation du régime municipal qui devient la priorité du régime et qui le pousse à épouser les positions les plus conservatrices. Ainsi devant les importantes crises politiques comme les complications du dossier des déplacés, la polarisation pro-FL et pro-CPL et les conséquences de l'installation croissante de ménages de la communauté chiite à Aïn AlReméné, le régime pour maintenir son contrôle de son réseau ainsi que sa propre cohésion et ne pas se voir débordé par le regain de force des partis chrétiens choisit une politique de repli sur Aïn AlReméné.

Ainsi, la construction de la territorialité du « local » comme un projet de renaissance d'une identité localiste historique au référent « villageois » dans le périmètre municipal, en déni des différenciations sociospatiales issues de la guerre, ne semble pas tenir la route. On voit aujourd'hui un virement fort dans le sens de la reconnaissance de ces entités sociospatiales. La nouvelle construction de la territorialité du « local », dans une logique de stabilisation du régime, se suffira même à une de ces entités sociospatiales les plus marquées par la guerre : Aïn AlReméné. Le projet de ville de Chiyah se fera à Aïn AlReméné, en indifférence – voire hostilité – envers les autres quartiers et leurs acteurs. Un choix qui risque d'accentuer de fait les logiques de différenciations sociospatiales.

Si on retrouve des similitudes avec Chiyah dans les logiques de la gouvernance urbaine à Ghobeiri et Furn AlChebbak, les spécificités des contextes ont des répercussions différentes quant aux différenciations sociospatiales. Nous tenterons ici d'identifier ces éléments après une présentation des cas de Ghobeiri et Furn AlChebbak

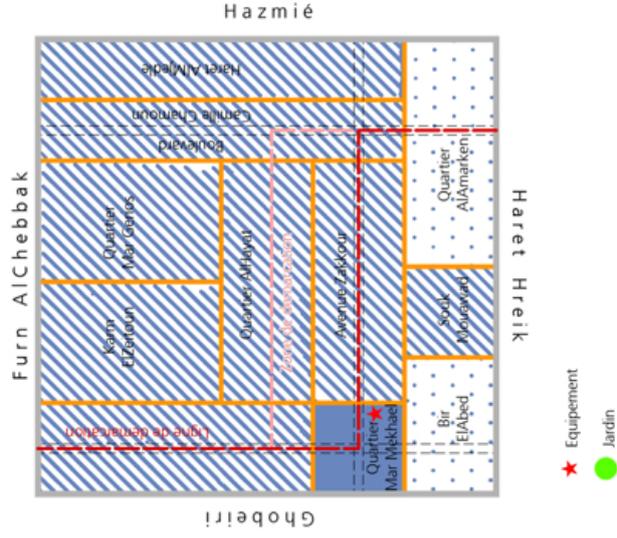
Planche 13 - Le régime de Chiyah





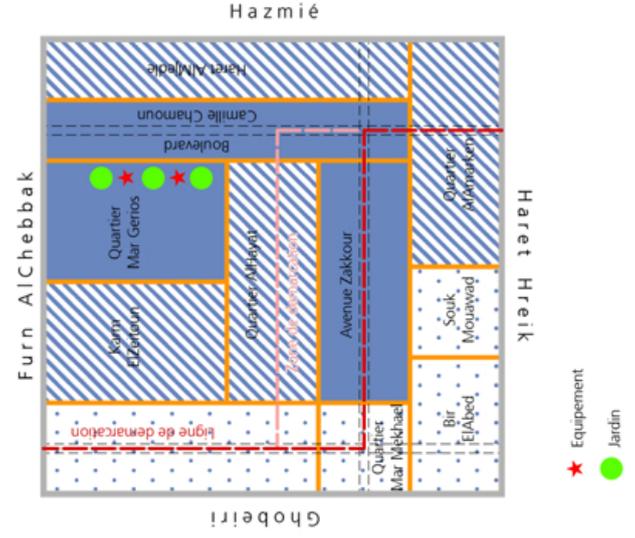
2. Carte mentale du régime

4. L'implantation des projets du régime dans une première phase



3. Implantation du régime dans la commune

5. L'implantation des projets du régime dans une seconde phase



4 Le cas de la municipalité de Ghobeiri

4.1 L' « identité de Ghobeiri »

4.1.1 Réécrire l'histoire de Ghobeiri

Comme il a été fait dans le cas de Chiyah, nous allons essayer ici de reconstruire à travers le discours municipal la représentation du régime municipal de Ghobeiri de l'histoire et de la géographie de la commune.

Un village versé dans la verdure

Les descriptions lyriques de Ghobeiri comme un village dans la nature se multiplient dans le discours municipal. C'est la représentation de Ghobeiri comme une « terre [...] verte par ses arbres, attrayante par ses jardins, belle par sa côte ensorcelante par sa mer et la pureté de son air »⁶¹⁵ qui domine le discours relatif à l'histoire de la commune avant son urbanisation massive à partir des années 50.

Il est intéressant de remarquer que contrairement à Chiyah, à Ghobeiri, on ne parle aucunement de l'ancienne communauté villageoise, de ses clans et de ses notables. Pourtant ces derniers sont aussi présents dans l'histoire de cette commune que dans celle de sa voisine. Khuri (1975) parle longuement de ces clans, notamment les Kanj, Khalil et AlKhansa, et leur poids imposant dans la vie politique locale à Ghobeiri jusqu'à la veille de la guerre civile. En fait le clanisme représente à cette époque encore un des principaux moteurs de la mobilisation politique et sociale (voir Chapitre V– 6.4.).

Il nous semble que la mise en avant des attributs physiques du territoire plus que ses attributs sociopolitiques traditionnels émane de deux soucis. D'abord, cette idylle verte circulée dans le discours municipal comme une représentation convaincante de ce que fut dans le temps Ghobeiri peut être un élément fédérateur pour tous les groupes sociaux et acteurs de la commune. Et cela d'autant plus que la commune se dit pionnière dans l'effort de reverdure d'un Ghobeiri livré à une urbanisation chaotique et irresponsable. Deuxièmement, mettre en avant cet aspect du territoire cherche à contrer les attaques des opposants au régime, notamment des notables et clans familiaux traditionnels locaux. En effet, l'attaque centrale de l'opposition se base sur une critique du régime municipal considéré comme un outil aux mains d'un parti qui se soucie peu des spécificités locales de la commune et qui ne cherche à conquérir les municipalités que pour les utiliser comme outil de combat dans des questions aux enjeux nationaux.

Ainsi, considérer la question du paysage naturel comme un des principaux éléments fondateurs de la commune est une façon de dire qu'en dehors de ce patrimoine à préserver aucun autre élément

⁶¹⁵ (responsable de la communication au conseil municipal de Ghobeiri – revue municipale 2001)

de l'histoire traditionnelle du Ghobeiri villageois ne s'impose comme incontournable et ne peut peser sur le présent de la commune.

Un espace de marginalisation de la métropole de l'avant-guerre

« La ceinture de misère, l'exclusion et l'abandon chronique de la part de l'Etat » sont les principaux problèmes dont hérite le Ghobeiri d'aujourd'hui d'après le président de la municipalité Mr. AlKhansa⁶¹⁶. En vérité les termes de ceinture de misère et d'exclusion sont longtemps mobilisés dans le discours politique comme dans les travaux scientifiques sur le Beyrouth de l'avant-guerre. Ces termes décrivent une continuité d'espaces de Tanakés, de quartiers irréguliers et de communes banlieusardes délaissées par l'Etat au profit d'une concentration des initiatives sur le Beyrouth-centre. Allant de la tanaké de Karantina au nord-est et en arc de cercle englobant la majorité des espaces de la première couronne des banlieues de Beyrouth et jusqu'à Ouzai, ces espaces, naissant sous le poids d'un important exode rural comme d'une urbanisation massive et une industrialisation naissante, occupent les espaces vides de ces banlieues aux dépens des dunes de sables ou des plaines alluviales (voir Chapitre V- 6.2.4) .

Or le problème selon AlKhansa ne se résume pas à une destruction systématique du paysage idyllique traditionnel – cher aux tenants du régime municipal – mais aussi une attitude discriminatoire de la part des autorités publiques qui, d'une façon plus ou moins intentionnelle, délaissent ces quartiers et les laissent se développer sans approvisionnement de services ou de soutien. De fait, AlKhansa attaque un Etat qui dans l'avant-guerre, est en quelque sorte dominé par une droite chrétienne portant nombre de préjugés négatifs à l'encontre des habitants de ces quartiers (palestiniens, travailleurs syriens et familles du Sud Liban de la communauté chiite). Ce positionnement est dans la continuité de la ligne politique du Mouvement des déshérités fondé par l'imam Moussa AlSadr duquel les partis Amal et plus tard le Hezbollah sont issus.

Souligner dans le discours municipal la contestation de cet ordre politique de l'avant-guerre et le rendre responsable de la « crise urbaine » du Ghobeiri contemporain, a un sens et des objectifs bien clairs à notre avis. D'abord, ce ne sont pas les habitants de ces quartiers qui sont responsables de l'état des choses, mais bien l'Etat. Et deuxièmement, mettre en avant l'importance de l'organisation locale et non l'attente de l'action étatique pour relever les défis de développement. En fait c'est une attaque directe à l'ancienne équipe municipale et les clans familiaux qui la soutiennent ; ces derniers insistant sur la démarcation entre les « vrais enfants de Ghobeiri » et les migrants d'une part et rejetant la responsabilité de ces quartiers sur l'Etat.

La municipalité cherche à se présenter comme l'acteur qui prend l'initiative sans attendre l'Etat, comme le porte-étendard du développement. En contrepartie, elle invite la population et les acteurs à se rassembler autour d'elle dans sa démarche. Ainsi en condamnant cette époque

⁶¹⁶ Editorial d'AlKhansa dans la revue municipale de 2001

d'avant-guerre et en la considérant comme la source des problèmes de Ghobeiri, la municipalité légitime sa démarche auprès de la population locale.

La commune de la résistance

C'est ainsi que le responsable du comité de la communication du conseil municipal appelle Ghobeiri⁶¹⁷. En fait c'est la période de l'histoire de Ghobeiri qui est la plus mise en relief dans le discours du régime municipal. La commune est décrite comme un « village-ville » où la population « a offert tant de sacrifices »⁶¹⁸ en soutien à la résistance contre l'occupation israélienne.

Ghobeiri connaît de fait de lourds bombardements israéliens pendant la guerre. Un grand nombre de martyrs civils ainsi que de militants de la résistance y succombent. D'autre part, un nombre important de jeunes de la commune rejoignent pendant la guerre les différentes formations de la résistance dont le Hezbollah. Enfin, c'est ici qu'a lieu le massacre de Sabra et Chatila⁶¹⁹.

Concernant ce massacre, la revue municipale de 2001 lui consacre tout un dossier. On y voit le président de la municipalité participer à la commémoration de l'événement et y faire un discours, et plusieurs pages de la revue sont consacrées à relater ce massacre. Nous pensons que la mise en avant de ce massacre a un rôle important pour la politique municipale notamment dans sa relation avec le camp palestinien. Il faut souligner que pendant les dernières années de la guerre de féroces combats se déroulent dans les camps et opposent le parti chiite Amal et l'OLP. Cette « guerre des camps » a des impacts très négatifs sur la relation des camps palestiniens et leur entourage. Bien que le Hezbollah ne se joigne pas à Amal dans ces combats, ses prises de position très critiques des choix de l'OLP notamment le processus de paix, contribuent à creuser le fossé entre les deux formations pendant les années 90. Mettre en avant le massacre où près de 3000 civils palestiniens et de libanais notamment de la communauté chiite sont exécutés, souligne l'unicité du combat. Considérer le massacre comme une date marquante de l'histoire de la commune c'est signifier en quelque sorte que les camps font partie de la commune (voir chapitre V- 8.2.3).

D'autre part, si les revues municipales consacrent des pages entières aux martyrs Ihab Chahine⁶²⁰ et Mohammad AlHusseini⁶²¹, tous deux originaires de Ghobeiri tombés dans des combats entre le Hezbollah et l'armée de l'occupation israélienne au Liban Sud, le discours municipal conçoit toutefois la résistance comme une valeur en soi indépendamment du contexte de l'occupation

⁶¹⁷ Article dans la revue municipale de Ghobeiri 2001

⁶¹⁸ Article dans la revue municipale de Ghobeiri 2001

⁶¹⁹ Massacre commis en 1982 par les Forces Libanaises assistées par l'armée israélienne à l'encontre des habitants civils de ce camp après le retrait des factions armées palestiniennes

⁶²⁰ revue municipale 2001

⁶²¹ revue municipale 2002

israélienne. C'est ainsi qu'on comprend l'article sur Abed AlKarim AlKhalil dans la revue municipale de 2001.

AlKhalil né à Ghobeiri vers la fin du 19^{ième} siècle, est un leader des mouvements de contestation arabe contre les ottomans vers la fin de l'empire. Il est exécuté en mai 1916 avec un nombre d'autres personnalités à Beyrouth, Aley et Damas par l'armée ottomane pour trahison. Ces personnalités sont plus tard réhabilitées en martyrs par les Etats du Liban et de la Syrie.

Abed AlKarim AlKhalil est la seule personnalité historique de Ghobeiri à laquelle la municipalité donne de l'importance. En fait, ce n'est pas son origine de Ghobeiri et son rôle dans l'histoire du village qui mène le régime à le valoriser. Tout au contraire. Comme les deux autres martyrs combattants du Hezbollah que présentent les revues municipales, AlKhalil quitte tôt son village pour faire des études à Istanbul, sa vie et son action se déroulent dans différentes villes de l'empire loin de son village natal. La cause qu'il défend n'a rien à voir avec les guerres de clans de son village. Le régime municipal de Ghobeiri mobilise ainsi cette icône et essaie de montrer son affiliation à cet héros respecté qui porte comme lui une cause qui va au-delà des petites histoires locales. C'est une autre façon de dire à l'opposition politique qu'on peut très bien porter des grandes causes nationales, notamment la résistance à toute occupation, et être en même temps des « vrais fils de Ghobeiri ».

On voit bien dans le choix des sujets abordés, surtout dans les revues municipales, une construction consciente et ciblée du discours sur la résistance. Ce discours a pour but de rassembler la population autour de la municipalité et de légitimer son action tout en échappant aux terrains glissants de l'histoire des clans et des notables locaux.

Une terre d'Islam

Ghobeiri est perçu dans son histoire comme fournisseur « des énergies de haute qualité dans tous les champs scientifiques et spirituels⁶²² », ainsi que d' « honorables martyrs face à l'ennemi sioniste pour le pays, la nation et la religion »⁶²³.

Un enjeu essentiel pour le régime municipal de Ghobeiri clairement islamiste est de se présenter comme une partie intrinsèque de la réalité locale et non, comme cherchant à démontrer ses opposants, une importation culturelle et politique. Ainsi, souligner la piété religieuse des gens de Ghobeiri et leur attachement à une lecture conservatrice de l'Islam est un élément important du discours municipal. Le régime dépeint le besoin de rigueur « morale » dans l'espace public comme une demande de la population et non comme un choix idéologique du régime.

⁶²² Par « spirituel » AlKhansa entend religieux.

⁶²³ Editorial d'AlKhansa dans la revue municipale de 2001

Un exemple de ces cas peut être trouvé dans la réponse de la municipalité à un article paru dans le journal Al-Nahar⁶²⁴ accusant la municipalité de retravailler ⁶²⁵ des affiches publicitaires « osées » sur l'autoroute de l'aéroport passant par Ghobeiri. La municipalité assure que c'est la firme de publicité elle-même, après contact de la municipalité, qui procède à ce retraitement pour « ne pas choquer la sensibilité et le goût populaire des habitants » de Ghobeiri.

4.1.2 La carte mentale de Ghobeiri d'après la municipalité (voir planche 14- 2.)

À la différence du cas de Chiyah, la carte mentale de l'espace communal pour la municipalité de Ghobeiri n'est pas centrée sur un ou plusieurs lieux ayant une signification historique pour le régime. Ainsi le *vieux Ghobeiri* si jamais il est cité c'est pour signaler la réalisation de projets par la municipalité, et non pour sa dimension historique et mémorielle. Les autres quartiers anciens tels *Tayouné, Moucharafyé et Chiyah* à Ghobeiri sont aussi banalisés. On n'y trouve aucune référence à leur dimension historique. Ici aussi, on ne parle que des projets exécutés par la municipalité.

Le *camp de Chatila* est un autre quartier ancien de Ghobeiri bien qu'ayant ses particularités historiques. Pour la municipalité, comme il a été dit plus haut, une ouverture sur le camp après des années de repli de ce dernier sur lui-même (Mauriat, 1997) est une nécessité. Ainsi elle affiche son partage de la mémoire de la lutte de la résistance palestinienne, comme de la place des martyrs du massacre de Sabra et Chatila pour la municipalité. Elle se mobilise même pour défendre la reprise du terrain squatté du cimetière des martyrs par ses propriétaires privés tout en signalant son intention de s'approprier le terrain et y construire un musée pour commémorer le massacre. Dans son action aussi, la municipalité cherche à renforcer la continuité entre le camp et son entourage, ainsi en 2004 en coopération avec les comités populaires du camp, la municipalité met en place un éclairage et une décoration spéciale pour la fête du Ramadan à l'intérieur du camp⁶²⁶. Toutefois la municipalité reconnaît la spécificité du camp, tout en contestant la façon dont l'UNRWA traite le dossier. Elle refuse de s'impliquer directement comme elle le fait pour certains quartiers dans le périmètre du projet Elyssar : « Les camps sont la responsabilité de l'UNRWA »⁶²⁷.

En bordure de Chatila se trouve le *quartier Sabra* à cheval entre le périmètre municipal de Beyrouth et de Ghobeiri. Ce quartier est habité par des palestiniens, des ménages de nationalité libanaise de communautés chiite et sunnite comme par des travailleurs de différentes nationalités. Il comprend un des souks populaires les plus dynamiques de l'agglomération beyrouthine. Pour la municipalité, cette zone en bordure de son territoire municipal et celui de Beyrouth a une vocation de se transformer en une importante centralité économique à condition de l'organiser et

⁶²⁴ Al-Nahar – 29/06/2005

⁶²⁵ En couvrant de noir les jambes et les bras dénudés d'une femme dans l'affiche

⁶²⁶ entretien avec Ali Safa dans Al-Liwaa – 26/10/2004

⁶²⁷ entretien avec Ali Safa dans Al-Liwaa – 26/10/2004

de le « nettoyer ». C'est à travers ce prisme fonctionnel qu'il faut comprendre la représentation que se fait le régime de ce quartier.

L'absence de profondeur historique dans la représentation de l'espace communal par la municipalité est assez marquante à Ghobeiri. Ainsi dans la rubrique « Hauts lieux de Ghobeiri » des revues municipales de 2001 et 2002 on peut voir que les lieux choisis par les reportages sont la Cité Sportive et le Centre Technique des Arts et des Métiers. Ces deux complexes se trouvent du côté de *Bir Hassan*, c'est à dire dans les espaces à l'ouest de Ghobeiri. Ils sont mis en place comme d'importants équipements au niveau de la métropole beyrouthine et n'ont aucun rapport direct avec leur entourage. Si la Cité Sportive remonte aux années 50 et connaît dans son histoire différents grands événements, ce que retient la revue municipale ce sont ses images pendant la guerre, bombardée par l'aviation israélienne. Le Centre Technique lui est assez récent, exécuté dans les années 90. Nous pensons que le choix de ces deux grands équipements comme hauts lieux est assez révélateur. Il met en avant ce que la municipalité cherche réellement à produire sous ses deux mandats; un grand nombre d'équipements qui par leurs tailles imposantes marquent le territoire de Ghobeiri tout en desservant des zones plus larges que l'espace municipal. Nous reviendrons sur ce point plus tard.

La représentation de l'espace communal par la municipalité est plus marqué par les enjeux du présent que par l'héritage du passé. Le président du comité des travaux publics du conseil municipal parle d'un découpage qui nous semble central de la représentation de la municipalité de son espace communal : *Elyssar* brise Ghobeiri en deux, un à l'est du boulevard de l'aéroport et l'autre à l'ouest⁶²⁸. Loin d'être une simple délimitation de périmètre d'action d'un projet urbain, ce découpage définit deux espaces d'action différents pour la municipalité et présente tout au long de deux mandats le véritable défi à son action. De fait la loi prévoyant la mise en place de l'établissement public Elyssar souligne que l'aménagement et la gestion du périmètre d'action du projet est une de ses prérogatives, limitant de fait toute intervention de la municipalité sur la moitié de son territoire. La contestation de cette démarcation est une des principales consignes politiques de la municipalité.

Toutefois l'ouest du *boulevard de l'aéroport* ne représente pas pour la municipalité une unité homogène. Cette zone comprend d'ailleurs différents quartiers aux statuts socioéconomiques et fonctionnels divers. La municipalité conçoit et traite ces quartiers de façons différentes.

On a d'abord le *quartier des hôtels*. Sur les côtes sablonneuses de Ghobeiri et près de la frontière administrative avec Beyrouth se développe pendant et après la guerre un nombre de grands projets balnéaires et d'hôtels. Alors que le centre-ville est en ruine et que Hamra est encore durement affecté par la guerre, ce quartier devient une des principales destinations de loisir de la bourgeoisie de Beyrouth ouest notamment en été. Toutefois, les piscines, restaurants et boîtes de

⁶²⁸ entretien avec le président du comité des travaux publiques dans la revue municipale de 2002

nuit de ces hôtels représentent un mode de vie en choc culturel avec les idéaux islamistes du régime municipal de Ghobeiri.

Au début du mandat du conseil municipal de 1998 à Ghobeiri, on peut lire dans les journaux de l'époque des articles et des discussions qui filtrent une crainte d'une réaction prévue de ce nouveau conseil concernant ce quartier⁶²⁹. Les positions de ce conseil affichées concernant cette question dans la presse nous semblent indiquer la représentation que se font les acteurs du régime de ce quartier. Le conseil dit reconnaître la spécificité de ce quartier qui est « différent » du reste de Ghobeiri, il ne fait aucunement pression sur les hôtels pour y changer les mœurs, « après tout ce sont des espaces privés », au contraire il veille à l'amélioration de la qualité des espaces publics dans une zone qu'il appelle « touristique ». En contrepartie, AlKhansa affirme dans un entretien que dans le domaine public, la municipalité veillera au respect des mœurs dominantes [lire conservatrices] des « gens de Ghobeiri ».

Ainsi pour le régime municipal de Ghobeiri ce quartier représente une entité à part, dont il doit accepter la spécificité pour nombre de raisons stratégiques pour le régime (questions d'image, de ressources financières...). En même temps, il refuse de traiter cette concentration d'hôtels comme un quartier autonome, mais plutôt en un ensemble de sociétés privées. Le domaine public reste avant tout une affaire de la municipalité.

Un autre type de quartiers qui se développent à l'ouest du boulevard de l'aéroport sont les quartiers irréguliers de *Jnah*, *Horch Al Qatil*, *Horch Tabet* et *Hay Farhat*. Ces quartiers sont très présents dans les revues municipales de Ghobeiri comme dans les entretiens des représentants du régime dans la presse. Ces quartiers dans le périmètre d'Elyssar souffrent de graves problèmes d'infrastructures⁶³⁰ et d'hygiène. Sur plusieurs décennies, ils sont délaissés par la municipalité comme par l'Etat central qui refusent d'y voir qu'une situation d'irrégularité. Ce n'est pas la position du Hezbollah. Pour ce dernier la prise en charge de ces quartiers est un enjeu essentiel du développement et du contrôle de la banlieue sud.

La municipalité conteste le projet Elyssar bloqué par le tiraillement politique entre les partis chiites et le premier ministre Hariri (Harb, 2000). Et devant la situation précaire de ces quartiers, en manque d'eau et cependant envahis par des inondations d'eaux sales en provenance de la mer en hiver, elle n'hésite pas à passer outre la loi et à intervenir pour régler ces questions.

Ainsi à *Horch Al Qatil*, le relief fait que les eaux de pluie comme les eaux d'égouts à ciel ouvert se concentrent dans un énorme étang d'eau putréfiée qui ramène insectes et maladies. C'est après la noyade d'un enfant dans ces eaux sales que la municipalité décide d'intervenir dans un secteur

⁶²⁹ Notamment une longue discussion dans un entretien de Nasser Charara avec AlKhansa dans Al-Chiraa – 14/09/1998

⁶³⁰ Pour la question des infrastructures routières et notamment l'accès à l'autoroute du Sud qui passe d'ailleurs entre ces quartiers revoir Chapitre V – 8.5.

qui relève des prérogatives d'Elyssar. Tout un ouvrage d'ingénierie est mis en place par la municipalité pour évacuer ces eaux à travers une canalisation qui les achemine aux grandes lignes d'égouts en périphérie du site du côté de Haret Hreik⁶³¹.

A *Horch Tabet*, le manque d'eau potable pousse ici aussi la municipalité à intervenir en creusant un puit artésien et en installant deux réseaux d'adduction en eau potable sur le compte de la municipalité.

A *Jnah* la situation s'avère plus problématique; en 2002 et en 2005 la montée des vagues inonde de nombreuses habitations du quartier irrégulier du Saint-Simon. La municipalité critique fortement l'inertie d'Elyssar et le manquement du CDR à ses responsabilités, notamment la construction d'une canalisation pour l'évacuation des eaux de pluie, d'ailleurs financée par l'Ordre de Chevaliers de Malte. En même temps elle met en place divers projets d'égouts, d'éclairage ainsi qu'une digue improvisée. Toutefois elle souligne que ces réponses sont précaires et ne peuvent résoudre la situation. La résolution du problème ne peut être que la destruction de ce quartier irrégulier construit dans un emplacement à risque et l'indemnisation de ses habitants.

Ainsi le régime municipal rompt, sur ce point, avec l'attitude de la municipalité pendant et après la guerre, qui refuse d'intervenir dans ces quartiers perçus comme une situation inacceptable mais imposée toutefois par les événements et surtout ne relevant pas de la responsabilité de la municipalité (Osseiran, 1982). Pour le nouveau régime, ces quartiers sont « des zones d'intervention prioritaires » où la municipalité a le devoir d'intervenir⁶³² pour « pallier à la marginalisation de leurs populations »⁶³³.

Pour le régime municipal, les différents quartiers n'ont pas une valeur intrinsèque, ils gagnent leur valeur à partir de la place qui leur est assignée dans la mise en place de son projet de ville. Le périmètre communal lui-même n'a pas un intérêt particulier. Ainsi, la municipalité n'affiche pas une joie particulière suite à la décision du Conseil de l'Etat de « rendre » *Ouzai* à Ghobeiri. En fait, c'est le conseil municipal de l'avant-guerre qui conteste la décision du premier ministre Rachid El Solh en 1974 de détacher *Ouzai* de Ghobeiri et l'annexe à Bourj AlBarajné. Le Conseil d'Etat ne se prononce que 30 ans plus tard⁶³⁴. La municipalité reste passive quant à cette décision toujours inappliquée. Elle ne voit pas l'intérêt de pousser un litige avec Bourj AlBarajné, une autre municipalité contrôlée par le Hezbollah et avec laquelle elle monte de nombreuses coopérations.

Pour le régime municipal de Ghobeiri, cette commune fait partie d'une entité plus large à laquelle il s'identifie : *la Dahia*. Pour le régime, Ghobeiri est la plus grande et la plus riche des communes

⁶³¹ revue municipale 2002 et travail de recherche préparée par des stagiaires du CERDA en 2008

⁶³² (*Al-Liwaa* : Ahmad Zein Eddine - 20/06/2003)

⁶³³ revue municipale 2002

⁶³⁴ *Al-Safir* - 23/03/2004

de la Dahia et fournit une excellente opportunité pour présenter un modèle de gestion municipale du Hezbollah. En fin de compte les quartiers de Ghobeiri sont pour le régime une partie des quartiers de la Dahia et leur représentation est avant tout marquée par cette identification.

4.1.3 **Les inclus et exclus de l' « identité de Ghobeiri »**

Le discours sur l'histoire de Ghobeiri est clairement un discours de légitimation du Hezbollah et de son projet de ville. Ghobeiri est ainsi présenté comme un village idyllique bercé dans la verdure qui connaît une défiguration suite à l'habitat irrégulier résultant de la marginalisation de l'Etat d'une certaine population migrante dans les années d'avant-guerre. De même les habitants de cette commune, ahalis comme migrants, sont présentés comme ayant toujours été attachés aux valeurs de la résistance et d'un Islam conservateur, les valeurs du Hezbollah.

Cette reconstitution de l'histoire de Ghobeiri avance une identité de la commune qui permet au régime d'aller au-delà de la fracture ahalis/migrants. En fait, le régime veut inclure tous les résidents de la commune dans sa dynamique. Toutefois, les valeurs qu'il avance et les moments-clés auxquels il fait référence mettent dans l'ombre d'autres acteurs et d'autres moments de l'histoire de la commune.

La période où Ghobeiri et Chiyah forment une même municipalité est totalement absente de cette reconstitution de l'histoire de Ghobeiri. L'idée que la religion n'a pas toujours été à la base de l'identité communale ne semble pas concorder avec le projet du Hezbollah pour Ghobeiri. De même, il n'existe aucune référence aux clans familiaux traditionnels, leurs capacités de mobilisation, leurs projets à Ghobeiri ainsi qu'aucune référence à l'histoire politique de la commune ou l'histoire institutionnelle de la municipalité à cette époque. De toute cette histoire, le récit municipal ne retient que le paysage vert idyllique et l'épopée du martyr Abd AlKarim AlKhalil. C'est en fait minimiser l'importance historique et discréditer des clans familiaux dont certains notables opposés au Hezbollah se disent comme les représentants.

Insister sur la question des quartiers irréguliers et leur marginalisation par l'Etat vise à souligner le message rassembleur du Hezbollah comme un mouvement d'organisation de la communauté, mais aussi indirectement à accuser les clans traditionnels pour leur inertie face à cette question et à la misère de leur coreligionnaires. D'autre part, il est remarquable de constater de toute cette époque de l'avant-guerre, où Ghobeiri connaît une importante activité industrielle ainsi que de loisirs, que rien n'est mentionné sauf la question de la marginalisation de la population migrante. En fait, de toute cette période historique, le régime ne peut trouver de sources de légitimation que dans le discours politique sur la marginalisation porté par le mouvement des déshérités de l'imam AlSadr.

Concernant la résistance, le discours municipal ne mentionne que le Hezbollah et ses martyrs, rejetant dans l'ombre nombre de formations de la résistance. En fait, le Hezbollah est officiellement formé en 1984 alors que depuis plus de quinze ans déjà d'autres formations sont actives dans la résistance contre Israël sous les bannières de l'OLP ou indépendamment. C'est le cas du parti syrien nationaliste social, du parti communiste, du Baath mais aussi d'Amal, le principal rival du Hezbollah dans la communauté chiite. Incontestablement, le Hezbollah est la formation la plus développée et la principale force de la résistance à partir des années 90. Toutefois, ces partis sont présents à Ghobeiri et ont aussi bien des partisans que des martyrs dans cette commune. En vérité, les trois premières formations sont laïques et présentent une vraie contestation du projet islamiste du Hezbollah à Ghobeiri, alors que le mouvement Amal soutient les listes qui se présentent contre le Hezbollah en 1998 et 2004. En affichant le monopole de la résistance, le Hezbollah veut retirer à ces formations le crédit et le respect que leur donne celle-ci auprès de la population.

De même, mettre l'Islam au centre de l'identité de la commune c'est d'une part, présenter comme étrangère à celle-ci les partis laïques et les associations aspirant à la laïcité, d'autre part, souligner que les activités de loisirs sur la zone des sables le sont également. Concernant les partis politiques laïques, certains sont inscrits de très longue date dans cette commune à l'image du parti syrien nationaliste social qui a toujours une permanence à Ghobeiri et continue à avoir ses propres activités, et d'autres associations, comme le mouvement social, qui sont aussi présentes avec leurs bureaux et activités.

Concernant les activités de loisirs, le quartier des hôtels sur la zone des sables est le premier visé. Toutefois, comme le montre la carte mentale du régime, bien que ce quartier soit considéré comme 'spécial' et que la municipalité cherche à prendre sa spécificité en considération pour traiter avec ses acteurs, il est hors de question de le considérer comme un territoire à part, extérieur au territoire de la commune, comme le voudraient certains, dans une logique de scission.

Pour le régime de Ghobeiri, l'identité islamiste chiite a pour but de présenter un espace de convergence entre anciens et nouveaux résidents, comme entre anciens et nouveaux quartiers. Comme à Chiyah la construction identitaire vise la convergence et l'intégration dans un territoire communal très différencié en termes sociospatiaux. Et si certains quartiers ont des attributs foncièrement différents comme le quartier des hôtels ou le camp palestinien, la rhétorique combinée du développement économique et de la résistance, peut bien servir comme médium de leur intégration dans le projet de ville de Ghobeiri.

La municipalité de Ghobeiri pour le Hezbollah de par ses ressources, sa taille, sa position stratégique par rapport à Beyrouth et la complexité des différenciations sociospatiales en son sein, représente en même temps un laboratoire et un espace de démonstration de la capacité du parti à

gouverner. En fait, la haute visibilité de la commune fait de la gouvernance municipale à Ghobeiri un enjeu d'échelle nationale pour le Hezbollah.

Si indéniablement la question de produire une identité englobante et de transcender les différenciations sociospatiales est un des principaux défis devant la capacité de gouverner du parti, user de nouveaux outils et de nouvelles façons de faire ainsi que faire bouger les choses sur le terrain est le moyen le plus sûr pour faire de Ghobeiri un cas de démonstration.

4.2 Le Projet de Ville du régime municipal de Ghobeiri

La municipalité de Ghobeiri est une des plus actives au Liban ; en l'espace de douze ans elle met en place une dizaine d'équipements, d'espaces publics et de jardins publics. Ses actions sont nombreuses dans beaucoup de champs. Toutefois, les représentants de la municipalité confirment l'absence d'une stratégie générale : « On est toujours dans une posture de réponse aux besoins pressants plutôt que dans celle de l'initiative »⁶³⁵

S'il y a une stratégie de la part de la municipalité, c'est celle de l'achat de terrains. En fait cette démarche est la clé de voûte de tout un système d'action relatif notamment à la création d'équipements mis en place par la municipalité. Le fait que la Banque du Liban ne demande pas de taux d'intérêt sur les comptes des municipalités ainsi que la méfiance de ces dernières envers les gouvernements et l'usage « arbitraire » qu'il pourrait faire de leur argent, poussent la municipalité de Ghobeiri à investir presque la totalité de ses excédents dans l'achat de foncier⁶³⁶.

La municipalité s'est créée à travers le temps un important patrimoine foncier. Ceci représente un atout central pour la création de nouveaux équipements. En fait, depuis 1998, les prix du foncier sont en hausse continue⁶³⁷, représentant dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine incontestablement le gros des coûts d'une construction. Ceci représente le principal défi face à l'action des municipalités en termes d'équipements. Même les institutions internationales et les bailleurs de fond sont réticents à financer des équipements quand il n'y a pas de terrains propriétés de la municipalité. La municipalité de Ghobeiri a une stratégie sur ce point : acheter des terrains avec ses excédents financiers, définir un besoin, mettre en place un projet et chercher des bailleurs de fonds internationaux pour financer la réalisation de ces équipements⁶³⁸.

D'après nos entretiens avec la municipalité, et lorsqu'on parle de projet municipal ce qui ressort le plus souvent c'est une référence à « l'approche pratique » de la municipalité qui ne s'encombre

⁶³⁵ entretien avec le directeur de l'administration municipale – décembre 2009

⁶³⁶ entretien de Nisreen Hijazi avec Al-Khansa dans Al-Charq - 06/01/1999

⁶³⁷ Avec une montée très forte à partir de 2006

⁶³⁸ entretien avec le directeur de l'administration municipale – décembre 2009

pas de projets généraux et de stratégies. Toutefois nous soutenons l'existence de références claires et même d'objectifs qui dominent l'action municipale à Ghobeiri.

4.2.1 Les grands principes

Entre municipalité islamique et « république islamique de Ghobeiri »

« La 'république islamique de Ghobeiri' ? » est le titre d'un reportage de Nasser Charara de 1998 dans le magazine hebdomadaire Al-Chiraa. Nous avons choisi de faire référence à ce dossier au titre provocateur car il nous semble présenter de façon assez expressive l'état d'esprit à l'arrivée de l'équipe du Hezbollah à la tête de la plus grande municipalité de la banlieue sud. Dans ce reportage Mr. Charara fait un long entretien avec le président AlKhansa ainsi qu'avec des opposants, sur la thématique du rapport de la municipalité à l'Islam et au projet qu'elle porte pour Ghobeiri.

La question centrale du reportage est bien sûr à quel point le nouveau conseil municipal tentera de concrétiser ses positions idéologiques à travers son action municipale à Ghobeiri, et quels en sont les principaux enjeux et conséquences éventuelles.

Charara rapporte un débat présent au sein du Hezbollah concernant ces questions : faut-il appliquer une approche islamiste radicale du développement⁶³⁹ quitte à aller au-delà des lois ou choisir un chemin de développement plus conventionnel ?

En fait, le secrétaire général du Hezbollah le Cheikh Hassan Nasrallah engage dès son accès à son poste en 1992 et dans la lignée de son prédécesseur le Cheikh Abbas AIMoussawi⁶⁴⁰ d'importantes réformes au sein du parti. Le parti schismatique du mouvement Amal en 1984, se place sous la bannière de la révolution islamique au Liban. Le radicalisme de ces positions bousculant la tradition de pluralité communautaire du Liban, le met en confrontation dans les zones à dominante chiite avec le mouvement Amal plus attaché à cette tradition ainsi qu'avec les partis laïques tels le parti communiste ou le parti syrien nationaliste social. Toutefois, AIMoussawi et plus tard Nasrallah changent de cap : d'une révolution islamique on passe à une résistance islamique (voir chapitre III- 2.3.). Une importante purge intérieure a lieu, où les leaders les plus intransigeants sont écartés du parti⁶⁴¹. L'effort militaire se concentre alors exclusivement sur la résistance contre Israël, et Nasrallah déclare que le projet de république islamique ne serait mis sur le tapis que si une majorité écrasante de libanais lui était favorable.

⁶³⁹ Centrée notamment sur le social et l'organisation de la sphère publique suivant les préceptes de la Charia

⁶⁴⁰ Assassiné avec sa famille par un drone de l'armée israélienne

⁶⁴¹ dont l'ancien secrétaire général le cheikh Sobhi AIToufayli

Or précisément dans le cas de la municipalité de Ghobeiri comme à Hermel dans la Beqaa, les listes du Hezbollah gagnent les élections avec une majorité écrasante. Ces listes comprennent des cadres du Hezbollah et sont menées par d'importantes personnalités du parti. Ceci pousse certains partisans à dire qu'effectivement la condition posée par Nasrallah concernant le projet de république islamique est atteinte dans le cas de ces communes et que le parti doit s'engager à travers ces municipalités à mettre en place un projet islamiste.

Mr. AlKhansa tout en se disant islamiste et partisan du Hezbollah affirme que ni le conseil municipal de Ghobeiri, ni le parti n'envisagent des changements radicaux sur ce registre. Ils ne cachent aucunement leurs convictions et leur affiliation idéologique, cependant, ce dont a le plus besoin la commune, selon eux, c'est une approche pragmatique qui puisse rallier le maximum d'acteurs et faire face aux nombreux défis de développement.

Mr. Charara interroge le président AlKhansa sur deux questions précises : l'alcool et l'éducation. Comment la municipalité compte-t-elle traiter la question de la consommation et la vente d'alcools à Ghobeiri, deux pratiques fortement critiquées par les islamistes ? Les prérogatives de la loi municipale permettent au conseil municipal de superviser les cours des écoles ainsi que l'organisation de l'activité scolaire : la municipalité compte-t-elle intervenir contre la mixité garçons-filles dans les écoles, va-t-elle introduire de nouveaux cours ou supprimer d'autres ?

A ces questions Mr. AlKhansa affiche le pragmatisme. Bien sûr la municipalité ne livrera pas des licences pour de nouveaux magasins de vente d'alcools⁶⁴², toutefois elle ne cherchera pas à s'introduire dans le privé pour y interdire la consommation. Concernant notamment les hôtels, comme il a été dit plus haut, la municipalité se montrera conciliante, acceptant la spécificité de ce secteur économique stratégique en termes de ressources de taxes pour la municipalité. En fin de compte Mr. AlKhansa ne considère pas les taxes prélevées par la municipalité dans ce secteur comme un « Mal Haram »⁶⁴³ et les propriétaires et directeurs de ces établissements touristiques sont perçus comme des partenaires importants pour le développement de Ghobeiri. Concernant l'éducation, le président AlKhansa affirme que la question de la séparation des filles et des garçons n'est pas la priorité dans ce secteur qui a besoin d'importants investissements en équipements.

Un autre sujet de controverse est la question des plages. Hormis les plages des hôtels, considérées comme des espaces privés par le président AlKhansa, sur les autres plages l'observation du respect d'un code de mœurs conservateur notamment dans le vestimentaire et dans la séparation hommes-femmes y est de rigueur. Pour Mr. AlKhansa la municipalité oeuvrera pour contrecarrer des pratiques qui pourraient représenter une provocation pour les gens de Ghobeiri et leur mœurs notamment sur les plages publiques. C'est ce qu'il appelle la « sécurité publique générale ».

⁶⁴² Actuellement absents dans la banlieue sud

⁶⁴³ Expression utilisée dans le monde islamiste qui veut dire littéralement « argent sale » et fait référence à toute somme d'argent produite d'une activité illégale ou impie

Mr. AlKhansa entend même construire des plages publiques à accès contrôlé par la municipalité et qui auront des horaires différents pour femmes et hommes, il défend le « droit de la femme voilée à la natation et la mer ».

Le reportage couvre aussi des entretiens avec des PDG d'hôtels et des directeurs d'écoles publiques. Les positions des interviewés semblent être favorables à la municipalité et l'attitude pragmatique du président AlKhansa qui cherche à aider ces institutions à se développer plutôt que de verser dans des litiges idéologiques. Toutefois les opposants du régime municipal affirment dans ce reportage que le Hezbollah sans passer par une politique d'interdiction et d'imposition veillerait à construire son modèle à travers les institutions municipales et à le viabiliser. Ainsi il opérerait pour la construction d'écoles qu'il contrôlerait sans devoir rendre des comptes à personne. De même il userait des prérogatives qui sont attribuées à la municipalité comme fixer la toponymie officielle des rues accepter des dons, monter des coopérations...

Si l'idéologie islamiste pèse sur la façon dont le régime entend gérer le domaine public, il serait à notre avis un peu poussé de parler de projet de ville islamiste à Ghobeiri. Les priorités de la municipalité sont en vérité d'un autre ordre : faire face aux défis sociaux, environnementaux et économiques qui pèsent sur la commune ainsi que démontrer sa capacité d'action et d'intégration. Ainsi si ce n'est les positions affichées concernant la question des mœurs dans l'espace public, l'exercice de la municipalité dans les deux mandats ne varie pas foncièrement de celui d'une municipalité contrôlée par un régime plus traditionnel.

Toutefois, le régime est lui-même islamiste et ne manque pas de l'afficher. Il importe au Hezbollah d'afficher l'expérience de la municipalité de Ghobeiri comme un modèle de « la bonne gestion d'une municipalité islamiste ». En fait, la question de la gestion municipale se présente comme un important registre d'action au sein du Hezbollah : « on a trouvé dans l'action municipale la vénération de Dieu à travers le service des gens et la réalisation des projets dont ils ont besoin »⁶⁴⁴. Cette lecture qui apparente la dévotion à la cause municipale à un acte de piété gagne du terrain au sein du parti et rend la question des municipalités un des principaux dossiers sur lesquels s'engagent les partisans du Hezbollah.

Ainsi sans changer foncièrement la façon de faire traditionnelle de l'action municipale, ce conseil municipal veille d'une part à présenter un modèle de gestion municipal efficace, s'appuyant sur les derniers cris de la technique et présent sur tous les fronts des défis sociaux, urbains et environnementaux, et d'autre part à souligner leur appartenance islamiste. Insinuant d'une façon plus ou moins ouverte que leur idéologie mobilisatrice et « éthiquement responsable » est à la source de leur réussite.

⁶⁴⁴ Entretien avec Mr. Houssein AlMoussawi responsable du dossier municipal au sein du Hezbollah, dans la revue municipale de 2002

L'affichage de cette appartenance islamiste peut se voir dans tout ce que la municipalité publie ou affiche notamment dans les pages des revues municipales. D'abord dans la forme. On retrouve le « Bism Allah AlRahman AlRahim »⁶⁴⁵ en début des articles. L'usage de versets coraniques est aussi récurrent. Ces versets sont présentés comme l'argument ultime légitimant une idée ou une proposition⁶⁴⁶. Sur le site internet de la municipalité on peut retrouver les horaires des cinq prières quotidiennes.

Le contenu de ces publications est, encore plus que la forme, marqué par l'identité islamiste de la municipalité. Ainsi sur la couverture de la revue municipale de 2001 on peut lire une référence à un article intitulé « Une perspective islamiste du rôle de la femme dans la construction de la société » écrit par le cheikh Naim Kassem, vice-secrétaire général du Hezbollah. La même revue présente un grand nombre d'activités religieuses organisées par la municipalité ou en partenariat avec des organisations du Hezbollah. C'est notamment le cas de la célébration de la fête anniversaire du prophète dans une des salles de la municipalité⁶⁴⁷. C'est le cas aussi de la cérémonie de livraison des diplômes d'une école coranique du Hezbollah⁶⁴⁸.

Un cas est particulièrement intéressant : le club des filles à Ghobeiri. Ce club est fondé à l'initiative de la municipalité. Il a pour rôle de créer une structure qui facilite l'accès des filles à la chose publique notamment dans un milieu conservateur où les filles sont d'habitude refoulées à la sphère privée. Ce club a vite attiré un grand nombre d'adhérentes. Dans certaines activités, elles atteignent les 300 participantes. Toutefois, les activités de ce club sont axées sur le religieux. Ceci transparaît particulièrement des sorties et visites qu'organise le club couvertes dans les revues municipales. Ces visites sont surtout vers des sites religieux chiites au Liban et en Syrie. Ce club n'affiche aucun lien direct avec le Hezbollah, cependant, il est clair que ce dernier est fortement ancré en son sein à travers des militantes et des partisans.

En fin de compte, il apparaît que le Hezbollah cherche à travers son accession à la municipalité de Ghobeiri de présenter un modèle de gestion municipale réussi d'un parti islamiste, plus que de faire de Ghobeiri une commune islamiste. D'autre part, il est en train de modifier et de complexifier le système et les structures de gestion municipale, ce qui vraisemblablement mène à son installation à long terme à la tête de cette municipalité. En fait, il serait très difficile à tout autre régime, notamment clanique et n'ayant pas de structures développées et centralisées, de pouvoir piloter une telle structure de gestion lourde et ramifiée.

Ainsi, pleinement conscient des larges marges d'action qu'offre la législation aux municipalités, le Hezbollah choisit de ne pas jouer la carte de l'imposition. En fait, le parti est au centre d'une large

⁶⁴⁵ « Au nom d'Allah le miséricordieux » formule d'usage en amont de tout texte dans l'Islam classique

⁶⁴⁶ Mr. AlKhansa en fait usage dans ses entretiens dans la presse. Ainsi dans une entretien dans Al-Liwaa (29/12/2003), en parlant de l'importance de la gestion de l'eau, il récite un verset coranique sur cette idée.

⁶⁴⁷ Revue municipale 2002

⁶⁴⁸ Revue municipale 2001

organisation politique et sociale : « AlHala Alislamiya »⁶⁴⁹ (Harb, 1996). Cette appellation fait référence en même temps à une organisation politique et militante regroupant diverses associations et organisations tournant autour du Hezbollah et qui cherche à organiser divers secteurs de la vie communautaire selon les préceptes de la révolution islamique iranienne, ainsi qu'à un nombre de pratiques culturelles et sociales découlant de ces préceptes et auxquels adhèrent un grand nombre de ménages – pas forcément militants du Hezbollah – qu'inclut la « Hala Islamiya ». Certains ont fait le parallèle entre cette « Hala Islamiya » et l'expérience de la « contre-société » communiste en France, comme une société qui se développe et s'organise à la marge – voire contre – le modèle social et politique dominant (Charara, 1996). Nous ne discuterons pas ici l'adéquation de cette comparaison, toutefois il faut noter que le choix du Hezbollah de participer aux élections municipales représente un changement stratégique de cette « Hala Islamiya » vis-à-vis son articulation avec le reste de la société.

La « Hala Islamiya » est assez bien ancrée dans la banlieue sud. Pourtant elle est loin de présenter le seul modèle social, culturel et politique. Elle s'enchevêtre aussi à des modes de socialisation, des mœurs anciennes, des tendances récentes, plus ou moins influents (mœurs traditionnelles, la musique pop libanaise et arabe, internet...). Elle est aussi concurrencée par d'autres solidarités – notamment claniques – ou organisations et partis politiques.

De là l'importance stratégique de son ancrage à la municipalité. Ceci lui permet de mettre son organisation et ses réseaux au centre de la vie quotidienne de la commune et d'y dicter les priorités et le rythme de la vie publique, rendant de plus en plus marginales les alternatives et leur visibilité. Ainsi sans entrer en des confrontations avec les autres acteurs, la « Hala Islamiya » gagne à travers la réussite de son expérience municipale en légitimité et crédibilité.

Relever l'injustice

Un second principe fondateur de l'action municipale à Ghobeiri est sans doute la façon avec laquelle le régime conçoit la question du développement et de l'action municipale. Le développement est perçu ici comme un devoir de fidélité et de justice.

C'est d'abord un devoir de fidélité envers « nos parents qu'on doit servir avec les cils de nos yeux »⁶⁵⁰. « Parents » ici a un sens assez large pour désigner les pans de la société qui soutiennent la résistance. Ainsi, agir pour développer le cadre spatial et relever le niveau de vie dans ces communes qui fournissent des combattants et des martyrs pour la résistance et qui supportent les bombardements, les privations et la guerre pour leurs convictions, est un devoir sacré de reconnaissance et un gage de responsabilité.

⁶⁴⁹ Littéralement : la situation islamique.

⁶⁵⁰ Paroles d'Abbas AlMoussawi l'ancien secrétaire général du Hezbollah assassiné par Israël en 1992, reprises par AlKhansa dans son éditorial de la revue municipale de 2001

Le Hezbollah considère le soutien à ce qu'il appelle la « société de résistance » comme un des piliers fondamentaux de son action. C'est pour cela qu'il investit de très grandes ressources financières et humaines dans des associations qui ont pour rôle de soutenir les blessés et les familles des martyrs. S'il considère que l'Etat a aussi un devoir de responsabilité envers ces familles et ces personnes, notamment les déplacés du Sud et les blessés des bombardements israéliens, il se considère comme le premier responsable et organise ses actions en conséquence. Le retour des municipalités est une occasion pour orienter les ressources de celles-ci dans le but général de renforcer la société de la résistance.

En fait, la démarche n'est pas celle d'un favoritisme aux partisans et des proches du parti mais plutôt le perfectionnement et la diversification des services qu'offrent les municipalités à la population de ces communes considérées comme des « bastions de la résistance ». Dans le cas particulier de Ghobeiri – des plus grandes communes du Liban en termes de superficie, population et nombre d'activités – réussir une gestion municipale efficace et socialement responsable renforce le crédit du parti et montre qu'il n'est pas qu'une force de résistance mais une organisation capable de gouverner.

L'action municipale revêt aussi pour le Hezbollah dans le cas de Ghobeiri – comme d'ailleurs dans le cas de toute la banlieue sud – un devoir de justice. Ainsi Mr Al-Khansa perçoit l'action de sa municipalité comme une mission pour faire face aux « privations historiques » que connaît sa commune qu'il considère comme une « grande ville aux portes de la capitale »⁶⁵¹. Il faut ainsi « changer une réalité de privations et de ceinture de misère autour de la capitale en une situation civilisée et cela à travers un développement visant le changement du visage de la commune et son amélioration »⁶⁵².

Mr AlKhansa relaie ici le discours du Hezbollah qui voit dans la situation difficile de la banlieue sud la conséquence de politiques de l'Etat qui intentionnellement se refusait d'agir dans certaines régions y rendant la vie plus dure⁶⁵³. Ainsi c'est le devoir du Hezbollah une fois aux commandes municipales de modifier la situation. Le régime municipal de Ghobeiri doit transformer la situation de misère de la commune en un modèle « civilisé ».

Le mot arabe utilisé par le régime municipal et qu'on a traduit par « civilisé » est « hadari » ; il découle de « hadara » qui veut dire « civilisation ». Toutefois, comme le précise Harb (2005), le mot amalgame dans le discours du Hezbollah plusieurs concepts dont notamment « modernité », « progrès ». Pour savoir ce que ce régime entend par « civilisé » nous avons entamé de recomposer les idéaux perçus comme positifs concernant le développement urbain dans leur discours. Dans un passage assez intéressant d'un entretien de Mr AlKhansa, il identifie l'atteinte

⁶⁵¹ (entretien de Nisreen Hijazi avec Mr Al-Khansa dans Al-Charq – 06/01/1999)

⁶⁵² (entretien de Zeinab Sbeiti avec Mr AlKhansa dans Al-Balad : 19/06/99)

⁶⁵³ entretien avec Houssein AlMoussawi responsable du dossier des municipalités au Hezbollah dans la revue municipale de 2002

de cet objectif à travers « l'amélioration du point de vue des infrastructures, de la voirie, de la plantation massive d'arbres, d'un éclairage généralisé, de l'organisation de la circulation, l'embellissement des places publiques par des terrains de jeux, des jardins de quartier, des institutions éducatives, sportives et autres »⁶⁵⁴. Ainsi quelques traits dominants émergent comme l'expression de cet idéal d'urbain « civilisé » notamment : un espace baigné dans la verdure, au tracé urbain bien structuré, bien équipé et desservi. En bref, l'idéal de l'urbanisme moderne.

Toutefois, deux défis majeurs font face à ce projet. D'une part, les pratiques quotidiennes d'un grand nombre des résidents de la commune, notamment dans les quartiers irréguliers, qui se sont sédimentées au courant de longues années d'abandon et de guerre. On parle ici notamment de l'irrespect des codes de circulation et de construction, la mainmise sur le domaine public, la présence d'un grand nombre d'activités économiques informelles parfois salissantes et bruyantes au milieu des quartiers résidentiels, l'accrochage illégal sur les réseaux publics d'eau et d'électricité... D'autre part, l'existence d'un projet de développement urbain mis en place par les autorités centrales et qui couvre la moitié du périmètre municipal de Ghobeiri – toutefois gelé dans les faits – Elyssar.

Dans l'entretien de Mr Charara avec le président AlKhansa dont on a rapporté des parties plus haut, le journaliste demande au président s'il serait enclin à répéter l'expérience de Ghoulam Hussein Karbassatchi le maire de Téhéran qui préconise une application stricte de la loi en faisant fi de l'anarchisme qui accompagne d'habitude la logique révolutionnaire quitte à se mettre sur le dos une bonne part de la population. Mr AlKhansa refuse le parallélisme en insistant que l'expérience de Karbassatchi est à lier à un contexte spécifique qu'il serait faux d'en généraliser la portée. Toutefois, il souligne que la municipalité veillerait à l'application de la loi et surtout à la protection du domaine public de la mainmise des privés qui est, comme on le verra plus loin, un des principaux objectifs du régime municipal.

Quant à Elyssar, le régime municipal condamne fortement son inertie et n'hésite pas à plusieurs reprises de passer outre les lois pour venir en aide aux populations habitant dans le périmètre de ce projet. Toutefois, l'existence de ce projet fait que la municipalité n'est pas directement en charge de la question des quartiers irréguliers. On ne peut que spéculer à ce sujet comment la municipalité aurait –elle fait face à cette question si Elyssar n'existait pas. Serait-elle enclinte à légitimer une situation d'irrégularité en se suffisant à redresser la qualité spatiale de ces quartiers ? Ou chercherait-elle à mettre en place un grand projet urbain à la manière d'Elyssar ?

La réponse n'est pas évidente. Ces quartiers représentent un dilemme pour le modèle urbain promu par la municipalité. D'une part, ils sont en conflit avec l'idéal de quartiers bien tracés avec des espaces verts et des équipements, d'autre part, il lui serait difficile de se présenter en même

⁶⁵⁴ (entretien de Zeinab Sbeiti avec Mr AlKhansa dans Al-Balad : 19/06/99)

temps comme la championne de leur cause et l'acteur qui les délogerait pour construire d'autres quartiers sur la zone des sables.

La municipalité a pour principe général de réparer une « injustice historique » envers les populations de Ghobeiri. Le remède qu'elle propose à travers une logique d'intervention urbaine sous le nom de modèle « civilisé » est plus ou moins pertinente dans certains quartiers, toutefois l'intervention dans les quartiers irréguliers est une chose beaucoup moins évidente.

4.2.2 Les grands objectifs

À la différence de Chiyah, la municipalité de Ghobeiri n'affiche pas un projet hiérarchisé avec des priorités claires. Toutefois, à travers les publications de la municipalité et le discours municipal on a pu identifier certains grands objectifs affichés qui dominent l'action municipale à Ghobeiri.

Une municipalité présente

A la différence de Chiyah où l'enjeu stratégique pour le régime est avant tout d'ordre territorial, à Ghobeiri l'enjeu central est d'ordre organisationnel. Il faut présenter un modèle efficace de gestion municipale qui renforce la crédibilité du parti chez la population – notamment votante – et lui assure une implantation à la longue dans cette institution. Pour cela le régime joue la carte de l'« intégrité » dans la gestion de la chose publique notamment les deniers publics. Cet objectif ne vise pas la municipalité en tant que territoire mais en tant qu'institution. Néanmoins, il est d'une importance capitale pour le régime.

D'abord il faut assurer le contrôle par la municipalité de ses biens et les restituer lorsqu'ils sont confisqués. Ainsi dès son accès à la municipalité le régime met en place une importante opération pour reprendre des mouchaa municipaux contrôlés par des privés et la transformation de certaines parcelles de ces mouchaa en jardins, et cela dans la perspective d'un projet de jardins de quartiers⁶⁵⁵. D'autre part, elle se mobilise dans une campagne attaquant Elyssar qui, selon le régime municipal, aurait indûment transféré des mouchaas de la municipalité à des privés. Et en même temps elle revendique, avec la municipalité de Chiyah et d'autres concernées, son indemnisation auprès d'Elyssar pour des mouchaas du côté de Jnah. La municipalité attaque aussi en justice une société de BTP et l'Etat libanais pour un contrat en procédure BOT⁶⁵⁶ concernant un terrain de vingt mille mètres carrés qui est transformé en jardin lors des travaux concernant la rénovation de l'entourage de la cité sportive. Toutefois la municipalité doit attendre 2004 pour récupérer officiellement le jardin⁶⁵⁷. Enfin, elle intervient en force avec l'assistance de la gendarmerie à plusieurs reprises pour évacuer tous les étalages marchands illégaux, comme à Bir

⁶⁵⁵ (entretien d'Ali Safa avec AlKhansa dans Al-Liwaa – 30/11/1998)

⁶⁵⁶ Bâtir-Opérer-Transférer

⁶⁵⁷ (entretien d'Ali Safa avec AlKhansa dans Al-Liwaa – 04/11/2004)

Hassan, Sultan Ibrahim, le boulevard de l'aéroport⁶⁵⁸, dans les quartiers autour de Chatila⁶⁵⁹ et à Sabra⁶⁶⁰.

Outre la récupération des biens fonciers, la municipalité cherche à récupérer les redevances de la caisse des municipalités. La caisse autonome des municipalités est la principale cible des attaques de Mr. AlKhansa sur ce sujet. L'arbitraire du gouvernement dans l'usage de l'argent de la caisse comme dans la répartition de celui-ci – proportionnellement au nombre des votants – sont de sérieux problèmes à régler. Mr AlKhansa est même pour une organisation syndicale sous forme d'une ligue des présidents des municipalités pour la coordination et l'organisation de la revendication des droits des municipalités auprès de l'Etat⁶⁶¹. Le président AlKhansa est avec le président de la municipalité de Chiyah Mr Gharios une des personnes les plus actives pour rassembler les présidents de municipalités dans le Sahel du Matn Sud pour faire front commun et faire pression sur l'Etat central pour libérer les fonds dus à ces municipalités.

Une autre filière de renforcement de la municipalité est d'ordre administratif. Les responsables municipaux n'hésitent pas à critiquer fortement la gestion de l'ancienne équipe municipale dominée par les clans familiaux et le mouvement Amal⁶⁶². Le régime municipal décide d'opérer sur deux fronts : la modernisation de l'administration municipale et la recherche d'un espace adéquat pour un palais municipal qui comprendrait différents départements et pourrait recevoir un nombre important de fonctionnaires et d'administrations.

La modernisation s'est surtout exprimée par l'informatisation des services municipaux. Cette informatisation comprend des archives municipales comme des procédures administratives. La revue municipale de 2001 informe sur un projet de paiement des taxes municipales via les banques. D'autre part, cette modernisation s'exprime par l'embauche d'un grand nombre de personnel jeune et formé ainsi que la formation de tous les fonctionnaires aussi bien à l'informatisation qu'à différentes tâches spécialisées. En même temps elle investit une somme importante pour racheter du nouveau matériel – notamment des véhicules – qui soit adapté aux tâches requises à l'élargissement considérable des champs d'intervention de la municipalité.

Ces réformes ont un impact palpable sur l'efficacité du travail administratif notamment en ce qui concerne le temps de réalisation des procédures administratives et des requêtes. La revue municipale de 2001 indique la réalisation de 27150 procédures en 3 ans. Un autre effort se concentre sur le développement d'une base de données fiable qui puisse servir à la prise de décision. La municipalité peut toujours avoir recours aux bases de données développées par les

⁶⁵⁸ (entretien d'Ali Safa avec AlKhansa dans Al-Liwaa – 30/11/1998)

⁶⁵⁹ (entretien d'Ali Safa avec AlKhansa dans Al-Liwaa – 26/10/2004)

⁶⁶⁰ A-Diyar – 27/09/2005

⁶⁶¹ entretien d'AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁶⁶² Le directeur de l'administration municipale parle d'un état désastreux de la municipalité et ses documents à l'arrivée de la nouvelle équipe municipale. Des documents amassés en tout désordre dans des toilettes utilisées comme dépôt. (entretien décembre 2009)

structures du Hezbollah, toutefois elle choisit aussi de construire ses propres données. Ainsi par exemple, elle mène un recensement détaillé sur le nombre de logements à Ghobeiri.

En même temps la municipalité cherche à soigner son image et à s'exprimer avec les « outils du temps » notamment la publication de brochures et revues municipales ainsi que la mise en place d'un site internet. Ce site est un des plus dynamiques parmi les sites internet municipaux au Liban; on y retrouve des informations en continu sur Ghobeiri comme sur le Liban en général.

Le grand projet de la municipalité en matière de renouvellement de son image est sans doute, le nouveau palais municipal. Les anciens locaux de la municipalité de Ghobeiri, délabrés et fortement affectés par la guerre et la négligence, ne peuvent ni par leur taille, ni par leur organisation interne, servir les nouveaux rôles que le régime municipal veut donner à la municipalité. La recherche d'un nouveau bâtiment devient vite une des premières priorités du nouveau conseil municipal. En 1998, trois options se présentent : acheter un nouveau bâtiment dans le quartier huppé de Bir Hassan, construire un nouveau palais municipal sur le quartier de l'aéroport ou acheter une grande villa qui puisse servir de palais municipal à Ghobeiri⁶⁶³. Finalement c'est la troisième option qui est adoptée.

En fait les deux autres options ont des défauts importants pour le régime. La première option, en déménageant le palais municipal à Bir Hassan, éloignerait les locaux de la municipalité des quartiers populaires de Ghobeiri et de Chiyah qui sont les vieux quartiers et le cœur battant de la vie locale de la commune. La seconde option impose de longs délais de construction que le régime municipal ne peut supporter. En fait, les anciens locaux ne sont nullement adéquats, même à titre temporaire au nouveau rythme d'action que le régime cherche à établir. L'achat de la villa de l'ancien ambassadeur d'Algérie au Liban s'est présenté comme le bon choix à faire⁶⁶⁴. L'ouverture du nouveau palais municipal dans une grande villa rapidement rénovée et réadaptée a aussi principalement pour but de combattre l'image traditionnelle de la municipalité d'habitude assimilée, au Liban, à celle des administrations publiques, mal entretenues et négligées.

Cet objectif et les divers actions mises en place par la municipalité questionnent deux idées couramment véhiculées autour du Hezbollah. D'abord, l'idée que le Hezbollah est un projet d'état dans l'état (Charara, 1996). Ici on voit le régime municipal porté par le Hezbollah à Ghobeiri essayer, tout au contraire, de renforcer une institution publique. Il est vrai qu'ici le Hezbollah est en train de moderniser une institution qu'il contrôle et qu'il ne semble pas prêt à lâcher dans l'avenir proche. Néanmoins, il choisit de développer les capacités de la municipalité alors qu'il aurait pu bien compter sur celles de ses propres institutions pour gouverner. En fait, le rapport du Hezbollah à l'Etat, comme on l'a déjà présenté dans le chapitre III- 2.3., est assez complexe et bien loin du dogmatisme. Au contraire, pour démontrer sa capacité à gouverner il

⁶⁶³ entretien de Nasser Charara avec Mr Al-Khansa dans Al-Chiraa – 14/09/1998

⁶⁶⁴ entretien de Nisreen Hijazi avec Mr Al-Khansa dans Al-Charq – 06/01/1999

doit faire preuve de pragmatisme et d'ingéniosité pour marier idéologie et pluralisme, mais surtout preuve d'efficacité et d'intégrité pour gagner la confiance d'un électorat qui ne partage pas forcément son idéologie.

La seconde idée est celle que le Hezbollah structure son action suivant une logique ascendante (bottom-up) assez décentralisée. Le cas de la municipalité de Ghobeiri conteste cette idée. Ainsi, il souligne l'important effort de centralisation pour assurer un contrôle plus efficace de l'action. On centralise les données à travers l'informatisation, les services dans un seul bâtiment et surtout la prise de décision à travers des rôles dominants pour le président et le directeur de la municipalité. On reviendra sur cette question dans la partie sur la participation.

« Pour un environnement sain et une municipalité verte »⁶⁶⁵

Dans le projet de ville de Ghobeiri, la question de l'environnement est avancée comme une des principales priorités du régime.

Nous pensons que ce choix est motivé par deux logiques. D'abord, la situation de Ghobeiri où se concentrent plusieurs quartiers irréguliers, un camp et des quartiers populaires très denses, est celle de quartiers qui manquent gravement d'espaces verts, connaissent une forte pollution de l'air, de l'eau et du sol. Cette pollution est due aux embouteillages forts dans des rues étroites, des industries et garages polluants en plein milieu de quartiers résidentiels et dans certains – notamment dans les quartiers irréguliers – l'eau sale à ciel ouvert. Pour le régime, ces problèmes sont principalement dus à la négligence des autorités publiques et à la marginalisation chronique de ces quartiers dans l'espace métropolitain. Ainsi la question est aussi quelque part celle de la réparation d'une injustice historique envers ces populations et ces quartiers, une idée qui est comme on a vu au centre des grands principes du régime, et un important levier de légitimation de celui-ci auprès de la population.

D'autre part, la question de l'environnement rime pour les représentants du régime avec celle de modernisation. Il n'est pas anodin que le président Al-Khansa dans un entretien définisse les questions environnementales comme des questions d'espaces verts et de santé⁶⁶⁶. À la limite, on pourrait assimiler la mobilisation du thème de l'environnement par les tenants du régime à celle du thème de la santé par les hygiénistes du 19^{ème} siècle : d'une part le traitement de la pollution ainsi que l'amélioration du cadre vert sont des conditions du développement, et d'autre part on peut réaliser ces buts à travers l'aménagement spatial et l'investissement dans des infrastructures sanitaires.

⁶⁶⁵ C'est le titre du dossier principal de la première revue municipale de Ghobeiri et affiché sur sa couverture.

Comme on a vu dans la partie sur l'identité de la commune, le paysage idéalisé d'un ancien village, au milieu d'une nature bucolique et diversifiée entre plage et plaine agricole est avancé par le régime comme un élément fondateur de cette identité.

⁶⁶⁶ entretien de Nisreen Hijazi avec Mr Al-Khansa dans Al-Charq – 06/01/1999

La municipalité de Ghobeiri s'engage dans les dernières douze années dans un vaste chantier de création d'espaces publics, d'espaces verts et de jardins⁶⁶⁷. Comme les deux autres municipalités étudiées, elle essaie de mettre à profit tout espace résiduel aux coins des voiries, sous les ponts et dans les quartiers. En même temps elle s'engage dans de gros projets de jardins publics.

Le plus grand jardin de Ghobeiri est le jardin dit de la municipalité de Ghobeiri qui s'étend sur plus de 20000 m² près de la cité sportive. En fait, ce jardin est construit par un projet de l'Etat lors du projet de reconstruction de la cité sportive et ses alentours. Donné en contrat BOT à une société privée par l'Etat central, il retourne à la municipalité Ghobeiri après que celle-ci gagne un procès face à l'Etat et à la société privée. Toutefois, ce jardin est aujourd'hui fermé et inaccessible. Après une période d'ouverture, la municipalité décide sa fermeture pour le conserver du vandalisme et de « comportements indécents » qu'elle ne peut contrôler vu la grande taille du jardin.

Un autre important jardin de Ghobeiri est le jardin des oiseaux. La municipalité aménage un jardin dans lequel elle prévoit un sorte de mini-zoo spécialisé dans les oiseaux. Très bien aménagé avec un guide et un personnel professionnel pour sa gestion, la municipalité le considère comme une de ses plus grandes réussites. Toutefois, il n'ouvre ses portes que le dimanche ou sur rendez-vous pour les classes d'écoles.

Un troisième jardin est celui sur le boulevard Hadi Nasrallah. Exécuté en 1999, dans un terrain qui était utilisé comme dépotoir. Le jardin a une haute enceinte imperceptible depuis la rue. La municipalité le loue dernièrement à un privé qui le transforme en café avec entrée payante.

Les autres espaces verts, bien que parfois de très grandes tailles, sont des aménagements de centres de rond-points comme ceux du Sultan Ibrahim et d'Abbas AIMoussawi ou un ensemble de statues sur des croisements comme celui de Moucharafié et de la place du vieux Ghobeiri.

Le seul espace public réel de Ghobeiri est le terrain de jeu que la municipalité met en place à Tayouné. Ce terrain dans un quartier très dense est le lieu de rencontre des jeunes de ce quartier. Avec une association spécialisée, le street basket-ball qui le gère, cet espace reçoit plus de 400 enfants et adolescents au cours de l'année qui viennent s'y entraîner ou jouer.

Les espaces verts de la municipalité de Ghobeiri, s'ils ramènent de l'aménagement vert à une zone urbaine fort dense, ne peuvent être considérés comme de vrais espaces publics. La dimension sociale est complètement évacuée pour ne laisser que de l'apparat. A l'exception de

⁶⁶⁷ notre présentation de ces espaces ici se base sur un travail que nous avons engagé avec des étudiants de Master en urbanisme de l'université libanaise au sein du CERDA en 2008-2009

L'espace de Tayouné, tous les autres sont inaccessibles la plupart du temps, ou ont des aménagements qui ne permettent aucun usage – ce sont plutôt des jardins-monuments.

Il est intéressant de voir la représentation exacte de la municipalité de la question de l'environnement à travers ce qu'elle inclut dans le dossier sur cette question dans la revue municipale de 2001. On retrouve d'abord les actions concernant la création d'espaces verts et la plantation d'arbres, il y a aussi celles qui se concentrent sur le combat de la prolifération des insectes et des rats⁶⁶⁸, le nettoyage des plages, la création d'infrastructures d'égouts ou encore la mise en place d'un projet pilote sur la gestion des déchets solides, et bien sûr les campagnes de sensibilisation. Encore une fois ce sont les questions en rapport avec la propreté-hygiène ainsi qu'avec la question des espaces verts qui sont mis en avant.

Infrastructures à tous et grands équipements

Ce volet comprend en fait deux objectifs différents, toutefois nous avons choisi de les présenter ensemble car ils relèvent tous deux d'une logique d'ingénierie rationaliste qui est à notre avis un des traits dont la municipalité cherche à se prévaloir.

La municipalité est là pour remplacer les lacunes d'une action étatique inefficace. Elle a le savoir faire, les moyens et l'intention de faire de cette banlieue négligée par l'Etat une zone bien desservie, aménagée et équipée. L'idée est assez simple : ramener les infrastructures nécessaires à tous les quartiers et construire des grands équipements qui d'une part répondent à des besoins et de l'autre affichent une municipalité active et bien présente à Ghobeiri.

La démarche est systématique et d'ordre technique : on répond aux besoins. La municipalité tente de combler les manques via la maintenance des infrastructures existantes et leur étalement. Ainsi après un état des lieux élaboré, elle agit sur plusieurs fronts : jusqu'en 2001, elle met en place plus de 4 km d'égouts, 2,1 km de canalisations d'eau de pluie, 36000 m² d'asphaltage, 531 piliers d'éclairage, installation de signalisation routière⁶⁶⁹. Cette logique est systématiquement mobilisée même dans des contextes moins évidents.

Ainsi face à la pénurie d'eau à Hay Farhat et Horch Tabet, sans s'embarrasser de négociations avec la société des eaux et le ministère concerné – ou encore Elyssar dans le périmètre duquel se trouve Horch Tabet – pour leur demander de prendre leurs responsabilités comme aurait fait une autre municipalité, Ghobeiri prend l'initiative d'investir dans le creusement de deux puits et la mise en place de nouveaux réseaux pour desservir plus de 250 logements⁶⁷⁰.

⁶⁶⁸ Avec des insecticides et des pesticides !

⁶⁶⁹ revue municipale de 2001

⁶⁷⁰ Entretien avec Mr Al-Khansa dans la revue municipale de 2001 et le dossier sur les travaux publics dans la revue municipale de 2003

En fait, pour la municipalité la priorité est pour une action rapide et efficace qui puisse faire face aux problèmes, même si elle doit sortir du cadre de la stricte légalité. Ces projets ne font qu'augmenter le crédit du régime municipal auprès de la population. En effet, à travers des interventions techniques rapides, elle règle des situations auxquelles plusieurs institutions étatiques peinent à faire face. Il faut toutefois aussi mettre ces situations dans un contexte plus large. Elles sont plus ou moins contemporaines du bras de fer engagé entre le Hezbollah et le mouvement Amal d'une part et les institutions gouvernementales dominées par le premier ministre Hariri de l'autre. Elles viennent conforter les positions du Hezbollah.

La municipalité est aussi un important bâtisseur d'équipements à Ghobeiri. Le premier bâtiment que l'équipe municipale cherche à construire est un complexe éducatif avec une école pour 1200 filles et un centre culturel⁶⁷¹. Le choix de la question de l'éducation n'est nullement arbitraire. D'abord elle répond à une demande réelle à Ghobeiri. Bien qu'on puisse compter une soixantaine d'écoles la très grande majorité est de petite taille. Certaines ont même deux horaires différents l'avant-midi et l'après-midi pour doubler le nombre de places que les locaux peuvent accueillir. Beaucoup d'étudiants se retrouvent sans places dans les écoles publiques de Ghobeiri. Le président AlKhansa parle en 1999 d'un manque de 15 écoles pour combler la demande⁶⁷². Ce projet fait baisser considérablement le manque et pousse Mr AlKhansa à dire en 2003 qu'il y a encore un besoin de seulement trois écoles publiques⁶⁷³. Et pour cela un autre projet d'école publique pouvant accueillir jusqu'à 800 garçons est mis sur les rails en 2006⁶⁷⁴.

Les opposants au régime attaquent sa focalisation sur la question de l'éducation. Ils affirment que c'est une façon pour le Hezbollah de contrôler un important secteur stratégique pour la « Hala Islamiya » sans même devoir entrer en conflit avec les écoles pour imposer ses vues et ses programmes. Ils affirment qu'en contrôlant ces grandes écoles que la municipalité construit, le Hezbollah a accès direct à des milliers d'étudiants. Toutefois, ces allégations nous semblent exagérées. Dans la mesure où, la municipalité choisit de louer ces écoles au ministère de l'éducation qui les utilise comme des écoles publiques. En d'autres mots, leur administration est une administration publique qui suit les cursus officiels arrêtés par l'Etat⁶⁷⁵.

La municipalité forte du succès de l'expérience du complexe éducatif met en place un ambitieux programme comprenant un nombre important d'équipements. Les projets et les études se multiplient. La question qui pèse le plus sur l'exécution de ces projets est celle du financement. Pourtant, la municipalité peut compter sur ses réserves foncières et sur un grand nombre de

⁶⁷¹ Entretien avec le président AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁶⁷² Entretien de Nisreen Hijazi avec le président Al-Khansa dans Al-Charq – 06/01/1999

⁶⁷³ Entretien d'Ahmad Zeineddine avec le président AlKhansa dans Al-Liwaa – 20/06/2003

⁶⁷⁴ Entretien de Zeina Berjawi avec le président AlKhansa dans Al-Safir – 21/01/2006. ce projet est une coopération entre la municipalité et le ministère de l'éducation qui finance les coups de construction, alors que la municipalité avance le terrain

⁶⁷⁵ Bien sûr au Liban, chaque groupe politique essaie dans les zones où il est dominant d'imposer des proches dans les administrations publiques, ce qui est le cas aussi de l'éducation publique. Si on ne peut ni confirmer ni infirmer une attitude similaire de la part du Hezbollah, ces écoles ne seront dans tous les cas pas les seules concernées.

baillleurs de fonds impressionnés par son sérieux, pour mettre en place plusieurs projets: un projet d'une grande salle de sport fermée, une piscine municipale, un immense immeuble de parkings en étages et trois locaux pour la défense civile dont un imposant complexe du côté de Bir Hassan.

La taille imposante de ces projets en fait d'importants marqueurs d'un nouveau paysage que la municipalité est en train de faire émerger à Ghobeiri. En multipliant les publications reprenant des simulations et des visuels décrivant ces équipements, la municipalité pousse ce trait, les consacrant comme des hauts lieux de la commune dans l'imaginaire des gens avant même leur réalisation. Toutefois, il serait erroné de penser que la municipalité a une vision d'ensemble bien claire qu'elle essaie de définir sur le terrain à travers les différents projets. En fait, un des principaux facteurs de la mise en place de ces projets est la disponibilité assez aléatoire de terrains.

4.2.3 Impacts du « Projet de ville » de Ghobeiri sur les interdépendances territoriales

Ghobeiri présente un grand nombre d'entités sociospatiales qui divergent fortement par les éléments fondant leur territorialité. On a le voisinage historique des vieux quartiers comme celui des quartiers irréguliers, on a l'identité communautaire palestinienne pour le camp, la démarcation socioéconomique pour les quartiers résidentiels des sables ou encore le statut fonctionnel du quartier des hôtels, de la zone des supermarchés, de l'autoroute du Sud ou du boulevard de l'aéroport.

Comme on a vu dans le chapitre précédent, les interdépendances entre ces différentes entités dans l'après-guerre sont assez fragiles, chaque entité se développant indépendamment de l'autre selon des dynamiques propres en relation ou non avec d'autres entités dans l'espace de l'agglomération beyrouthine. Le périmètre municipal de Ghobeiri ne présente plus depuis les années 50 une territorialité homogène et convergente. Les décennies de l'industrialisation, de la guerre et de l'après-guerre font émerger encore plus de nouvelles entités sociospatiales aux territorialités différentes. La construction de l'identité de la commune qu'avance le régime municipal de Ghobeiri cherche à fonder une nouvelle territorialité convergente qui puisse intégrer ces différentes entités sociospatiales, le projet de ville représente la stratégie de matérialisation de cette vision. Les objectifs du projet de ville représentent trois entrées dans ce sens.

En cherchant à faire comprendre à tous les acteurs que « désormais une municipalité est présente », le régime municipal veut être inclus et concerné par la vie quotidienne et le développement de tous les quartiers de Ghobeiri. Toutefois l'absence de stratégie d'ensemble et d'un projet territorial consistant pour l'ensemble de la commune, sa place dans la banlieue sud et dans l'agglomération, ainsi qu'une démarche d'action souvent opportuniste – notamment concernant l'achat de terrains et la mise en place d'équipements – remettent fortement en

question la capacité du régime à consciemment guider le développement des entités sociospatiales de la commune et leurs relations.

Les équipements éparpillés un peu partout dans la commune, influent par leur taille sur le paysage de celle-ci, toutefois, ils n'affectent que partiellement les centralités déjà en place. C'est le cas aussi des espaces publics. La très grande majorité de ces espaces publics étant inaccessible ou ne représentant que des jardins-monuments, ne peuvent affecter les centralités. Le seul espace public qui connaît une importante fréquentation est les terrains de jeu de Tayouné, cependant, cet espace public au cœur d'un quartier résidentiel est plutôt un espace de rencontre à l'échelle des jeunes du quartier plus qu'une vraie centralité au niveau de la commune.

D'autre part on ne peut parler de grands projets d'infrastructures viaires ou de transport qui puissent influencer la mobilité au niveau de la commune. En fait, ces infrastructures sont en place avant 1998 et touchent tous les quartiers de Ghobeiri. Toutes les entités sociospatiales à Ghobeiri – comme d'ailleurs la majorité des entités des espaces centraux de l'agglomération beyrouthine – sont bien connectées aux réseaux viaires et ne présentent pas des situations d'enclavement.

Les réseaux d'infrastructures et les projets que met en place la municipalité dans les quartiers irréguliers contrent d'une façon assez marquante l'exclusion qu'ils connaissent par rapport au reste de la commune. Ainsi en ramenant ces infrastructures et se présentant comme le champion des droits de cette population, le régime gagne leur confiance et leur support. Dans les faits, les douze années de gestion municipale – ainsi que d'autres changements politiques tel le renforcement du Hezbollah après la libération du Sud Liban et la guerre de 2006 – contribuent fortement à l'estampage de la démarcation politique de la guerre différenciant entre les quartiers contrôlés par Amal au nord et l'ouest de la banlieue sud et ceux contrôlés par le Hezbollah.

Si la gestion municipale du régime de Ghobeiri ne réussit pas à faire émerger des centralités qui restructurent les interdépendances entre les différentes entités sociospatiales, ni à affecter les mobilités entre ces entités renforçant leurs interdépendances, elle contribue incontestablement, par contre, à l'émergence d'une territorialité de la banlieue sud, bien qu'aux dépens d'une territorialité communale de Ghobeiri. Cette tendance s'accroît avec la mise en place de l'union des municipalités de la banlieue sud.

Cette « banlieue du Hezbollah » se renforce en termes politiques. En fait, les municipalités sont toujours aujourd'hui les seules qui peuvent se prévaloir de la légitimité locale. Le contrôle par le parti de ces municipalités et de leur union souligne incontestablement qu'il a le soutien écrasant des habitants et des acteurs de ces banlieues. Toutefois cette « banlieue du Hezbollah » représente deux sérieuses limitations qui ne lui permettent pas d'émerger comme une territorialité convergente des différentes entités sociospatiales présentes et autonome par rapport au reste de l'agglomération. L'absence d'un projet économique territorial pertinent fait que la « banlieue du Hezbollah » n'est qu'un slogan politique qui n'affecte aucunement l'organisation économique de

l'agglomération ni même les interdépendances économiques entre les différentes entités sociospatiales. D'autre part son projet politique comprend des limitations en rapport avec l'architecture des différents régimes municipaux, fortement basée sur le parti et ses associations.

4.3 La relation des différents acteurs au régime municipal de Ghobeiri (voir planche 14- 1. et 3.)

4.3.1 Municipalité et participation

La participation est une pratique qui commence à s'introduire peu à peu dans la pratique de la gouvernance locale au Liban. L'inspiration que représentent les modèles occidentaux, ainsi que les expériences véhiculées par les organisations internationales assurent une exposition grandissante du concept et de ses pratiques au niveau municipal au Liban. Toutefois, l'adaptation du concept et des pratiques aux réalités locales offrent un spectre très large de situations différentes. Dans tous les cas le mot lui-même connaît une présence grandissante au niveau des discours municipaux au Liban.

Dans notre revue des publications de la municipalité et de la presse concernant Ghobeiri on ne trouve aucune mention de pratiques participatives. Toutefois dans un article comparant la participation à Ghobeiri et Bourj AlBarajné, Harb (2001) trouve que le mot lui-même est mobilisé par le président de la municipalité à Ghobeiri. Pour Mr AlKhansa, la participation est nécessaire pour des raisons d'efficacité et comme devoir religieux. Toutefois Harb remarque qu'à Ghobeiri la municipalité n'utilise pas le mot « moucharaka » qui est l'équivalent usuel en arabe du mot participation, mais plutôt le mot « ichrak » qui se démarque du premier en langue arabe par le caractère de l'imposition qu'il suggère. Selon elle cela révèle la vraie nature de la participation à Ghobeiri, qui est une participation descendante et imposée.

La municipalité ne s'engage pas dans des réunions ouvertes aux citoyens, elle ne procède pas à des consultations auprès des acteurs ou auprès de la population. Ce qu'elle met en place c'est plutôt des enquêtes préparées par des commissions techniques dans le but de mieux connaître leur terrain et non dans celui d'avoir un avis. D'autre part, pour certains projets et en vue de bénéficier de leurs expériences, elle invite des groupes et des acteurs précis à participer dans des réunions de travail (Harb, 2004). En fait, ceci revient à notre avis à la façon dont la municipalité perçoit la représentativité des différents acteurs.

Le conseil municipal insiste, qu'en tant qu'élu, il est LE représentant légitime de la population et de ses intérêts. Aucun autre acteur ne partage cette représentativité. La place qu'il accorde aux autres groupes et acteurs ne s'appuie aucunement sur la représentativité de ces derniers et leur droit de regard sur son travail. Si la municipalité s'intéresse à ces différents groupes et les contacte

c'est pour les inviter à coopérer dans des actions qu'elle met en place, ou pour user de leur expertise pour certains montages. Ainsi c'est en tant que « spécialistes » dans un certain domaine ou secteur géographique que la municipalité invite certains acteurs à participer à son travail.

Des différents niveaux de participation formelle, la municipalité ne mobilise couramment que celui de l'information. Elle multiplie les publications périodiques et de circonstance pour informer la population de ses projets et ses prises de position. Le site internet de la municipalité est assez riche en informations sur la municipalité, ses projets, les prises de position de son président. Toutefois, ces publications ne présentent que le point de vue de la municipalité et le site internet ne comprend pas de forum de discussion.

Tout cela ne veut pas dire que la municipalité se trouve coupée du reste du tissu social et politique. En fait, la municipalité de Ghobeiri et surtout son président AlKhansa cherche à afficher une attitude d'ouverture et de largesse d'esprit même envers des acteurs qui n'appartiennent pas au milieu social et politique duquel est issu le conseil municipal. Le président AlKhansa multiplie les réunions et les rencontres avec tout genre d'acteurs et de personnes.

Ainsi toute personne ayant une requête ou une proposition peut se présenter directement à la municipalité où il est introduit au bureau du directeur de la municipalité qui gère le quotidien municipal. Dans ce bureau brouillant d'activité, le directeur reçoit les différentes personnes, tout en continuant à gérer différentes affaires. Il note les requêtes et délègue leur suivi à différentes personnes de son bureau. Pour un bon nombre de ces requêtes, questions et propositions il les redirige vers le président qui en fait est l'acteur central de cette municipalité.

La municipalité de Ghobeiri a beau être une importante institution avec un grand nombre de fonctionnaires, la place du président est centrale dans son fonctionnement⁶⁷⁶. Ce dernier est totalement impliqué dans tous les détails et insiste à conserver le lien direct avec ses fonctionnaires et la population.

On retrouve des similitudes entre la façon de faire de Mr. Gharios à Chiyah et Mr. AlKhansa à Ghobeiri, tous deux sont les « patrons » suprêmes de leurs municipalités, tous deux cherchent à maintenir un contact direct avec la population. Toutefois, il y a une importante différence. Mr. Gharios, comme on a dit plus haut, reçoit les requêtes et les propositions des différents acteurs hors des horaires de travail de la municipalité et dans sa villa privée, renforçant ainsi l'aspect personnalisé de la relation qui peut être comparée aux pratiques courantes entre zaim et client au Liban. Par contre Mr AlKhansa fait ses rencontres à la municipalité. S'il veut rester juge des

⁶⁷⁶ Pour le directeur de la municipalité, la personne du président est à créditer pour le succès de celle-ci. Dans un entretien qu'il nous accorde, le directeur compare le cas des municipalités de Ghobeiri, Bourj AlBarajné et Haret Hreik, trois riches municipalités limitrophes dans la banlieue sud de Beyrouth. Pour lui, le succès incontesté de la municipalité de Ghobeiri en comparaison avec les deux autres a pour raison la gestion du président AlKhansa et le temps qu'il voue à sa fonction (Entretien en décembre 2009)

réponses à faire aux propositions des acteurs, et cherche parfois à entendre lui-même les requêtes, il s'appuie beaucoup sur ses subalternes notamment le directeur de l'administration municipale pour traiter des requêtes usuelles.

En fait, les ambitions politiques des deux personnes sont différentes. Mr. Gharios, cherche comme on a vu dans les élections législatives de 2009 à bâtir à travers son parcours municipal une solide assise populaire pour s'imposer sur la carte politique nationale. Mr. AlKhansa est avant tout un partisan du Hezbollah. Il a été membre du bureau politique du parti avant son accès à la municipalité de Ghobeiri. La décision de se présenter aux élections municipales de 1998, à la tête de la liste « fidélité et développement » soutenue par le Hezbollah, émane d'un choix du parti qui cherche à mettre une personne de confiance dans un poste stratégique pour son projet politique. Ainsi Mr. AlKhansa n'affiche pas d'autres ambitions politiques. Son futur politique est lié à celui de son parti.

Cette divergence de situation entre les deux hommes mène à un rapport différent avec leurs institutions. Pour le premier, la municipalité représente une machine politique qu'il a montée de toutes pièces et qui est centrale pour son ascension politique. Pour le second, la municipalité est une institution qu'il gère au nom de son parti, son futur politique personnel est lié à sa position dans son parti et non à une base politique indépendante qu'il peut constituer à travers sa présidence.

4.3.2 Le corps dur du régime : les structures du Hezbollah

Les élections de 1998 qui mènent la liste « fidélité et développement » au conseil municipal à Ghobeiri consacrent une nouvelle ère dans cette municipalité qui passe sous le signe du Hezbollah. Le nouveau conseil affiche clairement son affiliation au Hezbollah. Ce qui d'ailleurs représente le point focal des critiques qu'adressent les opposants à ce conseil⁶⁷⁷. En fait identifier les limites de ce qui relève du parti et ce qui relève du conseil municipal proprement dit dans la gestion de cette municipalité n'est pas une tâche facile. En vérité, la question prête à confusion d'autant que le discours des responsables municipaux semble brouillé sur ce point. D'un côté, ils crient haut et fort que « les relations avec le parti passent par les canaux officiels », d'un autre côté, ils affirment que « ici nous sommes tous du Hezbollah ! »⁶⁷⁸.

⁶⁷⁷ Article de Nawal Nasr dans Al-Balad – 29/02/2004. Elle reprend les positions des clans familiaux et les notables opposés au conseil notamment Mr Riad Raad candidat malheureux aux législatives de 2000 et soutien ferme de la liste « les fils de Ghobeiri » opposée au Hezbollah. Ainsi qu'un article de Ghasseb AlMoukhtar dans Al-safir – 16/03/2004. Il présente les positions de Mr. Bassem AlSabee parlementaire originaire de la banlieue sud

⁶⁷⁸ Deux formules dites dans le même entretien avec le directeur de l'administration municipale de Ghobeiri – décembre 2009

Nous pensons que les deux formules sont exagérées. Pour pouvoir approfondir ce point, nous pensons creuser trois dimensions : le personnel municipal, l'ambiance générale et la prise de décision.

À partir de 1998, dans le but de rénover son administration, Mr AlKhasa embauche un grand nombre de nouveaux fonctionnaires qui viennent remplacer certains partis à la retraite depuis longtemps et d'autres qui remplissent de nouvelles fonctions introduites par le nouveau conseil. On peut penser que pour beaucoup de ces emplois, l'affiliation au Hezbollah est un facteur facilitateur à l'embauche. En effet, ceci est une pratique courante dans beaucoup de fiefs de partis ou de zaïms politiques au Liban. Toutefois, nous pensons que cette idée est à nuancer dans le cas du Hezbollah à Ghobeiri. D'abord, beaucoup de fonctionnaires sont antérieurs à 1998 et par suite doivent leur emploi à une affiliation à un clan familial ou au mouvement Amal, influent à la municipalité de Ghobeiri avant cette date. D'autre part, comme on a dit plus haut, le conseil municipal de Ghobeiri choisit de jouer la carte de l'« intégrité » dans la gestion de la municipalité. Ce qui en principe doit freiner tout abus de favoritisme. Et en effet, si les opposants ne mâchent pas leurs mots en attaquant le manque de démarcation entre le parti et la municipalité, ils n'évoquent jamais de logiques de favoritisme à l'embauche⁶⁷⁹.

Ce que nous appelons ici ambiance générale comprend les pratiques quotidiennes, codes vestimentaires et affichage au sein même des locaux municipaux. Le palais municipal est une ancienne villa privée d'ambassadeur dont l'architecture reprend des éléments typiques de l'architecture vernaculaire à laquelle l'architecte marie des éléments et motifs modernes. L'intérieur du bâtiment, notamment son hall de réception impressionne à première vue par son apparat et sa grandeur. En même temps on retrouve une certaine sobriété avec l'absence d'affichage, de photos, de peintures. On ne retrouve pas l'affichage usuel du Hezbollah avec ses versets coraniques, photos de martyrs et effigies de leaders politiques qu'on peut rencontrer dans les rues de la banlieue sud (Harb, 2004). Quant aux codes vestimentaires et pratiques quotidiennes qu'on a pu observer lors de nos visites, ils reflètent une ambiance plutôt conservatrice sans pour autant être exclusivement marqués par les codes qu'on retrouve chez les proches du parti⁶⁸⁰. Ainsi pour un visiteur non averti il serait difficile d'identifier à partir de la simple observation de l'ambiance générale de la municipalité son affiliation politique⁶⁸¹.

⁶⁷⁹ Nous n'avons pas procédé durant notre enquête à un travail méthodologique sur le corps administratif municipal et ses affiliations politiques pour en définir les rapports au parti. En fait, cet exercice est pratiquement impossible et n'aura pour conséquence que d'aiguiser les méfiances à l'égard de l'enquêteur. Toutefois, par nos simples observations et échanges nous avons constaté que différentes personnes ont des positions politiques loin du Hezbollah. C'est le cas d'un employé qui n'a pas hésité à se dire tout haut communiste et se moquer avec bonhomie du conservatisme de ses collègues proches du Hezbollah qui se plaignent de ses jurons.

⁶⁸⁰ L'utilisation du mot code est ici emprunté à Mona Harb (2001) qui inclut dans ce qu'elle appelle les « codes du vécu » propres au Hezbollah elle cite le vestimentaire, le langage, la posture et le contact avec autrui, les lectures et la musique, les médias et l'iconographie. Concernant le code vestimentaire par exemple chez les partisans du Hezbollah, les hommes portent la barbe et pas de cravates alors que beaucoup de femmes portent d'habitude le tchador iranien ou le « charii » qui cache les courbes du corps.

⁶⁸¹ On a pu rencontrer à la municipalité de Ghobeiri des hommes imberbes en cravates même au sein du conseil municipal ainsi que des femmes fonctionnaires ne portant pas de voile.

Si « tout le monde » n'est pas du Hezbollah à la municipalité de Ghobeiri – comme l'affichent aussi bien ses opposants en le condamnant et ses partisans dans un moment d'orgueil – le rôle du Hezbollah dans la prise de décision au sein de la municipalité est bien important.

Harb (2001) en analysant une enquête faite auprès du conseil municipal affirme que des 21 membres du conseil 13 se disent proches du Hezbollah, deux s'abstiennent de répondre et le reste se dit proche d'autres partis ou indépendant. Dans le même conseil, quatre membres sont des cadres du Hezbollah et des proches tiennent la présidence des commissions les plus importantes du conseil municipal : celles des travaux, de l'éducation, de la santé, des finances et du social. Pour Harb « la municipalité de Ghobeiri peut être vue comme un microcosme du fonctionnement du Hezbollah sur le terrain », aucune distinction ne peut être faite entre le parti et la municipalité.

En fait, le Hezbollah développe pendant la guerre tout une constellation d'associations de tout genre sur lesquelles il se base pour gérer le territoire qu'il contrôle dans la banlieue sud. Le territoire est quadrillé géographiquement avec des responsables de quartier sociaux et militaires qui permettent au parti d'avoir un contact direct avec la population. C'est ce que Harb (2001) appelle la politique de proximité du parti. Cette structure géographique s'articule avec une autre fonctionnelle. On a ainsi des associations se focalisant sur l'éducation « AlMuassassa AlIslamiya lil Tarbiya wal Taalim », sur la santé « AlHayaa AlSouhiya », l'aide financière « AlQard AlHassan », la bienfaisance « AlImdad », l'aide aux familles des martyrs « AlChahid », les blessés « AlJarid » et la construction « Jihad AlBinaa »⁶⁸². Le champ municipal est un nouvel espace où le Hezbollah s'investit depuis 1998, et où il réussit à contrôler les quatre municipalités de la banlieue sud. Un nombre de ses cadres sont dans des postes clés au sein de ces municipalités et sont les principaux acteurs mettant en place leurs politiques.

On se retrouve de fait, dans un système qui couvre des structures géographiques, fonctionnelles et municipales régies par le même réseau d'acteurs sous la bannière du Hezbollah. Si l'articulation entre les structures géographiques et fonctionnelles est un exercice qui est rôdé à travers le temps depuis la guerre, l'articulation de ces deux structures à la nouvelle structure municipale est un important défi pour le parti.

Dans le cas de Ghobeiri, la municipalité s'appuie beaucoup sur les structures de quartier mises en place par le parti pour être au courant des différents problèmes et pouvoir rapidement intervenir. Dans certains cas, notamment pour des projets au niveau de quartiers, ces commissions collaborent activement avec la municipalité dans la mise en place des projets agissant comme intermédiaires entre la municipalité et la population.

⁶⁸² Les quatre dernières sont copiées sur les modèles d'associations iraniennes équivalentes

C'est avec les structures fonctionnelles du parti que la coopération est la plus poussée. Cette collaboration se fait entre les commissions du conseil et les associations traitant de même thèmes. En fait, on se retrouve ici dans les mêmes réseaux interpersonnels. Les responsables des commissions sont souvent des cadres du Hezbollah qui ont une longue histoire dans ses structures associatives. Par suite, ces associations sont les partenaires privilégiés du conseil municipal à Ghobeiri.

Ces associations sont couramment invitées aux réunions de travail des commissions du conseil. Toutefois, la coopération et la coordination entre les responsables municipaux et les responsables de ces associations ne se font pas uniquement dans le cadre formel des réunions officielles. Les responsables de ces associations conseillent les responsables municipaux sur la façon de faire notamment concernant des questions d'ordre technique, mais pas seulement⁶⁸³.

Dans les publications municipales de 2001 et 2002, on peut recenser des dizaines d'articles décrivant des projets mis en place par la municipalité en partenariat avec des associations du Hezbollah. A titre d'exemple nous pouvons citer ici quelques-uns de ces projets. Ils sont de natures très diverses. On a les « expositions écologiques » qui sont des manifestation préparées par la municipalité en collaboration avec la commission des femmes du Hezbollah et qui se tiennent depuis 2000 dans différents jardins municipaux⁶⁸⁴. On a aussi un nombre de compétitions lancées par la municipalité, telle la « plus belle histoire de blessé » en coopération avec l'unité culturelle et l'association AlJarh du Hezbollah, ou encore une compétition à caractère religieux organisée en partenariat avec la municipalité par l'association du Coran pour l'orientation religieuse⁶⁸⁵. Dans le champ social, la municipalité s'engage à aider mensuellement 531 familles démunies, trois organisations l'assistent à distribuer cette aide. Deux de ces associations sont proches du Hezbollah et une troisième est islamiste⁶⁸⁶. L'association AlHayaa AlSouhiya du Hezbollah est pratiquement présente dans tous les projets couverts par les revues municipales, mis en place par la commission sanitaire de la municipalité. La municipalité parraine aussi des actions préparées par des structures du Hezbollah. C'est notamment le cas des expositions préparées par des sections étudiantes du Hezbollah dans leurs propres universités⁶⁸⁷.

Les publications contiennent aussi des entretiens et des articles de personnes clés du Hezbollah comme le vice-secrétaire général ou le responsable du dossier municipal du parti. Elles couvrent des événements intérieurs propres au parti, comme le congrès des municipalités gérées par le

⁶⁸³ Dans un cas auquel on a pu assister personnellement, le directeur de l'administration municipale invite une responsable d'une association de femmes du Hezbollah pour l'aider à répartir un don sous forme de papeterie sur les différentes associations à Ghobeiri.

⁶⁸⁴ Revues municipales de 2001 et 2002

⁶⁸⁵ revue municipal de 2002

⁶⁸⁶ entretien avec Mr AlKhansa revue municipale de 2001

⁶⁸⁷ C'est le cas d'une exposition sur la résistance à l'université arabe de Beyrouth – bien que cette université ne se trouve pas à Ghobeiri - préparée par le Hezbollah. De même c'est le cas d'une exposition sur des questions technologiques préparée par des étudiants du Hezbollah à l'université libanaise. Revue municipale de 2002

Hezbollah. Enfin, la revue de 2002, livre plusieurs pages dont une couvrant la visite du président iranien Mohammad Khatami au Liban⁶⁸⁸.

Douze ans à la tête des municipalités permettent au Hezbollah de développer les articulations entre les trois structures de son système de gouvernance dans la banlieue sud. Le renforcement du contrôle du Hezbollah des municipalités de cette banlieue aux élections de 2004 ainsi que l'effort de reconstruction entrepris par une agence du parti accentue cette synergie. Toutefois, pour certains, le Hezbollah passe progressivement après 2006 à un contrôle plus direct et centralisé de ses différentes structures où la prise de décision se fait dans des cercles plus élevés dans la hiérarchie et la participation si jamais elle a lieu, devient elle aussi plus restreinte et descendante (Fawaz, 2009). On est dans une logique de gestion urbaine intégrée de toutes ces structures.

La création de l'union des municipalités de la banlieue sud vient renforcer cette tendance. En fait on remarque à partir de 2008 – date de la création de l'union – que celle-ci s'impose comme un acteur stratégique. L'union devient de plus en plus un intermédiaire obligé entre les municipalités et les bailleurs de fond. D'autre part, c'est au niveau de l'union des quatre municipalités de la banlieue sud contrôlées par le Hezbollah qu'une identification des besoins stratégiques est en train d'être faite au niveau de la banlieue. Un exemple de cela serait les accords signés entre l'union et les quatre municipalités de la banlieue d'un côté et le fond koweïtien de développement arabe de l'autre

Le fond finance la construction de plusieurs équipements répartis entre les quatre municipalités. Chacune de ces municipalités définit dans les douze dernières années des secteurs prioritaires où son action et ses investissements se concentrent. Les projets prévus dans les accords tout en reconnaissant à chacune d'elle une spécificité, renforcent la complémentarité de sorte que chaque municipalité représente une centralité dans un secteur spécifique et en même temps dessert toute la banlieue. Ainsi on cherche à construire un grand centre de défense civile à Ghobeiri ainsi qu'un abattoir sur un terrain limitrophe de Ghobeiri et Bourj AlBarajné, les deux projets desservent toute la banlieue. En même temps on construit un centre médical spécialisé dans les urgences à Bourj AlBarajné, des complexes éducatifs à Ghobeiri et Haret Hreik et un centre social et sportif à Mrejjé⁶⁸⁹.

Ainsi le conseil municipal dominé par le Hezbollah et les associations de ce dernier représentent le régime municipal de Ghobeiri. Ce régime est une partie d'une structure de gestion plus large qui prend différentes formes d'une seule structure de commande intégrée qui gère la banlieue sud. Harb (2010) avance que le conseil municipal ne cherche même pas à faire participer aucun autre acteur hors de ce réseau fermé du Hezbollah dans sa gestion municipale. Nous pensons que si

⁶⁸⁸ Le parti entretient toujours une relation privilégiée avec la république islamique d'Iran, considérée comme son modèle et dont le guide suprême Ali Khamenei est aussi le référent suprême du parti.

⁶⁸⁹ Al-Anwar – 17/09/2009

clairement aucun acteur hors de ce réseau ne participe réellement à la prise de décision, le régime municipal est ouvert à des collaborations avec un nombre d'acteurs dont des associations, des acteurs internationaux et des structures publiques.

4.3.3 Les autres associations de Ghobeiri

Harb (2005) dans sa thèse identifie quatre grands acteurs dans la banlieue sud au niveau de la prestation des services notamment sanitaires et éducatifs : le Hezbollah, Amal, l'association AlMabarrat et l'Etat libanais. Toutefois on peut identifier un grand nombre d'autres acteurs notamment des associations de petites tailles.

Pour analyser le rapport de ces associations au régime municipal on pourrait appliquer à Ghobeiri la même grille qu'on a utilisée pour Chiyah : répertorier les associations selon l'aire géographique qu'ils couvrent (niveau national, niveau de la banlieue sud, niveau communal ou inférieur), leur implication dans les affaires locales, ensuite identifier l'implication de ces facteurs sur la relation de ces associations avec la municipalité. Toutefois, dans le cas de Ghobeiri sans procéder à une présentation exhaustive nous nous suffirons de quelques cas assez représentatifs.

Nous n'avons pas repéré à Ghobeiri des associations oeuvrant au niveau national et qui ont choisi d'implanter leurs quartiers généraux ou un bureau central dans la commune. En fait ces associations ont tendance à implanter leurs QG à Beyrouth municipale. Ces associations qui affichent d'habitude leur « neutralité » en termes communautaires préfèrent éviter d'être marquées par les représentations populaires liées à la banlieue sud.

AlMabarrat est une association qui œuvre dans plusieurs régions du Liban, toutefois, dans des régions habitées par la communauté chiite. Son quartier général est en banlieue sud où elle possède un grand nombre d'équipements. L'association est fondée en 1978 par le cheikh Mohammad Hussein Fadlallah qui la dirige jusqu'à sa mort en 2010. Fadlallah est une des grandes figures religieuses du chiisme, son influence va au-delà du Liban. S'il soutient politiquement le Hezbollah il s'en démarque sur le plan religieux. L'association indépendante du Hezbollah sait cohabiter avec le parti dans la banlieue sud et cela depuis la guerre (Harb, 2005).

L'association a de nombreuses institutions et équipements dans la banlieue sud dont un hôpital de 200 lits, des dispensaires, un centre pour orphelins, des écoles, un grand centre hôtelier et de restauration, une maison d'édition et une grande mosquée qui accueille plus de 5000 personnes à Haret Hreik. En 1994, l'association compte 800 employés et un budget de 2,5 millions de dollars (Harb, 2005). Toutefois, ce qui fait le poids de cette association ce n'est pas sa prestation diversifiée de services et le nombre imposant de ses équipements mais la place symbolique que tient son leader dans la communauté chiite. Fadlallah est une vraie icône, dont les serments et les enseignements sont suivis par une large partie de cette communauté. En fait l'association

comprend des milliers de membres qui cotisent et lui paient l'impôt religieux « alhuquq alchariia »⁶⁹⁰.

Le système d'AlMabarrat qui mélange celui d'une association prestataire de services et celui d'une organisation religieuse la met au centre de la vie de beaucoup de résidents de la banlieue sud. De fait elle connaît très bien les quartiers de cette banlieue et comprend leurs problèmes. Toutefois l'échelle d'action de ses équipements est au niveau de la banlieue sud et non des quartiers. Par suite l'action de cette association contribue à renforcer l'intégration des différents quartiers dans un même système social et de services au niveau de la banlieue.

Bien qu'elle représente une importante compétition pour les associations du Hezbollah, AlMabarrat entretient de bonnes relations avec le parti. En fait, bien que les corps durs des deux groupes se démarquent clairement, beaucoup de sympathisants se disent proches des deux organisations islamistes. Cette cordialité et entente entre l'association et le parti s'étend à la relation entre celle-ci et les municipalités contrôlées par le parti dans la banlieue sud. Celle de Ghobeiri ne fait pas exception. Toutefois on ne peut recenser beaucoup de coopérations notables entre AlMabarrat et la municipalité de Ghobeiri qui préfère travailler avec les associations du parti.

Le Mouvement Social est une association libanaise fondée en 1961 par deux religieux réformistes l'évêque grec catholique Grégoire Haddad et l'imam chiite Moussa AlSadr. L'association se veut laïque ouverte aux religions et apolitique. Elle a un répertoire d'action très diversifié qui tourne surtout autour de la promotion des valeurs citoyennes, des questions de droit de l'homme, de l'éducation et de l'« empowerment » des femmes et des jeunes, notamment à travers les formations techniques. Elle œuvre par projets selon des lignes stratégiques révisées périodiquement. Elle est partenaire de l'Etat dans beaucoup de projets, comme elle a de nombreuses coopérations avec des bailleurs de fonds internationaux notamment l'Union Européenne. Elle a des postes et des locaux plus ou moins permanents sur tout le territoire libanais. Elle est implantée depuis 16 ans à Ghobeiri. Avant elle avait des bureaux à Hay Madi à Chiyah ouest⁶⁹¹.

Le centre de Ghobeiri est le principal centre du Mouvement dans la banlieue sud. Un autre centre est fondé en 1976 à Jnah pour aider les déplacés qui s'y installent pendant la guerre. Toutefois ce dernier se concentre exclusivement sur ce quartier irrégulier où il développe certains services. Celui de Ghobeiri se concentre surtout sur les questions de jeunesse. Entre autres, il coordonne un projet en partenariat avec les ministères de la justice et des affaires sociales pour des peines civiques pour les délinquants. Ainsi le Mouvement Social joue le rôle d'intermédiaire entre les tribunaux et des ONGs qui reçoivent ces jeunes qui doivent servir au sein de ces associations

⁶⁹⁰ Une portion du revenu annuel de la personne

⁶⁹¹ Entretien avec la responsable de son centre à Ghobeiri – juillet 2010

pendant un certain temps. Un autre projet avec des écoles de la région vise à aider les étudiants ayant des difficultés dans leurs études. Un troisième projet en cours, regroupe des jeunes de Ghobeiri et de Tariq El Jdidé pour discuter de la tension montante entre ces deux régions dans les dernières années et notamment les affrontements de mai 2008⁶⁹², à travers la dramathérapie et d'autres techniques d'échange et de communication⁶⁹³.

Un important projet du Mouvement Social est celui qu'il met en place en partenariat avec la municipalité de Ghobeiri concernant les adolescents travaillant dans les ateliers de mécanique forts nombreux dans cette commune. Le projet vise la formation de ces jeunes, parfois illettrés, de façon professionnelle au métier de garagiste. La municipalité s'investit beaucoup dans ce projet, elle fait même des pressions sur les patrons réticents qui refusent d'envoyer leurs aides à ces formations (Harb, 2001). Un autre projet de collaboration avec la municipalité est la formation d'aides-soignantes. Ce projet est couronné par une cérémonie de remise des diplômes couverte dans la revue municipale de 2002. Malgré ces coopérations, les responsables du Mouvement sont critiques envers la municipalité qui pour eux reste toujours sur ses gardes dans sa relation avec l'association. Pour eux la municipalité contrôlée par un parti islamiste se méfie de leur laïcité, et préfère ne travailler qu'avec les organisations du parti sinon des organisations islamistes⁶⁹⁴.

Cette position est relayée par la responsable du centre de la Croix-rouge à Ghobeiri. Ce centre qui comprend un dispensaire et plusieurs cliniques est la seule structure de la Croix-Rouge dans la banlieue sud. Il ouvre à Ghobeiri en 1994. Il comprend 3 employés fixes et huit médecins qui y viennent à temps partiel. Il se focalise surtout sur les maladies chroniques, les femmes et les enfants. Il assure parfois des médicaments à bas prix pour ses patients réguliers⁶⁹⁵.

En fait, comme s'en plaint la responsable du centre, il y a beaucoup de dispensaires à Ghobeiri. Aucun de ces dispensaires n'est spécialisé, et tous avancent des services primaires. Ces dispensaires sont financés par des associations religieuses relevant du Hezbollah, de l'association de Fadlallah, du conseil supérieur chiite⁶⁹⁶, de l'Etat... D'autres dispensaires comme celui de l'association libanaise pour les premiers services médicaux à Sabra sont indépendants et se

⁶⁹² Après la montée de tension politique depuis trois ans entre les partisans de la coalition du 14 mars (notamment autour du Mouvement du Futur de la famille Hariri) et du 8 mars (notamment autour du Hezbollah), dans les deux premières semaines de mai des accrochages sévères ont lieu dans les rues de Beyrouth et quelques localités du Mont-Liban. La rue Kaskas - entre les quartiers de Tariq Jdidé, bastion du Mouvement du Futur et dont les résidents sont à écrasante majorité de communauté sunnite, et les quartiers de Ghobeiri, contrôlés par le Hezbollah – est un des fronts de cette confrontation.

⁶⁹³ Entretien avec la responsable du centre du Mouvement Social à Ghobeiri – juillet 2010

⁶⁹⁴ Entretien avec la responsable du centre du Mouvement Social à Ghobeiri – juillet 2010. Il est à noter que la responsable en question est elle-même voilée et ne trouve pas de conflit entre laïcité et port du voile.

⁶⁹⁵ Entretien avec la responsable du centre de la Croix-Rouge – juillet 2010

⁶⁹⁶ Le Conseil Supérieur Chiite est l'organe représentatif de la communauté chiite auprès de l'Etat, il regroupe les anciens présidents de conseil, ministres et députés de la communauté. Il administre un grand nombre d'institutions et équipements dont des écoles et une université. Il est depuis la seconde moitié des années 80 contrôlé par le mouvement Amal.

focalisent sur certains quartiers. Toutefois, malgré la multiplicité des acteurs dans le secteur, la municipalité ne monte pratiquement des coopérations qu'avec la « Hayaa Sohiya » du Hezbollah.

A Ghobeiri on trouve aujourd'hui un nombre d'associations, notamment des dispensaires et de petits clubs sportifs. Si les anciennes associations tenues par les clans familiaux avant la guerre sont fortement affectées et perdent leur pouvoir d'attraction, d'autres associations naissent à l'initiative de différents partis⁶⁹⁷ ou autres acteurs. Ces associations couvrent des domaines d'intérêt très divers allant de la jeunesse, à la santé, l'éducation, le sport et le religieux. Si la majorité reçoivent des aides financières de la part de la municipalité, ces aides ne sont pas les mêmes pour les différentes associations et rares aussi sont les coopérations entre ces associations et la municipalité.

Dans certains cas spécifiques, la municipalité coopère avec des associations qui ne sont pas installées à Ghobeiri. C'est le cas par exemple de l'union libanaise des handicapés qui assiste la municipalité à l'application de certaines normes de construction concernant l'accessibilité des équipements et des jardins publics de celle-ci. La question du handicap est considérée comme prioritaire par le président AlKhansa⁶⁹⁸, et au nom de la responsabilité de la municipalité et du combat de l'exclusion la municipalité s'engage à doubler son effort sur ce point. Toutefois ce partenariat n'a rien de stratégique. L'ouverture sur cette association spécialisée dans une thématique que les structures du Hezbollah ne maîtrisent pas se confine en fait à une assistance technique ponctuelle.

En somme nous pouvons dire que le régime municipal à Ghobeiri ne semble pas considérer que la participation associative à son travail soit d'un intérêt stratégique. Les considérations intérieures au Hezbollah, en rapport avec le renforcement de l'intégration entre ses différents groupes de travail notamment en ce qui concerne la coordination entre ses équipes municipales et fonctionnelles, se présente jusqu'aujourd'hui comme la priorité du régime. Ainsi en dépit de fortes critiques de la part du monde associatif local, le régime pendant deux mandats cherche toujours à se dispenser de leur implication dans son travail quand c'est possible. Toutefois, après douze ans à la municipalité et la systématisation de la relation entre ses différentes équipes de travail, le parti gagne aujourd'hui en maturité et on pourrait penser qu'un changement d'attitude est en route. Or, ce n'est pas l'avis de certains chercheurs (Hilal, 2007 ; Fawaz, 2009) qui voient le renforcement de la centralisation de la prise de décision et un mode de participation descendant qui n'a pour rôle que de profiter des expertises disponibles sur des questions qu'il ne maîtrise pas et endosser une légitimité locale à des choix faits dans des cercles relativement restreints.

⁶⁹⁷ Par exemple, l'antenne locale du Parti Syrien Nationaliste Social crée dans les années 90 un club de football, de même le mouvement Amal dispose de plusieurs associations présentant des services diverses

⁶⁹⁸ Article de Jouhaina Khaldyya – Al-Safir 23/12/2008

4.3.4 Relation avec les acteurs économiques

À la différence de la municipalité de Chiyah, la municipalité de Ghobeiri n'affiche pas l'objectif du développement économique dans ses priorités. Elle ne cherche pas à la manière de la première de créer des associations de commerçants bien qu'on peut trouver un nombre de commerces dans cette commune bien supérieur à celui de Chiyah. Si jamais elle cherche à intervenir, c'est sous le couvert de la santé et l'environnement en essayant de définir des secteurs spécifiques pour les activités artisanales polluantes en cherchant à les éloigner des espaces résidentiels. De même c'est sous le couvert de l'ordre, la loi et la propreté qu'elle décide d'intervenir pour organiser le souk de Sabra.

C'est dans la même logique que Mr AlKhansa dès son accès à la présidence de la municipalité en 1998 cherche à avoir une relation solide avec les propriétaires et les directeurs des centres balnéaires et hôteliers au nord-ouest de Ghobeiri. De fait, l'enjeu est ici avant tout politique. Mr AlKhansa ne se mêle aucunement de l'organisation du secteur et des politiques pour le renforcer. Ce qui lui importe est d'afficher de bonnes relations avec ses administrations pour contrer un des principaux arguments des détracteurs du régime municipal présentant l'arrivée d'une équipe du Hezbollah à la tête de la municipalité comme le prélude de vexations à venir pour ce secteur. C'est pour cela que dans nombre d'occasions notamment au début du mandat municipal que les responsables municipaux multiplient les prises de position favorables au maintien des hôtels et même à leur soutien.

La perspective n'est jamais celle d'un plan de développement économique local, la municipalité se refusant d'intervenir sur ce secteur. Même avec la hausse radicale des prix du foncier depuis 2007, ce qui a de sévères implications sur les quartiers populaires en termes d'accès au logement, ni la municipalité ni le parti ne semblent soucieux d'intervenir.

4.3.5 Relation avec les acteurs palestiniens

Le camp palestinien de Chatila, malgré la guerre et ses conséquences désastreuses sur le rapport de celui-ci avec son entourage, reste un des principaux hauts lieux de la commune et affecte un grand nombre de quartiers de son entourage dont Sabra, Hay Farhat, Horch Tabet et Hay Gharbi. La municipalité voit dans la normalisation des rapports entre le camp et son entourage une priorité.

Une première raison est d'ordre politique. Ce camp bien qu'il a presque complètement perdu son rôle d'avant-guerre comme centre de la politique palestinienne au Liban, garde une grande importance symbolique. Dans son combat contre Israël le parti entend souligner l'importance de la résistance et de l'« unité de la cause » face aux choix de négociations pacifistes et des politiques

de l'OLP⁶⁹⁹. Rendre hommage au massacre de Sabra et Chatila est une façon de faire parvenir ce message et marquer le soutien au peuple palestinien de retour sur les voies de l'Intifada. D'où l'importance accordée à la commémoration du massacre et le choix de protéger le cimetière face au vandalisme et aux revendications de restitution des propriétaires du terrain.

Une autre raison est d'ordre local. Le camp se trouve au milieu de plusieurs quartiers irréguliers de Ghobeiri où la municipalité engage plusieurs interventions. De même, il se trouve sur la continuité d'un important souk populaire qui va de Sabra à Hourch Tabet en passant par Chatila. De toute évidence, toute intervention d'envergure sur ces quartiers et ce souk doit prendre en considération ce camp.

Pour intervenir dans les quartiers irréguliers en manque d'eau et d'égouts la municipalité n'hésite pas à contourner Elyssar, toutefois le cas de Chatila est différent. Chatila comme le reste des camps palestiniens au Liban est géré par l'UNRWA. L'agence internationale gère les camps palestiniens au Liban depuis les années 50. Cette gestion, qui se renforce après le retrait de l'OLP du Liban pendant la guerre, approfondit la démarcation des camps de leur entourage (Mauriat, 1997). Bien que critique envers cette gestion, le régime municipal de Ghobeiri ne cherche pas à contourner l'UNRWA et intervenir directement comme il le fait avec Elyssar. En fait, le parti est très méticuleux quand il est question d'acteurs internationaux. Ainsi Mr AlKhansa, en réponse à une question de la presse sur la situation difficile du camp de Chatila souligne que « les camps c'est la responsabilité de l'UNRWA »⁷⁰⁰. Par contre, il insiste que la municipalité ait les meilleures relations avec les comités populaires palestiniens dans les camps avec qui elle collabore pour décorer et éclairer les espaces publics la nuit pendant le Ramadan.

4.3.6 Relation avec les acteurs internationaux

Les positions politiques du Hezbollah critiques et méfiantes des organisations internationales ne semblent pas affecter les coopérations de la municipalité de Ghobeiri avec celles-ci. On retrouve bien sûr les coopérations traditionnelles du Hezbollah telles les structures iraniennes et arabes, mais aussi la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD, l'organisation internationale de la santé, Greenpeace ainsi que des organisations affiliées à des états européens.

⁶⁹⁹ L'OLP signe les accords d'Oslo en 1993 avec l'état d'Israël, dans un tournant qui marque une rupture du processus de Madrid où les délégations des pays arabes concernés (Palestine, Liban, Syrie et Jordanie) faisaient front commun dans les négociations. Les crises du processus de paix palestino-israélien qui butte sur la continuation de la colonisation israélienne en Cisjordanie et les questions dites essentielles du partage de Jérusalem, du retour des réfugiés, des frontières, toutes non résolues, minent la crédibilité du processus et ramènent les palestiniens en 2000 – après le retrait israélien du Liban – à reprendre le chemin de l'Intifada.

⁷⁰⁰ Entretien de Mr AlKhansa avec Ali safa dans Al-Liwaa – 26/10/2004

Ces coopérations vont du soutien moral, à l'assistance technique et logistique, au financement que ce soit par des crédits ou des dons. Les projets concernés sont aussi assez divers, et les secteurs dominants de coopération sont relatifs à l'infrastructure, l'éducation et l'environnement.

Le contact avec les organisations internationales se fait de différentes manières. Dans certains cas, comme celui du projet de réhabilitation des infrastructures financé par les crédits de la Banque Mondiale⁷⁰¹, c'est le CDR qui invite les municipalités à présenter des dossiers, sélectionne les municipalités bénéficiaires et joue l'intermédiaire tout au long du projet. Dans d'autres cas, la municipalité répond à un appel pour financement de projets par des organisations internationales. Dans d'autres cas encore, ce sont des organisations internationales dans le cadre de leurs propres programmes et projets qui suggèrent à la municipalité de monter un partenariat où ces organisations financent en partie ou en totalité ces projets. C'est l'exemple d'un don allemand pour des travaux dans le quartier Sabra⁷⁰².

Toutefois les coopérations les plus récurrentes sont à l'initiative de la municipalité qui cherche l'expertise des organisations internationales. C'est l'exemple du projet de sensibilisation environnementale dans les écoles en partenariat avec le PNUD et Greenpeace⁷⁰³, ou le soutien de l'UNICEF à la distribution de livres aux élèves de certaines écoles publiques à Ghobeiri⁷⁰⁴, ou encore le projet pilote de gestion des déchets solides du quartier Hay Farhat en collaboration avec l'organisation mondiale de la santé⁷⁰⁵. Il y a aussi les cas où c'est une association locale qui dans le cadre d'un projet de collaboration avec la municipalité fait introduire une organisation internationale pour bénéficier de son assistance et son soutien moral. C'est le cas du projet de formation des jeunes manœuvres garagistes du Mouvement Social en partenariat avec la municipalité et l'UNESCO⁷⁰⁶.

La reconstruction suite à la guerre de 2006 amène un grand nombre de collaborations entre la municipalité et des acteurs internationaux. C'est ainsi que le corps de génie de l'armée française prend en charge la reconstruction du pont de l'aéroport, que l'Arabie Saoudite finance la reconstruction d'un autre pont allant de Haret Hreik au boulevard de l'aéroport et que la fondation du prince milliardaire saoudien AlWalid Bin Talal finance la restauration d'un nombre d'écoles à Ghobeiri⁷⁰⁷.

Les relations de la municipalité de Ghobeiri avec les acteurs internationaux se ne limitent pas à ses coopérations de projets. En fait, la municipalité est aussi active au niveau des échanges et visites entre municipalités au niveau mondial. Ainsi elle reçoit une délégation de la municipalité de

⁷⁰¹ Entretien avec le président AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷⁰² Al-Anwar – 22/10/2009

⁷⁰³ Dossier environnement dans la revue municipale de 2001

⁷⁰⁴ Entretien avec le président AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷⁰⁵ Dossier environnement dans la revue municipale de 2001

⁷⁰⁶ Revue municipale de 2002

⁷⁰⁷ Article d'Ali safa dans Al-Liwaa – 10/10/2006

Bahreïn en 2001 et participe à la visite de 13 présidents de municipalités libanaises à la municipalité de Téhéran⁷⁰⁸. D'ailleurs c'est avec cette dernière qu'elle procède à un jumelage à partir de 2006⁷⁰⁹. À ces manifestations, on pourrait rajouter beaucoup d'autres. Toutefois, l'écrasante majorité de ces échanges et visites se font dans le cadre du monde arabe et islamique. Mr AlKhansa s'exprime dès 2001 pour souligner que si jamais la municipalité fait un jumelage ce serait avec une municipalité dans un pays arabe ou musulman⁷¹⁰. En fait, ici le président s'aligne sur les positions de son parti oeuvrant pour le renforcement des relations entre les pays arabes et musulmans et prend ses distances envers les grands pays occidentaux soutenant Israël.

Hors le cadre des relations propres au développement des échanges dans le secteur municipal, la municipalité de Ghobeiri développe des relations à caractère plus politique. Elle reçoit ainsi des délégations de députés européens de gauche venant commémorer les massacres de Sabra et Chatila⁷¹¹ ou encore certains ambassadeurs comme l'ambassadeur du Venezuela⁷¹² ou de l'Iran. Le président AlKhansa se présente ainsi comme une personnalité politique multipliant les déclarations, notamment concernant la résistance et le conflit israélo-arabe. Ses positions sont dans la droite ligne de son parti. En fait, Mr AlKhansa a la double casquette de responsable municipal et responsable partisan, et il ne manque d'user des deux pour élargir ses réseaux.

4.3.7 Relation avec les municipalités environnantes

On peut parler ici de trois cas de figure : la relation avec la municipalité de Beyrouth, la relation avec les municipalités de la banlieue sud et la relation avec les autres municipalités du Sahel.

La municipalité de Ghobeiri partage une longue limite administrative avec celle de Beyrouth au nord. La limite tracée lors de l'époque française est en fait assez arbitraire. Elle coupe la zone de Bir Hassan en deux, alors que les quartiers du côté de Sabra s'interpénètrent. Ceci impose une concertation importante entre ces deux municipalités pour la gestion de ces quartiers. Ainsi dès 1998 une coopération est mise en place pour l'organisation du souk de Sabra. L'idée est de trouver un espace limitrophe des deux municipalités pour installer plus de 100 marchands ambulants présents au Souk⁷¹³. Un autre projet plus récent de coopération vise à lier les canalisations d'égouts des quartiers à l'ouest de Ghobeiri au réseau de Beyrouth et la construction commune d'une centrale d'épuration⁷¹⁴.

⁷⁰⁸ Revue municipale de 2002

⁷⁰⁹ Article d'Ali Safa dans Al-Liwaa – 10/10/2006

⁷¹⁰ Entretien avec Mr AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷¹¹ Revue municipale de 2002

⁷¹² site internet de la municipalité

⁷¹³ Entretien d'Ali Safa avec Mr AlKhansa dans Al-Liwaa – 30/11/1998

⁷¹⁴ Article de Mohammad AlSibai dans Al-Anwar – 17/09/2007

Toutefois, il est clair que ces coopérations sont relativement modestes pour deux grandes municipalités centrales et limitrophes dans l'agglomération beyrouthine. Les raisons sont multiples. D'abord, elles sont tenues par deux groupes politiques qui ne partagent pas le même agenda pour le futur du développement urbain à Beyrouth. Le groupe d'Hariri contrôlant la municipalité de Beyrouth privilégie Beyrouth municipe et veut renforcer sa centralité par rapport à l'agglomération. D'autre part, le Hezbollah et Hariri buttent sur le projet Elyssar tant sur l'objectif que sur la gestion. En fait l'emprise du projet comprend l'ouest de Ghobeiri, la zone qui pourrait avoir le plus de potentiel de coopérations entre les deux municipalités. Enfin, à aucun moment l'idée de coopération stratégique entre ces deux communes n'est envisagée. La municipalité de Ghobeiri préfère se tourner vers les municipalités du Sahel et du caza de Baabda. Alors que celle de Beyrouth municipe n'est pas mobilisée par les questions de coopérations au sein de l'agglomération. En fait, la marge d'action de cette municipalité est relativement restreinte, l'Etat central à travers le gouvernorat de Beyrouth ou le CDR se réservant les grandes décisions et choix stratégiques.

Le régime municipal de Ghobeiri dès 1998 crée des liens avec les municipalités de la banlieue sud-est notamment celles de Chiyah et Furn AlChebbak. En fait, dès cette date la question de l'union des municipalités du Sahel du Matn Sud se présente comme un objectif stratégique pour lequel ces municipalités se disent favorables. Le grand défi bien sûr est la transcendance de la ligne de démarcation. Le Hezbollah se prononce pour la formulation des meilleurs rapports avec les communes et les municipalités de cette banlieue. De l'autre côté, la majorité des présidents de ces municipalités sont proches du ministre de l'intérieur et du président de la république tous deux favorables à un rapprochement avec le Hezbollah.

Toutefois, différentes questions compliquent longtemps le montage d'une telle union. D'abord, quelles seraient les municipalités incluses dans cette union et quelle est la contribution de chaque municipalité surtout qu'on peut trouver de très grandes communes, comme celle de Ghobeiri, ainsi que de très petites communes rurales dans la zone ouest du caza de Baabda. Les avis sur ces questions entre les différents présidents de municipalité sont forts partagés. À cela s'ajoute différentes questions qui retardent un tel accord. Les complications du dossier des déplacés de Chiyah ou encore l'annonce du gouvernement de la préparation d'une nouvelle loi pour les municipalités sont des excuses soulevées pour ne pas aller en avant. Le choix agréé par les principaux acteurs face à cette situation est celui de la construction d'un cumul d'expériences et d'échanges qui consolide la confiance et rapproche les équipes municipales en vue d'une entente sur les différentes questions.

Ainsi, on voit les présidents de ces municipalités multiplier les réunions et afficher leur solidarité concernant des questions communes. Les revendications de leurs droits auprès l'Etat central est une de ces occasions où ils mettent en pratique leur capacité à coopérer. De même ils soutiennent parfois par l'envoi de représentants les activités des autres municipalités. Dans le cas de Ghobeiri,

le président AlKhansa se rapproche des différents présidents de ces municipalités et tisse avec eux de solides liens interpersonnels.

C'est surtout avec Chiyah que les relations se développent. Pour Mr AlKhansa, la « réhabilitation de la rue qui sépare [les deux communes] et sa transformation en une rue importante qui les lie »⁷¹⁵ est une priorité. La relation personnelle avec Mr Gharios aidant, les visites se multiplient et les responsables municipaux ne manquent d'être présents lors des activités de l'autre municipalité pour la soutenir. Toutefois, malgré les meilleures relations affichées et scandées haut et fort, la coopération entre ces deux municipalités se cantonne dans les faits au dossier de la restauration de la ligne de démarcation. Dès 1998, les deux municipalités s'attèlent sur la question, et avec l'appui de la caisse des déplacés, elles restaurent les façades de la majorité des bâtiments de la route de Saïda⁷¹⁶.

Les bouleversements politiques à partir de 2005 nuisent fortement à ces efforts, et le projet de l'union devient de plus en plus difficile à mettre en place. À partir de 2008, les municipalités de la banlieue sud décident de monter leur propre union municipale.

Ces municipalités, bien qu'elles soient toutes quatre contrôlées par le Hezbollah, n'ont pas développé avant cette date de grandes coopérations notables. On peut citer un projet de jardin public limitrophe des deux communes envisagé par les municipalités de Ghobeiri et Bourj AlBarajné et un projet d'abattoir qui dessert la banlieue sud en coopération entre les quatre municipalités. Toutefois ce n'est qu'avec la création de l'union que la coopération entre ces municipalités devient systématique.

4.3.8 Rapports à l'Etat central

Envers l'Etat central le ton est acerbe et les critiques sont dures. Pour le régime municipal de Ghobeiri, l'Etat libanais à travers son histoire représente une forme de gestion inefficace, injuste et corrompue. Ce régime cherche en fait à se hisser comme un contre-modèle réussi. Le président AlKhansa ainsi attaque l'« improvisation » et le « manque de coordination » des institutions nationales en tout ce qui concerne les services à la population ou la gestion urbaine. Il cite notamment les coupures multiples des compagnies de l'électricité et de l'eau qui n'arrivent pas à répondre aux besoins de la population⁷¹⁷. De même il critique le projet de transport urbain de Beyrouth et notamment l'autoroute du sud qui coupe Ghobeiri en deux et qui de plus ne prévoit pas des passages pour piétons sous forme de ponts ou tunnels⁷¹⁸.

⁷¹⁵ Entretien de Nisreen Hijazi avec Mr AlKhansa dans Al-Charq – 06/01/1999

⁷¹⁶ Entretien avec AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷¹⁷ Article écrit par Mr AlKhansa dans Al-Liwaa – 29/12/2003

⁷¹⁸ Entretien avec Mr AlKhansa dans la revue municipale de 2001

Des services urbains, le ramassage des déchets par la société Sukleen est le plus critiqué. Pour Mr AlKhansa, cette société gagne beaucoup sur ce service alors que les municipalités qui la paient via la caisse autonome des municipalités n'ont aucun contrôle sur son travail. Il insiste sur la nécessité de l'existence d'un cahier de charge auquel les municipalités participent et que la société ne soit payée qu'après l'assurance de l'exécution des travaux par chaque municipalité pour son périmètre municipal. De plus le service de la société à Ghobeiri exaspère la municipalité. En fait, Sukleen se contente de lever les déchets sur les artères principales obligeant la municipalité à employer plus d'une cinquantaine de personnes pour ramasser les poubelles dans les rues étroites et les ruelles⁷¹⁹.

D'autre part, Mr AlKansa taxe l'Etat central de routine et de forte centralisation qui tout en le rendant inefficace privent les municipalités de moyens d'agir. Et pour souligner son propos il multiplie les exemples : le retard de l'émission d'un permis de construire pour le projet d'école de la municipalité, limitations et procédures lourdes pour l'embauche devant un besoin pressant, mainmise de l'Etat sans compensation sur un moucharraf municipal, le non versement des compagnies d'eau, d'électricité et de communication l'argent dû aux municipalités⁷²⁰...

Le projet Elyssar est aussi une des principales cibles des critiques du régime municipal de Ghobeiri. Les points de discordance entre la municipalité et l'établissement public contrôlé par des proches d'Hariri sont très nombreux. La municipalité attaque d'abord le manque de transparence et du déficit démocratique de la mise en place du projet par l'Etat central sans aucune consultation des municipalités concernées qui sont toujours écartées de son conseil. Elle insiste, de par sa légitimité représentative et son rôle de médiatrice avec la population, à être incluse dans l'évolution du projet⁷²¹. Elle plaint l'absence de date limite pour le projet mettant tout le monde dans une attente sans issue et en même temps obligeant les municipalités à pallier le manque qu'aurait dû couvrir le projet par la construction d'équipements et la provision de services, ce qui représente de très lourdes dépenses⁷²².

Ce qui frappe le plus les responsables municipaux c'est l'interdiction aux municipalités d'agir dans le périmètre d'Elyssar alors que c'est précisément dans cette zone que se concentrent les quartiers irréguliers⁷²³. En fait, seulement 45 des 900 millions de dollars prévus pour indemniser et détruire les habitations irrégulières ont été payés jusqu'en 2002. Des études ont été faites pour 10000 logements répartis entre les quartiers de Raml AlAali, Maramel, et Sabra, mais rien n'est

⁷¹⁹ Entretien avec Mr AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷²⁰ Entretien avec Mr AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷²¹ Entretien avec Mr AlKhansa d'Ali Safa dans Al-Liwaa - 30/11/1998

⁷²² Entretien avec Mr AlKhansa de Zeibab Sbeiti dans Al-Balad - 19/06/1999 et entretien de Mr AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷²³ Entretien avec Mr AlKhansa d'Ali Safa dans Al-Liwaa - 30/11/1998 ; Entretien avec Mr AlKhansa de Zeibab Sbeiti dans Al-Balad et entretien avec le président de la commission des travaux publics du conseil communal dans la revue municipale de 2002

construit⁷²⁴. Ainsi comme on a dit plus haut, la municipalité fait fi de cette interdiction et mène de grands travaux à Horch AlQatil, Jnah et Horch Tabet.

Mr AIKhansa défend le droit de la population d'accéder aux plages. Elyssar est accusée d'avoir réservé dans ses projets la plage à de grands hôtels, la municipalité en contre-partie revendique une partie de la plage de son périmètre municipal pour la transformer en « plages populaires »⁷²⁵. De même AIKhansa veut récupérer le terrain du cimetière de Sabra et Chatila dans le périmètre d'Elyssar pour construire dans une partie du terrain un musée à la mémoire du massacre⁷²⁶.

Enfin, un autre point de grave litige sont les accusations portées par Mr AIKhansa contre Elyssar concernant sa mainmise sur des terrains mouchaa de Ghobeiri, Chiyah et Haret Hreik et leur location à des investisseurs privés⁷²⁷.

Toutes ces questions rendent les rapports entre la municipalité et l'établissement public fort tendus. Elyssar coupe la commune de Ghobeiri en deux, prive la municipalité de ses meilleurs mouchaa et son inertie lui impose des grandes dépenses qu'elle préfère utiliser différemment. Toutefois, une lecture qui ne considère que les litiges à caractères locaux pour comprendre la relation entre la municipalité et l'établissement est certainement tronquée. En fait, cette confrontation s'inscrit dans une confrontation plus large entre le Hezbollah et le groupe du premier ministre Hariri concernant le développement urbain de l'agglomération beyrouthine et la place qu'occupe la banlieue sud dans cette agglomération⁷²⁸.

Le Hezbollah, jusqu'à 2005, se trouve hors du gouvernement. Sans se positionner clairement dans une opposition portant un projet alternatif, le parti conjugue des oppositions fortes aux politiques gouvernementales à de bonnes relations avec le président de la république Lahoud et le premier ministre Hariri. Dans tous les cas il souligne son autonomie et sa distance par rapport au reste de la classe politique libanaise et clame avoir « les mains propres » dans une deuxième république profondément souillée par la corruption. Il n'hésite pas cependant à avancer des propositions qu'il voit nécessaires notamment dans le seul domaine politique libanais où il est actif : les municipalités. Mr AIKhansa une des figures de proue de ce domaine dans le parti n'est pas en reste.

Mr AIKhansa multiplie les propositions de réforme pour faire face à l'incurie et l'arbitraire de l'Etat dans sa relation avec les municipalités. Ainsi, il se dit pour un corps financier centralisé qui

⁷²⁴ Article d'Ahmad Zeineddine dans Al-Liwaat – 20/06/2003

⁷²⁵ entretien de Mr AIKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷²⁶ Dossier Sabra et Chatila dans la revue municipale de 2001

⁷²⁷ entretien de Mr AIKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷²⁸ Pour plus de détail sur les négociations entre Hariri, le Hezbollah et le mouvement Amal concernant le projet Elyssar se référer à (Harb, 1999). Dans nos derniers entretiens à la municipalité et avec des responsables de l'établissement public, on nous a annoncé une possible reprise du projet cette fois privatisé par une société privée aux fonds venant du Golfe. Toutefois, nos interlocuteurs à la municipalité ne semblaient aucunement perturbés par l'idée de la privatisation du projet.

protège l'action des municipalités ainsi qu'un comité juridique qui protège les intérêts de celles-ci, un rôle que doit jouer un ministère des affaires municipales et rurales⁷²⁹. Il défend la création d'une ligue regroupant les présidents des municipalités pour assurer une coordination et une revendication plus efficaces⁷³⁰. Il est aussi pour des réformes de la loi municipale permettant plus d'embauche au sein des municipalités et plus de liberté d'action en termes financiers⁷³¹. Il insiste sur une forme de contrôle des municipalités de la caisse autonome des municipalités et de la répartition de son argent sur celles-ci, et critique notamment la procédure liant cette répartition au nombre d'inscrits – et non d'habitants – par municipalité⁷³². Enfin il exige la mise en application du comité de coordination que prévoit la loi et que la DGU doit mettre en place lors de grands projets touchant le périmètre d'une municipalité, et dans lequel la municipalité doit être incluse⁷³³.

Malgré toutes ces critiques, la municipalité de Ghobeiri ne manque pas de monter des coopérations avec des acteurs étatiques notamment les ministères. Ces coopérations visent des projets précis tels celui de la construction d'un complexe éducatif par la municipalité dont l'école est louée et gérée par le ministère de l'éducation⁷³⁴, ou encore celui de la réhabilitation de la route de Saïda et d'autre habitations endommagées par la guerre avec le CDR et le ministère des déplacés⁷³⁵. Elle crée même des locaux qu'elle offre à la défense civile. Ainsi elle offre ses anciens locaux comme un premier centre de défense civile avant d'en construire un second dans l'ancien quartier de Ghobeiri et un troisième centre de plus de 3000 m² à l'ouest⁷³⁶.

D'autre part, Mr AlKhansa noue d'excellentes relations avec un grand nombre de politiciens et de responsables politiques libanais. On voit ainsi la première dame parrainer et assister à certaines activités de la municipalité⁷³⁷, d'autres personnalités de différentes obédiences politiques sont aussi présentes. Mais c'est surtout vers les responsables du parti et ses députés que la municipalité se tourne pour parrainer ses activités. Le parti reste, malgré l'importance de la municipalité et la personnalité exceptionnelle de son président, l'intermédiaire incontournable de la relation de celle-ci avec le monde politique au niveau national.

4.3.9 L'architecture du régime municipal de Ghobeiri

Le régime municipal de Ghobeiri se centre sur son conseil municipal et les associations du Hezbollah. L'articulation entre ces deux sphères se fait d'un côté via le président AlKhansa qui est le suprême décideur au sein de la municipalité, et d'un autre côté par les comités municipaux.

⁷²⁹ Entretien avec Mr AlKhansa de Nisreen Hijazi dans– Al-Charq - 06/01/1999

⁷³⁰ Entretien avec Mr AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷³¹ Entretien avec Mr AlKhansa de Nisreen Hijazi dans– Al-Charq - 06/01/1999

⁷³² Entretien avec Mr AlKhansa dans la revue municipale de 2001

⁷³³ Entretien avec Mr AlKhansa de Nisreen Hijazi dans– Al-Charq - 06/01/1999

⁷³⁴ Article d'Ali Safa dans Al-Liwaa – 26/10/2004

⁷³⁵ Al-Safir – 23/01/2001

⁷³⁶ Article d'Ali Safa dans Al-Liwaa – 26/10/2004

⁷³⁷ Revue municipale 2001

AlKhansa en tant que personnalité haut gradée du parti et ancien directeur de nombre de ces associations est hautement respecté au sein du parti qui lui fait confiance, ce qui minimise les conflits entre ses stratégies et celles du parti. D'autre part les comités municipaux en incluant ces associations dans leurs réunions permettent une synchronisation presque totale entre l'activité de la municipalité et celle de ces associations.

A la différence de Chiyah où on retrouve un gradient très subtil dans le réseau du régime municipal, à Ghobeiri, il serait difficile de définir des alliés et même des partenaires. En réalité la municipalité s'engage dans des collaborations ciblées dans le temps et dans l'espace avec un grand nombre d'acteurs locaux, nationaux et internationaux, toutefois, ils ne partagent ni le projet de ville de la municipalité, ni une vision stratégique par rapport au futur d'un de ses quartiers ou un de ses secteurs économiques.

En collaborant avec les représentants des hôtels par exemple, ce n'est pas le futur du quartier et son rôle dans le développement de la commune qui est en question mais plutôt de rassurer ces établissements concernant le rapport entre ces hôtels et la municipalité et la relation entre l'espace public et l'espace privé dans ce quartier. En bref, ce n'est qu'un accord pour gérer l'interface entre le public et le privé qui ne définit aucunement une démarcation du statut de ce quartier par rapport au reste de la commune.

C'est la même chose concernant les différentes associations locales ou organisations internationales qui sont sollicitées pour contribuer de par leur expérience dans un certain domaine à la réussite de certains projets. C'est toujours la municipalité qui définit ses projets selon ses priorités et sa vision.

Concernant le rapport à l'Etat central, il est marqué d'une part par l'appartenance au parti à travers lequel d'ailleurs le régime négocie souvent avec les ministres, l'administration centrale et même le premier ministre Hariri. C'est aussi à travers la grille de l'appartenance partisane que les acteurs de l'Etat central perçoivent le régime de Ghobeiri et ses représentants. Toutefois, les réseaux interpersonnels que le président AlKhansa tisse avec les autres présidents de municipalités des banlieues sud et sud-est, font qu'il est aussi souvent perçu comme représentant de ce « club » de présidents de municipalités par les acteurs de l'Etat central.

4.4 Les limitations du réseau du régime municipal de Ghobeiri et les défis de sa stabilisation

On peut identifier concernant le régime municipal de Ghobeiri et son réseau deux limitations qui marquent sa capacité d'action sur des questions de taille qui touchent à cette commune et sa place au niveau métropolitain.

La première limitation paraît clairement avec la question de l'union des municipalités du Sahel AlMatn AlJanoubi. Le fait que le régime municipal de Ghobeiri se limite à son conseil et aux associations du Hezbollah le prive des ressources nécessaires pour une telle construction. Les personnes formant le conseil sont de petits notables locaux ou des militants du Hezbollah. Le choix de les inclure dans la liste d'AlKhansa est basé sur leur capacité à mobiliser des voix dans leur familles pour les notables, et leur expérience de terrain pour les militants. Toutefois, c'est surtout leur profil « irréprochable » du point de vue des valeurs conservatrices du Hezbollah (notamment concernant la consommation d'alcool, de la prière et le respect des préceptes religieux). Ainsi, ils appartiennent tous aux mêmes cercles sociaux. Ceci est sans doute un atout important qui facilite l'entente au sein du conseil, mais c'est aussi une importante limitation quand on cherche à s'assurer des ponts vers d'autres acteurs ayant d'autres profils sociaux.

Outre les quelques présidents de municipalités dans la banlieue sud-est, le régime municipal de Ghobeiri n'a pas de relations avec les acteurs de la banlieue sud-est. Une majorité écrasante de ces derniers – notamment avant la feuille d'entente du Hezbollah et du CPL du général Aoun – perçoient avec méfiance le Hezbollah.

Ceci est une des questions qui affectent fortement la mise en place de l'union des municipalités du Sahel AlMatn AlJanoubi. Malgré la bonne volonté, les pratiques et les priorités des deux côtés de la ligne de démarcation sont différentes quand ils ne sont pas en complète opposition. L'absence de canaux de communication avec les autres acteurs des communes de la banlieue sud-est, si ce n'est à travers les présidents des municipalités ne permet pas la mise en place d'une dynamique de connaissance mutuelle et de dialogue pour aller au-delà des différences. Au contraire un virement dans les positions de certains présidents de municipalités suite à un changement dans leurs priorités – comme c'est le cas avec Mr Gharios à Chiyah – peut même compliquer la situation.

Toutefois, il serait faux de ne considérer que la question du conseil municipal et sa constitution pour expliquer les difficultés de montage d'une telle union. Les revendications des droits des municipalités face à l'Etat central est une cause commune qui rassemble. Par contre, le projet d'union municipale où il y aurait une vraie complémentarité entre les communes est par contre matière à dissensions.

Il est vrai, comme on a vu dans le cas de Chiyah, que pour beaucoup de municipalités la construction des unions ne doit pas être en porte-à-faux avec leurs propres projets et logiques locales, ce qui complique la mise en place de l'union. Mais, il serait faux de ne voir que dans les égoïsmes municipaux la source de la crise du processus de construction de l'union des municipalités du Sahel AlMatn AlJanoubi. En fait, le contrôle des quatre municipalités de la banlieue sud par le Hezbollah y est aussi pour quelque chose.

Au début, les questions relatives à l'union, et qui sont matière à débat entre les présidents des municipalités, sont surtout la taille de l'union et son financement. Aucune fois, il est question de complémentarité fonctionnelle dans un système territorial où les différentes municipalités se spécialisent dans certains services et forment des centralités au niveau de l'union. Pour le Hezbollah qui cherche depuis longtemps une organisation de l'espace de la banlieue sud et une hiérarchisation de ses fonctions, le temps qui passe est un problème. Les crises d'Elyssar et la croissance démographique importante et la croissance urbaine chaotique représentent de vrais défis qui ont besoin d'un important effort intercommunal – notamment en l'absence de l'Etat – pour y remédier. Et puisque le projet de l'union de municipalités du Sahel stagne, la priorité du Hezbollah devient une union des municipalités de la banlieue sud qui ne tarde pas à se mettre en place après la guerre de 2006.

La question de l'affiliation du régime municipal de Ghobeiri au Hezbollah a aussi des conséquences concernant l'image de la commune et ses implications sur son rapport au reste de l'agglomération. La considération de Ghobeiri comme partie de la « banlieue du Hezbollah » a des conséquences sur le niveau économique. Malgré le fait que la commune de Ghobeiri soit en continuité physique de quartiers huppés de Beyrouth ouest, de belles plages sablonneuses ainsi qu'ayant une importante réserve foncière dans les zones centrales de l'agglomération beyrouthine, aujourd'hui Ghobeiri n'attire pas les investisseurs.

La question des mœurs est bien sûr une limitation de taille pour le développement d'une industrie hôtelière et balnéaire sur ses plages, les investisseurs préférant aller ailleurs. D'autre part, certaines représentations du Hezbollah et de sa banlieue, notamment comme un parti « terroriste »⁷³⁸ et une zone non sécurisée, fait que beaucoup de grandes entreprises internationales et nationales évitent de s'installer à Ghobeiri. La majorité des investissements dans la zone des sables est le fait de personnes de la seule communauté chiite.

Toutefois, l'affiliation au Hezbollah apporte d'importants atouts au régime, notamment sa stabilisation. Ainsi le partage des valeurs du Hezbollah du conseil municipal le maintient solidaire. De même, la limitation du régime au conseil et aux associations du Hezbollah minimise aussi les divergences, et les dangers de déstabilisation. En fait, le contrôle des divergences au sein du parti et de ses associations est une des questions prioritaires en son sein. Il n'hésite de prendre parfois des mesures drastiques envers les voix dissonantes – notamment quand elles s'expriment en public – pour conserver sa stabilité (Harb, 2010)⁷³⁹.

D'autre part, l'affiliation au Hezbollah en mobilisant communautarisme, résistance et efficacité de gestion, fait converger de fait d'importants pans de la population résidente de Ghobeiri qui s'ils

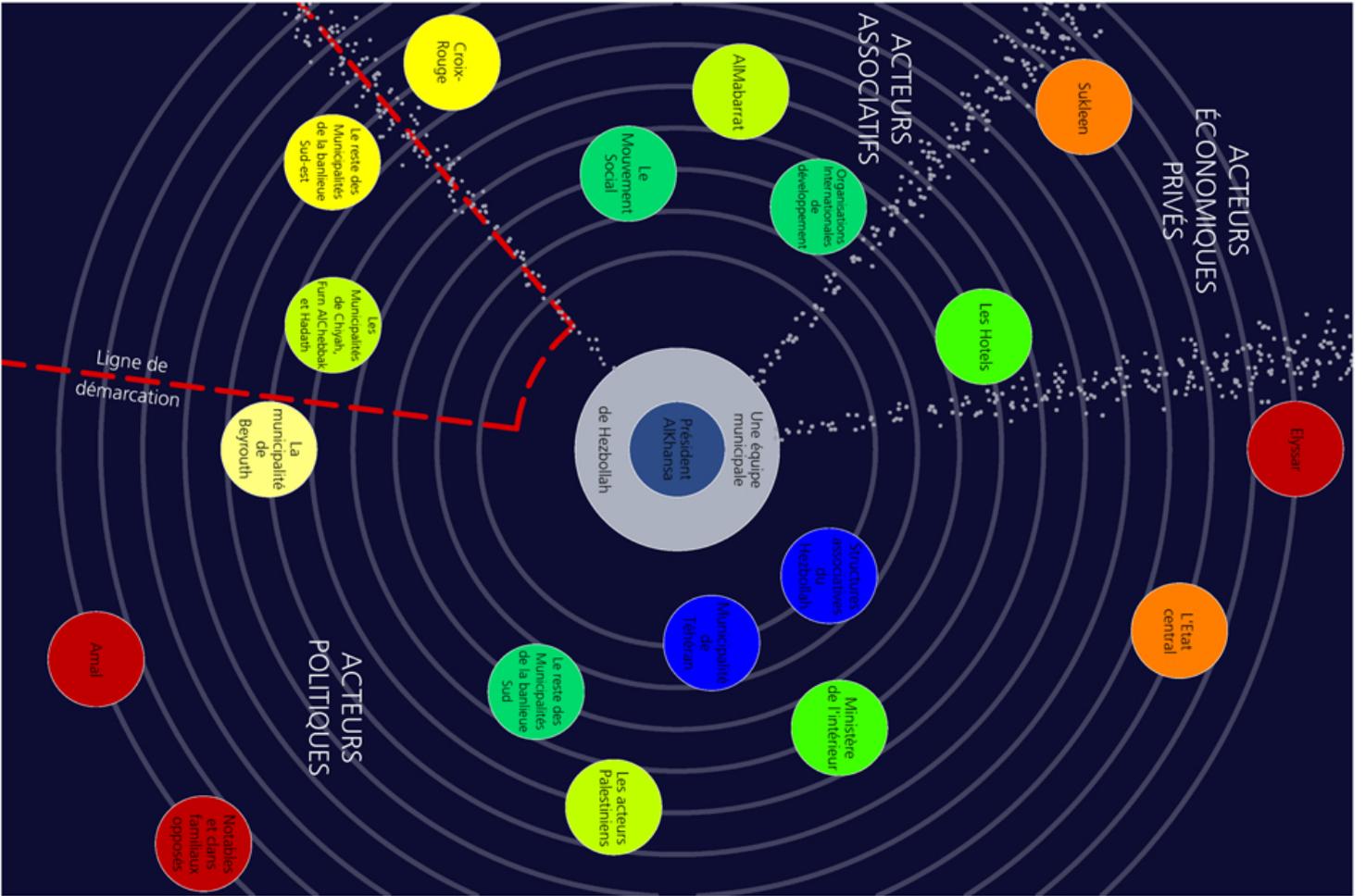
⁷³⁸ Classification américaine du parti, l'accusant du bombardement du QG des marines américains à Beyrouth pendant la guerre, causant la mort de près de 200 soldats américains.

⁷³⁹ Harb donne l'exemple de l'exclusion de personnalités très haut placées du parti pour s'être aventurées dans des critiques dans les médias du parti sur des questions d'ordre politique

ne partagent pas forcément le conservatisme du parti se retrouvent dans au moins l'une de ces trois idées motrices. L'effort pour combattre l'exclusion historique des quartiers irréguliers ainsi que pour donner Ghobeiri au visage « moderne » - via les équipements et les espaces publics - œuvre aussi dans ce sens. Cela permet aux habitants des quartiers irréguliers, des quartiers huppés de la zone des sables ou les vieux quartiers de se retrouver dans le projet de ville du régime municipal de Ghobeiri. Tout cela contribue à la stabilisation du régime.

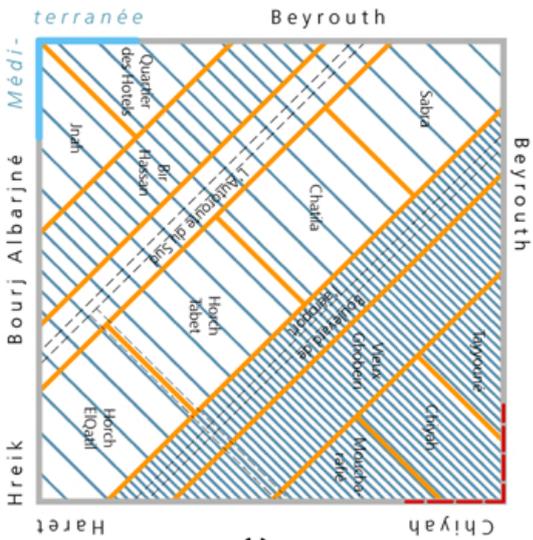
Comme Chiyah, le régime n'arrive pas à maintenir une territorialité « locale » issue d'une identité propre à la commune et son histoire, et ne tarde pas à se retrouver comme une cheville d'une construction de territorialité « locale » plus large à l'échelle de toute la banlieue sud sous le signe du Hezbollah. Si à Chiyah pour stabiliser le régime municipal son leadership a dû se rabattre sur la territorialité communautariste de Aïn AlReméné, à Ghobeiri ce leadership peut compter sur une forte stabilité intérieure issue de son affiliation partisane. D'autre part, le régime municipal de Ghobeiri affiche aussi une capacité à transcender les différenciations sociospatiales à base socioéconomique malgré la grande polarisation que présente son contexte. Toutefois comme à Chiyah, il se trouve incapable de transcender les différenciations sociospatiales à base communautaire.

Planche 14 - Le régime municipal de Ghobeiri

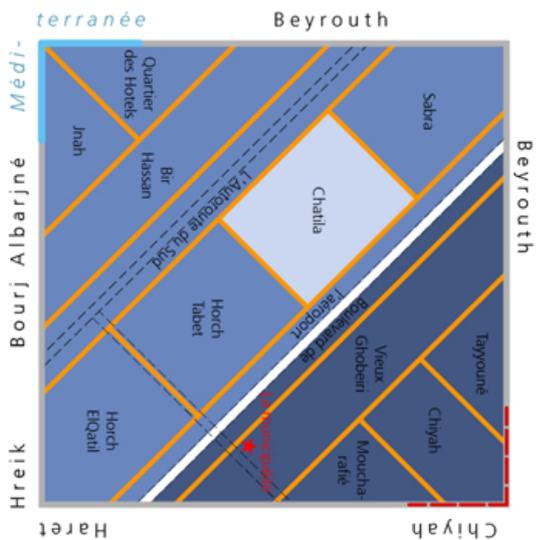


1. La structure du régime de Ghobeiri

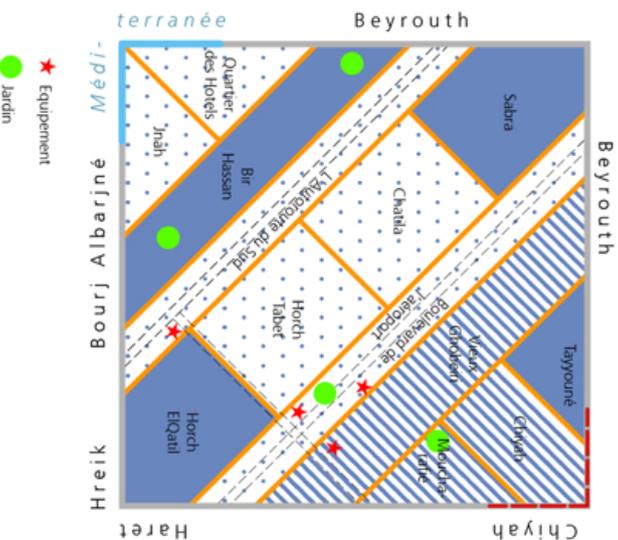
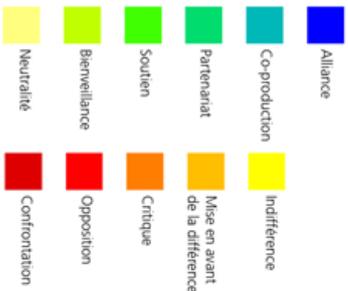
2. La carte mentale du régime



3. Implantation du régime



4. Implantation des projets



5 Le cas de Furn AlChebbak

5.1 L' « identité » de Furn AlChebbak

5.1.1 Réécrire l'histoire de Furn AlChebbak

Il est remarquable que d'une histoire locale et nationale traversée de divers événements et bouleversements depuis un siècle, le discours municipal ne retienne que sa dimension institutionnelle. Celle-ci est relatée, détails et dates à l'appui dans la publication bilan de 2004 et reprise dans celle de 2010.

Cette narration commence par un acte fondateur : un décret portant le numéro 1379⁷⁴⁰ du représentant mandataire français en 1922, Mr Trabaut, par lequel il déclare la fondation de différentes municipalités au Liban dont celle de Furn AlChebbak. Mr Ayoub AlKhoury Yazbek est nommé par le mandat comme directeur de cette municipalité. En 1927, une commission est nommée pour assister Mr. AlKhoury Yazbek dans son travail. En 1927, on a pour la première fois une élection de la commission et d'un nouveau président. En 1932, on retourne au procédé de nomination. En 1933 la commission est transformée en municipalité, toutefois la pratique de nomination du conseil municipal continue jusqu'en 1952. Entre 1933 et 1952 quatre conseils sont nommés. En 1963 se tient la seconde et dernière élection municipale de l'avant-guerre. Jusqu'au retour des municipalités en 1998, deux vice-présidents remplacent les présidents décédés et en 1990 le directeur de l'administration municipale est nommé pour prendre en charge la municipalité après la guerre, toutefois, les grandes décisions restent de l'essor du qaïmaqam⁷⁴¹ de Baabda⁷⁴².

Cette narration reprend de façon exhaustive les noms des présidents et des membres des conseils et des commissions municipaux. Les mêmes noms de notables et de clans familiaux reviennent. De fait, cet historique de l'institution est aussi un historique de la vie politique locale dominée par ces clans et ces notables. Pour un régime formé de notables locaux et de représentants des clans familiaux locaux, cette narration représente un ancrage qui lui donne une légitimité historique.

Comme à Chiyah, ici aussi une commune de 50000 habitants est considérée par son régime municipal comme un « grand village ». Un village où ces notables et clans dans leurs confrontations comme dans leurs ententes sont avec l'église maronite les seuls acteurs pesant sur la vie publique. Il serait pourtant plus juste dans le cas de la municipalité de Furn AlChebbak de

⁷⁴⁰ Le directeur de l'administration municipale connaît le numéro par cœur.

⁷⁴¹ Responsable de l'administration d'un caza

⁷⁴² À partir de la narration historique dans les publications bilans de 2004 et 2010 et l'entretien avec le directeur de l'administration municipale en 2008

parler de trois villages. En 1998 cette municipalité change de nom pour devenir officiellement la municipalité de Tohwitet AINaHer – Furn AlChebbak – Aïn AlReméné. Un nouveau logo est même adopté représentant une demeure à trois portiques chacun pour une de ces trois localités. La ressuscitation d'identités propres à ces trois localités est fortement liée dans la logique propre au régime aux histoires des clans familiaux qui y étaient ancrés et qui sont aujourd'hui représentés dans le régime. Le fait que les inscrits à la municipalité sont séparés en registres différents pour les trois localités et que des coutumes établies invitent les listes électorales à répartir proportionnellement leurs places entre des représentants inscrits dans les trois localités, conforte ces sous-identités.

Si on retrouve ici des logiques semblables à celles du régime de Chiyah, toutefois des différences existent. Si à Chiyah on retrouve quelques références à l'industrie de l'avant-guerre et tout un discours municipal concernant la guerre, ce n'est pas du tout le cas à Furn AlChebbak. Si la narration historique suit dans les moindres détails les changements dans les conseils et commissions municipales de 1922 à 1998, elle ne dit aucun mot des changements économiques et sociaux majeurs de Furn AlChebbak. Aucun mot sur l'émergence du souk, sur l'importante migration venant aussi bien du Mont-Liban que de Syrie et Palestine qui s'établit à Furn AlChebbak, ou sur la guerre et ses acteurs.

Nous pensons que l'absence d'un discours sur la guerre est tout à fait intentionnelle. En réalité, la guerre affecte fortement la structure sociale et politique de Furn Al Chebbak. Elle met de côté les acteurs traditionnels au profit d'autres dont certains s'appuient sur des clans familiaux migrants ou relaient des structures plus modernes tels les partis. C'est le cas des principaux acteurs de l'opposition municipale. Un cas en particulier est assez représentatif : le président actuel de l'association des commerçants d'Aïn AlReméné⁷⁴³.

Ce président appartient à une famille qui migre d'un village du Nord Liban et s'installe à la fin des années cinquante à Furn AlChebbak. Au début de la guerre, il rejoint le « rassemblement national » un organe local qui regroupe les représentants de la municipalité, de partis chrétiens, de fonctionnaires responsables dans les institutions de l'Etat dans la région ainsi que des notables locaux. Le président de la municipalité de Furn AlChebbak en est le président et lui le vice-président. Ce rassemblement ne tarde à être repris en main par les partis chrétiens qui commencent à renforcer leur contrôle sur Beyrouth-Est. Entre temps ce président tisse de solides relations avec des responsables de ces partis au plus haut niveau dont il use pour conforter sa notabilité locale et « défendre les intérêts de sa région » comme il dit. Il est ainsi actif dans des comités qui organisent le ravitaillement de la zone de Aïn AlReméné-Furn AlChebbak en vivres. En 1977 il fonde l'association des commerçants de Furn AlChebbak. Il contribue aussi à l'organisation de l'association des commerçants de Hadath. En 1986, il se heurte à Samir Geagea le nouveau leader des Forces Libanaises qui ne tolère pas les acteurs locaux indépendants. Ce

⁷⁴³ Récit basé sur un entretien avec le président de l'association des commerçants d'Aïn AlReméné – décembre 2009

n'est qu'en 1996 qu'il retourne en politique où il se rapproche du premier ministre Hariri. En 1997, il fonde l'association des commerçants d'Aïn El Reméné. Et en 1998, il soutient la liste du candidat malheureux Roukoz AlKassis face au président actuel Raymond Semaan. Le président de l'association comme nombre d'opposants au régime municipal de Furn AlChebbak se prévalent de leur rôle pendant la guerre. Une guerre perçue comme « une agression des chiites et des palestiniens pour déplacer les chrétiens des banlieues sud et sud-est de Beyrouth et que la 'résistance chrétienne' [à laquelle ils disent appartenir] a pu contenir sur la route de Saïda »⁷⁴⁴.

Le profil des membres du conseil municipal sont en majorité à la marge ou en rupture de ces années de guerre. Le président lui-même a vécu une partie de la guerre à l'étranger. Condamner les années de guerre serait se mettre sur le dos une bonne partie de la population qui comme à Chiyah soutient toujours en 1998 les thèses des partis chrétiens de la guerre. Passer la guerre sous silence est une façon de contourner tout ce débat⁷⁴⁵.

5.1.2 La carte mentale de Furn AlChebbak pour sa municipalité (voir planche 15- 2.)

La carte mentale à travers laquelle le régime de Furn AlChebbak perçoit sa commune et ses lieux transparaît à travers le discours qu'il tient concernant ces différents lieux et la toponymie qu'il leur accorde. À Furn AlChebbak, cette carte se structure en différentes échelles.

On a d'abord l'échelle des trois localités. L'existence de l'autoroute qui lie Hazmié à Achrafié constitue une imposante barrière qui démarque *Tohwiat AlNahr* du reste de Furn AlChebbak et facilite son identification. L'affaire est plus complexe du côté du quartier dit Furn AlChebbak et d'Aïn AlReméné. Le *quartier de Furn AlChebbak* se structure autour d'un noyau ancien au centre duquel se trouve l'église de Mar Nohra. Le souk le long de la rue de Damas facilite l'étalement linéaire de ce quartier. Aujourd'hui c'est le souk qui représente l'élément d'identification de ce quartier. Toutefois il est difficile de déterminer ses limites au sud et de le démarquer d'*Aïn AlReméné*. Ce quartier connaît une croissance importante pendant la guerre aux dépens de ses vergers et champs. La guerre et l'après-guerre renforcent ce processus. Ainsi cet espace qui représente dans la mémoire de la génération de l'avant-guerre un poumon vert, se retrouve presque entièrement urbanisé avec une très forte densité. Cette urbanisation connecte Aïn AlReméné au quartier dit Karm El Zeitoun à Chiyah au sud et au souk de Furn AlChebbak au nord.

⁷⁴⁴ Entretien avec le président de l'association des commerçants d'Aïn AlReméné – décembre 2009

⁷⁴⁵ Une autre explication possible toutefois sur laquelle nous ne chercherons pas à nous étendre ici , touche à un côté personnel chez le président Semaan et qui nous a été relaté par un des interviewés. En fait la mère et la sœur de Mr Semaan sont tuées par des miliciens des Phalanges qui cherchent son père, le président de la municipalité Mr Rizkallah Semaan accusé de soutenir le PPL de Chamoun, lors des rivalités entre ces deux milices pendant la guerre. Semaan le père n'étant pas alors à la maison lors de l'attentat échappe à la mort. Le fils était à l'étranger.

Or pour le régime municipal ces trois entités sont fort différentes. Tohwitat AINahr, représente l'espace agricole en bordure du fleuve de Beyrouth. La gestion de l'urbanisation qui se développe de ce côté est perçue comme un des principaux défis auquel le régime cherche à faire face. Le schéma directeur défendu par la municipalité insiste sur la classification agricole de cette zone et le maintien d'un coefficient d'exploitation du sol assez bas. Il est plusieurs fois amendé pour prendre en considération la réalité de l'étalement urbain. Toutefois, consciente du grand potentiel de cette importante réserve foncière, la municipalité cherche à approcher la question à partir d'une vue d'ensemble qu'elle travaille à définir, mais dont elle doit dans tous les cas conserver le caractère vert. D'autre part, Tohwitet AINaher est peut-être le seul quartier où une bonne proportion des inscrits est encore implantée⁷⁴⁶. Ceci veut dire que le sens de la communauté y est en quelque sorte toujours présent.

L'élément central qui définit et maintient l'identité du quartier de Furn AIChebbak n'est pas le souk mais la paroisse maronite de Mar Nohra. En fait, dans la logique du régime l'appartenance à ce quartier est avant tout l'appartenance à cette paroisse. C'est là que se développe la vie de communauté des anciens clans familiaux de Furn AIChebbak. Elle représente aussi le principal cadre d'intégration des familles migrantes à la vie de la communauté. Un second Furn AIChebbak est celui du souk. Toutefois celui-ci reste pour le régime municipal une identité seconde du quartier. De fait, il n'est pas ancré dans l'histoire notabiliaire et clanique ni du quartier lui-même ni de la commune. Nous reviendrons sur cela un peu plus loin.

Aïn AIREméné porte elle aussi chez le régime deux représentations. Il y a l'Aïn AIREméné traditionnel idéalisé avec sa verdure et ses champs, et il y a l'Aïn AIREméné de la guerre avec tout ce que les partis chrétiens ont institué comme sémiotique et référentiels⁷⁴⁷. Du Aïn AIREméné d'aujourd'hui, ne ressort pas une image dominante sinon celle d'une banlieue résidentielle dense à la recherche d'une identité, d'un attribut. Conscient de la faiblesse de ses moyens qui ne lui permettant pas d'influencer sérieusement l'évolution urbaine de ce quartier, le régime se suffit de quelques interventions – entre autres – sémiotiques pour souligner sa présence et son point de vue. Ce point de vue – que révèle à merveille un petit monument qu'il dit « exprimer Aïn AIREméné » et se dresse dans une des places de ce quartier, est marqué par une image passéiste – à la limite de la métaphore du « paradis perdu ».

Outre les trois quartiers, la carte mentale d'Aïn El Reméné est marquée aussi par deux « monuments sacrés » : l'église *Mar Nohra* et l'école *Notre-Dame des frères LaSalle*. Nous empruntons la métaphore de la sacralité au président Semaan lui-même qui dans un de ses discours considère cette école comme un lieu sacré⁷⁴⁸. Ce n'est pas le simple fait que ce sont des lieux marqués par le sceau religieux qui fait leur sacré. En fait, à Furn AIChebbak on peut retrouver divers autres lieux religieux et qui relèvent des diverses communautés chrétiennes. Ce

⁷⁴⁶ Entretien avec le moukhtar d'Aïn AIREméné – juillet 2010

⁷⁴⁷ A l'exemple d'Aïn El Reméné « bastion de la résistance chrétienne »

⁷⁴⁸ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn El Chebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004

qui démarque ces deux lieux c'est leur place centrale comme foyers de sociabilité notamment du réseau notabiliaire à Furn AlChebbak.

Ainsi l'école est selon Mr Semaan une « carrière d'hommes honnêtes qui a donné à la société des personnes compétentes qui ont réussi [dans la vie] »⁷⁴⁹. Cette école privée dirigée par des religieux accueille depuis des décennies les enfants des familles bourgeoises de la région. C'est ici que se nouent des réseaux d'interconnaissance et de sociabilité entre ces futurs notables. L'amicale des anciens étudiants de l'école permet à ces réseaux de se développer au-delà des amitiés d'enfance. En fait, beaucoup d'étudiants partagent les valeurs fortes inculquées par son éducation religieuse et – pour longtemps – conservatrice. Cette amicale par suite transcende les lignes de démarcation politiques et professionnelles pour devenir un espace de rassemblement et d'échanges pour ce groupe social qui inclut le gros des notables de Furn AlChebbak et Chiyah.

Cette école agit aussi à travers le temps comme un important catalyseur de l'intégration de la nouvelle bourgeoisie migrante dans les réseaux sociaux des autochtones. De ce double rôle d'espace d'échange et d'intégration vient son importance pour le régime municipal de Furn AlChebbak.

L'église Mar Nohra est l'autre lieu « sacré » de la carte mentale du régime de Furn AlChebbak. L'importance de cette église vient de plusieurs faits. D'abord comme on a dit plus haut, c'est le noyau central du vieux quartier de Furn AlChebbak. Sa paroisse est le centre de la vie communautaire de la communauté maronite – largement dominante à Furn AlChebbak. Cette paroisse est aussi, comme on a dit plus haut, un important espace de sociabilité dans lequel se reconnaît le réseau notabiliaire du régime municipal. Toutefois, pour comprendre pleinement l'attachement de ce régime à ce lieu il convient de prendre aussi en considération la dimension historique.

Ce régime se reconnaît dans des figures de notables historiques de Furn AlChebbak notamment les deux anciens présidents de la municipalité, le Dr. Emile Ghorayeb et Mr Rizkallah Semaan le père du président actuel. Or, comme le précise Pharès (1977), la notabilité de Rizkallah Semaan se construit dans les années 60 et 70 à travers sa collaboration étroite avec le curé de la paroisse de Mar Nohra. Mr Semaan s'investit surtout dans l'agrandissement de l'église et ses dépendances, en jouant l'intermédiaire entre différents représentants de la bourgeoisie – notamment un parent à l'étranger – et l'église. Cette coopération entre l'église et les notables est perçue par ce régime comme le meilleur chemin pouvant mener à la concrétisation de réalisations dans l'intérêt général de la commune. Et Mar Nohra en tant que lieu représente l'exemple réussi de cette bonne coopération⁷⁵⁰.

⁷⁴⁹ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn El Chebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004

⁷⁵⁰ Notamment certains espaces annexes de l'église construits par l'entremise de ces gens

Le *Souk* est un élément qui s'impose sur la carte mentale du régime municipal de Furn AlChebbak. En fait, ce souk est en lui-même « étranger » au Furn AlChebbak du régime municipal. Cela pourrait paraître absurde pour une personne connaissant la commune et le lien systématique dans l'imaginaire des habitants de l'agglomération beyrouthine liant le souk et la commune. Toutefois, ce souk ne détient pas de valeurs propres pour le régime. Au contraire, il est l'incarnation de ce qui est « extérieur », une greffe de la logique de la métropolisation beyrouthine dans le corps de la commune. En même temps, seulement une minorité des magasins de ce souk est tenue par des ahalis de Furn AlChebbak.

S'il fait partie de la carte mentale du régime c'est moins pour des raisons de mémoire que pour des raisons pratiques. En fait, c'est la référence qui s'impose directement à toute personne extérieure à la commune quand il pense à Furn El Chebbak. Aucun autre élément de la commune (monument, équipement, rue...) ne semble lui faire compétition sur ce point. Le souk s'impose de fait au régime comme sa vitrine obligée envers l'extérieur, et c'est ainsi que ce dernier l'appréhende.

Une autre entrée pour comprendre la carte mentale du régime est celle de la métaphore « la commune [de Furn AlChebbak comme] lieu de rencontre des *institutions* ». Cette métaphore est empruntée au régime municipal qui voit dans l'implantation d'un grand nombre d'équipements publics et privés à Furn AlChebbak une image de marque de la commune. De fait, à Furn AlChebbak on retrouve aujourd'hui l'université La Sagesse, la faculté d'éducation et l'institut des beaux-arts de l'université libanaise, l'institut technique Byblos, une demi-douzaine d'écoles, l'hôpital Sainte-Lourdes et l'hôpital Moarbess, des grands locaux de la sûreté générale, des grands locaux de la poste ainsi qu'un nombre de centres commerciaux et de bureaux. Les deux publications bilans de la municipalité présentent des photos de tous ces bâtiments sur plusieurs pages. Par cette présentation, la municipalité cherche à souligner l'attractivité de la commune qui grâce à ces équipements devient une importante centralité à l'interface de Beyrouth, la banlieue sud-est et la banlieue est. Comme le souk, ces structures sont à rattacher aux dynamiques de métropolisation beyrouthine et restent par suite « extérieures » au régime municipal de Furn AlChebbak.

Ainsi la carte mentale du régime est tirillée par deux logiques, la première identitaire qui se base sur les représentations sociopolitiques que se fait le régime de son territoire et la seconde d'ordre pratique où il reconnaît qu'il est loin d'être le seul acteur affectant son territoire et accepte – toutefois de façon passive – les dynamiques d'intégration métropolitaine. Cette dualité entre un ancrage identitaire passiste et les exigences du présent marquent aussi, comme on verra plus loin les grands principes et objectifs du projet de ville.

5.1.3 les inclus et les exclus de l' « identité » de Furn AlChebbak

Comme à Chiyah, le régime municipal de Furn AlChabbak repose sur des notables et des représentants de clans familiaux. La construction de l'identité de la commune de Furn AlChebbak par son régime municipal est une occasion de mettre en valeur la place historique des clans familiaux comme de la notabilité locale dans l'histoire de sa commune. Cette construction qui valorise ces acteurs en jette beaucoup d'autres dans l'ombre.

Nous avons mentionné l'effort subtil pour passer sous silence les années de la guerre et ses acteurs. Toutefois, ces derniers ne sont pas les seuls exclus. Furn AlChebbak est depuis longtemps une terre de migration où les migrants vers le Sahel mais aussi les néo-citadins de Beyrouth décident d'élire demeure. Il est intéressant de voir que dans la construction identitaire avancée par le régime ce rapport à Beyrouth – très central dans l'histoire de Furn AlChebbak et qui différencie cette commune du reste du Sahel – est totalement négligé. Comme on a dit plus haut, le souk qui représente la principale matérialisation de cette relation est rarement mentionné dans le discours municipal, et quand il l'est, c'est de façon tangentielle.

Un autre groupe d'absents dans le discours du régime de Furn AlChebbak sont les membres des communautés religieuses musulmanes, notamment de la communauté druze, qui habitent la commune jusqu'à la guerre. Cette population minoritaire – présente dans le temps notamment à Aïn AlRéméné – est toujours propriétaire de nombre de biens fonciers et immobiliers. Une partie de cette population est toujours inscrite dans les registres municipaux de Furn AlChebbak. Il est clair d'après l'historique publiée par la municipalité qu'aucun membre de ces communautés n'accède au conseil municipal. Le discours municipal ne mentionne jamais les rapports de ce dernier avec les membres de la communauté majoritaire, ni avec les clans familiaux traditionnels de la commune.

La population d'origine palestinienne et syrienne qui s'installe en nombre dans la commune dans l'avant-guerre, est aussi absente du discours municipal. Cette population atteint pourtant dans l'avant-guerre, d'après les chiffres avancés par Pharès (1977), presque 18% de la population totale de la commune. Elle marque certainement la commune lors de son établissement puisqu'elle forme même des quartiers à part à Aïn AlRéméné. En fait, le discours municipal ne vient jamais sur les différentes populations migrantes qui affluent à Furn AlChebbak depuis plus d'un siècle.

Comme à Chiyah, la période industrielle – bien que globalement Furn AlChebbak soit moins marquée par l'industrialisation que Chiyah – ne vient pas dans le discours municipal. Ni les usines, ni les ouvriers, ni l'impact de cette économie sur la commune ne sont mentionnés. Même Haouch Rahal qui représente dans l'avant-guerre une importante tanaké en bordure de la commune – que Pharès (1977) étudie en détail – n'est jamais cité.

Toutefois, nous pensons qu'il faut relativiser notre propos concernant l'absence de tous ces groupes sociaux qui peuplent l'histoire de la commune de la version officielle du régime. En vérité, le discours municipal de Furn AlChebbak que se soit dans les publications, la presse ou les

entretiens, est beaucoup moins bavard sur l'histoire de la commune que celui de Chiyah. Le régime de Chiyah construit ce qu'on pourrait appeler une « identité de combat » à partir de laquelle il veut changer des réalités de terrains qui font préjudice à ses acteurs. Alors que celui de Furn AlChebbak ne cherche qu'à souligner sa légitimité historique et sa prétention de faire de la municipalité le ciment qui rassemble une commune qu'il perçoit comme éclatée spatialement et socialement suite à une urbanisation incontrôlée et à la guerre.

5.2 Le projet de ville du régime municipal de Furn AlChebbak

La commune de Furn AlChebbak ne connaît pas, comme les communes de Chiyah et Ghobeiri, des grands enjeux communautaires et politiques comme ceux qui s'imposent sur les projets de ville de ces municipalités. Le vrai enjeu ici – présent dans les deux autres cas mais qui devient central dans le cas de Furn AlChebbak – est l'articulation entre une commune « village » à préserver et une position stratégique dans une dynamique métropolitaine à fructifier. En d'autres termes, comment profiter de l'ouverture tout en conservant l'identité propre de la commune ?

5.2.1 Les grands principes

Les hommes avant les pierres

« Les hommes avant les pierres. Un slogan lancé par le président de la municipalité Raymond Semaan dès son accès à sa responsabilité »⁷⁵¹. Ce slogan mis dans son contexte exprime l'essentiel de la position du régime municipal concernant la question de l'ouverture aux dynamiques métropolitaines.

En 1998, le projet de reconstruction et de métropolisation de Hariri connaît de sérieuses crises. L'assassinat de Rabin et ses conséquences sur les perspectives de la paix au Moyen-Orient remettent en question le rôle qu'assigne Rafic Hariri au Beyrouth de l'après-guerre. D'autre part, ce dernier quitte en 1998 son poste de premier ministre et passe à l'opposition. Les principales critiques au Liban du projet Hariri sont d'avoir pratiquement tout misé sur une paix proche, et surtout d'avoir investi dans de lourdes infrastructures en s'endettant alors que les secteurs productifs (agriculture, industries...) commencent à connaître leurs plus graves crises et que la demande des services sociaux se fait de plus en plus pesante.

Ainsi, le slogan « les hommes avant les pierres » est une condamnation de la politique de la reconstruction d'Hariri. Il est porté par ses opposants politiques, dont les représentants du nouveau pouvoir à Baabda⁷⁵² et le Grand Sérail⁷⁵³. Ainsi le président Lahoud et le premier

⁷⁵¹ (publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010)

⁷⁵² siège de la présidence de la république

ministre AlHoss héritant de lourdes dettes publiques optent pour une politique d'austérité budgétaire et de croisades anti-corruption dans les administrations⁷⁵⁴. D'autre part, le retour des municipalités est favorisé. Ces dernières sont perçues comme capables de prendre en charge certaines activités et services, notamment relevant du social, que les autorités centrales n'ont pas les moyens de mettre en place. C'est ainsi que se comprend l'adoption de ce slogan par un grand nombre de municipalités proches de la présidence de la république dont celle de Furn AlChebbak.

Cette approche remet en cause les politiques de centralisation métropolitaine d'Hariri toutefois sans proposer de réelles alternatives. Sans une vision métropolitaine centrale, cette approche mise sur l'initiative locale. Or si les municipalités réussissent plus ou moins bien, en mobilisant les réseaux locaux – notamment sociaux et associatifs – à mettre en place un grand nombre d'actions versant dans le social, leur capacité à mettre en place des grands projets territoriaux est minée par le manque de ressources et la difficulté d'échapper au poids des dynamiques territoriales métropolitaines. Ainsi que cela soit par conviction, résignation ou par conservatisme beaucoup de municipalités dans les banlieues de Beyrouth comme celle de Furn AlChebbak ne construisent ni des visions claires ni de grands projets pour l'avenir de leurs territoires, et se replient sur des agendas sociaux avancés comme prioritaires.

De fait, ce slogan a un triple rôle : il représente une condamnation des politiques métropolitaines d'Hariri, une légitimation des agendas à minima plaidant la priorité des questions sociales et un paravent cachant l'impuissance des municipalités et leur faible emprise sur les dynamiques territoriales en jeu dans leur territoire communal.

Comme nous le confirme le vice-président de la municipalité de Furn AlChebbak, « dans la conception de la municipalité du développement local viennent avant tout les questions environnementales, sociales, sportives, éducatives et sanitaires ». Les questions en relation au développement économique local ou aux politiques territoriales de la municipalité sont vite balayées comme ne « faisant pas partie des prérogatives » de celle-ci⁷⁵⁵. Ceci est clairement en contradiction avec ce qui se passe dans la municipalité voisine de Chiyah, où le projet de ville est dans ses principaux aspects un projet de développement économique.

La participation

La participation est avancée par le régime municipal de Furn AlChebbak comme un engagement essentiel de sa politique. Elle est perçue comme une expression de la modernité et comme une garantie de la transparence des politiques municipales. Elle a un cadre assez formel : des grandes réunions annuelles où la population est priée par invitation publique de participer.

⁷⁵³ siège de la présidence du conseil des ministres

⁷⁵⁴ qui sont vite avortées vue l'ampleur de la corruption qui touche les plus hautes sphères politiques

⁷⁵⁵ Entretien avec le vice-président de la municipalité de Furn AlChebbak – décembre 2009

Dans la publication bilan de 2004, on rapporte les quatre réunions de 1999, 2000, 2001 et 2002. Les trois premières se déroulent dans l'amphithéâtre de l'église Mar Nohra et la quatrième dans celui de l'école Notre Dame. La procédure est assez simple. Le président de la municipalité après un mot d'accueil fait un discours puis il procède à une présentation incluant les principales réalisations de la municipalité, son budget et ses projets futurs, ensuite c'est au public de prendre la parole pour discuter la présentation ou proposer des idées ou requêtes.

D'après les photos de ces réunions reprises dans cette publication on peut voir une assistance nombreuse remplissant les amphithéâtres. Des photos se focalisent sur certains intervenants de cette assistance et les commentaires de ces photos reprennent l'essentiel de leurs interventions⁷⁵⁶. On cherche en fait à souligner l'intérêt de la population à ces procédures présentées comme avant-gardistes dans le contexte libanais. On peut même voir dans certaines photos les présidents des municipalités environnantes venant voir et soutenir cet exercice. De fait, cette « expérience » est considérée par le régime comme une de ses principales réalisations. Il dit instituer une pratique responsable et modernisante. Dans la publication bilan de 2004, on voue à la couverture de ces réunions une place importante en nombre de pages et dans l'emplacement de ces pages.

Toutefois, cette participation n'est en fait qu'une simple formalité informative où la consultation se limite au strict minimum. La municipalité n'accorde qu'un espace marginal de cet exercice à la population. L'usage même d'amphithéâtres où les représentants municipaux sont en scène place l'assistance dans un rôle d'observateur. Le choix des axes de discussion et le temps accordé à chaque axe sont définis et réglés par la municipalité. Cette manifestation a réellement pour objectif de légitimer les choix et les politiques de la municipalité puisqu'elles sont censées avoir été discutées dans une séance publique, enlevant à tout opposant ses arguments s'il refuse de participer à ces réunions plus ou moins formatées.

Une autre remarque importante qu'on peut amener concernant ces réunions est leur faible impact sur la gestion municipale. Ainsi on remarque entre les années 1999, 2000 et 2001 que les projets envisagés pour une année n'ont aucun rapport avec les réalisations de la suivante. Les promesses de projets ne semblent pas orienter le travail de la municipalité, ce qui nous laisse penser qu'elles n'ont pour rôle qu'un effet d'enseigne.

Les panneaux d'affichages municipaux sont le second outil participatif de la municipalité. En quelques années, la municipalité quadrille le territoire de plus d'une cinquantaine de panneaux. Leur taille approximative est de près de deux mètres carrés de surface chacun. Ils portent tous le nom de la municipalité en entête. On les retrouve sur le coin des rues, sur des trottoirs ou sur les murs. Une carte de la municipalité de la publication bilan de 2004 – reprise dans celle de 2010 – indique leur implantation.

⁷⁵⁶ (publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004)

Ces panneaux servent surtout pour afficher les annonces municipales et assurer leur lecture par le plus grand nombre. La municipalité accorde le droit d'affichage, après approbation, aux partis ou à des associations ou écoles locales. Ces panneaux sont considérés comme un espace public où s'expriment les acteurs de la commune. Toutefois, cet espace est d'abord utilitaire et fortement régularisé.

Ainsi bien qu'affichée comme un principe fondateur de la politique du régime municipal de Furn AlChebbak, la participation ne semble pas affecter la réalité de la gestion municipale surtout concernant la définition des priorités, des agendas et la prise de décision.

5.2.2 Les grands objectifs

Une administration municipale efficace

Répondre efficacement aux besoins des citoyens et moderniser l'appareil administratif sont avancés par le régime municipal comme un des principaux objectifs du projet de ville du régime municipal. En 1998, la situation de la municipalité est difficile : des locaux délabrés, une administration végétante, un manque sévère en employés, de faibles ressources.

Bien que ce soit une importante commune du point de vue du nombre de commerces et de bureaux, les ressources municipales à cette époque sont encore faibles car la population s'est habituée à ne pas payer les taxes municipales. Les arriérés des années de guerre représentent une somme phénoménale qui pousse les citoyens à continuer à ne pas payer pour ne pas devoir payer leurs arriérés. Pour faire face à cette crise, la municipalité prend la décision d'annuler 90% de la valeur de ces arriérés pour encourager la population à payer, en même temps elle annonce une rigueur envers tous ceux qui seront toujours récalcitrants à s'acquitter de leurs dus⁷⁵⁷.

L'administration de Furn AlChebbak souffre en ce début de mandat de 1998, d'un manque sévère en personnel dont une bonne partie est à la retraite. Ceci provoque une lenteur, nombre de difficultés au niveau du travail administratif et surtout un boulet lourd pesant sur les finances de la municipalité. En fait, les rétributions cumulées de fin de carrière coûtent 500000\$ au budget municipal de 2003⁷⁵⁸. Ceci pousse la municipalité à investir une bonne partie de ses ressources durant le premier mandat à faire face à cette situation à travers l'amortissement des conséquences de ces retraites sur le budget et l'embauche d'un nouveau personnel jeune et qualifié. « Nos priorités d'urgence étaient de remplir les places vides dans l'administration depuis la guerre en vue de la faire fonctionner correctement. Ce qui nous a mené à relever le nombre des employés à

⁷⁵⁷ Entretien d'Ali Safa avec le président Semaan - 05/08/2003

⁷⁵⁸ Manateq – 03/2003

soixante-dix. Il faut dire qu'on n'a pas créé de nouveaux postes – bien qu'on aurait peut-être besoin – mais on a juste rempli les postes vides. »⁷⁵⁹

Les conséquences de cette situation sur la municipalité se manifestent dans le manque de réserves financières à investir dans l'achat de foncier nécessaire pour mettre en place des équipements ou des grands projets. En fait la municipalité n'est propriétaire que de deux bâtiments d'un seul étage. Elle est installée à l'étage et loue le RDC à des commerces. Elle est aussi propriétaire d'un terrain de 9000 m² à Mkalès – hors du périmètre municipal – prévu dans le temps pour la construction d'un incinérateur mais actuellement désaffecté. Ainsi, pour envisager la construction d'un palais municipal qui réponde aux besoins réels d'une bonne administration municipale, la municipalité devrait acheter un nouveau terrain. Cette question se pose constamment depuis 1998. À maintes fois, le conseil municipal considère l'achat d'un terrain pour ce palais, toutefois, il finit par renoncer ou affecter le terrain à d'autres besoins plus pressants comme des parkings⁷⁶⁰.

Toutefois, la municipalité malgré ces difficultés se refuse de se considérer vaincue, tout au contraire, elle affiche son engagement à prendre en main les problèmes des habitants de Furn AlChebbak. Elle se veut efficace et veut répondre rapidement à ces problèmes. Pour cela, par exemple, elle monte une petite équipe technique qui a pour mission de parer à toute déficience dans les services fournis et les infrastructures. La municipalité est consciente que cela contourne effectivement la légalité puisque seules les équipes techniques des compagnies publiques des services sont légalement habilitées à faire ces réparations⁷⁶¹.

« Le renouveau environnemental de la municipalité de Furn AlChebbak »⁷⁶²

L'environnement est affiché comme un autre objectif central du régime municipal de Furn AlChebbak. On le retrouve quasiment dans tous les articles et publications rapportant le discours municipal de ce régime. La majorité des projets mis en place par ce régime se rattachent d'une façon ou d'une autre à ce qu'il considère comme de « l'environnement ».

Pour ce régime et notamment le président Semaan « L'environnement est la face civilisée des peuples »⁷⁶³. Par civilisation ici on entend un amalgame de modernité et de civilité, en bref le propre des sociétés des pays développés. L'environnement est une priorité du développement local de ce régime. Ceci ne contredit en rien son slogan « les hommes avant les pierres » et les

⁷⁵⁹ Entretien avec le directeur de l'administration municipale à Furn AlChebbak – septembre 2008

⁷⁶⁰ Publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004.

Aujourd'hui encore la question du palais municipal connaît les mêmes problèmes, ainsi le conseil municipal est à la recherche d'un terrain du côté du centre commercial et de bureaux Abraj ou sur l'autoroute vers Achrafié - Entretien avec le directeur de l'administration municipale à Furn AlChebbak – septembre 2008

⁷⁶¹ Entretien avec le directeur de l'administration municipale à Furn AlChebbak – septembre 2008

⁷⁶² publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁷⁶³ Manateq 03/2003

principes qui en découlent. En fait, comme l'affirme le vice-président de la municipalité la question de l'environnement ne se détache aucunement de la question du bien-être social⁷⁶⁴.

Il serait erroné de voir derrière la démarche de ce régime des convictions écologistes. Les problématiques écologiques pourtant importantes à Furn AlChebbak – par exemple la pollution du Nahr beyrouth, le mitage de la zone agricole, l'usage de pesticides et insecticides dans cette agriculture, la pollution de l'air – ne sont jamais mentionnées comme des éléments de la question environnementale. Comme dans les cas de Ghobeiri et Chiyah le discours sur l'environnement est ici aussi dominé par des préoccupations hygiénistes et d'embellissement. La question environnementale n'est pas un objet du débat politique, ce n'est qu'un outil technique de l'organisation de l'espace et de légitimation de l'action municipale.

En fait, à la différence d'autres types d'actions plus discrètes la propreté et l'embellissement de l'espace public sont des actions à très haute visibilité. Ainsi on voit la municipalité multiplier les actions à caractère « environnemental ». La publication bilan de 2004 énumère plus de 22 actions sous la case environnement⁷⁶⁵.

Si on prend le cas des brochures environnementales de la municipalité, on peut facilement voir que le contenu est très généraliste et basique et le ton moralisateur, à l'exemple de « l'importance de la plantation d'un arbre »⁷⁶⁶. Le « festival de l'environnement » est le nom choisi par la municipalité pour désigner sa grande manifestation de fin de l'été avec la participation d'un grand nombre d'associations locales. Ce « festival environnemental » se déroule sur trois jours dans la rue de l'école des Frères. Il inclut une « exposition villageoise »⁷⁶⁷, la présentation d'une pièce de théâtre pour enfants ainsi qu'une soirée musicale avec des prestations de nombre d'artistes pop de renommée nationale⁷⁶⁸. En fait ce festival ne varie aucunement de ce qu'on voit dans d'autres municipalités – comme le « festival de fin d'été » de Chiyah – et le qualificatif environnemental est fortement déplacé. Il sert comme exercice d'auto-valorisation de la part de la municipalité qui prétend défendre et promouvoir une cause au dessus des dissensions politiques.

Le second volet de l'action environnementale de la municipalité porte sur l'hygiène qui pour elle doit se manifester par la propreté de l'espace public. Bien que la société de ramassage des déchets Sukleen est le principal acteur responsable de la question de la propreté, la municipalité ne veut pas être en reste. Elle pose un nombre de corbeilles de poubelles accrochées aux pilons

⁷⁶⁴ Entretien avec le vice-président de la municipalité – décembre 2009

⁷⁶⁵ Des conférences, la distribution de documents audiovisuels, des expositions, des festivités, un projet de tri des déchets dans les écoles, la propreté par le nettoyage de la voirie, l'installation de poubelles, la lutte contre la prolifération des insectes, l'embellissement à travers la plantation dans les rues, la création de coins verts ou de jardins publics. Publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004

⁷⁶⁶ Entretien d'Ali Safa avec le président Semaan - 05/08/2003

⁷⁶⁷ Ces expositions comprennent de l'artisanat libanais, des produits culinaires de terroir ainsi qu'un grand dîner de plats traditionnels

⁷⁶⁸ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

électriques dans les quartiers où leur manque se fait sentir. Elle organise la traque des chiens errants ou enragés⁷⁶⁹. Elle utilise les insecticides et les pesticides dans les lieux publics et les jardins privés pour lutter contre la prolifération des insectes et des rats⁷⁷⁰. Enfin elle jette du calcaire sous et autour des grands dépôts de poubelles mis par Sukleen pour minimiser l'accumulation des saletés et des crasses⁷⁷¹.

Le troisième volet de cette action environnementale, pensé dans la continuité du second, se focalise sur l'embellissement des espaces publics. C'est sous ce volet qu'on peut compter les plantations sur le coin ou les bordures des rues, la restauration et le traitement de certaines enceintes, ponts ou autres éléments d'importance dans l'espace public, la création de nouveaux jardins, l'organisation du concours de la plus belle entrée d'immeuble et celle du plus beau balcon.

La municipalité fait un important effort pour la création de jardins publics à Furn AlChebbak. On peut compter durant ces deux mandats l'aménagement de plusieurs jardins répartis dans les différents quartiers de Furn AlChebbak. Certains sont de taille très réduite et restent inaccessibles comme le jardin de la vierge du côté de Tehwitat AlNahr, d'autres sont d'immenses espaces comme le jardin en exécution de 16000 m², aussi du côté de Tehwitat AlNahr. Des photos sur plusieurs pages présentent ces jardins dans les publications bilans de 2004 et 2010. Le jardin de la nouvelle placette Emile Ghorayeb du côté de l'église Sainte-Lourdes est présenté dans la publication bilan de 2010 avec plusieurs visuels sur deux pages⁷⁷². Les commentaires en marge de ces visuels décrivent les principaux éléments de ce jardin dont une statue de la vierge Marie en rappel à l'église de Sainte Lourdes présente à proximité, une source d'eau en référence au nom d'Ain AlReméné et des amphores en argile pour symboliser le « village libanais » qu'était Furn AlChebbak.

La municipalité de Furn AlChebbak s'investit à fond dans ce qu'elle perçoit comme le « renouveau environnemental de Furn AlChebbak », cet effort pour retrouver des bouts du « paradis perdu » vert que cette banlieue comme beaucoup d'autres voient disparaître progressivement par l'urbanisation accélérée. Toutefois sans une perspective d'ensemble claire et une forte volonté de régulation, il nous semble improbable que cet effort soit plus qu'un simple « lifting » du visage de la commune. Un « lifting » qui tout en cachant les grands enjeux environnementaux de Furn AlChebbak – notamment la question du futur de la plaine agricole – reste loin en dessous des besoins réels de la commune en termes d'espaces publics verts et de qualité environnementale.

La municipalité du social

⁷⁶⁹ Manateq 03/2003 ; Entretien d'Ali Safa avec le président Semaan - 05/08/2003)

⁷⁷⁰ Manateq 03/2003 ; Entretien d'Ali Safa avec le président Semaan - 05/08/2003) ; publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁷⁷¹ Entretien d'Ali Safa avec le président Semaan - 05/08/2003

⁷⁷² publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

C'est notamment à travers cet objectif que se matérialise le plus le slogan « les hommes avant les pierres ». Le régime municipal de Furn AlChebbak veut se présenter comme l'acteur rassembleur de la commune, l'acteur responsable qui traite les problèmes d'une jeunesse « en crise » et le protecteur des plus faibles.

Rassembler les acteurs et groupes sociaux ou tout simplement la population de la commune passe d'abord par une volonté d'ouverture de la part de la municipalité ainsi que par l'organisation de moments de rassemblements et de fête. La volonté d'ouverture, la municipalité l'affiche par son discours sur la participation. Elle se dit convaincue de l'importance de cette pratique pour le développement de l'action municipale comme elle est toujours prête à recevoir tout commentaire et proposition de n'importe quel acteur.

D'autre part la municipalité cherche à marquer l'année par nombre d'occasions propres aux rassemblements et à la fête. Le « festival annuel de l'environnement » est le moment culminant de l'année en termes de festivités. Il se déroule dans la rue et avec une ambiance de fête foraine. Les réunions de participation sont un autre événement important où une audience assez large discute les projets de la municipalité. Pour Noël la municipalité invite les enfants de la commune pour une distribution de cadeaux dans l'amphithéâtre de Mar Nohra. Pour les fêtes des mères et des pères, des cérémonies semblables sont organisées. La municipalité fête aussi la journée mondiale des gens du troisième âge par un événement local où une réception est organisée en leur honneur.

À ces occasions mises en place par la municipalité il faut ajouter celles préparées par d'autres acteurs mais auxquelles elle participe et contribue à leur organisation. C'est le cas par exemple du « festival du shopping » du souk de Furn AlChebbak organisé par l'association de ses commerçants. Un autre exemple est la mise au service de la population de moyens de transport pour la participation à la messe de sanctification du Père capucin Yaccoub⁷⁷³ au centre-ville de la capitale. Puis l'organisation avec l'Eglise maronite d'une procession dans les souks de Furn AlChebbak et jusqu'à Mar Nohra où seront déposées les reliques de ce saint.⁷⁷⁴

En fait, le régime municipal cherche à présenter la municipalité comme le bon pasteur rassemblant sa famille, la commune. Il choisit des occasions ayant des thèmes « neutres » qui transcendent les fractures politiques. Il cherche à communiquer avec toute la population de la commune en dépassant les clivages des acteurs et en se présentant comme l'acteur de ce rassemblement. Comme l'annonce la publication bilan de 2004, « La municipalité est la plus proche du cadre familial car elle est la plus en contact et en suivi ». Si elle réussit plus ou moins bien à mettre en place ces rassemblements, les transformer cependant en une ressource pour l'action n'est pas acquis. Ces rassemblements apolitiques et sans objectifs que le festif et le

⁷⁷³ le Père Yaccob travaille un certain temps à Furn AlChebbak

⁷⁷⁴ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

rassemblement lui-même n'aident pas à développer de nouveaux réseaux sur lesquels elle pourrait compter pour ses actions.

Les problèmes de la jeunesse forment une importante thématique qui mobilise les énergies de la municipalité. « Pour cela la municipalité organise un nombre de conférences qui visent l'orientation, la prévention et la sensibilisation de la jeunesse sur des questions sociales ou de responsabilité civile. La municipalité est en étroite collaboration avec le bureau des services de développement dans le ministère des affaires sociales »⁷⁷⁵. Ainsi en collaboration avec le PNUD, elle met en place aussi un « bureau social de la jeunesse » avec un personnel spécialisé qui a pour mission de coopérer avec les acteurs locaux pour traiter de questions touchant à la jeunesse notamment les problèmes de la délinquance et la consommation de drogues. Comme à Chiyah, malgré le manque d'études fiables, ces deux questions marquent les représentations de presque tous les acteurs concernant les problèmes de la jeunesse⁷⁷⁶.

Dans cette perspective le bureau de la jeunesse de la municipalité monte le « club préventif pour les adolescents », fondé à l'initiative de la municipalité qui vise les jeunes de 9 à 18 ans. Il est dirigé par une équipe de volontaires spécialisés, seul le psychologue est rémunéré. Les dangers présentés comme causes de cette délinquance sont surtout l'usage de la drogue, la consommation de tabac, l'addiction aux jeux vidéos. Ce club dit user d'une approche discursive en rapport avec des sujets touchant aux droits civiques, au concept de l'indépendance, à l'amour de la patrie, à l'éducation sexuelle et civile⁷⁷⁷.

La municipalité considère les écoles de Furn AlChebbak comme un partenaire incontournable sur ce dossier. Pour cela elle contribue au financement de l'équipement et du mobilier afin de garantir un milieu de qualité pour le déroulement des cours. Elle mise surtout sur des activités se concentrant sur les étudiants. Ces activités sont fort diverses : De l'entraînement des étudiants aux premiers secours, en partenariat avec la défense civile, à l'organisation de cérémonie en l'honneur des étudiants qui ont réussi aux examens officiels – baccalauréat et brevet⁷⁷⁸. La municipalité organise aussi des camps d'été pour enfants en partenariat avec la faculté d'éducation de l'université libanaise⁷⁷⁹ ou avec des volontaires et des spécialistes⁷⁸⁰. Ces camps comptent plus de 350 enfants.

Pour la municipalité, le combat de la délinquance est une affaire de longue haleine qui nécessite l'implication, la coopération et le dialogue. Le monde associatif vient en tête de ces acteurs locaux. Le bureau de jeunesse de la municipalité a pour mission de monter ces coopérations et

⁷⁷⁵ Entretien avec le vice-président de la municipalité – décembre 2009

⁷⁷⁶ Constat personnel, basé sur les entretiens qu'on a faits avec un grand nombre d'acteurs locaux à Furn El Chebbak

⁷⁷⁷ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn El Chebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁷⁷⁸ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁷⁷⁹ Entretien d'Ali Safa avec le président Semaan - 05/08/2003

⁷⁸⁰ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004

ces dialogues. le monde associatif représente aussi, pour la municipalité, une importante ressource pour son action. Pour cela elle s'engage tout au long de ses deux mandats à prévoir des sommes à répartir sur les différents clubs et associations implantés à Furn AlChebbak⁷⁸¹.

Le troisième axe de l'action sociale de la municipalité de Furn AlChebbak est le soutien aux catégories sociales les plus défavorisées. Ces catégories concernent surtout les gens du troisième âge, les « nécessiteux » et les handicapés⁷⁸². Pour les gens en nécessité, la municipalité met en place un programme d'aide financière prévue dans le budget municipal. Ce programme soutenu par la commission sociale du conseil municipal, prévoit des aides périodiques à une liste d'individus et de ménages, comme elle prévoit un budget pour des situations qui s'imposent. D'autre part, la municipalité distribue des cadeaux et des aides à ces ménages durant les fêtes.

Comme on a dit plus haut, la municipalité décide de célébrer annuellement la journée internationale des gens du troisième âge. En fait, ce groupe comprend à Furn AlChebbak beaucoup de gens vulnérables et dans des situations difficiles. La municipalité s'intéresse à ce groupe à travers l'organisation de journées de visite de la part de la commission sociale de la municipalité, notamment lors des fêtes, à travers l'organisation de sorties en bus vers des sites religieux ou encore à travers des dîners où ils sont conviés et des cadeaux distribués⁷⁸³.

Concernant la question des handicapés physiques, la municipalité essaie de mettre en place des mesures qui puissent leur assurer une meilleure accessibilité. Ainsi à leur demande, elle leur spécifie des stationnements privés dans la rue en bas des immeubles où ils habitent⁷⁸⁴. Elle dit prendre de plus en plus la question de l'accessibilité des handicapés comme une contrainte dans la conception et l'aménagement des équipements et des espaces publics.

Le volet social comme on a dit plus haut est prioritaire dans l'action de la municipalité de Furn AlChebbak. Le régime municipal s'y est investi fortement au cours de ses deux mandats. Ainsi, il réussit à ramener des services pressants à des groupes sociaux marginalisés. Graduellement, il développe son savoir-faire en matière d'organisation de festivals et de cérémonies. Il développe une connaissance approfondie des problèmes sociaux et accumule les expériences dans le domaine. Toutefois, ses moyens sont encore limités devant l'ampleur et la diversité des problèmes. Son atout majeur est le développement de coopérations avec un grand nombre d'associations présentes à Furn AlChebbak impliquées dans le traitement de ces problèmes.

⁷⁸¹ Entretien avec le directeur de l'administration municipale – septembre 2008

⁷⁸² publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁷⁸³ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁷⁸⁴ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

On pourrait voir derrière cet objectif un moyen de se procurer une réserve de voix électorales en instituant un clientélisme feutré d'assistance sociale. Si on ne peut sousestimer l'apport de ce réseau de bénéficiaires en termes de soutien au régime, nous pensons que ce n'est pour autant une explication suffisante de tout ce montage. Nous pensons plutôt que ce régime tente à travers la mise en avant de la question de l'assistance sociale de pallier la timidité de son projet de ville et son absence de propositions qui puissent marquer le développement économique et social futur de la commune.

Pallier les manques

Pour le président Semaan, une des plus importantes réalisations de son conseil municipal est le travail fait sur la mise à niveau des infrastructures⁷⁸⁵. En 1998, les infrastructures en place sont celles d'avant-guerre. Fortement endommagées par la guerre et surexploitées suite à la croissance démographique et l'étalement urbain, elles sont en piètre état.

Ainsi, la municipalité saute sur l'opportunité de financement proposé par la Banque Mondiale au Liban. Cette dernière propose un financement par crédit pour le rétablissement des infrastructures dans certaines municipalités. Les municipalités sont priées de placer des requêtes auprès du CDR et la Banque pour la sélection. Le budget global du projet est de 100 millions de dollars, la caisse autonome des municipalités se charge de couvrir 20 millions. La répartition de cette enveloppe budgétaire sur les municipalités sélectionnées se fait selon des critères de positionnement géographique et de nombre de résidents. Le projet proposé de la municipalité de Furn AlChebbak couvre des travaux d'asphaltage, de trottoirs et de canalisations⁷⁸⁶.

Un second projet financé par l'Etat central et piloté par le CDR vise la réhabilitation des infrastructures du souk de la rue de Damas. Parallèlement à ces projets, la municipalité se charge des zones non couvertes par ces projets. Ainsi, elle entreprend des travaux d'asphaltage, de canalisation, d'égouts et d'éclairage⁷⁸⁷. Les travaux « veillent à élargir les infrastructures en place, notamment la voirie, pour couvrir des zones d'extension urbaine du côté de Tehwitat AINahr et du quartier de Sainte-Lourdes. Ensuite, doter la voirie existante de signalisation, de verdure, canalisation des eaux de pluie... et cela sur la rue de Damas, la rue Rizkallah Semaan, la rue de l'école des frères, la rue Général Chéhab et la rue principale de Tehwitat AINahr »⁷⁸⁸.

Un autre manque sévère et qui se présente comme un besoin pressant est le problème des parkings. L'urbanisation rampante, notamment du côté d'Ain AlReméné, rend les terrains vides de plus en plus rares. D'autre part, la situation financière de la municipalité au début de son premier mandat ne lui permet pas d'acquérir de nouveaux terrains. Elle opte ainsi pour une

⁷⁸⁵ Manateq – 03/2003

⁷⁸⁶ Al-Anwar – 10/01/2001

⁷⁸⁷ Entretien d'Ali Safa avec le président Semaan - 05/08/2003

⁷⁸⁸ Entretien avec le directeur de l'administration municipale à Furn AlChebbak – septembre 2008

décision municipale imposant la transformation de toute parcelle non affectée à Aïn AIRéméné et dans le quartier de Furn AlChebbak en parking, payant ou non.

En même temps elle commence à réfléchir à des alternatives et des projets. Un de ces projets, qui n'aboutit pas, est celui d'un immeuble parking dans une rue près du souk⁷⁸⁹. La municipalité commence à acheter graduellement des terrains qu'elle transforme en parkings. Après douze ans, et suite à une urbanisation toujours plus pressante et la flambée des prix fonciers, le problème est toujours d'actualité.

5.2.3 Impacts du « Projet de ville » de Furn AlChebbak sur les interdépendances territoriales

Une remarque centrale concernant le projet de ville du régime de Furn AlChebbak est l'« absence » de projet de ville.. L'objectif de redressement de l'administration municipale comme l'objectif social du régime ne se répercute pas sur le territorial et restent de modestes dispositifs sectoriels. Quant à l'objectif de pallier le déficit en termes d'infrastructures, bien qu'il se répercute clairement en termes spatiaux, il n'affecte aucunement les interdépendances entre les différentes entités sociospatiales à Furn AlChebbak. En fait, les différentes interventions en ce domaine sont très modestes et viennent pour réparer ou remplacer les infrastructures vétustes de l'avant-guerre. De même pour l'objectif « environnemental » qui ne se traduit en réalité qu'en de petites interventions d'ordre esthétique.

C'est plutôt l'identification des trois sous-espaces Tohwitat AINahr, Aïn AIRéméné et Furn AlChebbak par le régime qui est le vrai bouleversement introduit par celui-ci au niveau de la territorialité des espaces de la commune, leur hiérarchie et leurs rapports. Depuis sa fondation, la municipalité prend le nom du quartier du souk, Furn AlChebbak, les deux autres localités concernées bien que plus anciennes sont annexées à cette municipalité. Cette recomposition symbolique, qui se répercute même au niveau du logo de la municipalité, a pour but de soustraire ces deux espaces, notamment Tohwitat AINahr de son statut d'annexe de Furn AlChebbak et insister sur une répartition « équilibrée » des interventions de la municipalité dans les trois zones.

Une attention nouvelle est accordée au quartier de Tohwitat AINahr qui semblait toujours comme marginal et isolé en bordure de l'espace communal. Or aujourd'hui ce quartier connaît des transformations importantes dues à son urbanisation et à sa position ouverte aux grands axes viaires des zones centrales de l'agglomération beyrouthine. Il devient une zone stratégique par rapport à la commune et son rapport au reste de l'agglomération. Le régime est bien conscient de ce fait. Il semble réagir principalement sur deux niveaux. Il choisit d'abord de mettre en place ses grands projets du côté de Tohwitat AINahr – notamment le grand projet de jardins et d'espaces

⁷⁸⁹ Manateq 03/2003

publics de 20000 m² – pour requalifier cet espace et le présenter comme le nouvel horizon de la commune. D'autre part, il cherche à penser cet espace dans le cadre d'un nouveau schéma directeur qui puisse le valoriser comme un espace ayant d'importants atouts au niveau de l'agglomération.

Si incontestablement la valorisation de Tohwitat AlNahr et sa place par rapport à l'agglomération est bien sur l'agenda municipal et au centre des réflexions de ses principaux acteurs, dans les faits rien n'est encore palpable. Le projet des espaces publics est toujours en cours de réalisation, et la réflexion concernant le schéma directeur est encore sujette à diverses tractations entre les acteurs du régime, les grands propriétaires fonciers dont la société publique du transport public et des chemins de fers.

Ainsi, jusqu'à présent l'initiative municipale ne semble pas altérer encore les territorialités ni les interdépendances au sein de la commune de Furn AlChebbak. En fait, comme nous le suggèrent certains de nos interlocuteurs, le changement du nom de la municipalité et l'intérêt pour Tohwitat AlNahr pourraient bien découler des logiques de reconnaissance des poids des notables et d'équilibres internes au régime.

5.3 Les relations du régime municipal de Furn AlChebbak aux différents acteurs

5.3.1 Le corps dur du régime : Un réseau de notables issus des clans familiaux

Le régime municipal de Furn AlChebbak est avant tout un régime clanique, dans le sens où les clans familiaux sont à l'origine de cette coalition. Les clans familiaux sont au centre de la politique locale à Furn AlChebbak avant la fondation même de la municipalité. La formation des alliances électorales est pour longtemps une coalition de clans contre d'autres. Le choix des alliances se fait après débat intérieur dans chaque clan souvent en nommant une personne pour représenter le clan aux élections.

Comme le démontre Khuri (1975) la montée de nouvelles formes de notabilités locales s'appuyant sur d'autres ressources que la propriété terrienne – le haut fonctionariat, des parcours socioprofessionnels libéraux, affiliation partisane ou à un zaïm... - déstabilise dès les années 50 la solidarité intérieure de ces clans. Ainsi dans chaque clan plusieurs notables prétendent au leadership et on commence à voir la constitution de coalitions électorales où l'affiliation clanique ne représente plus la ligne de faille.

Toutefois, les clans se maintiennent. D'abord, les divergences d'intérêts entre les propriétaires terriens appartenant dans leur majorité aux anciens clans familiaux et ceux des clans migrants des

années 40, 50 et 60 qui s'inscrivent à la municipalité, consolident la solidarité clanique interne. Ensuite la dépossession de tous ces clans, anciens et nouveaux, par les partis et les milices de la guerre – qui s'appuient largement sur les déplacés qui se réfugient dans ces communes ou sur d'autres nouveaux résidents – ainsi que les besoins de survie, renforcent les liens internes dans ces clans.

Ainsi les clans sont toujours présents. Ils ont la force de la tradition et des mœurs de sociabilité pour les faire perdurer. Ils représentent aussi d'importants réseaux de sociabilité et ont un important potentiel mobilisateur pour que tous les notables prétendant à un rôle politique veillent à les maintenir. On voit même dans les années 90 une résurgence importante de nouvelles associations dont le but est le maintien de la solidarité de ces clans.

Dans le cas de Furn AlChebbak, à côté des structures claniques qui sont toujours présentes en 1998, il y a une autre structure d'importance pour les notables locaux. L'amicale des anciens étudiants de l'école Notre-Dame, dont on a parlé plus haut, représente un réseau considérable incluant une bonne partie de l'élite locale. Ces personnes rallient notabilité fondée sur leurs ressources personnelles et influence au sein de leurs clans familiaux. Cette amicale est moins un bloc uniforme hiérarchisé avec un agenda qu'un espace de sociabilité entre notables ayant leurs propres projets.

Il n'est pas anodin que la liste qui remporte les élections municipales en 1998 tout autant que ses opposants appartiennent aux mêmes clans familiaux et sont pour une bonne part des membres de l'amicale. En fait ces listes sont la conséquence d'alliances entre notables de différents clans présents par eux-mêmes ou par des représentants sur ces listes. La liste de Mr Raymond Semaan, fils de l'ancien président de municipalité Rizkallah Semaan dispute effectivement une autre présidée par un parent et proche de l'ancien président. À la différence de Chiyah, ici en 1998, les clans familiaux et les notables locaux ne se sont pas unis sur une seule liste. La liste de Semaan gagne par ce qu'elle réussit à rassembler un plus grand soutien parmi les notables et dans les clans.

5.3.2 Les paroisses

La relation entre la paroisse maronite de Mar Nohra et les notables locaux représente une tradition qui a toujours été au centre de la vie politique locale à Furn AlChebbak. Mar Nohra est le cadre de sociabilité par excellence à Furn AlChebbak. Elle est le centre de la communauté maronite de la commune, de loin la plus fréquentée. Le bâtiment de la paroisse est un complexe qui comprend une grande église, un amphithéâtre et des bureaux qui sont utilisés par les différentes associations affiliées à la paroisse.

Le régime municipal voit dans cette paroisse un ancre identitaire, une importante ressource et un acteur qui pourrait accompagner les efforts déployés par la municipalité notamment sur le plan social. La municipalité utilise régulièrement l'amphithéâtre de Mar Nohra pour ses propres activités, surtout celles incluant d'importants rassemblements. Ainsi pour la majorité des activités en salle, la municipalité utilise les espaces de Mar Nohra ou encore ceux de l'école Notre-Dame. Elle reconnaît dans ces lieux des centres importants de la vie sociale de la commune et les adopte comme centres de sa propre activité.

D'autres églises sont aussi des centres paroissiaux et ont leurs propres associations et activités. C'est le cas notamment de l'église maronite de Sainte-Lourdes et l'église grecque orthodoxe de Mar Antonios. Le régime municipal soutient l'activité des différentes paroisses – maronite et grecque orthodoxe – et voit une complémentarité entre son activité et les leurs.

En fait, les églises disposent d'importants moyens et de structures leur permettant d'être au plus près des besoins des habitants. Les associations attachées à ces églises couvrent différents types d'activités (cercles de prière, scoutisme et jeunesse, services sociaux, waqfs...).

La paroisse de Mar Nohra est un important acteur social à Furn AlChebbak. Ses associations et services sont assez diversifiés. La paroisse intervient de différentes façons. Elle a un programme d'aide directe à la personne que ce soit en termes financiers ou en assistance individualisée notamment pour les gens du troisième âge. Sa position morale lui permet d'intervenir auprès des familles pour régler des problèmes familiaux. Elle organise d'autre part des sessions de sensibilisation à des questions religieuses, médicales, morales et même politiques (Usta, 2007). En été elle met en place des camps récréatifs et des colonies pour enfants ainsi que des sorties pour les enfants et les personnes du troisième âge.

On retrouve pratiquement les mêmes services auprès de la paroisse de Sainte-Lourdes. La paroisse grecque orthodoxe de Notre-Dame d'AlMaounat offre outre ces services, des services médicaux par l'intermédiaire de son dispensaire. Ce dispensaire offre des diagnostics gratuits ainsi que des services individualisés à la maison pour les personnes âgées et les handicapés de la communauté.

Ces services sont couverts par Caritas Liban du côté de la communauté maronite. Cette association rattachée aux églises catholiques du Liban, possède même un important centre à Furn AlChebbak voué au troisième âge. Ce centre appelé « Darouna »⁷⁹⁰ est une sorte de day care pour les gens du troisième âge qui peuvent venir passer du temps, manger et recevoir de l'assistance médicale. Le centre comprend aussi un foyer pour filles et plusieurs salles de sport à entrée payante et qui aident à financer le projet. Le centre offre aussi des services médicaux comme des sessions d'entraînement technique pour les adolescents.

⁷⁹⁰ ce qui veut dire littéralement notre demeure

Pour certains représentants de l'église maronite à Furn AlChebbak, la commune et son entourage connaissent d'importants défis. La population vieillit alors que les jeunes quittent la région pour s'installer ailleurs et d'autres « n'ayant pas les mêmes sentiments d'appartenance » viennent les remplacer. Ces derniers sont des jeunes ménages qui y louent temporairement du logement avant d'aller s'installer ailleurs. Nos interlocuteurs parlent aussi d'une installation de plus en plus importante de musulmans dans ces quartiers. Pour eux, « pour reconstituer la 'société chrétienne libanaise' dans ces régions il faut créer des projets d'investissements pour créer de l'emploi et contrer l'inflation qui met en mal les jeunes »⁷⁹¹, l'église comme la municipalité doivent s'engager dans un tel chantier.

L'église maronite est un riche propriétaire terrien à Furn AlChebbak. En 1999, elle possède 26 parcelles de tailles différentes dont la superficie cumulée est de plus de 80620 m² dont la majorité sont construites⁷⁹². Elle possède ainsi une importante rente, d'autant que certaines de ces parcelles sont louées par de grands centres commerciaux et de bureaux. Toutefois, l'église maronite ne semble pas pressée de s'engager dans des activités productives à Furn AlChebbak. De même, comme on a dit plus haut, le régime municipal ne se perçoit pas comme un acteur de développement économique. Ainsi bien que ces représentations sont largement partagées, même au sein du conseil municipal, on hésite à s'engager sur cette voie et on attribue les causes au manque de moyens.

Pourtant, le régime n'hésite pas à souligner son attachement à son « identité chrétienne ». Cela se manifeste notamment dans la création du jardin de la Vierge et dans celui du Dr. Emile Ghorayeb. Dans le premier la municipalité installe une imposante statue de la vierge qui donne sur l'autoroute du côté de Tahwitat AlNahr, dans le second on retrouve aussi une grande statue de la vierge qui domine le petit jardin. En même temps, elle participe et contribue à l'organisation des grands événements religieux comme la provision de moyens de transport à la population pour la participer à la messe qui prenait place au centre-ville lors de la sanctification du Père capucin Yaccoub. Aussi l'organisation avec l'Eglise maronite d'une procession dans les souks de Furn AlChebbak et jusqu'à Mar Nohra où seront déposées des reliques de ce saint⁷⁹³. On peut aussi retrouver dans la publication bilan de 2004 une couverture de deux pages du passage des reliques de sainte Thérèse l'Enfant Jésus dans la commune et de la manifestation religieuse et populaire qui y est organisée⁷⁹⁴.

En fait, rien ne presse le régime à s'engager dans de grands projets dont il ne maîtrise pas les issues. Par contre, dans une situation où sa base électorale traditionnelle elle-même n'est plus en

⁷⁹¹ Entretien avec un prêtre responsable à Caritas Furn AlChebbak

⁷⁹² Etude d'étudiants en Master d'urbanisme à Académie Libanaise des Beaux-Arts - 1999

⁷⁹³ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁷⁹⁴ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004

majorité résidente de la commune, afficher une bonne relation avec les paroisses ainsi qu' « une identité chrétienne » modérée lui rallie une bonne partie des résidents encadrés dans leur quotidien par les différentes paroisses.

Malgré cette « identité chrétienne » affichée haut et fort et les excellentes relations avec les paroisses, rares sont les activités où les associations de celles-ci et la municipalité sont des partenaires. En fait, contrairement au cas de Chiyah, la municipalité n'affiche aucunement, ni dans les entretiens ni dans les publications, une relation privilégiée avec ces associations. Ainsi tout en s'appuyant sur les paroisses et en soulignant la complémentarité entre son travail et le leur, la municipalité veille à présenter une image où c'est elle seule qui est le principal acteur rassemblant tous les gens de Furn AlChebbak.

5.3.3 Les autres associations

On retrouve divers genres d'associations à Furn AlChebbak. La Croix-Rouge est la seule organisation d'échelle internationale implantée à Furn AlChebbak. Dans la banlieue sud-est, la Croix-Rouge a deux centres de services d'urgence, deux centres de jeunesse et un seul centre médico-social qui se trouve à Furn AlChebbak. Ce centre se concentre sur ce qu'on pourrait traduire par « santé communautaire » (community health). Ainsi il agit en tant que dispensaire, avec des visites de médecins et deux infirmières à plein temps, et en tant que centre social s'intéressant aux questions de santé.⁷⁹⁵ Le centre dessert mensuellement autour de 300 familles et 200 étudiants d'écoles (Usta, 2007). Le centre coopère avec la municipalité notamment avec la commission sociale pour certaines de ses activités.

Une autre association oeuvrant à un niveau supra-local est le dispensaire social Elie Hobeika est affilié à la société Elie Hobeika qui est le bras social du parti Waed⁷⁹⁶. Le dispensaire se trouve sur l'autoroute de Tehwitat AlNahr. Le local était autrefois une permanence milicienne que l'armée met la main dessus en 1990 avant d'être racheté par l'association en 1998. Le choix de s'implanter à Furn AlChebbak vient du fait que cette commune compte un nombre de sympathisants du parti et qu'elle est dans une position centrale entre Achrafié et la banlieue sud-est. Le dispensaire offre des services médicaux divers et possède un équipement moderne notamment concernant la

⁷⁹⁵ Ce centre est dirigé par une assistante sociale. Il organise des campagnes de sensibilisation auprès de la population et des écoles. Ces campagnes touchent aux questions médicales comme l'information sur certaines maladies (sida, grippe aviaire...), la prévention ou encore des sujets sociaux comme la drogue. Il procède périodiquement à des campagnes de diagnostic médical des étudiants dans les écoles de la commune. Il mène régulièrement des enquêtes et possède une base de données sur la situation sociale et médicale à Furn El Chebbak - Entretien avec la directrice du centre – décembre 2009

⁷⁹⁶ le Parti Patriotique Laïque et Démocratique plus connu sous le nom de Waed est un petit parti implanté dans certaines régions à dominante communautaire chrétienne notamment la région de Baabda et Zahlé. Fondé pendant la guerre par l'ancien leader des Forces Libanaises Elie Hobeika après le coup de force orchestré contre lui par Samir Geagea. Il s'appuie sur la base personnelle de son leader. Après l'assassinat de ce dernier, c'est sa femme qui hérite du leadership du parti.

radiologie et l'écographie. Des médecins se relaient dans le dispensaire et une clinique dentaire est ouverte à certaines heures par jour.

En 2005, dû à la situation politique⁷⁹⁷ et sécuritaire, le dispensaire ferme ses portes. Ce n'est qu'après trois ans qu'il les rouvre. Le dispensaire dit ne pas avoir des relations avec la municipalité et que ses patients ne sont pas seulement de Furn AlChebbak mais de toute la région proche de la commune.

Les autres associations sont des associations locales. On a d'abord l'amicale des anciens de l'école de Notre-Dame des Frères. Fondée en 1967, elle a pour mission d'aider l'école et ses étudiants. Ainsi elle prend en charge le coût des études de près de 200 élèves. D'autre part elle a ses propres activités qui vont de l'organisation de dîners, aux conférences et activités culturelles. Elle a son propre club sportif axé sur la gymnastique et l'athlétisme dont les locaux se trouvent à l'école. Toutefois, l'importance de cette association n'est pas dans les services qu'elle offre mais dans son rapport au régime. C'est en tant qu'espace social et de réseau interpersonnel qu'elle gagne son sens. Comme on a dit, le réseau de notables au centre de ce régime est solidement implanté dans celui de l'amicale.

Le club sportif AlCharq est fondé en 1954. C'est le club de football de la commune. Il joue en deuxième ligue. Il comprend officiellement près de 140 personnes. Outre le sport il organise certaines campagnes dont le but est la sensibilisation de la jeunesse. Le club utilise le terrain de football de la municipalité comme son lieu d'entraînement. Ainsi, pour les trois mois avant les matchs de la ligue il y intensifie ses entraînements. D'autre part la municipalité soutient financièrement ce club. Son aide constitue presque 20% de son budget (Usta, 2007).

L'Alliance des Amis de la Culture est une association locale à Furn AlChebbak. Si son thème central est la question de la culture, elle traite aussi de questions sociales. Ainsi elle organise régulièrement des conférences sur des thèmes sociaux notamment ceux visant des questions de préventions chez les jeunes (consommation de tabac, de drogue, respect du code de la route...). Elle met en place des cours de langues ou d'ordinateur. Enfin, elle organise annuellement un grand « rally-paper » à Furn AlChebbak. La moyenne d'âge des membres de l'association est supérieure à 40 ans (Usta, 2007). Ses locaux se trouvent à Mar Nohra dont elle use occasionnellement l'amphithéâtre.

La position de ces différents acteurs vis-à-vis de la municipalité est clairement variée. On va de la position privilégiée de l'amicale des anciens de l'école des Frères qui est un des espaces de socialisation des notables du régime, à la position des autres acteurs associatifs avec qui elle engage des coopérations dans des domaines sectoriels, à la position d'associations issues de partis politiques avec qui la municipalité veille à garder ses distances.

⁷⁹⁷ Le parti est politiquement proche de la Syrie

5.3.4 Les acteurs économiques

La guerre bouleverse radicalement la situation économique à Furn AlChebbak. L'industrie disparaît. L'agriculture est en retrait et se concentre dans les parties de Tehwitat Al Nahr près de Nahr Beyrouth. Seul un grand propriétaire terrien y maintient l'activité agricole et vend ses produits sur le marché local⁷⁹⁸. Le commerce par contre se développe de façon phénoménale. Le souk sur la route de Damas devient une importante centralité commerciale. Les rues intérieures d'Aïn AlReméné ne sont pas en reste. Des dizaines de magasins ouvrent dans ce secteur, notamment après la guerre. D'importants centres commerciaux comme celui d'Abraj s'installent dans la commune. Les associations des commerçants des souks de Furn AlChebbak et d'Aïn AlReméné se mettent en place. Les deux associations ont pour mission de développer le commerce de ces souks. Toutefois, leurs rapports à la commune et à la municipalité sont très différents.

L'association des commerçants de Furn AlChebbak est fondée en 1977 par un groupe de commerçants qui cherchent à pallier aux manques qu'impose la guerre et d'assurer la sécurité de leur souk face au vol et aux exactions des miliciens. Le premier président de cette association – le président actuel de celle d'Aïn AlReméné – ainsi que nombre de commerçants sont des notables locaux de Furn AlChebbak. Ils mettent tout au long de ces années leurs réseaux au profit de l'amélioration de la condition du souk. En même temps l'association leur sert de tremplin pour la consolidation de leur notabilité locale.

Deux logiques contribuent à briser le lien entre l'association et le jeu notabiliaire local. En 1986, avec l'arrivée de Samir Geagea à la tête des Forces Libanaises un effort de centralisation de la part de la milice se met en place et tous les acteurs locaux qui sont jusque-là tolérés sont désormais exclus au profit des structures miliciennes. D'autre part, après la guerre, le souk ne fait que s'agrandir et attire de plus en plus des commerçants d'autres communes, mêmes lointaines pour s'y installer. L'association suit la logique et commence à compter de plus en plus de commerçants dont la majorité n'est pas de Furn AlChebbak.

Aujourd'hui le souk s'étend sur plus d'1,5 Km et inclut les centres commerciaux de Gharios et d'Abraj. Son association compte plus de 300 commerçants. L'association se focalise sur la décoration du Souk pour les fêtes. Elle organise des activités et des animations. Elle cherche toujours à mettre en place une journée piétonne, mais cela reste improbable vue l'importance de la rue de Damas dans la circulation métropolitaine. L'association entretient une bonne relation avec la municipalité axée sur les intérêts du souk. Elle est hors du jeu politique local à Furn AlChebbak. Son président même est un commerçant qui n'est ni originaire ni résident de cette commune⁷⁹⁹.

⁷⁹⁸ Entretien avec le vice-président de la municipalité – décembre 2009

⁷⁹⁹ Entretien avec le président de l'association des commerçants de Furn AlChebbak – décembre 2009

La situation de celle d'Aïn AlReméné est fort différente. L'association est dominée par la personne de son président qui marque ses orientations. En fait c'est à son initiative qu'elle est fondée en 1997. Il dit que l'idée de l'association lui est suggérée par le premier ministre Hariri dont il se rapproche à partir de 1996. Ce monsieur qui s'est retiré de la politique en 1986 après un différend avec le leader des Forces Libanaises revient à la politique locale dix ans plus tard avec le soutien du premier ministre et à la tête de cette association. En 1998, il est un acteur influent dans la formation de liste qui s'oppose à celle de Semaan.

Aujourd'hui il est toujours à la tête de l'association. Toutefois ses intérêts ne se bornent pas à la question des souks d'Aïn AlReméné. Il est très actif pour la fondation du regroupement des associations du Mont-Liban. En fait, il critique ouvertement le contrôle des commerçants de Beyrouth sur les choix de la Chambre du Commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Pour lui le but est de faire la scission où le Mont-Liban aurait sa propre chambre. Sa logique avouée est avant tout communautaire, il veut que les « chrétiens » contrôlent leurs souks et ne soient pas à la merci des choix des commerçants beyrouthins considérés comme « sunnites »⁸⁰⁰.

Pour cela il soutient la création de nouvelles associations de commerçants dans les régions « chrétiennes ». Il dit avoir contribué hors la fondation des associations de Furn AlChebbak et Aïn AlReméné à celles de Chiyah, Hadath et Hazmié. Et c'est pour cette raison qu'il refuse l'idée de l'union des deux associations de la commune de Furn AlChebbak.

Il est critique du régime municipal qu'il perçoit comme non suffisamment dynamique face aux défis de tout genre auxquels fait face la région. L'association se mobilise par deux fois pour faire pression sur la municipalité pour traiter la question des marchands ambulants et celle des parkings. Concernant les marchands ambulants, pratiquement tous des communautés musulmanes et de nationalités libanaises ou syriennes, l'association insiste sur leur interdiction d'accès à la commune car ils représentent une concurrence déloyale. Quant aux parkings, c'est un besoin urgent pour le développement du commerce notamment dans les quartiers d'Aïn AlReméné.

Concernant la question de l'agriculture, la municipalité est pour la pérennité de cette activité qui peut garantir le maintien d'espaces verts au nord de Furn AlChebbak. Pour cela – bien qu'elle a fait pression sur la direction générale de l'urbanisme pour hausser les coefficients d'occupation du sol dans certains de ces secteurs qui étaient agricoles dans le temps et qui connaissent un important mitage – elle refuse de hausser ces coefficients sur tout Tehwitat AlNahr et veut maintenir un zonage agricole. Actuellement des réflexions sur des alternatives pour organiser une urbanisation qui semble incontournable, pour ne pas perdre les espaces verts, est en cours au sein

⁸⁰⁰ Entretien avec le président de l'association des commerçants d'Aïn AlReméné – décembre 2009

de la municipalité et avec les principaux acteurs, dont le grand propriétaire terrien que la municipalité dit être un proche.

Ainsi la municipalité à la différence du cas de Chiyah entretient des relations froides avec les acteurs économiques. Ceci est surtout dû à l'absence d'un véritable projet de ville chez la municipalité,

5.3.5 Les acteurs internationaux

Comme dans le cas des deux autres municipalités, les acteurs internationaux sont présents dans la gouvernance urbaine de Furn AlChebbak. Ils contribuent au développement de l'action municipale par leur assistance financière et technique, et leurs réseaux.

Ainsi les fonds de la Banque Mondiale, comme on a dit plus haut, permettent à la municipalité de réaliser la partie majeure de ses infrastructures. Le PNUD, par contre, assiste la municipalité dans la mise en place de son bureau de jeunesse semblable à celui de Chiyah. Il contribue même au financement des salaires des employés du bureau pour la première année. Le même projet du PNUD est une occasion pour la municipalité pour s'ouvrir sur d'autres expériences et acteurs. Basé sur une approche de développement territorial influencée par l'école territorialiste italienne⁸⁰¹, le projet inclut des échanges d'expériences et des visites notamment avec des communes italiennes comme il vise de renforcer la coopération entre les communes adjacentes. C'est ainsi que les municipalités de Chiyah, Hadath et Furn AlChebbak adoptent un projet commun axé sur les thèmes de l'éducation et la jeunesse.

D'autres acteurs internationaux à travers leurs forums et leurs réseaux aident la municipalité de Furn AlChebbak à s'ouvrir sur de nouveaux acteurs. Celle-ci se trouve d'ailleurs à l'intersection de plusieurs réseaux : Elle est ainsi présente aux réunions organisées par l'Organisation des Villes Arabes⁸⁰², elle assiste à un colloque sur les municipalités à Montigny-Le-Bretonneux en France⁸⁰³ et participe à la délégation des municipalités libanaises qui visitent la municipalité de Téhéran⁸⁰⁴.

Comme dans le cas des deux autres municipalités, les acteurs internationaux n'influent pas sur le jeu politique local à Furn AlChebbak. Toutefois, ils peuvent influencer les agendas. C'est ainsi que la question de la jeunesse – bien qu'il faut avouer que dans le cas de Furn AlChebbak, elle est présente sur l'agenda de la municipalité, comme d'ailleurs celle de l'environnement et les autres questions sociales – se voit catapulte en 2008 comme la grande priorité du moment.

⁸⁰¹ Notamment les travaux d'Alberto Magnaghi et de Giancarlo Canzanelli. En fait, le PNUD a mis en place tout un programme appelé ART GOLD – articulating governance and local development – basé sur cette approche ; le projet de Furn AlChebbak est dans le cadre de ce programme

⁸⁰² publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004

⁸⁰³ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak sur 2004-2010 – Persévérance et participation pour un meilleur futur » - 2010

⁸⁰⁴ publication « Les réalisations de la municipalité de Furn AlChebbak – Fidélité... et Promesse » - 2004

5.3.6 Les municipalités environnantes

Le président Semaan est aussi le président de l'union des municipalités du Sahel du Matn Sud. L'union fondée en 2007 inclut les municipalités de Chiyah, Furn AlChebbak et Hazmié. Pour les responsables municipaux de Furn AlChebbak l'union devrait regrouper 15 à 16 municipalités du caza de Baabda. « Toute union municipale au Liban doit présenter une continuité territoriale d'une part et des caractéristiques proches – officiellement, nous entendons par caractéristiques les spécificités socioculturelles. Un élargissement vers la banlieue sud est impossible, vu qu'ils ont leur propre union et présentent une spécificité socioculturelle bien marquée. Par contre l'expansion se fera dans le sens de Hadath et Baabda en direction de Wadi Chahrour. L'élargissement a été retardé par la municipalité de Hadath mais nous pensons qu'il sera officialisé d'ici deux trois mois. Le principal gain de l'union est avant tout un plus grand espace de manœuvre et de pression sur les administrations centrales pour l'exécution de nos agendas respectifs. Vous savez la décentralisation est loin d'être une réalité au Liban et nous attendons le jour où elle sera appliquée, car c'est seulement via la décentralisation qu'un vrai développement local peut-être mis en place. »⁸⁰⁵

La municipalité de Furn AlChebbak est enthousiaste concernant cette union et compte dessus comme un levier qui aiderait toutes les municipalités à réaliser au mieux leurs projets et monter des coopérations fructueuses⁸⁰⁶. Elle publie même le texte du décret de fondation de l'union dans la publication bilan de 2010 en la considérant comme une réalisation historique. Comme c'est le cas pour les autres municipalités concernées, les positions de la municipalité de Furn AlChebbak varient entre le premier et le second mandat concernant l'union. En fait, comme le montre un article de 2003, le président Semaan est alors favorable à une union incluant la banlieue sud, et pense que cette union permettrait de développer des projets en commun et la voit comme imminente⁸⁰⁷. Les changements qui mènent à la formation de deux unions différentes ne trouble pourtant en rien les relations interpersonnelles entre les présidents de ces municipalités.

5.3.7 L'Etat central

Comme c'est le cas de la municipalité de Chiyah, la municipalité de Furn AlChebbak se considère proche de la présidence de la république. Comme on l'a déjà dit, ces régimes claniques – qui prennent le contrôle des municipalités dans la région de Baabda alors que les grands partis chrétiens sont hors-jeu – se disent « les gardiens de la présidence de la république » pour pallier

⁸⁰⁵ Entretien avec le directeur de l'administration municipale à Furn AlChebbak – septembre 2008

⁸⁰⁶ Entretien avec le vice-président de la municipalité de Furn AlChebbak – décembre 2009

⁸⁰⁷ Al-Liwaa – 26/02/2003

leur manque de légitimité politique. Nous ne reviendrons pas ici sur les logiques expliquant ce positionnement et qu'on a déjà présentée dans le cas de Chiyah.

La municipalité de Furn AlChebbak essaie d'afficher son soutien à la présidence de la république à tout moment. Ainsi on voit sur la première page des publications bilans de 2004 et 2010, des photos de pleine page des présidents Lahoud et Suleiman. En fait, la municipalité cherche moins à souligner son rapport au président lui-même et adopter ses positions politiques du président mais plutôt dire soutenir le poste de la présidence en tant que tel.

D'autre part, la municipalité dit avoir les meilleures relations avec le ministère de l'intérieur⁸⁰⁸. En fait, le poste de ministre depuis 1998 est toujours occupé par une personne proche du président de la république. C'est surtout le cas avec le ministre Michel AlMurr qui a d'excellentes relations avec la majorité des présidents de municipalités du Sahel du Matn Sud.

Si le régime n'a pas de relations privilégiées avec le premier ministre Hariri, il réussit en mobilisant des réseaux de notables locaux à s'ouvrir sur ce dernier. Ainsi après des réunions entre des représentants de la municipalité et des notables de la commune avec le premier ministre ce dernier use de son influence auprès du CDR pour inclure les communes de Furn AlChebbak et Chiyah dans le projet de réhabilitation des banlieues de Beyrouth⁸⁰⁹.

La municipalité de Furn AlChebbak bien qu'elle participe aux démarches de celles de Chiyah et d'autres municipalités de la région pour faire pression sur l'Etat central pour revendiquer leurs droits, elle n'affiche ni dans ses publications ni ses interventions dans la presse des critiques fortes de celui-ci. En fait elle se dit même satisfaite en gros des travaux de l'Etat dans sa commune. L'autoroute qui va de Hazmié à Achrafié et qui passe par Furn AlChebbak est prise par deux fois comme photo de couverture des publications bilans de 2004 et 2010.

En ceci elle diffère fortement avec la position d'« intermédiaire » du régime de Chiyah ou celle d'opposition frontale qu'adopte le régime de Ghobeiri. En fait, d'un côté les raisons de conflit avec les institutions centrales dans les deux autres communes se réduisent aux redevances d'EDL et des sociétés de télécoms, mais cela est une question qui touche l'ensemble des municipalités au Liban et sa solution ne peut se faire qu'à ce niveau. D'autre part, en absence d'un réel projet de ville, les enjeux sont beaucoup moins pesants et le régime de Furn AlChebbak préfère de régler ses mésententes en usant de ses relais politiques à l'intérieur de l'Etat.

D'autre part la municipalité est en excellentes relations avec les administrations relevant de l'Etat central installées à Furn AlChebbak, et elles sont nombreuses. Mais c'est surtout avec le bureau

⁸⁰⁸ Entretien avec le vice-président de la municipalité de Furn AlChebbak – décembre 2009

⁸⁰⁹ Manateq – 03/2003

des services de développement du ministère des affaires sociales ainsi qu'avec les écoles publiques locales qu'elle est le plus en collaboration.

En fait, comme beaucoup d'autres municipalités, celle de Furn AlChebbak cherche de sa relation avec les acteurs de l'Etat central à sécuriser des ressources dont elle a besoin, notamment en termes de projet et de financement. Or, hors le volet transport Furn AlChebbak ne présente pas un enjeu important pour le projet métropolitain envisagé par Hariri pour Beyrouth. Ainsi, pour s'assurer des financements qui contribuent au développement de sa commune, la municipalité essaie de s'imposer par le soutien de grands acteurs nationaux sur des projets de l'Etat central, à l'exemple du projet de réhabilitation des banlieues et celui du transport métropolitain. À la différence des municipalités de Ghobeiri et Chiyah, elle ne se retrouve pas en porte-à-faux ou en opposition aux projets de l'Etat central.

5.3.8 L'architecture du réseau du régime municipal de Furn AlChebbak (voir planche 15- 1. et 3.)

Le régime municipal de Furn AlChebbak est assez proche de celui de Chiyah. Toutefois, la distance qu'il garde par rapport aux différents acteurs de la commune ne lui permet pas de se prévaloir d'un réseau aussi solide que celui du régime de la commune voisine. A Chiyah la très forte complicité entre la paroisse maronite, l'association caritative et l'équipe municipale n'a pas son équivalent à Furn AlChebbak. Comme on a dit, le régime municipal de Furn AlChebbak insiste sur son « identité chrétienne », mais ne cherche pas à former une symbiose entre son action et celle des associations des paroisses maronites comme à Chiyah, ou comme le régime de Ghobeiri et les associations du Hezbollah.

En fait, le centre du régime n'a pas d'alliés ni de partenaires qui partagent sa vision et son projet de ville, mais des collaborateurs. Ces collaborateurs sont nombreux et regroupent pratiquement le gros des acteurs locaux et des acteurs internationaux qu'on a cités. Ces acteurs sont invités à certains moments à participer à son action en introduisant leur expertise et savoir faire. Comme il est toujours là pour encourager leur action que ce soit financièrement ou en la parrainant.

Certains acteurs locaux n'ont pas de liens directs avec la municipalité, ou ne cherchent pas forcément à l'inclure dans leur travail, développant leur action de façon autonome. C'est le cas notamment de certaines associations agissant dans le secteur de la santé comme l'association du dispensaire social Elie Hobeika.

Enfin il y a les acteurs qui se trouvent dans une logique d'opposition à la municipalité. C'est le cas de l'association des commerçants d'Ain AlRéméné. Cette opposition vient en fait comme on a dit couvrir une opposition politique entre différents réseaux de notables locaux.

Concernant la relation à l'Etat central, la situation du régime municipal de Furn AlChebbak est assez proche de celle de Chiyah. La relation privilégiée avec la présidence de la république ainsi qu'avec le ministre AlMurr et son réseau politique est au centre de leurs rapports à l'Etat central pour tout ce qui touche aux sujets politiques, comme à l'accès aux ressources de l'Etat. Et comme Chiyah et Ghobeiri, mais de façon beaucoup plus feutrée et moins ouverte, le régime critique l'inefficacité de l'Etat central sur nombre de questions.

5.4 Les limitations du réseau du régime municipal de Furn AlChebbak et les défis de sa stabilisation

Une principale limitation marque le réseau du régime municipal de Furn AlChebbak. L'architecture du réseau du régime avec un centre formé de notables sans alliés et partenaires parmi les autres acteurs locaux – seulement des collaborateurs occasionnels – met ce régime dans une situation où il lui est très difficile de porter un vrai projet territorial pour la commune.

En fait les différents acteurs agissent suivant différentes territorialités à Furn AlChebbak. C'est notamment le cas des acteurs économiques qui se concentrent sur leur propre échelle territoriale qui n'est pas forcément celle de la commune. C'est le cas de l'association des commerçants du souk qui ne semble concernée que par les questions de ce souk. C'est aussi le cas des grands propriétaires terriens à Tohwitat AlNahr qui ne cherchent qu'à mettre en valeur leurs terrains en essayant de bénéficier d'une situation propice. L'association des commerçants d'Aïn AIRéméné semble aussi sur une autre longueur d'onde, avec un président qui réfléchit en termes de « territoire chrétien » au niveau de l'agglomération. Il est plus motivé par des questions qui selon lui « renforcent la présence chrétienne » comme le projet de chambre commerciale du Mont-Liban qui serait dominé par les chrétiens. Pour ce dernier acteur, comme pour d'autres acteurs locaux, le Furn AlChebbak n'est perçu – comme Aïn AIRéméné de Chiyah qu'ils considèrent d'ailleurs comme faisant un avec Furn AlChebbak – que comme une sorte de bastion « chrétien » à protéger près de la « frontière » avec la Dahia.

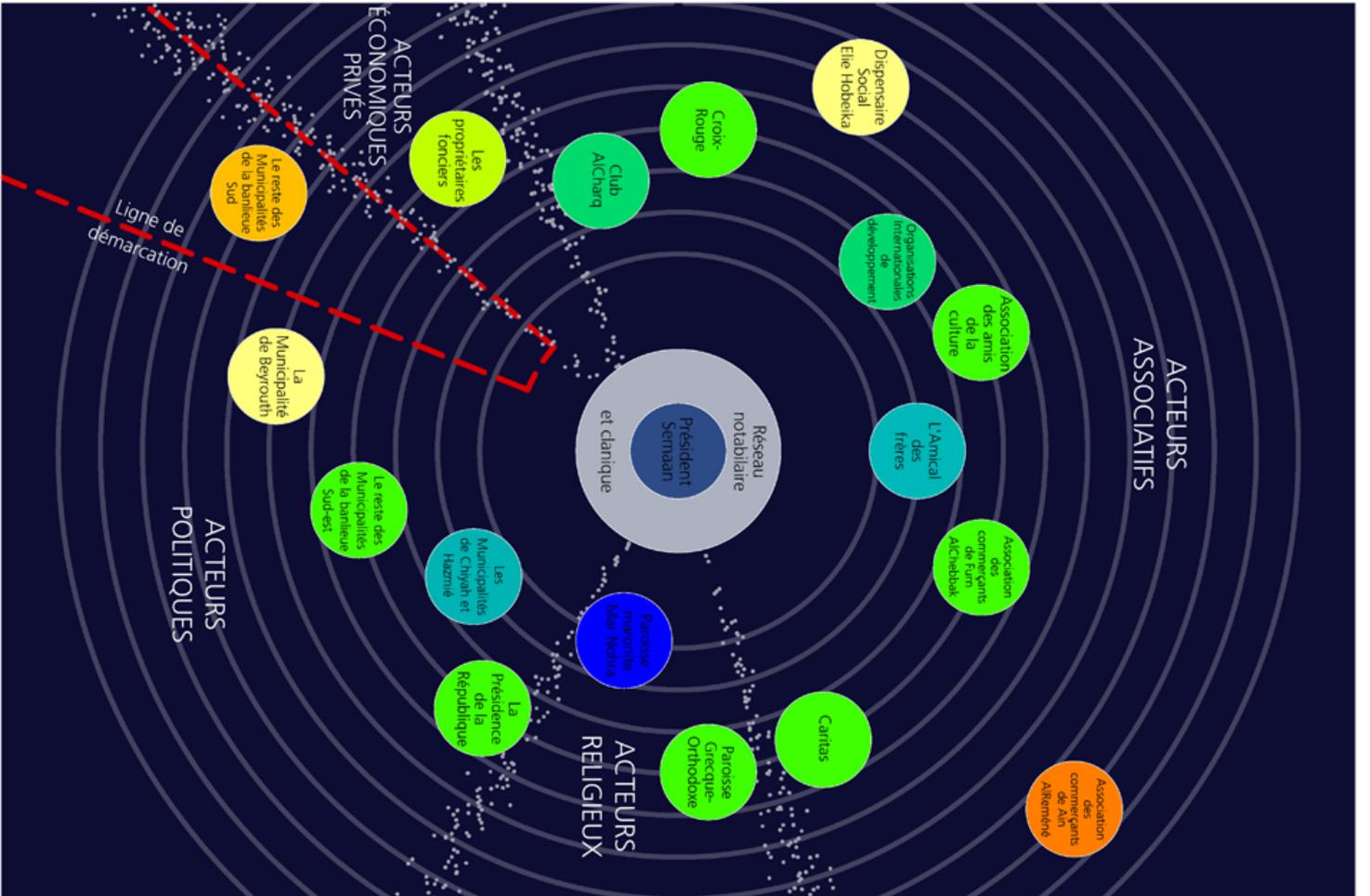
Le régime n'arrive pas à faire émerger le périmètre municipal de la commune de Furn AlChebbak comme une territorialité convergente avec un projet territorial crédible pour les autres acteurs qui pourraient y contribuer comme c'est le cas à Chiyah. Son projet de ville est fortement affecté par cette question et son discours paraît vouloir éviter de traiter de questions spatiales en se repliant sur des éléments plus en rapport avec le social. Son action même n'affecte que de façon très tangentielle les interdépendances territoriales à Furn AlChebbak.

En fait, on a cherché à voir à travers notre travail de terrain si ceci est la conséquence de choix au niveau du leadership du régime dans un effort de stabilisation interne de celui-ci. Le changement du nom de la municipalité comme le nouveau logo nous ont confortés sur cette voie, surtout car, comme on a dit, les clans familiaux et les notables sont élus au conseil municipal en respect d'une

entente répartissant les sièges sous la forme d'un équilibre entre les trois localités. Ainsi, même au cœur du régime, la pertinence territoriale de ces trois localités est plus évidente chez les notables même du régime qu'une référence à un territoire communal englobant les trois localités. En fait, ces localités sont toujours perçues et abordées par les notables des clans familiaux comme les épicentres de réseaux sociaux tournant autour de ces clans, même si une bonne partie des individus de ces derniers ne vivent plus dans ces localités.

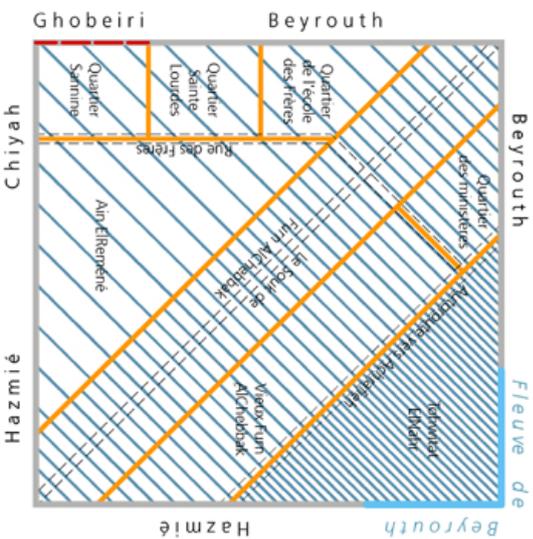
Dans nos entretiens, certains de nos interlocuteurs ont rejoint le sens de cette réflexion, en affirmant que les logiques d'équilibres claniques et notabilaires sont toujours à l'œuvre lors de la formation des listes électorales à Furn AlChebbak. Toutefois, il nous a été impossible de connaître la vraie nature de ces équilibres et les enjeux qu'ils impliquent.

Planche 15 - Le régime municipal de Furn AIChebbak

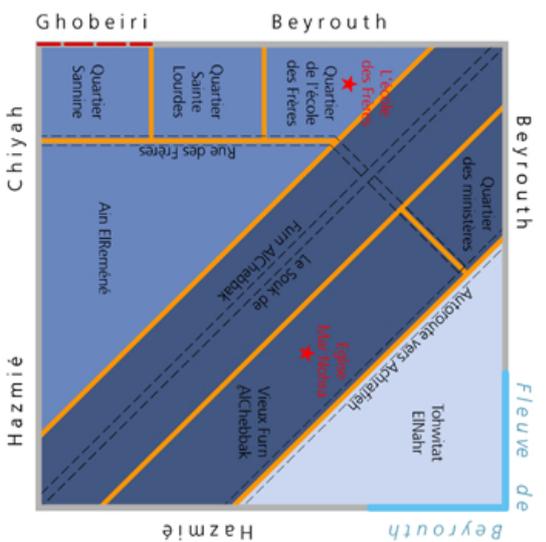


1. La structure du régime de Furn AIChebbak

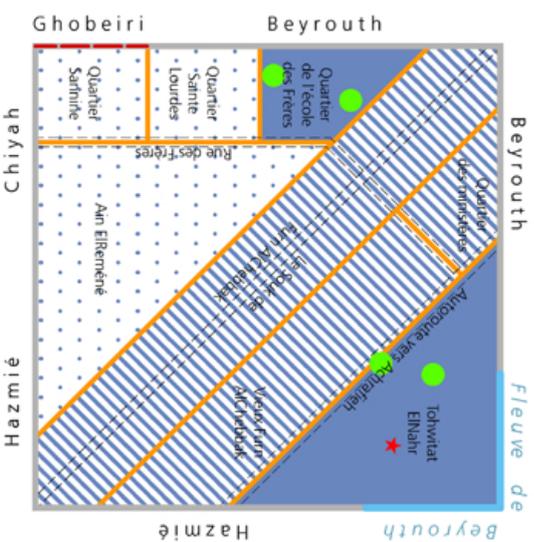
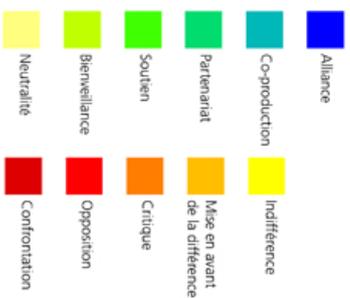
2. La carte mentale du régime



3. Implantation du régime



4. Implantation des projets



6 La construction du « local » entre gouvernances municipales et différenciations sociospatiales

Une des questions qui guident la réflexion de ce chapitre est notamment la question du « retour du local » avec le retour des municipalités. Comment se définit l'espace politique local par rapport au national et quels genres de territorialités introduit-il ? En d'autres termes, les régimes municipaux en construisant leurs propres territorialités au niveau communal remettent-ils en question les logiques territoriales imposées par les projets de territorialisations communautaires issues de la guerre – et toujours en œuvre – et par le projet de reconstruction et de métropolisation du premier ministre Hariri ?

Un travail de mémoire recherche⁸¹⁰ antérieur sur la municipalité de Chiyah que nous avons fait en 2006 nous avait suggéré que la réponse serait plutôt positive. En fait, avant la guerre de 2006, le projet de centralité autour de Mar Mekhael à Chiyah était déjà porté par le régime municipal, bien qu'avec moins d'intérêt. D'autre part le projet d'union des municipalités du Sahel AlMatn AlJanoubi allait aussi dans ce sens. Nous pensons que si les municipalités ne représentent certainement pas de contre-pouvoirs face aux acteurs de la sphère politique centrale, elles perturbent néanmoins leurs constructions territoriales imposées par le haut. Nous pensons aujourd'hui que les choses bien plus complexes.

En fait, comme nous avons pu le voir dans le chapitre V, les constructions territoriales communautaires comme étatiques ne sont pas clairement arrêtées. Bien sûr elles portent des lignes maîtresses majeures. Dans le cas des constructions territoriales communautaires, c'est d'une part le maintien de la démarcation avec les autres territoires communautaires et le contrôle de l'espace public à l'intérieur du territoire en question. Dans le projet de métropolisation d'Hariri, la place centrale du centre-ville et des infrastructures routières est à la base de la nouvelle architecture territoriale qu'il propose à l'agglomération beyrouthine. Toutefois, les constructions communautaires manquent de viabilité économique d'une part et de capacité de contrôle totalitaire – dont elles bénéficiaient pendant la guerre – pour maîtriser tous les espaces publics en période de paix. Le projet de métropolisation d'Hariri manque de vision pour le futur des autres espaces de la ville (hors le centre-ville, LINORD et Elyssar) et de légitimité politique auprès des populations et des acteurs locaux de ces quartiers qui contestent son approche unilatérale et souvent son projet même.

Dans l'après-guerre que se soit Hariri ou des grands acteurs communautaires comme le Hezbollah ne manquent de réarticuler en fonction des contingences du terrain, des objectifs qui sont en rapport à des dynamiques économiques, sociales et politiques supranationales ou locales.

⁸¹⁰ « Politiques municipales et territorialisations communautaires, le cas de Chiyah », mémoire de recherche pour un master en urbanisme à l'université libanaise, 2006

1998 marque un tournant dans cette dynamique avec l'introduction des régimes municipaux comme nouveaux acteurs sur la scène politique.

Nous pensons à partir des cas étudiés que la construction de cette dimension territoriale « locale » à partir de l'échelle municipale et autour des périmètres communaux est loin d'être une construction pertinente. En fait, entre le « local » politique et le « local » territorial la translation n'est pas évidente.

Le retour des municipalités en 1998, rend certainement pertinent l'espace politique local puisqu'il offre aux acteurs locaux un espace de représentation, d'organisation et de gouvernance. L'émergence des régimes municipaux, la complexité de leurs réseaux et l'inscription des différents acteurs locaux dans des rapports différenciés à ces réseaux, comme on a vu dans les trois cas présentés, souligne cette pertinence et le degré de mobilisation qui s'en suit. Toutefois, ce n'est pas le cas des périmètres communaux. Comme on a vu dans le chapitre précédent, même avant la guerre, beaucoup de ces périmètres ne représentent plus une seule entité territoriale mais plusieurs. En 1998, ces communes affichent un grand éclatement en entités sociospatiales différentes inscrites dans des réseaux économiques et politiques. Ainsi le territoire « local » communal est loin d'être une réalité existante.

Toutefois, le fait même que les municipalités soient en charge d'un périmètre communal bien défini leur impose de penser ce périmètre et ses problèmes sociospatiaux, voir le penser en territoire. C'est cette contrainte qui en quelque sorte pousse le régime municipal à s'engager d'un côté dans une construction de l'« identité » de sa commune de l'autre à avancer un projet de ville. La première a pour but de donner de la pertinence à ce périmètre communal et à la place du régime dans cette commune. La seconde doit inviter les différents acteurs à participer ou à soutenir des actions qui puissent aligner valeurs du régime et réalités sociospatiales dans ce périmètre communal.

Les régimes municipaux doivent faire face aux manques de moyens à leur disposition et surtout au fait que les outils leur permettant d'agir sur le territoire sont largement des prérogatives de l'Etat central – la direction générale de l'urbanisme, les établissements publics et différents ministères. Ceci représente en effet un défi de taille. Toutefois, ils réussissent de façon sporadique à se doter des différents outils dont ils ont besoin pour agir. Les outils que chaque municipalité choisit et la façon dont elle l'utilise sont assez révélateurs à notre avis de la spécificité de la situation de chacune et souligne une certaine divergence entre ces municipalités par rapport à l'enjeu essentiel de construction de territoire municipal.

6.1 Une différence d'outils révélatrice

Tableau I - Outils d'urbanisme et d'aménagement du territoire des trois municipalités

	Equipements	Réseaux	Foncier	Planification	Règlementation	Participation / Communication
Chiyah	<ul style="list-style-type: none"> - Administration municipale - Equipement socio-culturel - Equipements sportifs - Jardins publics 	<ul style="list-style-type: none"> - Voiries (entretien) - Egoûtage et adduction eau (entretien et création) - Eclairage 	<ul style="list-style-type: none"> - Achat de terrains pour projets - Recours à des investisseurs privés proches du régime pour achat de terrains mis sur le marché pour contraindre « l'étalement chite » 	<ul style="list-style-type: none"> - Projet stratégique au cœur du projet de ville du régime pour la construction d'une centralité à Mar Mekhael. (Projet abandonné) 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement des COS (avenues Michel Zakour et Camille Chamoun) - Réglementations architecturales (avenues Michel Zakour et Camille Chamoun) - Réglementations (concentration commerces et ateliers salissants) 	<ul style="list-style-type: none"> - Revues municipales - Rencontre annuelle avec la population - Brochures et posters - Streamers et banderoles - Site Internet
Ghobeiri	<ul style="list-style-type: none"> - Administration municipale - Equipements scolaires - Equipement culturel - Equipement sportifs - Equipements pour défense civile - Jardins publics - Bâtiment parkings (projet abandonné) 	<ul style="list-style-type: none"> - Forage de puits et adduction eau (quartier dans zone Elyssar) - Grand ouvrage pour égouttage (quartier dans zone Elyssar) - Tri des déchets (quartier dans zone Elyssar) - Ponts piétons - Voiries (entretien) - Egoûtage et adduction eau (entretien et création) - Eclairage 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de création d'une réserve foncière pour la municipalité - Mobilisation pour récupérer des terrains appartenant au domaine municipal 			<ul style="list-style-type: none"> - Publication de revues municipales - Brochures et posters - Streamers et banderoles pour invitations - Présentations publiques - Site Internet
Furn AlChebbak	<ul style="list-style-type: none"> - Equipement sportif - Jardins publics 	<ul style="list-style-type: none"> - Voiries (entretien) - Egoûtage et adduction eau (entretien et création) - Eclairage - Equipe technique municipale d'intervention en cas de problèmes sur les réseaux de services 		<ul style="list-style-type: none"> - Modifications du schéma directeur du côté de Tabwat AlNahr. 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement COS (Tabwat AlNahr) - Réglementations (parkings sur tout terrain vide près d souk ou Ain AlRemene) 	<ul style="list-style-type: none"> - Publication de bilans des travaux chaque six ans - Rencontre annuelle avec la population - 50 tableaux d'affichages dans toutes les rucs de la commune - Brochures et posters - Streamers et banderoles

Dans le tableau précédent, nous choisissons de rapporter de façon circoncepte les principales actions des trois municipalités en les classant selon l'éventail des outils classiques de l'aménagement du territoire, en allant des plus concrets aux plus abstraits. Il est clair à première vue que ce tableau ne paraît pas équilibré entre ses différentes cases. C'est que les différentes municipalités privilégient différents outils qui sont en phase avec leurs ressources, leurs objectifs et leurs façons d'opérer.

Si les trois municipalités cherchent à créer des équipements, les logiques derrière ces projets nous semblent différentes. Furn AlChebbak qui mobilise le moins cet outil, est dans une situation différente que Chiyah et Ghobeiri. Les régimes des deux dernières ont de grandes ambitions pour leurs communes et cherchent à y fonder des projets de ville audacieux. Pour cela ils veulent marquer aussi bien le paysage que les esprits. Les équipements, notamment les jardins publics et les infrastructures sportives et culturelles (grands théâtres...) sont un outil efficace. Ceci assure à ces régimes une certaine légitimité auprès de la population résidente et sert à l'« enrôler »⁸¹¹ dans leurs projets de ville.

Ce n'est pas le cas du régime de Furn AlChebbak qui lui n'affiche pas de hautes ambitions ni un projet de ville clairement défini. Par suite il ne cherche pas un même « enrôlement » de sa population résidente. Tout au contraire, sa base électorale étant faite d'un équilibre entre clans « ahalis », c'est surtout cette base qu'il veut satisfaire. C'est d'ailleurs ainsi que certains de nos interlocuteurs expliquent la concentration des services et des équipements du côté de Tohwitat AlNahr, où il paraît qu'une bonne partie de la population est aussi électrice.

Si on trouve la même logique en gros dominant à Ghobeiri et Chiyah concernant les équipements, il y a toutefois une différence majeure. Le régime de Ghobeiri vise à faire valoir un modèle qu'il veut une démonstration de la capacité du Hezbollah à gouverner. Pour cela il lui importe de prendre en charge des situations difficiles et surtout souligner qu'il est capable de s'attaquer aux grands problèmes. C'est ainsi que se comprend sa politique de création d'écoles. Comme on a déjà dit, malgré ses 61 écoles, Ghobeiri a un besoin important en structures éducatives. Les deux grands complexes éducatifs que la municipalité construit à Ghobeiri et qui absorbent plus de 2000 places (1200 filles et 800 garçons) sont une façon de pallier rapidement à cette pénurie.

C'est dans le même sens qu'il faut comprendre les projets d'infrastructures d'eau, d'électricité, d'égouts et de tri des déchets solides dans les quartiers irréguliers les plus en difficulté dans le périmètre d'Elyssar. En fait, le rôle des infrastructures est assez proche de celui des équipements pour les régimes. À Chiyah, le régime veut assurer une nouvelle image de la commune qui puisse contrer les stigmates de la guerre. La priorité est ainsi pour les voiries, les trottoirs, l'éclairage et le mobilier urbain. À Furn AlChebbak, la municipalité met en place une équipe technique pour

⁸¹¹ Dans le sens que Callon (1986) donne à ce mot

répondre promptement aux problèmes sur les réseaux des services de l'Etat. En absence de projet de ville, l'action municipale devient plutôt réaction municipale.

D'autre part, la politique de création de réserves foncières semble être la stratégie la plus brillante du régime de Ghobeiri. En fait, le régime en mariant maîtrise du foncier et appel à financement de donateurs internationaux réussit un montage efficace qui lui permet en un temps record de multiplier les projets. Cette politique s'accorde bien avec la structure du régime à Ghobeiri qui se base exclusivement sur le Hezbollah et ses associations. Effectivement, le Hezbollah ne cherche pas à afficher des schémas directeurs ou des projets d'ensemble, qu'il devrait discuter avec d'autres acteurs, notamment l'Etat central. Le montage qu'il a mis en place peut le dédouaner de tout besoin pour d'autres acteurs pour le développement de ses projets. Ainsi il reste maître de ses choix et de l'organisation de son action. Sans programme affiché, il prend ses décisions seul, exclusivement en interne entre les acteurs au centre du régime.

Ce n'est pas le cas de Chiyah. À Chiyah non plus le régime ne cherche pas à élaborer un schéma directeur officiel qui reprend son projet de ville. En fait comme dans le cas de Ghobeiri, il n'en a pas besoin. Les principaux acteurs qui peuvent contribuer au projet lui sont déjà acquis et membres au centre du régime (comme la paroisse maronite, les clans familiaux traditionnels et l'association des commerçants de Karm ALZaytoun), ou des partenaires solides aux ressources desquels le régime a déjà accès (l'association des commerçants de souk Mouawad et les réseaux du ministre Murr ou du président Lahoud au sein de l'Etat). Toutefois, à la différence de Ghobeiri, la multiplicité des acteurs au sein du régime à Chiyah impose qu'il rende son projet de ville public et clairement défini dès le début, comme il le fait dans le programme électoral de 1998.

Ce n'est que plus tard avec la crise de son projet de ville, et la recherche d'une autre alternative – qui se développe autour des boulevards Chamoun et Zakour ainsi que les nouveaux espaces à l'est d'Ain AlReméné – que le régime commence à penser aux questions de COS ainsi qu'aux réglementations architecturales sur les boulevards. Effectivement pour réussir son nouveau pari et attirer d'importants investisseurs non-membres du régime et les encourager à construire des centres de bureaux ou des centres commerciaux sur ces boulevards, il faut qu'il puisse assurer une visibilité de ses intentions. C'est ce que permettent ces réglementations. Les COS qui les accompagnent servent à garantir par la loi le sérieux de l'initiative et sa pérennité.

Le cas de Furn AlChebbak s'éloigne sensiblement des deux autres. Le régime semble très impliqué par la mise en place de schémas directeurs et surtout par les coefficients d'exploitation. En même temps il manque sévèrement de toute réserve foncière et ne cherche pas à en développer. En fait, le régime de Furn AlChebbak est fait de clans « ahali » pour qui la propriété foncière et immobilière est un enjeu important – surtout du côté de Tohwitat AlNahr où l'urbanisation semble se concentrer (voir Chapitre V- 8.2.1). En même temps d'autres acteurs sont concernés par Tohwitat AlNahr et son futur. On compte des investisseurs mais aussi

l'établissement public des Trasports Publics et Chemins de Fer qui est un des principaux propriétaires fonciers à Tohwitat AlNahr. Si le régime comprend la majorité des clans « ahali » de Furn AlChebbak il lui manque l'accès aux autres acteurs. Pour cela les outils de planification et de réglementation sont essentiels. Ils peuvent servir de deux façons. Ils permettent d'afficher clairement la position du régime pour que divers acteurs – notamment les investisseurs – sachent à quoi s'en tenir. Ils permettent aussi de présenter une base de négociation entre les différents acteurs intéressés⁸¹².

Quant à la question de la réserve foncière, elle n'est pas vraiment nécessaire pour remplir cet objectif. Un nombre de notables du régime sont déjà parmi les principaux propriétaires fonciers dans cette zone. L'acquisition par la municipalité de terrains avant la mise en place d'un schéma directeur clarifiant les intentions de la municipalité ne peut que mettre le marché foncier de Tohwitat AlNahr aussi bien que le régime lui-même sous tension. D'autre part, le régime conçoit la municipalité comme un facilitateur, un médiateur qui peut faire converger les intérêts privés de ses membres et avec les autres acteurs, mais aucunement comme un acteur entrepreneur. La constitution de réserves foncières sert surtout dans le second cas comme le prouve l'exemple de Ghobeiri.

Nous avons choisi de mettre la participation et la communication parmi les outils de l'urbanisme de ces municipalités par ce qu'elles les affichent haut et fort comme d'importants outils de gouvernance. Nous ne reviendrons pas ici sur les différents éléments qu'on a déjà traités au cœur du chapitre. Nous nous contentons de souligner que la participation contribue à la visibilité des municipalités et de de l'action municipale, cependant, elle se réduit paradoxalement dans les trois cas à l'information.

Les autres formes de participation – notamment à la prise de décision – ne sont accessibles qu'aux membres du régime. Ceci semble nous mettre dans les pas de Stone (2005) où il souligne que la participation d'un groupe ne peut être réelle qu'à travers son appartenance au régime gouvernant. Pour cela il défend le développement par les ONGs et l'Etat central des capacités et des ressources des groupes les plus défavorisés pour qu'ils puissent se faire valoir et par suite intégrer les régimes. En fait, les régimes n'ont pas une tendance naturelle à l'inclusion et la participation, tout au contraire. Nous reviendrons dans la conclusion sur cette question.

Malgré toute l'ingéniosité dont font preuve les régimes municipaux dans le développement de nouveaux outils d'action qui leur permettent une plus grande emprise sur leur territoire, il semble clairement qu'ils font face à de sérieuses limitations comme partout ailleurs.

⁸¹² Le schéma directeur et les COS actuels sont actuellement l'objet de négociations entre les tenants du régime et un grand propriétaire foncier qui propose un grand projet urbain pour restructurer toute la plaine et la transformer en zone de tours, d'équipements et de grands centres commerciaux.

6.2 L'architecture des régimes

Dans les cas que nous avons étudiés nous avons repéré deux genres de régimes municipaux : le régime notabiliaire et clanique à Furn AlChebbak et Chiyah et le régime partisan idéologique à Ghobeiri. En fait les deux genres de régimes montrent des limitations face à leur capacité à intégrer les différentes entités sociospatiales de leurs périmètres communaux ou à conserver leur autonomie par rapport aux constructions territoriales communautaires.

Dans le cas de Furn AlChebbak, le régime notabiliaire est face au défi d'aller au-delà des conventions et des traditions politiques locales instaurant des équilibres entre les clans et les localités historiques formant la commune. Son identification notabiliaire et clanique et son choix de mobiliser ces référents, pour s'assurer le soutien d'importants acteurs mobilisateurs lors des élections de « clés » électoraux et d'associations de clans familiaux, limite sa marge de manœuvre. En fait, ces acteurs insistent sur les traditions politiques anciennes car elles leur donnent leur sens politique et représentent des garanties dans des accords de soutien informels. Bien sûr, le fait que la géographie électorale au Liban soit différente de la géographie de résidence renforce ce phénomène. Les « clés » électoraux comme les associations de familles investissent dans des rapports interpersonnels non géographiques, mais plus ou moins facilement mobilisables, dans des logiques d'entraide et lors d'événements clés comme les élections municipales. Il s'ensuit une logique d'équilibre et de prudence pour ne pas léser les intérêts des clans familiaux ou des notables concernés. Ceci impose au régime dès sa mise en place des limitations dans la capacité en matière d'actions pour restructurer le territoire communal. C'est le prix de la stabilisation d'un tel régime.

Dans le cas de Chiyah, bien que le régime réussit à avoir un soutien écrasant des clans familiaux et des notables « ahalis » et bien qu'il bénéficie d'un grand nombre d'alliés et de partenaires qui partagent son projet de ville, il n'arrive pas à matérialiser ses ambitions notamment en termes territoriaux. Bien sûr le fait que Chiyah se trouve sur la ligne de démarcation rend sa situation particulièrement difficile. Toutefois, nous pensons que c'est des limitations intrinsèques au réseau du régime municipal de Chiyah sont déterminants par rapport à sa capacité d'action et de manœuvre.

Le régime de Chiyah bénéficie d'un très riche réseau d'acteurs partageant les mêmes valeurs, de riches ressources (savoir-faire, argent...) et surtout un respect et une confiance mutuels. C'est ce qu'il lui a permis de concevoir un projet de ville élaboré et de mettre en place un grand nombre d'actions en un laps de temps relativement court. Toutefois, ceci semble lui manquer sévèrement concernant les acteurs de Chiyah Ouest. Il n'arrive à toucher que des acteurs sectoriaux et qui

n'ont qu'un poids périphérique sur la vie des quartiers de Chiyah Ouest, comme l'association des commerçants de souk Mouawad⁸¹³.

D'autre part, le fait que le régime est basé sur une organisation informelle de notables issus de clans « ahalis » lui limite l'accès à la population résidente à Ain AlReméné. C'est seulement à travers les associations et les paroisses qu'il accède à la grande majorité de celle-ci. Contrairement aux partis communautaires chrétiens qui eux bénéficient d'organisations hiérarchiques développées à Ain AlReméné. S'ils ont de nombreux membres aux seins des associations et des paroisses, ils accèdent aussi par leurs propres moyens à la population et la mobilisent. Le choix d'une forme de neutralité par rapport aux partis chrétiens et l'incapacité de former une organisation indépendante de ceux-ci contraignent fortement les capacités d'action de ce régime municipal. Suite à la crise de son projet de ville et devant le danger de se retrouver débordé par la surenchère communautaire, le régime ne peut que se présenter comme le fer de lance de la défense des « intérêts communautaires chrétiens » devant « l'étalement chiite » afin de conserver sa stabilité interne.

Dans le cas de Ghobeiri, l'ancrage du régime sur un conseil municipal soutenu par le Hezbollah et ses différentes associations, rend celui-ci incapable de présenter une territorialité communale indépendante de la construction territoriale du Hezbollah dans la banlieue sud. Et comme on a dit, ceci est une des principales limitations devant la construction d'une union des municipalités du Sahel AlMatn AlJanoubi qui semble moins opérante que celle de la banlieue sud aux yeux du parti.

6.3 La question économique

La question économique représente une seconde limitation.

Seul le régime de Chiyah choisit de s'exprimer sur ce terrain en avançant un projet de ville qui prend en considération cette question, et qui même propose une série d'actions pour faire émerger dans cette commune une importante centralité économique au niveau de l'agglomération.

La crise et la réorientation du projet de ville de Chiyah semble conforter cette idée que les régimes municipaux ne semblent pas en mesure d'introduire de nouvelles dynamiques économiques au niveau de leur commune, qui puissent faire coordonner le développement de leurs différentes entités sociospatiales.

⁸¹³ La différenciation qu'offre Coleman (1994) entre ce qu'il appelle le « bonding social capital » et le « bridging social capital » est bien applicable dans ce cas.

En fait, dans une économie fortement tertiairisée comme celle de Beyrouth et devant l'éclatement spatial des activités et des centralités économiques et même leur « dilution » spatiale au sein des quartiers, il est très difficile pour les municipalités d'engager des politiques économiques territoriales claires. Faire émerger des centralités économiques dans ce contexte est au-dessus des capacités des acteurs des régimes municipaux. Les acteurs économiques à Beyrouth, comme on a dit dans le chapitre V, investissent et travaillent aujourd'hui dans des secteurs économiques éparpillés dans toute l'agglomération. La raison d'être d'un investissement est largement dominée par les logiques de profits qui ne sont que rarement en rapport avec des logiques territoriales.

Même les structures économiques les plus organisées dans ces banlieues, comme les associations des souks, semblent des corps assez faibles et ne s'inscrivent que dans des logiques propres au souk stricto sensu et non dans le rapport de celui-ci au reste de la commune. Leur activité se centre sur des petites manifestations festives pour renforcer l'attractivité du souk. Même lorsqu'une réflexion plus large sur le rapport entre le souk et la commune prend cours – notamment dans les cas où le président du souk est lui-même un notable actif du régime municipal comme c'est le cas avec les deux premiers présidents de l'association des commerçants de Karm AlZeitoun – celle-ci retrouve rarement des implications concrètes.

Toutefois, la coordination entre les activités, les ressources et les acteurs reste un des attributs centraux de toute construction territoriale (Pecqueur, 2001). Son absence, chez ces régimes, par manque de vision ou de moyens, ne peut que compromettre leur capacité à faire converger leurs différentes entités sociospatiales.

Aux carences des régimes municipaux et à leur incapacité à porter des projets économiques viables s'ajoute l'absence de stratégie étatique en ce domaine. Avec la crise du projet d'Hariri, aucun autre projet politique ou économique n'est envisagé par les instances centrales pour l'agglomération beyrouthine et plus particulièrement pour ces banlieues.

Devant cette situation qui n'est pas propre aux trois municipalités qu'on étudie mais touche pratiquement toutes les municipalités au Liban, le niveau de l'intercommunalité – notamment celui des unions municipales – commence à susciter de l'intérêt. Sous l'impulsion d'institutions internationales ainsi qu'à travers la multiplication des coopérations décentralisées, on voit se multiplier les plans de développement stratégique chez beaucoup d'unions municipales.

Ainsi dans les cinq dernières années, que ce soit sous les thématiques de l'industrie agro-alimentaire, de l'éco-tourisme ou du tourisme culturel beaucoup d'unions municipales sont en train de développer en partenariat avec des acteurs internationaux des projets territoriaux qui visent à faire évoluer l'économie locale vers des schémas plus durable tout en créant de l'emploi et de la cohésion territoriale.

Les unions municipales sont un contexte nouveau dans l'agglomération beyrouthine. Bien sûr l'union des municipalités du Matn nord existe depuis 1979. Cette union comprend bien la banlieue est et nord mais aussi une quarantaine de municipalités de la montagne, dont certaines pour des localités de la haute montagne. Ainsi cette dernière ne s'est jamais présentée comme concernée par les enjeux urbains ou comme partie intégrante de l'agglomération beyrouthine. Tout au contraire, créée par Amine Gemayel pour renforcer son fief des Phalangistes dans le Matn, et plus tard reprise par le député et ministre du Matn Michel AlMurr qui la contrôle toujours via la présidence tenue par sa fille, cette union s'est toujours perçue comme propre au Mont-Liban et les politiques intérieures au Matn, en rupture totale avec l'agglomération beyrouthine.

Au Sahel, bien que le projet de l'union municipale du Sahel AlMatn AlJanoubi est sur la table depuis 1998, ce n'est qu'en 2007 qu'on voit apparaître l'union des municipalités de la banlieue sud et deux ans plus tard celle – bien que beaucoup plus réduite que le projet initial – du Sahel AlMatn AlJanoubi.

6.4 Unions municipales et perspectives d'avenir

Nous pensons que les douze ans – où les régimes municipaux de ces trois municipalités essaient de mettre en place leur projet de ville défini en 1998 – représentent une parenthèse qui semble se refermer. Aujourd'hui, les projets de ville des trois régimes municipaux sont profondément repensés à la lumière de nouveaux contextes.

A Chiyah, par exemple, les changements qui affectent la structure du conseil municipal, notamment l'inclusion de représentants des différents partis chrétiens, vont sans doute contribuer à redéfinir le projet de ville en renforçant le repli sur Ain AlRéméné.

A Furn AlChebbak, la place grandissante de l'enjeu que représente la plaine de Tohwitat AlNahr pour le futur de la commune – et le nombre de propositions et de projets portés par différents acteurs qui se développent autour d'elle – vont certainement pousser le régime à des positions plus tranchées et proactives où le rôle de médiateur de la municipalité serait certainement à revoir.

A Ghobeiri, notamment après la guerre de 2006 et le choix du Hezbollah de s'engager pour la première fois en une grande opération urbanistique Waed (Fawaz M, 2009 ; Hilal, 2008) on passe d'une position d'opportunisme et de réactivité dans la mise en œuvre des actions municipales vers le besoin de clarifier des projets territoriaux qui puissent s'articuler avec la nouvelle démarche du Hezbollah urbaniste et ses projets territoriaux dans la banlieue sud.

Toutefois, c'est la mise en place des deux unions municipales dans la banlieue sud et dans la banlieue sud-est qui constitue le grand changement de situation qui s'impose sur les régimes municipaux et leurs constructions territoriales communales.

Il serait facile de lire dans la mise en place des deux unions à la place de l'union du Sahel AlMatn AlJanoubi une conséquence de la polarisation communautaire. S'il est indéniable que l'altérité communautaire est une raison de taille, elle est loin de présenter la seule explication. En fait, d'autres facteurs entrent en jeu. Le plus important à nos yeux est la divergence des cycles temporels entre Ghobeiri et les autres municipalités de la banlieue sud d'une part et ceux de Chiyah, Furn AlChebbak et le reste des municipalités de la banlieue sud-est de l'autre.

Ghobeiri comme les autres municipalités de la banlieue sud font face à des besoins pressants de grande envergure. Il y a la question de la très grande pénurie d'infrastructures et équipements, surtout dans les quartiers irréguliers, mais aussi il y a le grand défi que présente le projet Elyssar. Pendant la guerre, la banlieue sud a connu une explosion démographique sous le poids des déplacements forcés de populations de communauté chiite du Liban Sud (voir Chapitre V- 7.2.1). Dans l'après guerre le gouvernement central ne chercha pas à ramener le plus rapidement possible les infrastructures et les équipements nécessaires dans ces nouveaux quartiers, il choisit de développer un projet urbain d'envergure Elyssar qui déplacera ces populations tout en créant de nouveaux quartiers de lotissements. Le Hezbollah qui s'oppose fermement au projet voit dans les municipalités un moyen de le contrer, à condition d'agir vite et de changer la situation sur le terrain.

Pour des raisons politiques d'ordre national, notamment le besoin de s'ouvrir sur les communautés chrétiennes, le Hezbollah appuie le projet de l'union du Sahel AlMatn AlJanoubi. Cette union représenterait une démonstration pratique que le Hezbollah loin d'être un radical infréquentable, un paria de la politique libanaise, peut bien bâtir des partenariats même avec des structures politiques qui ne partagent aucunement ses valeurs. C'est ainsi qu'il met tout son poids derrière ce projet.

Toutefois, les régimes claniques de la banlieue sud-est ne sont pas pressés de s'engager dans des unions municipales. Ils craignent le poids de ces unions sur leur autonomie. Ils veulent d'abord du temps pour consolider leur emprise sur leurs localités. Les négociations s'enlisent sur les questions de financement, sur les municipalités à inclure et d'autres considérations qui ne font que retarder la mise en place de l'union. La guerre de 2006 et la mobilisation nécessaire pour la reconstruction poussent le Hezbollah à abandonner le projet et rechercher une alternative plus efficace qui puisse répondre à ses priorités.

Une union des municipalités de la banlieue sud semble un important outil pour le Hezbollah pour s'assurer une plus grande symbiose entre les différentes municipalités pour l'effort de la reconstruction mais aussi désormais pour l'organisation planifiée de ce territoire. Les expériences

du parti en matière de planification, avec le projet de reconstruction Waed, nous laissent penser que cette échelle est une nouvelle entrée qui donne, grâce à son statut officiel et représentatif, au Hezbollah une occasion de vraiment tenter de redéfinir les interdépendances territoriales dans la banlieue sud. L'échelle de l'union offre la possibilité d'aller plus loin que la simple résistance qu'assurent les municipalités depuis 1998 au projet Elyssar pour penser un vrai projet alternatif. Rapidement, on voit l'union avancer une logique de complémentarité fonctionnelle entre les communes en termes d'équipements.

Dans la banlieue sud-est, on voit l'année suivante la formation de l'union des municipalités du Matn AlJanoubi qui inclut Chiyah, Furn AlChebbak et Hazmié et qui risque de s'étendre rapidement pour inclure toute la banlieue sud-est. Il nous semble toutefois que cette union aura des impacts directs moins lourds sur l'action municipale à Chiyah et Furn AlChebbak ainsi que sur les interdépendances territoriales dans ces communes. En fait, en l'absence d'un corps supérieur qui force l'intégration et dans une situation de régimes municipaux soucieux de leurs spécificités et de leurs stabilités internes, la construction de l'union serait plus dans une logique d'une assistance mutuelle et de rapprochements qui pourraient prendre du temps avant de se consolider.

Toutefois, cette union et ses régimes nous semblent en voie d'entrer en crise. Si ces régimes n'arrivent pas à avancer des propositions à cette échelle ils risquent de se retrouver sous pression et même débordés. Le retour des partis communautaires chrétiens va dans ce sens. Bien qu'ils n'avancent pas encore de visions territoriales et se contentent jusqu'à présent de renforcer leurs structures et consolider leurs bases politiques, ces questions ne tarderont à venir. En fait, si le Hezbollah choisit de développer un projet territorial axé sur la banlieue sud – ce qu'il n'a pas réussi à faire jusqu'ici mais l'union des municipalités de la banlieue sud pourrait servir ici de levier efficace – ceci bouleverserait les dynamiques économiques en place et mettrait la banlieue sud-est sous de pression. Une pression qui pourrait se traduire en une crise politique dans cette banlieue.

Les conséquences de cette crise qui se profile déjà pour ces régimes claniques qui doivent dorénavant traiter avec la présence de partis communautaires pourraient leur être significatifs, les menant à la marginalisation et une nouvelle dépossession du politique. Mais cette crise pourrait avoir des conséquences plus grave sur les interdépendances territoriales au Sahel. Si les partis communautaires chiites ou chrétiens choisissent d'user de ces unions pour la construction de leurs propres territoires idéologiques on risque de se retrouver avec une polarisation communautaire encore plus aigüe.

Toutefois, nous restons plus nuancés et moins pessimistes sur ce point.

Si jusqu'à présent la logique dominante pour l'action au Sahel était la mise en place d'un réseau d'acteur qui définit ultérieurement des actions ou un projet de ville, il semble que la logique pourrait bien s'inverser.

Dans ces banlieues très dynamiques, le besoin est toujours plus pressant pour des services de tout genre comme pour des perspectives claires qui puissent faire converger le foisonnement remarquable de petites et moyennes entreprises en place. Or, devant la grande fragmentation sociale et politique aucun acteur aussi puissant soit-il n'a les réseaux, ni les ressources pour avancer un projet territorial englobant.

Même pour le Hezbollah, avec tous ses moyens et son contrôle de l'union des municipalités de la banlieue sud, nous pensons que pour qu'il puisse réussir un véritable projet alternatif à Elyssar, une ouverture sur les acteurs économiques est nécessaire. Jusqu'à présent le Hezbollah s'est basé dans ses actions municipales, notamment à Ghobeiri, sur ses propres structures. Toute la réflexion sur les enjeux territoriaux et les politiques à mettre en place se faisait en interne. Ce régime a maintenu des relations correctes mais assez froides avec les acteurs économiques, ne communiquant avec eux que sur des questions spécifiques en relation avec leurs propres problèmes comme c'est le cas avec les hôtels ou encore les commerçants de Sabra lors de l'organisation de l'espace de leur souk. La mise en place d'un projet territorial viable pourrait pousser les régimes municipaux du Hezbollah en banlieue sud à une plus grande concertation avec les acteurs économiques ainsi qu'au développement d'outils qu'ils se sont jusqu'ici abstenus d'utiliser comme des plans stratégiques ou des schémas directeurs.

Dans la banlieue sud-est, cette voie nous paraît incontournable. Comme on a eu l'occasion d'observer à travers un projet du Programme des Nations Unies pour le Développement qui travaillait en 2008 sur les questions d'éducation et de jeunesse avec les municipalités de Chiyah, Furn AlChebbak et Hadath, des logiques de complémentarité sur des questions sectorielles commencent à se mettre en place au niveau de cette banlieue.

Ainsi, la crise pourrait être un moment de restructuration, de redéfinition de ces régimes, de leurs ressources, leurs projets et leurs outils. Les régimes sont en effet des structures dynamiques qui évoluent avec l'évolution de leur contexte.

La mise en place de ces unions est un cadre qui peut aussi bien représenter une reprise en main du local par les grands acteurs communautaires ou une nouvelle échelle qui permet aux acteurs municipaux de sortir de leurs autarcies et aux acteurs communautaires de prendre de plus en plus la mesure du quotidien des communes et la complexité de leurs problèmes. Ceci obligerait les acteurs communautaires à prendre leurs responsabilités et par suite devoir s'ouvrir sur des acteurs et des réseaux jusqu'ici marginalisés dans leur action.

Dans tous les cas, la mise en place de ces unions dans les banlieues de Beyrouth nous semble un événement majeur qui pourrait représenter un important renouveau au niveau de la gouvernance

de la ville et de ses interdépendances sociospatiales. Un intéressant sujet de recherche pour un travail à suivre.

Conclusions

Dans l'introduction de cette thèse, nous avons souligné la difficulté pour l'individu comme pour le groupe social de trouver sa place, son lieu, dans nos villes contemporaines qui semblent se développer sans repères territoriaux ni philosophiques. Nous avons dit que dans ce « vide » les autres seraient notre seul repère. C'est par rapport à eux que nous nous identifions et avec eux qu'on négocie notre lieu, notre espace en ville. C'est aussi avec eux qu'on redéfinit – dans l'entente ou dans la confrontation – des repères communs : enjeux, défis, mais aussi espérances et projets.

Cette lecture qui laisserait croire, à premier abord, que la question se réduit à la volonté des acteurs locaux et leur capacité à organiser leur interaction, va à l'encontre de tout un corpus scientifique qui met en avant le poids de dynamiques structurantes venant d'autres échelles comme la globalisation économique et les politiques de l'Etat central. À travers des investissements, des relocalisations et des projets, la globalisation comme les politiques de l'Etat central imposent leurs rythmes où les acteurs locaux n'ont d'autre choix que de suivre ou de se retrouver dépassés, exclus et marginalisés.

Dans cette conclusion, nous questionnons, à partir des analyses que nous avons présentées dans les différents chapitres de la thèse, la place du « local » dans sa capacité à s'articuler, dans le sens vertical, avec des dynamiques d'échelles supérieures et, dans le sens horizontal, avec d'autres « localités ».

Le poids des systèmes

Dans le Chapitre IV, nous avons déjà présenté le concept de système comme on l'entend dans cette thèse. Les systèmes sont des organisations d'échelles supérieures au local qui ont leur propre logique de fonctionnement. Ils ne sont ni la somme ni la résultante des logiques locales. Tout au contraire, ils s'imposent sur le local et tentent par l'intéressement ou la force de changer les structures du local pour l'inclure dans leurs dynamiques. Dans cette thèse, pour comprendre l'articulation entre les grands systèmes et le local nous avons pris le choix d'analyser le rôle des acteurs locaux qui nous semble déterminant dans cette articulation. À la fois, il nous en semble l'indice et l'explication.

En fait, le local est une échelle assez « subversive ». Il est avant tout une concentration de lieux et de réseaux basée sur un certain agencement d'acteurs et de ressources. C'est une construction par le bas où le poids de la sociabilité de proximité et de l'interconnaissance est considérable. Ces rapports de proximité et d'interconnaissances produisent des rapports de confiance et d'interdépendances mutuelles que certains auteurs qualifient de capital social. Ainsi face au poids des systèmes, le local mobilise parfois le poids de l'Histoire, l'histoire locale.

En revenant sur le chapitre V et l'analyse diachronique, on peut retirer de l'évolution de la gouvernance locale dans les localités du Sahel (voir planche 8) plusieurs enseignements. D'abord,

il est clair que le poids des systèmes n'est aucunement négligeable. D'importants changements dans la structure politique et économique supérieure peuvent provoquer d'importants changements dans la structure de la gouvernance locale et son interaction avec les échelles supérieures. C'est le cas par exemple avec la chute du système mouqataaji avec la fin du règne des Chéhabs où de nouveaux acteurs prennent le devant de la scène et réorganisent la totalité de l'espace politique local. Toutefois, c'est moins le changement politique lui-même que l'accès des acteurs locaux à de nouvelles ressources comme la propriété terrienne, qui est capital dans ce changement. C'est aussi le cas avec la guerre libanaise qui provoque un changement politique majeur à travers la « chute » de l'Etat central et la montée des milices. Encore une fois, c'est moins le changement politique – dans son penchant idéologique – en lui-même qui est la source de changement de gouvernance au niveau local. C'est plutôt la perte des acteurs locaux traditionnels l'accès à certaines ressources que représentait l'Etat central et ses administrations et une occasion pour d'autres d'accéder aux nouvelles ressources que présente le système milicien.

En même temps, il est clair que sur une période de plus de deux cents ans, la gouvernance locale est centrale à la « résistance » des localités du Sahel aux logiques de métropolisation de Beyrouth pilotées par les acteurs de l'Etat central. D'autre part, cette gouvernance locale a un rôle capital dans l'organisation et le développement de l'espace du Sahel. En fait, à part Furn AlChebbak qui connaît tôt le poids des dynamiques supérieures avec l'ouverture de la route de Damas, ces dernières n'affectent le Sahel qu'à partir des années 60 avec les grands changements dans la zone des sables, sur les collines de Baabda et à Haret Hreik. Il faut noter aussi, que malgré les changements politiques que connaît la région et plus particulièrement le Liban et Beyrouth depuis le 18^{ème} siècle, cette gouvernance locale n'est jamais totalement neutralisée et assujettie aux autres échelles qu'à partir de 1975 avec la guerre civile, et cela seulement jusqu'au retour des municipalités en 1998.

D'autre part, on peut remarquer la capacité de réorganisation des acteurs qui leur permet de produire de nouvelles ressources pour faire face aux défis du moment. En fait, ce sont souvent les mêmes acteurs qui changent de casquettes mobilisant tantôt la dimension clanique, tantôt la dimension partisane ou encore en des temps difficiles deviennent militants associatifs. Toutefois, il faut souligner que cette capacité d'adaptation ou de résistance n'est possible que dans les localités et les entités sociospatiales ayant un riche tissu social local. C'est dans ces lieux que le poids de l'histoire est le plus important.

Une autre ressource capitale qui a permis à ces gouvernances locales de se développer dans ces communes du Sahel est l'existence des municipalités. La municipalité comme institution donne une certaine légitimité aux sphères politiques locales et leurs acteurs et elles sont capitales dans l'organisation de celles-ci. En fait, si le local est un lieu de sociabilité, il est aussi une échelle d'action. Ceci augmente considérablement sa nature « subversive » par rapport aux systèmes supérieurs.

Cette échelle d'action peut bien venir s'aligner sur les échelles supérieures, comme elle peut s'y confronter ou encore rester à leur marge. Les trois cas qu'on a étudiés dans l'analyse synchronique du chapitre VI sont assez représentatifs de cette diversité. En fait, ce qui nous semble capital dans l'articulation de l'échelle d'action locale aux échelles d'action supérieures reste les intérêts des acteurs au centre des régimes municipaux.

Sur ce point, le recours à la théorie des régimes comme élément central dans la grille d'analyse synchronique a porté ses fruits. Cette théorie nous a permis de voir les logiques structurantes de la gouvernance locale en soulignant leurs rationalités par rapport aux acteurs locaux et leurs ressources, notamment comment ces logiques structurent la définition des intérêts des acteurs et des régimes. D'autre part, elle a permis d'identifier les ponts entre les acteurs locaux et les acteurs d'ordre supérieur en dépassant la simple logique de l'affiliation.

Dans la lecture de la théorie des régimes, l'intérêt n'est pas un simple accroissement des ressources matérielles. Cette logique d'accroissement des ressources est importante et représente une clé de la mobilisation des acteurs, mais elle n'est ni la seule ni forcément la logique dominante. Les acteurs sont selon Stone (2005) aussi « téléologiques⁸¹⁴ », ils portent des valeurs et ont des desseins qu'ils cherchent à accomplir. Ce sont surtout ces desseins qui marquent leurs actions et la façon dont ils vont articuler ces actions aux échelles d'actions supérieures. Enfin, cette lecture voit dans la capacité des acteurs au centre du régime à articuler desseins et incitations matérielles – satisfaisant les différents membres du régime – la base de sa stabilité et sa capacité à perdurer. Sans cela le régime peut rentrer dans une crise le poussant à se redéfinir ou même à se disloquer.

En appliquant ce cadre théorique aux trois régimes étudiés et à leurs projets de ville – dans leur évolution et leur mise en exécution – nous avons visé une identification des intérêts des différents acteurs de ces régimes ainsi que de l'articulation qu'ils cherchent avec les autres échelles.

Dans le Beyrouth de l'après-guerre, on peut repérer le poids de deux systèmes d'échelles supérieures qui pèsent fortement sur les dynamiques urbaines à Beyrouth. On a une importante ouverture sur l'économie globalisée ainsi qu'un retour en force des politiques urbaines de l'Etat central. Ces deux logiques se sont surtout matérialisées par le projet de reconstruction et de métropolisation du président Hariri (voir chapitre V- 8.1.).

Les régimes que nous avons étudiés n'ont pas eu les mêmes réponses face au déploiement de ce projet et aux dynamiques qu'il a impliquées à Beyrouth et au Sahel. Le cas de Chiyah représente un effort de positionnement et d'alignement sur les grandes dynamiques métropolitaines. Celui de Ghobeiri est caractéristique de la confrontation, alors que celui de Furn AlChebbak peut être considéré comme une évolution à la marge de celles-ci.

⁸¹⁴ Traduction de l'anglais de « purposive »

A Chiyah, le régime clanique est construit sur trois desseins qui rassemblent ses acteurs. Le premier est la recherche d'un retour des clans familiaux traditionnels de Chiyah dans la politique, après en avoir été longtemps écartés. Le second est le retour du quartier Mar Mekhael après la résolution de la question des déplacés ; une question centrale pour les clans familiaux. Le troisième est le développement économique, notamment en faisant émerger une importante centralité autour de Mar Mekhael. Ce projet s'inscrit dans une logique de mise à profit de la position de Chiyah dans les quartiers centraux de l'agglomération beyrouthine que les importantes infrastructures routières du projet de reconstruction et de métropolisation de Hariri rendent stratégique. Cette nouvelle centralité profiterait à la commune mais surtout aux acteurs du régime. Ainsi l'alignement du régime et de ses actions sur les dynamiques métropolitaines est à la fois une raison définissant les choix des acteurs de ce régime mais aussi une conséquence de leurs intérêts. C'est aussi – comme le montrent les événements qui suivent la crise du second et du troisième objectif – un fondement de la stabilité de ce régime.

A Ghobeiri, il en est autrement. Le régime partisan chapeauté par le Hezbollah a un ensemble de valeurs idéologiques qui stabilise le régime et fait converger ses principaux acteurs qui sont en effet des militants du parti et de son secteur associatif. À cela s'ajoute une volonté manifeste du parti à démontrer sa capacité de gouverner en affichant une gestion exemplaire et innovante dans une commune stratégique et à forte visibilité. Ainsi on comprend son opposition à Elyssar et sa détermination à le contrer même s'il doit aller au-delà de ses prérogatives et intervenir directement sur les quartiers au sein du périmètre du projet. En fait, le parti estime que le projet pénalise et marginalise de larges pans de la population de communauté chiite de la banlieue sud dont il se considère comme responsable. D'autre part, en intégrant en son sein tous les quartiers à l'ouest du boulevard de l'aéroport, le projet prive la municipalité de la moitié de son périmètre communal mettant en difficulté ses ambitions. Si l'opposition au niveau national entre Hariri et la direction du Hezbollah sur ce projet compte beaucoup, nous maintenons que la présence d'une volonté implacable de ce régime à Ghobeiri de bénéficier de toutes les ressources possibles que pourrait lui procurer sa commune pour pouvoir réussir un projet à la taille de ses ambitions est une explication à ne pas dédaigner.

A Furn AlChebbak, on retrouve comme à Chiyah le dessein affiché de rétablir les clans familiaux traditionnels au centre de l'espace politique local. Toutefois, il ne va pas plus loin que ça et ne porte pas un projet de ville développé. Ainsi, en absence de desseins partagés, nous observons que les acteurs au centre du régime concentrent leurs efforts à ramener des incitations matérielles aux autres acteurs du régime qui sont pratiquement tous des électeurs à Furn AlChebbak. On comprend alors pourquoi l'évolution de Tahwitah AlNahr – en tant que quartier où se trouvent un grand nombre d'électeurs, ainsi qu'en tant que grande réserve foncière non encore exploitée dans les zones centrales de Beyrouth – intéresse particulièrement ce régime. En absence de projet de ville, et tant que des acteurs d'échelles supérieures n'envisagent pas des projets à Tahwitah AlNahr, le régime ne se voit pas obligé de se positionner par rapport aux projets d'échelles

supérieures. En fait, le régime municipal et ses actions à Furn AlChebbak évoluent indépendamment et à la marge des grandes dynamiques métropolitaines.

Le rapport global-local comme national-local est loin d'être une relation simple et unidirectionnelle. Comme le montrent nos résultats, les réponses locales peuvent être fort différentes face aux mêmes dynamiques venant d'échelles supérieures. Toutefois on peut faire sortir quelques constantes qui semblent significatives dans notre travail.

1. Il est clair que plus le régime local a une organisation intégrée et que plus ses membres partagent les mêmes valeurs plus il est capable de résister voir se confronter aux échelles supérieures. C'est le cas des régimes claniques dans le temps, quand le clan représentait la principale référence sociale et organisationnelle pour les différents notables membres du clan. C'est aussi le cas du régime partisan du Hezbollah.
2. Par contre, une organisation moins intégrée avec une forte diversité d'acteurs peut permettre au régime de se recycler plus facilement en reformulant son architecture interne et son projet de ville. C'est notamment le cas du régime municipal de Chiyah.

D'autre part, ces attributs, qui pèsent sur les options du « local » dans son articulation avec les échelles supérieures, semblent aussi avoir d'importantes conséquences sur l'articulation entre différentes « localités » dans un contexte de fortes différenciations sociospatiales.

Le défi de la négociation : articuler les « localités »

La négociation n'est pas une simple affaire. C'est une recherche des ponts qui puissent faire joindre des intérêts a priori divergents. Négocier dans un contexte de forte altérité sociospatiale est peu évident. Penser la négociation dans ce contexte c'est penser les outils et cadres qui puissent donner toutes ses chances à la négociation, mais c'est aussi penser les partenaires eux-mêmes, leurs valeurs, leurs intérêts et leur volonté même de réussir ces négociations.

L'altérité, un mur infranchissable ?

Dans notre travail sur le Sahel nous sommes passés sur différents types d'altérités, comme la différence communautaire et socioéconomique, ainsi que différentes logiques volontaires instituant ces altérités comme sources de mobilisation politique et de démarcation sociospatiale. C'est le cas du communautarisme – notamment dans sa forme politique – ainsi que la logique de repli de la bourgeoisie sur des quartiers déterminés. Il n'est en fait nullement acquis que les acteurs locaux cherchent ou veuillent une ouverture sur leur entourage.

L'évolution historique du Sahel (voir chapitre V) montre que la différence communautaire n'est pas forcément une cause de repli et de rupture. On le voit sous les Chéhab comme dans certains quartiers et localités au nord et centre du Sahel avant la guerre, notamment Haret Hreik. Par

contre la différence communautaire, sous le poids du communautarisme politique peut être source de repli des communautés. C'est le cas des sécessions municipales entre Ghobeiri et Chiyah comme entre Bourj AlBarajné, Haret Hreik et Mreijé dans les années 50 et 60, et dans la mise en place et le maintien de la ligne de démarcation dans l'après-guerre.

Toutefois, si le communautarisme conduit de fait à des logiques de repli, et même de ségrégation, entre différents groupes ou entités sociospatiales appartenant à différentes communautés, il peut être un important élément d'intégration entre groupes et entités polarisés du point de vue socioéconomique ou entre « ahalis » et « wafidin ». C'est ce que souligne l'évolution historique du Sahel notamment à partir des années 40, mais aussi la situation actuelle de Ghobeiri, Chiyah et Furn AlChebbak.

Si la différence socioéconomique n'est pas mobilisée politiquement, elle est toutefois bien présente au Sahel. On repère même des logiques de repli bourgeois. C'est le cas concernant certains quartiers et grands équipements dans la zone des sables comme sur les collines de Baabda et Hazmié. On peut même remarquer une intention dans certains cas chez les acteurs de l'Etat central, de renforcer le trait de ces quartiers. C'est le cas des projets de l'Etat central sur la zone des sables dans les années 50, du schéma directeur de Baabda et Hazmié dans les années 60 et aussi dans certains aspects du projet Elyssar dans l'après-guerre.

De cette lecture territoriale de l'altérité à travers l'exemple du Sahel, nous avons observé deux corrélations qui nous semblent assez significatives :

1. La différence communautaire devient un facteur important induisant du repli sociospatial dans les périodes et les lieux où les échelles supérieures ne sont pas assez pesants en termes économiques et politiques.
2. Par contre, la différence socioéconomique devient un facteur important induisant du repli sociospatial dans les périodes et les lieux où le local est faible en termes d'initiative économique ou d'organisation politique.

L'échelle locale, dans sa capacité à produire une identité locale qui verse aussi bien dans une certaine sociabilité locale que dans un projet local, peut créer des ponts entre des groupes sociaux ayant des intérêts socioéconomiques différents. Par contre, la différence communautaire est moins évidente à transcender.

La question de l'endogamie communautaire ainsi que le développement par chaque communauté de ses propres espaces de sociabilité et de services, amoindrit considérablement le potentiel d'intégration sociale du local. D'autre part, dans un contexte où le communautaire est une monnaie politiquement rentable, le communautarisme politique ne peut que se développer. En effet, dans un système politique où l'appartenance communautaire peut donner accès à des ressources particulières au niveau national – les réseaux politiques communautaires (zaims et

partis communautaires) mais aussi au sein même de la bureaucratie de l'Etat – le communautarisme est une carte attrayante pour tout notable à la conquête de l'espace politique local. Or le communautarisme au niveau local ne peut survivre et se maintenir que dans une logique de repli, rendant difficile le développement d'un projet local convergeant viable.

L'histoire du Sahel montre que le communautaire comme source de repli n'a pu être transcendé que dans deux cas. Le premier c'est lorsque l'affiliation politique la plus « rentable », donnant accès au niveau supérieur, n'est pas le communautaire. C'est le cas du système politique au temps Chéhab, où l'affiliation au clan mouqataaji était la seule à porter un sens politique. Le second c'est lorsque d'autres formes d'identification semblent plus attrayantes au niveau individuel. C'est le cas des quartiers de la classe moyenne intégrée aux corps professionnels urbains ainsi que dans l'économie métropolitaine, comme le Haret Hreik de l'avant-guerre.

Loin des lectures essentialistes, la question de l'articulation des altérités nous semble relever surtout des cadres où elle se développe et des projets qui cherchent à l'intégrer.

Différenciations sociospatiales et territoire

La fragmentation comme ressource et le projet comme horizon

La fragmentation bien qu'elle peut sembler à prime abord une crise dangereuse qui pourrait faire décomposer l'urbain et l'urbanité qui l'accompagne, nous semble plus ici en cette fin de thèse, plutôt une ressource. L'histoire du Sahel montre comment, pour pouvoir émerger et se développer, les acteurs locaux ont toujours privilégié le repli et la démarcation. En fait, pour ces acteurs manquant de ressources, la création d'une frontière est une façon de contrôler les ressources locales à l'intérieur de cette frontière ainsi qu'un moyen de faire converger tous les acteurs vers une même organisation et un même projet. Toutefois, cette approche a ses limites. Après un certain temps, cette ressource peut bien tarir, et la recherche de nouvelles ressources nécessite une réarticulation de cette frontière ou un changement d'échelle, ainsi que l'inclusion de nouveaux acteurs et la mise en place d'un nouveau projet qui puisse répondre aux nouvelles exigences de développement et de qualité de vie. Ce remaniement n'est pas évident puisqu'il risque d'être contesté par des puissants acteurs locaux bénéficiant de la situation actuelle. Ainsi, il peut bien représenter une situation de dur conflit.

Le conflit est dans la nature même de la vie ; les villes le génèrent elles-mêmes continuellement, étant des lieux du changement. Toutefois, historiquement, la forte structuration sociale et l'unité culturelle – traditionnelle ou moderne – ont constitué des cadres plus ou moins stables à l'intérieur desquels évoluent les conflits. La fragmentation sociale, politique et culturelle ont fait exploser ces cadres en multipliant les références. Le conflit dans notre temps nécessite de l'innovation de la part des acteurs pour le contourner. Les cadres mêmes où évolue l'espace

politique peuvent être source de conflit. Venant d'une autre époque et répondant aux ambitions des acteurs de cette époque, aujourd'hui, ils ne peuvent qu'être contestés.

Le territoire face à la fragmentation

Ceci pose la question de notre capacité à gérer ces fragments et à coordination. L'aménagement du territoire a longtemps servi comme principale rationalité pour organiser les rapports entre différents lieux, les coordonner dans une perspective d'une meilleure intégration économique ainsi que de gestion des ressources et des services. Pendant les décennies « modernistes », sa logique descendante a fait qu'il devienne le cadre de référence incontournable pour les politiques spatiales. La crise du modèle fonctionnaliste ainsi que celle de l'Etat moderniste a remis en question cet outil au profit d'autres types d'outils spatialement plus restreints, visant souvent à inscrire les espaces concernés dans une dynamique de globalisation économique. C'est la logique de la régénération urbaine comme celles de la mise en place, dans les périphéries, de parcs de tout genre – parcs d'entreprises, de logistiques, clusters, mais aussi parcs d'attractions.

Toutefois, certains auteurs, dans une logique de capacitation des acteurs locaux face aux dynamiques de la globalisation, parlent du besoin de « reterritorialisation », de refaire des résidents des habitants d'un territoire (Magnaghi, 2003). Les travaux dans ce sens ne manquent pas (Canzanelli, 2001 ; Magnaghi, 2003 ; Pecqueur, 2001, Leloup Moyart & Pecqueur, 2005, D'Aquino, 2002). Cette lecture souligne le besoin d'ancrage social et identitaire⁸¹⁵ des individus dans un monde en mouvement, et surtout l'importance des ressources présentes dans les réseaux territoriaux et leur signification économique. Ces auteurs conçoivent le territoire différemment que l'aménagement du territoire traditionnel en le voyant d'abord comme une construction par le bas portée par les acteurs locaux dans une logique de construction de réseaux et de projet de vie commun. Certains mettent en avant l'histoire de ce territoire comme ressource spécifique avec ses invariants qui peuvent constituer une importante ressource aussi bien pour la construction identitaire du territoire que pour l'action (Magnaghi, 2003).

Sahel et reterritorialisation

Ici nous tenterons de réfléchir aux potentialités et limites de cette approche en nous appuyant sur l'exemple du Sahel AIMatn AlJanoubi que nous avons exploré dans cette thèse.

Notre choix de travailler sur le Sahel pose d'emblée la question de la reterritorialisation. En fait, l'appellation même du Sahel AIMatn AlJanoubi est tombée dans l'oubli depuis longtemps. Avec la

⁸¹⁵ Dans une conférence à l'Université catholique de Louvain en 2009, Secchi, en parlant des habitants des zones pavillonnaires de la ville diffuse qui va de Venise à Milan, parle d'une grande anxiété chez ces habitants sans repères ressentant la pression de la globalisation, notamment en termes économiques, et qui commencent pour se retrouver à créer des simulacres qui leur permettent de se retrouver. Des simulacres aussi bien architecturaux et urbains – comme des placettes de village qui n'ont jamais existé – que politiques, en adoptant de plus en plus les thèses et l'agenda de l'extrême droite.

création du caza de Baabda, le Sahel ne constitue plus une unité administrative, et avec sa transformation en banlieue de Beyrouth, l'appellation même a disparu pour être remplacée par celles de banlieue sud et de banlieue sud-est. Il est remarquable que c'est avec le retour des municipalités en 1998 et le projet d'union des municipalités que le nom revient à l'avant-scène. Cette volonté des acteurs locaux de ressusciter un territoire historique aux contours et attributs mal définis n'est-elle pas après tout un effort de reterritorialisation ? La dizaine de projets de territoires portés par des unions municipales partout au Liban ne va-t-elle pas dans le même sens ? Ces projets ont-ils de réelles chances d'aboutir ? Et que signifient-ils vraiment du point de vue territorial et politique ?

Histoire et territoire : que reste-t-il du Sahel ?

La reterritorialisation d'après Magnaghi s'appuie sur des invariants qui se trouvent en permanence dans le territoire. Ces invariants d'ordres physique ou culturel peuvent s'articuler différemment à chaque époque offrant au territoire la capacité de se redéfinir avec le changement des cadres d'échelles supérieures qui le poussent à l'adaptation ou à la confrontation. Quelles sont les invariants du Sahel et que reste-t-il de ceux-ci aujourd'hui ?

Une caractéristique centrale du Sahel qui se maintient tout le long de son histoire est sa fonction comme zone d'accueil des migrations. Depuis l'ère des Chéhab, le peuplement du Sahel s'est toujours fait suite à une dynamique d'immigration plus qu'à une croissance de la population résidente.

La structure environnementale au Sahel a beaucoup changé. Toutefois, nous remarquons que l'organisation littoral-zone des sables / plaine agricole / collines, est toujours présente à minima malgré l'urbanisation considérable qu'a connue le Sahel dans les deux derniers siècles de son histoire.

Ainsi, le littoral est en gros encore intact occupé sur une partie par des habitations irrégulières. Ce littoral comme d'ailleurs toute la zone des sables suscite toujours l'appétit des grands investisseurs urbains, mais la crise du projet Elyssar risque de les faire attendre. Les collines avec leurs espaces boisés, sont toujours présentes. Si l'urbanisation importante à Hadath et KfarChima est en train de rapidement détruire ces espaces verts, ils subsistent surtout du côté des hauteurs de Baabda et Hazmié ainsi que du côté de Wadi Chahrour. La plaine semble par contre payer le prix fort de l'urbanisation. L'étalement des localités de la plaine s'est fait aux dépens des aires agricoles. Seuls quelques bouts existent encore, comme Tohwitat AlNahr à Furn AlChebbak et quelques zones de Saqi AlHadath.

D'autre part, on peut remarquer que tout au long des deux derniers siècles, chacun de ces différents espaces a joué un « rôle » constant. Ainsi la zone de la plaine a toujours été le lieu de la production locale et du développement endogène du Sahel – agricole puis industriel. Par contre la

zone des sables et à un moindre degré les collines représentent les zones d'inscription des systèmes supérieurs dans le Sahel. Ce sont les espaces de la métropolisation de Beyrouth et des projets de l'Etat. Les routes de Saïda et de Damas ont aussi un rôle structurant pour le Sahel en le mettant dans une position stratégique par rapport aux dynamiques d'échanges dans la zone de Beyrouth mais aussi au niveau du Mont-Liban. Ce n'est que très récemment avec l'ouverture des autoroutes qui le traversent que le Sahel se trouve contourné et marginalisé par rapport aux principaux axes d'échange de l'agglomération beyrouthine. C'est le cas de la banlieue sud et Hadath-Kfarchima avec l'autoroute du sud et le cas aussi de Furn AlChebbak-Hazmié avec l'autoroute de Tohwitat AlNahr et celle de Nahr Beyrouth.

D'un point de vue économique, on peut remarquer depuis la chute des Chéhab, une fragmentation chronique de l'économie au Sahel. Trois entrées se trouvent pratiquement toujours présentes s'articulant parfois, toutefois, la plupart du temps contribuant à la fragmentation territoriale du Sahel. Ainsi on a d'abord la logique de rente. On parle ici de trois genres de rentes distinctes mais qui se complètent dans le cas de quelques localités. Il y a la rente de la position par rapport à Beyrouth. C'est ainsi que certaines localités du Sahel, notamment Furn AlChebbak, ont toujours profité de leurs positions par rapport à Beyrouth, sur les routes de Saïda et Damas. Une autre rente est celle de la présence d'importantes infrastructures étatiques au Sahel. Siège de la Moutassarifat, de la présidence de la République Libanaise ainsi que du Ministère de la défense, du campus de l'Université Libanaise et d'autres grandes administrations, le Sahel – surtout à Baabda et Hadath – a toujours profité de leur présence. Mais la logique de rente la plus importante est la rente foncière et immobilière. Elle se développe sous le poids d'une demande continue de nouveaux migrants.

La deuxième entrée est la production pour exportation. Présente depuis le temps des Chéhab, elle a pris différentes formes dans l'histoire. Toutefois, elle connaît avec la guerre un coup dur duquel elle n'arrive pas à se rétablir. La troisième entrée est celle de l'inscription dans la métropolisation beyrouthine. Au Sahel, elle concerne notamment les populations – et leurs quartiers – qui font le trajet quotidien vers des lieux de travail dans Beyrouth municipale ou le reste de l'agglomération.

L'invariant le plus important et sur lequel on est passé plus haut dans cette conclusion est l'invariante politique. En fait, malgré les grands bouleversements qu'ont connus les espaces politiques locaux depuis deux cents ans, ils affichent d'un côté un refus tenace de s'intégrer à d'autres espaces politiques – surtout celui de Beyrouth – d'un autre côté une multiplication des acteurs et la complexification des relations en leurs seins.

Ces quatre types d'invariants nous semblent d'importantes ressources ainsi que de pesantes limitations par rapport à la reterritorialisation du Sahel.

Le Sahel est encore une zone d'immigration. Que ce soit dans les quartiers irréguliers, les vieilles localités ou les quartiers dorés, l'urbanisation dans le Sahel connaît encore une croissance importante. Le marché locatif et immobilier parallèle que représentent les quartiers irréguliers compensent pour beaucoup de ménages à revenus modestes le manque d'offre abordable sur le marché régulier. Dans les vieux quartiers denses et populaires on est plus dans une logique de classe moyenne inférieure qui travaille dans les zones centrales de Beyrouth et qui y cherche un logement temporaire. En fait, elle attend d'avoir les moyens de s'établir dans les périphéries suite à une ascension sociale réussie. Ce qui fait qu'elle connaît un changement continu important de sa population. D'autre part les quartiers de la bourgeoisie près des principaux axes routiers menant à Beyrouth sont parmi les plus chers de l'agglomération et continuent à être attractifs pour celle-ci.

Être une zone d'immigration a des conséquences importantes sur le fonctionnement d'un territoire. Le principal défi est de répondre au besoin continu, croissant et urgent en services qu'elle provoque. Ceci s'accompagne d'une importante pression politique sur les cadres existants menant à des crises politiques continues, et par suite à un affaiblissement des capacités d'action des régimes aux temps où ces capacités sont les plus nécessaires.

Par contre, être une zone de migration comme le montre l'exemple du Sahel peut donner aussi un important dynamisme économique. Il induit le développement d'un important marché local. Ce dernier est d'une importance particulière quand un système de production est en crise puisqu'il permet sans graves secousses d'importantes réorientations de l'économie. C'est le cas au Sahel par exemple lors du passage des Chéhab à la Moutassarifiyat, et au début de l'industrialisation.

Si l'immigration peut constituer une ressource pour tout projet territorial au Sahel, des obstacles sérieux se présentent devant la mobilisation des autres invariants. C'est surtout le cas de la question économique.

Aujourd'hui la rente de l'immobilier et du locatif est toujours présente au Sahel. Toutefois, son rôle dans l'économie a fortement changé. Dans le temps, cette rente était une principale source de financement pour les autres activités au Sahel, principalement l'activité de construction, mais aussi des activités industrielles et commerciales. Les rentiers du Sahel qui l'habitaient et qui représentaient ses notabilités locales réinvestissaient leur argent dans ces activités. Aujourd'hui, notamment du côté de la banlieue sud-est, les rentiers ne sont pas forcément des habitants du Sahel, ils sont inscrits plutôt dans des réseaux économiques et des activités sur des espaces plus larges.

Quant aux réserves foncières, elles se concentrent aujourd'hui surtout du côté de la zone des sables, sur les collines de Baabda et Hazmié et la plaine de Tohwitat AINahr. Ces zones attirent de grands investisseurs – parfois même de grands consortiums du monde des affaires libanais

mais aussi arabe – ainsi que l’Etat lui-même comme dans le cas d’Elyssar. Ceci marginalise sensiblement les acteurs locaux et remet en question leur capacité de maîtriser leurs territoires. La forte hausse du prix de l’immobilier dans l’agglomération depuis 2008 accentue cette tendance, mettant une pression considérable sur les vieux quartiers des localités et bien sûr rendant la question du maintien des quartiers irréguliers politiquement plus problématique.

La constitution d’un projet territorial économique viable, qui va au-delà de la situation actuelle d’économie de consommation dans un lieu densément peuplé, ne semble pas évidente. Redéfinir un projet qui s’appuie sur des secteurs productifs n’est pas acquis. Ainsi, le manque d’espaces et l’ubiquité des espaces résidentiels pénalisent l’industrie. Quant à l’agriculture urbaine, bien que des terrains sont encore dédiés à cette activité, elle est de moins en moins rentable avec le développement d’infrastructures autoroutières qui desservent les grands espaces agricoles dans les régions périphériques du Liban d’une part, et la spéculation foncière de l’autre. Quant à l’industrie touristique et balnéaire sur le littoral, elle se trouve, aux niveaux des valeurs, en porte-à-faux par rapport à la banlieue sud ce qui rend son développement de façon conventionnelle⁸¹⁶ relativement difficile.

Par contre dans le Sahel aujourd’hui on remarque un foisonnement de petites et moyennes entreprises qui bénéficient de la haute densité ainsi que de la position centrale au sein de l’agglomération lui ramenant des consommateurs des zones environnantes. Ceci représente une ressource économique considérable à développer et nécessite un fort engagement de la part des acteurs du territoire pour l’organisation de cette force économique pour qu’elle puisse réellement contribuer à une plus-value territoriale. Le défi de surmonter la situation de « by-pass » autoroutier dans laquelle se trouve le Sahel afin de bénéficier de dynamiques de plus large ampleur, est aussi fortement pesant.

Toutefois, le défi central reste d’ordre politique et touche les différents cadres dans lesquels pourraient se développer ces projets territoriaux. Les invariants politiques de l’histoire du Sahel soulignent la présence d’importants réseaux d’acteurs qui ont toujours réussi à se repositionner pour s’adapter au nouveau contexte pour en tirer profit ou du moins en amoindrir ses fâcheuses conséquences. Ces réseaux représentent aussi incontestablement une importante ressource pour tout projet territorial. Mettre ces réseaux et leurs ressources au profit d’un projet de développement économique axé sur l’organisation de l’activité des petites et moyennes entreprises pourrait avoir des conséquences importantes sur l’avenir du Sahel.

La question qui se pose ici est ainsi celle de la capacité des cadres politiques de la décentralisation libanaise ainsi que des réseaux politiques locaux à articuler la grande variété d’entités sociospatiales, ou encore à mettre en harmonie les différents projets.

⁸¹⁶ Bien que des acteurs de la banlieue sud se sont déjà engagés avec succès dans une industrie hôtelière islamiste comme le projet de l’association Mabarrat « AlSaha », on voit difficilement le développement à grande échelle de cette tendance

Cadres et projets du « local » : repenser les cadres actuels de la décentralisation libanaise.

On ne peut vraiment parler aujourd'hui de décentralisation au Liban, mais plutôt de municipalisation. En effet, les municipalités et les unions de municipalités sont les seuls deux cadres de la décentralisation dans ce pays. Depuis 1998, les municipalités sont un cadre important aussi bien de la recomposition de la gouvernance locale que de l'innovation au niveau des outils et de l'action urbaine. Toutefois, depuis quelques années, ce cadre commence à s'essouffler et parfois à entrer en crise. En fait, d'importantes limitations rendent le périmètre communal non pertinent comme échelle de construction territoriale.

Limites du projet de ville municipale

La principale limitation est dans la difficulté de faire la translation entre le « local » politique et le « local » territorial. Cette limitation d'ordre politique est la résultante de deux logiques discriminatoires : le régime municipal et la loi électorale.

Le régime municipal, de par sa définition, est un montage qui permet à d'autres acteurs que le conseil municipal de participer dans la prise de décision. Toutefois, cela ne veut pas dire que les régimes sont par nature inclusifs. Tout au contraire, les régimes sont des coalitions d'acteurs puissants bénéficiant d'importantes ressources qu'ils mutualisent pour leur intérêt commun. Forts de leur collusion, ils n'hésitent pas à marginaliser des acteurs et des entités sociospatiales qui ne peuvent contribuer à leur projet, ou qui risquent de le remettre en question au nom de l'intérêt public.

Les exemples des régimes étudiés sont assez significatifs. Ainsi le régime de Ghobeiri, en se suffisant des structures du Hezbollah, ne trouve aucun intérêt à élargir son réseau pour inclure d'autres acteurs associatifs à Ghobeiri. La cohésion idéologique et l'organisation partisane étant les principaux éléments de convergence entre les acteurs du régime, une ouverture à d'autres acteurs ne partageant ni les valeurs idéologiques, ni l'organisation du Hezbollah ne pourrait que compliquer le fonctionnement du régime et ramener celui-ci à questionner ses valeurs. Par suite ces acteurs bien que fort actifs et avec une importante expérience sectorielle et de terrain se trouvent marginalisés. A Chiyah, ce sont les quartiers de Chiyah ouest qui sont marginalisés, surtout après le repli du régime et de ses projets sur Aïn AlReméné.

Devant cette tendance inhérente des régimes à la marginalisation des acteurs les plus faibles, Stone (2002) propose une capacitation de ces acteurs pour qu'ils puissent se constituer des ressources qu'ils pourront faire valoir pour pouvoir intégrer les régimes. Cette capacitation peut être pilotée par l'Etat central – il donne l'exemple de la Grande-Bretagne des années Blair – ou encore par les grandes ONGs. Toutefois, cette proposition de Stone nous semble difficilement transposable au cas libanais. En fait, l'Etat central, bien que doté d'importants centres sociaux

dans ces banlieues, ne peut vraiment s'engager dans cette voie. Ses services actuels axés sur l'assistance sociale sont largement débordés. D'autre part, il est invraisemblable devant le déficit du budget et la taille astronomique de la dette que l'Etat augmente ses dépenses sociales. Quant au secteur associatif au Liban, bien qu'il connaisse dans l'après-guerre une transformation importante où l'accès à des financements internationaux et le développement chez certaines associations d'importantes expertises, il reste encore assez faible notamment en termes politiques.

La loi électorale est la seconde limitation d'ordre politique. Cette loi en maintenant une géographie électorale différente de la géographie résidentielle fait que des larges pans de la population, surtout dans les banlieues de Beyrouth, restent exclus de l'exercice électoral local. Cette différence entre les deux géographies fait – surtout dans le cas de régimes claniques – que ces populations sont totalement étrangères aux identités de communes et projets de villes portés par ces régimes. Ainsi, cette situation représente une source de marginalisation politique et, surtout, un important handicap pour la mise en place de projets territoriaux viables au niveau communal. Changer la loi dans le sens de la superposition des deux géographies serait un changement politique majeur au Liban qui aurait des répercussions importantes sur le cadre municipal et sa capacité de porter des projets territoriaux. Cette éventualité bien que fort improbable à court terme sembler inéluctable à plus long terme.

D'un point de vue opérationnel, comme on a vu dans le chapitre VI, les régimes municipaux dans les banlieues de Beyrouth ont fait preuve d'une véritable capacité d'innovation, et malgré les marges de manœuvre assez restreintes que leur permettent leurs prérogatives, ils ont pu rassembler un nombre important d'outils de modes d'action pour intervenir et organiser leurs territoires. Ces outils – notamment les équipements et les infrastructures – ont permis aux régimes de donner une nouvelle image à ces banlieues durement affectées par la guerre. Toutefois, ils n'ont pu permettre aux régimes d'aborder la question économique qui est centrale pour la viabilisation de tout projet territorial.

La question économique n'est pas en réalité totalement évacuée par les régimes municipaux. Au contraire, on voit dans le cas de Chiyah, que le projet de ville a une importante dimension économique. Cependant, les régimes se sont avérés incapables de mettre en place des outils qui puissent réellement servir dans le sens du développement économique. Ceci nous semble en relation à deux facteurs : l'absence d'acteurs économiques au centre des régimes et la taille des périmètres communaux peu propice au développement de grands projets territoriaux.

Les acteurs économiques dans les trois cas – bien que partenaires comme à Chiyah, ou interlocuteurs privilégiés comme à Ghobeiri – ne sont pas au cœur de ces régimes et ne participent pas à la formulation des projets de ville. Or comme le soulignent les travaux sur la « gouvernance territoriale » (Leloup & Al, 2005 ; Pecqueur, 2001) un projet de territoire est surtout un projet de développement économique piloté par des acteurs publics et privés dans une logique de partenariat et de complémentarité dans un réseau de gouvernance. Les acteurs privés

fournissent au projet expérience, ressources et réseaux. Leur absence des régimes municipaux ici étudiés est un important handicap à la capacité d'action de ces régimes dans le domaine économique.

D'autre part, les périmètres assez réduits des périmètres communaux au Liban font que le domaine économique est largement traité au niveau des unions municipales. C'est au niveau des unions qu'on voit ainsi dans les cinq dernières années une multiplication de projets territoriaux axés sur la dimension économique. Cette dimension est présentée par les initiateurs de ces projets – d'habitude des acteurs de la coopération internationale – comme une entrée pour articuler différents acteurs et entités sociospatiales indépendamment des querelles de clochers entre communes et pour transcender la fragmentation causée par les projets de ville concurrents des différentes municipalités.

Les unions municipales, un cadre plus pertinent ?

On compte aujourd'hui au Liban 42 unions municipales. Bien que régies par la même loi, ces unions représentent des cas de figures très différents. Ainsi, on peut remarquer une forte différence de taille entre ces unions, certaines ne comprenant que trois alors que d'autres près de soixante municipalités. Ces unions se répandent sur tout le territoire libanais englobant parfois presque la totalité d'un caza ou le fragmentant en plusieurs unions. Si la majorité constituent des continuités territoriales, d'autres regroupent des municipalités spatialement éloignées les unes des autres.

Ceci est bien compréhensible en sachant que les unions sont des constructions par le bas, créées à la demande des municipalités elles-mêmes. C'est surtout le cas de municipalités, régies par des clans familiaux, qui cherchent à organiser des questions fonctionnelles d'une certaine importance comme la gestion des déchets. Toutefois, les unions sont aussi souvent fondées à l'instigation de grands zaïms ou partis politiques contrôlant une certaine région ou caza. Ainsi la géographie des unions laisse parfois transparaître une géographie de fiefs politiques. Mais à la différence des géographies miliciennes de la guerre où les milices contrôlaient leurs territoires de façon autoritaire en s'appuyant sur leur monopole de la violence, les unions représentent un espace politique effervescent où ces acteurs nationaux sont face à des élus locaux s'appuyant sur leur légitimité représentative locale à la tête de régimes municipaux, et par suite une grande capacité de mobilisation de ressources locales. L'espace de l'union est alors moins un espace d'imposition unidirectionnelle mais plutôt un espace de recomposition du politique dans sa dimension locale entre les logiques des grands acteurs communautaires au niveau national cherchant à contrôler leurs bases électorales et celles des acteurs locaux, notamment des notables, voulant sécuriser de nouvelles ressources pour leurs régimes.

Jusqu'à récemment, les principales activités des unions se cantonnaient à l'assistance technique, notamment pour les petites municipalités de l'union. Cependant depuis quelques années, les

unions commencent à rechercher leur place comme cadre de l'action de développement. En fait, depuis la création de l'Etat libanais, celui-ci est le principal acteur de la création d'équipements et d'infrastructures, traditionnellement les principaux vecteurs du développement économique. Or, avec le creusement du déficit budgétaire et de la dette publique, les acteurs des régions périphériques délaissées par le projet de reconstruction de Hariri, commencent à rechercher d'autres financements pour répondre à leurs besoins. C'est ainsi que, sous l'instigation d'acteurs de la coopération internationale se développent, un peu partout au Liban au niveau des unions, des projets de développement territoriaux avec une importante dimension économique.

Au Sahel, on est plutôt dans une logique de complémentarité fonctionnelle entre les différentes municipalités des deux unions, notamment au niveau des équipements. Nous avons déjà discuté des logiques derrière ce choix dans le chapitre VI. Rappelons ici que le choix de développer des cadres stratégiques pour des projets territoriaux nécessiterait une plus grande transparence dans la prise de décision et une participation d'autres acteurs, notamment des acteurs économiques, choses que les acteurs de ces unions ne sont pas encore prêts à faire. Toutefois, la crise des régimes et la marginalisation du Sahel par rapport aux principaux axes d'échange métropolitains nous laissent penser que des projets économiques territoriaux ne tarderont pas à se présenter.

Pistes pour de nouvelles questions et hypothèses

Dans cette thèse, nous n'avons pas traité de la question des projets de développement des unions municipales. Toutefois ces projets posent la question du changement d'échelle de l'action locale ainsi que celle d'une importante transformation des politiques de développement. Il est, en raison de la relative récence du phénomène, trop tôt pour se prononcer à ce sujet. Mais nous y voyons une question à développer dans un travail futur.

L'union municipale semble un important creuset de redéploiement des espaces politiques et des espaces d'action. Cependant, ce changement d'échelle pose en lui-même la question de sa pertinence.

L'échelle des unions peut-elle permettre l'élaboration de nouveaux outils d'actions ? Peut-elle dépasser les limitations qui se sont imposées à l'échelle municipale, notamment devant le défi d'articuler les altérités sociospatiales ?

Une autre question majeure se pose pour ces unions : comment s'articuleront les territoires des différentes unions ? Est-ce qu'on ne tombe pas ici dans des logiques de concurrences qui peuvent vite prendre la forme de polarisations entre ces territoires et leurs acteurs ? Dans le cas de l'agglomération beyrouthine traversée par près de sept unions différentes, en quoi l'émergence d'une union d'agglomération serait-elle une meilleure alternative ?

Si ce travail de thèse nous a appris la lucidité et la prudence face aux discours enthousiastes sur le local, il nous a donné aussi une légère note d'optimisme. Le communautarisme comme la spéculation rentière resteront pesants à moyen terme sur les dynamiques territoriales à Beyrouth. Toutefois, la richesse des réseaux, l'étendue de leurs ressources ainsi que leur ingéniosité dans l'appropriation de nouveaux outils ainsi que leur audace dans la formulation de grands projets nous laissent penser aussi, qu'à moyen terme – en cumulant les projets et les expériences - les réseaux locaux pourront avancer des projets de territoires plus viables.

Quant aux cadres politiques et administratifs dans lesquels doivent se développer cette « décentralisation » nous pensons que nous revenons ici à l'introduction de la thèse et au débat sur l'articulation entre le territoire et le politique et au néologisme de la « ville-république ». Créer de nouveaux cadres stables ne peut que présenter une nouvelle source de confrontation. Dans ce sens, le projet d'union d'agglomération semble d'emblée, à la lumière des enseignements de ce travail, assez problématique.

Nous pensons que la solution – si solution il y a – est à chercher ailleurs. Une importante entrée serait la multiplication des cadres et de leurs échelles. En fait, multiplier les cadres c'est amoindrir leur portée conflictuelle. La complexité en elle-même est une façon de déconstruire les conflits et de multiplier les canaux de négociation. Dans la complexité, la polarisation est moins évidente. La complexité est en elle-même une importante ressource pour les acteurs en difficulté ; elle leur permet de se replier sur une échelle et de s'y développer lorsque d'autres échelles lui sont inaccessibles. Une complexification de l'espace politique par la multiplication de ses arènes géographiques et sectorielles nous paraît utile. L'articulation de ces arènes ne peut se faire dans une logique télescopique hiérarchisée, mais par une logique de spécialisation et diversification.

C'est seulement dans cette logique que les entités sociospatiales peuvent perdre de leur raideur, se présenter comme des sources pour de nouveaux projets, et évoluer.

Bibliographie

Références traitant de la question de la ville, du territoire et de la gouvernance urbaine

- ASCHER F. (1999) Faire société à l'heure de la métropolisation, in *Urbanisme*, hors série n°11, pp. 25-26
- BESANCENOT F. (2006) le territoire : un espace à identifier, disponible en ligne sur <http://grain-de-geo.ens-lsh.fr>
- Canzanelli G. (2001) Overview and Lessons Learnt on Local Economic Development Human Development and Decent Work, un papier d'ILO Universitas, disponible en ligne sur : <http://www.ilo.org/public/english/universitas/publi.htm>
- CARRIEL M. (2007) La citoyenneté urbaine du point de vue des gouvernés – synthèse bibliographique, in PUCA, *Citoyenneté urbaine: formes d'engagements et enjeux de solidarité*, DGUHC/PUCA, Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du logement & Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Paris, 66p
- D'AQUINO P. (2002) Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante, in *L'espace géographique*, vol 31 n°1, p. 3-22
- DAVIES J. (2001) Partnerships and regimes : the politics of urban regeneration in the UK, Ashgate, Londres, 243p.
- DOWDING K., KING D., MARGETTS H. & RYDIN Y. (1999) Regime politics in London local government, in *Urban affairs review*, n° 34, pp. 515-545
- HOLEC N. & BRUNET-JOLIVARD G. (1999) Gouvernance, document préparé par le Centre de documentation de l'urbanisme, 24p.
- LEGALES P. (1995) Du gouvernement des villes à la gouvernance, in *Revue française des sciences politiques*, vol 45 n°1, pp. 57-95
- LELOUP F. MOYART L. & PECQUEUR B. (2005) La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ?, in *Géographie, Économie, Société*, n° 7, pp. 321-331
- LEVY J. & LUSSAULT M. (2003) dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés, Belin, Paris, 1033p.
- LORRAIN D. (1998) Administrer, gouverner, réguler, in *Les annales de la recherche urbaine*, n°80-81, pp. 85-92
- MAGNAGHI A. (2003) Le projet local, Margagha, Bruxelles, 124p.
- MOREAU DEFARGES P. (2003) Gouvernance , Collection Que-sais-je ?, Presses universitaires de France, 128p.
- MOSSBERGER K. & STROKER G. (2001), The evolution of urban regime theory : the challenge of conceptualization, in *Urban affairs review*, n° 36, pp. 810-835
- MULLER P. (1990) Les politiques publiques, Collection Que sais-je ?, Presses Universitaires de France, 127p.
- PECQUEUR B. (2001) Gouvernance et regulation, un retour sur la nature du territoire, in *Géographie économie société*, vol 3 n° 2, pp. 229-245
- PIERRE J. (2005) Comparative urban governance : uncovering complex causalities, in *Urban affairs review*, n° 40, pp. 446-462
- PURCELL M. (1997) Governing Los Angeles: neighborhood movements, urban regimes and the production of space in Southern California in *Urban Geography*, n°18, pp. 684-704

- STONE C. (1989) Regime politics, Kansas University press, Lawrence, 328p.
- STONE C. (1998) Regime analysis and the study of urban politics : a rejoinder, in *Urban affairs review*, vol 20 n° 3, pp 249-260
- STONE C (2002) Urban regimes and problems of democracy, papier préparé pour l'atelier « Institutional innovations in local democracy », sessions ECPR , 22-27 Mars 2002, Turin
- STONE C. (2005) Looking back to look forward: reflections on urban regime analysis, in *Urban affairs review*, vol 40 n° 3, pp. 309-341
- STONE C. (2006) Power, reform and urban regime analysis, in *City & Community*, n°5, pp 23-38

Références traitant de la question des différenciations sociospatiales

- ALSAYAD N. & ROY A. (2006) Medieval modernity : on citizenship and urbanism in a global era, in *Polity and Space*, vol. 10 n° 1. pp. 1-20
- BALBO M (2002) Fragmentation spatiale et fragmentation sociale dans la perspective de la globalisation : la place du gouvernement local, in Navez-bouchanine F. (dir.), *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris
- BALBO M & NAVEZ-BOUCHANINE F. (1995) Urban fragmentation as a research hypothesis : Rabat-Salé case study, in *Habitat International*, vol. 19, n° 4, pp. 571-582
- BATTY M. & LONGLEY P. (1995) Fractal cities a geometry of form and function, Academic Press, Burlington, 394p.
- BENIT C., DIDIER S., DORIER-APPRILL E. & GERVAIS-LAMBONY P. (2007) Fragmentations, in Dorier-apprill E. & Gevais-Lambony P., *Vies citadines*, Belin, Paris
- CALDEIRA T. (2000) City of walls : crime segregation and citizenship in Sao Paolo, University of California press, Berkley, 487p.
- CASTEL R. (1996) Les marginaux dans l'histoire in Paugam S. (dir.), *L'exclusion l'état des savoirs*, La découverte, Paris
- CHARMES E. (2007) Suburban fragmentation versus mobility : is suburbanism opposed to urbanism ?, in *Cybergeog : European journal of geography*, Systemic impacts and sustainability of gated enclaves in the City, Pretoria, South Africa, 28 fév-3 mars 2005, disponible en ligne sur <http://cybergeog.revues.org/4882>
- CHARMES E. (2009) On the residential 'clubbisation' of the french peri-urban municipalities, in *Urban studies*, vol 1 n° 46, pp. 189-212
- DAVIS M. (1992) Post-Liberal L.A. : The ecology of fear, in *Los Angeles Times*, Los Angeles, 13/12/1992
- DAVIS M. (2006) City of quartz : excavating the future in Los Angeles, University of California Press, Berkley, 441p.
- DEAR M. & FLUSTY S. (1998) Postmodern urbanism, in *Annals of the association of american geographers*, n° 88, pp. 50-72
- DEAR M. (2000) The postmodern urban condition, Blackwell, Malden, 250p.
- DEAR M. & FLUSTY S. (ed.) (2002) The spaces of postmodernity : readings in human geography, Blackwell, Oxford, 486p.

- DOCUMENTATION FRANCAISE (1996) La ville éclatée : enjeux logiques et modalités de la régulation économique, compte rendu du séminaire 1995-1996, La Documentation française, Paris
- DONZELOT J. & ESTEBE P. (1994) L'état animateur : essai sur la politique de la ville, Seuil, 315p.
- DORIER-APPRILL E. (2002) La fragmentation urbaine instrumentalisée par le politique : le cas de Brazzaville, in Navez-bouchanine F. (dir.), *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris
- DORIER-APPRILL E. (2007) & GERVAIS-LAMBONY (Philippe) Vies citadines, Belin, Paris, 272 p.
- ELSHESHTAWY Y. (dir.) (2008) The evolving arab city : tradition modernity and urban development, Routledge, Londres, 314p.
- ETIENNE J. BLOESS F. NORECK J-P, & ROUX J-P. (2004) Exclusion, notice in *Dictionnaire de la sociologie*, Hatier, Paris, 448p.
- FASSIN D. (1996) Marginalidad et marginados, la construction de la pauvreté urbaine en Amérique Latine, in Paugam S. (Dir.) *L'exclusion, état des savoirs*, La Découverte, Paris
- FERREOL G. & JUCQUOIS G. (dir.) (2003) Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles, Armand Colin, Paris
- FRANKHAUSER P. (1998) The fractal approach. A new tool for the spatial analysis of urban agglomerations, in *Population*, n° 10, 1998, pp. 205-240
- GENESTRIER P. (2002) La rhétorique de la ville fragmentée : ou quand l'idéal holiste est délégué à l'échelon local, in Navez-bouchanine F. (dir.), *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris
- GORDON I. & MONASTIRIS V. (2006), Urban size, spatial segregation and inequalities in educational outcomes, in *Urban Studies*, n° 43, pp. 213-236
- GRAFMEYER Y. (1996), La ségrégation spatiale, in Paugam S. (dir.), *L'exclusion, état des savoirs*, La Découverte, Paris
- GRAFMEYER Y. & JOSEPH I. (2004), L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine, éditions du Champ Urbain, 335p.
- GRAHAM S. & HEALEY P. (1999) Relational concepts of space and place : issues for planning theory and practice, in *European planning studies*, vol 7 n° 5, pp. 623-646
- GRAHAM S. & MARVIN S. (2001) Splintering urbanism : networked infrastructures technological mobilities and the urban condition, Routledge, New York, 477p.
- HAGHIGHAT C. (1994) L'Amérique urbaine et l'exclusion sociale, Presses universitaires de France, Paris, 327p.
- HARRIS C.D. & ULLMAN E.L (1945) The nature of cities, in *The annals of the american academy of political and social science*, n° 242, pp 7-17
- HARVEY D. (1993) From space to place and back again : reflections on the condition of postmodernity, in Bird J., Curtis B., Putnam T. & Tickner L., *Mapping the future local cultures of global changes*, Routledge, Londres
- HARVEY D. (1996) Justice, nature and the geography of difference, Basil Blackwell, Oxford, 322p.
- JAGLIN S. (1998) La gestion urbaine en archipels en Afrique australe, in *Les annales de la recherche urbaine*, n° 80-81, pp. 27-34

- JAGLIN S. (2001), Villes disloquées ? Ségrégations et fragmentation urbaine en Afrique australe in *Annales de Géographie*, n° 619, pp 243-265
- JAILLET M-C. (1999) Peut-on parler de sécession urbaine dans le contexte des villes européennes? in *Esprit*, n° 258, numéro spécial "quand la ville se défait", pp. 145-167
- JOSEPH I. (1997) mixité et ségrégation : exploration d'un thème, in Obadia A., *Entreprendre la ville – nouvelles temporalités nouveaux services*, éditions de l'Aube, Paris, 468p.
- KATO Y. (2006) Planning and social diversity: residential segregation in American new towns, in *Urban studies*, vol 43, n° 12, pp. 2285-2299
- KENNETT P. (1994) Modes of regulation and the urban poor, in *Urban studies*, vol 31, n°7, pp. 1017-1031
- LARBI W.O. (1996) Spatial planning and urban fragmentation in Accra, in *Third world planning review*, vol 18, n° 2, pp. 193-214
- LEY D. & MILLS C. (2002) Can there be a postmodernism of resistance in the urban landscape, in Dear M. & Flusty S. (ed.), *The spaces of postmodernity : readings in human geography*, Blackwell, Oxford
- MARCUSE P. & VAN KEMPEN R. (2000) *Globalizing cities: a new spatial order*, Blackwell, Londres/Cambridge, 318p.
- MAY N. VELTZ P. LANDRIEU J. & SPECTOR T. (dir.) (1998) *La ville éclatée*, éditions de l'Aube, 350p.
- MCKENZIE E. (1994) *Privatopia : Homeowner associations and the rise of residential private government*, Yale university press, New York, 237p.
- MINGIONE E. (1991), *Fragmented societies : a sociology of economic life beyond the market paradigm*, Basil Blackwell, Oxford/Cambridge, 512p.
- MUSTERD S. (2006) Segregation, urban space and the resurgent city, in *Urban studies*, vol 43 n° 8, pp. 1325-1340
- NAVEZ-BOUCHANINE F. (dir.) (2002) *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris, 412p.
- NELSON A.C., DAWKINS C. J. & SANCHEZ T.W. (2004), Urban containment and residential segregation : a preliminary investigation, in *Urban Studies*, #41, pp. 423-439
- OBERTI M. (1996) La relégation urbaine, regards européens, in Paugam S. (Dir.), *L'exclusion, état des savoirs*, La Découverte, Paris
- PAUGAM S. (Dir.) (1996), *L'exclusion, état des savoirs*, La Découverte, Paris, 582p.
- RABAN J. (1974), *Soft city*, The Harvill Press, Londres
- RAY B. (2002) Fragmentation sociale et expériences vécues: les géographies quotidiennes des femmes immigrantes à Montréal, in Navez-bouchanine F. (dir.), *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris
- REA A. (1994), La politique d'intégration des immigrés et la fragmentation des identités. Le modèle belge à l'épreuve de la crise économique et la fédéralisation de l'Etat, in revue internationale d'action communautaire, vol 31 n°71, pp. 88-92
- SANTOS M. (1975) *L'espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*, éditions M.T. Genin, Paris

- SASSEN S. (2002) Topographies urbaines fragmentées et interconnexions sous-jacentes, in Navez-bouchanine F. (dir.), *La fragmentation en question: des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, L'Harmattan, Paris
- SECCHI B. (2008) Le forme della città, texte d'intervention à Ferrara le 17/04/2008 en ligne : http://www.radio.rai.it/radio3/fahrenheit/archivio_2008/LezioneSecchi.pdf
- SOJA E.W. (1989) Postmodern geographies, the reassertion of space in critical social theory, Verso press, Londres, 266p.
- SOJA E.W. & HOOPER B. (2002) The spaces that difference makes : notes on the geographical margins of new cultural politics, in Dear M. & Flusty S. (ed.), *The spaces of postmodernity : readings in human geography*, Blackwell, Oxford
- TOPALOV C. (dir.) (2002), Les divisions de la ville, éditions Maison de la Science de l'Homme, Paris, 469p
- VAN KEMPEN R. & Ozuekren S. (1998) Ethnic segregations in cities : new forms and explanations in a dynamic world in *Urban studies*, vol 35 n°10, pp. 1631-1656
- WAQUANT L. (1996) L'underclass urbaine dans l'imaginaire social et scientifique américain, in Paugam S. (dir.), *L'exclusion, état des savoirs*, La Découverte, Paris
- WILSON W.J. (1987) The truly disadvantaged : the inner city the underclass and public policy, University of Chicago Press, Chicago, 261p.

D'autres références philosophiques, politiques, sociologiques, géographiques et économiques qui ont contribué au cadre théorique général de la thèse

- ABOU S. (1992) Cultures et droits de l'homme : leçons prononcées au Collège de France, Hachette, Paris.
- ABU-LUGHOD J. (1987) The shape of the world-system in the thirteenth century, in *Studies in comparative international development*, vol 22, n° 4, pp. 3-25
- ABU-LUGHOD J. (1993) Discontinuities and persistence : one world-system or a succession of systems ?, in GUNDER FRANK A. & GILLS B., *World system, five hundred yers or five thousand ?*, Routledge, New York
- ARON R.. (1972) Etudes politiques, Gallimard, Paris, 569p.
- BOURDIEU P. (1993), La misère du monde, Seuil, 1460p.
- CARDOSO F. H. & FELATTO E. (1969), Dépendance et développement en Amérique latine, Presses Universitaires de France, Paris, 222p.
- COLEMAN J.S. (1994) Foundations of social theory, First Harvard university press, Cambridge, 1014p.
- FRIEDMAN J. (1992) Empowerment : the politics of alternative development, Blackwell, Malden, 208p.
- GUNDER FRANK A. (1969) capitalism and underdevelopment in Latin America : historical studies of Chile and Brazil, Modern Reader Paperbacks, New York, 372p.
- GUNDER FRANK A. & GILLS B. (1993) World system : five hundred years or five thousand ?, Routledge, Londres/New York, 320p.
- INKELES A. (1969) Making men modern, on causes and consequences of individual change in six developing countries, in *The american journal of sociology*, vol 75, n°2, pp.208-225

- LERNER D. (1968) *The passing of traditional society: modernizing the Middle East*, Free Press, New York, 466p.
- LYOTARD J-F (1979) *La condition postmoderne : le rapport avec le savoir*, Minuit, Paris, 109p.
- POLICAR A. (2003) *Droits de l'homme*, in Ferreol G. & Jucquois G. (dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, Armand Colin, Paris
- PUTNAM R.D. (1992) *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*, Princeton University Press, New Jersey, 286p.
- ROSTOW W.W. (1960) *The stages of economic growth : a non-communist manifesto*, Cambridge University Press, Cambridge, 324p.
- SAID E. (1979) *Orientalism*, Vintage, New York, 368p.
- SARTRE J-P (2004) *Huis clos*, Emen 1964, Gallimard, Paris, 2004
- TONNIES F. (2001) [1887] *Community and Civil Society*, traduction de l'allemand, Cambridge university press, Cambridge, 226p.
- WALLERSTEIN E. (1974) *The rise and future demise of the world capitalist system : concepts for comparative analysis in Comparative studies in society and history*, vol 16, n° 4, pp. 387-415
- WALLERSTEIN E. (1976) *The modern world-system : capitalist agriculture and the origins of the european world-economy in the sixteenth-century*, Academic press, New York/Londres, vol 1, 424p.

Références traitant du Liban, du Levant et du Moyen-Orient en général

- ALSALIBI K. (1990) *A house of many mansions : the history of Lebanon reconsidered*, University of California Press, Berkley, 254p.
- CHAMBERS R.L. & POLK W.R.. (1968), *Beginings of modernization in the middle east: the ninententh century*, Chicago university press, Chicago, 427p.
- CHARARA W. (1996) *Dawlat Hezbollah : Lubnan mujtamaan islamiyan (L'Etat du Hezbollah : Le Liban société islamique)*, Dar AINahar, Beyrouth
- CHEVALLIER D. (1971) *La société du Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris
- CHEVALLIER D. (1968) *Western Development and eastern crisis in mid-nineteenth century : Syria confronted with European economy*, in Chambers R.L. & Polk W.R., *Beginings of modernization in the middle east: the ninententh century*, Chicago university press, Chicago
- DAGHER G. (2000) *Identités composées: la radicalization communautaire au Liban au XIXième siècle*, Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris, 92p.
- DANDINI J. (1685) *Voyage du Mont-Liban*, editions Louys Billaine, Paris, 356p.
- DE CLERCK D. (2009) *Guerre, rupture et frontière identitaire dans le Sud du Mont-Liban: Les relations revisitées entre druzes et de la Montagne*, in *Vingtième siècle revue d'histoire*, vol 3 n°103, pp. 163-176
- DEGUILHEM R.. (1995) *Le waqf dans l'espace islamique : outil de contrôle sociopolitique*, Institut Français de Damas, Damas
- DELVOLVE N. (1971) *l'administration libanaise*, Berger-Levrault, Paris, 89p.

- FAVIER A. (2001) Municipalités et pouvoirs locaux au Liban, Les Cahiers du CERMOC, n°24, Beyrouth, 438p.
- FAWAZ M. (2002) Refelctions on best practices in governance in the ESCWA countries, papier pour l'atelier *Empowering local government institutions in the MENA region*, ESCWA, 7/5/2002
- FIGUIE G. (2005) Le point sur le Liban 2005, Anthologie, Beyrouth, 478p.
- HADJ ALI S. (1997) L'islamisme dans la ville, espace urbain et contre-centralité, in Davis Taieb H., Bekkar R. & David J-C. (dir.), *Espaces publics paroles publiques au Maghreb et au Machrek*, L'Harmattan/Maison de l'Orient Méditerranéen, Paris, 253p.
- HANSSEN J.(2002) Practices of integration center-periphery relation in the ottoman empire, in Hanssen J., Philipp T. & Weber S., *The empire in the city : arab provincial capitals in the late ottoman empire*, Ergon Verlag Wurzburg in Komission/Orient Institute of Beirut, Beyrouth/Wurzburg
- HANSSEN J. PHILIPP T. WEBER S. (2002) A new urban paradigm, in Hanssen J., Philipp T. & Weber S., *The empire in the city : arab provincial capitals in the late ottoman empire*, Ergon Verlag Wurzburg in Komission/Orient Institute of Beirut, Beyrouth/Wurzburg
- HARB M. (2005) Action publique et système politique pluricommunautaire: Les mouvements politiques chiites dans le Liban de l'après-guerre, thèse en sciences politiques à l'Université Cézanne, Aix-en-Provence
- HETER N. (2009) Machrek Alaasabiyat (le Levant des partialités), in journal *AlAkhdar*, Beyrouth, 3/9/2009
- HOURLANI A. (1968) Ottoman reforms and politics of Notables, in Chambers R.L. & Polk W.L., *Beginings of modernization in the middle east: the ninententh century*, Chicago university press, Chicago
- HUDSON M. (1978) The ethnoreligious dimensions of the Lebanese war, in *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, printemps 1978, pp. 34-45
- ILBERT R. (1996) Alexandrie 1830-1930 : histoire d'une communauté citadine, IFAO, Le Caire, 2 volumes, 413p.
- KABBARA N. (1991) Critique of the lebanese theory of consociational democracy, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- KARPAT K. (1968) The land regime, social structure and modernization in the ottoman empire, in Chambers R.L. & Polk W.L., *Beginings of modernization in the middle east: the ninententh century*, Chicago university press, Chicago
- KAUFMAN A. (2004) Reviving Phoenicia : the search for identity in Lebanon, Tauris, Londres/New York, 250p
- KEVORKIAN R. NORDIGUIAN L. & TACHJIAN V. (2005) Les arméniens 1917-1939, la quête d'un refuge, presses universitaires Saint-Joseph, 320p.
- KHALAF S. & SAAD KHALAF R. (2009) Arab society and culture, Saqi Books, Londres/Beyrouth, 550p.
- KHOURY P. S.(1990) The Urban Notables Paradigm Revisited, in *Revue du Monde Musulman et Méditerranéen*, n°55-56, pp. 215-228
- KHURI F. (1969) The changing class structure in Lebanon, in *The Middle East Journal*, n°23.1, pp. 29-44
- PICARD E. (1994) Les habits neufs du communautarisme libanais, in *Culture & conflits*, n° 15-16, pp. 49-70

- PICAUDOU N. (1989) La déchirure libanaise, éditions Complexes, Bruxelles, p. 258
- SAADEH S. (1998) The social structure of Lebanon : servitude or democracy, Dar AnNahar, Beyrouth, 138p
- SAADEH S. (2007) The quest of citizenship in post Taëf Lebanon, Sade publishers, Beyrouth
- SALAM N. (1998) La condition libanaise: des communautés, du citoyen et de l'Etat; suivi de, L'émergence de la notion de citoyenneté en pays d'Islam, Dar AnNahar, Beyrouth
- SEURAT M. (1985) Le quartier de Bab Tebbâné à Tripoli (Liban), étude d'une assabiyya urbaine, in Collectif Cermoc, *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, CERMOC, Beyrouth
- SEURAT M. (1989) L'Etat de barbarie, Seuil, Paris, 330p.
- VAN LEEWEN R. (1994) Notables and clergy in Lebanon : the Khazen Sheikhs and the Maronite Church(1736-1840), E.J. Brill, Leiden, 290p.
- WINSLOW C. (1996) Lebanon, war and politics in a fragmented society, Routledge, Londres, 360p.

Œuvres traitant de Beyrouth, ses banlieues et ses périphéries

- ABABSA M. (2002) Idéologies territoriales et pratiques urbaines des riverains de l'ancienne ligne de démarcation de Beyrouth, in Reitel B, Zander P, Piermay J-L, Renard J-P (Ed.), *Villes et frontières*, Economica-Anthropos, Paris, pp. 14-25
- ABI SAMRA M. (2009) Alqora al sahilia wal oumran almadini almoujhad fi aldahia aljanoubia, thalathat mahatat sariaa fi massirat tahaoulat moujtamaa haret hreik almahali wa inditharoh (Les villages littoraux et l'urbanisation avortée dans la banlieue sud, trois époques rapides dans la chronologie des changements de la société locale de Haret Hreik et son extinction), in le journal *AnNahar*, Beyrouth, 15/02/2009
- ACHKAR K. (2009) La politique urbaine dans le Chouf, entre action de l'institutionnel et pouvoir informel, mémoire de recherche en urbanisme à l'Université Libanaise, Hadath
- AL-HOSSEINI J. (2008) Les camps de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, entre norme de droit au retour et integration socioéconomique in *Asylon*, n° 5, disponible en ligne sur : <http://terra.rezo.net/article799.html>
- ARNAUD J. (dir.) (1997) Beyrouth Grand Beyrouth, Cahiers du CERMOC, n° 16. Beyrouth
- ATTAR N. (1986) Etude de la sous-intégration : le quartier de Roueissat, mémoire de sociologie à l'Université Saint-joseph, Beyrouth
- AVELINE N. (2000) Marchés fonciers et immobiliers à Beyrouth, CERMOC, Beyrouth
- AWADA F. et PAGES J-L. (2007) Quinze années de reconstruction, in *Cahiers de l'IAURIF*, n° 144, pp. 14-22
- BAKHOS W. (1999) Les Nouvelles centralités commerciales de l'agglomération beyrouthine, mémoire de recherche en urbanisme à l'Université de Balamand, Beyrouth
- BAKHOS W. (2005) Le rôle de la puissance publique dans la production des espaces urbains au Liban, in *Mappemonde*, n° 80, en ligne sur <http://mappemonde.mgm.fr/num8/articles/art05403.html>
- BELLIOT M., HUYBRECHTS E., AWADA F. (2007) Des plans et des projets pour la région de Beyrouth, in *Cahiers de l'IAURIF*, n° 144, pp. 60-72

- BEYHUM N. (1991) Espaces éclatés, espaces dominés: étude de la recomposition des espaces publics centraux de Beyrouth de 1975 à 1990, thèse de doctorat en sociologie à l'Université Lyon II, Lyon
- BEYHUM N. (dir.) (1991), Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible, Maison de l'Orient, Lyon, 426p.
- BEYHUM N. (1997) Petit manuel de la reconstruction de Beyrouth in Davie M. F. (dir.), *Beyrouth, regards croisés*, URBAMA, Tours
- BOU AKAR H. (2005) Displacement politics and governance : Access to low-income housing in a Beirut suburb, mémoire de recherche en urbanisme à la Massachusetts Institute of Technology, Cambridge
- BOUDISSEAU G. (2001) Espaces commerciaux centralités et logiques d'acteurs à Beyrouth: les cas de Hamra et Verdun, thèse de doctorat en géographie à l'Université François Rabelais, Tours
- BOURGEY A. (1982) L'évolution des Banlieues de Beyrouth durant les deux dernières décennies, in Bouhdida A. & Chevallier D. (dir.), *La ville arabe dans l'Islam*, CERES et CNRS, Tunis
- BOURGEY A. (1985) La guerre et ses conséquences géographiques au Liban, in *Annales de géographie*, n°521, pp. 1-37
- BOURGEY A. & PHARES J. (1973) Les bidonvilles de l'agglomération de Beyrouth, in *Revue de Géographie de Lyon*, vol. 48 n° 2, pp. 107-139
- BUCCIANTI L. (1973) Espace rural et espace urbain dans la proche banlieue sud-est de Beyrouth, mémoire de géographie université de Lyon II, Lyon
- BUCCIANTI-BARAKAT L. (2004) Beirut : a city with so many faces, in *Dela*, n° 21, pp. 485-493
- CHARAFEDDINE W. (1987) L'illégalité dans une ville en guerre : le cas des quartiers 'illégaux' de la banlieue sud de Beyrouth, in Nasr S. et Hanf T. (dir.), *Urban Crisis and Social Movements, Arab and European Perspectives*, The euro-arab social research group, Beyrouth
- CHARAFEDDINE W. (1991) L'habitat illégal dans la banlieue sud, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- CHARARA W. (1991) Quelle intégration dans une ville désintégrée ? in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth, les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- CHEHABE ED-DINE S. (1953) Géographie humaine de Beyrouth, thèse en géographie à l'Université Paris-Sorbonne, Paris
- CHIDIAC T. (1859) Akhbar Al Ayan fi Jabal Loubnon (histoires des notables au Mont-Liban), éditions Nazir Abboud, Beyrouth, deux volumes, 758p.
- CLERC-HUYBRECHTS V. (2008) Les quartiers irréguliers de Beyrouth , IFPO, Beyrouth, 304p.
- COULON M. (2002) Etude d'un quartier de la proche banlieue de Beyrouth : Nabaa, mémoire de maîtrise en géographie à l'Université de Franche-Comté, Besançon
- DARLES (1997) Types architecturaux et marchés fonciers dans le Metn Durant les trente dernières années, in ARNAUD J. (dir.), *Beyrouth Grand Beyrouth*, Cahiers du CERMOC, n° 16. Beyrouth
- DAVIE M. (1992) Etre Beyrouthin en 1800, in *Table-ronde sur la Citadinité*, 29 - 30 juin 1992, URBAMA, Tours, en ligne sur <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/html/>
- DAVIE M. (1993) La Millat grecque-orthodoxe de Beyrouth 1800-1940, thèse de troisième cycle en histoire à l'Université de Paris-Sorbonne, Paris

- DAVIE M. (1994), Beyrouth de la ville ottomane à la ville française, in *Deuxième Conférence Internationale d'Histoire Urbaine*, Strasbourg 8-10 Septembre 1994, disponible en ligne sur <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/html/>
- DAVIE M. (1996) Bayrou al Qadimat : une ville arabe et sa banlieue à la fin du XVIIIème siècle, in *National museums news*, n° 3, disponible en ligne sur <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/html/>
- DAVIE M. (2001) Beyrouth 1825-1975 : un siècle et demi d'urbanisme, éditions de l'Ordre des Ingénieurs et des Architectes, Beyrouth
- DAVIE M. (dir.) (2007) Fonctions pratiques et figures des espaces publics au Liban, ALBA, Beyrouth, 384p.
- DAVIE M. (2007) Théories et réalités historiques de la publicité de la ville arabe : le cas de Beyrouth, in Davie M. (dir.), *Fonctions pratiques et figures des espaces publics au Liban*, ALBA, Beyrouth
- DAVIE M.F. (1991) La gestion des espaces urbains en temps de guerre : circuits parallèles à Beyrouth, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- DAVIE M.F. (1992) Les marqueurs de territoires idéologiques à Beyrouth (1975-1990), article proposé à *L'affiche Urbaine*, Ndeg 2, EIDOS/Université de Tours, en ligne sur : <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/MICHAELDavie/MARQUEURS/Affiches-a-Beyrouth.html>
- DAVIE M. F. (1993) A post-war urban geography of Beirut, texte de conférence EURAMES, juillet 1993, Warwick, disponible sur ligne : <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/MICHAEL-Davie/Post-War.html>
- DAVIE M. F. (1994) Les Banlieues de Beyrouth : Espace de crise, texte présenté au colloque international, *Petites Villes et Développement Local dans le Monde Arabe*, d'URBAMA, Tours, 28-30 juin 1994, en ligne sur : <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/html/>
- DAVIE M. F. (1994) Centres et centralités à Beyrouth 1850-1995, texte présenté au *Séminaire "Ville et Territoires"* des Rencontres Méditerranéennes de la Ville, Aix-en-Provence, 16-17, en ligne sur <http://almashriq.hiof.no/lebanon/900/902/html/>
- DAVIE M. F.(dir.) (1997) Beyrouth, regards croisés, URBAMA, Tours, 362p.
- DAVIE M. F. (1997) Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest : territoires confessionnels ou espace de guerre ?, in DAVIE M. F. (dir.), *Beyrouth, regards croisés*, URBAMA, Tours
- DAVIE M. F. (2007) Beyrouth, de la ville centrée à la ville retournée : une approche de l'espace public contemporain au Liban, in Davie M. (dir.) *Fonctions pratiques et figures des espaces publics au Liban*, ALBA, Beyrouth
- DAVIE M. F. & DROUOT J-L. (2000), la périphérie urbaine et les extensions de la ville de Beyrouth (Liban) : une étude par traitement d'une image SPOT, texte présenté pour un séminaire sur la télédétection en sciences sociales, disponible en ligne sur *Cybergeog* : <http://cybergeog.revues.org/719>
- DEBOULET A. & HILY M-A. (2009), Les migrants de Beyrouth, in *EchoGéo*, n° 8, disponible en ligne sur <http://echogeo.revues.org/index10944.html>.
- DELAGE A. (2004) La rue espace public, quell(s) public(s)?, in *Tracés*, n° 5, disponible en ligne sur : <http://traves.revues.org/index3136.html>

- DELHOMME B. (1998) Une identité socio-spatiale face à la guerre – permanences et transformations des caractéristiques identifiantes d'un quartier résidentiel de Beyrouth Centre constitutif de la ligne de démarcation de 1975 à 1990 : Ras n'Nabaa, mémoire de en géographie à l'Université Paris IV Sorbonne, Paris
- DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME (DGU) Plan directeur de Beyrouth et ses banlieues, 1963
- DIRECTION GENERALE DE L'URBANISME (DGU) Le livre blanc – Beyrouth 1985-2000, 1973
- DORAI M.K. (2008) Du camp à la ville. Migrations, mobilités et pratiques spatiales dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban en/hors camp in *Asylon*, n° 5, disponible en ligne sur : <http://www.reseau-terra.eu/article802.html>
- DOUEIHI C. (1997) As-Siraa aala-l-madina: Madkhal ila dirasat rawabit al-ahya fi Bayrout (La lutte autour de la ville : introduction à l'étude des associations de quartier à Beyrouth), in Bahout J. & Doueïhi C., *La vie publique au Liban : expressions et recompositions du politique*, CERMOC, Beyrouth.
- DURAND F. (1995) Les processus d'urbanisation de la périphérie nord-est de Beyrouth. Acteurs, stratégies enjeux, mémoire en géographie à l'Université François-Rabelais, Tours
- EDDE C. (1995) Démographie des Maronites à Beyrouth au XIXième siècle, mémoire en histoire à l'Université St Joseph, Beyrouth
- EDDE C. (2008) Beyrouth : l'émergence de la capitale libanaise à l'ombre du mandat français les premiers pas (1918-1924), thèse en histoire à l'Université Aix-Marseille I et l'Université Saint Joseph, Beyrouth
- EL-JISR B. (1991) Les plages de Beyrouth, privatisation et communautarisation d'espaces publics in Beyhum N. (dir.) (1991), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- FAOUR G., HADDAD T., VELUT S. & VERDEIL E. (2005) Beyrouth : quarante ans de croissance urbaine, in *Mappemonde*, n° 79, disponible en ligne sur site : <http://mappemonde.mgm.fr/num7/articles/art05305.html>
- FARAH J. (2006) Politiques urbaines municipales et territorialisations communautaires, le cas de Chiyah, mémoire en urbanisme à l'Université Libanaise, Beyrouth
- FAWAZ L. (1982) Le développement de Beyrouth au XIX et au début du XX siècle, CERES et CNRS, Tunis
- FAWAZ M. (2009) Hezbollah as an urban planner ? questions to and from planning theory, in *Planning theory*, vol 8 n° 4, pp. 323-334
- FEGHALE K. (2001) Lobnan fi mawssoua : soka, modon, baldat wa kora (Le Liban dans une encyclopédie : populations villes communes et villages), le Centre de Statistique et de Documentation, Beyrouth
- GHAZZAL Z. (1995) Lecture d'un waqf maronite au mont Liban au XIX siècle , in Deguilhem R., *Le waqf dans l'espace islamique, outil de contrôle sociopolitique*, Institut Français de Damas, Damas
- GHORAYEB M. (1997) De l'art urbain à l'urbanisme progressiste, desseins pour une ville levantine sous mandat français : Beyrouth, in Davie M. F.(dir.), *Beyrouth, regards croisés*, URBAMA, Tours
- GLASZE G. (2003) Segmented governance patterns – fragmented urbanism : The development of guarded housing estates in Lebanon, in *The arab world geographer*, vol 6, n° 2, pp. 79-100

- HAMDAN K. (1991) Guerre civile et bipolarisation économique, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- HARB M. (1996) Politiques urbaines dans la banlieue sud de Beyrouth, Les Cahiers du CERMOC, n° 14, Beyrouth
- HARB M. (1999) La reconstruction de la banlieue sud-ouest de Beyrouth : une négociation entre Etat et acteurs politiques, in Huybrechts E., Douayhi C. (dir.) *Reconstruction et réconciliation au Liban, Négociations, lieux publics, renouvellement du lien social*, Les Cahiers du CERMOC, n° 23, Beyrouth
- HARB M. (2001) Pratiques comparées de participation dans deux municipalités de la banlieue de Beyrouth: Ghobeyri et Bourj Brajneh, in Favier A. (dir.), *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Les Cahiers du CERMOC, n°24, Beyrouth, 438p.
- HARB M. (2004) La banlieue du Hizb'allah : Images alternatives du Beyrouth d'après-guerre, in *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 96, pp. 53-61
- HARB M. (2010) Le Hezbollah à Beyrouth (1985- 2005) : de la banlieue à la ville, Karthala/IFPO, Paris, 300p.
- HILAL N. (2008) Governance and public participation in post-war reconstruction projects: Haret Hreik, Beirut as a case study , mémoire de recherche en urbanisme à l'Université américaine de Beyrouth, Beyrouth
- HUYBRECHTS E. (2002) Des micro-territoires de la guerre à la métropole du Proche-Orient arabe , *Cahiers de la Méditerranée* , n° 64, disponible en ligne sur <http://cdlm.revues.org/index79.htm>
- HUYBRECHTS E. & AWADA F. (2007) Beyrouth reprend place au niveau international, *Cahiers de l'IAURIF*, n° 144, pp. 23-40
- HUYBRECHTS (Eric) & AWADA (Fouad) La réconciliation par la reconstruction, in *Cahiers de l'IAURIF*, n° 144, pp.40-47
- HUYBRECHTS E. & VERDEIL E. (2000) Beyrouth entre reconstruction et métropolisation, in *Villes en parallèle*, n° 32-33, pp.63-87
- Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région de l'Île-De-France IAURIF (1993), Schéma d'aménagement pour la reconstruction des quartiers de l'ancienne ligne de combats de Beyrouth et de sa proche banlieue, Beyrouth
- KASSIR S. (2003) Histoire de Beyrouth, Fayard, 732p.
- KHAYAT T. (1995) Espaces et territoires communautaires à Achrafieh et dans la proche banlieue Est de Beyrouth, Mémoire en géographie à l'Université François Rabelais, Tours
- KHAYAT T. (2001), Construction du territoire municipal et aménagement métropolitain à Bourj Hammoud , in Favier A., *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Les Cahiers du CERMOC, n°24, Beyrouth
- KHAYAT T. (2002) La rue espace réservé: voituriers et vigiles dans les nouvelles zones de loisir de Beyrouth, in *Geocarrefour*, vol 77 n° 3, pp. 283-288
- KHURI F. (1972) Sectarian loyalty among rural migrants in two Lebanese suburbs: A stage between family and national allegiance, in Antoun R. & Harik I. (dir.), *Rural politics and social change in the middle east*, University of Indiana Press, Bloomington
- KHURI F. (1975) From villages to suburbs : order and change in greater Beirut, The University of Chicago Press, Chicago, 272p.

- KIWAN F. (1991) Le grand Beyrouth quel espace politique, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- MAKDISSI U. (2002) Rethinking ottoman imperialism: modernity violence and the cultural logic of ottoman reform, in Hanssen J., Philipp T. & Weber S., *The empire in the city : arab provincial capitals in the late ottoman empire*, Ergon Verlag Wurzburg in Komission/Orient Institute of Beirut, Beyrouth/Wurzburg
- MANSOUR A. (1983), Evolution humaine et économique de Hadath, mémoire de recherche, Beyrouth
- MAURIAT J. (1997) Les camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth : Dynamiques internes et articulations à leur environnement immédiat, mémoire de maîtrise en géographie, Université Paris X , Nanterre
- MINIER Paul (2000) Jeux et enjeux de la croissance urbaine : la reconquête de l'ancienne ligne de démarcation à Hadath, banlieue de Beyrouth, mémoire en géographie à l'Université François Rabelais, Tours
- NASR S. (1977) Pour éclairer la guerre civile au Liban, jalons pour une position des rapports entre confessions et société libanaise, in Chaysie J-P., *Liban Palestine, promesses et mensonges de l'occident*, Harmattan, Paris
- NASR S. (1979) Les formes de regroupements traditionnel (familles confessions, communautés régionales) dans la société de Beyrouth, in Chevallier D., *Espace social de la société arabe*, Maisonneuve et Larose, Paris
- NASR S. (1982) Formations sociales traditionnelles et sociétés urbaines du Proche-Orient : Beyrouth, Damas, Baghdad, , in Bouhdida A. & Chevallier D. (dir.), *La ville arabe dans l'Islam*, CERES et CNRS, Tunis
- NASR S. (1984) Beyrouth et le conflit libanais, restructuration de l'espace urbain, in Metral J. & Mutin G. (dir.) *Politiques urbaines dans le monde arabe*, Maison de l'Orient Méditerranéen, Lyon
- NASR S. (1985) La Transition des chiites vers Beyrouth: Mutations sociales et mobilisation communautaire à la veille de 1975, in Collectif CERMOC, *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, CERMOC, Beyrouth
- NASR S. et NASR M, (1976) Morphologie sociale de la Banlieue est de Beyrouth, in *Maghreb-Machrek*, n° 73, pp. 78-88
- OSSEIRAN A. (1982) La banlieue de Beyrouth, thèse en urbanisme et aménagement de territoire à l'Université Paris-Sorbonne, Paris
- PHARES J. (1977) Une société banlieusarde dans l'agglomération beyrouthine, étude de certains aspects du développement suburbain, Publications du centre de recherches de l'Université Libanaise, Beyrouth, 153p.
- PHARES J. et SCHMEIL Y. (1977) Modification du site urbain de Beyrouth, in *Maghreb-Machrek*, n°75, pp. 34-43
- RONDOT P. (1991) Beyrouth 1930, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- ROSTOM A. (1987) Lobnan fi 'ahd al Moutassarifya (Le Liban au temps de la Moutassarifya), presses de la librairie Saint-Paul, Beyrouth 418p

- ROSTOM A. ALBOUSSTANI F.A. (1984) Lobnan fi 'ahd aloumaraa alchehabiyyin (Le Liban au temps des princes Chéhab) – rassemblement des écrits de l'émir Haidar Ahmad Chéhab, Vol 3, presses de la librairie Saint-Paul, Beyrouth, 412p.
- RUPPERT H. (1969) Beyrouth une ville d'orient marquée par l'occident, traduction de l'allemand, Cahiers du CERMOC, n°21, Beyrouth
- SALIBA R. & ABUN NASR Y. (1997) Development of the informal sector during the lebanese war, in Davie M. F. (dir.) *Beyrouth, regards croisés*, URBAMA, Tours
- TABET J. (dir.) (2001) Beyrouth, la brûlure des rêves, Collection Monde, Autrement, n°127, Paris, 224p.
- TABET J. (1991) La ville imparfaite, le concept de centralité urbaine dans les projets d'aménagement et la reconstruction de Beyrouth, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- TABET J. (1991) Trois plans pour une ville, in Beyhum N. (dir.), *Reconstruire Beyrouth : les paris sur le possible*, Maison de l'Orient, Lyon
- TOHME A. (1995) Hadath : petite ville ou banlieue de Beyrouth ?, in *Peuples Méditerranéens*, n° 72-73, pp. 187-206
- TOHME-TABET A. (2008) Etat de la question : Lectures de la réalité banlieusarde à Beyrouth, texte de présentation faite au laboratoire CERDA à l'Université Libanaise, juillet 2008, Beyrouth, 16p.
- TOHME-TABET A. (2010), « L'identité et les groupes de sociabilité formels à Hadath » Thèse de doctorat en sociologie à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, 2010
- USTA J. (2007) Mapping of the social services related to Gender Based violence in the Southern Suburbs of Beirut, rapport préparé pour la coopération italienne au Liban, Beyrouth, 66p
- VERDEIL E. (2002) Une ville et ses urbanistes: Beyrouth en reconstruction, thèse Université Paris I, Paris

Références et travaux traitant de la représentation graphique et notamment les chorèmes

- BRUNET R. (1980) La composition des modèles dans l'analyse spatiale, in *L'espace géographique*, #4, 1980, pp. 253-265
- BRUNET R. (1986) La carte modèle et les chorèmes, in *Mappemonde*, n° 4, pp. 4-6
- DEL FATTO V. & AI (2008) A chorem-based method for visualizing evolutionary scenarios, texte présenté lors de la conférence AGILE 2008 *Geovisualization of dynamics movements and change*, disponible en ligne sur : <http://geoanalytics.net/GeoVis08/a11.pdf>
- LAURINI R., SEBILLO M., VITIELLO G., SOL-MARTINEZ D. & RAFFORT F. (2009) Computer-generated visual summaries of spatial databases : Chorems or not Chorems ? in *SAPIENS*, vol 2 n°2, en ligne sur <http://sapiens.revues.org/index795.html>

Table des Matières

<i>Remerciements</i>	5
<i>Avant-Propos</i>	7
<i>I. Introduction</i>	11
<i>II. Cadre Théorique des différenciations sociospatiales</i>	19
<i>1 Différence et différenciation</i>	20
1.1 Ségrégation – l’inclusion par la différenciation	22
1.2 Marginalisation – l’inclusion par la marge ?	27
1.3 Les Nouveaux Ghettos et les Quartiers Underclass – un bémol du système?	29
1.4 Exclusion et relégation – les logiques de disqualification	32
1.5 Fragmentation urbaine – ou paradigme post-urbain ?	37
1.5.1 Une cacophonie de modèles assez révélatrice	38
1.5.2 Réalité nouvelle ou cadre nouveau de lecture	42
1.5.3 La Fragmentation comme fruit d’une crise de la modernité	44
1.5.4 La Fragmentation urbaine et les transformations économiques	46
1.5.5 Fragmentation urbaine et les transformations politiques	52
<i>2 Pour une lecture au-delà des modèles</i>	63
2.1 Une diversité de présents et le poids du passé	63
2.2 Gouvernance et différenciations sociospatiales	64
<i>III. Le choix des banlieues de Beyrouth comme terrain d’étude</i>	69
<i>1 La pertinence du choix de Beyrouth</i>	70
<i>2 La recherche productive de connaissance sur Beyrouth</i>	72
2.1 Communautés et communautarismes	72
2.2 Le paradigme des notables	79
2.3 Les mouvements communautaires	83
2.4 Intérêts et limites de l’usage du concept de communauté pour analyser la gouvernance de Beyrouth	89
2.5 Communautés et différenciations sociospatiales	90
2.6 Communautarisme et différenciation sociospatiale.	93
<i>3 Nouvelles pistes, questions et hypothèses</i>	101
3.1 Et si la périphérie n’a jamais connu de centre ?	101
3.2 Communautés, localités et gouvernances municipales	102
<i>IV. Projet de recherche et plan de thèse</i>	107
<i>1 Le projet de recherche</i>	108
<i>2 Deux cadres d’analyse</i>	108
2.1 L’analyse diachronique	108

2.1.1	La territorialité	109
2.1.2	Les grands systèmes, le poids des échelles supérieures	112
2.1.3	Trajectoires et périodisations	113
2.1.4	Une méthode d'analyse	114
2.2	L'analyse synchronique	116
2.2.1	Le régime municipal et sa stabilité	116
2.2.2	Passerelles pour articuler gouvernance et différenciations sociospatiales	120
2.2.3	La déconstruction du discours municipal	121
3	Plan de thèse	124
V. L'analyse diachronique. La différenciation sociospatiale comme processus historique : l'exemple du Sahel AlMatn AlJanoubi		
1	Sahel AlMatn AlJanoubi	137
2	Remarques méthodologiques	138
2.1	Principes de périodisation	138
2.2	Sources mobilisées	140
2.3	La chorématique comme méthode de représentation graphique	141
3	Sous le règne des Chéhabs [1697-1842]	144
3.1	L'Emirat de la Montagne au 19^{ème} siècle, une hiérarchie pluriséculaire face aux vents du changement : soubresauts et désintégration	144
3.1.1	Les Chéhabs perdent le contrôle de Beyrouth	148
3.1.2	Mohamad Ali et sa campagne Syrienne	149
3.1.3	La chute des Chéhabs et ses conséquences	150
3.2	Deux trajectoires territoriales différentes au Sahel et à Beyrouth : hiérarchisation rurale et mixité urbaine	152
3.2.1	Des territoires en croissance : le Sahel se peuple et Beyrouth sort de ses murs	152
3.2.2	Des territoires sans frontières	154
3.2.3	Ségrégation communautaire au Sahel, et premières démarcations à Beyrouth	156
3.2.4	Les collines se démarquent du Sahel rural et le Zoqaq AlBlat bourgeois de la mixité socioéconomique de Beyrouth	156
3.2.5	Dualité fonctionnelle au sein du Sahel et à Beyrouth	157
3.3	Projets de soie et projets de port, les grands projets au Sahel et à Beyrouth (planche 1-2.)	157
3.4	Gouvernances : règne du Prince au Sahel et politique des notables à Beyrouth	159
Soumission paysanne au Sahel, accompagnement notabiliaire à Beyrouth et détournement mouqataajis au Mont-Liban		
3.6	Les localités comme entités sociospatiales du Sahel	164
3.7	Evolution des interdépendances entre entités sociospatiales	165
3.7.1	La mouqataa du Sahel et la sériciculture deux cadres d'intégration territoriale au Sahel ;	165
3.7.2	Le Sahel et Beyrouth : le fossé des différences et le pont de la complémentarité économique	165
3.7.3	Le Sahel et les autres localités du Mont-Liban : appartenance à un même système et instabilité des liens	166
4	Entre moutassarifat et wilayat [1842-1918]	167
4.1	Tentatives de modernisation de l'empire : Tanzimat et Moutassarifyat	167
4.1.1	Les qaïmaqamyats : un système trop frêle pour une Montagne mouvementée	167
4.1.2	Moutassarifyat et Wilayat : stabilité et prospérité	168
4.2	Deux Territoires : étalement, densification et démarcation	172
4.2.1	Croissances fabuleuses (voir planche 2- 1.)	172

4.2.2	Le tracé des frontières	174
4.2.3	Maintien de la ségrégation au Sahel et premiers quartiers communautaires à Beyrouth	175
4.2.4	« Démocratisation » foncière et socioéconomique au Sahel et démarcation des nouveaux quartiers bourgeois à Beyrouth	176
4.2.5	Nouvelles centralités au Sahel et concentration des fonctions au centre-ville à Beyrouth	178
4.3	Volontarisme public de la moutassarifyat et de la wilayat (voir planche 2- 2.)	180
4.4	Les nouveaux enjeux de la gouvernance : affirmation de l'autorité publique, démultiplication des acteurs et communautarisme	182
4.5	Entre autonomisation locale et alignement sur les dynamiques systémiques au Sahel et appropriation notabiliaire à Beyrouth	187
4.6	Entités sociospatiales au Sahel	190
4.7	Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel (voir planche 2- 3.)	190
4.7.1	Nouvelles centralités et renforcement de la mobilité au Sahel	190
4.7.2	Territorialités locales très fortes et absence de cadres d'intégration au niveau du Sahel	191
4.7.3	Rapport à Beyrouth : une certaine dépendance et une forte démarcation	191
4.7.4	Au cœur de la moutassarifyat et à sa marge	192
5	<i>Le Sahel et la capitale du Mandat [1920-1943]</i>	194
5.1	La chute de l'empire, l'éphémère Etat syrien et l'établissement du mandat français	194
5.1.1	Le mandat français à Beyrouth	196
5.2	La rencontre de deux Territoires	196
5.2.1	Beyrouth s'étale hors ses frontières (voir planche 3- 1.)	197
5.2.2	De nouvelles municipalités.	198
5.2.3	La consolidation des logiques communautaires et l'apparition des premiers quartiers ethniques (voir planche 7- III.c)	198
5.2.4	Les premiers bidonvilles à Beyrouth et une diminution de la ségrégation socioéconomique au Sahel (voir planche 7- III.d.)	200
5.2.5	Renforcement de la centralité du centre-ville et intégration économique du nord du Sahel à Beyrouth (voir planche 7- III.e.)	201
5.3	Les projets urbains sous le mandat : Grandes ambitions, maigres réalisations (voir planche 3- 2.)	202
5.4	Crise de la gouvernance urbaine à Beyrouth et ses banlieues, entre priorités du mandat et la pluralité des acteurs et des intérêts	207
5.4.1	Les priorités du mandat à Beyrouth	207
5.4.2	Une logique sécuritaire	207
5.4.3	La gouvernance urbaine à Beyrouth comme tremplin pour une ouverture politique	208
5.4.4	Le poids de l'affairisme	210
5.4.5	De nouveaux acteurs qui cherchent à s'affirmer	211
5.5	Autonomie politique et alignement économique au Sahel, résistance et négociation à Beyrouth	212
5.6	Les entités sociospatiales au Sahel	214
5.7	Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel	215
5.7.1	Furn El Chebbak, seul, passe au rythme Beyrouthin	215
5.7.2	Absence d'un cadre d'intégration territoriale des différentes entités sociospatiales au Sahel ; projets de métropolisation et difficultés d'intégration à Beyrouth (voir planche 3- 3.)	216
5.7.3	La position du Sahel par rapport à Beyrouth, une rente considérable	217
6	<i>Une banlieue de Beyrouth ? [1943-1975]</i>	218
6.1	Le mirage de la prospérité	218
6.1.1	L'indépendance, le Pacte National et la stabilité précaire	218
6.1.2	La parenthèse du Chéhabisme	219
6.1.3	Malheurs des uns, bonheur des autres	219

6.1.4	Le poids de la question palestinienne _____	219
6.1.5	Vers la guerre civile _____	221
6.2	Les banlieues, une multiplicité de micro-territoires _____	221
6.2.1	Entre ceinture de misère et nouveaux horizons de Beyrouth _____	221
	Plus de frontières _____	224
6.2.3	Les conséquences d'une urbanisation rapide : entre mixité et territorialisations communautaires, ethniques et claniques _____	226
6.2.4	Entre 'tanaké', quartiers irréguliers et quartiers bourgeois. _____	229
6.2.5	Industrie, commerce, équipements divers et nouvelles centralités (voir planche 7- IV.e.) _____	232
6.3	L'Etat et ses projets, acteur fort et illusions modernistes (voir planche 4- 2.) _____	235
6.4	Gouvernance et poids des politiques locales _____	240
6.4.1	Les nouveaux notables : une pluralité de profils _____	241
6.4.2	La prolifération des associations et leurs limitations _____	244
6.4.3	Le renforcement du communautarisme _____	245
6.4.4	« Ahali » et « Wafidin » un nouveau clivage sociopolitique _____	246
6.4.5	Construction des alliances locales entre clanisme et régime municipal _____	246
6.4.6	Le communautarisme et l'exemple de la municipalité de Chiyah _____	247
6.4.7	Types d'alliances entre acteurs nationaux et locaux _____	249
6.4.8	Les limites des acteurs nationaux et la prééminence des enjeux locaux _____	249
6.5	Le Sahel : Entre la ségrégation en banlieue dortoir et quartiers dorés, la marginalisation des tanakés, la relégation des camps et la fragmentation des localités productives _____	253
6.6	Les entités sociospatiales au Sahel et Beyrouth _____	255
6.7	Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel _____	256
6.7.1	Des territorialités locales fragmentées au Sahel _____	256
6.7.2	Beyrouth cherche à s'installer au Sahel _____	257
7	<i>Les Territoires Idéologiques de la guerre [1975-1991] _____</i>	259
7.1	Violence, déplacements et lignes de démarcation _____	259
7.2	Transformations territoriales _____	262
7.2.1	L'étalement de Beyrouth-Est, les quartiers irréguliers de la banlieue sud et la densification de Beyrouth-Ouest (voir planche 5- 1.) _____	262
7.2.2	RMB et Grand Beyrouth _____	265
7.2.3	Effort d' « homogénéisation chrétienne » à Beyrouth Est et tensions communautaires à Beyrouth Ouest (voir planche 7- V.c.) _____	266
7.2.4	Paupérisation généralisée et les nouveaux quartiers de Jounieh _____	267
7.2.5	Le redéploiement des activités entre nouvelles centralités, territoires communautaires et organisation locale _____	268
7.3	Projets de territorialisation, de métropolisation et de reconstruction en pleine guerre (voir planche 5- 2.) _____	270
7.4	Gouvernance _____	275
7.4.1	La dépossession politique des clans familiaux _____	275
7.4.2	Le système milicien _____	276
7.4.3	Les milices et l'Etat _____	279
7.4.4	Guerre et affaires _____	280
7.4.5	Le mandat Gemayel et les projets en temps de guerre _____	280
7.4.6	Gouvernance et guerre _____	282
7.5	Articulation des territorialités du Sahel aux grands systèmes : entre adaptation et volatilité _____	283
7.6	Les entités sociospatiales du Sahel pendant la guerre _____	285
7.7	Les interdépendances des entités sociospatiales au Sahel _____	286
7.7.1	Diminution de la mobilité et repli des entités sociospatiales sur elles-mêmes _____	286

7.7.2	Des constructions territoriales idéologique qui peinent à intégrer les différentes entités sociospatiales	286
8	<i>En attente de la reconstruction [1990-1998]</i>	288
8.1	Le système politique du post-Taëf	288
8.1.1	Entre résistance et reconstruction	290
8.1.2	Le retour des municipalités	293
8.2	Transformations Territoriales	295
8.2.1	De la densification et des périphéries toujours plus lointaines (voir planche 6- 1.)	295
8.2.2	Pas de changement dans le découpage administratif	301
8.2.3	Une ségrégation communautaire toujours présente (voir planche 7 – VI.c.)	301
8.2.4	Gated communities et quartiers populaires (voir planche 7- VI.d.)	308
8.2.5	La multiplication des centralités et la dominance du tertiaire	311
8.3	Un grand chantier de reconstruction	313
8.4	Gouvernance	321
8.5	Entre globalisation économique, métropolisation, banane bleue et fragmentations	326
8.6	Les entités sociospatiales au Sahel	330
8.7	Interdépendances des entités sociospatiales au Sahel	330
8.7.1	Une forte mobilité et le poids de la ligne de démarcation	330
8.7.2	Pas de complémentarités territoriales entre les différentes localités du Sahel	331
8.7.3	L'agglomération beyrouthine : rapport de fragmentation ou de ville diffuse ?	331
9	<i>Variables et constantes de l'évolution des processus de différenciation sociospatiale au Sahel</i>	333
9.1	Une question de trajectoires	333
9.2	L'autonomie du Sahel par rapport à l'urbanisation de Beyrouth comme principale constante de son histoire	334
9.2.1	Une économie autonome	334
9.2.2	Le poids des espaces politiques locaux conservateurs au Sahel	336
VI.	<i>Gouvernances municipales et interdépendances territoriales au Sahel après 1998</i>	349
1	<i>Les municipalités de Ghobeiri, Chiyah et Furn AlChebbak en 1998</i>	355
2	<i>Les sources mobilisées pour cet exercice d'analyse</i>	361
3	<i>Le cas de la municipalité de Chiyah</i>	363
3.1	Chiyah à la recherche d'une « identité »	363
3.1.1	Réécrire l'histoire de Chiyah	363
3.1.2	La carte mentale de Chiyah pour sa municipalité (voir planche 13- 2.)	369
3.1.3	Les inclus et exclus de l' « identité de Chiyah »	372
3.2	Le Projet de Ville du régime municipal de Chiyah	374
3.2.1	Les grands principes	375
3.2.2	Les objectifs	376
	<i>Chiyah le village</i>	377
3.2.3	Impacts du « Projet de ville » de Chiyah sur les interdépendances territoriales	389
3.3	La relation des différents acteurs au régime municipal de Chiyah	391
3.3.1	Municipalité et participation	391
3.3.2	Le corps dur du régime : la municipalité - la paroisse maronite - l'association caritative	393
3.3.3	L'association des commerçants de Karm El Zeitoun	396
3.3.4	La paroisse grecque catholique de Chiyah	397
3.3.5	L'association des commerçants du souk Mouawad	397
3.3.6	Le monde associatif	398
3.3.7	Les municipalités de l'entourage	405

3.3.8	Les acteurs internationaux _____	408
3.3.9	L'Etat central et ses institutions _____	409
3.3.10	L'architecture du réseau du régime municipal de Chiyah (voir planche 13- 1. et 3.) _____	412
3.4	Les limitations du régime municipal de Chiyah, les défis de sa stabilisation et leurs implacations _____	413
4	<i>Le cas de la municipalité de Ghobeiri _____</i>	418
4.1	L' « identité de Ghobeiri » _____	418
4.1.1	Réécrire l'histoire de Ghobeiri _____	418
4.1.2	La carte mentale de Ghobeiri d'après la municipalité (voir planche 14- 2.) _____	422
4.1.3	Les inclus et exclus de l' « identité de Ghobeiri » _____	426
4.2	Le Projet de Ville du régime municipal de Ghobeiri _____	428
4.2.1	Les grands principes _____	429
4.2.2	Les grands objectifs _____	436
4.2.3	Impacts du « Projet de ville » de Ghobeiri sur les interdépendances territoriales _____	443
4.3	La relation des différents acteurs au régime municipal de Ghobeiri (voir planche 14- 1. et 3.) _____	445
4.3.1	Municipalité et participation _____	445
4.3.2	Le corps dur du régime : les structures du Hezbollah _____	447
4.3.3	Les autres associations de Ghobeiri _____	452
4.3.4	Relation avec les acteurs économiques _____	456
4.3.5	Relation avec les acteurs palestiniens _____	456
4.3.6	Relation avec les acteurs internationaux _____	457
4.3.7	Relation avec les municipalités environnantes _____	459
4.3.8	Rapports à l'Etat central _____	461
4.3.9	L'architecture du régime municipal de Ghobeiri _____	464
4.4	Les limitations du réseau du régime municipal de Ghobeiri et les défis de sa stabilisation _____	465
5	<i>Le cas de Furn AlChebbak _____</i>	470
5.1	L' « identité » de Furn AlChebbak _____	470
5.1.1	Réécrire l'histoire de Furn AlChebbak _____	470
5.1.2	La carte mentale de Furn AlChebbak pour sa municipalité (voir planche 15- 2.) _____	472
5.1.3	les inclus et les exclus de l' « identité » de Furn AlChebbak _____	475
5.2	Le projet de ville du régime municipal de Furn AlChebbak _____	477
5.2.1	Les grands principes _____	477
5.2.2	Les grands objectifs _____	480
5.2.3	Impacts du « Projet de ville » de Furn AlChebbak sur les interdépendances territoriales _____	488
5.3	Les relations du régime municipal de Furn AlChebbak aux différents acteurs _____	489
5.3.1	Le corps dur du régime : Un réseau de notables issus des clans familiaux _____	489
5.3.2	Les paroisses _____	490
5.3.3	Les autres associations _____	493
5.3.4	Les acteurs économiques _____	495
5.3.5	Les acteurs internationaux _____	497
5.3.6	Les municipalités environnantes _____	498
5.3.7	L'Etat central _____	498
5.3.8	L'architecture du réseau du régime municipal de Furn AlChebbak (voir planche 15- 1. et 3.) _____	500
5.4	Les limitations du réseau du régime municipal de Furn AlChebbak et les défis de sa stabilisation _____	501
6	<i>La construction du « local » entre gouvernances municipales et différenciations sociospatiales _____</i>	505
6.1	Une différence d'outils révélatrice _____	506
6.2	L'architecture des régimes _____	511

6.3	La question économique	512
6.4	Unions municipales et perspectives d'avenir	514
	<i>Conclusions</i>	<i>521</i>
	<i>Bibliographie</i>	<i>539</i>
	<i>Table des Matières</i>	<i>554</i>

Liste des planches

Légende des Chorèmes	p. 128
Planche 0 - Le Sahel	p. 129
Planche 1 - Sous le règne des Chéhabs [1697-1842]	p. 130
Planche 2 - Entre Moutassarifat et Wilayat [1842-1918]	p. 131
Planche 3 - Le Sahel et la capitale du Mandat [1920-1943]	p. 132
Planche 4 - Une banlieue de Beyrouth? [1943-1975]	p. 133
Planche 5 - Les territoires idéologiques de la guerre [1975-1991]	p. 134
Planche 6 - En attente de la reconstructio [1991-1998]	p. 135
Planche 7 - L'évolution territoriale du Sahel	p. 340
Planche 8 - Gouvernance locale dans les localités du Sahel	p. 342
Planche 9 - Interdépendances territoriales et différenciations sociospatiales	p. 344
Planche 10 - Territorialités et Trajectoires au Sahel	p. 346
Planche 11 - Le Sahel et ses municipalités en 1998	p. 351
Planche 12 - Les trois communes de Ghobeiri, Chiyah et Furn AlChebbak	p. 352
Planche 13 - Le régime de Chiyah	p. 416
Planche 14 - Le régime municipal de Ghobeiri	p. 469
Planche 15 - Le régime municipal de Furn AlChebbak	p. 503